le LIVRE NOIR du CAPITALISME

« Qu'est-ce donc que cette histoire d'un livre noir du capitalisme ? Ne voyez-vous pas que la démesure de l'entreprise relève du délire ? Le pire assassin de masse de l'Histoire, on vous l'accorde, mais un assassin sans visage ni code génétique et qui opère impunément depuis des siècles sur cinq continents… On vous souhaite bien du plaisir. Et à quoi bon ? N'avez-vous pas entendu le coup de gong annonçant en même temps le terme du match et la fin de l'Histoire ? Il a gagné. Il accapare dans sa robuste version mafieuse les dépouilles de ses ennemis. Quel adversaire crédible à l'horizon ?
Quel adversaire ? Le peuple immense des parties civiles au procès. Les morts et les vivants. La foule innombrable de ceux qui furent déportés d'Afrique aux Amériques, hachés menus dans les tranchées d'une guerre imbécile, grillés vifs par le napalm, torturés à mort dans les geôles des chiens de garde du capitalisme, fusillés au Mur des Fédérés, fusillés à Fourmies, fusillés à Sétif, massacrés par centaines de mille en Indonésie, quasiment éradiqués tels les Indiens d'Amérique, massivement assassinés en Chine pour assurer la libre circulation de l'opium… De tous ceux-là, les mains des vivants ont reçu le flambeau de la révolte de l'homme nié dans sa dignité. Mains bientôt inertes de ces enfants du Tiers Monde que la malnutrition, chaque jour, tue par dizaines de milliers, mains décharnées des peuples condamnés à rembourser les intérêts d'une dette dont leurs dirigeants-marionnettes ont volé le capital, mains tremblantes des exclus toujours plus nombreux à camper aux marges de l'opulence…
Mains d'une tragique faiblesse, et pour l'instant désunies. Mais elles ne peuvent pas ne pas se rejoindre un jour. Et ce jour là, le flambeau qu'elles portent embrasera le monde. »

GILLES PERRAULT

Nous n'avons pas eu la prétention de faire un livre exhaustif. Les crimes du capitalisme constituent un sujet malheureusement inépuisable. Du moins, pour l'instant… Plutôt que de réaliser un ouvrage collectif, nous avons pris le parti de solliciter des participations individuelles, d'historiens, d'économistes, de sociologues, de syndicalistes, d'écrivains, qui s'expriment ici en toute liberté sur le sujet de leur choix.

LES AUTEURS : GILLES PERRAULT - MAURICE CURY - JEAN SURET-CANALE - PHILIPPE PARAIRE - ROGER BORDIER - MAURICE MOISSONNIER - CLAUDE WILLARD - ANDRÉ DEVRIENDT - MAURICE RAJSFUS - JEAN-PIERRE FLÉCHARD - PIERRE DURAND - FRANÇOIS DELPLA - MAURICE BUTTIN - FRANÇOIS DERIVERY - JACQUES JURQUET - SUBHI TOMA - ANDRÉ PRENANT - FRANCIS ARZALIER - PACO PEÑA - ROBERT PAC - JEAN LAÏLLE - YVES GRENET - CAROLINE ANDRÉANI - FRANÇOIS CHESNAIS - JEAN ZIEGLER - YVES FRÉMION - MONIQUE ET ROLAND WEYL -

LE TEMPS DES CERISES



(attention, ne pas perdre de vue que les articles de ce livre ont été rédigés en 1998… pas mal de choses se sont passées depuis !)

Avant-propos

Bienheureux capitalisme ! Il n'annonce rien et ne promet jamais. Point de manifeste ni de déclaration en vingt points programmant le bonheur clé en main. Il vous écrabouille, étripe, asservit, martyrise – bref, il vous déçoit? Vous avez le droit d'être malheureux mais non pas déçu, car la déception suppose un engagement trahi. Ceux qui annoncent des lendemains chantant plus juste s'exposent à l'accusation de tromperie quand la tentative sombre dans une affreuse cacophonie. Le capitalisme, lui, se conjugue sagement au présent. Il est. L'avenir? I l'abandonne volontiers aux rêveurs, aux idéologues, et aux écologistes. Aussi bien ses crimes sont-ils presque parfaits. Aucune trace écrite établissant la préméditation. La Terreur de 1793, il est aisé pour ceux qui n'aiment pas les révolutions de lui imaginer des responsables: les Lumières et la déraisonnable volonté d'ordonner la société selon la raison raisonnante. Pour le communisme, les bibliothèques croulent sous les ouvrages incriminables. Rien de tel pour le capitalisme. Ce n'est pas à lui qu'on peut reprocher de fabriquer du malheur en prétendant apporter le bonheur. Il n'accepte d'être jugé que sur ce qui le motive depuis toujours: la recherche du profit maximal dans le minimum de temps. Les autres s'intéressent à l'homme; lui s'occupe de la marchandise. A-t-on jamais vu des marchandises heureuses ou malheureuses? Les seuls bilans qui vaillent sont les bilans comptables. Parler à son propos de crimes, c'est manquer de pertinence. Évoquons plutôt des catastrophes naturelles. On vous le serine assez: le capitalisme est l'état naturel de l'humanité. L'humanité est dans le capitalisme comme un poisson dans l'air. Il faut l'arrogance futile des idéologues pour vouloir changer l'ordre des choses, avec les navrantes conséquences cycliques que l'on sait: révolution, répression, déception, contrition. Voilà bien le vrai péché originel de l'homme: ce perpétuel tracassin qui le porte à secouer le joug, l'illusion lyrique d'un avenir libéré de l'exploitation, la prétention de changer l'ordre naturel. Ne bougez pas: le capitalisme bouge pour vous. Mais bon, la nature a ses catastrophes; le capitalisme aussi. Iriez-vous chercher des responsables à un tremblement de terre, à un raz de marée? Le crime implique au demeurant des criminels. Pour le communisme, les fiches anthropométriques sont faciles à établir: deux barbus, un barbichu, un binoclard, un moustachu, un qui traverse le Yang-Tseu-Kiang à la nage, un amateur de cigares, etc. On peut haïr ces visages-là. Ils incarnent. S'agissant du capitalisme, il n'existe que des indices: Dow Jones, CAC 40, Nikkei, etc. Essayez, pour voir, de détester un indice. L'empire du Mal a toujours une aire géographique, des capitales. Il est repérable. Le capitalisme est partout et nulle part. À qui adresser les citations à comparaître devant un éventuel tribunal de Nuremberg?

Capitalisme? Archaïsme ringard! Mettez-vous à la page et usez du mot adéquat: libéralisme. Le Littré définit « libéral » comme « ce qui est digne d'un homme libre ». Cela ne sonne-t-il pas bien? Et le Petit Robert nous livre une liste convaincante d'antonymes: « avare, autocrate, dictatorial, dirigiste, fasciste, totalitaire. » Vous vous trouviez peut-être des excuses à vous définir comme anticapitaliste, mais avouez qu'il faudrait bien du vice pour se proclamer antilibéral.

Qu'est-ce donc que cette histoire d'un livre noir du capitalisme? Ne voyez-vous pas que la démesure de l'entreprise relève du délire? Le pire assassin de masse de l'Histoire, on vous l'accorde, mais un assassin sans visage ni code génétique et qui opère impunément depuis des siècles sur cinq continents..: On vous souhaite bien du plaisir. Et à quoi bon? N'avez-vous pas entendu le coup de gong annonçant en même temps le terme du match et la fin de l'Histoire? Il a gagné. Il accapare dans sa robuste version mafieuse les dépouilles de ses ennemis. Quel adversaire crédible à l'horizon?

Quel adversaire? Le peuple immense des parties civiles au procès. Les morts et les vivants. La foule innombrable de ceux qui furent déportés d'Afrique aux Amériques, hachés menus dans les tranchées d'une guerre imbécile, grillés vifs par le napalm, torturés à mort dans les geôles des chiens de garde du capitalisme, fusillés au Mur des Fédérés, fusillés à Fourmies, fusillés à Sétif, massacrés par centaines de mille en Indonésie, quasiment éradiqués tels les Indiens d'Amérique, massivement assassinés en Chine pour assurer la libre circulation de l'opium... De tous ceux-là, les mains des vivants ont reçu le flambeau de la

révolte de l'homme nié dans sa dignité. Mains bientôt inertes de ces enfants du Tiers Monde que la malnutrition, chaque jour, tue par dizaines de milliers, mains décharnées des peuples condamnés à rembourser les intérêts d'une dette dont leurs dirigeants-marionnettes ont volé le capital, mains tremblantes des exclus toujours plus nombreux à camper aux marges de l'opulence...

Mains d'une tragique faiblesse, et pour l'instant désunies. Mais elles ne peuvent pas ne pas se rejoindre un jour. Et ce jour là, le flambeau qu'elles portent embrasera le monde.

Gilles Perrault

Le libéralisme totalitaire

Le monde dominé par le capitalisme, c'est le monde libre, le capitalisme, qu'on n'appelle plus désormais que libéralisme, c'est le monde moderne. C'est le seul modèle de société, sinon idéal, du moins satisfaisant. Il n'en existe et n'en n'existera jamais d'autre.

C'est le chant unanime qu'entonnent non seulement les responsables économiques et la plupart des responsables politiques, mais aussi les intellectuels et journalistes ayant accès aux principaux médias : audiovisuel, presse, grande édition, généralement entre les mains de groupes industriels ou financiers. La pensée dissidente étant non pas interdite (libéralisme oblige !) mais canalisée dans une quasi clandestinité. Voilà pour la liberté d'expression dont se gargarisent les tenants de notre système libéral.

La vertu du capitalisme est dans son efficacité économique. Mais au bénéfice de qui et à quel prix? Dans les pays occidentaux, qui sont la vitrine du capitalisme alors que le reste du monde en est plutôt l'arrière-boutique, examinons les faits.

Après sa grande période d'expansion au XIXe siècle, due à l'industrialisation et à la féroce exploitation des travailleurs, le mouvement qui s'est précipité au cours des dernières décennies a amené la quasi disparition de la petite paysannerie dévorée par les grandes exploitations agricoles, avec pour conséquence la pollution, la destruction des paysages et la dégradation de la qualité des produits (et cela aux frais du contribuable puisque l'agriculture n'a cessé d'être subventionnée), la quasi disparition du petit commerce de proximité, particulièrement d'alimentation au profit de la grande distribution et des hypermarchés, la concentration des industries en grandes firmes nationales puis transnationales qui prennent de telles proportions qu'elles ont parfois des trésoreries plus importantes que celles des États et font la loi (ou prétendent la faire), en prenant des mesures pour renforcer leur pouvoir sans contrôle, ainsi avec l'Accord multinational sur l'investissement (AMI) au dessus des États. (l'United fruit est le patron de plusieurs États d'Amérique latine.)

Les dirigeants capitalistes pouvaient craindre que la disparition de la petite paysannerie, de l'artisanat et de la petite bourgeoisie industrielle et commerciale ne renforçât les rangs du prolétariat. Mais le « modernisme » leur a procuré la parade avec l'automatisation, la miniaturisation, l'informatique. Après le dépeuplement des champs, nous assistons à celui des usines et des bureaux. Comme le capitalisme ne sait ni ne veut partager le profit et le travail (nous le voyons avec les réactions indécentes et hystériques du patronat sur les 35 heures, mesure pourtant bien timide) nous arrivons inéluctablement au chômage et à sa cohorte de désastres sociaux.

Plus il y a de chômeurs, moins on indemnise et moins longtemps. Moins il y a de travailleurs, plus on prévoit de diminuer les retraites. Cela semble logique et inéluctable. Oui, si l'on répartit la solidarité sur les salaires. Mais si l'on prend en considération le produit national brut qui a augmenté de plus de 40 % en moins de vingt ans alors que la masse salariale n'a cessé de diminuer, il en va tout autrement ! Mais ce n'est pas dans la logique capitaliste !

Près de vingt millions de chômeurs en Europe, voilà le bilan positif du capitalisme !

Et le pire est à venir. Les grandes firmes européennes et américaines dont les bénéfices n'ont jamais été aussi prospères annoncent des licenciements par centaines de milliers. Il faut "rationaliser" la production, concurrence oblige !

On se félicite de l'augmentation des investissements étrangers en France. Outre les dangers pour l'indépendance nationale, on peut se demander si ce n'est pas la baisse des salaires qui encourage les investisseurs.

Les chantres français du libéralisme - du « modernisme » ! - (voyez Alain Madelin !) ne jurent que par l'Angleterre et les États-Unis qui seraient les champions de la réussite économique et de la lutte contre le chômage. Si la destruction des protections sociales, la précarité de l'emploi, les bas salaires et la non-indemnisation à brève échéance des chômeurs qui les fait disparaître des statistiques sont l'idéal de M. Madelin, je ne pense pas qu'il soit celui des travailleurs de ce pays.

Au USA, paradis du capitalisme, 30 millions d'habitants (plus de 10% de la population) vivent sous le seuil de pauvreté, et parmi ceux-ci les Noirs sont en majorité.

La suprématie des États-Unis dans le monde, la propagation impérialiste et uniformisatrice de son mode de vie et de sa culture ne peuvent satisfaire que des esprits serviles. L'Europe ferait bien d'y prendre garde et de réagir, elle qui en a encore les moyens économiques. Mais il lui faudrait aussi la volonté politique.

Pour aider aux investissements productifs, dans l'industrie ou les services, le capitalisme a la volonté de les rendre concurrentiels face aux investissements financiers et spéculatifs à court terme. Comment cela ? En taxant ces derniers ? Pas du tout, on baissant les salaires et les charges sociales !

C'est aussi une manière de rendre l'Occident concurrentiel avec le Tiers Monde. On a d'ailleurs commencé en Grande Bretagne à faire retravailler les enfants. Le vassal des États-Unis, pas plus que son suzerain, n'a d'ailleurs ratifié la charte interdisant le travail des enfants.

Pris dans le cercle infernal de la concurrence, le Tiers Monde devra encore baisser les coûts et enfoncer un peu plus ses habitants dans la misère, puis ce sera de nouveau le tour de l'Occident...

Jusqu'à ce que l'ensemble du monde entier soit entre les mains de quelques transnationales, majoritairement américaines, et qu'on n'ait quasiment plus besoin de travailleurs, sinon d'une élite de techniciens... Le problème alors sera pour le capitalisme de trouver des consommateurs au-delà de cette élite et de ses actionnaires... et de maintenir la délinquance née de la misère.

L'accumulation de l'argent - qui n'est qu'une abstraction - empêche la production de biens d'équipement et de biens élémentaires utiles à tous.

Le livre noir du capitalisme est déjà écrit devant nous dans son « paradis ». Qu'en est-il de son enfer, le Tiers Monde ?

Les ravages, en un siècle et demi, du colonialisme et du néocolonialisme sont incalculables, pas plus qu'on ne peut chiffrer les millions de morts qui lui sont imputables. Tous les grands pays européens et les États-Unis sont coupables. Esclavage, répressions impitoyables, tortures, appropriation, vol des terres et des ressources naturelles par les grandes compagnies occidentales, américaines ou transnationales ou par des potentats locaux à leur solde, création ou dépeçage artificiel de pays, imposition de dictatures, monoculture remplaçant les cultures vivrières traditionnelles, destruction des modes de vie et des cultures ancestrales, déforestation et désertification, désastres écologiques, famine, exil des populations vers les mégalopoles où les attendent le chômage et la misère.

Les structures dont s'est dotée la communauté internationale pour réguler le développement des industries ou du commerce sont entièrement entre les mains et au service du capitalisme: la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économique, l'Organisation mondiale du commerce. Ces organismes n'ont servi qu'à endetter les pays du Tiers Monde et à leur imposer le credo libéral. S'ils ont permis le développement d'insolentes fortunes locales, ils n'ont fait qu'accroître la misère des populations (1).

Dans quelques décennies, le capitalisme international n'aura quasiment plus besoin de main-d'oeuvre, automatisation oblige! Les laboratoires américains étudient les cultures in vitro, ce qui ruinera définitivement le tiers-monde agricole (et peut-être l'agriculture française, deuxième exportateur mondial). Au lieu de partager les biens, ce sera le chômage que les travailleurs du monde entier se partageront définitivement (2).

Pourtant des services essentiels concernant l'instruction, la santé, l'environnement, la culture, l'entraide ne seront pas ou plus assurés parce qu'ils ne dégagent pas de profits et n'intéressent pas le secteur privé, parce qu'ils ne peuvent être rendus que par les États ou la communauté des citoyens auxquels le libéralisme veut ôter tout pouvoir et tous moyens.

Quels sont les moyens d'expansion et d'accumulation du capitalisme ? La guerre (ou la protection, à l'exemple de la maffia), la répression, la spoliation, l'exploitation, l'usure, la corruption, la propagande.

La guerre contre les pays indociles qui ne respectent pas les intérêts occidentaux. Ce qui fut autrefois l'apanage de l'Angleterre et de la France, en Afrique et en Asie (les derniers soubresauts du colonialisme aux Indes, à Madagascar, en Indochine, en Algérie ont fait des millions de morts), est aujourd'hui celui des U.S.A., nation qui prétend régenter le monde. Les États-Unis n'ont pour cela cessé de pratiquer une politique de surarmement (qu'ils interdisent aux autres). Nous avons vu s'exercer cet impérialisme dans toutes les interventions directes ou indirectes des États-Unis en Amérique latine et particulièrement en Amérique centrale (Nicaragua, Guatemala, Salvador, Honduras, Grenade), en Asie, au Vietnam, en Indonésie, à Timor (génocide proportionnellement plus important que celui de Khmers rouges au Cambodge - près des deux tiers de la population - génocide perpétré dans l'indifférence - quand ce n'est pas avec la complicité - de l'Occident), guerre du Golfe, etc. (3)

La guerre ne se fait pas seulement par les armes mais peut prendre des formes inédites: par exemple, les États-Unis n'ont pas hésité à aider la secte Moon en Corée pour lutter contre le communisme, les fascistes dans l'Italie d'après-guerre, ils n'ont pas hésité à armer ou subventionner les intégristes islamistes comme les Frères musulmans ou les Talibans en Afghanistan. La guerre peut prendre aussi la forme d'embargos contre les États indociles (Cuba, Libye, Irak), ô combien meurtriers pour les populations (plusieurs centaines de milliers, voire des millions de morts en Irak) .

La spoliation est la cause évidente de l'utilisation de la force. Si l'on veut cambrioler une maison où sont les habitants, il vaut mieux posséder une arme.

Les pratiques du capitalisme sont proches de celles de la maffia, c'est sans doute pourquoi celle-ci prolifère si bien dans son terreau.

À l'instar de la maffia, le capitalisme protège les dirigeants dociles qui laissent sans vergogne exploiter leur pays par les grandes sociétés américaines et transnationales. Il consolide ainsi - quand il ne les met pas en place - des dictatures, plus efficaces pour protéger les biens des entreprises que les démocraties.

Ses armes sont indifféremment la démocratie ou la dictature, le négoce ou le gangstérisme, l'intimidation ou le meurtre. Ainsi, la CIA est sans doute la plus grande organisation criminelle à l'échelon mondial.

L'usure, autre procédé mafieux: comme la maffia prête au commerçant qui ne peut jamais s'acquitter de sa dette et finit par perdre sa boutique (ou la vie), on incite les pays à investir, souvent artificiellement, on leur vend des armes pour qu'ils aident à lutter contre les États indociles, et ils doivent rembourser éternellement les intérêts cumulés de la dette, on devient alors maître de leur économie.

Répression et exploitation vont de pair: répression antisyndicale (qui fut légale autrefois), maintenant non avouée mais qui s'exerce toujours dans les entreprises, surveillance répressive, milices patronales criminelles (4), syndicats suscités par les patrons (CFT) et répression contre toute contestation ouvrière radicale (5). La possibilité d'exploiter est à ce prix. Et nous savons, depuis Marx, que l'exploitation du travail est le moteur du capitalisme. Les économies occidentales profitent, dans le Tiers Monde, de la pire exploitation: l'esclavage, et dans leurs pays du servage d'immigrés clandestins.

La corruption: Les multinationales disposent de telles influences ou de telles pressions financières ou politiques sur l'ensemble des responsables publics ou privés qu'elles étouffent toute résistance dans leurs tentacules de pieuvre.

La propagande: pour imposer son credo et justifier le surarmement, ses actes délictueux et ses crimes sanglants, le capitalisme invoque toujours des idéaux généreux : défense de la démocratie, de la liberté, lutte contre la dictature « communiste », défense des valeurs de l'Occident, alors qu'il ne défend le plus souvent que les intérêts d'une classe possédante, qu'il veut s'emparer de matières premières, régenter la production du pétrole ou contrôler des lieux stratégiques. Cette propagande est propagée par des gouvernants économiques et politiques, une presse et des médias serviles. Ce sont *Les chiens de garde* déjà dénoncés par Nizan, la *Trahison des clercs* vilipendée par Julien Benda (6).

Partisans du libéralisme, laudateurs des États-Unis, je n'ai pas entendu votre voix s'élever contre la destruction du Viêt-nam, le génocide indonésien, les atrocités perpétrées au nom du libéralisme en Amérique latine, contre l'aide américaine au coup d'État de Pinochet qui fut un des plus sanglants de l'histoire (7), la mise à mort des syndicalistes turcs; votre indignation était quelque peu sélective, Solidarnosc mais pas le Disk, Budapest mais pas l'Algérie, Prague mais pas Santiago, l'Afghanistan mais pas le Timor, je ne vous ai pas vus vous indigner quand on tuait des communistes ou simplement ceux qui voulaient donner le pouvoir au peuple ou défendre les pauvres. Pour votre complicité ou votre silence, je ne vous entends pas demander pardon.

Maurice Cury

Maurice Cury est poète, romancier, essayiste, scénariste de cinéma et de télévision, auteur radiophonique et théâtral. Dernières parutions: Les orgues de Flandre (roman), La Jungle et le désert (poèmes et textes) E.C. Editions, Le Libéralisme totalitaire.

Président du Conseil permanent des écrivains, vice-président du Syndicat national des auteurs et compositeurs.

Notes

* Dans le dictionnaire du XXe siècle (Fayard), Jacques Attali avance le chiffre d'une personne sur quatre vivant aux U.S.A. sous le seuil de pauvreté. Dans le monde, près de 3 milliards d'individus disposent de moins de 2 dollars par jour, 13 millions meurent de faim chaque année et les deux tiers des humains ne bénéficient d'aucune protection sociale.
1. Lire Philippe Paraire, Le Village monde et son château, le Temps des Cerises, 1995.
2. Lire Jeremy Rifjin, La Fin du travail, La Découverte, 1996.
3. Lire Noam Chomsky, Les Dessous de la politique de l'Oncle Sam, Écosociété, EPO, le Temps des cerises, 1996.
4. Lire Marcel Caille, Les Truands du patronat, Éditions sociales, 1977.
5. Lire Maurice Rajsfus, La Police hors la loi, Le Cherche-midi, 1996.
6. Lire Serge Halimi, Les Nouveaux Chiens de garde, Liber - Raison d'agir, 1997.
7. Lire Chili, Le Dossier noir, Gallimard, 1974.

Les origines du capitalisme (XVe-XIXe siècles)

C'est au cours du XIXe siècle que le capitalisme reposant sur le travail salarié, est devenu le mode de production dominant, d'abord en Europe occidentale et aux États-Unis, puis se subordonnant l'ensemble du monde, par des formes de domination directes (la colonisation) ou indirectes.

Sa genèse occupe pour l'essentielles trois siècles précédents (XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles). C'est, pour employer la terminologie d'Adam Smith, reprise par Marx, l'époque de l'« accumulation primitive » (ou mieux, pour rendre plus exactement le terme employé par Adam Smith, « Previous accumulation », l'accumulation préalable).

Comment vont se trouver face à face des capitalistes possesseurs des richesses susceptibles de se muer en moyens de production (machines, matières premières, etc.) et des « prolétaires », dépourvus de tout moyen d'existence autonome et réduits, pour survivre, à devenir les salariés des précédents?

L'idéologie bourgeoise, qui s'exprime chez les « penseurs » politiques et les économistes vulgaires du XIXe siècle, explique qu'à l'origine, la société s'est divisée en deux catégories: les uns laborieux, intelligents, économes, les autres paresseux, dilapidateurs. « Il va sans dire que les uns entassèrent trésor sur trésor, tandis que les autres se trouvèrent bientôt dénués de tout. » (1) Karl Marx cite, parmi les auteurs développant cette thèse, M. Thiers (2). Au XXe siècle, le bon docteur Alexis Carrel, prix Nobel de médecine et supporter de Pétain, expliquera dans *l'Homme, cet inconnu* (3) que les premiers étaient génétiquement supérieurs, et les seconds, inférieurs.

Et Karl Marx d'observer: « Dans les annales de l'histoire réelle, c'est la conquête, l'asservissement, le règne de la force brutale qui l'a toujours emporté. » (4) Pour étudier cette période, qui s'ouvre avec les grandes découvertes maritimes à la fin du XVe siècle, nous aurons recours à deux sources majeures: une ancienne, celle fournie par Le Capital de Karl Marx dans son développement sur l'« accumulation primitive » (Livre I, VIIIe section)(5)), l'autre, plus récente, certainement plus riche d'information et plus « à jour », nous sera fournie par le grand œuvre de Fernand Braudel: *Civilisation matérielle, Économie et Capitalisme, XVe-XVIIIe siècle* (6)).

Le point de vue de Braudel, comme celui de Marx, apporte une attention particulière à l'infrastructure socio-économique de l'histoire, mais en diffère parce qu'il ne donne pas une place centrale à la division de la société en classes opposées. La confrontation des deux points de vue aurait pu être passionnante: elle est malheureusement absente de l'œuvre de Braudel, qui visiblement, n'avait pas lu Marx (du moins cette partie du Capital qui couvrait le même sujet)(7).

Le marché, et les formes « antédiluviennes » du Capital

Les sociétés de classe qui ont précédé le capitalisme étaient caractérisées par un lien personnel du dominant au dominé (esclave, tributaire, serf, etc.).

Le dominé était, certes, exploité, et souvent de la manière la plus brutale mais l'exploitation était « justifiée », au moins idéologiquement, par une certaine réciprocité : devoir de protection de la part du dominant, voire d'assistance, souvent sous un masque patriarcal. Avec le capitalisme, les rapports sociaux prennent un caractère de plus en plus abstrait, anonyme. Et, par là même, déshumanisés.

Le capitalisme se développe sur la base de la production marchande, dont il suppose la généralisation. À la différence des modes de production antérieurs, plus ou moins fondés sur une économie d'autosubsistance, la production capitaliste est tournée, d'emblée, vers le marché: le capitaliste produit pour vendre. Et le rapport

même entre le capitaliste et le salarié se présente sous la forme de l'échange marchand : le capitaliste se présente comme acheteur de force de travail, le salarié comme vendeur.

Le marché, la marchandise, la production marchande apparaissent de très bonne heure dans les sociétés les plus diverses, sans être pour autant les formes exclusives, et encore moins initiales, de l'échange: les sociétés archaïques présentent des formes « non-marchandes » de l'échange, mises en évidences depuis Durkheim et dont Karl Polanyi a eu le mérite de souligner la spécificité par rapport à l'échange marchand (8).

Dans la production marchande « simple », le producteur agricole ou artisanal, propriétaire de ses moyens de production, produit en partie ou en totalité, non plus pour couvrir directement ses propres besoins, mais pour vendre, sur un marché où les produits s'échangent par l'intermédiaire d'équivalents monétaires, les producteurs se spécialisant en fonction d'une division sociale du travail.

Avec le capitalisme productif, le capitaliste, propriétaire des moyens de production (terre, machines, matières premières, etc.) « achète » au travailleur l'usage de sa force de travail pour un salaire qui correspond en gros à la somme nécessaire à la reconstitution et à la reproduction de cette force de travail; somme qui est inférieure à celle produite par la mise en œuvre de cette force de travail. Le supplément ainsi dégagé (la « plus-value » ou « survaleur » de Marx) revient au capitaliste. Le capital avancé et mis en œuvre dans la production par le capitaliste se trouve ainsi en fin de cycle reproduit et augmenté d'un supplément, que le capitaliste peut utiliser à des fins de consommation personnelle, mais qu'il peut également « accumuler » afin d'accroître la masse de son capital. C'est la reproduction « élargie ».

Dans les sociétés antérieures, le produit de l'exploitation (de l'esclave, du tributaire, du dépendant féodal - serf ou vilain) était principalement consommé par les classes privilégiées et relativement peu « réinvesti ». Le cycle productif se répétait plus ou moins à la même échelle. La « croissance », dans la mesure où elle existait, était très lente et presque imperceptible.

Dans le capitalisme contemporain (productif) qui se met en place grâce à la révolution industrielle, avec l'emploi généralisé de l'énergie mécanique, les progrès de la productivité du travail permettront une « reproduction élargie » à une échelle de plus en plus large, en bref, la « croissance ».

Ce capitalisme productif apparaît dès le Moyen Âge, sous une forme embryonnaire, dans les villes italiennes sous la forme de la « manufacture » (« Fabrique » pratiquant dans un même lieu la division manuelle du travail, ou travail à domicile, le capitaliste fournissant la matière première, par exemple le fil au tisserand, et lui achetant le produit fabriqué).

Mais, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, le capital se présente essentiellement sous des formes que Marx appelle « antédiluviennes », capital marchand ou capital financier (usuraire) formes qui étaient apparues dès l'Antiquité.

Dans ces formes, il y a aussi accumulation, mais pas par la création de richesses: le capital se contente ici de prélever sa dîme sur la production existante. L'avènement du capitalisme productif, essentiellement industriel, outre des conditions techniques déjà évoquées, suppose des conditions économiques et sociales.

La « libération » de la main-d'œuvre : paupérisation et exploitation de la paysannerie

La première condition, c'est l'existence d'une main-d'œuvre « libre », c'est-à-dire dégagée des obligations et servitudes féodales ou seigneuriales; mais aussi dépourvue de tout moyen d'existence autonome (et notamment de la terre). Cette « libération » s'effectue en Angleterre dès la fin du XIVe siècle et s'achève pendant la première Révolution, celle de Cromwell, au XVIIe siècle. En France, elle s'effectuera avec la

Révolution de 1789, et, plus tard, dans le reste de l'Europe, sous l'influence directe ou indirecte des conquêtes révolutionnaires et napoléoniennes.

Cette « libération » est indissociable d'une paupérisation massive et de l'expropriation de la petite paysannerie; en Angleterre, ce phénomène commence sous le règne des Tudors et s'amplifie au XVIIIe siècle; il est plus lent et limité sur le continent. Les paysans ainsi « libérés » et expropriés constituent une masse croissante de vagabonds et de miséreux, soumis en Angleterre à la féroce législation sur les pauvres (« Poor laws »), main d'œuvre toute prête, le moment venu, pour l'entreprise industrielle capitaliste. L'exode rural nourrira, au XIXe siècle, la croissance urbaine et industrielle et l'émigration vers l'Amérique ou vers les colonies « tempérées ».

Revenons à l'exemple anglais, étudié par Karl Marx. Le servage y avait disparu dès la fin du XIVe siècle. La majeure partie de la population paysanne y est alors constituée de petits tenanciers indépendants, relativement aisés. La fin de la guerre « des deux Roses » (guerre civile entre clans féodaux) et l'avènement de la dynastie des Tudor s'accompagnèrent de deux phénomènes: le licenciement des « suites » féodales qu'entretenaient les nobles (déchus ou ruinés) jeta sur les routes une première masse de gens sans feu ni lieu; d'autre part les parvenus qui prirent la place de l'ancienne noblesse ruinée ou éteinte entreprirent de « faire valoir » leurs domaines en expulsant massivement les paysans tenanciers de leurs terres pour les convertir en pâturages à moutons: l'essor de la manufacture lainière de Flandre, dont l'Angleterre fournissait de longue date la matière première, la hausse du prix de la laine qui en résultait, incitaient à cette spéculation.

En vain, des lois de Henri VII (1489) et Henri VIII interdirent la démolition des maisons paysannes et tentèrent de limiter l'extension des pâturages.

La Réforme, et la confiscation des biens du clergé - notamment des ordres religieux, supprimés -, un quart à un tiers des terres du royaume, distribués par Henri VIII à des favoris, entraîna une accélération du phénomène: tous ces parvenus devenus « gentlemen » poursuivirent à qui mieux mieux l'expulsion des paysans. Les petits et moyens paysans, les « yeomen », fournirent encore le gros des troupes de la Révolution anglaise de Cromwell. Mais vers 1750, l'évolution était achevée: la petite paysannerie anglaise était pratiquement éliminée au profit des « Landlords », les grands propriétaires fonciers, remplacés par des fermiers capitalistes, ou, en Irlande, par des tenanciers précaires, expulsables à volonté.

« La création du prolétariat sans feu ni lieu - licenciés des grands seigneurs féodaux et cultivateurs victimes d'expropriations violentes et répétées -, allait nécessairement plus vite que son absorption par les manufactures naissantes... Il en sortit donc une masse de mendiants, de voleurs, de vagabonds. » (9)

D'où, à partir de la fin du XVe siècle, une législation féroce contre les pauvres.

Une loi d'Henri VIII prévoit que les vagabonds robustes seront condamnés au fouet; attachés derrière une charrette, ils seront fouettés jusqu'à ce que le sang ruisselle de leur corps. Après quoi, ils seront emprisonnés. Une loi ultérieure du même roi aggrave les peines par des clauses additionnelles: en cas de récidive, le vagabond doit être fouetté à nouveau et avoir la moitié de l'oreille coupée; à la deuxième récidive, il sera pendu.

En 1572, la Reine Elisabeth renouvelle cette législation: « Sous le règne quasi maternel de « Queen Bess » on pendit les vagabonds par fournées, rangés en longues files. Il ne se passait pas d'année qu'il n'y en eut trois ou quatre cents d'accrochés à la potence dans un endroit ou dans l'autre, dit Strype dans ses Annales; d'après lui le Somersetshire seul en compta en une année quarante d'exécutés, trente-cinq marqués au fer rouge, trente-sept de fouettés et cent quatre-vingt-trois - « vauriens incorrigibles » - de relâchés... « Grâce à la nonchalance des juges de paix et à la sotte compassion du peuple », ajoute le chroniqueur (10).

La « loi sur les pauvres » de la même reine (1597) met à la charge des paroisses les indigents.

L'« assistance » des paroisses consista à enfermer les indigents dans des hospices ou « Workhouses » (maisons de travail), véritables bagnes où ils seront soumis à un travail exténuant et à peine nourris. La loi sur les pauvres ne sera abrogée qu'en 1834... Mais parce que la bourgeoisie anglaise trouve intolérable d'avoir à payer une taxe pour entretenir des « fainéants ». Les indigents continueront à être envoyés dans des hospices où ils travaillent au minimum 18 heures par jour et où on prend soin de ne leur accorder vêtement et nourriture qu'à un niveau inférieur à celui de l'ouvrier le plus mal payé !

La colonisation esclavagiste et mercantile

Une autre condition préalable à l'avènement du capitalisme était l'extension et la généralisation des rapports marchands.

Elles se réalisent à partir du XVIe siècle avec l'extension au monde entier du commerce maritime européen, avec l'apparition, pour la première fois dans l'histoire, d'un véritable marché mondial.

La découverte de l'Amérique par Christophe Colomb (1492) au bénéfice de la couronne d'Espagne, débouche sur la conquête du continent. Les deux principaux États qui y existent, l'Empire aztèque au Mexique et l'Empire inca au Pérou sont détruits respectivement en 1519 et en 1532.

Les conquérants, qui avaient d'abord cru trouver l'Inde, cherchaient les épices (ils n'en trouvèrent pas) et l'or. Ils en trouvèrent, mais en quantité réduite; passé le pillage des trésors locaux, l'orpaillage donnera peu et ses ressources seront épuisées avant 1550.

Mais bientôt les Espagnols découvrent et mettent en exploitation de très riches gisements d'argent, au Mexique (Nouvelle Espagne) et au Pérou (Pérou et Bolivie actuels).

Le commerce avec l'Amérique est un monopole royal. Il est sous-traité à une compagnie de marchands privilégiée installée à Séville. Il se fait par une flotte de galions, groupés pour raison de sécurité (ils sont souvent attaqués et pillés par des corsaires, anglais notamment), flotte qui part chaque année de Séville, puis de Cadix, pour La Havane, place fortifiée qui sert de première escale, puis pour la Vera Cruz (pour desservir la Nouvelle Espagne) ou pour l'isthme de Panama, où hommes et produits sont transbordés sur la rive pacifique, où une flotte les conduit au Callao, pour la desserte du Pérou et des pays andins. Quelques vaisseaux vont au port de Carthagène, pour desservir la Nouvelle Grenade (Colombie et Venezuela actuels). Cette flotte apporte d'Espagne produits fabriqués et approvisionnements. Toute importation par d'autres intervenants est réputée contrebande (commerce « interlope »). C'est à travers l'Amérique que l'Espagne communique avec sa seule possession asiatique, les Îles Philippines: chaque année, un galion part d'Acapulco, sur la côte pacifique du Mexique pour Manille; il y apporte de l'argent, et emporte en retour les produits de la Chine.

L'Amérique exporte peu de chose en dehors de l'argent.

Les colons espagnols, préoccupés de faire rapidement fortune, tout en vivant « noblement » (sans travailler de leurs mains) soumettent la population amérindienne à une exploitation forcenée, assortie de traitements barbares (supplices, mutilations) pour faire régner la terreur. La population des Antilles, premières terres atteintes par les découvreurs, qui ne peut supporter l'esclavage et le travail forcé, est décimée par les mauvais traitements, débouchant parfois sur des suicides collectifs, et par les maladies introduites par les Européens et auxquelles elle n'est pas immunisée. La population d'Hispaniola (Haïti), estimée à un demi million en 1492, est réduite à 30 000 en 1514, pratiquement anéantie au cours du XVIe siècle. D'une manière générale, la population des Antilles sera l'objet d'un génocide presque intégral: au XIXe siècle, les

derniers Caraïbes (quelques dizaines) seront déportés dans l'île de la Dominique où ils perdront la pratique de leurs traditions et de leur langue.

Sur le continent, la population amérindienne ne sera pas anéantie, mais sera pour les mêmes raisons terriblement frappée: en Nouvelle Espagne (Mexique) la population, estimée à 25 millions en 1520, est tombée à 7 millions en 1548, et réduite à moins d'un million et demi en 1595-1605, soit une diminution de 95 % en trois quarts de siècle. Au Pérou, le travail dans les mines d'argent de Potosi est alimenté par la « mita », la corvée, institution empruntée à l'ancien Empire Inca, mais qui aboutit dès lors à une déportation lointaine, à plus de 3 000 mètres d'altitude, pour y travailler sous terre. Les conditions de travail y sont telles que peu en reviennent: les requis, avant le départ, sont invités à suivre la messe des morts... L'effondrement démographique aurait été moindre au Pérou qu'en Nouvelle Espagne, mais aurait atteint 20 à 30 % entre 1530 et 1660.

Au total, la population de l'Amérique espagnole, qui était de l'ordre de 50 millions à la fin du XVe siècle passe à 9-10 millions en 1570 et à 4 ou 5 millions au milieu du XVIIe siècle. Il faudra attendre la fin du XVIIe siècle et le XVIIIe siècle pour aboutir à une lente remontée démographique.

En Amérique du Nord, terre de colonisation tempérée, le refoulement ou l'anéantissement des Indiens furent dès le départ une condition de l'implantation européenne: les puritains de Nouvelle Angleterre allouèrent en 1703, par décret, une prime de 40 livres sterling par scalp d'Indien ou pour chaque Peau-Rouge fait prisonnier; en 1720 la prime fut élevée à 100 livres.

La Traite des Noirs (11)

L'évêque Bartolomé de las Casas, indigné du traitement auquel étaient soumis les Amérindiens, et qu'il dénonça notamment dans sa *Brevissima Relacion de la Destrucion de las Indias*, obtint en 1542 l'interdiction de l'esclavage des Indiens (ce qui ne changea pas grand chose à leur sort) et proposa de leur substituer, pour le travail, des esclaves africains. Il devait s'en repentir par la suite. En fait, l'emploi d'esclaves noirs importés d'Afrique avait déjà commencé.

Au cours du XVe siècle, les Portugais avaient reconnu progressivement les Côtes d'Afrique à l'Ouest du continent. Ils y trouveront un peu d'or (or qui était précédemment exporté, par la voie saharienne, en direction du monde arabe). Ils en ramèneront aussi des esclaves. Mais cette exportation ne prendra toute sa dimension que lorsqu'elle sera dirigée vers l'Amérique.

En fait, les Noirs ne vont remplacer les Indiens que dans les régions où ils ont été pratiquement exterminés, les plaines littorales du Golfe du Mexique, les Antilles, et surtout le Nord-Est brésilien, colonisé par les Portugais. Et le développement de l'esclavage africain sera étroitement associé à celui de la plantation sucrière.

La culture et le traitement de la canne à sucre, venue de l'Inde, se sont introduits à la fin du Moyen Âge dans les îles de la Méditerranée colonisées par Venise et Gênes (Chio, Chypre, Crète) puis en Sicile et en Andalousie. À la fin du XVe siècle, ils sont introduits dans les îles de l'Atlantique: Madère, Canaries, Sao Tomé.

La production du sucre de canne est d'emblée une véritable agro-industrie : plantation et coupe de la canne, écrasement dans des moulins à sucre, clarification et concentration du sucre dans des chaudières, cristallisation, puis raffinage, laissant comme sous-produit les mélasses, consommées comme telles ou distillées pour la production d'alcool (rhums et tafias). Elle ne peut s'accommoder d'une production artisanale: elle exige de gros effectifs et une stricte discipline du travail que seul l'esclavage pouvait fournir à cette époque.

Ce sont des esclaves qui étaient employés dans les plantations méditerranéennes. Au début du XVIe siècle, la canne est introduite dans les Antilles espagnoles, mais son développement est limité par le manque de main d'œuvre.

C'est le Brésil portugais qui le premier importe des esclaves africains à grande échelle: il devient vers 1580 le premier producteur de sucre de canne.

Dans les Petites Antilles, en partie abandonnées par les Espagnols et colonisées par les Anglais, les Français et les Hollandais, la colonisation est d'abord le fait d'Européens qui emploient une main d'œuvre d' « engagés » ; ceux-ci paient leur traversée par un « engagement » de travail de 3 à 7 ans au profit de ceux qui les ont recrutés. Ce système fonctionne mal; la servitude, même temporaire, avait disparu des habitudes européennes; recrutés parmi les marginaux, les engagés avaient peu d'aptitude pour l'agriculture, et moins encore pour l'agriculture tropicale. Au cours du XVIIe siècle, ils vont être remplacés par des esclaves noirs, et les cultures pratiquées (tabac, indigo) vont être marginalisées au profit de la plantation sucrière. Lors de l'occupation temporaire du Brésil par les Hollandais, ceux-ci s'étaient initiés à l'agro-industrie sucrière: expulsés après la reconquête portugaise, ils vont introduire la canne à sucre dans les petites Antilles. Au cours de la seconde moitié du XVIIe siècle, la population esclave devient majoritaire: ainsi, à la Barbade (britannique) les Blancs sont encore majoritaires en 1645 (trois-quarts de la population) ; en 1667, la proportion est renversée: les Blancs ne constituent plus qu'un dixième de la population.

La plantation sucrière est dès le départ une entreprise capitaliste: elle exige de gros investissements pour l'aménagement du terrain, l'équipement industriel (moulins, chaudières, etc) et l'achat d'esclaves. En raison de la longueur des traversées, les rentrées de fonds sont à longue échéance. Le capitaliste est ici le marchand (souvent aussi armateur) soit qu'il investisse directement dans les plantations, soit qu'il finance les planteurs par des avances.

L'économie de plantation est dans la dépendance complète du commerce extérieur: presque tour ce qu'elle produit (sucre essentiellement, accessoirement tabac, indigo, café), est destiné à l'exportation vers l'Europe; presque tour ce qu'elle consomme, outillage, vêtements, et même vivres, est importé. Les parcelles attribuées aux esclaves pour y faire des cultures vivrières, pour lesquelles on leur accorde au maximum un jour par semaine, ne suffisent pas à les faire vivre. Farine et vins d'Europe, morue séchée ou salée d'Amérique du Nord, sont importés.

La demande américaine en esclaves, liée au développement de l'économie de plantation, provoque l'essor de la traite des esclaves; la traite prend pour partie la forme du commerce « triangulaire » ; le navire négrier, dans un premier temps, apporte à la côte d'Afrique des « marchandises de traite » (textiles, quincaillerie, bimbeloterie, alcools, puis poudre et armes à feu), tous produits destinés à la consommation des couches privilégiées de la société africaine, organisatrices et bénéficiaires de la traite. De la côte d'Afrique, le navire négrier part avec sa cargaison d'esclaves pour l'Amérique, et y échange ses esclaves contre les denrées coloniales (sucre, tabac, café, etc.). Cependant, comme le prix de la cargaison d'un navire négrier équivaut au chargement de quatre navires en denrées coloniales, une grande partie du commerce se fait en « droiture », outillage et marchandises d'Europe contre denrées coloniales. Une exception: le Brésil portugais échange directement ses esclaves importés contre du tabac et du rhum.

En croissance rapide dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, le commerce négrier deviendra, jusque dans le premier quart du XIXe siècle, la forme dominante du commerce entre l'Europe et l'Afrique.

Les Européens renonceront rapidement à pénétrer à l'intérieur de l'Afrique: les États côtiers se spécialisent dans le rôle d'intermédiaires, leur fournissant la marchandise humaine, et défendant leur fructueux monopole à la fois contre les Européens et contre les populations africaines de l'Intérieur. Ce n'est qu'à la fin du XVIIIe

siècle que commenceront les explorations vers l'intérieur du continent, avec l'idée d'un accès direct au marché africain.

La ponction humaine de la traite et le traitement des esclaves

Combien d'Africains furent-ils transportés outre-Atlantique, du début du XVIe siècle au milieu du XIXe siècle (la traite se poursuivit pendant plusieurs décennies après son interdiction, en 1815 au nord de l'Équateur, en 1842 pour l'Atlantique Sud) ?

Les évaluations les plus récentes chiffrent le nombre des transportés entre 10 et 15 millions. Mais, à cette saignée démographique il faut ajouter toutes les victimes humaines résultant de la chasse aux esclaves et de leur transport.

La chasse aux esclaves était devenue, pour les couches dirigeantes des États africains, l'activité la plus lucrative: pour un captif fait prisonnier, combien de morts faits au cours des razzias sur les villages? Combien ensuite de morts en cours de route, dans les convois conduisant les prisonniers vers la côte, parfois sur des centaines de kilomètres? Combien de morts dans des « dépôts » de la côte? Combien de morts en mer au cours du transport (ils étaient souvent nombreux, surtout quand une épidémie éclatait à bord, du fait de l'entassement, des conditions d'hygiène et de nourriture, lors d'une traversée de plusieurs semaines). Il faudrait y ajouter, en Afrique même, les conséquences de l'insécurité permanente résultant de la chasse aux esclaves: populations réduites à la famine par la destruction de leurs villages et de leurs récoltes, obligées de se réfugier dans des zones d'accès difficile mais privés de ressources.

Il faudrait, pour l'évaluer, multiplier le nombre de transportés par un coefficient de plusieurs unités, qu'il est impossible de préciser: 50 millions? 100 millions?

En Amérique même, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, l'évolution démographique de la population esclave fut négative: dans la partie française de St Domingue (aujourd'hui République d'Haïti), en 1789, 2,2 millions d'esclaves avaient été importés en 50 ans: il n'en restait que 500 000.

Fénelon, gouverneur de la Martinique, dans une lettre au ministre du 11 avril 1764, s'étonne de cette évolution négative et met en relief les causes de ce dépeuplement qui oblige à importer sans cesse de nouveaux esclaves: mauvaise nourriture, excès de travail, imposé même aux femmes enceintes, maladies très fréquentes des enfants.

Le négrier Degrandpré, cité par le R. P. Dieudonné Rinchon reconnaît: « Il faut l'avouer, nous spéculions sur l'excès de leur travail et nous ne craignions pas de les faire périr de fatigue, si le prix que nous obtenions de leur sueur égalait le prix de leur achat. » (12)

Hilliard d'Auberteuil (cité par Gaston Martin (13)), qui a résidé douze ans à St Domingue, écrit (en 1776) : « Le tiers des nègres de la Guinée meurt ordinairement dans les trois premières années de la transplantation, et la vie laborieuse d'un nègre, fait au pays, ne peut être évaluée à plus de quinze ans. » L'expression « travailler comme un nègre » est restée dans notre langage. Il faudra attendre la fin du XVIIIe siècle pour que la population servile se stabilise et commence à s'accroître naturellement: divers facteurs y conduisent: l'élévation du coût des esclaves, l'interruption de la traite pendant les guerres napoléoniennes, la grande peur suscitée chez les esclavagistes par la révolte de St Domingue (Haïti). Les propriétaires d'esclaves seront intéressés au maintien et à la reproduction de leur main-d'œuvre.

Pour maintenir la discipline de leurs esclaves, il fallait aux propriétaires l'imposition d'un régime de discrimination et de terreur.

Le « Code noir » édicté en 1685, sous le règne de Louis XIV, recueil de règlements concernant le gouvernement, l'administration de la justice, la police, la discipline et le commerce des nègres dans les colonies françaises (14) en vigueur jusqu'en 1848 (exception faite des colonies où fut appliquée, de 1794 à 1802, l'abolition de l'esclavage décrétée par la Convention), en fixe les règles officielles. Il punit de mort toute voie de fait d'un esclave contre son maître ou contre des personnes libres, ainsi que les vols de chevaux ou de bœufs; l'esclave fugitif pendant plus d'un mois aura les oreilles coupées et sera marqué au fer rouge d'une fleur de lys à l'épaule; s'il récidive, il aura le jarret coupé et sera marqué d'une fleur de lys sur l'autre épaule; la troisième fois, il sera puni de mort. Les supplices (marques et mutilations) ne seront abolis qu'en 1833.

Les maîtres ont le droit de faire enchaîner et fouetter leurs esclaves « lorsqu'ils croient que les esclaves l'ont mérité ». Hors des cas prévus, il est en principe interdit aux maîtres de torturer, mutiler ou tuer leurs esclaves. Mais en fait, les maîtres, quoi qu'ils fassent, ne sont jamais sanctionnés: les tribunaux, entre les mains des colons, ont pour principe que jamais un maître ne puisse être condamné sur plainte d'un esclave, de peur de mettre en péril l'autorité du régime esclavagiste.

Dans son rapport sur *les Troubles de Saint-Domingue* le conventionnel Garran note qu'on n'a aucun exemple de maître traduit en justice pour avoir tué ou mutilé un esclave. Une ordonnance de 1784 qui limitait à 50 le nombre de coups de fouet qu'un maître pouvait infliger à un esclave « fut enregistrée avec beaucoup de difficultés » et ne fut pas exécutée (15).

Le mariage et les relations sexuelles entre colons et esclaves sont en principe interdits: en fait, les colons prennent des concubines esclaves et, très rapidement, se forme une couche de métis, hiérarchisés en fonction de leur proportion de sang « blanc ». En 1789, on compte dans la partie française de St Domingue (aujourd'hui République d'Haïti) 35 440 Blancs, 509 642 esclaves, et 26 666 affranchis et « gens de couleur ». Affranchis et hommes libres de couleur peuvent être propriétaires de plantations et d'esclaves mais sont soumis à une stricte discrimination: en 1789, les colons leur refuseront les droits politiques.

Dans un pamphlet paru en 1814, Vastey, secrétaire du roi Christophe (Henri 1er, immortalisé par la pièce de théâtre d'Aimé Césaire) énumère les supplices infligés par les colons aux esclaves, notamment lors de leur insurrection: esclaves brûlés vifs ou empalés, membres sciés, langue, oreilles, dents, lèvres coupés ou arrachés, pendus la tête en bas, noyés, crucifiés sur des planches, enterrés vivants, attachés sur des fourmilières, jetés vivants dans des chaudières à sucre, précipités sur des pentes dans des tonneaux hérissés de clous à l'intérieur, enfin, donnés vivants à dévorer par des chiens dressés à cet effet (16). Rochambeau fils, commandant après la mort du général Leclerc du corps expéditionnaire envoyé par Bonaparte pour reconquérir St Domingue et y rétablir l'esclavage, avait fait acheter à Cuba des chiens spécialement dressés à cet effet.

Il va sans dire que l'exemple ici donné des colonies françaises, pour le traitement des esclaves, peut être étendu à l'ensemble des autres colonies.

La traite et l'esclavage au XIXe siècle

L'interdiction de la traite, malgré la répression de escadres britanniques, ne fin pas appliquée et ce n'est que vers 1860 que le trafic prit fin.

Après une « grande peur » des esclavagistes due à l'insurrection des esclaves dans la patrie française de St Domingue, qui aboutit en 1804 à l'indépendance de la République noire d'Haïti, la première moitié du XIXe siècle connut un nouvel essor de la plantation esclavagiste américaine, cette fois non plus dans le cadre du mercantilisme, mais du marché dominé par le capitalisme moderne, industriel: essor dans le Sud des États-Unis de la plantation esclavagiste cotonnière, pour approvisionner en matière première les usines anglaises

de Manchester et de sa région; essor de l'esclavage à Cuba (pour la production sucrière) et au Brésil (sucre et cacao) pour la consommation européenne. L'esclavage ne sera aboli qu'en 1833 dans les colonies anglaises, en 1848 dans les colonies françaises, en 1866 aux États- Unis (après la défaite des Sudistes dans la guerre de Sécession), en 1886 à Cuba (colonie espagnole) et en 1888 au Brésil.

Interdite dans l'Atlantique, la traite va connaître un nouveau développement au XIXe siècle en Afrique orientale, notamment au Soudan (dépendance de l'Égypte) et dans le sultanat de Zanzibar, créé par les Arabes d'Oman, et qui, à partir des îles de Zanzibar et de Pemba, contrôlait route la côte de l'Océan indien, de la Somalie au Mozambique(17).

Cette traite « arabe » a été parfois mise en avant pour tenter d'« excuser » la traite européenne, sur le thème « Nous n'étions pas les seuls ». L'ennui est que cette traite « arabe » eut pour moteur la demande du marché capitaliste européen.

En effet, elle eut pour objectif principal la recherche de l'ivoire: par le massacre des éléphants, mais surtout par le pillage des « trésors » en pointes d'éléphants accumulés par les chefferies de l'Afrique centrale. Parties du Nil ou de Zanzibar, les expéditions de pillage détruisaient les villages, massacraient ou réduisaient en esclavage la population, les captifs étant destinés à jouer le rôle de porteurs, pour transporter l'ivoire. L'esclavage constituait en quelque sorte un « sous-produit » du pillage de l'ivoire : les esclaves qui survivaient étaient vendus au Moyen-Orient où l'esclavage domestique subsistait, ou utilisés comme main d'œuvre dans les plantations de girofliers de Zanzibar, principal fournisseur du marché mondial des clous de girofle, contrôlé par les Britanniques.

Le marché européen était en effet demandeur d'ivoire, sollicité par la consommation des classes aisées: boules de billard, touches de piano, manches de couteau pour la coutellerie de Sheffield. On peut évaluer le nombre des esclaves exportés vers l'Asie, par l'océan Indien, au XIXe siècle, à 400 000 (18) ; celui des esclaves « produits » par la traite soudanaise à 750 000 (plus 10 à 30 % de « pertes » en cours de transport, et une proportion non évaluée de pertes au moment de la capture)(19).

La route des Indes et la colonisation asiatique

Tandis que les Espagnols après avoir cru atteindre les Indes par l'ouest, colonisaient l'Amérique, les Portugais exploraient et ouvraient, à peu près dans le même temps, la route de l'Est, en contournant par le sud le continent africain. Vasco de Gama atteint l'Inde (la vraie) en 1498.

La colonisation orientale sera d'abord le fait des Portugais, suivant le principe du monopole royal, puis des Hollandais, des Anglais, des Français, venus sur leurs brisées.

Sauf exceptions, et du moins jusqu'à la seconde moitié du XVIIIe siècle, les possessions territoriales des colonisateurs se limitent à des comptoirs côtiers. Les Européens viennent chercher dans l'Inde, accessoirement dans l'Indonésie, la Chine et le Japon des produits de luxe: épices (poivre, cannelle, noix de muscade, etc.) et les produits de l'artisanat oriental (textiles de luxe: mousselines, cachemires, et indiennes - toiles de coton peintes -, soieries, laques et porcelaines de Chine).

Impossible de proposer en retour des articles manufacturés européens: les Asiatiques font mieux et moins cher. Il faut se résigner à solder les achats en argent. C'est l'argent américain qui solde les achats du commerce asiatique. Du XVIe au XVIIIe siècle, le tiers, peut-être même la moitié de l'argent fourni par l'Amérique, a été absorbé par la Chine (20). Celle-ci contrôle étroitement ses entrées et seuls les Portugais ont pu y établir un comptoir à Macao. Le Japon, lui, s'est fermé en 1638 au commerce européen, à l'exception d'un accès limité et contrôlé au port de Nagasaki, réservé aux seuls Hollandais.

Cependant, dès le XVIIe siècle, les Hollandais, pour s'assurer le monopole des épices prennent le contrôle, directement ou par souverains locaux interposés, des Moluques, puis de Java, où ils établissent la capitale de leur Empire commercial, Batavia (aujourd'hui Djakarra).

Au cours du XVIIIe siècle, Français et Anglais entreprennent de consolider leurs comptoirs par une emprise territoriale; la tentative française de Dupleix, considérée comme initiative personnelle et désavouée par la Compagnie française des Indes orientales, est abandonnée à la suite de la défaite française dans la guerre de Sept Ans (1763). La Compagnie anglaise des Indes orientales prendra le relais. La victoire de Plassey (1757) aboutit à la mainmise de la compagnie sur le Bengale. Le style de colonisation et de rapports commerciaux va dès lors changer radicalement. Au commerce, la compagnie ajoute comme source de bénéfices l'exploitation fiscale des territoires conquis. Alors commence le « rapatriement » de l'argent et autres richesses accumulées en Inde. Au tournant des XVIIIe et XIXe siècles s'engage le mouvement qui transformera l'Inde de fournisseur de produits manufacturés et de luxe en fournisseur de matières premières pour l'industrie britannique (coton, jute) et en acheteur de produits manufacturés de l'industrie anglaise, avec pour conséquence la ruine de l'artisanat traditionnel.

Pour la Chine, c'est plus tardivement encore, au début du XIXe siècle, que s'effectue le renversement: pour solder les achats de produits chinois (soieries, thé) l'argent est progressivement remplacé par l'opium importé en Chine par la compagnie des Indes. C'est vers 1820 approximativement que la balance se renverse au détriment de la Chine. La « guerre de l'opium » (1839-1842) imposera à la Chine l’ouverture de cinq ports, la cession de Hong-Kong, et surtout l'importation d’opium que le gouvernement chinois avait tenté d'interdire. Pour reprendre la mot de Braudel: « Voilà la Chine payée en fumée, et quelle fumée! » (21)

Quelles conséquences pour les peuples?

Pour les Indes néerlandaises (l'Indonésie) l'histoire de l'administration coloniale des Hollandais « déroule un tableau de meurtres, de trahisons, de corruption et de bassesses qui ne sera jamais égalé »(22). L'auteur de ce jugement est le gouverneur que les Anglais y ont nommé lors de leur occupation, pendant les guerres napoléoniennes. Pillage, mise en esclavage, extorsion, tous les moyens sont bons pour assurer à la Compagnie hollandaise des Indes orientales qui exploite l'Indonésie jusqu'à la fin du XVIIIe siècle des bénéfices records. L'État, au XIXe siècle, fera encore mieux: à partir de 1830, le gouverneur Van den Bosch instaure le « système » qui porte son nom: cultures forcées, travail forcé. Les paysans doivent fournir un cinquième de leurs meilleures terres, un cinquième de leur temps de travail pour fournir gratuitement des produits d'exportation. Cultures forcées et travail forcé iront souvent bien au delà des limites officielles: on ira jusqu'à exiger un tiers, voire la moitié des terres, et en temps de travail de 66 jusqu'à 240 jours par an (23). Parallèlement l'impôt foncier double. Plus tard l'établissement de plantations (tabac, hévéas, palmiers à huile, etc.), conduira au recrutement de main-d'œuvre « contractuelle », en fait de travailleurs forcés traités plus mal que des esclaves.

En Inde, les Anglais vont trouver l'appui de certaines couches sociales - en particulier marchands et banquiers - qui vont se faire les intermédiaires du commerce britannique. En 1793, par un simple règlement, l'administration de la Compagnie des Indes fit des « Zamindars », qui étaient dans l'Empire Moghol les fermiers de l'impôt, de grands propriétaires fonciers, Landlords à la mode britannique, sur les territoires où ils étaient chargés de percevoir l'impôt, les paysans se trouvant réduits à la condition de tenanciers précaires.

Des monopoles du sel, de l'opium, du bétel, et d'autres produits furent concédés à des employés supérieurs de la compagnie, qui firent des fortunes rapides.

Mais le pire était à venir, avec la destruction de l'artisanat: l'équilibre économique de l'Inde était fondé sur l'association de l'agriculture et de l'artisanat (textile notamment).

De 1814 à 1835, les importations d'« indiennes » en Grande Bretagne diminuent des trois quarts; en sens inverse, les importations de cotonnades industrielles britanniques en Inde sont multipliées par 50 !

Les artisans ruinés durent se replier sur le travail de la terre, déjà surchargée, et un gouverneur général des Indes put dire que les ossements des tisserands blanchissaient les plaines de l'Inde.

Les famines périodiques devinrent une caractéristique de l'Inde: 18 famines, de 1875 à 1900 firent 26 millions de morts (24). Il y en aura d'autres au XXe siècle (celle du Bengale, en 1943, fera 3 à 4 millions de morts). Pour la Chine, la première guerre de l'opium sera suivie d'autres interventions militaires européennes destinées à imposer la loi des grandes puissances capitalistes, qui se feront attribuer des « concessions » portuaires. Depuis 1842, elles imposent à la Chine de limiter à 5 % les taxes douanières sur les marchandises étrangères importées. On assistera à une dislocation des circuits économiques traditionnels, à une aggravation de la misère qui conduira à des insurrections paysannes dont la plus importante fut celle des Taï-Pings (1851-1864).

On peut résumer avec Marx: « La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur emprisonnement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore. » (25)

L'Europe de l'Est et le « second servage »

La mise en dépendance et l'exploitation par l'intermédiaire du marché mondial de l'Amérique, de l'Asie et de l'Afrique a touché aussi le Moyen-Orient et l'Europe orientale. L'Empire ottoman est pénétré progressivement par le commerce occidental, et depuis le XVIe siècle, les Français, suivis par les Anglais, bénéficient pour leurs comptoirs, les « échelles du Levant », de l'exterritorialité.

En Europe de l'Est (en gros, à l'est de l'Elbe) l'aristocratie locale, pour se procurer les produits de luxe de l'Europe occidentale (vêtements, mobilier, vins, etc.) appesantit son exploitation de la paysannerie en s'attribuant la propriété de la terre et en généralisant le servage.

C'est ce que les historiens appellent le « second servage » qui se développe en Europe de l'Est (Russie, Pologne, Prusse) au moment même où le servage disparaît d'Europe occidentale. Il connaîtra son apogée en Russie à la fin du XVIIIe siècle, sous le règne de Catherine II, et prendra des formes voisines de l'esclavage pur et simple. Il rendra possible cette petite annonce dans un journal de Saint-Petersbourg : « À vendre, un perruquier et une vache de bonne race ». Cette exploitation renforcée de la paysannerie permet aux grands propriétaires de faire de l'argent en exportant massivement des denrées alimentaires et des matières premières en Europe occidentale: céréales, lin, bois, etc. Les villes maritimes de la Hanse (allemandes et baltes), puis les Hollandais, enfin les Anglais, seront les intermédiaires et les bénéficiaires de ce commerce.

Capital marchand et capital financier (usuraire). Du mercantilisme au libéralisme

Le système colonial des XVIe-XVIIIe siècles repose sur le monopole: monopole royal au début pour l'Espagne et le Portugal, puis monopole de compagnies privilégiées comme les diverses compagnies des Indes (hollandaise, anglais, française).

La doctrine en matière de commerce extérieur est le mercantilisme, prôné par Colbert: l'enrichissement du roi (et du royaume) est considéré comme lié à l'acquisition du maximum d'espèces monétaires; ce pourquoi il faut importer au minimum et exporter au maximum. D'où une politique douanière protectionniste.

La concurrence entre nations commerçantes prendra souvent un caractère violent: piraterie (guerre de « course ») et exactions de toutes sortes. Elle débouchera souvent sur des guerres: dans les guerres du XVIIe et du XVIIIe siècle, à côté des rivalités dynastiques, les motivations économiques prennent une place croissante: ainsi, dans la guerre menée par la Hollande (les « Provinces Unies ») révoltée contre l'Espagne, dans les guerres anglo-hollandaise et franco-hollandaise du XVIIe siècle, dans la guerre de succession d'Espagne, dans la guerre de Sept Ans, dans le conflit anglo-français sous la Révolution et l'Empire.

L'avènement du capitalisme industriel s'accompagne de la promotion de l'idéologie « libérale ». Le capitalisme industriel entre en conflit avec les institutions antérieures: critique des monopoles, des règlements corporatifs, de l'« Exclusif » colonial (règle qui interdisait aux colonies de commercer avec les nations étrangères, et de produire des articles manufacturés dont la fourniture devait être réservée à la métropole), critique du protectionnisme, de la traite et de l'esclavage.

Toutefois, cette idéologie libérale est à géométrie variable: elle triomphe dans l'Angleterre du XIXe siècle avec l'abrogation, en 1846, des lois protectionnistes sur les blés, qui répondaient aux intérêts des « landlords », mais gênaient les industriels en enchérissant le prix du pain et le niveau des salaires. Mais en contradiction avec les principes du « libre-échange », la même Angleterre impose à l'Inde une politique douanière discriminatoire, pénalisant les exportations indiennes d'articles manufacturés, et encourageant les importations de produits industriels britanniques. Elle combat la traite par son escadre de surveillance atlantique, mais soutient les Sudistes esclavagistes, leurs fournisseurs de coton, pendant la guerre de Sécession... Les États-Unis et l'Allemagne réaliseront leur industrialisation à l'abri d'une politique protectionniste, et la fin du XIXe siècle verra le triomphe, y compris en Angleterre, du protectionnisme impérial.

Du XVIe au XVIIIe siècle, le commerce colonial a alimenté le capital financier (usuraire) : la banque en effet à cette époque ne pratique pas les placements productifs, mais prête aux États, aux souverains, et ceux qui paient sont les sujets, soumis aux obligations fiscales, c'est-à-dire en dernière analyse surtout les paysans.

Les centres financiers sont successivement Gênes qui change l'argent du roi d'Espagne en pièces d'or nécessaires à la solde de ses mercenaires, mais qui sera finalement victime de la banqueroute de l'État espagnol; puis, le commerce des produits coloniaux se concentre à Anvers, qui est jusqu'en 1575 la première place financière d'Europe; l'insurrection des Hollandais contre le roi d'Espagne la ruinera et fera passer à Amsterdam le centre du grand commerce et de la finance; au XVIIIe siècle, cette fonction passe à Londres.

Dans le commerce colonial, les États monarchiques et, bien sûr, les États bourgeois comme les Pays-Bas, sont liés par leurs intérêts à la bourgeoisie marchande et financière. La politique coloniale est conduite avec les moyens de l'État.

Cette association, parfois conflictuelle, se manifeste aussi par le développement de la dette publique et de la fiscalité, qui contribuent puissamment à l'exploitation et à la paupérisation de la paysannerie, et constituent un des leviers de l'accumulation primitive.

Les souverains, pour obtenir immédiatement l'argent dont ils ont besoin et s'épargner les charges et les délais de la perception des taxes, afferment à des financiers la perception de certains impôts, selon une pratique qui remonte à l'Antiquité. C'est ce que feront en France les « fermiers généraux », qui fournissent immédiatement au roi l'argent dont il a besoin, et se rémunèrent en percevant pour leur compte certaines taxes, avec une marge bénéficiaire qui atteint parfois les 100 % et n'est jamais inférieure à 30 % (marge notoirement usuraire). Par ailleurs les États empruntent, d'abord aux banquiers, puis directement au public.

François 1er lance en 1522 le premier emprunt public d'État en demandant aux bourgeois de Paris de lui prêter 200 000 livres, moyennant intérêt. Ce sont les premières « rentes sur l'Hôtel de ville », garanties par les revenus de certains impôts municipaux. « La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. » (26) Cette méthode de pillage des ressources de l'État au bénéfice des riches fleurit aujourd'hui plus que jamais (les emprunts Pinay et Giscard en fournissent l'illustration contemporaine).

Système colonial, exactions fiscales, dette publique, paupérisation et expropriation des paysans préparent, à des titres divers, l'avènement du capitalisme industriel.

Tous ces moyens ne suffisent pas cependant, au début, à fournir la main-d'œuvre dont le capitalisme industriel naissant a besoin. On y pourvoira en Angleterre par le recours aux enfants des « workhouses ».

Le Lancashire, pour ses filatures et tissages avait besoin de « doigts petits et agiles ».

« Aussitôt naquit la coutume de se procurer de soi-disant "apprentis", des workhouses appartenant aux diverses paroisses de Londres, de Birmingham et d'ailleurs. Des milliers de ces pauvres petits abandonnés, de sept à quatorze ans, furent ainsi expédiés vers le Nord. Le maître (le voleur d'enfants) se chargeait de vêtir, nourrir et loger ses apprentis dans une maison "ad hoc" tout près de la fabrique. Pendant le travail, ils étaient sous l'œil des surveillants. C'était l'intérêt de ces gardes-chiourme de faire trimer ces enfants à outrance car, selon la quantité.de produits qu'ils savaient en extraire, leur propre paye diminuait ou augmentait. Les mauvais traitements, telle fut la conséquence naturelle... Dans beaucoup de districts manufacturiers, principalement dans le Lancashire, ces êtres innocents, sans amis ni soutiens, qu'on avait livrés aux maîtres de fabrique, furent soumis aux tortures les plus affreuses. Épuisés par l'excès de travail... ils furent fouettés, enchaînés, tourmentés avec les raffinements les plus étudiés. Souvent, quand la faim les tordait le plus fort, le fouet les maintenait au travail. » (27)

Ces pratiques, le « libéralisme » contemporain les a étendues à des dizaines de millions d'enfants, au Brésil, au Pakistan, en Thaïlande et ailleurs.

Ainsi est arrivé au monde le Capital triomphant, « suant le sang et la boue par tous les pores » (28).

Jean Suret-Canale

Jean Suret-Canale, ancien combattant volontaire de la Résistance, interné résistant, militant clandestin des jeunesses communistes de 1939 à 1944, ancien membre du comité central du Parti communiste français, est maître de conférence honoraire à l'université de Paris VII. Géographe et historien, il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages portant sur l'Afrique noire et le Tiets Monde.

Notes

1. Le Capital. livre I, tome III, Paris. Éditions sociales. 1950. p. 153.
2. Ibidem. p. 153. Adolphe Thiers. De la propriété. Paris, 1848.
3. Dr Alexis Carrel. L'Homme cet inconnu. Paris. Plon, 1935.
4. Karl Marx, op. cir.. p. 164.
5. Karl Marx, op. cit.. PI. 153-225.
6. Paris. Arnumd Colin. 3 volumes. 544, 600 et 608 p.
7. Cf J.-Suret Canale, "Braudel vu par Pierre Daix", La Pensée n° 307, 3e trimestre 1996, pp.
160-161.
8. Karl Polanyi. Primitive. Archaïc and Modern Economics, (Ed George Dalton) Boston, Berlcon Press, 1968.
9. Karl Marx, op. cit., p. 175.
10. Ibidem. p. 177. .

11. Pour une vue d'ensemble: Serge Daget, La traite des Noirs, Editions Ouest-France Université, 1990, 300p. Pour des détails: De la Traite à l'esclavage (Actes du colloque international de Nantes.
1985). Paris, 1988, 2 volumes, XXXII- 551 et 733 p.
12. R. P Dieudonné Rinchon : La traite et l'esclavage des Congolais par les Européens, Paris, Vanelsche, 1929, pp. 97-98.
13. Gaston-Martin, Histoire de l'esclavage dans les colonies françaises, Paris, P UF., 1949, pp.
124-125.
14. Le Code Noir... À Paris, chez Prault, Imprimeur-libraire, 1767. Reproduction en fac simile :
Basse-Terre, Société d'histoire de la Guadeloupe ; Fort-De-France, Société d'histoire de la Martinique. 1980.
15. Rapport Garran-Coulon. Paris. Imprimerie nationale, An V. tome 1, p. 25.
16 Notes à M. le Baron Malouet, Ministre de la Marine et des Colonies... Au Cap Henry, chez P. Roux. imprimeur du Roi. octobre 1814. pp 11-12.
17. Voir Abdul Sheriff. Slaves, Spices and Ivory in Zanzibar. Integration of an East African commercial Empire into the World Economy (1770-1873), Ohio University Press, 1987, 320 p. et G. Clarence-Smith (Ed), The Economies of the Indian Ocean. Slave Trade in the Nineteenth Century, London, F. Cass. 1989.
18. François Renault. Problèmes de recherche sur la traite transsaharienne et orientale en Afrique in De la Traite à l'esclavage, recueil cité. tome 1, pp. 37-53.
19. Girard Prunier. La traite soudanaise (1820-1885) : ibidem, tome 2, pp. 521-535.
20. F Braudel, op. cir., tome 2, p. 169.
21. F Braudel ibidem, p. 191.
22. Thomas Stanford Raffle The History of Java and its dependencies, London. 1818, cité par Marx.
op. cit., p. 194.
23. Charles Robequain, Le monde malais, Paris, Payot, 1946, p. 351.
24. J Chesneaux, L'Asie orientale au XIXe et XXe siècles, Paris, PUF., 1966, p. 189. La consommation moyenne de riz par habitant et par jour aurait diminué de près de moitié entre 1866 et 1936-1942, passant de 800 grammes à 400-480 grammes. Greenough, Prosperity and Misery in Modern Bengal, New York, Oxford University Press, 1982, PI. 19-80.
25. Karl Marx, op. cir., p. 193.
26. Karl Marx, op. cir., p. 196
27. John Fielden, The Curse of the Factory System. London. 1836 Cité par Karl Marx, op. cit., p. 200.
28. Karl Marx, op. cit., p. 202.

Economie servile et capitalisme : Un bilan quantifiable

Dans sa 118e *Lettre persane*, Montesquieu remarque en 1721 que les côtes d'Afrique « doivent être furieusement dégarnies depuis deux cents ans que les petits rois ou les chefs de village vendent leurs sujets aux princes de l'Europe pour les porter dans leurs colonies en Amérique ». Dans un ouvrage postérieur, L'Esprit des Lois (1748), il ironise sur la paresse des peuples d'Europe qui « ayant exterminé ceux de l'Amérique, ont dû mettre en esclavage ceux de l'Afrique, pour s'en servir à défricher tant de terres ». Au même endroit (XV, 5) il attire l'attention sur la dimension économique du problème: « Le sucre serait trop cher, si l'on ne faisait travailler la plante qui le produit par des esclaves ». Onze ans plus tard, Voltaire explique dans Candide (chap. XIX), par la bouche d'un esclave mutilé: « C'est à ce prix que vous mangez du sucre en Europe »...

Tout est dit, en peu de mots: la richesse de l'Europe conquérante, berceau du capitalisme, s'est construite sur l'exploitation et l'extermination des Amérindiens, dont la population chuta en trois siècles de 40 à 20 millions de personnes (avec dans certains cas une extinction totale, comme aux Bahamas et dans les grandes Antilles, ainsi que sur la côte est de l'Amérique du Nord) et sur celle des peuples côtiers de l'Afrique occidentale, qui ont eu a subir une perte de 20 millions de personnes (dix millions de morts et dix millions de déportés) en trois siècles de traite, c'est-à-dire de 1510 à 1850 à peu près. Les recettes de l'économie servile, qui représentaient pour les grandes puissances européennes plus de la moitié des bénéfices d'exportation en 1800, ont coûté la vie à plus de trente millions d'êtres humains.

Les Amériques comptaient quarante millions d'hommes au moment de l'invasion européenne: plus de cinq millions pour l'Amérique du Nord (Canada et États-Unis) le reste, à parts égales, en Amérique Centrale (principalement au Mexique) et en Amérique du Sud, dans les régions andines, les forêts équatoriales et les pampas australes.

On reste stupéfait devant les recensements les plus récents: Les États-Unis dénombrent moins de 2 millions d'Indiens! Si la démographie naturelle avait pu jouer (par exemple comme en Europe durant les trois derniers siècles) les Amérindiens des États-Unis devraient être au moins une trentaine de millions. Que s'est-il passé au Pérou et en Colombie, au Chili ou en Argentine, où les Indiens, tour comme au Mexique, sont seulement majoritaires, alors qu'ils devraient constituer, s'il n'y avait pas eu de génocide, 90 % de la population générale? Et ceci indépendamment des métissages et autres « assimilations » que d'aucuns croient pouvoir utiliser pour brouiller les chiffres.

Le cas des Amérindiens se résume donc à une sinistre comptabilité: au moins une vingtaine de millions de personnes ont été sacrifiées au Dieu Profit de manière directe, par le massacre, la misère, les déportations et les spoliations. Les détails manquent. Le tableau général est pourtant terriblement édifiant: rétifs, entêtés, diaboliquement allergiques au travail forcé que les colons leur imposaient, les Amérindiens, déclarés étrangers sur leur propre terre, furent rejetés dans le néant par les émigrants européens. Pour son malheur, l'Afrique fut à son tour sacrifiée sur l'autel de la « mission civilisatrice » du capitalisme européen pour « défricher tant de terres ».

1. - L'effondrement de l'Afrique

Ni Montesquieu ni Voltaire n'avaient la capacité de le tenter, mais ce macabre dénombrement, nous pouvons désormais le faire, et le porter au passif d'un système économique fondé sur la transformation en capital de la plus-value extorquée à des travailleurs forcés, les esclaves. Deux cent cinquante ans après les humanistes du siècle des Lumières, nous avons tout ce qu'il faut pour mesurer la barbarie du capitalisme naissant: les livres de bord des armateurs, les comptes-rendus des capitaines, les récits des voyageurs, les montants des

polices d'assurance maritime, les plans et le nombre des navires, les relevés de compte des négriers enrichis, les livres des affranchis, les liquidations d'héritages, la valeur des monnaies, les bilans chiffrés du commerce triangulaire, les relevés des médecins de bord, les primes payées aux chasseurs d'esclaves fugitifs, les récits de lynchages, les minutes des procès et le décompte des exécutions.

Plus aucun historien sérieux ne conteste ce chiffrage. Aucun chercheur, de nos jours, ne cherche à minimiser l'étendue de la catastrophe que fut pour l'Afrique sa rencontre avec le capitalisme balbutiant des métropoles de l'Europe qui ne put atteindre sa maturité que grâce aux extraordinaires profits générés par l'invasion d'un continent (l'Amérique) mis en valeur par des populations arrachées à un autre, l'Afrique.

En clair, dix millions de déportés africains ont atteint le Nouveau Monde, en 1510 et 1860. Plus de deux millions périrent durant la traversée. Huit millions disparurent entre le lieu de leur capture en Afrique et les comptoirs côtiers où les survivants des razzias furent embarqués. On en arrive donc à un minimum de vingt millions de personnes prélevées sur la démographie africaine.

A la grande époque de la traite, de 1650 à 1850, la déportation atteint 100 000 Africains par an. Auparavant, de 1500 à 1650, la cadence était moins élevée : de 15 000 à 40 000 personnes embarquées par an ; mais la période !a plus terrible pour l'Afrique coïncide avec l'essor de la culture cotonnière aux Etats-Unis, entre 1800 et 1850: jusqu'à 120 000 personnes déplacées annuellement.

Il est évident que l'on ne peut ponctionner ainsi un continent sans conséquences dramatiques: tout d'abord, sur le plan statistique du strict « manque à gagner » démographique, il faut remarquer le déclin régulier du poids de l'Afrique dans la population mondiale: en 1600, elle représentait 30 % de l'ensemble des êtres humains. Le chiffre tombe à 20 % en 1800. La chute se poursuit jusqu'en 1900, date à laquelle seulement 10 % de l'humanité vit en Afrique. La côte ouest, du Sénégal à l'Angola, est évidemment la plus touchée. Les forêts côtières et les savanes sont littéralement ratissées par des roitelets africains qui avec leurs armées capturent puis acheminent les prisonniers vers les zones d'échange. Dans ces secteurs, la population masculine décline: entre la Mauritanie et le Sénégal, 20 % de la population totale a été déportée en trois siècles et le déficit démographique sur les côtes de Guinée, du golfe du Bénin, du Cameroun et de l'Angola est tel que, dans la plupart des régions du Sahel et jusque dans les forêts du Congo, on atteint des déséquilibres redoutables: à peine 50 hommes pour 100 femmes au Bénin, 70 hommes pour cent femmes au Biafra, moins de 50 hommes pour cent femmes au Congo, au Shaba, en Angola. Plus au nord, entre le Centre Afrique et le Mali, en Côte-d'Ivoire et jusqu'en Gambie, il y a à peine six hommes pour dix femmes. Le déclin continu de la population de l'Afrique occidentale au cours de cette période s'explique par une ponction annuelle (sur trois siècles) de trois habitants sur mille en moyenne. Cela peut sembler sans conséquence, mais il faut dire que cela fait 3 % sur dix ans, et 30 % sur cent ans ! Compte tenu des variations régionales et des fluctuations dans le temps, les spécialistes s'accordent sur un minimum de 15 % de population déportée entre 1700 et 1850.

De ce fait, au cours de la même période, il n'est possible de relever aucune progression de la population générale de l'Afrique (alors que dans le même temps la démographie européenne exporte son surplus vers le Nouveau Monde et se dispose à peupler le monde entier).

L'impact économique est d'une violence inouïe: des royaumes battant monnaie sont rejetés au stade tribal, des fédérations de tribus se disloquent en communautés errantes, des empires constitués s'effritent, les villes sont abandonnées, les champs laissés en friche faute d'agriculteurs. L'insécurité générale bloque le commerce, les échanges intracontinentaux se rétractent au plan régional. Une longue stagnation économique accompagne la chute démographique.

Une économie de brigandage et de razzia fait régresser le goût du travail. Il devient plus facile de s'enrichir, ou de simplement survivre, en kidnappant le fils de son voisin qu'en cultivant son champ. Parallèlement, les

conséquences idéologiques et politiques aggravent la stagnation du continent: les rois négriers imposent par la violence des dictatures personnelles contraires à la démocratie villageoise traditionnelle. Le palabre fait place à l'allégeance, le paiement d'un tribut en captifs remplace la diplomatie. Au milieu de cette décadence collective, la situation des femmes (rendues surnuméraires par la déportation des hommes) se détériore notablement : on voit se constituer de gigantesques harems, formés de femmes achetées, de veuves et de fillettes vendues, immariables et inutiles. Avec les captifs trop chétifs pour être achetés par les Européens et les vieillards en surnombre on alimente un abondant cheptel destiné aux sacrifices humains, dont on voit la pratique connaître une sinistre montée en flèche en Afrique à partir du XVIIe siècle.

Lentement le continent s'enfonce dans une barbarie qu'il n'avait en fait jamais connue vraiment: la traite des esclaves durant le Moyen Âge africain n'avait jamais été qu'exceptionnelle, voire marginale. L'Islam, dans le Sahel, n'avait pu imposer la polygamie. Les sacrifices humains étaient rares et limités à des occasions strictement définies.

Dans le même temps le « marché africain » connaît une véritable inversion structurelle: avant l'arrivée des Européens, l'Afrique noire vivait autour de ce que l'on appelait la « mer saharienne » : le désert central, parcouru de caravanes comme autant de navires allant de port en port, servait de pôle économique: échange entre la côte ouest et le Soudan oriental, commerce avec les civilisations islamiques du Maghreb. En revanche, l'océan, bordé de forêts épaisses, servait de limite, n'offrant aucun intérêt économique réel.

Or, subitement, la construction des comptoirs par les puissances européennes a retourné l'économie africaine comme une simple chaussette, vers l'extérieur. En moins d'un siècle les peuples prospères des savanes arborées devinrent un grenier à esclaves et les royaumes belliqueux des forêts côtières prirent le dessus, créant de véritables empires « d'économie négrière », dont la seule activité était la pénétration des zones paisibles, les razzias, les captures, l'acheminement et la vente des prisonniers.

La relative prospérité, due au décollage économique de l'Afrique occidentale (sensible dès le XIIe siècle), ne put survivre à de tels chocs. En 1800, le continent entier avait régressé d'un millénaire.

2. - La part de l'économie servile dans l'« accumulation primitive »

Il paraît inconcevable que vingt millions d'hommes, de femmes et d'enfants aient été arrachés à leur foyer et à leur terre pour répondre à un problème de productivité : compte tenu des risques du commerce transatlantique, il fallait réduire la masse salariale à zéro pour obtenir un profit satisfaisant. Ainsi, le calcul du coût de production du café, du cacao, du sucre et du coton ne pouvait être favorable qu'en annulant les salaires, afin d'extorquer une plus-value maximum; le travailleur esclave, dont le coût total se limitait à son prix d'achat et à la stricte nourriture nécessaire, constituait ainsi une sorte de pactole vivant: produisant entre cinq et dix fois la plus-value d'un salarié d'Europe, l'esclave contribuait à l'enrichissement des colons blancs, des négriers et des commerçants de la métropole.

À la fin du XVIIe siècle, alors que la population servile aux États-Unis était numériquement égale à celle des immigrants blancs, elle produisait 80 % du produit national brut de la colonie américaine. On voit donc qu'elle a ainsi contribué à la richesse collective (puisqu'elle n'en touchait aucun bénéfice) d'une manière si écrasante que lorsqu'elle atteignit, vers 1800, les deux tiers de la population générale, les Blancs américains avaient pratiquement abandonné tout rôle productif pour se limiter aux tâches très rémunératrices du commerce vers l'Europe. Ce n'est que vers la fin du siècle que les immigrants blancs européens submergèrent par vagues successives la population originaire d'Afrique et assurèrent pour la première fois une part significative puis majoritaire de la production intérieure brute (sans toutefois participer majoritairement au partage du revenu intérieur brut, à cause de l'exploitation salariale dont étaient victimes les nouveaux arrivants allemands, polonais, russes, italiens et irlandais).

Les négriers, simples hidalgos et aventuriers sans scrupules au début du XVIe siècle, ne furent capables que de transporter une dizaine de milliers de captifs par an, à destination de la colonie britannique du Nord, des Antilles françaises et espagnoles, et du Brésil occupé par les Portugais. Demeuré marginal jusqu'en 1650, ce commerce de rapine, certes lucratif, ne constituait pas encore une source de revenus significative. Faciles à acheter, d'un prix de vente plutôt faible (entre 5 et 10 livres de 1650 pour un homme en bonne santé de 15 à 30 ans), les esclaves mouraient vite et étaient tout aussi rapidement remplacés; un an d'espérance de vie au Brésil et dans les Antilles, à peine deux ans en Louisiane française. Cinq livres représentaient en 1650 le quart du revenu mensuel d'un artisan américain de la côte Est. Par exemple, un siècle plus tard, le même esclave s'échangeait contre un fusil usagé et quatre barils de poudre. Pas de quoi faire vraiment fortune...

Pour que l'esclavage devint le pilier principal du capitalisme européen naissant, et plus seulement l'occasion de revenus subsidiaires pour les économies féodales issues du Moyen Âge, il fallait la conjonction de plusieurs éléments:
1. - La construction ex nihilo d'un marché fondé sur une demande de produits réputés rares, et vendus cher malgré un faible coût de production.
2. - L'établissement d'une vraie circulation monétaire autour du commerce négrier transatlantique, et pour cela la rationalisation du transport.
3. - La régulation conjointe du prix des esclaves et du coût de leur entretien.
4. - L'établissement de prix convenus pour les produits du travail servile, l'organisation du retour en Europe de la plus grande partie des bénéfices d'investissement. Sans entraver la réinjection, au plan local des économies coloniales, du minimum nécessaire, afin d'éviter les thésaurisations improductives.

Ces éléments nécessaires à une extorsion maximale de la plus-value produite par les travailleurs esclaves du Nouveau Monde ne furent tous réunis que vers 1800. Le boom économique qui s'en suivit fut tel que l'on peut dire sans hésiter que le capitalisme européen n'aurait pas connu son extraordinaire croissance au XIXe siècle sans l'apport décisif du travail de la main-d'œuvre servile du Nouveau Monde.

Apparue sous Louis XIV, la mode du « petit déjeuner à la française » (café au lait, ou cacao au sucre de canne) devint un phénomène universel dans toute l'Europe à partir de 1750. On abandonna subitement les tisanes sucrées au miel pour le nouveau petit déjeuner, et ce jusque dans les couches les plus profondes du peuple, même à la campagne.

La demande était telle que le Nouveau Monde décupla son importation d'esclaves et se reconvertit aux nouvelles cultures destinées à fournir l'Europe en boissons exotiques à la mode: les Antilles françaises abandonnèrent par exemple la culture des épices et se lancèrent vers 1700 dans la production sucrière, tandis que le Brésil se convertissait au café et que partout on tentait d'acclimater le cacao, et même le tabac, lui aussi mis à la mode par la cour de France. Ce premier marché créé, un autre lui succéda lorsque peu après 1800 un ingénieur américain trouva un moyen de carder, filer et tisser le coton. D'un seul coup, tout le sud des États-Unis se mit à cette culture. La demande en esclaves connut une montée en flèche dans toutes les zones de production: Cuba importa entre 1800 et 1850 plus de 700 000 esclaves supplémentaires, attachés à la culture de la canne. Le sud des États-Unis fit venir plus de 150 000 esclaves par an entre 1810 et 1830 dans la « cotton belt ». Loin du bricolage des débuts, naissait une véritable « économie capitaliste servile ».

La revente de la production de café et de sucre venus d'Amérique représentait 50 % des recettes d'exportation de la France en 1750.

En ce qui concerne la circulation monétaire et la transformation en capital des plus-values produites par la rationalisation du transport des esclaves, de nombreux indices marquent le caractère tout à fait extraordinaire des profits générés par le travail servile: le boom des villes portuaires s'adonnant à ce trafic, la floraison parallèle des compagnies bancaires vivant de la traite, la spécialisation de certains armateurs sont un signe tangible de la capitalisation en Europe des bénéfices de l'exploitation des Africains déportés dans le

Nouveau Monde. Il est devenu commun de dire que Bordeaux, Nantes ou même Lisbonne doivent leurs plus beaux quartiers, leurs plus beaux monuments aux capitaux rapatriés. Mais que dire de Liverpool ou d'Amsterdam, sans oublier Copenhague et Stockholm?

Car s'il est vrai que l'Angleterre a à elle seule transporté la moitié des déportés (elle cessa la traite en 1812) et les Portugais le quart, de petits pays comme la Hollande et la Suède doivent leur décollage économique à la manne négrière (le revenu par tête des bénéfices de la traite fut dix fois plus élevé dans les pays nordiques qu'en France, par exemple). Les Hollandais avaient fait du transport des captifs, tout comme les Danois et les Suédois, une spécialité rentable: l'adaptation d'auvents d'aération, le lessivage des cales, la douche systématique des prisonniers, de meilleures rations alimentaires et des vaisseaux plus rapides avaient fait baisser la mortalité à moins de 10 % des captifs transportés, alors qu'au même moment, dans les .navires sordides des aventuriers français, portugais et anglais, elle pouvait atteindre 50 %, s'établissant généralement autour de 30 % de décès.

La question de savoir si c'est bien au capitalisme naissant qu'il faut attribuer les dix millions de morts de la traite transatlantique se pose d'autant moins que ce commerce eut dès l'origine l'allure d'un marché assez organisé, structuré par des ententes régionales et même internationales, tentant de répondre au mieux aux demandes fluctuantes des planteurs et des importateurs européens de denrées exotiques.

Il n'y eut jamais de « Bourse des esclaves », mais un ensemble de pratiques commerciales tout à fait standardisées, que l'on peut connaître aujourd'hui par de très nombreux documents comptables. Achetés en Afrique par un système de troc pré-capitaliste (un esclave pour vingt litres d'eau de vie en 1770, ou deux pièces de tissu, ou deux chapeaux et un collier de coquillages), donc peu rationnel et hasardeux, les captifs avaient un prix fixe dès leur arrivée en Amérique, selon leur âge, leur sexe, leur santé et les besoins locaux. La transformation des bénéfices en investissements, le transfert des plus-values vers l'Europe ou les grandes villes coloniales, la subvention étatique aux armateurs négriers (Richelieu en 1635), les taxes anglaises (dès 1661), la réglementation des punitions infligées aux esclaves afin d'éviter des taux de mortalité contradictoires avec la rentabilité (Colbert en 1685), tout cela indique que dès le XVIIe siècle l'économie servile du Nouveau Monde constituait un pilier aussi important pour l'accumulation primitive capitaliste que le mouvement des enclosures ou la fondation des banques lombardes quelques siècles plus tôt.

Le roi d'Espagne donna le feu vert aux bateaux négriers par un décret du 12 janvier 151O. Les premiers captifs africains furent débarqués à Hispaniola un an plus tard, en 1511. Après un siècle de « bricolage », au cours duquel les éléments du capitalisme servile furent mis en place, des cotes boursières officielles concernant les dentées exotiques importées en Europe se mirent à refléter l'état des « marchés,. ;
plus de cent comptoirs d'achat sur les rivages africains s'étant entendus sur un prix plancher du « bois d'ébène », le poste « acquisition » était limité à celui des frais de transport. La quinzaine de ports qui entre le Rio de la Plata et la baie de New-York assuraient l'essentiel de la réception des captifs s'étant eux aussi mis d'accord, le prix de vente moyen d'un esclave adulte en bonne santé fluctua (en livre constante) de cinq à vingt unités de compte de 1800, soit entre une et deux fois le prix d'un animal de trait, bœuf ou cheval. Restait à réguler le prix des denrées.

Compte tenu des services rendus par l'esclave, ce fut pendant trois siècles une excellente affaire pour la rentabilité des investissements dans les deux Amériques. D'une part, l'importance des profits du travail servile peut se mesurer au rapport particulier de productivité qui le caractérise: la masse salariale tendant vers zéro, le rapport entre la production (quelle qu'elle soit) et cette masse donne une valeur infinie, image mathématique du maximum possible d'extorsion de la plus-value produite. D'autre part, la situation de monopole associé à un marché captif assura des bénéfices qui permirent à l'Europe d'asseoir un solide capitalisme préindustriel qui lui permit de passer à un stade supérieur au cours du XIXe siècle, celui de la conquête du monde. Après avoir imposé « le petit déjeuner à la parisienne », l'économie servile (constituée par le système banques / armateurs d'Europe / rois négriers d'Afrique / transporteurs / planteurs et

exportateurs d'Amérique / importateurs d'Europe) mit le coton à la mode. Ayant constitué le besoin (après avoir réussi à démoder le miel, les tisanes, le lin et la soie) elle y répondit d'abord de façon simplement mercantile avec taxes et barrières protectionnistes, puis de manière plus capitaliste au sens moderne, par des franchises, des ententes, des sociétés par actions et la concurrence. Au bout d'un siècle, l'équilibre des prix, atteint par la régulation offre/demande, fit littéralement décoller le capitalisme européen.

On rappellera le coût humain extravagant de cet épanouissement: 7 à 8 millions d'Africains tués au cours des razzias ou morts pendant l'acheminement vers les comptoirs négriers d'Afrique. Deux millions de morts durant la traversée. Deux autres millions, morts d'épuisement au cours de la première année sur les plantations. Un nombre impossible à préciser de décès dus à des mauvais traitements, des suicides, des révoltes, des répressions, des lynchages et des massacres purs et simples.

Pour l'Afrique, tout cela a entraîné une régression historique et culturelle sans exemple, un collapsus démographique suffisant pour faire stagner la population africaine, des haines définitives, la déstructuration économique, l'annulation de la croissance et un retard que l'invasion coloniale ne fera qu'aggraver.

Malgré les historiens tendancieux qui attribuent aux féodalités africaines l'initiative de la traite ou accusent les rois arabes de l'avoir perpétuée, malgré les thuriféraires du libéralisme qui se refusent à chiffrer les profits de l'économie servile et à les associer au sauvetage puis au décollage des économies européennes, il faut le dire et ne pas craindre de se répéter: un ensemble de faits incontestables montre que le capitalisme naissant n'a pas saigné seulement les peuples de l'Europe (ce calcul peut être fait par ailleurs). Il a pris son essor sur un charnier comme l'histoire pourtant déjà sanglante n'en avait encore jamais vu: vingt millions d'Amérindiens exterminés en trois siècles, et douze millions d'Africains tués à la tâche dans le même temps. Deux continents entiers sacrifiés pour établir un système criminel sans morale et sans autre loi que celle du profit. Plus de trente millions d'êtres humains assassinés par le capitalisme, de manière directe et non discutable.

Philippe Paraire

(Auteur de Les Noirs américains, généalogie d'une exclusion, coll. « Pluriel intervention », Hachette, 1993.)

Bibliographie

Franz Tardo-Dino, Le collier de servitude. Éditions Caribéennes. 1985.
Ibrahim Baba Kaké, La traite négrière. Présence Africaine. Larousse Nathan international, 1988.
Jean Meyer, Esclaves et négriers, coll. « Découvertes », Gallimard, 1986.
Hubert Deschamps, Histoire de la traite des Noirs, Fayard, 1972.
Kenneth M. Stamp, The peculiar institution, Random House, New York, 1956.
Benjamin Quarles, The Negro in the making of America, Collier Books, New York, 1987.
Partick Manning, Slavery and African Life, Cambridge University Press, New York, 1990.

Tirez, ce ne sont que des ouvriers

Dans les jours et les mois qui suivirent la prise de la Bastille, en août particulièrement, une agitation ouvrière très vive, plus importante et plus résolue qu'on ne pourrait peut-être l'imaginer deux siècles après, secoua diverses corporations et sous des traits parfois confus, certes, commença à dessiner le vrai visage d'une moderne lutte des classes. Déjà en avril, une émeute dirigée contre la manufacture du prestigieux papetier Jean-Baptiste Réveillon avait bien montré qu'une certaine population parisienne, où le dénuement faisait face à l'opulence, avait les nerfs à vif. La manufacture employait quatre cents personnes (le quart étant des enfants) et l'on ne sait trop s'ils furent parmi les nombreux émeutiers. L'essentiel, paradoxalement, est ailleurs, et d'abord dans la rumeur qui gagna en peu de temps le faubourg Saint-Antoine: Réveillon aurait tenu des propos peu favorables à ceux qui, déjà si mal rétribués, risquaient de l'être encore moins. Vrai? Faux? La misère apporta la réponse en se jetant dans la rue, puis elle en paya le prix en voyant s'abattre les morts d'une répression terrible tandis que des manifestants étaient pendus le lendemain, d'autres violemment molestés, d'autres emprisonnés. Ce n'était encore, nous l'avons dit, qu'en avril: le vent soufflait contre les pauvres; ils eurent l'impression après le 14 juillet qu'il allait enfin tourner dans leur sens.

Pour Jaurès, ce qu'il y a de remarquable dans la prise de la Bastille, c'est qu'elle a donné au peuple une première conscience de sa force. En effet, cette conscience se développa avec une stupéfiante ampleur, un élan ininterrompu qui est le propre, pour ne pas dire la définition même des révolutions authentiques, chez beaucoup d'exploités, de surexploités, et non seulement - puisqu'ils furent, semble t-il, les plus prompts - chez les cordonniers et les perruquiers par exemple, mais aussi chez celles qu'on appelait « les femmes de la halle ». Cela dit, l'action la plus spectaculaire, la plus passionnément symbolique aussi, fut certainement celle des garçons tailleurs.

Que veulent-ils? D'abord un meilleur salaire et, de toute façon, quarante sous en n'importe quelle saison. Ensuite, qu'il ne soit plus permis aux marchands fripiers de confectionner des habits neufs.

Il faut évidemment s'interroger sur ce dernier point: une telle exigence rejoint trop bien celle des maîtres tailleurs soucieux d'éliminer une concurrence pour que la neutralité relative de ces derniers à l'égard de leurs salariés ne paraisse pas quelque peu suspecte. On devine le chantage: ah ! sans les fripiers, nous pourrions vous payer mieux. Qu'importe, cependant: qu'il y ait eu en ce sens conjonction d'intérêts ne retire rien à la qualité de l'initiative, à la forme concrète d'une demande salariale et à la volonté d'organisation qui étaient bel et bien du côté des seuls ouvriers. Mais que faire? Se réunir et discuter? Ils choisirent des pelouses face au Louvre et bientôt s'inquiétèrent: comment s'y prendre pour empêcher des indésirables de franchir l'enceinte? Pour être bien sûrs de se retrouver entre gens de métier, uniquement, et au nombre de trois mille puisque ce chiffre fut effectivement atteint?

Il n'était pas question de demander une carte d'adhérent à laquelle on ne songeait d'ailleurs même pas encore dans ce syndicalisme fiévreux, primitif, embryonnaire. Alors, une idée jaillit. C'était bien simple: le travail essentiellement manuel, lourdement quotidien, abîmait à ce point la peau, la piquetait si profondément, si durablement de coups d'aiguille en coups d'aiguille à longueur d'années qu'il suffirait, pour entrer, de montrer ses doigts mutilés.

Là, nul ne pourrait s'y tromper, nul ne pourrait tricher: les observateurs savaient trop bien à quoi s'en tenir. Cette preuve physique fut donc la première carte. Pour les travailleurs témoignaient les meurtrissures. Contre les travailleurs se multiplièrent les meurtres.

Nous n'en dresserons pas le bilan, nous ne nous livrerons pas, comme d'autres en d'autres lieux, à une macabre et maniaque comptabilité. Ce serait mal honorer des mémoires que nous avons appris à beaucoup respecter parce qu'elles sont une partie de nous-mêmes, mais nous essaierons de faire comprendre l'essentiel,

au moins à travers des faits douloureux, inoubliables, qui constituent le long martyrologe de la classe ouvrière française, victime trop désignée du capitalisme.

Les possédants, on le sait, eurent vite fait de dresser les barrages en forme de lois, de règlements et de contrôles. Sous le prétexte un peu trop habile, et bien entendu au nom de la liberté, de supprimer aussi bien pour les employeurs que pour les employés un corporatisme jugé en l'occurrence réducteur, la loi Le Chapelier de 1791 contre les coalitions et de droit de grève frappe en réalité ceux qui, pour subsister, n'ont guère à proposer que ces misérables mains dont les tailleurs avaient fait une pièce d'identité. L'avertissement ayant porté, la bourgeoisie, en se structurant, l'intégra. Encore n'était-ce pas suffisant. La loi Le Chapelier ne pouvait offrir, malgré les apparences, une protection constamment garantie. Cette mesure générale visait des événements forts, dangereux, mais occasionnels ; elle n'apportait pas la certitude d'un maintien de l'ordre décrit, pour ainsi dire, dans le calendrier des besognes. C'est ce à quoi remédia, en 1803, l'institution du livret ouvrier. Là-dessus, il est inutile de longuement s'étendre: on imagine sans peine ce que peuvent signifier pour un travailleur les appréciations négatives d'un patron portées sur un livret qui, de plus, ne peut être délivré que par la police. Sans l'accord de l'employeur, il est impossible de quitter son emploi.
A1ors, se passer de livret? Dans ce cas, l'on est qualifié de vagabond. Six mois de prison. Ainsi, dans la société française, une seule classe, une entité sociale très vaste et qui le deviendra de plus en plus, se trouve placée à toute heure sous surveillance officielle. Le ton est donné, le pouvoir dit aux ouvriers: je vous ai à l'œil.

Et au bout du fusil. Ça ne cessera plus. Mesdames et messieurs les administrateurs-délégués de la S.A.R.L. les Humanistes compétents, vieux écoliers dociles d'un système qui vous a refilé ses pédagogies d'indignation sélective, vous qui donnez des leçons parce que vous avez trop bien appris la vôtre, c'est volontiers que vous répétez, faisant allusion à la vieille espérance sociale sur laquelle ces fusils restent toujours pointés et qui s'obstine en nous, y compris comme cicatrice: attention, vous êtes des héritiers! Admettons. Mais vous aussi.

De ce fait, puisque vous aimez les comptes, nous avons le droit de vous en demander. Pourquoi, lorsque s'annonçait 1830, n'avez-vous trouvé rien d'autre à envoyer que des balles à ces jeunes maçons creusois qui, dans la capitale où ils étaient professionnellement réputés, se crevaient à la tâche pour un quignon de pain le midi, un bouillon le soir et un matelas pourri - quand ils en trouvaient un - chez des logeurs grippe-sous? Ils n'en pouvaient plus, les petits maçons, ils ont quitté leurs chantiers. Feu! C'est fou ce que cette brève syllabe, image autant que mot, renferme pour vous de charme spontané; elle est l'instinctive poésie qui justifie votre commandement. Feu à Paris, feu à La Ricamarie, feu à Fourmies, feu au Havre, et feu, feu, feu! Et pourquoi en 1834, rue Transnonain, avez-vous fait braquer les armes vers les soubassements afin de tirer directement dans les caves à travers le soupirail ? Pourquoi ? On peut ici vous donner la réponse si vous ne la connaissez pas: c'est parce que, dans ces caves, vivaient le plus souvent des familles ouvrières. Pour un vague soulèvement et quelques barricades dans le quartier Saint-Merri, les autorités militaires avaient jugé utile de passer sans retard aux représailles. La rue Transnonain, toute proche, offrait les commodités que nous venons de signaler. Ainsi moururent, sans grande possibilité de fuite, et encore moins de défense, entre les murs suintants de leur triste sous-sol, des femmes, des enfants, des vieillards. Daumier a illustré de façon bouleversante ce bel exploit du 35e de ligne sous les ordres d'un général dont le nom sera claironné ensuite en d'autres lieux: Bugeaud.

Les barricades de Saint-Merri, pour faibles qu'elles aient été, causèrent de sérieux tracas parce que, dans le même temps, les intraitables canuts lyonnais affirmaient à nouveau leurs droits. Trois ans après leur insurrection de 1831, cette nouvelle colère déroutait, et d'autant plus que, comme à Paris, elle n'était pas sans rapport avec l'action de la Société des Droits de l'homme, bête noire du gouvernement et du patronat. Cette fois, les canuts s'élevaient contre une décision inique les privant d'une allocation de secours et de leurs mutuelles.

Feu! Combien de morts ? Deux cents, pense-t-on. Il y en aurait eu six cents en 1831, et depuis, cette année-là s'était reconstituée pour certains en chiffres d'une superstition. On avait eu si peur! Maîtres de la ville alors que les autorités civiles et militaires s'étaient retirées (préfiguration de la Commune de 1871), installant à l'Hôtel de ville un conseil de seize canuts, les insurgés n'avaient cependant pas au départ assigné de tels buts à leur réelle combativité. Loin de là. Ils voulaient seulement, et d'ailleurs obtinrent, un tarif minimal. Le comble, c'est que, dans ce conflit, la première orientation fut celle d'une collaboration de classes. Qui donc la rompit ? Tout le monde avait signé, y compris, avec les fabricants et les prud'hommes, les représentants dûment mandatés de la Chambre de commerce et le préfet lui-même. Et puis, l'on fit savoir, d'abord par des biais, ensuite ouvertement, que les signataires avaient dû céder aux inadmissibles pressions d'une masse surexcitée. Des patrons, d'autres patrons, d'autres encore, les notables rejettent sans précaution l'accord, finalement soutenus par le préfet qui va jusqu'à tenir ces propos insensés: Il ne s'agit que d'un engagement d'honneur. En effet. Il ajoute: non obligatoire. L'exécution, explique-t-il, et l'on connaît la chanson (toujours d'actualité) relève de la bonne volonté de chacun.

Les canuts aussi avaient leur sens de l'honneur, le vrai. Tandis que des chefs d'atelier sont mis au chômage, pour faire un exemple, ils comprennent fort bien ce qu'on vient de leur enseigner: qu'une parole donnée à un salarié ne vaut rien. Il est difficile de pousser aussi loin le mépris et ce fut l'explosion. La presse s'en mêla, déployant un zèle agressif. Les mouvements d'ouvriers sont contagieux, écrivit Le Temps en réclamant une prompte répression. Il fut entendu. Le procureur de Lyon se félicita avec quelque cynisme, oubliant au passage sa dignité de magistrat, de constater que la justice rencontre maintenant l'appui de la force armée: elle peut agir. Enfin, le président du Conseil Casimir-Perier cingla les trublions: que les ouvriers sachent bien qu'il n'y a de remèdes pour eux que la patience et la résignation.

Deux mots qui n'ont pas vieilli. En ces temps de chômage massif, de SDF, de « mal des banlieues », de rmistes, d'habitués des restos du cœur, de jeunes sans emploi ni perspective, même avec des diplômes en poche, quel langage tient-on en ne le tenant pas, car c'est la grande mystification à la mode? Patience. Résignation. Ne nous y trompons pas. Le capitalisme de la première moitié du dix-neuvième siècle parle crûment. Le capitalisme de la seconde moitié du vingtième siècle pratique le non-dit. Entre-temps, des intellectuels raffinés ont permis la réussite de cette métamorphose.

Entre-temps aussi l'on a continué, puisque le pli était pris, d'aligner troupiers ici, policiers là, de plus en plus souvent les deux ensemble. Feu! Feu sur les prolétaires de juin 1848 dont il vaut mieux ne pas se souvenir qu'ils furent aussi des insurgés de février, non les moins nombreux, non les moins courageux. Cela dit, est-il nécessaire d'y regarder de si près? Est-il nécessaire de maintenir les ateliers nationaux quand on peut leur substituer, même superficiellement, quelques occupations que l'on songera à mieux définir plus tard, le cas échéant? Mais les braves prolos en ont assez du rôle de dupes; ils réfléchissent, observent, critiquent. Bref, ils se montrent capables d'analyser des situations avec plus de finesse politique qu'on ne leur en supposait jusqu'alors. Ils résument, construisent des synthèses. Que leur propose-t-on, en fait? Des engagements dans l'armée (pour tirer sur leurs frères ?) ou bien des déplacements précaires, destructeurs de vie familiale. Encore ces compensations douteuses ne sont-elles pas vraiment assurées: après le dévouement en février, le dénuement en juin guette la plupart. Comment, en de telles conditions, la rue et les barricades ne seraient-elles pas apparues une fois de plus comme le seul recours? Feu! et l'on peut avoir la douloureuse impression, certes, que la révolution se retourne contre elle-même. Mais ce n'est là qu'une esthétique de l'esprit portée vers de romantiques visions: beaucoup plus prosaïquement, il s'agit de consolider le pouvoir absolu de classe dominante et de mieux asseoir le profit, sur la misère s'il le faut. D'autant qu'il est bien difficile de faire autrement dans une organisation sociale et culturelle qui a elle-même l'injustice pour fondement. Quand on propose à Louis Blanc, pour on ne sait trop quel ministère du progrès aux contours incertains, une somme incroyablement dérisoire, il bondit: Vous me demandez de faire à des affamés un cours sur la faim. C'était bien inutile, en effet. Il est plus expéditif, plus efficace, de supprimer purement et simplement les affamés. Surtout lorsqu'ils ont le mauvais goût de se fâcher. Les vrais chiffres ne seront jamais connus. Quatre mille morts? Cinq mille? Des émeutiers furent poursuivis à Montmartre jusque dans les grandes

carrières où, se heurtant bien entendu aux verticales saillies qui fermaient le sol, ils devinrent une cible parfaire. Quel bel exercice: salve après salve, ils tombèrent. Pas un ne survécut. Pensez donc, des carrières! Une aubaine, cette espèce de rue Transnonain à ciel ouvert. Toutefois, les caves ont un attrait qui tient à leur mystère naturel et il faut croire qu'une nostalgie demeurait: ailleurs, d'autres malheureux furent enfermés dans un souterrain où nul ne sut jamais combien de temps dura leur agonie. Ces détails physiques parurent secondaires et trois ans plus tard Badinguet-Bonaparte menait à bien son coup d'État.

Il lui restait à se faire empereur, ce qui tient de famille, et ce glorieux atavisme reconnu, à s'arranger pour remettre au goût du jour quelque profession de foi: n'aimait-il pas le peuple, n'était-il pas l'ami des humbles, n'avait-il pas des préoccupations de nature altruiste et philanthropique, ne s'était-il pas prononcé pour l'extinction du paupérisme, même si l'on rigolait beaucoup en parlant de « l'extinction du paupérisme après dix heures du soir » ? Malheureusement, il ne semble pas que son altière épouse ait partagé ses vues. Lorsque l'officier commandant le détachement fit tirer sans sommation dans la foule à La Ricamarie le 16 juin 1869 afin de pouvoir arrêter des mineurs grévistes, l'émotion fut si vive devant les treize morts et les nombreux blessés que des gens de Saint-Étienne, proche de la Ricamarie, et aussi des environs, s'adressèrent respectueusement à l'impératrice Eugènie. Ils ne lui demandaient, sans porter de jugement, qu'un secours pour les victimes. Très chrétiennement, en somme. Voici donc ce que fit répondre la très chrétienne impératrice des Français: Secourir des familles qui n'ont pas craint d'employer l'outrage contre de braves soldats qui n'ont fait que leur devoir, serait du plus fâcheux exemple aux yeux de cette mauvaise population de Saint-Étienne.

Voilà qui dispensait par avance une autre mauvaise population, celle d'Aubin, dans l'Aveyron, éprouvée d'identique manière et avec un mort de plus quelques mois plus tard, de présenter à Sa Majesté une souffrante requête en bonne et due forme.

De telles démarches sont souvent motivées, au moins prioritairement, par le sort implacable qui atteint des orphelins. La charité privée tente de s'imposer là où l'ordre officiel ne saurait agir. Ou ne le voudrait pas. C'est qu'il a bien d'autres domaines à surveiller, d'autres considérations humaines à faire valoir et qu'il lui est déjà assez difficile de maîtriser les âges, les lieux, les horaires et les statistiques en ce qui concerne le travail des enfants. Successivement, de tripatouillages en tripatouillages, l'on essaiera de faire preuve à travers les années, ou plus exactement les décennies, d'une compréhension bougonne que la raideur du patronat saisit mal. Or, il faut le ménager, ce même patronat. Pas avant huit ans, ça vous irait? Dix ans? Douze ans dans les mines, treize ans pour les besognes de nuit par exemple? La main-d'œuvre enfantine, tout comme la main-d'œuvre féminine, l'une et l'autre sous-payées, contribue très efficacement à la prospérité grandissante du monde usinier. Lorsque les premiers inspecteurs du travail firent une apparition d'abord timide après 1874 et un peu plus appuyée au début des années 80, les entreprises où des mômes étaient illégalement employés avaient mis au point un jeu de cache-cache puisqu'il n'en pouvait être pratiqué à l'école. Attention, un inspecteur est là ! et les petites jambes trottinaient vite vers ce qui, familier, avait été désigné à l'avance, souvent un chariot avec des piles de sacs que l'on rabattait sur soi. Qu'aurions-nous dit à ces chétifs illettrés? Ils se faisaient les complices, pour ne pas avoir trop faim, de ceux qui les exploitaient contre ceux qui les défendaient. Au moins mangeaient-ils.

Les enfants? Vous en avez longtemps fait des martyrs. Et de vrais. Au sens exigeant que vos auteurs distingués donnent au mot. Durant la Semaine sanglante de mai 1871, tandis que la Commune, sublime et démesurée, léguait en s'éteignant son message, une véritable chasse, non seulement aux trop fameuses « pétroleuses », mais aussi à des enfants, fut menée en certains quartiers. C'est que l'on était sûr que cette marmaille à la Gavroche, habile évidemment à se faufiler partout, avait allumé beaucoup d'incendies.

Versailles entendait bien n'épargner personne. Selon Maurice Dommanget, l'historien réactionnaire Dauban tenta en vain, rue de la Paix, d'arracher à la mort une fillette de cinq ans. Quatre enfants furent fusillés avec leur mère qui venait de se procurer du pétrole pour l'éclairage. Un témoin ami de Camille Pelletan raconta

plus tard à ce dernier comment d'autres enfants, visiblement très pauvres, furent conduits dans une caserne pour y être passés par les armes. Il remarqua que l'un d'eux, qui sanglotait, avait les pieds nus dans des sabots de bois. Puis les lourdes portes se refermèrent tandis qu'il s'écriait à l'adresse des fusilleurs : « Tuer des gamins, c'est une honte! » et que de braves gens rugissaient au contraire autour de lui: « Si, si, qu'on nous en débarrasse, c'est de la graine de canaille! » Graine de canaille! Appartenait-il aussi à cette redoutable et si basse catégorie le petit Émile Cornaille qui, le 1er mai 1891 à Fourmies, dans le Nord, son maigre corps criblé de balles, eut comme un long spasme devant l'estaminet la Bague d'or où il tentait de se réfugier?

Il avait dix ans et portait sur lui cette arme mystérieuse que l'on retrouva dans sa poche au moment de l'ensevelir: une toupie.

La fusillade de Fourmies a pris dans l'histoire un caractère exceptionnel alors que d'autres furent autant, voire plus meurtrières encore. Peut-être est-ce parce qu'elle intervenait à un moment et dans des conditions où de telles atrocités semblaient moins faciles à concevoir. Après tout, il y avait eu le rayonnement de la célèbre « République des républicains », les grandes lois des années 1880, l'autorisation enfin accordée aux ouvriers de former leurs propres syndicats et même, à ce titre, d'ester en justice, etc. Mais il y avait eu aussi, juste un an auparavant, le premier 1er mai, celui de 1890 qui, en s'annonçant, causa une telle frayeur à la bourgeoisie que Paris fut littéralement mis en état de siège. Plusieurs régiments au grand complet gagnèrent la capitale à marche forcée, on fit venir de Versailles - toujours Versailles! - d'imposantes batteries d'artillerie et tous les postes de police, du plus petit au plus grand, furent mis en alerte permanente. C'était à ce point excessif que même la presse de droite montra un certain agacement. Des chroniqueurs écrivirent que la France avait l'air de mobiliser plus en 1890 contre ses travailleurs qu'en 1870 contre les Prussiens.

C'est donc que Blanqui n'avait pas eu tort de dire que le mot d'ordre de bien des bourgeois était: « Plutôt le roi de Prusse que la République », intéressante prémonition du bien connu « Plutôt Hitler que le Front populaire » de 1936. D'ailleurs, des familles aisées avaient en 1890 quitté Paris pour la campagne, comme plus d'une le fit en 36 lors des occupations d'ateliers, d'entrepôts et de diverses salles des machines. En fin de compte, ce premier 1er mai se déroula, malgré des heurts plus ou moins sévères, sans affrontement très grave dans l'ensemble et une délégation à laquelle appartenait Jules Guesde fut même protocolairement reçue à la Chambre des députés.

Alors, pourquoi Fourmies? L'on n'a pas fini de s'interroger non plus, à cet égard, sur une aberrante disproportion. On peut laisser de côté l'épisode ridicule du commissaire local qui s'agite, revolver au poing, faisant plutôt se tordre les costauds des fabriques, mais comment ne pas se poser de sérieuses questions sur la présence massive de tous ces soldats, de ces officiers et sous-officiers, sur la manière dont avait été préparée une espèce d'organisation guerrière contre les éventuels grévistes - le maire Auguste Bernier et le président de la société industrielle Charles Belin n'y étant pas pour rien -, sur la fougue du sous-préfet, sur la rapide venue d'un procureur et ainsi de suite? Feu! Déjà, le matin, un rassemblement s'étant produit devant la filature « la Sans-Pareille » pour inciter ceux qui s'y trouvaient à se joindre au mouvement, le groupe armé, sous les ordres d'un lieutenant, se montra sans aucun doute plus intervenant qu'il n'eût fallu. On arrêta plusieurs hommes puis, devant les protestations de leurs épouses et de leurs amis, l'on assura qu'ils seraient relâchés pour midi. Il n'en fut rien. La colère se mit à gronder. Là aussi, comme pour les canuts soixante ans plus tôt, une promesse donnée à des ouvriers ne valait rien. Naturellement, le défilé de l'après-midi ne put que traduire cette exaspération, mais enfin il n'était pas très dense et menaçait peu. Il y avait même une certaine joie. Mais ça ne s'accepte pas non plus, la joie. Feu! Une jeune fille de vingt ans, Maria Blondeau marchait en tête du cortège, un rameau d'aubépine à la main. Feu! Atteinte en pleine face, Maria fut littéralement scalpée, sa longue chevelure rousse s'envola avec l'aubépine dans la belle lumière solaire du Nord et - tenez, voulez-vous cette précision? - on ne la retrouva jamais, la chevelure. On ne retrouva que des parties de cervelle et d'os à l'angle des trottoirs.

Assez! Assez, direz-vous, âmes délicates qui savez si bien prier pour les montées au ciel et les remontées en Bourse. Assez. Mais qu'est-ce que vous croyez? Ces détails nous répugnent autant qu'à vous. À qui les doit-on? Il y eut neuf tués. Leurs noms sont inscrits sur une stèle à Fourmies: Louise Hublet, vingt ans; Charles Leroy, vingt et un ans; Gustave Pestiaux, seize ans; Émile Segaux, trente ans; Félicie Tonnelier, dix-sept ans; Maria Blondeau, vingt ans; Émile Cornaille, dix ans ; Maria Diot, dix-sept ans; Kléber Giloteaux, dix-neuf ans.

Giloteaux, conscrit de l'année, faisait flotter au-dessus de sa tête un drapeau tricolore. Feu!

Maria Blondeau et son aubépine sont entrées dans la légende. Quant au commandant Chapus, qui avait donné à deux reprises l'ordre de tirer, il fut plus tard décoré par le général Gallifet, un autre connaisseur. Car aucune enquête ne fut ouverte, aucun responsable ne fut recherché, personne enfin ne fut poursuivi à l'exception de Lafargue, qui avait eu la bonne idée d'être parmi les orateurs d'un meeting en avril, et du syndicaliste fourmisien Culine qui, pendant le défilé, rédigeait un article sur une table de cabaret. Reste que le mérite était grand: on avait découvert les coupables. Et pas n'importe lesquels. D'une part les directeurs d'entreprises du Nord haïssaient Culine, d'autre part Paul Lafargue, grand représentant du socialisme en France, se trouvait être aussi l'un des gendres de Karl Marx. Six ans de réclusion pour le premier, un an de prison pour le second. Ces deux meneurs avaient tenu des propos qui, signalèrent les attendus du jugement, ne pouvaient qu'inciter à une grave subversion. Au fond, les neuf fourmisiens abattus l'avaient été par une propagande, non par des balles. À la Chambre, le député Ernest Roche, qui avait montré aux parlementaires une chemise ensanglantée, écopa d'une exclusion temporaire.

C'est à Fourmies que les fusils Lebel, remplaçant le lourd chassepot, furent pour la première fois expérimentés sur des cibles humaines. Ils servirent à d'autres 1er mai, puis il y eut d'autres fusils, d'autres hommes derrière les fusils, d'autres hommes encore derrière les hommes, certains placés à des hauteurs politiques. De brillantes hauteurs, quelquefois. Le radical Clemenceau avant la guerre de 1914-18, le socialiste Jules Moch après la guerre de 1939-45 furent des répressifs. Mais faudrait-il énumérer? Des morts, il y en eut au Havre dans les années vingt, à Paris le 9 février 1934 chez des militants antifascistes cependant. Les rappels ont quelque chose d'hallucinant, à la longue. N'insistons pas? Peut-être. Mais ne perdons rien non plus du tragique frisson que fait résonner en nos mémoires un écho de haine ancestrale: Tirez, ce ne sont que des ouvriers.

Roger Bordier

Roger Bordier est romancier et essayiste. Parmi ses titres : Les blés, prix Renaudor, Un âge d'or, le Tour de.ville, Meeting, La Grande vie, La Belle de mai. Dernière parution : Chronique de la cité joyeuse, (Albin Michel, 1996).

1744-1849 Un siècle lyonnais : Les canuts face aux cannibales du profit

Très tôt, Lyon, au XVIe siècle, a commencé à devenir un centre travaillant des étoffes précieuses exportées dans toute l'Europe, puis jusque dans le Nouveau Monde, grâce à un appareil bancaire et commercial développé, initié dès la Renaissance par les manieurs d'argent transalpins.

La ville rhodanienne a donc été précocement un pôle d'accumulation primitive du capital bénéficiant d'une circonstance particulière. La reproduction élargie en a été facilitée par un système qui rejetait sur des artisans réduits au salariat les charges du montant nécessaire à l'accroissement du capital fixe (instruments, équipements, installations).

Pour vivre, le « chef d'atelier » salarié partageait avec ses « compagnons » la partie rémunérée du travail collectif tout en assurant « indépendamment » (!) les coûts d'équipement de modernisation et d'entretien de ses métiers à tisser.

Division du travail et exploitation à Lyon au XVIIIe siècle

C'est la raison pour laquelle, dans cette ville où plus d'un tiers de la population, dès le XVIIIe siècle, vivant chichement de la production d'étoffes aussi prestigieuses que coûteuses, la « question des salaires » s'est imposée en dominant tous les rapports sociaux.

Dans son livre sur *L'ouvrier en soie*, monographie du tisseur lyonnais (1), le député radical-socialiste Justin Godart, successivement ministre du travail, résistant et maire provisoire de Lyon en 1944, met en relief le rôle du règlement de 1744 qui consacre la structure définitive de la Fabrique des soies lyonnaise. Il estime que ce texte fixe « l'état du maître ouvrier à façon et celui du maître marchand-fabricant, ou faisant fabriquer ». Et il ajoute: « toute l'histoire de la manufacture sera le récit de la lutte entre (les tisseurs) et les maîtres-marchands. Et ce qui ressortira de l'étude des règlements, c'est l'asservissement des premiers. La liberté du travail ne fut qu'un mot, l'œuvre des marchands ne fut qu'une spoliation ».

Ce règlement de 1744, connu en juillet provoqua déjà une émeute ouvrière dans la ville les 6 et 7 août, de telle importance que le règlement fut rapporté... Mais au début de 1745, après l'irruption à Lyon des troupes commandées par le comte de Lautrec, il fut rétabli tandis que la répression était mise en oeuvre. Le 30 mars 1745, Etienne Mariechander, condamné à faire amende honorable avec un écriteau portant la mention « ouvrier en soie séditieux » fut pendu et étranglé place des Terreaux. D'autres peines furent distribuées infligeant aux coupables un envoi aux galères compris entre 4 ans et la perpétuité, cela après avoir été marqués au fer rouge.

À la veille de la Révolution, en août 1786, lors d'un conflit salarial émerge le premier grand militant ouvrier de l'histoire lyonnaise: Denis Monnet, inspirateur de la « Révolte des 2 sous » (deux sous d'augmentation par aune tissée). Une grève remarquablement organisée rassemblant tisseurs et chapeliers éclate le 6 août. Le 8, la maréchaussée sabre les manifestants: 2 tués, une dizaine de blessés. Parmi les troupes rameutées pour combattre cette sédition, figure un bataillon de la Fère dont un sous-lieutenant n'est autre que le jeune Napoléon Bonaparte. Cependant, le 9 août, pour calmer le jeu, l'augmentation est accordée par le Corps Consulaire de la ville. Mais le 3 septembre 1786, un arrêt du roi casse cette décision. C'est le signal d'une nouvelle répression: deux chapeliers et un tisseur sont pendus, une multitude de poursuites est ouverte parmi lesquelles celle de Denis Monnet arrêté et jeté en prison.

Mais la Révolution se profile. Monnet remis en liberté provisoire en 1787 reprend le combat, s'adresse en 1789 aux États Généraux et au Roi dans un étonnant mémoire qui annonce les bases de la lutte syndicaliste moderne. Il dénonce les pratiques des marchands-fabricants qui ont imposé après 1786 le retour au « contrat

de gré à gré » entre le donneur d'ouvrage et le travailleur: « Entre des hommes égaux en moyens et en pouvoir, qui, par cette raison ne peuvent être soumis à la discrétion des uns ni des autres, la liberté qu'établit ce règlement ne peut que leur être avantageuse; mais à l'égard des ouvriers en soie, destitués de tous moyens, dont la subsistance dépend tout entière de leur travail journalier, cette liberté les livre totalement à la merci du fabricant, qui peut, sans se nuire suspendre sa fabrication et par là réduire l'ouvrier au salaire qu'il lui plaît de fixer, bien instruit que celui-ci, forcé par la loi impérieuse du besoin, sera bientôt obligé de se soumettre à celle qu'il veut lui imposer (2).

Entre 1789 et 1793, à la faveur de la Révolution, Monnet et ses amis parviendront à imposer, par le truchement des municipalités élues, une négociation paritaire avec les marchands fabricants, pour fixer un tarif aux pièces, véritable salaire minimum garanti révisable tous les ans en fonction du coût de la vie, anticipation d'une échelle mobile des salaires. En 1792/1793 avec l'appui des pétitions signées dans les clubs populaires, le système est appliqué.

Mais la Révolution de 1789 est celle d'une époque donnée où domine une bourgeoisie soucieuse de fixer des limites aux revendications ouvrières. Celle de Lyon est singulièrement timorée sur le plan des innovations sociales. Elle se débarrasse des partisans de Bertrand et Châlier, ces « énergumènes » qui détruisent l'ordre économique et menacent sa suprématie. Elle pactise en 1793 avec ses adversaires de la veille dans une sécession qui est durement réprimée par les armées républicaines.

Après la reconquête de Lyon, le 9 octobre 1793, Fouché et Collot d'Herbois, rejetant le souci de modération sélective de Couthon, enverront à la guillotine, le 27 novembre 1793, Denis Monnet, « coupable » de n'avoir pas révoqué ses fonctions officielles dans son quartier!

Au-delà de la personnalité trouble de Fouché, le serviteur de tous les régimes, réside l'ambiguïté d'un pouvoir qui, le 17 mars 1795 (27 ventose An III), dans une instruction aux autorités du département du Rhône persistait à tenir un « langage social » : « La Révolution serait un monstre politique et social si elle eût pour but d'assurer la félicité de quelques centaines d'individus et de consolider la misère de 24 millions de citoyens (...). L'aristocratie bourgeoise, si elle eût existé, eût produit bientôt l'aristocratie financière, celle-ci eût engendré l'aristocratie nobiliaire, car l'homme riche ne tarde pas à se regarder d'une pâte différente des autres hommes. » (3)

Dissimulation verbale ou mise en garde contre les trahisons possibles d'une révolution par ceux qui s'en proclament les guides?

Ce qui demeure c'est l'orientation qui va favoriser le triomphe du capital. Sur le plan culturel règne une pensée économique dont Turgot et ses physiocrates, Adam Smith et Ricardo ont jeté les bases: celle d'un libéralisme fataliste qui condamne comme une erreur majeure toute intervention régulatrice des États. En attendant les optimistes, ceux qui, comme John Stuart Mill ou J.B. Say, feront une confiance absolue à la « main invisible du marché » pour résoudre dans la douleur - à condition d'être assez sage - les drames sociaux du développement capitaliste...

Avec, en adjuvant le renfort de la raison moralisante et nécessaire, tel ce discours de l'abbé lyonnais Mayet (4) tenu en 1786 , en pleine « crise des 2 sous » :

« Pour assurer et maintenir la prospérité de nos manufactures, il est nécessaire que l'ouvrier ne s'enrichisse jamais, qu'il n'ait précisément que ce qu'il lui faut pour se bien nourrir et vêtir... Dans une certaine classe du peuple, trop d'aisance assoupit l'industrie, engendre l'oisiveté et tous les vices qui en dépendent. À mesure que l'ouvrier s'enrichit, il devient difficile sur le choix et le salaire du travail. Personne n'ignore que c'est principalement au bas prix de la main-d'œuvre que les fabriques de Lyon doivent leur étonnante prospérité. Si la nécessité cesse de contraindre l'ouvrier à recevoir de l'occupation quelque salaire qu'on lui offre, s'il

parvient à se dégager de cette espèce de servitude, si les profits excèdent les besoins au point qu'il puisse subsister quelque temps sans le secours de ses mains, il emploiera ce temps à former une ligue. Sachant que le marchand ne peut éternellement se passer de lui, il osera à son tour lui prescrire des lois qui mettront celui-ci hors d'état de soutenir toute concurrence avec les manufactures étrangères, et de ce renversement auquel le bien être de l'ouvrier aura donné lieu, proviendra la ruine totale de la fabrique. Il est donc très important aux Fabricants de Lyon de retenir l'ouvrier dans un besoin de travail continuel, de ne jamais oublier que le bas prix de la main-d'œuvre est non seulement avantageux pour lui-même mais qu'il le devient encore en rendant l'ouvrier plus laborieux, plus réglé dans ses mœurs, plus soumis à ses volontés ».

Texte révélateur s'il en est et qui explique ce qu'écrit l'historien Maurice Garden dans sa thèse Lyon et les Lyonnais au XVIIIe siècle: « Plus les théories libérales ont de la force dans le pays, plus s'affirme la souveraineté des lois économiques de l'offre et de la demande, lois qui, plus que les règlements eux-mêmes poussent à l'asservissement des ouvriers à ceux qui leur donnent du travail et leur versent un salaire. »(5)

La conséquence, Jaurès l'avait bien vue: « La classe des maîtres-ouvriers lyonnais est dans l'esprit de résistance et d'organisation ou même par la netteté de certaines formules sociales en avance sur la classe ouvrière du XVIIIe siècle. » (6)

1831 : Les canuts face au capitalisme

La révolte des « canuts » de novembre 1831 en raison de son retentissement national et international est la mieux connue dans ses grandes lignes. Elle a d'autre part donné lieu à de nombreux ouvrages (7).

Retenons-en les grands traits. À Lyon comme à Paris (où Thiers appelle à la grève politique des imprimeurs !) l'action du monde du travail a été décisive, en juillet 1830, dans l'ultime affrontement entre la bourgeoisie montante et l'aristocratie remise au pouvoir à la Restauration.

Dans la cité rhodanienne, la « question des salaires » se pose toujours, ravivée par l'alternance des crises (les « mortes ») et des reprises (les « presses »). La migration des métiers sur le plateau de la Croix-Rousse, commune indépendante (hors des barrières d'octroi lyonnaise, où la vie est moins chère) a resserré la solidarité des tisseurs. La flagornerie de la presse célébrant le rôle de « nos bons, de nos excellents ouvriers » les enhardit. La libéralisation de la loi sur la presse leur permet en octobre 1831 de lancer un journal ouvrier: L'Écho de la Fabrique. Née en 1828, une association des maîtres-ouvriers, Le Devoir Mutuel, adroitement divisée en sections de 20 membres pour ne pas contrevenir à la loi, crée les conditions pour élaborer des revendications que l'hebdomadaire pourra populariser. L'attitude du préfet Bouvier du Molart qui, fort des services rendus à la famille du président du Conseil, Perrier, pendant la Restauration, croit pouvoir disposer d'une latitude de décisions autonomes et prétend se présenter comme « le père des ouvriers », ouvre les possibilités d'un arbitrage favorable aux tisseurs sur leur revendication d'une hausse du taux des salaires.

Ajoutons que les canuts de 1831 n'ont pas oublié les textes et les expériences de Denis Monnet: la découverte en 1973, dans un grenier de la Croix-Rousse d'un carnet de Masson-Sibut, l'un des dirigeants du Devoir Mutuel, le prouve. Ce document contient de larges extraits du mémoire de 1789 relatant la lutte de 1786 pour la revendication d'un tarif. Ainsi s'est transmise une expérience et une réflexion qui a inspiré les démarches de 1831.

Sur le plan événementiel quelques repères suffiront. Au début d'octobre 1831, paraît le prospectus de lancement de l'Echo de la Fabrique où figure l'annonce de la constitution d'une commission de chefs d'atelier chargés d'élaborer un tarif des salaires destinés à être discuté, sous le contrôle du préfet, avec les marchands-fabricants.

Le 12 octobre, une première rencontre exploratoire à l'hôtel de ville, sous la présidence de l'adjoint Terme ne servit qu'à révéler les réticences profondes des maîtres de la Fabrique.

Le 21 octobre, au sortir d'une réunion où le préfet tentait de convaincre les négociants, les représentants de ceux-ci furent vivement interpellés par des manifestants ouvriers. Le 25, à 10 heures du matin, le préfet pouvait enfin réunir les négociateurs élus par les deux parties. La discussion buta longtemps contre le refus des fabricants, jusqu'au moment où une énorme manifestation envahit les abords de la préfecture. Selon le récit d'un fabricant, par groupes organisés, sans un cri, sans provocations, des milliers de canuts étaient présents: « C'était pitié de voir les joues creuses, les teints hâves, la complexion maligne et rétrécie de la plupart de ces malheureux. Individuellement, ils n'inspiraient qu'une compassion bien naturelle, l'énergie semblait devoir fuir des corps aussi faibles, aussi peu développés, mais ces individus étaient réunis, ils étaient organisés, ils formaient un corps compact et les masses ont un instinct de leur force, une puissance de volonté, qui ne s'évanouit qu'alors qu'elle se dissémine.(8) » « Quand on annonça qu'on ne pouvait plus contenir les rassemblements, il fallut bien tout terminer, ou plutôt tout accepter (9). »

Le soir, une vague d'optimisme déferla sur la Croix-Rousse illuminée de bals improvisés.

C'était accorder trop de confiance aux délégués de la partie adverse. En ville, une pétition circule parmi les maîtres de la Fabrique des soies contre le tarif, décision illégale qu'ils considèrent comme une atteinte à la santé économique du pays. Le ministre du Commerce et des Travaux Publics, d'Argout, les appuie dans une longue lettre au préfet datée du 3 novembre. Il balaie d'un revers de plume l'argumentation de du Molart, qui invoquait les précédents de 1789 et 1793 et de 1811 date à laquelle Napoléon avait aussi concédé un tarif des salaires pour la Fabrique des soies. Il l'invite à « éclairer les ouvriers » en leur faisant comprendre que « ce qui est illégal ne saurait être profitable » et le conseille: « Il vaudrait mieux laisser tomber le tarif que de le rapporter d'une manière expresse. C'est pour vous donner le temps d'arriver à ce résultat et pour ne pas contrarier vos efforts que je me borne à vous témoigner mon regret de tout ce qui s'est fait jusqu'ici et à vous recommander de ne rien y ajouter qui aggrave ou confirme des mesures que l'autorité locale ne peut soutenir et que l'autorité supérieure ne peut avouer. » (10)

Dans ces conditions, le choc frontal est prévisible. Le 20 novembre, le commandant de la Garde nationale, le général d'Ordonneau est promu, lors d'une grande prise d'armes, place Bellecour. Le bataillon de la Croix-Rousse où figurent des chefs d'atelier relativement aisés se fait remarquer par son attitude indisciplinée. C'est que ceux-ci, lorsqu'ils vont chercher du travail s'entendent dire par les commis des marchands qu'ils n'en obtiendront qu'à des prix inférieurs à ceux du tarif. Un fabricant nommé Olivier reçoit même un solliciteur en brandissant deux pistolets.

Le 21 novembre, sous l'impulsion des compagnons, un mouvement de grève s'étend à toute la Croix-Rousse. Dès le matin, des gardes nationaux et des soldats envoyés aux barrières de la Croix-Rousse sont reçus par des jets de pierres.

Dans la matinée, les tisseurs décident de renouveler la manifestation qui avait réussi le 25 octobre.

Ils descendent sur la ville par milliers en empruntant la montée de la Grande Côte. Pour seul arme ils ont ce drapeau noir sur lequel est inscrite la devise trouvée par le compagnon Jean-Claude Romand: Vivre en travaillant ou mourir en combattant.

Au bas de la montée se tient le 1er bataillon de la Garde nationale formé pour l'essentiel des marchands fabricants qui ont leurs bureaux dans le quartier. Fusils contre poitrines, les maîtres de la Fabrique tirent. Les manifestants refluent sur le plateau, emportant leurs morts: l'insurrection éclate.

En vain dans l'après-midi le préfet du Molart et le général Ordonneau tentent-ils une négociation. Pendant celle-ci, le général Roguet lance un coup de main sur les pentes de la Croix-Rousse. Les insurgés retiennent alors les deux plénipotentiaires jusqu'au petit matin, tandis que la troupe de ligne, suppléant à la défection de la Garde nationale, progresse en direction du plateau et installe des défenses. Le général Roguet, de l'hôtel de ville où il siège, lance une proclamation optimiste sur les perspectives d'une inéluctable victoire. Il a mis en batterie de l'artillerie face au Pont Morand et aux Brotteaux pour éviter une surprise de la part d'ouvriers qui tiraillent à partir de la rive gauche du Rhône.

Cependant la nuit est décisive. En dehors de la Croix-Rousse les quartiers ouvriers prennent parti. Des détachements se forment qui, contournant la ville, viennent renforcer les défenseurs du plateau. De nouveaux combattants solidaires des canuts se groupent à la Guillotière, et dans le vieux Lyon, sur la rive droite de la Saône. Un cercle de feu peu à peu se forme autour du centre et de la presqu'île.
Les assiégés deviennent les assiégeants. Comme l'écrit Jean-Baptiste Monfalcon, chroniqueur de la ville, caricature idéale du bourgeois louis-philippard, dès ce moment, « L'agression des ouvriers (sic !) a obtenu l'avantage. (...) L'insurrection générale des ouvriers de toutes les classes dans les quartiers de Lyon décide de la fortune du combat.(11) »

Dans la nuit du 22 au 23, dès le petit matin, les canuts passent à l'offensive, forçant les soldats à un repli précipité. Non sans avoir (récit du soldat Guillon) achevé parmi les adversaires blessés « un petit jeune homme qui pouvait avoir dix ans et dont une balle avait cassé le bras (12)… Le jeune homme avait sans doute plus de dix ans, mais les conditions d'existence des canuts étaient telles que leur taille restait, comme le constataient les conseils de révision, nettement déficitaire. Ce repli ne laissait aux « forces de l'ordre » qu'un quadrilatère mis en défense dans la presqu'île, autour de l'hôtel de ville.

L'état moral des troupes, la défection totale de la Garde nationale, le renforcement croissant de l'insurrection ne laissait plus qu'une seule issue possible: l'évacuation de Lyon. Dans la matinée du 23, les dernières casernes étaient occupées après la retraite confuse, difficile et coûteuse de l'armée, le long de la rive gauche du Rhône, en direction du nord.

Alors se produisit quelque chose qui stupéfia les observateurs honnêtes de l'époque: en collaboration avec le préfet du Molard, resté dans la ville, et qui s'appuie sur les chefs d'atelier du Devoir mutuel, l'ordre fut maintenu par les vainqueurs. Ni viol ni pillage, comme le redoutaient les riches de la presqu'île. Mieux: deux voleurs pris sur le fait sont fusillés par les insurgés qui se chargent d'assurer dans la ville la sécurité des personnes et des biens (à l'exception d'une maison, celle du fabricant Auriol transformée en blockhaus par l'armée).

Pendant ce temps, à Paris, le gouvernement lançait contre la ville quatre régiments de ligne, deux régiments de dragons, trois batteries d'artillerie s'ajoutant aux troupes chassées de Lyon. Le tout sous le commandement du maréchal Soult, avec la caution du duc d'Orléans, fils du roi (une main de fer dans un gant de velours dira-t-on). Les objectifs de l'expédition étaient clairement fixés par Casimir-Perier: dissolution et interdiction de toute « corporation d'ouvriers » - désarmement - annulation du tarif remplacé par une mercuriale qui constatait les salaires aux pièces pratiqués: « Le gouvernement ne saurait intervenir et prêter son autorité pour donner une sanction et de la fixité à des stipulations qui ne doivent pas seulement avoir le caractère le plus volontaire et le plus libre, mais qui, par leur nature, ne peuvent être que variables comme la situation de l'industrie » (13). Cet éloge de la « flexibilité » salariale n'est pas - hélas !- considérée en 1998 comme une vieillerie cynique ! [note du digitaliseur du livre : en 2005 non plus… au contraire c'est même, pour nos élites libérales et les grands médias qui sont acquis à leur cause, le summum de la modernité !] Pour les doctes économistes de la « pensée unique » c'est même la recette du bonheur tel que l'offre le capitalisme...

Le 3 décembre 1831, venant du nord et du sud, les armées levées contre les canuts pénétrèrent dans Lyon pour rétablir l'ORDRE !

Du 5 au 22 juin 1832, au procès de Riom, intenté à un échantillon de « responsables » soigneusement sélectionnés, comparurent 22 prévenus dont 13 ouvriers accusés de rébellion, sédition, appel au meurtre, meurtre, pillage et violences parmi lesquels le « nègre » Antoine Stanislas que Monfalcon décrit « l'œil en feu, la bouche écumante, les bras ensanglantés (...) poussant un cri barbare chaque fois qu'une de ses balles frappait un soldat sur le pont Morand ». À ceux-ci manquait la bouquetière, Antoinette Pascal, relaxée des poursuites, que le même avait classée dans « les femmes d'ouvriers, véritables furies, torturant les dragons blessés » (14). Le chroniqueur officiel du pouvoir municipal bourgeois, chirurgien en même temps que bibliothécaire de la ville, n'hésitait pas à traduire en vision « historique » les fantasmes de sa caste ! À ces treize prévenus s'ajoutaient neuf honorables citoyens (dont l'avocat Michel-Ange Perrier et quelques journalistes) inculpés de provocation à la révolte et tentative d'établir la République.

Pour l'honneur du jury et des magistrats de Riom, le procès tourna à la confusion des accusateurs: tous furent acquittés, à l'exception de Romand condamné pour un autre délit de vol, mineur, antérieur aux événements.

Le doux Monfalcon vitupère la « bienveillance des magistrats », « l'incroyable mollesse du ministère public », « la manifestation publique de doctrines incompatibles avec le maintien de tout ordre public », « le déplorable arrêt de la cour d'assises de Riom ». Et notre homme de conclure: « Quand des jurés, élites du pays, choisis parmi les plus éclairés et les plus intéressés au bon ordre, sont saisis d'un tel vertige, il ne reste plus qu'à se voiler le front et attendre avec résignation les derniers coups portés à l'ordre public. (15) »

On ignore le nombre réel des victimes de ces journées d'émeute. Une estimation de l'historien Steyert, conservateur, peu enclin à exagérer les pertes ouvrières, suggère 29 morts dans l'armée et la Garde nationale et 60 chez les canuts, 150 blessés dans les forces de répression et 100 chez les insurgés. Chiffres faux à coup sûr pour ce qui concerne ces derniers: dans le climat de répression, il était mal venu de se présenter chez un médecin ou à l'hôpital car la police était vigilante. Ces chiffres sont en tous cas à rapporter à l'effectif des forces en présence et à l'efficacité réduite de l'armement des uns et des autres.

Une véritable purge sociale accompagne ces violences (provoquées, ne l'oublions pas, par le feu de peloton des marchands-fabricants de la 1re légion de la Garde nationale). Le livret ouvrier imposé par l'Empire, va servir à l'épuration du monde des canuts. Ce document sans lequel un ouvrier est réputé vagabond et qui contient, outre des données d'état civil, la liste de ses employeurs et le certificat de ceux-ci, attestant sa fidélité à ses engagements d'embauche, est renouvelé par les commissaires de police des quartiers où résident les intéressés. Le refus de renouvellement frappe ceux que l'on a distingués et qui sont ainsi contraints de quitter la ville. En somme, une opération de « nettoyage social ».

1833/1834 - La stratégie de l'araignée

Au lendemain de l'insurrection des canuts, les autorités en découvrirent tout le retentissement national et international. À Joigny, Auxerre, Chalon-sur-Saône, Mâcon, les colonnes militaires de la répression avaient provoqué à leur passage des manifestations de solidarité à l'égard des insurgés. L'événement était en lui-même inouï: la deuxième ville française, pendant 12 jours, était tombée entre les mains de ses ouvriers. Dans la nuit du 25 au 26 novembre, on avait placardé dans les faubourgs de Paris des appels à imiter les canuts lyonnais. Metternich lui-même, inspirateur de la réaction absolutiste en Europe déclarait: « Je regarde l'affaire de Lyon comme fort sérieuse. »

C'était bien un événement historique au sens où le définit l'historien Pierre Vilar: un signe, celui de l'entrée dans une nouvelle période, un produit, celui d'une incubation plus que quarantenaire liée aux résultats sociaux de l'évolution d'un centre économique développé, un facteur d'essor européen des contradictions

sociales. Finalement, le moment où l'effet de structure modifie la conjoncture en marquant, en produisant, en s'intégrant dans un « bougé » historique signifiant. Le 13 décembre 1831, sous la plume de Saint-Marc de Girardin, le Journal des Débats annonçait la maturation d'une situation nouvelle: « Les barbares qui menacent la société ne sont point dans les steppes de Tartarie, ils sont dans les faubourgs de nos villes manufacturières (...) La démocratie prolétaire et la République sont deux choses fort différentes. Républicains, monarchistes de la classe moyenne (la bourgeoisie - M.M), quelle que soit la diversité d'opinion sur la meilleure forme de gouvernement, il n'y a qu'une voix pourtant, j'imagine, pour le maintien de la société. Or, c'est aller contre le maintien de la société que de donner des droits politiques et des armes nationales à qui n'a rien à défendre et tout à prendre. »

Le 14 mars 1832, Casimir Périer, que le choléra devait rayer du monde des vivants trois mois plus tard, traçait à Gasparin sa tâche à venir: « Il vous reste des associations à dissoudre, mais vous préférerez avec raison, opérer en détail au lieu de frapper les masses et de provoquer le mécontentement et la résistance. Cette marche judicieuse promet de bons résultats. (16) »

C'est la stratégie de l'araignée qui lance ses fils sur sa proie, la paralyse dans sa toile avant de la frapper à mort.

Périer disparu, ce sera Adolphe Thiers qui deviendra le correspondant direct et assidu de Gasparin comme le prouve le riche fonds déposé aux archives municipales de Lyon.

Les fonds secrets de la corruption coulent en pactole vers la préfecture rhodanienne (17). Pour stimuler le zèle de la police politique, le préfet propose de verser aux commissaires des rémunérations modulées en fonction du volume de la population ouvrière de leur quartier d'attache. Les participants à l'insurrection sont espionnés dans tous leurs déplacements et observés dans toutes leurs relations. Les manœuvres, dans l'espoir de rallier un Michel-Ange Perrier ou Lachapelle et Lacombe échouent, mais Pierre Charnier n'y résiste pas qui finit par entrer dans la police secrète.

D'autres méthodes sont mises en œuvre car, à côté du Devoir mutuel des chefs d'atelier soigneusement surveillés, le deuxième dimanche de février 1832, les compagnons fondent leur propre organisation: Les compagnons ferrandiniers du Devoir qui couvrent, sous la vieille défroque du compagnonnage classique mais déclinant, un groupement revendicatif qui s'allie au Devoir mutuel.

Le préfet, désormais, chaperonne les fabricants, leur révèle les menaces qui résultent de l'union des salariés, en particulier en ce qui concerne les affaires du premier conseil des prud'hommes de France qui fut installé à Lyon. Les « hommes au coffre d'or » - comme les appelle l'Écho de la Fabrique qui a survécu à la tourmente - n'accordent pas assez d'attention à ce « conseil de famille » qu'a institué à Lyon Napoléon 1er le 18 mars 1806. Dans cette ville et dans cette Fabrique des soies, où les conflits sont périodiques, le but de l'empereur était de créer un organisme de conciliation où les « négociants-fabricants » resteraient majoritaires et disposeraient de la présidence, Or, le 15 janvier 1832, Louis-Philippe avait signé une ordonnance réorganisant ces prud'hommes et, se donnant l'air de tenir compte des désirs des canuts, il avait porté l'effectif des élus à 9 fabricants et 8 chefs d'atelier tout en supprimant la distinction entre titulaires et suppléants. Les canuts avaient saisi l'occasion pour proposer dans l'Écho de la Fabrique l'admission aux débats d'un avocat ou d'un fondé de pouvoir qualifié (reprenant une demande avancée dès 1830 et appuyée par une pétition forte de 5031 signatures).

Dans le même temps, les questions portées devant le conseil déviaient souvent sur l'interprétation de la mercuriale que les représentants ouvriers voulaient au moins transformer en barème obligatoire. Ces habiles propositions et l'exploitation des défaillances des maîtres de la Fabrique risquaient fort de transformer le caractère primitif du conseil et de permettre, à la limite, à la présidence d'échoir à un maître-ouvrier. C'est ce

qui alarmait Thiers, promu ministre du Commerce et des Travaux publics, devenu le nouveau mentor du préfet Gasparin.

Le 11 janvier 1833, il lui faisait part de ses appréhensions (18): « Au lieu d'un tribunal d'arbitrage, les circonstances en ont fait un corps compact et vous savez mieux que moi ce que l'esprit de faction a voulu en faire. Vous savez qu'on demande maintenant, la suppression de la voix de plus qu'on accorde aux fabricants et par conséquent la présidence qui leur est réservée, qu'on veut tenter de dénaturer l'institution de la conciliation fraternelle en y faisant intervenir des avocats, que le tarif s'y conserve sous le nom de mercuriale, que du moins telle est l'opinion des ouvriers et la prétention qu'ils y attachent (…). Vous avez vu d'ailleurs, dans les réunions anarchiques dont les procès-verbaux sont imprimés, les discours les plus hostiles dans la bouche d'orateurs, chefs d'atelier, qui ne négligent pas de se parer du titre de membre du conseil des prud'hommes. »

En accord avec Gasparin, Thiers saisit le Conseil d'État en chargeant un maître des requêtes (directeur de son ministère !) de mener rondement l'affaire. Celui-ci s'acquitte de sa tâche. Dès le 24 mai, il informe le ministre que le Conseil d'État est d'accord « pour faciliter la jouissance de la majorité aux fabricants (…) et qu'un amendement a été proposé pour maintenir, quoiqu'il arrive cette jouissance : un prud'homme absent serait suppléé de droit par un suppléant de sa classe même lorsque la présence de ce suppléant ne serait pas nécessaire pour compléter le nombre légal de deux tiers du Conseil ». Le 30 mai, dans les minutes qui suivent le jugement du Conseil, le maître des requêtes griffonne à destination de Thiers une information aussi laconique que triomphale: « l'affaire est gagnée au Conseil d'État ». Voilà qui en dit long sur la sereine indépendance de cette institution...

Le 21 juin 1833, une nouvelle ordonnance signée à Neuilly par Louis-Philippe précisait que les élus des prud'hommes seraient divisés en titulaires et suppléants (article 1 et 2) « qu'en cas d'absence ou d'empêchement d'un prud'homme titulaire, un suppléant de la même fabrique ou de la même classe sera toujours appelé à siéger quel que soit le nombre de membres présents ».

Mais au-delà des péripéties juridico-administratives, voici que renaît le « mauvais esprit ». En février 1833, le Précurseur a publié un texte que le préfet taxe de « manifeste des chefs d'atelier sur les coalitions d'ouvriers » et Thiers tombe d'accord avec Gasparin pour le qualifier de « système dicté par les ennemis de notre industrie et du pays ». En l'occurrence (et pour le moment), estime le ministre, il faut « ne prendre aucun rôle actif dans les débats qui existent afin d'échapper à tout reproche, tel me paraît le rôle de l'administration ». Mais sauver les apparences ne signifie pas rester inerte. « Il faut autant que possible empêcher les fabricants de céder à la coalition car là serait la faiblesse et non la prudence à éviter le sang ». Et Thiers de se faire rassurant: « La coalition n'a pas assez d'unité pour durer 8 jours. Les ouvriers ont leurs bras, les entrepreneurs leurs capitaux. Si les ouvriers abusent de leur force (sic !), ils donnent aux entrepreneurs le droit d'user de la leur, c'est-à-dire de garder leur argent et de refuser la subsistance à ceux qui refusent le travail. L'entrepreneur peut attendre puisqu'il a les capitaux. » (19)

Il faut donc laisser pourrir en tenant le cap.

Attitude difficile à tenir car, après les escarmouches de février, un mouvement latent de grève rebondit en juillet! Thiers, cette fois s'alarme de « la faiblesse des fabricants qui a fait triompher les prétentions des ouvriers ou plutôt les menées de ceux qui les poussent (sic) » et d'en conclure qu'il faut donner aux fabricants « le courage d'attendre » : « C'est maintenant au gouvernement de leur en donner le moyen, car son devoir est de protéger tous ceux qui ne savent pas se protéger eux-mêmes, car il est institué pour protéger les faibles. » Bref, entre février et juillet 1833 (800 à 1 000 métiers arrêtés), la « force » des capitaux a besoin du concours de l'appareil d'Etat !... D'autant plus que l'opposition républicaine semble se renforcer dans la ville et que les sociétés démocratiques lancent des pétitions en faveur de la liberté de presse attaquée par le « juste milieu » au pouvoir.

Un nouveau pas est franchi dans une lettre de Thiers datée du 6 août 1833. Ce qu'il recommande dans un document qu'il rédige directement chez lui, sans passer par les rédacteurs du ministère, c'est carrément « de les diriger, de les stimuler pour qu'ils résistent par une sage union à la tyrannie des coalitions. Mais le moyen fort incertain lui-même ne me semble pas, autant qu'à vous, le seul moyen à employer. Et il faut encore aller plus loin: « Je réclame ici tout votre zèle, toute votre attention. Une police attentive peut saisir bien des faits réputés invraisemblables. Un heureux hasard ne vous a-t-il pas fait rencontrer et saisir des mutuellistes qui allaient interdire des métiers ? (20) (…) je pense qu'il faut compter beaucoup sur le temps qui divisera les meneurs et qui les distraira beaucoup aussi, mais il ne faut absolument pas renoncer aux voies légales, il faut veiller avec une grande activité à la recherche des faits livrables aux tribunaux, sauf à en user avec la prudence convenable ! »

Le but est nettement fixé: « Avoir sous la main quelques prisonniers bien notablement coupables » pour les traduire ensemble dans un grand procès où ils apparaîtraient en factieux, « J'espère que nous ne serons pas réduits à cette nécessité, j'espère que nous n'y serons jamais exposés! »

Clause de style ! S'engager dans cette direction, c'est déjà s'y installer.

Le 12 février 1834, une réunion des chefs d'atelier mutuellistes consulte sa base sur la grève. Une majorité opte pour la lutte, le mot d'ordre de suspension du travail est lancé pour le 14. A cette date 20 000 métiers s'arrêtent. L'enterrement d'un tisseur va donner l'occasion d'une démonstration de force des organisations de maîtres-ouvriers et des compagnons. La tension monte pendant 8 jours, soigneusement contrôlée par la police qui arrête six mutuellistes sous l'inculpation d'être « les chefs de la coalition ». Voilà, les ouvriers « bien notablement coupables » souhaités par Thiers. Leur procès est fixé au 5 avril.

Quelques jours avant celui-ci, l'annonce de la discussion au parlement d'une loi interdisant les associations est reçue comme une provocation, Détail intéressant qui montre à quel point la situation à Lyon influait sur le comportement de la monarchie bourgeoise: c'est le préfet Gasparin qui, obsédé par le complot républicain et ouvrier avait proposé le 2 mai 1833, l'introduction d'une législation bannissant toutes les associations, même si elles sont constituées de moins de 20 membres (cas du Devoir mutuel) (21).

En quelques jours, 2 557 signatures sont réunies sur une pétition qui se termine ainsi: « Les mutuellistes protestent contre la loi liberticide des associations et déclarent qu'ils ne courberont jamais la tête sous un joug abrutissant, que leurs réunions ne seront point suspendues, et, s'appuyant sur le droit le plus inviolable, celui de vivre en travaillant, ils sauront résister, avec toute l'énergie qui caractérise des hommes libres, à toute tentative brutale, et ne reculeront devant aucun sacrifice pour la défense d'un droit qu'aucune puissance humaine ne saurait leur ravir. » C'était en 1834, cinquante ans, à un mois près, avant que la loi de 1884 ne légalise les organisations syndicales ! Rappel qui éclaire la valeur du jugement fielleux que l'indispensable chantre de la bourgeoisie triomphante, J.B Monfalcon, formulait à ce propos: « Des ouvriers qui n'avaient fait usage de leurs facultés intellectuelles que pour pousser avec égalité leur navette de gauche à droite et de droite à gauche, discutaient, calomniaient l'œuvre des trois pouvoirs et décrétaient la révolte (...) Les conséquences terribles de l'aberration mentale des travailleurs ne sauraient faire méconnaître le ridicule des considérants de leur protestation. » (22)

Cette agressivité haineuse constitue un véritable document sur l'atmosphère qui régnait alors dans les cercles distingués! Atmosphère entretenue, construite, pourrait-on dire...

L'ouverture du procès le samedi 5 avril provoque une affluence énorme autour du tribunal correctionnel. Elle est marquée par de nombreux incidents lorsque la décision de renvoyer la cause au mercredi suivant, le 9, et de juger à huis clos, est prise.

Le dimanche 6 avril, l'enterrement d'un chef d'atelier mutuelliste suivi par 8.000 maîtres ouvriers mutuellistes et compagnons ferrandinier se déroule, accompagné de cris contre le « juste milieu » et les « tyrans ».

Jamais affrontement ne fut pareillement prévisible et préparé.

Le 9 avril, un grand nombre de fabricants a emballé ses marchandises et quitté la ville (22). Mille cinq cents hommes sont rassemblés dans 15 bataillons et 2 compagnies d'infanterie, flanqués par 2 escadrons de cavalerie et un régiment d'artillerie doté de 10 batteries. Toute cette force, gibernes remplies, sacs au dos, disposant de vivres pour deux jours est répartie aux points stratégiques de la cité en laissant parfaitement libres les abords du tribunal où se porte une manifestation ouvrière. La foule qui redoute la provocation décide d'évacuer la Place Saint-Jean totalement découverte et reflue dans les rues adjacentes, improvisant pour se protéger, des barricades avec quelques madriers et autres matériaux saisis sur place.

Il est environ 10 heures lorsque se produit un incident. Des gendarmes et un peloton du 7e léger commencent à déblayer la rue Saint-Jean, les ouvriers refluent derrière leurs protections. À ce moment un coup de feu part. Monfalcon, lui-même, le signale ainsi: « Un agent de police, Faivre, mortellement blessé par un soldat, au moment où il s'élançait sur la barricade est apporté chez le concierge de l'hôtel de Chevenières » (24).

Demi-aveu de la provocation confirmé par deux sources. D'abord le récit de J.L. Philippe chroniqueur de l'Association des compagnons ferrandiniers, document consultable à la Maison des canuts, rue d'Ivry: « Un agent provocateur tira un coup de pistolet. Les portes de Saint-Jean s'ouvrirent et une décharge se fit. Par un effet providentiel un homme fut tué. Qui? L'agent provocateur! La lutte s'engagea sur tous les points de la ville et de ses faubourgs ». Deuxième témoignage, les confidences faites par le procureur Chegaray à Joseph Benoit auteur des Confessions d'un prolétaire (25). Le premier, élu comme le second à la Constituante, confirma ce fait au second dans l'euphorie du court « printemps des peuples » de cette année-là !

La lutte se poursuivra du mercredi 9 au lundi 14, sur la rive droite de la Saône, dans la presqu'île, à la Guillotière et à la Croix-Rousse. Une partie des troupes, qui rentre d'Algérie, se distingue par sa férocité dans tous les secteurs du Lyon populaire tombé dans le traquenard. Le sommet de la violence est atteint le samedi 12, rue Projetée à Vaise. Monfalcon, pourtant bien disposé à l'égard des forces « de l'ordre » en donne une description: « Ils s'élancent sur les maisons, en brisent les portes, font main basse sur tout ce qui s'offre à leur fureur.(...) Tout homme trouvé les mains et les lèvres noircies par la poudre passe par les armes. Quarante-sept cadavres attestent la vengeance: 26 sont ceux d'insurgés pris les armes à la main, 21 (combien la guerre civile est terrible !) n'appartient pas au parti qui a combattu: on y voit des enfants, des vieillards impotents atteints à leur domicile par les projectiles (26).

La violence de cette répression soigneusement préparée vise non seulement à frapper le monde du travail (les canuts mais aussi les ouvriers des autres faubourgs) mais encore à s'opposer à l'alliance dangereuse des républicains et des salariés de l'industrie et de l'artisanat, scellée contre la loi interdisant les associations.

Faut-il en donner une autre preuve? Trois jours après le massacre de Vaise, le 15 avril, à Paris, rue Transnonain, contre les ouvriers républicains qui luttent pour la même cause, se produit un autre massacre que Daumier illustrera par une bouleversante et symbolique lithographie !

Lorsque Thiers enverra à Gasparin un télégramme d'approbation, lui demandant des précisions, il écrira: « Le sang français a coulé, c'était inévitable »...

Inévitable ou programmé? « Six cents hommes des deux parts ont été mis hors de combat, sur ce nombre près de 300 ont péri sur le champ de bataille ou dans le lit de douleur}) écrit Monfalcon. Et Steyert avance

l'estimation de 57 morts militaires et 220 civils, de 267 blessés militaires et 180 civils. Ces chiffres laissent songeur : ils suggèrent qu'un camp (que le lecteur devinera facilement) avait une certaine propension à achever les blessés... Mais Claude Latta (27), a compté 131 morts au combat et 192 blessés, 190 tués dans la population civile et 122 blessés. Il reproduit un témoignage de l'abbé Pavy, vicaire de Saint-Bonaventure, église située au centre de la presqu'île: un enfant de 16 ans atteint de 8 balles « s'était caché sous le cadavre d'un insurgé qui le recouvrait tout entier (…) deux autres de 18 à 20 ans venaient d'être découverts derrière un confessionnal dans la chapelle Saint Luc (...). Nous pressons les chefs et les conjurons de surseoir par pitié à l'exécution de ces malheureux ! Tout fut inutile: « Ils ont été pris les armes à la main, la justice doit avoir son cours, retirez-vous », et dix coups de feu les atteignirent presque à bout portant; le confessionnal est inondé de leur sang » ... En juin 1834, Monfalcon, esthète de l'Histoire, terminait son récit par ces mots: « L'insurrection de Lyon sera toujours un des épisodes les plus originaux de notre longue Révolution, si féconde en événements extraordinaires, et occupera désormais quelques unes des plus belles pages des annales de notre cité, et de l'histoire si remarquable des Français du XIXe siècle ».

Il se trompait. Ça n'était pas fini. Juin 1849 allait lui apporter d'autres satisfactions...

1849-1851 - L'ordre règne enfin à Lyon

Une bonne saignée mais aussi un procès-spectacle de la Chambre des pairs siégeant en Haute Cour, voilà le remède administré à la population de la ville de Lyon et du royaume. Malgré la protestation des Lyonnais exprimée par Eugène Baune, professeur républicain à l'école de commerce, le cas des 60 lyonnais fut disjoint des 163 inculpés au plan national. Le 13 août 1835, le verdict répartissait ainsi les peines: Déportés à vie hors du territoire national: 7 ; Détention en forteresse (Doullens) pour 20 ans: 2 ; pour 15 ans: 3 ; pour 10 ans: 9 ; pour 7 ans: 4; cinq ans de prison: 19 ; trois ans de prison: 4 ; un an de prison: 2 ; acquittés : 9 ; un accusé était mort pendant le procès. Soit 312 années de prison ou de détention (plus de 9 ans en moyenne) sans compter la durée de la déportation. Cependant, trois ans après, une amnistie fut proclamée à l'occasion du mariage du duc d'Orléans: Louis-Philippe tentait une opération de ralliement au régime.

Il s'était, cette fois, agi d'une insurrection ouvrière et républicaine, plus évidente encore que celle de 1834, et dans l'espoir de diviser ce front commun, les membres de la Société des droits de l'homme furent plus durement frappés que ceux des organisations ouvrières de la Fabrique des soies.

Encore une fois, erreur de raisonnement: Eugène Baune n'avait pas tort qui avait lancé à ses juges, le 10 juillet 1835 : « Croyez-vous que le combat qui a été livré soit le dernier? Notre présence devant vous ne fait qu'attester une défaite d'avant-garde. »

En fait le régime avait gagné 14 ans de tranquillité toute relative qui pouvait donner à Guizot l'illusion de la pérennité du suffrage censitaire, lui qui opposait à toute réforme réclamant l'abaissement du seuil de revenus nécessaire pour accéder à l'urne « démocratique », le mot d'ordre magique de l'époque: « Enrichissez-vous ! »

En 1848, la conjonction d'une crise économique à la fois agricole, bancaire et industrielle, avec des scandales qui atteignent les hautes sphères de la société et avec une agitation réformiste qui, sur le plan politique gagne le pays, débouche sur une situation explosive. C'est alors le poids du monde ouvrier qui est décisif sur le plan événementiel.

À Paris l'irruption prolétarienne change en révolution ce qui n'était que manifestations « raisonnables » facilement contenues.

À Lyon, le 25 février, le surgissement autour et dans l'Hôtel de ville des sociétés secrètes de la Croix-Rousse au beau milieu des tractations courtoises entre républicains « de la veille » et républicains « du lendemain »

mit fin aux discours temporisateurs. Comme le rapporte le tisseur néo-babouviste Joseph Benoit : « une forte colonne qui descendit de la Croix-Rousse déjoua tous leurs projets et les convainquit de l'inutilité de leur résistance. Le soir le peuple commandait en maître à l'Hotel de Ville et organisait un comité révolutionnaire. » (28)

Sans attendre, la société secrète des Voraces (qui se dissimulait sous la forme d'une compagnie de francs buveurs) envisagea d'entreprendre la destruction des forts construits depuis 1831 sur le plateau aux emplacements visités par Soult, peu après la reconquête de la ville et dont les meurtrières étaient orientées vers le faubourg rebelle. Le commissaire de la République, Emmanuel Arago, arrivé à Lyon le 28 février, fut fraîchement accueilli lorsqu'il suggéra l'arrêt de leur entreprise: dans l'après midi du 5 mars, il dut accepter l'idée de la destruction de « ces murailles fortifiées construites par la monarchie entre Lyon et la Croix-Rousse à l'époque où la monarchie préméditait d'anéantir les travailleurs républicains » (29).

Dans une cité que l'historien G. Perreux n'hésite pas à qualifier à ce moment de « première ville républicaine de France »(30), le retour de la République trouve en avant-garde les militants néo-babouvistes de Lyon qui, avec leur « Société des fleurs » clandestine liée avec l'ex-Société parisienne des familles devenue « Société des Egaux » (31) rêve d'établir « la communauté des biens en même temps que la République ».

Les manifestations lyonnaises du printemps 1848 offrent une tonalité particulière. Les multiples plantations d'arbres de la Liberté adoptent un cérémonial original. Après la cérémonie, un cortège reconduit à leur domicile les jeunes filles couronnées de fleurs qui ont ouvert la marche. À leur côté un « homme du peuple » coiffé d'un bonnet rouge, porteur d'un fusil de munition, installé sur un brancard soutenu par 4 hommes fait figure de « déification de la Révolte », comme le note, acerbe, Monfalcon.

Le 9 avril se déroule une cérémonie funèbre expiatoire en l'honneur des victimes de la répression antirépublicaine. Elle a lieu dans le centre de la ville, arène des combats intenses de 1834. Cinq mille personnes y participent et Monfalcon voit là « l'affreuse réminiscence de 93 ».

Le 16, une autre démonstration est organisée. Non plus par les autorités mais par les clubs « montagnards ». Elle visait à installer à Perrache, place de la Liberté, une statue du Peuple Souverain due à J.P. Lepind. Elle représentait un ouvrier, poitrine découverte, debout sur une barricade, fusil en main. Tout de suite elle fut baptisée par la voix populaire *L 'Homme du Peuple*. Suivie par le long cortège d'une foule, elle fut promenée tout autour de la presqu'île, lieu de résidence de la bourgeoisie et de l'aristocratie locales. Une souscription fut lancée pour offrir une réplique en bronze du monument aux « Frères de Paris en gage d'admiration et d'unité ».

En juin 1848, cependant, Lyon ne bouge pas. Le gouvernement a pensé à parer le coup. Il passe une commande massive de drapeaux en soie qui occupe les métiers et tandis qu'il écrase la révolte des ouvriers des chantiers nationaux parisiens, il fait déployer à Lyon un spectaculaire dispositif de sécurité, qui réjouit et rassure les « hommes au coffre d'or ».

Ici, constatait Martin Bernard à la veille du drame parisien, « l'élément bourgeois et l'élément populaire sont continuellement en présence (...) avec la seule différence que les instincts dévoués du peuple le ramènent toujours aux principes de la Révolution, tandis que les calculs étroits, égoïstes de la bourgeoisie l'en tiennent toujours éloigné » (32).

La défaite des parisiens n'entame pourtant pas la détermination des travailleurs lyonnais, au contraire !

Aux élections de mai 1849, pour la Législative, après le désarmement de la Croix-Rousse, puis de toute la Garde nationale de la ville, l'irréductibilité des ouvriers s'affirme spectaculairement: les onze candidats de la

« liste rouge » furent élus avec des suffrages compris entre 72 569 voix et 69 323, devançant les candidats modérés (50 343 voix).

Le gouvernement remanié après juin 1848 avait envoyé comme commandant de la place militaire, le maréchal Bugeaud qui avait gagné en Algérie - déjà ! - sa réputation d'expert en « pacification ». En clair langage de rude militaire il exprimait dans une lettre à Thiers sa fureur: « Quelles bêtes brutes et féroces ! Comment Dieu peut-il permettre aux mères d'en faire comme cela ! Ah ! voilà les vrais ennemis et non pas les Russes et les Autrichiens » (33)

Sans se laisser arrêter par ses interrogations théologiques, il se hâtait de préparer une bonne et décisive mise au pas de ce peuple rebelle. Le plan ébauché ne fut pas réalisé par lui. Par le truchement du choléra, « Dieu » rappela à lui Thomas Robert Bugeaud, marquis de la Piconnerie et duc D'Isly (Algérie) le 10 juin 1849.

Face au comportement provocateur de l'autorité civile et militaire, le 4 juin 1849, *Le Républicain* menaçait. La solution, écrivait-il: « C'est la dictature du prolétariat détruisant la bourgeoisie, comme la bourgeoisie a chassé l'aristocratie, comme la royauté a enterré la féodalité. » ... Comme quoi la notion de « dictature du prolétariat » n'a été initiée ni par Marx, ni par Lénine, mais bien par le terrorisme militaire de la bourgeoisie refusant la démocratie sociale !

Du 15 au 16 juin 1849, le coup mortel que méditait Bugeaud fut porté par le général Gémeau. Le 14, une fausse nouvelle d'une insurrection parisienne victorieuse circula dans la ville, alors qu'en réalité la manifestation organisée par les députés de la Montagne avait tourné court. Comme l'a expliqué Karl Marx: « Ce fut à Lyon seulement qu'on en vint à un conflit opiniâtre, sanglant. Dans cette ville où la bourgeoisie et le prolétariat industriel se trouvent directement face à face, où le mouvement ouvrier n'est pas comme à Paris enveloppé et déterminé par le mouvement général. » (34)

Les choses se déroulèrent comme à l'exercice contre les canuts de la Croix-Rousse rapidement isolés du reste de la ville tenu sous surveillance. En quarante huit heures, avec le recours au canon, on étouffa la dernière insurrection du plateau de la soie. Les barricades des pentes furent balayées, puis celles de la Grande Rue et de la rue du Mail. On releva officiellement 150 cadavres d'insurgés, les cabarets furent fermés, les journaux d'opposition supprimés, le colportage des imprimés interdit, 1 500 arrestations aboutirent à 1 200 cas traités par les conseils de guerre.

L'état de siège préluda aux manœuvres qui aboutirent à ouvrir la voie à la dictature impériale.

Reportons-nous aux aveux du bon J.B. Monfalcon, rédacteur des annuaires historiques officiels de la ville.

Commentant dans celui qui est rédigé pour l'année 1852 (avant le coup d'État du 2 décembre 1851, le texte était déjà prêt), il écrit à propos de 1849 (35):

« Il est hors de doute que si l'émeute eut tenue elle aurait reçu de puissants renforts de socialistes des environs, les entraves de toute nature que rencontraient les troupes marchant sur Lyon sont une preuve de l'esprit des populations voisines. Lyon était évidemment choisi pour le centre d'une jacquerie socialiste et comment en calculer les chances si la Garde nationale eût existé? Elle aurait fourni au moins 10 000 hommes à l'insurrection. »

Il est évident qu'on trouve là l'écho de la campagne d'affolement préparatoire au coup d'État et visant à présenter l'année 1852, celle des élections législatives, comme un épouvantail recelant la menace dirigée contre le droit de propriété.

Prenons ensuite l'annuaire de 1853, lorsque la bourgeoisie a accepté de « perdre sa couronne pour sauver sa bourse » (Marx). Monfalcon « bénit une révolution venue cette fois d'en haut et non plus de la fange des pavés comme toutes les autres » car sans le coup d'État ,« le partage était réglé d'avance, à chacun ses capacités, à chaque capacité selon ses œuvres, à celui-là tel ministère, à cet autre telle caisse, aux valets l'habit de leur maître, au manœuvre la maison qu'il a bâtie, au paysan la ferme qu'il exploite, au vicieux la femme honnête (...) à l'ignorant l'instruction publique, à l'athée les cultes, à l'assassin la justice » (36).

Et sans doute à Monfalcon la palme de la description apocalyptique ! Ce qui n'est pas sûr, car les écrits de propagande de l'époque se surpassent. Et le Second Empire, on le sait, fut le signal de la « fête des profits », ouvrant au bond allègre du capitalisme français.

Que reste-t-il dans la ville que parcourt le touriste, de ces tragédies des cent premières années de la naissance du capitalisme français ?

On lui montrera volontiers, au musée des tissus, les admirables étoffes produites par une main-d'œuvre d'élite: le "façonné" qui nécessitait science et savoir-faire. Le seul endroit où l'on cherche à montrer les hommes qui ont fait la richesse de la Fabrique, Cooptiss, la Maison des canuts, rue d'Ivry, n'a jusqu'à ce jour pas obtenu l'aide publique dont il serait normal qu'il bénéficiât.

Des canuts, la publicité présente une image falsifiée produite par un folklore déformant, d'où les luttes longtemps ont été bannies. Tout n'est que chansonnettes sautillantes, bons mots et recettes gastronomiques de pauvres arrosées de Beaujolais ! Il a fallu attendre le début des années 1950 pour qu'une artère de la Croix-Rousse, répondant à l'appellation bien lyonnaise « d'express way », prenne le nom de boulevard des canuts, et l'arrivée dans l'administration préfectorale de l'historien Fernand Rude pour que soit apposée, sur la mairie d'arrondissement, une plaque évoquant les combats de 1831 et 1834.

À part cela, les rues de la ville font le silence sur ce passé et celui de la Révolution de 1789, dès qu'il est question de militants ouvriers ou de révolutionnaires : ni Denis Monnet, ni Bertrand, le maire jacobin, ni Joseph Châlier. Par contre les adversaires ouverts des canuts sont honorés: Prunelle député-maire (1831-1835), proclamant la responsabilité des saint-simoniens dans la révolte de 1831, le député Fulchiron « Fichu-rond » pour les canuts qu'il a taxés d'opulence, l'inaperçu Christophe Martin, 1835-1840, et Terme,1840-1847, poursuivant le même discours, Bugeaud, l'inévitable, et Gasparin dont la rue débouche en plein centre sur la place Bellecour... qui était, c'est bien naturel, la place d'armes. Par contre, Bouvier du Molard est inconnu pour raison de tolérance abusive, mais compensé par Vaïsse, préfet à poigne de l'Empire et Haussmann, lyonnais, ami des banquiers. Le tout associé à 81 dénominations de rues portant des noms de saints ou de saintes.

Les plaques des rues célèbrent l'ordre, enfin rétabli par le fer et le sang dans la cité aux merveilleuses soies.

Maurice Moissonnier

Maurice Moissonnier est historien

Notes

1. Justin Godan, 1899, Lyon-Paris-1ère partie, p .92- 93
2. Doléances des maîtres-ouvriers adressées au Roi et à la Nation assemblée - Présentation F. Rude, Fédérop-Lyon, 1976-p 5 et 6.
3. Patrick Kessel, Le prolétariat français avant Marx-Tome I-Plon-p480.
4. Abbé F. Maiyet, Mémoire sur les manufactures de Lyon, 1786
5. Maurice Garden, Lyon et les Lyonnais au XVIIIe siècle, Flammarion, 1975, p. 331.
6. J Jaurès, Histoire socialiste de la révolution, 1939 ESI, Tome 1, p. 111.

7 Voir F. Rude, Les Révoltes des Canuts (nov. 1831-avril 1834), Paris, Maspero 1982 et Maurice Moissonnier, Les Canuts « Vivre en travaillant ou mourir en combattant », Editions Sociales, 1988.
8. Le Précurseur, 26 octobre 1831.
9. l'Echo de la fabrique, 13 nov. 1831.
10. Archives départementales de l'Isère, Fonds Périer, versement Audiffret-Pasquier.
Il. Histoire des insurrections de Lyon en 1831 et 1834, Lyon 1834, pp.79-80.
12. M. Moissonnnier, Les canuts, op. cit,. p. 188.
13. Archives Nationales 42-AP-22, Dossier 2.
14. Monfalcon, op. cit., p.82.
15. ibid., pp 118 à 122.
16 Archives municipales de Lyon (AML) Doc. Gasparin Tome II.
17 M.M, Les Canuts, op.cit., p. 130.
18. AML-Gasparin, Tome 1 19. ibid., 27février 1833.
20. ibid., Thiers à Gasparin, 1833.
21. Arch. Nationales BB-21 -407- Le projet déposé le 24 février 1834 est voté le 25 mars suivant.
22. Monfalcon, op.cit, pp.211-212.
23. Selon Monfalcon, pp. 221-223.
24. idem, pp.229-230.
25. Présentation M. Moissonnier, Editions Sociales, 1968, p. 54.
26 Monfalcon, p. 261.
27 Répressions et prisons politiques en France et en Europe au XIXe siècle, Société d'histoire de la révolution de 1848 et des Révolutions du XIXe siècle, Présentation P. H Vigier. Claude Latta.. les victimes de la répression de la seconde révolte des Canuts, pp.27 à 30.
28. Confessions d'un prolétaire, op. cit.
29. Journal d'un bourgeois de Lyon en 1848, Présentation Justin Godart, PUE, 1924, p,41.
30. La propagande républicaine au début de la Monarchie de Juillet, 1930, p.99.
31. Avec Barbès, Martin Bernard et Blanqui.
32. Revue d'histoire de Lyon, XII' 1913, p.179.
33. Maréchal Bugeaud, Lettres inédites, Lyon, 1849.
34. K Marx, La lutte des classes en France, 1850. On pourra consulter sur tout cet épisode in Le XIXe siècle et la Révolution Française (Société d'histoire de la Révolution de 1848 et des Révolutions du XIXe siècle, Créaphis, 1992, la contribution M Moissonnier.. Les images de la République dans le monde et le mouvement ouvrier lyonnais, pp.173-189.
35. pp. 87-88, Dépôt Bibliothèque municipale cie Lyon.
36 idem, pp. 93-94

1871 : Trahison de classe et semaine sanglante

Premier jalon: la faillite des équipes dirigeantes politiques et militaires. Le 19 juillet 1870, le Second Empire, « d'un cœur léger », déclare la guerre à la Prusse, cœur d'autant plus léger que, selon le ministre de la Guerre, ne manque à l'armée « pas un bouton de guêtre ». Six semaines plus tard, Napoléon III capitule piteusement à Sedan et, le 4 septembre, la République est proclamée. Le nouveau gouvernement, dit de « Défense nationale », en fait de « défection nationale », est composé de républicains modérés « extrêmement sourcilleux sur la question de l'ordre et de la propriété »(1). Présidant ce gouvernement et gouverneur militaire de Paris, le général Trochu, « participe passé du verbe trop choir », ironise Victor Hugo.

Encerclé par les Prussiens depuis le 19 septembre, Paris, en dépit des extrêmes rigueurs du siège, « avait pris son parti de la lutte à outrance » (Lissagaray). Le Paris populaire en armes (y compris des canons, achetés par souscription populaire) s'organise.

Dès lors resurgit, avec plus de force que jamais, la peur des « classes dangereuses ». Dès le 19 septembre 1870, Francisque Sarcey - journaliste fort réactionnaire - observe avec cynisme et lucidité: « La bourgeoisie se voyait, non sans une certaine mélancolie, entre les Prussiens qui lui mettaient le pied sur la gorge, et ceux qu'elle appelait les rouges et qu'elle ne voyait qu'armés de poignards. Je ne sais lequel lui faisait le plus peur: elle haïssait plus l'étranger, mais elle redoutait davantage les Bellevillois. »...

Ce même 19 septembre, Jules Favre rencontre en secret Bismarck à Ferrières pour s'enquérir des conditions d'un armistice... Or, confidence de Trochu à son ami l'écrivain conservateur Maxime du Camp: « la Garde nationale ne consentira à la paix que si elle perd 10 000 hommes. » (2) Qu'à cela ne tienne: la sortie de Buzenval, le 19 janvier 1871, se solde par la mort de 4 000 soldats et officiers.

Cette peur et cette phobie conjuguées débouchent sur la trahison. Le choix entre Prussiens et Bellevillois est vite opéré. Gustave Flaubert écrit à George Sand le 30 avril 1871 : « "Ah! Dieu merci, les Prussiens sont là ! " est le cri universel des bourgeois. » Propos confirmés par Francisque Sarcey : « Tu ne saurais imaginer la façon dont fut prononcé ce ia... Il semblait dire, ce ia plus profond qu'une chope d'Allemagne: "Oui, pauvre Français, nous sommes là, ne crains plus rien... Tu es né en pays libre, ia, sur une terre amie, ia, sous la protection des baïonnettes bavaroises, ia, ia." Je ne pus m'empêcher de répéter à mon tour ce ia en essayant d'attraper l'intonation. » (3) L'armistice, signé le 28 janvier, livre à la Prusse l'Alsace et une partie de la Lorraine.

Dès le 3 janvier 1871, *Le Figaro* sonne l'hallali: « Armée du bien contre armée du mal... ordre contre anarchie, le combat ne sera ni long ni difficile ! Cela tiendra plus de la battue que de la bataille... Une croisade de la civilisation contre la barbarie. » Le 18 mars, Thiers s'exécute: il envoie l'armée, au petit jour, s'emparer des canons de la Garde nationale. Cette mèche provocatrice fait exploser le baril de poudre. Le comité central de la Garde nationale proclame le 21 mars: « Les prolétaires de la capitale, au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en mains la direction des affaires publiques. La bourgeoisie, leur aînée, qui a accompli son émancipation, il y a plus de trois quarts de siècle, qui les a précédés dans la voie de la révolution, ne comprend-elle pas aujourd'hui que le tour de l'émancipation du prolétariat est arrivé? »

Par son accouchement, par sa brève existence (72 jours) et surtout par son œuvre foisonnante, la Commune, première révolution ouvrière mondiale, commet un crime de lèse-majesté, de lèse-capitalisme et de lèse-ordre moral: un gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, des élus sur mandat impératif et révocables, une véritable mobilisation citoyenne, les prémisses de l'autogestion (remise en marche par les ouvriers associés des ateliers désertés par leurs patrons), les premiers pas vers l'émancipation féminine, le rôle des étrangers (un immigré juif hongrois, Léo Frankel, ministre du travai!)...

Durant la Semaine sanglante (21-28 mai 1871), l'armée versaillaise s'en donne à cœur joie. Cette armée, et surtout ses officiers supérieurs, s'était fait la main durant la conquête de l'Algérie (les massacres de la grotte de Dahra en 1845), au Mexique (« les blanca blanca » de Galliffet) et contre les grévistes (27 tués à Aubin et à La Ricamarie). Longtemps à la tête de cette armée, le général Vinoy se définit lui-même comme « un homme qui a toujours regardé l'ordre comme le premier devoir de toute société » (4). Cette armée est grossie par Bismarck, qui libère les prisonniers de guerre. Internationalisme de classe.

À la mesure de la haine et de la peur, Paris est transformé en abattoirs. Parmi les multiples témoins, Henri Dunant, fondateur de la Croix-Rouge: « Cette répression implacable... s'est terminée par d'épouvantables scènes d'égorgement et qui ont fait de Paris un charnier humain. On tuait pour tuer... Une vraie guerre d'extermination avec toutes ses horreurs, disons-le bien, car c'est la vérité; et ceux qui l'ont ordonnée s'en vantent et s'en louent: ils pensaient accomplir un devoir sacré; tous ceux qui appartenaient à la Commune, ou lui étaient sympathiques, devaient être fusillés. » Les exécutions sommaires sont innombrables: les casernes, les prisons (1 900 fusillades à la Roquette, le 28 mai), les jardins et les squares (Luxembourg, Parc Monceau, Jardin des Plantes), les cimetières (Père-Lachaise, Montparnasse) sont autant de charniers; les casemates de fortifications, bourrés de cadavres, servent de fours d'incinération. Comble de la cruauté: des Communards sont enterrés vivants, notamment dans le square Saint-Jacques. Selon le journal britannique Evening Standard, « il est douteux qu'on puisse jamais savoir le chiffre exact de la boucherie qui se prolonge. Même pour les auteurs de ces exécutions, il doit être tout à fait impossible de dire combien de cadavres ils ont faits. » Entre 20 000 et 30 000.

Ces atrocités suscitent des applaudissements enthousiastes. Le Gaulois du 31 mai: « Des aliénés de cette espèce et en si grand nombre et s'entendant tous ensemble constituent pour la société à laquelle ils appartiennent un si épouvantable danger qu'il n'y a plus d'autre pénalité possible qu'une suppression radicale. » Quelques jours plus tard, *Le Figaro* renchérit: « Il reste à M. Thiers une tâche importante: celle de purger Paris... Jamais occasion pareille ne se présentera pour guérir Paris de la gangrène morale qui le ronge depuis vingt ans... Aujourd'hui, la clémence serait la démence... Qu'est-ce qu'un républicain? Une bête féroce... Allons, honnêtes gens! Un coup de main pour en finir avec la vermine démocratique et sociale. » Alexandre Dumas fils, auteur de La Dame aux camélias, s'abaisse à écrire: « Nous ne dirons rien de leurs femelles par respect pour toutes les femmes à qui elles ressemblent quand elles sont mortes. »

La crainte d'épidémies arrête le massacre. Un auteur de pièces à succès, Émile de Girardin, préconise que les inhumations massives soient opérées en banlieue: « Là, rien à craindre des émanations cadavériques, un sang impur abreuvera en le fécondant le sillon du laboureur. » La Terreur blanche - « la curée froide », dit Louise Michel - succède au bain de sang. 43 522 prisonniers sont conduits dans les caves du château de Versailles, au camp de Satory ou, comme les bagnards, sur les pontons des ports (Brest, Cherbourg...). Leur longue marche est ainsi décrite par le journaliste versaillais Léonce Dupont: « Passe devant nos yeux un troupeau humain hâve, déguenillé, tout en loques, mélange d'hommes robustes, de vieillards encore fermes, de pauvres diables pliés en deux et se traînant douloureusement appuyés sur les voisins. Les uns ont des chaussures, les autres des savates, les autres sont pieds nus... La foule qui voit défiler devant elle ces prisonniers ne sait point se modérer... Elle voudrait se ruer sur eux et les mettre en pièces. J'ai vu des dames d'apparence bien douce, au comble de l'exaspération, s'oublier jusqu'à frapper de leur ombrelle de pauvres diables. »(5) Dames du monde et du demi-monde. Le grand photographe et écrivain Nadar fait un récit analogue (6).

Les conseils de guerre siègent durant cinq ans. La « justice » versaillaise prononce 13 440 condamnations (dont 3 313 par contumace) : peines de mort (9323 exécutés), déportation, prison. Nombre de Communards sont envoyés au bagne, en Nouvelle-Calédonie. L'un d'eux, Jean Allemane, raconte la brutalité de l'accueil, puis la discipline inhumaine, les châtiments corporels infligés avec sadisme, la faim, l'isolement, le désespoir, les suicides... (7)

Après cette terrible saignée, Thiers joue les prophètes: « On ne parle plus du socialisme et l'on fait fort bien. Nous sommes débarrassés du socialisme. » Oracle vite démenti. Comme le chante Pottier:

« On l'a tuée à coup d'chassepot
À coup de mitrailleuse
Et roulée dans son drapeau
Dans la terre argileuse
Et la tourbe des bourreaux gras
Se croyait la plus forte
Tout ça n'empêch'pas
Nicolas
Qu'la Commune n'est pas morte ! "

Claude Willard

Claude Willard est historien, professeur émérite de l'université de Paris VIII et président de l'association des amis de la Commune.

Notes
1. J.P Azéma et M. Winock, Les Communards, Seuil. 1970. p. 22.
2. Maxime du Camp. Les convulsions de Paris. Hachette. 1897. t. 1. p. 1l. État d'esprit corroboré par l'Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars. t. 1. p. 399 et t. III. p. 13.
3. Dans le journal intitulé - ironie de l'histoire - Le Drapeau tricolore. Le 20 mai 1871.
4. Communication de Juin-Claude Freiermuth dans Maintien de l'ordre et polices. Créaphis. 1987. pp 41-51.
5. Léonce Dupont. Souvenirs de Versailles pendant la Commune. 1881.
6. Nadar. 1871. Enquête sur la Commune. Paris. 1897.
7. jean Allemane. Mémoires d'un Communard. Des barricades au bagne. Paris. 1910.

Répressions antisyndicales

« La prison et les travaux forcés sont la seule solution possible de la question sociale. Il faut espérer que l'usage en deviendra général. » Chicago Times (mai 1886).

Dès que la liberté de constituer des syndicats fut légalisée, en 1884, la répression contre leurs activités commença ! Souvent brutale, parfois insidieuse.

Certes, la répression contre les ouvriers fut de tout temps lorsque ceux-ci se révoltaient contre les conditions qui leur étaient faites par ceux qui vivaient de leur travail. Les compagnons d'autrefois ont soutenu des luttes épiques, subi la répression des « forces de l'ordre » royales, impériales ou républicaines, souvent avec la bénédiction de l'Église. Citons seulement la grande grève des compagnons imprimeurs à Lyon en 1539. Mais il y en eut bien d'autres au cours des siècles !

Plus tard, les membres de l'Association internationale des travailleurs (la Première Internationale) furent aussi persécutés. Puis, les travailleurs, privés du droit de se réunir, de constituer des organisations de défense, se servirent des seules associations autorisées: les sociétés de secours mutuels, transformées en sociétés de résistance, illégales, bien sûr. Ce fut sous le couvert des sociétés mutualistes que furent préparées et conduites de grandes grèves et des émeutes en 1830 à Nantes, en 1831 à Paris et à Limoges, ainsi que les révoltes des canuts, férocement réprimées, à Lyon en 1831 et 1834.

Les débuts du syndicalisme

« ... Mon adversaire fut, reste et restera l'adversaire de ma classe, celui qui l'affame puis, quand elle crie, la mitraille... »

Panaït Istrati, Vers l'autre flamme

C'est donc en 1884 que la jeune république française, troisième du nom, autorise la création de syndicats. Assez rapidement des rapprochements se font entre les organisations qui se forment. La Fédération des syndicats, la Fédération des Bourses du travail voient le jour. Elles se réunissent en 1895, donnant ainsi naissance à la Confédération général du travail (C.G.T.). Le mouvement ouvrier s'organise, se développe; il s'apprête à mener de grandes luttes, non seulement revendicatives mais aussi en vue de l'abolition du salariat afin de construire une société dans laquelle l'exploitation de l'homme par l'homme serait abolie et dans laquelle régnerait la justice sociale.

Le capitalisme, lui aussi, s'organise; le patronat va répondre - avec l'aide des gouvernements - par des coups très durs aux prétentions des travailleurs de refuser leur vie de misère. Les syndicalistes, les ouvriers vont payer cher, parfois de leur liberté et de leur vie, leur engagement dans les luttes contre l'exploitation dont il sont les victimes.

En 1885, le fameux Comité des forges se transforme en syndicat (patronal) professionnel; le Comité des houillères est constitué en 1886, puis les chambres patronales de la métallurgie deviennent l'Union des industries métallurgiques et minières, de la construction mécanique, électrique et métallique et des industries s'y rattachant. Redoutable machine de guerre contre les travailleurs encore dispersés dans plusieurs organisations syndicales. On a trop souvent constaté, hélas, que le patronat se liguait bien plus rapidement contre les travailleurs que ceux-ci contre leurs patrons.

La CGT allait donc continuer le combat des exploités contre leurs exploiteurs. Les syndicalistes connaîtront au cours des années des victoires, bien des défaites aussi, dues non seulement à leurs ennemis « naturels » , patronat et gouvernement, mais parfois aussi, malheureusement, à leurs propres divisions. La guerre de

1914-1918, la « Grande Guerre », boucherie capitaliste, n'a pu être empêchée malgré les engagements des organisations syndicales et des partis socialistes européens. La grève générale prévue n'a pu être déclenchée; le slogan: « Le prolétaire n'a pas de patrie » céda la place à l'Union sacrée...

Des grèves

En 1900, grève à Saint-Étienne en janvier, à la Martinique en février (9 ouvriers sont tués, 14 sont blessés). En juin, 3 ouvriers sont tués à Chalon-sur-Saône. On pourrait écrire si on ne craignait pas de banaliser ces événements: etc. !

L'augmentation du coût de la vie, des loyers oblige les travailleurs à vivre dans des taudis; les très bas salaires, les méthodes d'intensification du travail dans les usines, tout cela provoque de forts mouvements de grève entre 1902 et 1913. Y participent les métallurgistes, les mineurs, les dockers, les ouvriers du bâtiment, du textile, les ouvriers agricoles, les chauffeurs de taxi...

La répression est extrêmement violente. Clemenceau, Briand (anciens vigoureux défenseurs de la classe ouvrière devenus ministres) sont à la tête de la réaction anti-ouvrière. À Draveil, le 2 juin 1908, les gendarmes tirent sur les manifestants: 2 tués, 9 blessés. Le 30 juillet, à Villeneuve-Saint-Georges, l'armée tue 7 travailleurs et en blesse 200 autres. Les dirigeants syndicaux sont arrêtés. Partout l'armée est envoyée contre les grévistes, dont une quantité sont arrêtés, licenciés par leurs patrons, diffamés. Ainsi le secrétaire des charbonniers du Havre, Jules Durand, est condamné à mort pour participation morale à une grève ! Sa peine fut commuée en sept ans de réclusion puis après une intense campagne dans le pays, il fut libéré avant la révision de son procès. Mais les épreuves avaient été trop fortes pour Durand, qui perdit la raison. Il fut innocenté en 1918 !

En fait Durand avait été accusé d'un crime suite à une machination du grand patronat et des hommes politiques. Ainsi, le triste Briand n'a pas hésité à déclarer: « Si, pour maintenir la sécurité, je n'avais pas eu les armes nécessaires, s'il avait fallu recourir à l'illégalité, je n'aurais pas hésité. » Il n'a pas hésité... Ils furent nombreux ceux qui, hommes politiques, policiers, employeurs, n'hésitèrent pas non plus à ourdir des machinations contre les militants syndicaux trop actifs, cela dans tous les pays, sous tous les régimes.

Le gouvernement refusant aux cheminots le droit de se syndiquer, ceux-ci entrent à leur tour dans la bataille. Leur comité de grève est arrêté et 15 000 cheminots reçoivent un ordre de mobilisation générale, ce qui fait dire à Jean Jaurès: « On a transformé la cessation du travail en un délit militaire. »

Auparavant, les postiers avaient, en 1909, croisé les bras. Les brimades, les sanctions, les révocations pleuvent sur les grévistes. Un autre renégat du socialisme, le ministre du Travail Viviani, propose au gouvernement la dissolution de la CGT. On n'en arriva pas là, mais la Bourse du travail de Paris fut fermée.

La CGT dirige les luttes, soutient les grévistes. Elle va s'engager avec la presque totalité des syndicats qui la composent dans la revendication des huit heures: huit heures de travail, huit heures de repos, huit heures de loisir. La revendication, lancée dès 1906, n'aboutira qu'en 1919. En même temps, la Confédération mène une intense propagande antimilitariste, prône l'idée du déclenchement de la grève générale en cas de guerre.

Les 1er mai

« Le 1er mai est un acte qui ne doit pas dégénérer au point de devenir une parodie de festivités bourgeoises ou un 11 novembre ensoleillé. »

Georges Dumoulin (mai 1937)

C'est à partir de 1905 que la CGT organise grèves et défilés le 1er mai. Le motif, c'est l'obtention de la journée de travail de huit heures. Le mot d'ordre est: « À partir du 1er mai 1906, les travailleurs ne feront plus que huit heures ! »

Ce 1er mai 1905, Paris est mis en état de siège. 60 000 hommes de troupe quadrillent la ville; les bagarres sont nombreuses et on dénombre 800 arrestations, des centaines de blessés dans les hôpitaux, et deux morts. La bourgeoisie a connu la peur panique. En province aussi, des arrêts de travail, des manifestations, des incidents ont eu lieu, notamment à Nice, Grenoble, Montpellier, Saint-Étienne, Lyon, Rochefort...

L'idée de faire du 1er mai une journée de revendications est partie des États-Unis. À Chicago, une immense grève eut lieu le 1er mai 1886 et se prolongea les 3 et 4 mai. Ces journées se terminèrent en drame. Les policiers tirèrent sur la foule, faisant cinq morts et plusieurs blessés, puis une bombe éclata parmi les policiers, probablement jetée par des provocateurs. Des ouvriers anarchistes furent arrêtés, condamnés sans preuve et exécutés.

Ces huit heures étaient considérées comme « un acompte de la bourgeoisie sur la dette immense qu'elle devait à la classe ouvrière », ainsi que l'a écrit Clara Zetkin. Ce qui explique l'impact de cette revendication.

Certains 1er mai ont été marquants, soit par le nombre des grévistes et des manifestants, soit par les violences exercées par les forces dites de l'ordre, soit par ce qu'ils symbolisaient. Ainsi le 1er mai 1919, donc après la guerre, fut grandiose et marqué par de violents incidents, en France, aux États-Unis, en Argentine... Celui de 1920 a été le plus important en nombre de participants en France. En 1934, ce fut le sursaut contre le fascisme, en 1936, celui de la réunification syndicale, prélude aux grandes grèves de juin.

En Espagne, on assista à une formidable démonstration des forces populaires. Mais elles allaient subir non pas une répression ordinaire, si l'on ose dire, mais une guerre civile déclenchée contre le Frente Popular par tout ce que l'Espagne comptait de militaires assoiffés de pouvoir, de fascistes, d'intégristes catholiques et, évidemment, de grands propriétaires, maîtres de l'économie. Les confédérations syndicales : l'Union générale du travail, socialisante, et la Confédération nationale du travail, anarcho-syndicaliste, furent à la pointe du combat, surtout la C.N.T. qui, outre le combat contre le fascisme, jeta les bases, partout où elle le put, d'une nouvelle société.

Abandonnée par les démocraties, Grande-Bretagne et France, la république espagnole succomba sous les coups des franquistes soutenus, eux, par l'Italie fasciste et l'Allemagne hitlérienne, avec la bénédiction du pape. Le gouvernement français, lui, accueillit comme des malfaiteurs, voire en ennemis, les combattants républicains qui purent se réfugier chez nous en 1939.

Devenu fête du travail, le 1er mai, quelques sursauts mis à part, perdit peu à peu son symbole de lutte de classes. Dans des pays de dictature, il avait été déjà dévoyé en défilés militaires; ailleurs, il est devenu la fête du muguet. Il faudra certainement du temps pour qu'il redevienne une journée de revendication internationale.

La répression continue...

1936 fut l'année de la grande victoire ouvrière. Le sacro-saint droit de propriété était bafoué - même si ce fut provisoirement - par l'occupation des usines, le droit a été reconnu au repos payé, ainsi que le droit à la représentation syndicale. Aucune autre victoire n'a obtenu des acquis aussi fondamentaux que ceux-là.

Cependant, dès 1937, la répression commence. C'est souvent le patronat, par ses agissements, qui provoque les grèves. Des organisations « syndicales » jaunes sont créées, tels les Syndicats professionnels français. En mars, à Clichy, la police tire sur des ouvriers; bilan: 5 morts, des centaines de blessés. En 1938, la C.G.T.

appelle à une grève contre les décrets-lois pour le 30 novembre car les décrets-lois suspendent une grande partie des acquis de 1936. La grève est mal préparée. Patronat et gouvernement mènent la riposte de concert; des militants sont arrêtés, des lock-out décidés. La police occupe des centres « névralgiques », les cheminots et les agents des services publics sont réquisitionnés. Dans cette atmosphère de guerre civile, la grève est un échec (sauf à Nantes, Saint-Nazaire, Toulouse, Clermont-Ferrand). La répression est de grande ampleur: 500 militants sont condamnés à des peines de prison ferme, 350 000 fonctionnaires subissent des sanctions disciplinaires.

Le Front populaire a vécu...

Répression brutale et répression insidieuse

Pour briser une grève, une lutte ouvrière, la répression peut être sanglante; pour affaiblir une puissante organisation syndicale, elle peut être insidieuse, efficace à moyen terme; la scission est un des moyens. Remarquons aussi que les scissions ne sont pas forcément provoquées par les forces hostiles au syndicalisme, elles le sont parfois, trop souvent, par les syndicats eux-mêmes.

Le 9 novembre 1940, la C.G.T. est dissoute par le gouvernement de Vichy, les syndicats sont interdits. Des transfuges de la C.G.T., les Belin, Dumoulin, Million, Froideval, etc., se rallient au Rassemblement populaire et à la charte du travail pétainiste qui prévoit de créer des organisations professionnelles corporatives, comme en Italie fasciste, qui grouperont patrons et salariés. C'est la collaboration de classes organisée; la grève est interdite.

La C.G.T. se reconstitue dans la Résistance. Ses militants subiront le sort des autres résistants lorsqu'ils seront arrêtés soit par l'occupant, soit par la police ou la milice vichyssoises. Membre du Conseil national de la Résistance, la C.G.T. établit son programme pour l'après-guerre.

En attendant, des grèves éclatent, des manifestations se produisent malgré les risques. Manifestations les 1er mai 1943 et 1944. Grèves dans des usines et chez les mineurs à Grenoble, Lyon, Marseille, dans les mines du Nord-Pas-de-Calais, chez les cheminots... Après la Libération, la C.G.T. contribue à la reconstruction du pays, elle fait rétablir les lois sociales de 1936, lutte pour le pouvoir d'achat des travailleurs. Le patronat, du fait de son comportement « collaborationniste » avec l'occupant, ne peut pas réagir efficacement. Mais, dès 1947, il rouvre les hostilités. L'inflation galopante diminue le niveau de vie des salariés, déjà bien inférieur à ce qu'il était en 1938. De puissantes grèves éclatent: Renault, chemins de fer, presse. La police intervient fréquemment, bref, le cycle habituel. Pour beaucoup, la C.G.T. est trop puissante. Il faut l'amoindrir. Le début de la guerre froide aidant, une conjuration hétéroclite va provoquer une scission soutenue par l'American Federation of Labor, la fédération syndicale américaine. Le terrain est prêt, Force ouvrière voit le jour.

Quatre fédérations syndicales existent: la C.G.T., FO., la CFTC, la Fédération de l'éducation nationale (FEN.). Un peu plus tard s'ajoutera la Confédération générale des syndicats indépendants.

Pendant ce temps, le patronat se renforce en créant le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.).

1948 est une année de puissants mouvements de grèves et, par conséquent, de graves répressions. Les grèves sont longues, dures. Dans les mines du Nord, un ministre socialiste, Jules Moch, envoie des compagnies de gendarmes mobiles, des tanks, et met la région en état de siège. Résultat: 4 mineurs sont tués, 2 000 sont emprisonnés, des centaines sont blessés.

Cette année-là, on a compté 6 561 176 grévistes et 13 133 313 jours de grève!

Alors que la France est à reconstruire, les gouvernements de la IVe République, qui se succèdent à un rythme accéléré, n'hésitent pas à s'engager dans une guerre colonialiste, ruineuse et sanglante au Vietnam, et à exercer des répressions violentes à Madagascar et en Algérie. En 1953, les dépenses militaires représentent 40 % du budget de la France ! L'appauvrissement de la classe ouvrière va bon train, les profits des entreprises connaissent des records.

Les syndicats mènent la lutte sur tous les fronts, contre la guerre au Vietnam, pour l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés. La répression frappe à tour de bras, c'est le cas de le dire ! Ouvriers tués par la police ou les nervis du RPF (Rassemblement du peuple français, gaulliste), licenciements arbitraires. Au XXVIIIe congrès de la C.G.T., en 1951, on constate que 3500 travailleurs ont été poursuivis devant les tribunaux, que 1 200 ont été condamnés à des peines de prison, que des milliers de militants de base, de délégués du personnel ont été licenciés...

En juin-juillet 1953, le gouvernement Laniel prétend prendre des mesures visant les droits des salariés: Sécurité sociale, augmentation des loyers, recul de l'âge de la retraite pour les fonctionnaires, etc. Début août un formidable mouvement de grèves est lancé auquel participent, à l'appel de la C.G.T., de nombreux adhérents de Force ouvrière et de la C.F.T.C., et des non-syndiqués. Les P.T.T., les chemins de fer, les services publics, la production de gaz et d'électricité, les transports parisiens sont paralysés. Les banques, les dockers, les officiers de marine, les gars du bâtiment et de la métallurgie s'y mettent aussi. 4 millions de grévistes; les ordres de réquisition restent sans effet.

Une répression brutale ne pouvait être de mise devant l'ampleur d'un tel mouvement. C'est par des méthodes de division que ce mouvement fut affaibli en utilisant les dirigeants de F.O. et de la C.F.T.C. qui appelèrent à la reprise du travail, suite à des tractations secrètes avec le gouvernement.

La guerre d'Algérie sonnera le glas de la IVe République. On fut tout près de la guerre civile. La C.G.T. lutta contre la guerre. Les mineurs de charbon et de fer se payèrent le luxe d'envoyer promener de Gaulle qui les avait réquisitionnés. Général ou pas, ils n'étaient pas disposés à obtempérer le petit doigt sur la couture du pantalon !

Vint mai 1968. « Dix ans, ça suffit ! » Mais dix millions de grévistes n'obtinrent pas de résultats mirobolants, sur le plan social…

On continue, malgré tout !

« Qu'est-ce que le producteur? Rien.
Que doit-il être? Tout.
Qu'est-ce que le capitaliste? Tout.
Que doit-il être ? Rien. »

Pierre-Joseph Proudhon

L'action syndicale et sa répression furent les deux aspects constants de la lutte des ouvriers contre leur exploitation. On l'a vu par ce résumé de leurs combats. Et encore, ici, n'a-t-on parlé principalement que de notre pays. Ailleurs ce fut, souvent, hélas, pis encore.

Pourtant, si l'on compare les conditions de vie des travailleurs jusqu'à une période récente, en France, à ce qu'étaient celles de leurs aïeux au siècle dernier, on constate que leurs actions n'ont pas été vaines.

Nous n'avons cité dans ce résumé bien incomplet des luttes ouvrières et de leurs répressions que des dates et des événements à titre d'exemples. Nous pouvons retenir que la répression gouvernements-patronat fut

toujours extrêmement dure, féroce même, contre le peuple: juin 1830, 1848, la Commune, pour ne parler que des crimes les plus connus. Cependant, c'est par dizaines de milliers que se comptent les actions contre l'injustice sociale, c'est tous les jours que des ouvriers, des employés, des salariés combattent, et c'est tous les jours qu'ils sont réprimés dans les entreprises, dans les bureaux. Travail obscur, opiniâtre, sans gloire, mais combien nécessaire et courageux !

Le capitalisme libéral, ultralibéral totalitaire, s'appuyant sur les progrès rapides des moyens techniques de production, sur l'informatisation extraordinaire de la communication, a pu créer un chômage d'une ampleur telle qu'il peut se permettre de reprendre sans grandes difficultés de grands pans des conquêtes sociales acquises à grand-peine par les travailleurs. La mondialisation de l'économie est présentée par le capitalisme et ses serviteurs zélés comme la phase ultime de l'histoire, donc comme la supériorité sans appel de ce système sur tous les autres systèmes possibles.

Cette idée a pénétré dans bien des esprits même dans celui de certains de ceux dont la profession de foi est la défense de la classe ouvrière. Le mouvement syndical est en miettes, toutes les confédérations sont éprouvées par des scissions, le nombre des organisations augmente sans cesse, bien que le nombre de syndiqués n'arrête pas de diminuer !

Le syndicalisme a pris de rudes coups, il s'est aussi abâtardi, dévoyé, mais il est pas mort. Pour rebâtir une force puissante, il faut avoir en tête ce que Pierre-Joseph Proudhon disait dans *Philosophie de la misère*: « Quiconque, pour organiser le travail, fait appel au pouvoir et au capital, a menti, car l'organisation du travail doit être la déchéance du capital et du pouvoir. »

André Devriendt

André Devriendt est directeur de publication du Monde libertaire.Il a occupé de nombreuses fonctions syndicales (secrétaire du syndicat des correcteurs CGT, membre du conseil national et du bureau de l'Union fédérale des retraités du livre et des industries papetières CGT, secrétaire général et vice-président de la mutuelle nationale de la presse et du livre etc.).

Bibliographie succincte

Jean Bruhat et Marc PioLot, Esquisse d'une histoire de la C.G.T., Éditions de La CGT, 1966.
Maurice Dommanget, Histoire du Premier Mai, Éditions Archives et documents, 1972.
Fernand Rude, Les Révoltes des canuts, 1831-1834, Petite Collection Maspero.
Institut CG T d'histoire sociale, C.G.T. Approches historiques.
Émile Pouget, La Confédération générale du travail et Le Parti du travail, Éditions CNT, 33, rue des VignoLes, Paris XXe, 1997.
Georges Lefranc, Juin 36, l'Explosion populaire, Éditions Julliard, 1966.
Gérard Adam, Histoire des grèves, Éditions Bordas, collection « Voir L'histoire », 1981.
Jean-Pierre Rioux, Révolutionnaires du Front populaire, collection 10/18. 1973.
Thierry Laurent, La Mutualité française et le monde du travail. Éditions Coopérative d'information et d'édition mutualiste, 1973.
Lunes ouvrières, Éditions Floréal, 1977.
Jean Maitron (sous La dir de), Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, Éditions ouvrières.
Marcel Caille, Les Truands du patronat, Éditions Sociales, 1977.

Les bandes armées du capital dans la France républicaine

Le capitalisme est naturellement noir. Comme ce charbon qui a contribué à enrichir les compagnies houillères dès le XIXe siècle. Noir comme la misère organisée à la même époque, par les maîtres de forge. Il est impossible d'oublier que les systèmes capitalistes - alors nationaux - prenaient déjà leurs marques pour une expansion à l'échelle mondiale, au travers du colonialisme. C'est l'époque où les grands patrons expliquaient que les économies des pays industrialisés connaîtraient les plus grands périls s'il était interdit de faire travailler les enfants de moins de douze ans et si l'on travaillait moins de soixante heures par semaine. À des salaires dérisoires, bien entendu.

Les fils de la classe ouvrière, meilleurs flics des possédants !

Cette société capitaliste naissante ne pouvait que s'appuyer sur les hommes en noir chargés de la défendre. Il est de fait que, depuis plus de cent cinquante ans, la police n'a que rarement été utilisée pour « la protection des personnes et des biens », sa mission initiale, mais bien plus pour assurer la sécurité du capital. L'impasse ne peut être faite sur la longue suite d'actions répressives sanglantes conduites par ces bandes armées recrutées parmi les enfants de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre.

Après la chute de la royauté, en février 1848, et l'échec des ateliers nationaux, la bourgeoisie au pouvoir incitait les jeunes ouvriers à s'engager dans la garde mobile, récemment créée, pour maintenir l'ordre dans Paris - à un salaire cinq fois supérieur. Quelques semaines plus tard, lors du soulèvement de juin 1848 des ouvriers parisiens, ce sont ces fils de la classe ouvrière qui seront lancés contre les insurgés, aux côtés de régiments retour de la guerre de conquête en Algérie. Ces policiers d'un genre nouveau ne failliront pas à leur devoir, comme on dit: « ...Des massacres atroces de la part de la garde mobile de l'armée ou de la garde nationale ont eu lieu... (le 26 juin) On fusille à la Conciergerie, à l'Hôtel de ville. Quarante huit heures après la victoire, on fusille des prisonniers blessé, désarmés... Horreur, horreur, horreur ! »(1). Des informations plus précises seront bientôt apportées après cinq journées de répression impitoyable: « On sait que la bourgeoisie se dédommagea de ses transes mortelles par une brutalité inouïe et massacra plus de 3 000 prisonniers » (2). Chiffre auquel il convient d'ajouter les centaines de tués sur les barricades. Sans oublier les quelque 12000 ouvriers arrêtés et, pour la plupart « transportés » en Algérie ou expédiés au bagne. En fait, le gouvernement de la IIe République traitait les Parisiens de la même manière que les Algériens qui se refusaient à subir le joug colonial (3).

Quelques mois plus tard, le général Changarnier, maître d'œuvre de cette répression, avec d'autres généraux venus d'Afrique, comme Lamoricière, sous les ordres du tristement célèbre général Cavaignac, chef du pouvoir exécutif, pouvait déclarer avec le plus grand cynisme: « Les armées modernes ont moins pour fonction de lutter contre les ennemis de l'extérieur que la défense de l'ordre contre les émeutiers. » Rapidement, ces grands républicains porteront au pouvoir Louis-Napoléon Bonaparte, lors des élections présidentielles de décembre 1848.

En 1849, dans un livre *Les Partageux*, un certain Henri Wallon, historien aux ordres de cette bourgeoisie sanglante, décrit l'ouvrier, « le rouge », comme l'ennemi héréditaire: « ... Un rouge n'est pas un homme, c'est un rouge... C'est un être déchu et dégénéré... Une physionomie abrutie, ... des yeux ternes, fuyants comme ceux du cochon... la bouche insignifiante et muette comme celle de l'âne... » (4)

Les insurgés de juin 1848, tout comme ceux de juillet 1830, n'étaient encore que des nostalgiques des idéaux de 1789. Par la suite, la nécessité de se défendre collectivement, puis de tenter de contrer la société industrielle qui se développait en réprimant la classe ouvrière, conduisait les plus lucides à constituer la 1re Internationale, en 1864. Il était pourtant clair que la répression serait plus dure encore car la bourgeoisie, puissance économique désormais incontournable, ne pouvait accepter la conclusion de ce Manifeste

communiste, rédigé par Marx et Engels, en 1847 : « Puissent les classes dirigeantes trembler à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner ! »

Le massacre des Communards

Suite à la violente réaction des ouvriers parisiens, en juin 1848, la bourgeoisie inquiète allait perfectionner ses moyens répressifs, lors de l'écrasement de la Commune de Paris, en mai 1871. Une fois de plus, la preuve était établie de la volonté des politiciens républicains d'assurer la tranquillité des agents économiques. Même au prix de la mise à mort de ces ouvriers qui assuraient la prospérité capitaliste. L'armée et la police qui s'appliquèrent à assassiner la Commune de Paris faisaient effectivement la guerre aux Parisiens. (Cette guerre qu'elles ne désiraient pas tellement mener contre les Prussiens). La rage destructrice devenait de plus en plus meurtrière les derniers jours, même lorsque les dernières barricades étaient tombées: « ... On fusillait partout, au coin des rues, dans les allées des maisons, dans les chantiers de démolition, partout où l'on trouvait un mur pour y pousser les victimes. Les bas quais de la Seine furent les témoins de féroces massacres. Au bas du pont-Neuf, on fusilla pendant plus de huit jours. » (5)

Au-delà d'une victoire déjà assurée pour Thiers et les Versaillais, il y avait la volonté de tuer car si, à la guerre, on ne fusille pas les prisonniers, il n'en va pas de même avec l'ennemi intérieur pour qui il n'y a pas de quartier, relate Maxime Wuillaume. « A mesure qu'ils avançaient, les Versaillais installaient, de place en place, ces sinistres prévôtés militaires dont toute la besogne était de tuer - le jugement ne comptait pas ! »(6) Louise Michel n'est pas en reste et, dans ses souvenirs, elle décrit l'entrée des Versaillais dans Paris comme des jours de cauchemar: « On égorgeait dans les ambulances... Les mitrailleuses moulent dans les casernes. On tue comme à la chasse. C'est une boucherie inhumaine. Ceux qui, mal tués, restent debout, ou courent contre les murs, sont abattus à loisir. »(7)

Tandis que les tribunaux militaires siègent sans désemparer (plus de 10000 condamnés à la déportation), on continue de tuer pour tuer. Sans autre justification. C'est ce qu'exprime bien l'historien de la Commune, C. Talès : « Il fallait massacrer, pour être tranquille, longtemps ! »(8) Cette revanche sur Paris insurgé est célébrée comme il se doit et le Journal des débats, évoquant les récentes défaites de Napoléon III étale sa satisfaction: « Quel honneur ! Notre armée a vengé ses désastres par une victoire inestimable ! » Et encore: « Vive l'ordre, vive l'armée qui en est le seul soutien ! »(9) L'état-major de cette armée avait fait le choix d'une répression sans limite : « Ceux qui lâchèrent sur Paris la force aveugle de la terreur veillèrent à ce que le carnage fut aussi grand que possible. »(10) Le raffinement n'était pas absent des préoccupations, comme en témoigne la lente avance de la troupe: « On voulait que cela durât, afin de tuer plus longtemps. »(11)

Le 15 juin 1871, on fusillait encore au bois de Boulogne. « On ne cessa de tuer que lorsque l'on craignit d'être empoisonné par les cadavres. (12) À l'église de la Madeleine, 300 fédérés sont fusillés, 700 à 800 sur la place du Panthéon, etc. On racontait, bien des semaines plus tard, l'épisode des petits savoyards, habituels ramoneurs de Paris, fusillés parce qu'ils avaient les mains noires - supposées noires de poudre. Il y avait également cette légende, tenace, de ces pétroleuses mettant le feu dans Paris: « Dès lors, toute femme suspecte est fouillée; malheur à elle si l'on découvre un rat de cave, des allumettes, si elle rapporte une bouteille: l'huile d'olive, l'eau de Javel, deviennent du pétrole; huée, brutalisée par la foule, la pétroleuse est fusillée comme les femmes prises les armes à la main. Des centaines de femmes sont ainsi assassinées. » (13)

Au milieu de cette répression froidement décidée, la xénophobie tenait une place de choix: « On fusille des républicains parce que la Commune était républicaine. Elle était cosmopolite, on massacra des étrangers. La célébrité de Dombrowski (14) cause la mort de bien des Polonais... Tous ceux qui étaient Italiens, Polonais, Hollandais, Allemands, étaient fusillés, déclara un officier qui a joué un rôle actif dans la répression. »(15)

Ceux qui ont lu la presse britannique de l'époque, comme P. O. Lissagaray (16) ont pu relever des détails oubliés par les chroniqueurs français. Ainsi, le 28 mai 1871, le général Galiffet, fusilleur en chef s'adresse à un groupe de Communards prisonniers : « Que ceux qui ont des cheveux gris sortent des rangs. Vous avez vu juin 1848, vous êtes plus coupables que les autres ! Et il fit rouler les cadavres dans les. fossés des fortifications. » (17) Le massacre terminé, Adolphe Thiers, chef du pouvoir exécutif, télégraphie aux préfets: « Le sol est jonché de leurs cadavres, ce spectacle affreux servira de leçon. »(18)

Le bilan dressé par Lissagaray dans son *Histoire de la Commune* est des plus précis: 20 000 Parisiens tués pendant la bataille, y compris des femmes et des enfants; 3 000 morts dans les dépôts, les pontons, les prisons de la Nouvelle-Calédonie et l'exil; 13700 condamnations à des peines de prison, 70 000 femmes, enfants et vieillards privés de leur soutien naturel. Suite à la Semaine sanglante, il y eut quelque 400 000 dénonciations. De son côté, Jacques Rougerie, qui a pu dépouiller les archives historiques du fort de Vincennes, note que sur 36 909 communards arrêtés, plus des deux tiers étaient des ouvriers manuels, mais est-il possible de les séparer des employés et des domestiques qui s'étaient opposés aux Versaillais ? (19)

L'ordre régnait sous Clemenceau !

Vingt ans après la Commune de Paris, le sang des ouvriers va couler à Fourmies (Nord). Le 1er mai 1891, côte à côte, policiers, gendarmes et soldats du 145e de ligne tirent sur la foule. Il y a dix morts, dont plusieurs enfants, et de nombreux blessés. Les 1er mai suivants, quoique moins sanglants, se dérouleront longtemps sous le signe de la répression: charges violentes des gendarmes en province et des policiers à Paris, comme en 1893. Les arrestations et licenciements nombreux qui suivent ces journées démontrent que les forces de l'ordre et le patronat sont en phase (20) .

Devenu ministre de l'Intérieur, Georges Clemenceau s'attribue immédiatement le sobriquet de « premier flic de France ». Le 1er mai 1906, il met Paris en état de siège après y avoir concentré quelque 50 000 hommes de troupe, dès la mi-avril. À l'aube, des centaines d'arrestations préventives ont déjà été opérées. Sur la place de la République, les cuirassiers à cheval côtoient les policiers en civil. Les provocations des policiers et de la soldatesque font rapidement leur œuvre et des barricades sont érigées dans ce quartier populaire. Comme si les forces de l'ordre n'attendaient que ce signal, les policiers se mettent à cogner au hasard, prenant également pour cibles les passants. La journée se soldant par 800 arrestations dont 173 maintenues. Des blessés encombrent les hôpitaux en grand nombre. Il y aurait eu également deux morts. « Les libérés du Château-d'eau gagnèrent la sortie, le soir, en courbant le dos sous les coups des agents "faisant la haie" (21)

En ces temps que d'aucun qualifient de « Belle Époque », il suffisait qu'un chef d'entreprise signale au commissaire de police du quartier que ses ouvriers étaient en grève ou contestaient simplement son autorité pour qu'une escouade de képis arrive aussitôt, matraques hautes. S'opposer à son patron, c'était déjà mettre l'ordre public en péril. Parmi d'autres épisodes sanglants, Clemenceau aura à son actif de nombreuses fusillades anti-ouvrières :
- Le 19 juin 1907, l'armée tire sur les viticulteurs en révolte, à Narbonne. Il y a cinq morts et une vingtaine de blessés.
- Le 26 juillet 1907, à Raon-L'Étape, dans les Vosges, les grévistes du textile se trouvent face à l'armée: trois morts et une trentaine de blessés.
- Le 2 juin 1908, à Draveil (Seine et Oise), les ouvriers en grève, qui jettent des pierres sur les gendarmes venus les déloger, voient deux de leurs camarades tués et dix autres grièvement blessés.
- Le 30 juillet 1908, à Villeneuve-Saint-Georges, la troupe tire à feu de salve sur des grévistes et des passants, tandis que des cavaliers chargent sabre au clair: quatre morts et de nombreux blessés.

Paradoxalement, la constitution républicaine de 1875, l'école laïque de Jules Ferry, les lois sur la presse et le droit d'association, la séparation de l'Église et de l'État, etc., n'ont en rien modifié la hargne des justiciers au pouvoir. Il suffit de rappeler comment, après avoir écrasé l'émeute fasciste du 6 février 1934, à Paris, devant

la Chambre des députés, le gouvernement républicain lançait ses policiers contre les ouvriers qui manifestaient, le 9 février, pour soutenir les institutions démocratiques: six morts, fusillés presque à bout portant (22).

De l'impensable à l'innommable

Il est impossible de passer par profits et pertes le rôle joué par la police et la gendarmerie comme gardes-chiourmes contre les républicains espagnols et les combattants des brigades internationales, dès le mois de février 1939, après la victoire de Franco. Tout comme il ne faut pas oublier le sort réservé aux antifascistes et aux Juifs allemands ayant fuit le nazisme et qui se retrouveront, en octobre 1939 et en mai 1940, dans 110 camps de concentration, sous la garde vigilante des mêmes serviteurs de l'ordre qui, comme au camp des Milles, expliquaient aux internés, lors de la débâcle des armées françaises, qu'ils allaient être livrés aux nazis par leurs soins (23).

Rapidement va suivre l'épisode le plus ignoble des forces de l'ordre françaises : leur rôle sous l'Occupation nazie, en zone Nord et dans la France de Vichy, en zone dite « libre ». Quatre années durant, policiers et gendarmes, GMR, et même douaniers dans bien des circonstances, vont se mettre inconditionnellement au service de la Gestapo. Peu regardants sur la tâche qu'il leur est demandé d'accomplir, ces quelques 200 000 hommes, recrutés souvent au temps du Front populaire, vont se livrer sans état d'âme à la chasse aux Juifs, aux gaullistes, aux communistes, aux francs-maçons, etc. Peu importe de savoir qui donne l'ordre, l'essentiel est de remplir la mission avec un maximum de zèle. La libération venue, il ne sera jamais question de juger, aussi bien les hommes que les institutions qui se sont livrés à des activités criminelles de l'été 1940 à l'été 1944. Il est vrai que le général de Gaulle, de retour en France, préférait utiliser ces hommes que les forces issues de la Résistance et des maquis. Le calcul était cohérent: tout comme pour les magistrats, l'administration préfectorale et la haute fonction publique, l'homme de Londres savait que ces hommes lui seraient d'autant plus fidèles qu'ils avaient failli ignoblement durant les quatre années passées (24).

Il n'est pas inutile de noter que si, en 1945, quelque 4000 policiers furent « écartés », momentanément - ceux-là ayant été un peu plus collabos que les autres ... ces fonctionnaires furent réintégrés par le préfet de police Baylot, au début des années 1950. Comme ces hommes avaient perdu quelques années, il leur fut compté un copieux rattrapage de salaire, tandis qu'un avancement rapide - plus rapide que pour leurs collègues - les plaçaient aussitôt dans les sphères dirigeantes de la police parisienne.

La police républicaine? Un vœu pieux !

Bien qu'à une tout autre échelle, la IVe République, issue de la Résistance, n'a pas échappé à la tentation répressive. Dès 1945 étaient constituées ces compagnies républicaines de sécurité (RS) qui allaient s'illustrer de bien sinistre manière. Curieusement façonnées, par un étrange amalgame entre ces GMR qui avaient servi Vichy et la Gestapo et des combattants FFI et FTP sortis des maquis ou de la guérilla urbaine, les CRS étaient la parfaite illustration de cette mémoire courte qui concernait tout autant la France profonde que les nouvelles autorités. Dès la fin de 1947, trois ans après la libération de la France du joug nazi et du régime de Vichy, les CRS, nouveaux soldats de l'ordre n'hésiteront pas à tirer sur des ouvriers en grève. Il y aura trois morts à Valence et un à Marseille, ainsi que de nombreux blessés.

Face à la première grande vague de grèves depuis la Libération, le gouvernement, encore composé de politiciens issus de la Résistance, faisait voter par l'Assemblée nationale une loi dite de « défense républicaine ». Ce qui signifiait la mise à disposition du ministre de l'Intérieur, Jules Moch, d'une force de 80 000 hommes, chargés de « faire respecter la liberté du travail » (26). Dans le même temps, une assemblée parlementaire, elle aussi composée majoritairement d'anciens résistants, votait des textes où apparaissait la volonté de remise en cause du droit de grève (reconnu dans la constitution de 1946), le droit syndical, les

libertés individuelles, la liberté de la presse. (Les vieux conflits de classe reprenaient de la vigueur et la police servait d'arbitre en ces circonstances).

En octobre 1948, un important mouvement de grèves était déclenché par les mineurs, s'étendant rapidement du Nord-Pas-de-Calais aux bassins de la Loire et du Sud-Est. Immédiatement, le pouvoir républicain envoyait la troupe, les gendarmes mobiles et des policiers en grand nombre, sur les carreaux de mine et dans les corons. En tout plusieurs milliers d'hommes lâchés contre ces mineurs, présentés deux ans plus tôt comme des héros du travail. Cette véritable armée lancée contre les « gueules noires » disposait de chars d'assaut, d'automitrailleuses, chenillettes, voitures-radio, avions de transport et de reconnaissance. C'était la guerre. À la tête de cette force répressive, Jules Moch, épaulé par le jeune Raymond Marcellin (27).

Suite aux batailles rangées qui ne manqueront pas d'éclater, il y aura trois morts, de nombreux blessés et des milliers d'arrestations. Face à cette répression féroce, le leader syndical des mineurs américains, John Lewis, remarquait: « Le gouvernement français préfère leur envoyer dans le corps (des mineurs) des balles américaines plutôt que de mettre du pain dans leurs estomacs rétrécis » (28) Le 12 novembre, plus de mille mineurs sont arrêtés pour atteinte à la liberté du travail et trois cents d'entre eux condamnés à des peines de prison. 1 800 mineurs seront révoqués pour le seul bassin minier du Nord-Pas-de-Calais.

Le souvenir des années terribles de l'Occupation était à peine dissipé, mais le dialogue social ne pouvait se dérouler qu'à l'abri des matraques et des armes à feu des CRS. Certes, il n'est pas possible de comparer cette répression à celle qu'avait pu connaître les Quarante-huitards et les Communards. Pourtant, tout comme en juin 1848, et d'une certaine manière en mai 1871, les membres des forces de l'ordre étaient majoritairement issus des classes laborieuses et, qui plus est, pour certains, combattants de la Résistance...

Face au pays profond, les grévistes de 1947 et 1948 sont bien seuls. Le maintien de l'ordre peut donc être assuré sans trop de remous. Libéré du poids de l'occupation nazie, la population de ce pays était retournée à son habituel comportement indifférent, voire égoïste. Qui donc s'était avisé de crier son indignation, après le 8 mai 1945, lorsque la marine française avait bombardé Sétif et quelques villes de l'Est algérien, lorsque l'armée et la police, accompagnées par les colons - toutes tendances confondues - fusillaient dans les rues les militants algériens? Qui voulait savoir qu'il y avait eu des dizaines de milliers de morts algériens sur une terre encore réputée française alors que les bons citoyens se réjouissaient, le même jour, de la défaite de l'Allemagne nazie? Allaient suivre la guerre d'Indochine, avec la volonté de faire comprendre aux Vietnamiens que les libertés démocratiques n'étaient réservées - parfois - qu'aux Français de France, puis une terrible répression à Madagascar, en 1947.

Après avoir ouvert le feu sur des travailleurs français, en 1947 et 1948, la police n'éprouvait aucune difficulté à tirer sur des ouvriers algériens qui avaient eu le front de se joindre au défilé du 14 juillet 1953, au milieu des Parisiens: « Ce n'est certes pas la première fois que des Algériens sont tués dans des manifestations, mais jamais encore cela ne s'est passé aussi ouvertement, en plein cœur de Paris. » (29) Rapidement, la spirale des guerres coloniales ne heurtant plus une population qui ne songeait surtout qu'à son propre bien-être, le conflit algérien, dès l'automne 1954, pouvait être désigné pudiquement sous l'appellation d’opération de maintien de l'ordre, avec des centaines de milliers de morts à la clé; préludant l'effondrement de cette IVe République née de la lutte contre le régime de Vichy et l'occupant nazi.

La Ve République, société policière

Dès le 13 mai 1958, il paraît évident que la police française est en communion d'esprit avec les auteurs du coup de force d'Alger qui vont conduite de Gaulle au pouvoir. De nouveau ministre de l'Intérieur, Jules Moch n'est déjà plus l'idole des policiers qui ont l'œil fixé sur les événements d'Algérie: « La police? Il sait depuis le 13 mai qu'il n'y a pas à compter sur elle. Ce soir-là, sortant du Palais-Bourbon, il a vu défiler les agents et les inspecteurs, huant les députés. Il a bien entendu les cris de "Mort aux Juifs". Les 20 000

gardiens de la paix de Paris sont en majorité gagnés au mouvement du commissaire Dides (30) pour un régime autoritaire ». (31)

Rapidement, après l'arrivée de De Gaulle aux « affaires », il n'est pas indiqué d'invoquer les droits de l'homme, particulièrement ceux des Algériens. Dès l'automne 1960, les premières grandes manifestations pour l'indépendance de l'Algérie sont brutalement réprimées. Avec d'autant plus de facilité que des centaines de milliers de jeunes Français font désormais leur service militaire dans les Aurès, où leurs officiers leur apprennent à « casser » ces « troncs de figuiers » insensibles à la civilisation...

Pour mieux mater les velléités combatives des Algériens de France, le préfet de police Papon décide d'instaurer un couvre-feu inique, pénalisant cette population, déjà fragilisée, à partir du 5 octobre 1961. C'est une provocation bien étudiée. En effet, du 1er janvier au 31 août 1961, plus de 450 Algériens ont été abattus, en fait froidement assassinés. Dans ce climat, l'application du couvre-feu ne peut que provoquer une riposte. Le 17 octobre 1961, les responsables de la Fédération de France du FLN appellent les Algériens à une manifestation pacifique dans Paris. Durant cette soirée, face à des dizaines de milliers d'Algériens, endimanchés, venus protester « dignement » contre une décision scélérate, la police se déchaîne avec une sauvagerie meurtrière. Douze mille personnes sont arrêtées et entassées au parc des sports de la porte de Versailles, dans l'enceinte du Palais des expositions, au centre de triage de Vincennes, dans la cour même de la préfecture de police où, l'on assassine sous le regard du préfet Papon. Dans les rues de Paris, c'est une immense ratonnade qui se déroule et, depuis les ponts, des dizaines d'Algériens sont jetés à la Seine, dans le froid glacé de la nuit (32). Ce massacre, nié par le préfet Papon et le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, devant les assemblées municipale et parlementaire, est patent.

L'IGS enquête, et laisse entendre discrètement qu'il y aurait eu 140 morts. De son côté, la Fédération de France du FLN recense plus de 250 morts et quelque 400 disparus. Cette répression n'est guère connue de la population parisienne car nombre de médias sont pour le moins discrets. Rares sont les témoins qui osent évoquer l'événement. Heureusement, un photographe courageux, Elie Kagan, sillonne Paris au cours de cette nuit infernale, fournissant ensuite des documents implacables que la presse n'utilisera guère, mis à part Libération, L'Humanité, France-Observateur et Témoignage Chrétien (33). L'oubli fait le reste et l'opinion publique ne retiendra que la mort des huit militants communistes, morts assassinés lors de la manifestation du 8 février 1962, au métro Charonne. Tous Français, il est vrai.

Société policière, la Ve République développe tout naturellement des polices parallèles comme le SAC, où les truands fréquentent les hommes des réseaux gaullistes. On verra, dans la sinistre affaire Ben Barka, en 1965, les agents actifs du SDEC travailler en partenariat avec des hommes du milieu, comme s'il s'agissait d'une longue habitude (34). Dans l'ombre de ces truands, on trouvait des anciens de la Carlingue (Gestapo française où se retrouvaient certains policiers en compagnie de truands) et même le préfet Papon qui, comme d'autres « couvrait » cette abominable opération.

C'est véritablement en mai et juin 1968 que la police et la gendarmerie françaises donneront toute la mesure de leur talent. Dès le 3 mai 1968, après l'entrée des CRS à la Sorbonne, les forces de l'ordre vont se déchaîner, s'attaquant aux étudiants comme s'il s'agissait de véritables ennemis. Durant six semaines, au fil des manifestations, des milliers de Parisiens - et il en ira de même dans de nombreuses villes de province - seront impitoyablement matraqués, assaillis aux gaz de combat. Qui peut savoir combien d'entre eux ont subi des séquelles telles qu'ils ne s'en sont jamais totalement remis. La police matraquait dans les rues, tabassait les garçons et les filles tombés à terre, matraquait et torturait parfois dans les commissariats. C'était la guerre (35) !

De juin 1968 à mars 1974, sous la haute direction de Raymond Marcellin, la France est en état de siège quasi-permanent. Durant cette période, le véritable centre du pouvoir se trouve au ministère de l'Intérieur. Tout ce qui constitue les forces vives de la France des droits de l'homme est suspecté d'esprit contestataire,

et forcément réprimé avec la plus grande rigueur. On ne peut plus écrire, s'exprimer publiquement, publier, réaliser des films, monter des pièces de théâtre, ou même peindre, parfois, que sous le contrôle vigilant de Raymond Marcellin. La police, et la justice à son service, veillent au moindre bruissement dans les lycées, comme à l'Université (36).

Société policière, la France est en grand péril de dérive. L'État policier nous guette, même lorsque la majorité change de camp. La France est l'un des pays démocratiques où les forces de l'ordre sont les plus nombreuses. Nous disposons de :
- Plus de 120 000 policiers (ministère de l'Intérieur) dont quelque 18 000 CRS
- 95 000 gendarmes dont, environ 15 000 gendarmes mobiles (ministère des Armées)
- 20 000 douaniers (ministère des Finances) qui se comportent à l'occasion comme les CRS ou les gendarmes mobiles.

Il faut ajouter à ces forces de l'ordre classiques environ 12000 policiers municipaux. Dans les grandes villes comme Paris, des centaines de contrôleurs des transports en commun, très répressifs, sont assistés par les hommes du Groupe de protection et de sécurité du réseau (GPRS) munis de matraques et de gaz lacrymogènes. Il ne faut pas davantage oublier les sociétés de vigiles privés, souvent en liaison avec la police, les gardiens d'immeubles, et les nombreux indicateurs, rétribués ou bénévoles, qu'il n'est pas possible de quantifier. D'ici quelques années avec la disparition de la conscription, le pouvoir disposera d'une armée professionnalisée de quelque 250 000 hommes, prête à exécuter toutes les missions de répression. Alors, encore une fois, la France n'est pas un État policier, pas encore, mais notre société est plus sensible à l'idéologie sécuritaire qu'aux atteintes nombreuses aux droits de l'homme.

Sans se faire d'illusion sur les capacités de la police à réprimer, il faut tout d'abord constater les incohérences en matière de recrutement et de formation des fonctionnaires de police. De même, les critères de sélection mis en œuvre sont tout autant sujets à caution. Cela dit, il est certain que, depuis une quinzaine d'années, c’est pour ne pas tomber au chômage que l'on choisit de réprimer ses contemporains. Jusque vers 1950, la formation des policiers durait moins d'un mois et le niveau de recrutement se situait au niveau du certificat d'études. La police n'était pas trop rugueuse en dehors des missions répressives. De nos jours, l'école de police dure un an, et les nouveaux policiers, tous au niveau du bac ou bac plus deux, n'ont jamais été aussi racistes, aussi sexistes, aussi violents. Le policier s'est mué en un justicier, ce qui n'est pas sa fonction, mais la Justice est bonne mère avec les policiers déviants...

Maurice Rajsfus

Maurice Rajsfus est l'auteur de vingt-deux livres, essentiellement consacrés aux systèmes répressifs. Derniers titres parus: Mai 68, sous les pavés, la répression (Le Cherche midi éditeur, 1998) et En gros et en détail, Le Pen au quotidien (Paris-Méditerranée, 1998). Il préside l'Observatoire des libertés publiques qui publie le bulletin mensuel Que fait la police? C'est l'un des fondateurs du réseau Ras l'Front. .

Notes
1. Dans les Cahiers, de Proudhon, cités par Édouard Dolléans dans son Histoire du mouvement ouvrier, Armand Collin, 1967, t. 1, p. 241. 2. Karl Marx, La lutte des classes en France, Editions Sociales, 1946, p. 89.
3. Sur la révolution de juin 1848, se reporter plus particulièrement à l'ouvrage de Maurice Aghulon, Les Quarante-huitards, Folio-Histoire, 1992.
4. Cité par René Arnaud dans Le 2 décembre, Hachette, L'Histoire par l'image, 1967, pp. 22 et 26.
5. Maxime Wuillaume, La Semaine sanglante, La Palatine, 1964, p. 249.
6. Idem.
7. Louise Michel' La Commune, Histoires et souvenirs, Maspero, 1970, t. II, p. 58.
8. C Talès, La Commune de 1871, Spartacus, 1971, p. 120.
9. Cité par Jean-Pierre Azéma et Michel Winock dans Les Communards, Le Seuil, Le Temps qui court, 1964, p. 165
10. C Talès, La Commune de 1871, p. 130.
11. Idem, p. 142.

12. Idem.
13. Idem., p. 145.
14. L'un des chef militaires de la Commune de Paris, tout comme les frères Cipriani, Italiens, ou le Polonais Wroblewski.
15. C Talès, La Commune de 1871, p. 145.
16. Auteur de Histoire de la Commune de Paris, Maspero, 1967 17 Édouard Dolléans, Histoire du mouvement ouvrier, t. 1, p. 386.
18. Idem.
19. Jacques Rougerie, Paris ville libre, Le Seuil, 1971, pp 259-261.
20. Se reporter à Maurice Dommanget, Histoire du 1er mai, Société universitaire d'édition, 1953, pp 136-154.
21. Idem, p. 221.
22. Sur cette soirée du 9 février 1934, se reporter aux pages de compte rendu publiées dans L'Humanité du 10 février 1934.
23. Sur ces épisodes peu glorieux de la police et de la gendarmerie françaises, se reporter essentiellement à La lie de la Terre, d'Arthur Koestler (Calmann-Levy, 1947); Les camps en Provence, ouvrage collectif (Ex, 1984) ; Le Diable en France, de Lion Feuchtwanger (Jean-Cyrille Godefroy, 1985) ; Zones d'ombre, ouvrage collectif (Alinéa, 1990) ; Exilés en France, ouvrage collectif (Maspero, 1982) ; Les Bannis de Hitler, ouvrage collectif (EDI, 1982); Le camp de Gurs, de Claude Laharie (chez l'auteur, 1985) ; Vivre à Gurs, de Hanna Schram et Barbara Vormeier (Maspero, 1979).
24. Se reporter à La Police de Vichy, de Maurice Rajsfus, Le Cherche midi éditeur, 1995.
25. Auguste Lecœur, Le Partisan. Flammarion, 1963.
26. Idem., p. 234.
27 Idem., p. 238.
28. Idem., p. 238 et 239.
29. Claude Angeli et Paul Gillet, La Police dans la politique, Grasset, 1967
30. Jean Dides, commissaire de police, révoqué en 1954, puis rallié au poujadisme. Précédemment responsable d'un service anti-juif à la préfecture de police de Paris de 1942 à 1944.
31. Serge et Merry Bromberger, Les 13 complots du 13 mai, Fayard, 1959, p. 82.
32. Se reporter aux témoignages cités par Jean-Luc Einaudi dans La Bataille de Paris, Le Seuil, 1991.
33. Les photos prises, ce soir-là, par Elie IVzgan ont été rassemblées par les éditions Anne-Marie Métaillé, ainsi que dans Le silence du fleuve, de Anne Tristan, Au nom de la mémoire, 1991.
34. Sur l'affaire Ben Barka, se reporter à l'ouvrage de Daniel Guérin, Ben Barka, ses assassins, Plon, 1981.
35. Se reporter à La Police hors la loi, de Maurice Rajsfus, Le Cherche midi éditeur, 1996.
36. Se reporter à Mai 68, sous les pavés la répression. de Maurice Rajsfus, Le Cherche midi éditeur, 1998.

La grande guerre : 11 500 morts et 13 000 blessés par jour pendant 3 ans et demi

> « C'est le tango des joyeux militaires Des gais vainqueurs de partout et d'ailleurs C'est le tango des fameux va-t-en-guerre C'est le tango de tous les fossoyeurs » Boris Vian
>
> « Celle, mon colon, que j'voudrais faire C'est la guerre de 14-18 » Georges Brassens
>
> « Armons-nous et partez » Anonyme

Deux communes françaises se singularisent: l'une est la seule à ne pas avoir érigé sur sa grand-place de monument aux morts de la guerre de 1914-1918, car ses 15 mobilisés sont tous revenus vivants du front, l'autre, Gentioux, dans la Creuse, possède un monument aux morts qui n'a jamais été inauguré officiellement, en effet, il représente un écolier désignant du doigt l'inscription « Maudite soit la guerre ! », toutes les autres possèdent un monument aux morts, ce qui révèle mieux que la sécheresse des chiffres l'ampleur du massacre. Dans ce domaine, la plaque dédiée aux morts de la guerre 1914-1918, dans le hall de la mairie de Bezons, porte l'inscription « guerre à la guerre, haine à la haine ». Aucune commune française, à une seule exception près, n'a donc échappé à la gigantesque boucherie, qui, sur 7,8 millions de mobilisés pendant plus de quatre ans, soit près de 30% de la population française active, a laissé sur les champs de bataille 1,4 million de morts et renvoyé dans leurs foyers plus d'un million d'invalides.

L'influence du lobby militaro-industriel, le cartel international des poudres

À partir de 1904, les antagonismes s'accusent, les passions nationales s'exacerbent, les crises se multiplient et s'aggravent, soit à propos du Maroc, soit à propos des Balkans, jusqu'en 1914 où l'attentat de Sarajevo déchaîne la catastrophe redoutée, la guerre européenne.

La situation générale et l'équilibre des forces se trouvèrent modifiées en Europe, non seulement par l'entente franco-anglaise, mais par les défaites que la Russie, à ce moment même (1904-1905) subissait en Extrême-Orient. Guillaume II et son chancelier Bülow essayèrent de profiter de l'affaiblissement de la Russie pour rompre l'entente cordiale.

La question du Maroc provoque un violent conflit franco-allemand (1905-1906).

Malgré le développement continu de la force allemande, Guillaume II, comme Bismarck, était hanté par la crainte de l'encerclement. L'accord de la France et, de l'Angleterre, doublé d'une alliance avec la Russie, d'accords avec l'Italie et l'Espagne, lui parut menaçant pour les projets d'expansion allemande. Poussé par ses conseillers, Bülow et Holstein, il entreprit une grande offensive diplomatique, visant à la fois la France et la Russie.

Sur la France, l'Allemagne exerça une action brutale, d'allure belliqueuse, en opposant comme un veto à sa politique marocaine: le discours du Kaiser à Tanger, puis la démission de Delcassé firent sur l'opinion française l'effet d'un nouveau Fachoda, d'une humiliation nationale. Inversement, Guillaume II prodiguait des paroles amicales au tsar, ulcéré par la défaite et la révolution; il l'amena ainsi à l'entrevue de Bjorkoe, où fut signé un pacte secret d'alliance germano-russe, prélude d'une grande ligue continentale dont l'Allemagne serait la tête.

Cette politique ne produisit pas les résultats escomptés. Le pacte de Bjorkoe, incompatible avec l'alliance française, resta lettre morte. La conférence d'Algésiras (1906), convoquée sur la demande de l'Allemagne pour régler la question marocaine, rejeta la plupart des propositions allemandes, confia à la France et à l'Espagne la police des ports marocains. L'entente cordiale, loin d'être brisée, devint plus étroite; bien plus,

elle s'élargit en Triple-Entente, après que l'Angleterre et la Russie eurent, par l'accord de 1907, réglé tous leurs litiges asiatiques. En Allemagne la hantise de l'encerclement grandit, l'atmosphère européenne devint orageuse. Une deuxième conférence de la paix à La Have (1907) ne réussit pas à enrayer la course aux armements, navals et terrestres.

L'antagonisme austro-russe s'envenime dans les Balkans (1908-1909).

Les questions politiques ou nationales qui se posaient dans les Balkans ou en Europe centrale étaient plus graves encore que les litiges coloniaux, parce qu'elles mettaient en jeu l'existence de l'empire turc, l'existence de l'Autriche-Hongrie elle-même, et par contre-coup les bases de l'équilibre européen.

De ces questions, les plus graves étaient la question de Macédoine, province restée turque mais de population mélangée et convoitée par la Bulgarie, la Grèce et la Serbie; la question de la Bosnie, province turque gouvernée par les Autrichiens, mais peuplée de Serbes, et où le nationalisme serbe commençait à se propager; la question des Détroits - Bosphore et Dardanelles - que la Russie, enfermée dans la mer Noire, voulait ouvrir à sa flotte de guerre. Après ses échecs d'Extrême-Orient, la politique russe, sous la direction du ministre Isvolsky, revenait à ses objectifs traditionnels dans les Balkans.

Or, en 1908, une crise balkanique éclata, provoquée par la révolution turque: le parti national jeune-turc s'empara du pouvoir et obligea Abd-ul-Hamid à accepter une constitution (le sultan, ayant essayé de ressaisir le pouvoir, fut déposé l'année suivante). Pour couper court à l'agitation yougoslave, l'Autriche, dirigée par un ministre audacieux, d'Aerenthal, décréta l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. La Bulgarie profita également de la crise pour se proclamer indépendante. Quant à Isvolsky, malgré tous ses efforts, il ne put obtenir des puissances l'ouverture des détroits.

L'annexion de la Bosnie - violation du statut établi à Berlin en 1878 - eut pour conséquence une crise européenne. La guerre faillit éclater entre l'Autriche et la Serbie, dont les aspirations nationales visaient les provinces annexées. La Russie, mécontente de son échec, soutint les Serbes, jusqu'au jour où l'intervention menaçante de l'Allemagne l'obligea à céder ainsi que la Serbie, et à reconnaître le fait accompli (1909). Rien ne semblait pouvoir résister à la force allemande.

Pour s'établir au Maroc, la France doit céder une partie du Congo (1911).

Au Maroc, après de nouveaux incidents (à propos d'Allemands déserteurs de la légion étrangère), l'Allemagne avait conclu avec la France une entente économique (1909). Mais cet accord fonctionna mal. Quand, pour débloquer le sultan et les Européens assiégés par des rebelles, les troupes françaises furent entrées à Fez (1911), l'Allemagne déclara le statut d'Algésiras violé et, pour obtenir des compensations, envoya un navire de guerre à Agadir (côte sud du Maroc).

Elle se heurta cette fois à de vives résistances. L'Angleterre mit son veto à tout établissement de l'Allemagne au Maroc. Mais le gouvernement français (Caillaux) était partisan d'une solution pacifique; les négociations franco-allemandes, bien qu'entrecoupées de bruits de guerre, aboutirent à un accord: en échange de la liberté d'action au Maroc, la France cédait à l'Allemagne une partie du Congo français (1911).

Au lieu de produire l'apaisement, cet accord ne fit qu'exacerber les passions et l'antagonisme franco-allemand. L'Allemagne, pour intimider ses adversaires, augmenta ses armements. En France, après tant d'alertes, on ne voulait plus subir d'intimidation : le ministre Poincaré, partisan d'une politique de fermeté, resserra, par de nouveaux accords, les liens de la France avec la Russie et l'Angleterre (1912).

Du Maroc la crise s'étend à la Tripolitaine puis aux Balkans (1911-1913).

De 1911 à 1914, les crises se succèdent et l'Europe, comme prise dans un engrenage fatal, s'achemine aveuglément vers la catastrophe.

L'établissement de la France et de l'Espagne au Maroc eut pour contrecoup immédiat l'établissement de l'Italie en Tripolitaine (1911). Mais l'expédition de Tripoli engendra une guerre italo-turque (1911-1912), au cours de laquelle les Italiens occupèrent Rhodes et les îles du Dodécanèse.

À son tour la guerre italo-turque engendra une guerre dans les Balkans. Une ligue balkanique - Serbie, Bulgarie, Grèce et Monténégro - s'était formée sous l'égide de la Russie. La Turquie affaiblie fut attaquée par la coalition et partout vaincue; les Bulgares ne furent arrêtés qu'à 30 kilomètres de Constantinople, devant les lignes de Tchataldja (1912).

L'effondrement de la Turquie ranima enfin toutes les rivalités européennes et balkaniques. L'Autriche, maîtresse de la Bosnie, ne voulait à aucun prix d'une Grande Serbie, vers laquelle ses sujets serbes seraient forcément attirés. Pour écarter la Serbie de l'Adriatique, elle fit créer une principauté d'Albanie. D'autre part le partage de la Macédoine donna lieu à une deuxième guerre balkanique (1913) : les Bulgares, par une attaque brusquée, essayèrent d'écraser les Serbes; ils échouèrent et furent eux-mêmes vaincus par une coalition Serbie-Grèce-Roumanie. Le traité de Bucarest donna Silistrie aux Roumains, Salonique aux Grecs, Monastir avec une grande partie de la Macédoine aux Serbes. Les Turcs ne conservaient plus en Europe que Constantinople et Andrinople.

Cette pacification n'était pas durable. Entre la politique autrichienne et les revendications nationales serbes, aucun accord n'était possible. Les rapports de la Russie avec l'Autriche et l'Allemagne ne cessaient d'empirer. Toutes les puissances, inquiètes, intensifiaient leurs armements (lois militaires de 1913 en Allemagne et en France). On en était arrivé au point où chacun des groupes antagonistes, confiant dans ses forces, était résolu à ne plus reculer devant l'autre.

Après l'attentat de Sarajevo, la guerre austro-serbe entraîne l'intervention russe et la guerre générale.

Le 28 juin 1914, à Sarajevo en Bosnie, l'archiduc héritier d'Autriche et sa femme furent assassinés. Le meurtrier était un bosniaque, mais l'attentat avait été préparé à Belgrade. (On sut par la suite qu'à la tête du complot se trouvait un officier de l'état-major serbe, le colonel Dimitrievitch, chef d'une puissante société secrète, la Main noire.)

Depuis longtemps impatiente d'attaquer la Serbie, l'Autriche avait été jusqu'alors retenue par l'Allemagne. Elle obtint cette fois son appui. Dans des entretiens secrets, à Postdam (5-6 juillet), dans un conseil à Vienne (7 juillet), le risque d'une guerre européenne fut pesé et accepté. Guillaume II, il est vrai, jugeait la guerre peu probable (le tsar ne soutiendrait pas les régicides) et escomptait la neutralité de l'Angleterre avec laquelle il était sur le point de conclure un accord colonial.

Brusquement, le 23 juillet, l'Autriche présenta un ultimatum à la Serbie, dont les exigences étaient à dessein inacceptables. Malgré une réponse très conciliante (et un appel à l'arbitrage), il y eut rupture austro-serbe le 25 juillet, déclaration de guerre à la Serbie le 28.

Mais déjà la localisation du conflit, exigée par l'Allemagne, s'avérait impossible. La Russie, décidée à ne pas laisser écraser la Serbie, commençait ses préparatifs militaires. En vain le gouvernement anglais, très pacifique, multipliait les offres de médiation. L'Allemagne les rejeta d'abord, ne s'y rallia ensuite que lorsque la neutralité anglaise commença de lui paraître douteuse (29-30 juillet). Trop tard. L'intransigeance autrichienne faisait le jeu des états-majors impatients d'agir. La Russie décidait le 29 juillet la mobilisation partielle, le 30 juillet la mobilisation générale. L'Allemagne ripostait le 31 juillet par un double ultimatum, à

la Russie et à la France, suivi le 1er août d'une déclaration de guerre à la Russie, puis le 3 août d'une déclaration de guerre à la France.

À peine le conflit engagé, la Triple Alliance se disloqua tandis que la Triple Entente s'affirmait. L'Italie invoqua le caractère purement défensif de la Triplice pour rester neutre. Le gouvernement anglais, très divisé et hésitant, ne s'engagea d'abord qu'à défendre les côtes françaises de la Manche (2 août). La violation de la neutralité belge par les troupes allemandes le décida à rompre avec l'Allemagne (4 août) et à s'engager à fond: « Rien que pour un bout de papier ! », s'écria le chancelier allemand Bethmann-Hollweg (allusion aux traités qui garantissaient la neutralité belge).

Parallèlement aux grandes manœuvres politico-militaires, la grande industrie européenne n'a pas manqué de s'organiser pour faire supporter aux gouvernements et aux peuples le poids de son expansion. Là, le nationalisme et le patriotisme ne sont plus de mise, seul compte le tiroir-caisse. Une véritable internationale est ainsi organisée, étendant ses ramifications dans tous les futurs pays belligérants.

Deux exemples suffiront :

L'organisation internationale des fabricants de poudres, d'explosifs et de munitions :

- Trust Nobel (Grande-Bretagne) filiales Angleterre 7 Allemagne 5 Japon 1
- Rhein-Siegener (Allemagne) 3 fabriques
- Fabrique de poudre Koln Hottweiler (Allemagne)
- Diverses fabriques allemandes d'armes et de munitions
- Société française de la dynamite (France)
- Société générale pour la fabrication de la dynamite (France)
- Société franco-russe de dynamite (France)

L'industrie sidérurgique:

UNITED HARVEY STEEL COMPANY (société sidérurgique multinationale)

Vickers & Armstrong (Grande-Bretagne)
Krupp & Stumm (Allemagne)
Schneider-Le Creusot (France)
Societa degli alti forni Fondiere Acciane di Terni (Italie)

Participations par l'intermédiaire de Krupp et Schneider en participation
Skoda & Pilsen (Autriche)
Poutiloff (Russie) (part. complémentaire de Voss)

Accords commerciaux de limitation de la concurrence :
Le Creusot - Krupp
Armstrong - Krupp

Elles entretiennent bien évidemment des liaisons avec les fabricants d'armes, en particulier:

Deutsche Waffen-und-Munitions Fabriken in Berlin
Waffenfabrik
Ateliers de Doellingen
Filiales

1) Allemagne

Mauser: 1 985 000 M
Düren (métallurgie) : 1 000 000 M

2) Belgique

Fabrique nationale d'armes de guerre d'Herstal: 3 000 000 actions

3) France

Société française pour la fabrication de roulements à billes: totalité du capital

Situation financière des deux principaux belligérants en 1914

	ALLEMAGNE	FRANCE
Population	67 millions	39,6 millions
Fortune nationale	400 milliards	325 milliards
Revenus nationaux	52,5 milliards	36,5 milliards
Fortune nationale moyenne par tête	5 970 F	8 207 F
Revenu national moyen par tête	783 F	946 F

Production (en millions de tonnes) en 1914

	HOUILLE	ACIER	FONTE
Allemagne	191	18	12
Autriche- Hongrie	15	5	4
France	41	4	9
Russie	35	4	5
Grande-Bretagne	292	9	11

Grâce à ces deux internationales, qui ne sont que l'exemple le plus évident, imitées qu'elles furent par les fournisseurs des intendances, les constructeurs de véhicules, les fabricants de vêtements, etc., la guerre allait se révéler une excellente affaire pour la grande industrie internationale, qui se servira de son influence pour qu'elle dure le plus longtemps possible, en attisant les passions nationalistes grâce à une presse financée par eux ouvertement ou de manière occulte.

La grande boucherie

La guerre européenne a pris les proportions d'un immense cataclysme. Elle s'est étendue au monde entier; mais c'est en France qu'elle a atteint son maximum d'intensité et causé le plus de ravages; et c'est en France que la force allemande a dû finalement capituler.

La coalition des Empires centraux (renforcée en octobre 1914 de la Turquie) semblait très inférieure à une coalition qui englobait la France, les empires russe et britannique, la Belgique, la Serbie (et même le japon). Mais l'Angleterre n'avait qu'une petite armée; l'armée russe, très nombreuse, était médiocrement organisée; tout dépendait de la résistance que la France offrirait à la puissante armée allemande.

L'Allemagne essaie d'accabler la France et parait sur le point de réussir.

Le plan de l'Allemagne était de se jeter sur la France avec presque toutes ses forces, de la mettre rapidement hors de combat, puis de se retourner contre la Russie. Sans doute, elle ne disposait pas comme en 1870 d'une grande supériorité numérique, mais elle comptait sur la supériorité de sa préparation technique, de ses formations de réserve, de son artillerie lourde de campagne, de son artillerie de siège (canons de 420), enfin sur l'effet de surprise que devait produire sa manœuvre par la Belgique. L'armée française possédait un matériel supérieur d'artillerie légère, le 75; mais elle manquait presque totalement d'artillerie lourde; ses

fantassins en pantalon rouge formaient cible; on les avait dressés à une tactique téméraire d'offensive à outrance à la baïonnette.

La première grande bataille, dite bataille des frontières, eut lieu du 20 au 23 août. Les deux adversaires avaient pris l'offensive. L'état-major allemand, commandé par de Moltke, voulait tourner les fortifications de l'est et déborder l'aile gauche de l'armée française: à cet effet il força le camp fortifié de Liège et jeta 5 armées sur 7 en Belgique. L'état-major français, commandé par Joffre, voulait paralyser la manœuvre ennemie par une attaque foudroyante en Lorraine et dans les Ardennes. Mais l'offensive française, aventurée dans des terrains difficiles, fut brisée à Morhange en Lorraine (20 août), dans l'Ardenne (22 août). L'aile gauche franco-anglaise, attaquée à Charleroi et Mons et menacée d'enveloppement, réussit à se dérober et à battre en retraite (23 août).

La victoire allemande eut pour conséquence la perte de la Belgique et l'invasion de la France. Les Allemands, hantés par la crainte des francs-tireurs, prirent de terribles mesures de répression (sac de Louvain et de Dinant).

Le plan allemand échoue sur la Marne, puis sur l'Yser.

Cependant le but visé, l'anéantissement des forces françaises, n'était pas atteint. Par une avance rapide, les Allemands s'efforcèrent d'envelopper les ailes de l'adversaire, ou de l'acculer à la frontière suisse. Mais en Lorraine, dès le 29 août, ils furent tenus en échec; les autres armées françaises se replièrent méthodiquement, jusqu'au jour où l'avance téméraire de la droite allemande (von Kluck) fournit au gouverneur de Paris, Gallieni, l'occasion d'une attaque de flanc (5 septembre).

À l'appel de Joffre, toutes les armées françaises et les Anglais reprirent alors l'offensive (6 septembre). Après plusieurs jours de lutte, les Allemands, menacés de voir leur aile droite rompue et coupée en deux, battirent en retraite jusqu'à l'Aisne où ils se retranchèrent. La victoire de la Marne eut pour effet non seulement le repli des Allemands, mais l'effondrement de leur plan initial; elle eut aussi une grande portée morale et rendit à la France confiance en elle-même.

En cherchant à se déborder mutuellement du côté de l'ouest, les deux adversaires finirent par étendre leurs lignes jusqu'à la mer. Après la prise d'Anvers (9 Octobre), les Allemands tentèrent de nouveau de frapper un coup décisif en s'emparant de Calais; mais tous leurs assauts furent repoussés devant Ypres et l'Yser par les forces alliées, placées sous la direction de Foch (octobre-novembre). Ainsi, contrairement aux prévisions, la campagne de 1914 se terminait à l'ouest sans résultat décisif.

Il en était de même sur tous les fronts. A l'est, les Russes, qui avaient envahi la Prusse orientale pour dégager la France, subirent un désastre à Tannenberg (29 août), mais ils battirent les Autrichiens à Lemberg en Galicie (septembre). De sanglantes batailles sans résultat eurent lieu en Pologne autour de Varsovie (novembre-décembre). Sur mer, les Allemands n'osèrent pas risquer de grandes batailles navales; ils se bornèrent à une guerre de course, puis à la guerre sous-marine. Enfin, s'ils ne purent empêcher les alliés de conquérir leurs colonies, l'alliance turque leur permit de s'embusquer dans les détroits et de menacer l'Egypte.

À la guerre de mouvement succède la guerre de tranchées.

Egalement épuisées, les armées s'immobilisèrent face à face, dans des retranchements improvisés qui formèrent une ligne continue - 780 kilomètres de la mer du Nord à la frontière suisse. Ainsi la guerre se transforma en une guerre de tranchées.

De part et d'autre, on travailla à renforcer sans cesse les organisations défensives - réseaux de fils de fer barbelés, abris creusés sous terre ou bétonnés, succession de lignes en profondeur, tirs de barrage, flanquements de mitrailleuses. On remit en usage des armes qui convenaient au combat rapproché, grenades et lance-bombes, les armes défensives abandonnées depuis le Moyen Âge, les casques d'acier. Mais de part et d'autre on travailla aussi à perfectionner les moyens offensifs pour percer les lignes adverses: l'artillerie lourde surtout et l'aviation se développèrent dans des proportions colossales. On s'ingénia à trouver de nouveaux engins, capables de produire un effet de surprise foudroyant: les Allemands firent usage en 1915 de liquides enflammés et de gaz asphyxiants, les Français et les Anglais construisirent à partir de 1916 des chars d'assaut ou tanks, montés sur chenilles d'acier. Pour fabriquer cet énorme matériel de guerre, il fallut multiplier les industries de guerre: la guerre prit de plus en plus un caractère scientifique et industriel.

Par suite, elle devint aussi une guerre économique. L'Angleterre, maîtresse des mers, bloqua les ports allemands et gêna le ravitaillement de l'Allemagne (surtout en produits alimentaires). L'Allemagne riposta en inaugurant le blocus par sous-marins (torpillage du grand paquebot anglais Lusitania, 7 mai 1915, plus de 1100 victimes).

La guerre se prolonge en 1915 et 1916 sans résultats décisifs.

D'année en année, la guerre se prolongea, s'étendit, s'intensifia sans aboutir à des résultats plus décisifs qu'en 1914. Les Alliés avaient la supériorité de la population, mais, faute de préparation, de méthode et surtout faute d'une direction unique, ils ne surent pas en profiter tout d'abord (l'Angleterre n'établit le service obligatoire qu'en 1916).

L'année 1915 fut marquée par l'entrée en guerre de l'Italie contre l'Autriche, de la Bulgarie contre la Serbie et les Alliés. Elle fut surtout l'année des revers orientaux: tandis que les Anglo-Français échouaient dans leurs tentatives pour forcer les Dardanelles par mer et par terre, les Austro-Allemands réussirent à percer le front russe de Galicie, à refouler les armées russes, à occuper toute la Pologne, la Lituanie et la Courlande; puis, renforcés par les Bulgares, ils écrasèrent l'armée serbe et conquirent la Serbie (octobre-décembre) ; une expédition alliée de secours débarqua trop tard à Salonique, mais elle y resta malgré l'opposition du roi Constantin et rallia les débris de l'armée serbe. Sur le front occidental, les multiples offensives françaises (Vauquois, les Eparges, batailles de Champagne et d'Artois) n'aboutirent qu'à décimer les effectifs (400 000 hommes tués ou prisonniers). L'armée italienne s'immobilisa dans les lignes de Trisonzo, sur la route de Trieste.

L'année 1916 fut marquée par l'entrée en guerre du Portugal et de la Roumanie aux côtés des Alliés. Elle fut surtout l'année de Verdun, la plus grande bataille de la guerre par sa durée et son acharnement: revenant à leur plan de 1914, les Allemands (Falkenhayn) voulurent frapper un coup décisif sur leur principal adversaire, l'armée française; ils attaquèrent devant Verdun (21 février), mais leurs furieux efforts, prolongés pendant cinq mois, se brisèrent contre la résistance opiniâtre des Français, commandés par le général Pétain. La suprématie militaire parut sur le point de passer aux Alliés, qui prirent à leur tour l'offensive sur la Somme et en Galicie. L'Allemagne en détresse remit le commandement suprême aux vainqueurs des Russes, Hindenburg et son adjoint Ludendorff. Ceux-ci réussirent à enrayer l'offensive alliée et à conquérir presque toute la Roumanie.

Sur mer, les flottes anglaise et allemande se heurtèrent, à la grande bataille du Jutland, sans résultats décisifs (31 mai 1916).

En 1917, la guerre sous-marine et la révolution russe mettent en péril la cause des Alliés.

Malgré ses conquêtes, l'Allemagne était épuisée par le blocus. Pour imposer la paix aux Alliés, elle eut recours à des moyens désespérés, tels que la guerre sous-marine à outrance (janvier 1917). La nouvelle

guerre sous-marine, privant les neutres du droit de libre navigation, eut un effet presque immédiat: l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne, à l'appel du président Wilson (6 avril 1917). Mais les États-Unis n'avaient qu'une petite armée et leur intervention en Europe semblait difficile, sinon impossible.

D'ailleurs l'Allemagne se crut sauvée par la révolution russe. La mauvaise conduite de la guerre avait achevé de discréditer le tsarisme. Brusquement la révolte éclata le 11 mars 1917, et Nicolas II dut abdiquer (15 mars). La Révolution russe prit bientôt le caractère d'une révolution sociale: appuyés sur les soviets, comités de délégués des ouvriers et des soldats, les bolcheviks, Lénine et Trotski, s'emparèrent du pouvoir et s'y maintinrent (7 novembre). Toute l'Europe orientale fur plongée dans l'anarchie. Après avoir proposé en vain un armistice général, les bolcheviks conclurent avec l'Allemagne l'armistice de Brest-Litovsk (décembre) et entamèrent négociations de paix. L'Allemagne parut avoir gagné la partie à l'est.

À l'ouest, l'armée allemande, tenue d'abord prudemment sur la défensive, avait été ramenée par Hindenburg dans de fortes positions contre lesquelles vint se briser une nouvelle offensive française, plus téméraire encore que les précédentes (bataille de l'Aisne, 16 avril). Avec les troupes ramenées de l'est, les Austro-Allemands purent rompre le front italien à Caporetto (octobre) et envahir la Vénétie jusqu'au Piave.
Des signes de lassitude se manifestaient chez tous les belligérants (tractations secrètes, mutineries, défaitisme). Mais en France, l'arrivée au pouvoir de Clémenceau ranima les énergies et mit fin à toute politique de compromis. Le nouveau chef de l'armée, Pétain, sut lui inspirer confiance et éviter les inutiles tueries.

En 1918, la grande bataille de France se termine par la défaite de l'Allemagne.

En mars 1918, l'Allemagne imposa les traités de Brest-Litovsk à la Russie et de Bucarest à la Roumanie. Puis, pour la troisième fois, elle résolut de concentrer toutes ses forces vives à l'ouest et de frapper sur les Alliés un coup décisif avant l'entrée en ligne des Américains.

L'offensive allemande commencée le 21 mars dura jusqu'au 18 juillet. Dirigée par Ludendorff, elle aboutit à de grands succès tactiques, mais non à une victoire décisive. Grâce à une nouvelle méthode - secret absolu des préparatifs, préparation d'artillerie intensive et brève, emploi massif d'obus toxiques - Ludendorff avait résolu le problème de la percée. À trois reprises, en Picardie (21 mars), en Flandre (9 avril), sur l'Aisne (27 mai), les fronts anglais et français furent rompus. Les Allemands approchèrent d'Amiens, de Calais, de Paris, qu'ils bombardaient sans trêve par avions et canons à longue portée (120 km).

La situation était critique pour les Alliés. Ils se décidèrent enfin à confier le commandement unique au général français Foch (26 mars). Les États-Unis hâtèrent leurs envois de troupes (près de 10 000 hommes par jour en juin). Pétain mit au point de nouvelles méthodes offensives et défensives (attaque sans préparation d'artillerie, emploi en masse des chars d'assaut légers et des avions). Dès juin, une quatrième offensive allemande sur Compiègne fut promptement enrayée.

Le renversement de la bataille s'opéra du 15 au 18 juillet: c'est la deuxième victoire de la Marne, péripétie décisive de la guerre. Arrêtés net dans leur offensive en Champagne, puis brusquement attaqués de flanc, les Allemands, comme en 1914, durent se replier de la Marne sur l'Aisne. La victoire de la Marne marqua le début d'une grande offensive alliée. Foch ne laissa pas à l'ennemi déconcerté le temps de se ressaisir et de reconstituer ses réserves. Par un élargissement méthodique de la bataille, il multiplia ses attaques sur tous les points du front; les Allemands furent sans cesse contraints de se replier sous menace d'enveloppement. Successivement, toutes leurs positions défensives, la formidable ligne Hindenburg elle-même, furent forcées (septembre-octobre). Les Alliés rentrèrent à Saint-Quentin, à Laon, à Lille.

Au même moment, en Macédoine (15 septembre) et en Palestine (18 septembre), des victoires décisives obligeaient la Bulgarie (29 septembre), la Turquie (30 octobre) à déposer les armes. L'Autriche-Hongrie se disloquait et, vaincue par les Italiens à Vittorio-Veneto (27-30 octobre), abandonnait la lutte (3 novembre). Pour éviter un désastre total, l'Allemagne, en pleine révolution, accepta toutes les conditions imposées par l'armistice du 11 novembre; dès le 9, Guillaume II s'était enfui en Hollande.

Cela n'est que la partie visible des opérations, l'appétit de conquête, la soif de profit, les buts de guerre secrets et les manœuvres de coulisse en ont été les caractéristiques. Mais sous les grands élans patriotiques se cache une réalité plus sordide, celle de la défense acharnée des intérêts particuliers.

Un seul exemple parmi d'autres permet d'illustrer la sordide réalité: le sort du bassin de Briey-Thionville.

Un sanctuaire du capital international: le bassin de Briey-Thionville.

Les marchands de canons, dont les principaux étaient Schneider en France et Krupp en Allemagne, étaient étroitement unis en une sorte de trust international dont le but secret était d'accroître l'immense fortune de ses membres en augmentant la production de guerre, de part et d'autre de la frontière. À cet effet, ils disposaient de moyens puissants pour semer la panique parmi la population des deux pays, afin de persuader chacune que l'autre n'avait qu'un but : l'attaquer. De nombreux journalistes, des parlementaires, étaient grassement rétribués par eux pour remplir ce rôle. D'ailleurs un important munitionnaire français, de Wendel [et soit dit en passant dont est issue le cher patron du Medef (patronat français) Ernest Antoine Seillière], député de surcroît, avait pour cousin un autre munitionnaire allemand, Von Wendel, siégeant au Reichstag. Ils étaient aux premières loges, dans chaque pays, pour acheter les consciences et faire entendre leurs cris d'alarme patriotiques.

Tout ce joli monde - marchands de canons, journalistes, parlementaires parvint aisément à lancer les deux peuples dans une folle course aux armements que rien ne devait plus arrêter, jusqu'à la guerre.

Leurs chefs d'État respectifs, loin de les freiner, les encourageaient. Et notamment notre président de la République, Raymond Poincaré, un Lorrain, élevé dans l'idée de revanche et prêt à n'importe quel mensonge, à n'importe quel forfait, pour reconquérir l'Alsace et la Lorraine.

C'est pour ces différents motifs que les soldats allemands et français allaient s'entre-égorger.

On leur avait appris à se haïr, alors que les munitionnaires et les états-majors, fraternellement unis, suivaient avec satisfaction, à l'arrière, les déroulements du drame qu'ils avaient conjointement déclenché.

Pour bien approfondir cette immense duperie et montrer que le patriotisme et la défense du territoire ne sont que des mots creux servant à couvrir les plus abominables tripotages, il convient de raconter l'histoire du bassin de Briey, car elle est caractéristique, symptomatique et, à elle seule, devrait dégoûter les peuples de prendre les armes.

Les mines de fer de Briey-Thionville étaient à cheval sur les frontières du Luxembourg, de la France et de l'Allemagne. La famille franco-allemande de Wendel en était propriétaire.

Ce bassin était d'une importance capitale pour le déroulement de la guerre. M. Engerand, dans un discours prononcé à la Chambre des députés, après le conflit, le 31 janvier 1919, dira: « En 1914, la seule région de Briey faisait 90% de toute notre production de minerai de fer. » Poincaré lui-même avait écrit autrefois: « L'occupation du bassin de Briey par les Allemands ne serait rien moins qu'un désastre puisqu'elle mettrait entre leurs mains d'incomparables richesses métallurgiques et minières dont l'utilité peut être immense pour celui des belligérants qui les détiendra. »

Or, il se passa un fait extraordinaire: dès le 6 août 1914, le bassin fut occupé par les Allemands sans aucune résistance.

Plus extraordinaire encore: le général de division chargé de la défense de cette région, le général Verraux, révéla par la suite que sa consigne (contenue dans une enveloppe à ouvrir en cas de mobilisation) lui prescrivait formellement d'abandonner Briey sans combat.

La vérité, connue longtemps après, était la suivante: une entente avait été passée entre certains membres de l'état-major et des munitionnaires français pour laisser le bassin aux mains des Allemands afin que la guerre se prolonge (les Allemands n'auraient pu la poursuivre sans le minerai de fer) et que les bénéfices des marchands de canons soient accrus.

Et vive la légitime défense au nom de laquelle on s'étripait un peu partout sur les champs de bataille !

Mais cette histoire - combien édifiante ! - n'est pas terminée.

Pendant tout le conflit, il n'y eut pas une seule offensive française contre Briey! Ce n'était pourtant pas faute d'avertissements.

En effet, en pleine guerre, le directeur des Mines envoyait la note suivante au sénateur Bérenger: « Si la région de Thionville (Briey) était occupée par nos troupes, l'Allemagne serait réduite aux quelques 7 millions de tonnes de minerais pauvres qu'elle tire de la Prusse et de divers autres États: Toutes ses fabrications seraient arrêtées. Il semble donc qu'on puisse affirmer que l'occupation de la région de Thionville mettrait immédiatement fin à la guerre, parce qu'elle priverait l'Allemagne de la presque totalité du métal qui lui est nécessaire pour ses armements. » L'état-major français et le président de la République furent abondamment avertis de ces faits. Des dossiers complets sur cette affaire furent même fournis à Poincaré par le député Engerand.

Poincaré refusa d'intervenir. L'état-major refusa toute offensive du côté de Briey.

À défaut d'offensive, de reprise du terrain, on aurait pu bombarder Briey pour rendre inutilisables les installations. Au contraire, des accords secrets furent passés entre états-majors français et allemand afin que les trains remplis de minerai se dirigeant vers l'Allemagne ne fussent, en aucun cas, bombardés.

En passant, disons que, bien entendu, ces mêmes états-majors avaient décidé également de ne pas détruire leurs quartiers généraux respectifs... Ces deux bandes de gangsters étaient « régulières ».

Des aviateurs français, néanmoins, désobéirent aux ordres reçus et lancèrent quelques bombes sur les installations de Briey. Ils furent sévèrement punis. Par quel intermédiaire les interdictions de bombarder avaient-elles été données? Par un certain lieutenant Lejeune - tout puissant, quoique simple lieutenant - qui, dans le civil, avant la guerre, était ingénieur attaché aux mines de Joeuf et employé de M. de Wendel.

Galtier-Boissière: « Pour ne pas léser de très puissants intérêts privés, et pour éviter d'enfreindre les accords secrets conclus entre métallurgistes français et allemands, on a sacrifié, dans des entreprises militaires inefficaces, des centaines de milliers de vies humaines, sauf sur un point: Briey-Thionville, dont, durant quatre années, l'Allemagne en toute tranquillité a tiré les moyens de continuer la lutte. »

Mais la famille franco-allemande de Wendel faisait des bénéfices !

Cela n'est qu'un exemple, parmi beaucoup, de la collusion des munitionnaires et des gouvernements des pays en guerre.

Le bilan humain a pourtant été très lourd:

Bilan humain de la guerre de 14/18

Mobilisés	62 110 000
Morts	8 345 000
Blessés	20 000 000
Morts civils	10 000 000

	Soldats mobilisés	Morts
Russie	12 000 000	1 700 000
France	8 400 000	1 350 000
Empire britannique	8 900 000	900 000
Italie	5 600 000	650 000
USA	4 350 000	115 000

Ces chiffres se passent de commentaires. Cela représente plus de 5000 morts (militaires) par jour sur tous les fronts pendant toute la durée de la guerre.

L'après-guerre

L'Allemagne vaincue signe le traité de Versailles.

L'armistice du 11 novembre équivalait à une capitulation de l'Allemagne: il l'obligeait à livrer sa flotte, une partie de son matériel de guerre et à évacuer la rive gauche du Rhin que les Alliés occupèrent. Les Français reçurent en Alsace-Lorraine un accueil enthousiaste.

La paix fut réglée par la conférence interalliée de Paris qui s'ouvrit le 18 janvier 1919 sous la présidence de Clémenceau. 27 États y étaient représentés. En fait toutes les décisions importantes furent prises en petit comité par le président des États-Unis Wilson, le Premier ministre anglais Lloyd George et Clemenceau. Dès le 8 janvier 1918, le président Wilson avait formulé en 14 points son programme de paix; ce programme, qui servit de base aux travaux de la conférence, visait à l'établissement d'un nouvel ordre international, fondé sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et par l'organisation d'une société générale des nations. Mais si les masses étaient enthousiastes d'un tel programme, les dirigeants et les diplomates étaient sceptiques. Pour Clemenceau, le problème capital était de briser la force allemande.

Après des négociations difficiles, le traité de Versailles, imposé à l'Allemagne, fut signé le 28 juin 1919. Le traité instituait une Société des nations, ouverte d'abord aux Alliés et aux neutres et chargée de régler les conflits par l'arbitrage. L'Allemagne devait restituer l'Alsace-Lorraine à la France, la Posnanie à la Pologne (avec un couloir donnant accès à la Baltique) et accepter que le sort du Schleswig, de la Prusse polonaise, de la Haute-Silésie fût réglé par plébiscite. En outre, elle renonçait à toutes ses colonies; elle s'engageait à réparer tous les dommages subis par la France et ses alliés. La France, dont le territoire avait été ravagé, recevait, en compensation de ses mines du Nord détruites, la propriété des mines de la Sarre (le territoire lui-même était placé pour quinze ans sous contrôle international). Comme garanties contre l'Allemagne, elle obtenait: 1. la réduction de l'armée allemande à 100000 hommes; 2. l'occupation provisoire de la rive gauche du Rhin par les forces alliées pendant un délai de cinq à quinze ans; 3. une promesse d'assistance anglo-américaine en cas d'agression (promesse annulée par suite de l'opposition du Sénat américain).

De retour aux États-Unis, le président Wilson ne put obtenir en effet la ratification du traité. Les États-Unis refusèrent d'adhérer à la Société des nations et conclurent avec l'Allemagne un traité séparé (1921).

L'Autriche-Hongrie et l'empire turc sont démembrés.

Le traité de Versailles fut complété par les traités de Saint-Germain avec l'Autriche, de Neuilly avec la Bulgarie, de Trianon avec la Hongrie, de Sèvres avec la Turquie. Ces traités consacraient le démembrement de l'Autriche-Hongrie et de l'empire turc et modifiaient considérablement le statut territorial de l'Europe centrale et du Levant.

L'Autriche et la Hongrie, séparées l'une de l'autre, devenaient de petits États, l'une réduite à ses provinces allemandes, l'autre à des territoires de population magyare. Leurs provinces slaves se trouvaient partagées entre la Pologne ressuscitée, le nouvel État de Tchécoslovaquie et la Serbie transformée en royaume uni des Serbes, Croates et Slovènes - ou Yougoslavie. La Transylvanie était donnée à la Roumanie qui devenait un grand État de 500 000 km2. L'Italie recevait l'Istrie avec Trieste et le Trentin ; elle disputait aux Yougoslaves la possession de Fiume et de la côte dalmate.

La Bulgarie perdait tout accès à la mer. La Grèce recevait la Thrace avec Andrinople, et, en Asie, le port de Smyrne. La Turquie se trouvait réduite au territoire de Constantinople en Europe et à l'Asie mineure ou Anatolie. Les détroits passaient sous contrôle international, l'Egypte sous le protectorat anglais; les autres provinces turques d'Asie devaient être organisées en États libres et placées provisoirement sous le tutelle d'une puissance mandataire de la SDN.

Tous ces traités étaient d'application difficile, surtout quant au tracé des nouvelles frontières. On pouvait prévoir que la pacification serait longue, pénible, coupée de nouvelles crises. Mais le monde mettait son espoir dans la Société des nations. On sait ce qu'il en est advenu.

Jean-Pierre Fléchard

Quelques ouvrages

ALLARD Paul, Les dessous de la guerre révélés par les comités secrets, Paris, 1932
DELAISI Francis, Le Patriotisme des plaques blindées, Tiré à part de la revue La Paix par le droit, Nîmes, 1913
FERRO Marc, La Grande Guerre, Paris, 1968
GAMBIEZ, SUIRE, Histoire de la Première Guerre mondiale, Paris, 1968
GIRARDET Raoul, La Société militaire dans la France contemporaine, Paris, 1953
JOLY Bertrand, Les Archives de la famille De Wendel
MAYER A., Politics and Diplomacy of Peace Making. Containment and Counter-revolution at Versailles, New-York, 1967
MEYER, DUCASSE, PERREUX Vie et mort des Français, Paris, 1959
OLPHE-GAILLARD G., Histoire économique et financière de la guerre 1914-1918, Paris, 1925 .
RENOUVIN Pierre, La Crise européenne et la Première Guerre mondiale, Paris, 1962 :
RENOUVIN Pierre, La Première Guerre mondiale, Paris, 1965
TANNERY, Finances et Défense nationale, Revue des questions de Défense nationale, mai 1939
TOUTAIN J, La Question du bassin de Briey, tiré à part de la revue L'Aide morale, sans date (1916 ?)
VALLUY, DUFOURCQ, La Première Guerre mondiale, Paris 1968

Contre-révolution et interventions étrangères en Russie (1917-1921)

Le 31 mai 1920, Marcel Cachin, accompagné de Frossard, est parti pour la Russie. Il y restera soixante et onze jours, parcourant des milliers de kilomètres à travers villes et campagnes. Il est hanté par les souvenirs de l'An II. Il écrira:
« Depuis trois ans, les ouvriers et les paysans étaient les maîtres du pays. Au lendemain de leur prise du pouvoir, ils avaient eu le dessein de se consacrer à l'œuvre de reconstruction; mais ils avaient été empêchés par la contre-révolution et les guerres civiles et étrangères que les puissances alliées entretenaient sur le sol russe depuis la fin de 1917. La ruine de trois années de guerre civile imposées à la nation révolutionnaire s'était ajoutée à celle de la guerre impérialiste elle-même. Il était aisé d'imaginer dans quel état se trouvait, après six ans de combat, l'économie de la nation. » (1)

Marcel Cachin parle ailleurs des soldats volontaires qu'il a vus et avec lesquels il s'est entretenu : « C'étaient vraiment les fils et les frères de ceux de l'An II, de Valmy et de la Marseillaise. » (1) Il est sans doute toujours arbitraire de comparer des situations très éloignées l'une de l'autre par la géographie et l'histoire, mais il n'en reste pas moins que les révolutionnaires russes ont connu des Coblence et des Vendées, qu'ils ont dû affronter, sinon des rois coalisés, du moins des États dressés contre l'ordre nouveau qu'ils voulaient établir. À la terreur blanche déclenchée contre eux, ils ont répondu par la terreur rouge. Et ils l'ont fait dans un pays dont Lénine disait qu'il n'y en avait nulle part de comparable en matière de déficit culturel sur le plan de l'Europe. Cette arriération doit évidemment être prise en compte.

La Première Guerre mondiale avait coûté deux millions et demi de morts à la Russie. La guerre civile et l'intervention étrangère ont causé un million et demi de victimes supplémentaires. Neuf millions de personnes ont été tuées, blessées ou ont disparu du fait de la famine et des épidémies. La production industrielle équivalait en 1921 à 15 % de celle de 1913. On produisait moitié moins de blé qu'à la veille de la guerre.

Mais à qui la faute, sinon au capitalisme?

Lénine croyait en un développement pacifique de la Révolution. Il se trompait. À quelques jours de la prise du Palais d'hiver, le 9 octobre 1917, il déclare:
« Une fois le pouvoir entre leurs mains, les Soviets pourraient à présent encore - et c'est probablement leur dernière chance - assurer le développement pacifique de la révolution, l'élection pacifique des députés du peuple, la lutte pacifique des partis au sein des Soviets, la mise à l'épreuve d'un programme des différents partis par la pratique, le passage pacifique du pouvoir d'un parti à l'autre. » (2)

La prise du Palais d'Hiver ne fera que six morts et les salves du croiseur Aurore seront tirées à blanc. Dès le 26 octobre (8 novembre) le IIe Congrès des Soviets abolit la peine de mort. Les élèves officiers compromis dans la prise du central téléphonique de Petrograd qu'ils voulaient soustraire aux révolutionnaires furent relâchés contre la promesse de se tenir tranquilles. Ils n'en firent rien et allèrent se joindre aux insurgés blancs dans le sud du pays. Le général Krasnov jura qu'il ne se battrait plus contre les bolcheviks. Il prendra plus tard la tête d'une armée cosaque contre-révolutionnaire. À la fin du mois de novembre, le nouveau pouvoir était établi presque partout et généralement accepté. Vers la mi-févirer 1918, la Révolution pouvait passer à ce que Marcel Cachin appellera « l'œuvre de reconstitution ». Mais c'était compter sans l'acharnement des classes dépossédées et sans le soutien qu'elles allaient recevoir de l'étranger.

John Reed, dans *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, rapporte ce que lui avait dit le « Rockefeller » russe Rodzianko : « La révolution est une maladie. Tôt ou tard, les puissances étrangères devront intervenir, comme on interviendrait pour guérir un enfant malade et lui apprendre à marcher. » Un autre milliardaire russe, Riabouchinski, affirmait que la seule solution était « de s'emparer des faux amis du peuple, les Soviets

et Comités démocratiques, et de les pendre. » Le chef de l'Intelligence Service britannique, Sir Samuel Hoare, qui avait regagné Londres avant même la prise du Palais d'hiver, préconisa l'établissement d'une dictature militaire en Russie, soit sous l'amiral Koltchak, soit sous le général Kornilov. Le choix de Londres se porta sur ce dernier et Paris suivit. Le 8 septembre, Kornilov marchait sur Petrograd, mais il fut battu et les bolcheviks l'emportèrent parce que le peuple, dans son ensemble, les soutenait.

La simple chronologie des événements qui vont se succéder montre bien que l'origine de ce que les bolcheviks eux-mêmes appelèrent la terreur rouge (au même titre que les révolutionnaires français de la fin du XVIIIe siècle parlèrent de Terreur) montre qu'il s'est agi d'un enchaînement de faits dont l'origine fut la contre-révolution aidée par l'étranger.

1918

Le 11 mars, le gouvernement soviétique s'est installé à Moscou. Au même moment, des troupes anglo-franco-américaines sont débarquées dans le Nord. Le 4 avril, des troupes japonaises débarquent à Vladivostok tandis que l'ataman Semionov dirige un soulèvement en Transbaïkalie. Le 29 avril, les Allemands installent en Ukraine la dictature de Skoropanski. En mai, c'est le corps d'armée tchécoslovaque qui se soulève le long du transsibérien. Sur la Volga, dans l'Oural, en Sibérie et dans la région du Don, Dénikine, Kornilov, Alexéiev déclenchent des insurrections terroristes tandis que les Anglais se préparent en Iran à attaquer Bakou avec des troupes de Cosaques blancs. La Turquie menace dans la même région. Fin mai, les trois quarts du territoire soviétique sont entre les mains de la contre-révolution et des interventionnistes.

Le 3 août, de nouvelles troupes britanniques débarquent à Vladivostok en même temps que des renforts japonais. Le 30 août, Lénine est grièvement blessé dans l'attentat que perpètre F. Kaplan. Le 2 septembre, le Comité exécutif central des Soviets proclame la Terreur rouge contre la contre-révolution. En août et septembre commence la contre-offensive soviétique sur tous les fronts. Le 20 septembre, les blancs aux ordres des Britanniques exécutent les 26 commissaires de Bakou. En octobre, les révolutionnaires se dotent d'une véritable armée.

1919

2 mars: la révolutionnaire française Jeanne Labourbe est assassinée à Odessa par les interventionnistes français et les gardes-blancs. Le 28 avril, commence l'offensive contre l'amiral Koltchak dans l'Oural. Le même jour, les Français achèvent leur évacuation d'Odessa, mais ils y reviennent le 23 août pour y soutenir Dénikine. Le même mois, Koltchak est définitivement battu. Le 24 octobre, Dénikine est défait à Voronej et à Tsaritsyne (Stalingrad).

1920

Entre janvier et mars, les troupes soviétiques l'emportent partout. Koltchak est battu en Sibérie, s'enfuit, est arrêté à Irkoustk et fusillé. Dénikine est contraint d'évacuer Odessa où cesse l'intervention française. Les ports de Mourmansk et d'Arkangelsk sont libérés.

Le pouvoir des Soviets, qui vient de mettre sur pied le plan Goelro pour l'électrification de la Russie, croit pouvoir enfin respirer. Mais le 25 avril, les Polonais aidés par les armées blanches du général Wrangel que soutient, notamment, la France, foncent sur l'Armée rouge. La 1re Armée de cavalerie du général Boudionny passe à la contre-offensive le 5 juin et l'emporte en novembre. Wrangel, acculé en Crimée, est définitivement vaincu. La Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan passent au pouvoir des révolutionnaires. La lutte ne se poursuit plus qu'en Extrême-Orient contre les bandes de Sémionov et du baron Von Ungern, soutenues par les Japonais. Il faudra cependant attendre octobre 1922 pour qu'il n'y ait plus

d'interventionnistes étrangers *sop. citur* le territoire de ce qui est devenu, le 30 décembre, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS).

Il n'est sans doute pas mauvais de se souvenir de ces quelques faits historiques et incontestés lorsqu'on veut parler de crimes dans cette partie du monde et à cette époque.

Pierre Durand

Pierre Durand, président du comité des anciens de Buchenwald-Dora est journaliste et historien, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale. Il est l'auteur de Les Sans-Culottes du bout du monde, - 1917-1921 - Contre-révolution et intervention étrangère en Russie, Éditions du Progrès, 1977 (NDLR) et au Temps des Cerises, jeunes pour la Liberté; Louise Michel; Joseph et les hommes de l’ombre.

Notes
1. Marcel Cachin, Écrits et portraits, recueillis par Marcelle Herzog-Cachin. EFR., 1964.
2. Lénine, Œuvres, t. 26, pp. 61-62.

La seconde guerre mondiale

La tuerie de la Première Guerre mondiale a mis en accusation le capitalisme, aux yeux de beaucoup d'hommes. Tant par le rôle des intérêts financiers dans la genèse du conflit, que par l'empressement de l'industrie à fournir au meurtre des moyens exponentiellement croissants. La contestation radicale du capitalisme connue sous le nom de communisme est d'ailleurs l'un des fruits principaux de cet affrontement; elle s'est, au départ, largement nourrie de l'horreur qu'il a suscitée.

S'agissant de la Seconde, le tableau est, en apparence, plus compliqué. Au lieu d'un régime économico-politique dressant face à face deux blocs de puissances, on trouve à l'origine du cataclysme un pays agresseur, l'Allemagne. Son régime nazi est certes capitaliste, mais d'un type bien particulier. Il est parent d'autres régimes, avec qui il a partie liée dans la guerre, au moins par moments, ceux d'Italie, du Japon, de Hongrie, d'Espagne: on regroupe volontiers l'ensemble sous le concept de fascisme. Or ces pays ont en commun une hostilité viscérale au communisme, dont ils ont éradiqué chez eux des germes parfois importants, et dont ils affrontent, dans la guerre, les forces armées, que ce soit en URSS ou en Chine. Sans parler des résistances nationales, souvent animées par des partis communistes, dans les pays occupés.
Mais le fascisme ne s'oppose guère moins, en théorie, à la démocratie libérale, c'est-à-dire au capitalisme non fasciste. Or celui-ci apparaît comme son principal vainqueur, par l'étendue et la richesse des territoires ci-devant fascistes occupés en 1944-1945. Le capitalisme semble donc, en un sursaut démocratique, s'être racheté des péchés de la Première Guerre, et celle-ci fait figure d'accident de parcours. La Seconde ne serait le fait que d'extrémistes excités, qu'on aurait laissés trop longtemps libres de leurs mouvements. Le communisme y aurait une part de responsabilité, ayant préexisté au fascisme et suscité celui-ci, comme une autodéfense des pays qui s'estimaient menacés par l'URSS ou par ses idées. On brode aussi sur la « parenté » des deux systèmes et sur la collusion qui les a partiellement associés dans le cadre du pacte germano-soviétique, entre le 23 août 1939 et le 22 juin 1941. Ne rêvaient-ils pas tous deux, au fond, de conquérir la planète par la guerre, et n'ont-ils pas envisagé, de longue date et sérieusement, d'unir leur destinées dans cet effort ?

L'étude qu'on va lire synthétise des considérations classiques sur l'imperfection des traités de 1919 et des recherches récentes concernant le nazisme et les débuts de la Seconde Guerre mondiale. Elle montre que Hitler, de 1933 à 1940, a tracé intelligemment son chemin, en faisant croire à chaque puissance que l'Allemagne se fortifierait sans léser ses intérêts. On est donc loin du compte en accusant les démocraties libérales de candeur ou de lâcheté, et bien injuste si on prête à la seule URSS une tendance à utiliser l'agressivité germanique contre ses propres adversaires. Et si on admet qu'en 1914 le capitalisme a montré, en précipitant les peuples les uns contre les autres, les limites de sa capacité civilisatrice, il devient difficile de croire que dans l'entre-deux-guerres cette forme d'organisation économique ait contribué tout uniment à la paix entre les nations.

1919-1929... le refus d'une sécurité collective

Suivant les us et coutumes du XIXe siècle, deux puissances auraient dû bénéficier de la victoire de 1918, la France et l'Angleterre. Elles avaient joué leur fortune sur l'élimination du concurrent allemand de la scène mondiale et, fort logiquement, se partageaient ses dépouilles coloniales. Mais le XXe siècle apportait une nouveauté: le divorce entre puissance politique et puissance économique. Les bas de laine anglais et français n'auraient pas suffi pour vaincre l'Allemagne, et la jeune Amérique, jusque là marginale sur la scène mondiale, avait pesé de tout son poids dans le financement de l'effort de guerre, devenant créancière des deux puissances euro-occidentales. Elle fut donc très marrie de leur comportement rapace à la conférence de la paix, sachant bien que l'extension de leurs empires coloniaux, déjà vastes, aux dépens de l'Allemagne et de son allié turc mettrait de nouveaux obstacles au commerce des États-Unis. Du reste, l'Allemagne l'avait bien compris, qui, le 11 novembre 1918, avait signé l'armistice sur la base des « Quatorze points » du

président Wilson: ceux-ci, invoquant la liberté des échanges et le droit des peuples, ressemblaient à un manifeste des faibles devant les exigences des ogres franco-britanniques. L'Allemagne ne pouvait que s'y rallier, en désespoir de cause, et ainsi, déjà, se dessinait une collusion entre elle et les États-Unis. Ceux-ci limitèrent les amputations territoriales du vaincu et lui permirent notamment de conserver la Rhénanie, dont la France réclamait l'ablation pour des raisons de sécurité.

La collusion germano-américaine apparut mieux encore lorsque Wilson, fier d'avoir circonscrit le triomphe franco-anglais, fut mal reçu par ses compatriotes et que les États-Unis rejetèrent les traités. En désavouant leur président et son parti démocrate, ils reniaient la légitimité même de leur entrée en guerre de 1917 que leur opinion fut invitée, par exception au culte du capitalisme, à mettre sur le compte des « marchands de canons ». Comme c'était l'intervention américaine qui avait fait pencher la balance, quel meilleur encouragement l'esprit de revanche allemand eût-il pu espérer ?

S'agissant de la France, cependant, si sa crainte d'un retour de bâton germanique n'était que trop fondée, des recherches ont confirmé la gourmandise de ses patrons, qui ont bel et bien cherché à profiter des circonstances pour dominer leurs rivaux allemands sur le marché européen, en matière sidérurgique notamment" (1).

La Société des Nations, dont Wilson avait été le principal apôtre et qui, si elle avait regroupé toutes lesdites nations, aurait pu peser efficacement en faveur de la paix, se trouva par le rejet américain du traité de Versailles, ainsi que par la révolution qui avait jeté l'ostracisme sur la Russie, réduite à un club franco-anglais. Paris et Londres, qui étaient loin d'être en tout d'accord, s'y disputèrent ferme, ce qui acheva la paralysie. Les questions majeures continuèrent d'être réglées, comme aux siècles passés, par des congrès ad hoc, prenant en quelques jours des décisions dont aucun organisme permanent ne surveillait l'application.

1929-1933 ... « chacun pour soi » face à la crise

Il n'est pas sûr que la crise actuelle aide à comprendre celle, dite « de 1929 » qui sévit au début des années trente. Le principal point commun est le chômage. Mais aujourd'hui, les échanges internationaux ne cessent de croître, alors qu'en 1933, ils avaient chu des deux tiers par rapport à 1929. Les pays disposant d'empires coloniaux apparaissaient outrageusement favorisés, car ils pouvaient plus facilement que les autres conserver leurs débouchés. L'Allemagne et les États-Unis eurent, parmi les grandes puissances, les taux de chômage les plus importants. Ce n'était peut-être pas dû principalement à leur défaut de colonies, mais en tout cas leur opinion le crut. D'où un ressentiment croissant, outre-Atlantique, contre la France et l'Angleterre. Franklin Roosevelt, élu pour tenter de mettre fin à la crise, ne fut pas en reste. Ancien sous-secrétaire à la Marine pendant la présidence de Wilson, il ne fit jamais rien pour combattre l'idée, martelée par ses prédécesseurs républicains, que la participation du pays à la Grande Guerre avait été une erreur. Les États-Unis, sollicités par Londres et Paris de s'engager dans une politique économique et financière commune face à la crise, opposèrent une sèche fin de non recevoir à la conférence de Londres, en juillet 1933.

1933-1939... le mirage de la faiblesse hitlérienne

Hitler prend en main, le 30 janvier 1933, un pays à l'économie affaiblie et aux soutiens extérieurs inexistants. Son programme, exprimé dans Mein Kampf huit ans plus tôt, ne devrait guère l'aider à trouver des alliés, tant il désigne des ennemis puissants et divers: le marxisme mais aussi la charité chrétienne, le communisme ainsi que le capitalisme, les Français et les Russes, les libertés de toute nature et, brochant sur le tout, les Juifs, coupables de tous les maux à la fois. Mais il va utiliser une recette étrangement efficace, qui tient en deux principes: jouer de ses faiblesses, opposer ses rivaux. Pour commencer, il ne prend pas le pouvoir seul, mais au sein d'un gouvernement numériquement dominé par la droite conservatrice. Son chef le plus en vue, Franz von Papen, paraît, pendant un an et demi, en mesure de l'éliminer à tout moment,

jusqu'à cette « nuit des longs couteaux » (30 juin 1934) où le Führer fait impunément tuer les plus proches collaborateurs de Papen. Mais alors, sous prétexte qu'il a fait expédier aussi quelques chefs des Sturmabteilungen (SA), qui dit-on menaçaient l'armée, celle-ci passe pour le vrai vainqueur de l'épisode. Ainsi, jusqu'en pleine guerre, Hitler cultivera l'apparence d'un dictateur en sursis, affaibli par de puissances oppositions intérieures, et aussi par la division de son entourage - ce qui a dû déclencher quelques fous rires avec ses lieutenants, auxquels il distribuait les rôles.

Ce jeu est loin d'avoir été correctement perçu. Encore aujourd'hui, l'historien Hans Mommsen, lorsqu'il parle d'un « dictateur faible », ne fait certes pas l'unanimité, mais il réussit à se faire prendre au sérieux. Néanmoins, la vérité progresse et amène une question: pourquoi, à l'époque, presque personne n'a-t-il fait l'hypothèse que Hitler était peut-être un très fin stratège?

La réponse nous ramène au sujet de ce livre: parce que personne n'y avait intérêt, du moins d'après l'angle sous lequel Hitler lui faisait voir son intérêt. Beaucoup pensaient le manipuler (alors qu'eux-mêmes l'étaient par lui) : ils avaient donc besoin de croire que l'homme était fragile et qu'une fois qu'il les aurait aidés à atteindre un objectif ils pourraient, s'il devenait encombrant, l'éliminer.

Si aux yeux de l'opinion mondiale, et jusqu'à nos jours, un pays se tire à bon compte de son rôle pendant les années trente, c'est bien l'Angleterre. Son rôle fut pourtant des plus néfastes à la paix et à la démocratie. Celui qui était depuis 1933 l'un des principaux inspirateurs, et devint à partir de 1937 le premier responsable de sa politique d'apaisement face à Hitler, Neville Chamberlain, passe pour un brave homme dépassé par la cruauté de l'univers politique, alors qu'il savait ce qu'il voulait et que cela n'avait rien d'angélique. Il voulait avant tout empêcher la France de prendre des initiatives inspirées par son atavisme anti-allemand, et il y est admirablement parvenu. Il n'avait avec Hitler que des relations correctes, mais cultivait en revanche, par le biais du Foreign Office, une certaine intimité avec les conservateurs allemands. Ce qu'il visait donc, ce n'était pas le partage tracé dans Mein Kampf - à l'Angleterre les mers, à l'Allemagne l'Europe de l'est, Ukraine incluse -, mais quelque fair deal avec le capital allemand, satisfaisant les plus raisonnables de ses aspirations vers l'est. D'où son sentiment de triomphe au moment de Munich - en sacrifiant les Sudètes, il croit avoir canalisé les ambitions orientales de l'Allemagne, avec le concours de ses généraux qui n'avaient pas caché leur crainte d'une guerre contre l'Angleterre. D'où, aussi, son cri du cœur au lendemain de l'invasion allemande de la Tchécoslovaquie, le 15 mars 1939, en violation des accords de Munich: « Monsieur Hitler n'est pas un gentleman » ne veut pas dire qu'il l'avait pris pour tel, mais qu'il croyait l'avoir corseté dans le traité bavarois (2).

Chamberlain n'a peut-être jamais fait de mal à une mouche. Son crime est avant tout intellectuel: il croit avoir piégé Hitler et borné les ambitions de l'Allemagne, et il agit comme si c'était une certitude, alors que cet objectif ne cesse de se dérober. Pendant ce temps, des occasions d'arrêter le nazisme se perdent et des alliés potentiels se retrouvent absorbés dans le Reich, ou s'éloignent.

Qui est responsable du pacte germano-soviétique ?

Il est étrange de lire parfois, qu'avant 1939 Staline a espéré s'entendre avec Hitler. Certes, comme le suggère la suite, les scrupules idéologiques ne l'étouffaient pas plus sur ce chapitre que sur les autres. Mais pour se marier il faut être deux, et l'attitude de Hitler n'autorisait guère d'espoirs. Non qu'il fût agressif: jusqu'à la fin de 1938 il cultive son image d'homme de paix, ne cherchant que la grandeur de l'Allemagne dans ses frontières du moment, quitte à y incorporer de temps à autre quelques terres contiguës de peuplement germanique. Mais s'il laissait tranquille la Russie, d'une part il ne manquait pas une occasion de flétrir le communisme, d'autre part il se traçait par petites touches un chemin vers l'est qui aurait inquiété n'importe quel héritier des tsars.

Tout commence donc en janvier 1939, quand, recevant les voeux du corps diplomatique, Hitler serre la main de l'ambassadeur des Soviets avec une chaleur ostensible. De discrètes négociations commerciales s'ensuivent. Cependant Staline, qui en l'absence d'autre choix a consciencieusement cultivé l'amitié des Occidentaux, ne lâche pas la proie pour l'ombre. Il a certes été échaudé par les accords de Munich. Mais dès que l'invasion de la Tchécoslovaquie les a mis au rebut, il reprend la posture et propose une « grande alliance » défensive contre l'Allemagne aux pays qui l'entourent. Une fois encore, l'Angleterre va réagir avec froideur, et empêcher la France de s'avancer plus qu'elle.

Un facteur géographique complique les négociations. L'Allemagne n'a pas de frontière commune avec l'URSS et celle-ci, pour participer à une guerre contre elle, devrait passer par la Lituanie, la Pologne ou la Roumanie, et de préférence par les trois ensemble. Litvinov, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, puis Molotov qui lui succède le 3 mai, entendent que le traité comporte à cet égard des dispositions précises. C'est un jeu, pour la diplomatie britannique, d'éterniser les discussions, comme c'en sera un, pour la propagande franco-anglaise, de dire plus tard qu'après chaque point d'accord les Soviétiques présentaient des « exigences nouvelles » - ce qui revient à dire qu'ils avaient depuis longtemps choisi de s'accorder avec Hitler. On atteint ainsi le mois d'août. Molotov, pour obliger chacun à abattre son jeu, a exigé et finalement obtenu qu'on discute d'une convention militaire, disant qui ferait quoi, où et avec quelles troupes. Des militaires occidentaux viennent donc à Moscou... et se heurtent, sans instructions de leurs gouvernements dans ce domaine, à l'exigence préjudicielle du chef militaire soviétique, Vorochilov puisque la Pologne est menacée d'une attaque allemande, les Russes demandent à prendre position préventivement sur une partie de sa frontière avec l'Allemagne.

Staline laisse encore le temps aux délégations militaires françaises et britanniques de contacter leurs gouvernements, et à ceux-ci de s'entendre avec celui de Varsovie. Mais la France seule met à profit ce délai, et encore. Ni son président du conseil Daladier, ni son ambassadeur à Varsovie Léon Noël, ne font quoi que ce soit pour contraindre les Polonais, qui voudraient n'appeler l'Armée rouge qu'après avoir été envahis, à mieux prendre en compte les nécessités stratégiques. Seul le négociateur français à Moscou, le général Doumenc, prend des initiatives pour débloquer la situation: il va jusqu'à déléguer un membre de sa mission à Varsovie. Daladier ira, pour sa part, jusqu'à corriger ses propres archives, en 1946, pour faire croire que, recevant le 21 août l'ambassadeur polonais, il l'a menacé d'une « révision d'alliance » si son pays n'acceptait pas la demande soviétique: en fait il s'agissait du 23, et même alors nulle menace n'avait été émise (3).

C'est que le 21 au soir une dépêche est tombée, disant qu'un traité de commerce venait d'être signé entre l'Allemagne et l'URSS et, surtout, que le ministre allemand Ribbentrop allait se rendre à Moscou pour signer un pacte de non-agression.

Les documents aujourd'hui connus semblent indiquer que l'Allemagne a été fort inquiète de ces négociations militaires de Moscou, et a pressé la partie soviétique de signer un accord, en multipliant les concessions. Le choix de Staline ne s'est opéré, ou du moins n'est devenu manifeste, que quelques jours avant la signature. Faute d'une entente avec l'Allemagne, l'URSS aurait subi le choc de ses divisions blindées dans la foulée de leur conquête de la Pologne, et l'immobilité de la « Drôle de Guerre » permet d'augurer du peu qu'auraient fait les Occidentaux pour fixer des forces allemandes de leur côté. Qui soutiendrait de bonne foi que Staline n'avait rien à redouter des gouvernements antisoviétiques de Paris et de Londres, inchangés depuis Munich, et que c'était pure paranoïa de sa part de redouter une paix négociée sur son dos après un simulacre de guerre ?

Dans ce coup d'envoi d'un conflit qui va tuer cinquante millions de personnes, et dans l'avantage initial dont va, en particulier grâce à ce pacte germano-soviétique, bénéficier l'Allemagne, la responsabilité de Chamberlain est totale, celle de Daladier guère moindre. Pour autant, celle de Staline n'est pas nulle.

On peut poser le problème à la manière de Trotsky : en faisant de la Russie une puissance fréquentable, en freinant partout les luttes et notamment dans la France du Front populaire, Staline aurait affaibli le tranchant révolutionnaire qui seul pouvait faire reculer le fascisme. Voire ! On pouvait en tout cas y parvenir par une entente classique entre États, encerclant et décourageant l'agresseur éventuel. C'est ce à quoi visait Churchill, et on ne saurait lui dénier toute pertinence en la matière. Il est patent que les communistes français ont inlassablement fait patte de velours, jusqu'à la fin d'août 1939, et réagi le plus doucement possible, défiant leurs propres électeurs lorsque Daladier s'en prenait aux acquis sociaux du Front populaire, pour ne pas gêner la mobilisation nationale, ni les efforts diplomatiques du grand frère soviétique.

La responsabilité de Staline, je la situerai plutôt... dans le stalinisme. Les grandes purges, et notamment celle de 1937 contre les cadres de l'armée, ont fait douter en Occident que l'URSS restât un facteur militaire important. Dans l'armée française, le débat était vif depuis 1933 sur l'alliance soviétique et un grand nombre de cadres, réagissant de manière plus professionnelle que politique, inclinait à la rechercher. Cependant, lorsqu'en 1935 Gamelin avait succédé à Weygand, les considérations politiques avaient pris le dessus, Gamelin étant, sur cette question, très proche de l'antisoviétique Daladier (dont il faut rappeler qu'avant d'être président du conseil en 1938 il avait été ministre de la Guerre et le resta sans discontinuer de juin 1936 à mai 1940). Le meurtre de Toukhatchevsky et de plusieurs centaines de généraux en 1937 donna la partie belle aux officiers français daladiérisants ou fascisants qui refusaient par principe une action commune avec l'URSS et étaient sans doute encore minoritaires auparavant. L'opinion publique, en France comme en Angleterre, fut également moins encline, après la purge de 1937, à souhaiter, face au défi hitlérien, le renfort soviétique. Malgré tout, le récit du général Doumenc montre que Daladier, en lui expliquant sa mission, la justifiait par l'attente de l'opinion, qui n'eût pas compris qu'on n'explorât pas jusqu'au bout les voies d'une entente avec l'URSS. Il relate également des manifestations qui, lors de l'embarquement de la mission, confirmaient une telle attente. Quelle force eussent-elles prise, si l'image de l'URSS n'avait pas été ternie par les purges!

Au total, pour savoir si les premiers morts de la Seconde Guerre Mondiale, le 1er septembre 1939, et tous ceux que leur mort va induire, en raison de la puissance qu'on a laissé l'Allemagne acquérir, sont ou non des « morts du capitalisme » il faut prendre en compte, avant tout, l'anticommunisme et la manière dont le nazisme a su en jouer. En laissant entendre que toutes ses ambitions étaient tournées vers l'Europe orientale et que leur assouvissement libèrerait la planète d'un indésirable régime, il s'est attiré bien des sympathies dans les milieux dirigeants des grandes puissances occidentales. Cependant, ils n'auraient pas si facilement ouvert un boulevard à l'expansion du concurrent allemand si celui-ci n'avait réussi à les persuader qu'il était faible, divisé et incapable de tirer grand profit d'une victoire contre l'empire du mal. La carrière que ces pays ont laissée à l'Allemagne et la croissance inouïe de sa puissance entre 1939 et 1941 ne sont donc pas de purs produits de la haine des patrons contre le mouvement ouvrier. Ce sont aussi des effets de la naïveté, devant une mise en scène particulièrement talentueuse. Les dirigeants des grandes puissances capitalistes autres que l'Allemagne se sont laissés aller à croire ce que leurs intérêts de classe leur susurraient de croire, fût-ce contre l'évidence: que Hitler était, non pas un politique de haut vol, mais un baroudeur brouillon, jetable après usage.

La Drôle de Guerre, si bien nommée

Si la littérature sur Munich est relativement abondante et de qualité, la Drôle de Guerre reste le parent pauvre de l'histoire du XXe siècle, et pourtant il n'est pas de période plus décisive. Mais surtout: qui s'intéresse à Munich devrait se passionner pour la Drôle de Guerre, qui voit les grandes démocraties libérales déchirer encore mieux leurs principes que lorsqu'elles vendaient les Sudètes à l'Allemagne pour un plat de lentilles. Seulement voilà: la guerre, à présent, est déclarée, et on préfère dire qu'on l'a mal faite (en nourrissant des illusions sur l'efficacité du blocus de l'Allemagne et la possibilité de la vaincre à l'usure), plutôt que d'avouer qu'on a fait le contraire de la guerre, c'est-à-dire la paix, ou du moins qu'on l'a assidûment recherchée.

C'est ici qu'entrent en scène les États-Unis. Car, de cette paix, ils sont les principaux courtiers, même s'ils s'en sont bien cachés par la suite. Certes, Roosevelt, lorsqu'au début de septembre il proclame la neutralité de son pays, précise d'un air entendu que « les pensées ne sont pas neutres », ce qui équivaut à une condamnation, vraiment minimale, de l'agresseur allemand. Celle-ci se précise en novembre, par l'amendement « cash and carry » à la loi de neutralité votée quelques années plus tôt par le Congrès avec la bénédiction du président: par dérogation à cette loi, qui interdit de vendre du matériel de guerre à des belligérants, on pourra en vendre à ceux qui voudront bien le payer et le transporter, ce qui favorise les adversaires de l'Allemagne, maîtres des mers. Antinazisme ? Peut-être. Capitalisme, à coup sûr. L'industrie américaine, à nouveau touchée par le chômage, ne peut tout de même pas se priver de vendre à des gens qui veulent acheter. Ni l'impérialisme américain laisser passer une nouvelle occasion d'affaiblir financièrement ses rivaux.

Mais dans la même temps, d'étranges émissaires sillonnent l'Europe. Kennedy, Joseph, le père de John Fitzgerald qui d'ailleurs l'accompagne, est ambassadeur à Londres, et visite volontiers le continent; c'est un admirateur déclaré de l'efficacité nazie. Sumner Welles, sous-secrétaire d'État et proche du président, passe plusieurs semaines à faire la navette entre Paris, Rome, Londres et Berlin. On cite aussi des contacts pris par des patrons, de la General Motors notamment (4).

La mission de Welles commence alors que la guerre fait rage, depuis le 30 novembre 1939, entre l'agresseur soviétique et sa victime finlandaise. La brutalité stalinienne, qui ne s'exerce encore que dans le cadre des anciennes frontières de l'empire tsariste et ne vise au départ qu'une prise de gage frontalière, passe facilement pour un appétit illimité de conquête, parent de celui qu'on prête à Hitler. Elle nourrit à travers la planète, dans d'innombrables journaux, l'idée qu'aider militairement la Finlande équivaut à faire la guerre à l'Allemagne. Si Welles ramenait la paix et la concorde, ou si les résultats de sa mission permettaient une initiative spectaculaire du président, ce serait un bien mauvais signe pour l'URSS, seule puissance non visitée par le sous-secrétaire. Il est vrai que, devant la guerre soviéto-finlandaise, le président n'est pas neutre, même en paroles.

Voilà qui nous amène au massacre, perpétré par les Soviétiques, des élites polonaises tombées en leur pouvoir, le plus souvent désigné par le nom du charnier où fut retrouvée, en 1943, une partie des victimes, celui de Katyn. L'ordre de Staline de tuer 20 000 Polonais, principalement officiers, révélé par Boris Eltsine en 1992, est daté du 5 mars 1940 - alors que ces personnes avaient été internées en septembre précédent. Personne n'ayant relevé la date et tenté de l'expliquer, j'ai cru devoir le faire en passant, dans un livre de 1993, et à ma connaissance on n'a toujours rien proposé d'autre (5). Le 5 mars, la Finlande vient de demander la paix, et Staline s'apprête à recevoir ses négociateurs. Il convient donc de se demander s'il ne redoute pas de cette paix des effets tels que ses prisonniers polonais, et notamment les officiers, deviendraient dangereux. Ce pourrait être le cas si la paix soviéto-finlandaise entraînait une réconciliation des puissances capitalistes, c'est-à-dire une paix entre l'Allemagne et ses voisins. Pour leur sauver la face, Hitler devrait tolérer la résurrection d'un morceau de l'État polonais, partagé en septembre 1939 entre lui-même et Staline. L'un des premiers gestes de cet État-croupion serait vraisemblablement de réclamer ses prisonniers de guerre. Il serait alors difficile de les tuer, et dangereux de les libérer, car la nouvelle Pologne, ayant récupéré des terres occupées par l'Allemagne, serait tentée d'en faire autant du côté soviétique, et par la guerre au besoin. Ajoutons que Sumner Welles est à Berlin du 1er au 6 mars: il y est donc à l'heure où Staline signe l'ordre fatal, et il s'y attarde, d'une manière probablement très angoissante pour le gouvernement soviétique.

Aujourd'hui, après de nouvelles recherches portant notamment sur les prémisses du choc germano-soviétique en 1941 (cf. infra), je pose une nouvelle question: ce massacre, en supposant qu'on l'ait révélé à Hitler ou qu'on se proposât de le faire, n'était-il pas destiné à le convaincre que les Soviétiques étaient définitivement de son côté et avaient rompu tous les ponts avec les Occidentaux, de manière à le dissuader

de se réconcilier avec eux ? Dans ce cas, le geste meurtrier visait moins à renforcer la défense du pays en vue d'une éventuelle guerre soviéto-polonaise, induite par une paix polono-allemande, qu'à échapper coûte que coûte à cette périlleuse situation, en liant définitivement son sort à celui du nazisme(6). Reste, même si ces considérations s'avéraient inexactes, un double constat: d'une part, Staline s'est affolé (il aurait pu déplacer les prisonniers vers l'est, pour attendre la tournure des événements; il a cru à tort qu'il n'en avait pas le temps) ; d'autre part, il s'agit bien d'un crime contre l'humanité. On a certes épargné les femmes et les enfants, et même les pauvres. Mais ce massacre d'une nation à travers ses élites a bien le caractère d'un génocide.

Officiellement, les contacts pris en Europe par des émissaires américains pendant la Drôle de Guerre sont exploratoires. Les États-Unis n'exercent aucun courtage, ils se renseignent seulement sur les intentions des uns et des autres. Mais n'est-ce pas ce qu'on dit quand le courtage a échoué ? En l'occurrence, c'est à Berlin que l'accueil de Welles est le plus frais. C'est que Hitler a choisi: la paix, il n'en veut plus, il tient à déclencher son offensive à l'ouest, pour porter un coup décisif au moral de ses adversaires, ainsi qu'à l'armée française et à son prestige.

Ainsi, dans cette pseudo-guerre, surtout drôle parce qu'elle regorge de gestes pacifistes en tous genres, la sous-estimation des capacités de Hitler devient particulièrement criminelle. Elle rend aveugle à la foudre qu'il accumule lentement, en calculant ses effets au millimètre, et déclenche brusquement, le 10 mai (7).

La chute de la France et le défaitisme général

À l'heure où les armées allemandes s'ébranlent vers l'ouest, en cette aube printanière, le premier ministre anglais se nomme Chamberlain. Quatre jours plus tôt, Goering a fait savoir à Dahlerus, diplomate suédois officieux ayant ses entrées à Londres, que l'Allemagne ferait bientôt une offre de paix « généreuse » lorsque ses troupes auraient « atteint Calais ». Dahlerus agissait alors en liaison étroite avec Raoul Nordling, consul général de Suède à Paris et bien introduit dans les milieux gouvernementaux français. Halifax et Reynaud, ministres anglais et français des Affaires étrangères - Reynaud étant aussi chef du gouvernement - ont dû, en apprenant la proposition de Goering, la prendre d'abord pour une vantardise, voire pour l'un de ces innombrables signes de faiblesse que l'Allemagne nazie avait semblé montrer depuis ses débuts: les Allemands devant Calais, c'était une éventualité fâcheuse mais nullement catastrophique. Cela voudrait seulement dire que les armées alliées, entrées en Belgique à leur rencontre, n'auraient pas réussi à les arrêter et se seraient repliées en bon ordre vers la frontière française: pas de quoi se précipiter pour signer la paix aux conditions allemandes.

Or, après trois jours, l'axe principal de l'offensive se révéla être non pas dans les plaines belges mais en France, dans le secteur de Sedan, où la défense fut pulvérisée par le gros des divisions blindées. Très vite on s'aperçut que le territoire français était ouvert à l'invasion, puis on s'avisa que Paris était provisoirement épargné et que l'attaque restait confinée au nord de la Somme. Il apparut enfin que Calais était bien visé mais par le sud et non par le nord, et en encerclant au passage toute l'armée professionnelle française et britannique.

Assez vite lord Gort, qui commandait le corps expéditionnaire de Sa Majesté, opta pour un repli vers les ports suivi d'un embarquement, et trouva à Londres des oreilles complaisantes, notamment celles de Halifax. Mais le Premier ministre, depuis le 10, avait changé, et se nommait Churchill. Celui-ci n'eut bientôt qu'une pensée: maintenir l'état de guerre, par n'importe quel expédient. Pour commencer, il fit refuser à Gort le repli, qui aurait trop ressemblé au prélude d'un armistice et que les Français désapprouvaient. Eux voulaient se battre... ou signer l'armistice, mais en aucun cas s'embarquer. On vécut donc sur l'illusion et les ambiguïtés d'un « plan Weygand » - ce dernier avait repris la tête de l'armée à Gamelin, limogé -, consistant à tenter de percer par le nord et le sud la colonne blindée allemande... consistant surtout à ne rien décider.

Et puis Hitler s'arrêta du 24 au 27 mai, aux portes de Dunkerque, le dernier port disponible pour un embarquement. Une fausse énigme. Pour la résoudre, il suffit de prendre au sérieux la prédiction faite par Goering: Hitler s'arrête parce qu'il veut sa paix « généreuse », laissant à la France et à l'Angleterre leurs territoires et leurs colonies, ne leur enlevant que leurs armes modernes saisies en Belgique, leur combativité et leur réputation. Il est compréhensible que la décision prenne un peu de temps, alors on s'arrête, pour permettre à Paris et à Londres de réunir leurs instances responsables. À Paris, le comité de guerre du 25 mai n'envisage pas d'autre issue qu'un armistice suivi d'un traité de paix. Mais Reynaud n'a pas étalé, devant cette assemblée assez nombreuse et diverse, l'offre transmise par Nordling. La décision la plus importante de ce comité, inspirée par Weygand, c'est d'envoyer Reynaud à Londres, dès le lendemain, pour, dit pudiquement le procès verbal, « exposer nos difficultés ». Ce que Churchill traduit, à l'ouverture de la séance du cabinet de guerre du 26 au matin, par :« Il vient nous annoncer que la France va capituler ».

Mais n'anticipons pas. En Angleterre aussi le défaitisme bat son plein, dès le 25. Le matin, Halifax rend compte au cabinet de conversations, engagées par des diplomates anglais et italiens de second rang, sur des concessions qui pourraient dissuader l'Italie d'entrer en guerre. Il obtient l'autorisation de poursuivre ces contacts. L'après-midi, outrepassant infiniment ce mandat, il reçoit lui-même l'ambassadeur Bastianini, un proche de Mussolini, et lui demande que le Duce s'entremette pour favoriser un « règlement général européen conduisant à une paix durable » Le tout, au nom du gouvernement, c'est-à-dire de Churchill, sans jamais mentionner celui-ci. C'est moins un mensonge qu'une anticipation: persuadé que Winston n'est qu'un bouffon dont l'aventurisme a fait faillite, Halifax le tient pour quantité négligeable et agit déjà en Premier ministre.

Le plus étonnant est que le lendemain il rend compte au cabinet de la conversation sincèrement ou presque (il met sur le compte de Bastianini l'ouverture concernant un « règlement général »), et que Churchill ne proteste pas. Celui-ci, lorsqu'ensuite il voit Reynaud en tête à tête, parle d'abord de l'Italie, puis lui demande soudain s'il a reçu des propositions de paix. Reynaud répond que non, mais que les Français « savent qu'ils peuvent recevoir une offre s'ils le désirent ». Mais alors, Churchill parvient à détourner la conversation, et la visite de Reynaud, en orientant les discussions sur la préparation d'un embarquement à Dunkerque. Il s'est en effet rallié à cette solution la veille et, bien que les Français ne soient toujours pas d'accord, cela fait une excellente occasion de parler d'action et de bataille, plutôt que de cessez-le feu et de négociations.

La paix n'étant pas survenue à Dunkerque, Hitler reprend le combat sans trop de tristesse. Il aurait bien aimé cette paix immédiate et peu sanglante, qui lui aurait permis de réclamer bientôt l'Ukraine à Staline, mais il avait envisagé un échec et inverse sans regrets l'ordre du programme: puisque la France, épousant follement l'obstination churchillienne, s'offre sans défense à ses coups, il en profite pour l'écraser. Il n'envisage certes pas de lui faire signer un simple armistice et de l'occuper quatre ans. Il fait sans doute le calcul qu'un tel écrasement achèvera de faire mûrir le découragement outre-Manche, et précipitera la chute de Churchill. À la fin de juin et au début de juillet, en tout cas, il relancera des offres de paix alléchantes par toutes sortes de canaux, et Halifax sera de nouveau bien près de prendre le pouvoir (8).

Le retournement nazi contre l'URSS

La criminelle sottise consistant à sous-estimer Hitler ne cesse pas, hélas, avec ses éclatantes victoires du printemps 1940. De ce point de vue, les suppôts du capitalisme français et leur nouveau héros, Pétain, ne sont pas seulement responsables d'avoir facilité, longtemps à l'avance, le ramassage des Juifs, par le statut promulgué le 18 octobre (9). En s'employant dès leur prise de fonctions, avec une dextérité digne d'une meilleure cause, à imputer la défaite aux grévistes de 1936 qui songeaient plus à « jouir » qu'à faire des enfants et avaient poussé la trahison jusqu'à s'octroyer deux semaines de repos annuel, ces gens manquent une fois de plus l'occasion d'analyser le nazisme comme un poison administré à petites doses par un fou génial. Tout au contraire, ils lui obéissent au doigt et à l'oeil, bien avant d'écrire en grosses lettres, à l'automne, le mot de « collaboration » au fronton de leur politique. La défaite est acceptée, en un tournemain,

comme celle de la démocratie et des droits de l'homme, assimilés à un laisser-aller brouillon (10). De prétendus hommes d'ordre nient non seulement celui que la République avait fait régner après les soubresauts du XIXe siècle et qui avait permis à un Pétain, fils de petits paysans, de devenir maréchal, mais ils s'aveuglent sur le désordre qu'une présence étrangère et de surcroît nazie ne peut manquer d'engendrer. Ils ne voient en Hitler qu'un maniaque de la dictature, qui s'adoucira si on copie son régime. Ils ne s'interrogent nullement sur ses objectifs. Leur politique est fondée non sur une analyse, mais sur un pari, perdu d'avance. Dès l'agression anglaise de Mers el-Kébir (3 juillet), ils proposent une collaboration militaire et si elle ne se concrétise pas, la cause en est à Berlin, non à Vichy.

Mais hélas, peu de gens leur disputent le terrain, si ce n'est de Gaulle et sa poignée de partisans initiaux. Retombant dans les errements de leurs camarades allemands de 1933 qui voyaient surtout dans le nazisme la destruction opportune des dominations anciennes, les communistes français pratiquent un attentisme qui peut aller, surtout au début, jusqu'à la recherche d'une coexistence pacifique avec l'occupant -on pourrait même parler de velléités de collaboration, si le mot n'était pas si chargé, s'il n'évoquait irrésistiblement la traque des Juifs et des résistants pratiquée plus tard par Vichy. Le PCF ne va pas au-delà d'une demande de reparution légale de l'Humanité et d'une fort imprudente réapparition des élus dans les mairies de la zone occupée, qui entraînera, en automne, des arrestations stupides.

Les communistes s'opposent certes, dès le départ, à Pétain, ce qui leur permettra, en triant les archives, d'exhumer de précoces citations combatives. Mais, en stigmatisant l'esclave français de préférence au maître allemand, ils ont bien l'air de proposer à celui-ci leurs services. Outre qu'ils s'abaissent ainsi au même niveau moral, ils ne font preuve d'aucune supériorité intellectuelle. Ils donnent tout autant dans le jeu de Hitler, qui ne veut d'aucune des collaborations proposées ou suggérées: il ne cherche qu'à diviser les Français en fractions rivales et à tenir chacune en haleine par des promesses.

Il convient de préciser, à la lumière des dernières recherches (11), que, du côté des communistes français, si l'attentisme persista pendant plusieurs mois, les velléités d'entente ne durèrent que quelques semaines et qu'elles résultaient, pour autant qu'on puisse en juger, d'initiatives de Jacques Duclos. Son chef Maurice Thorez avait fait connaître depuis Moscou, sitôt qu'il le put, sa désapprobation et celle du Komintern. D'autre part, les communistes présents en France étaient loin d'être unanimes et nul ne conteste les actes immédiats de résistance accomplis, au nom du parti, par un Charles Tillon. Mais c'était bien Duclos qui commandait et, s'il cessa dès le mois d'août toute négociation avec l'occupant, force est de voir dans les contacts précédents l'effet d'un opportunisme stalinien éloigné de toute rigueur antifasciste ou nationale, engendré chez un dirigeant de premier plan, dont la biographie regorge de traits de patriotisme, par les directives venues de Moscou en septembre 1939 : considérer la guerre, à l'instar de la précédente, comme une « guerre impéraliste » où les communistes n'ont pas à prendre parti.

La grande année de Hitler, c'est, si on y réfléchit, celle qui va du 22 juin 1940, armistice avec la France, au 22 juin 1941, invasion de l'URSS. Tout en dérangeant ses plans, l'obstination de Churchill, qui réussit dans le même temps la gageure de maintenir son pays seul en guerre, parmi les grandes puissances, contre une Allemagne qui a neutralisé toutes les autres donne au champion allemand l'occasion de déployer tout son talent. Il avait leurré petitement la France, en faisant croire qu'il voulait envahir la seule Belgique. À présent il trompe somptueusement la planète, en faisant semblant d'attaquer l'Angleterre, puis de lui chercher noise en Méditerranée et dans les Balkans, alors que ce n'est là qu'un mouvement tournant, permettant de se présenter, armé de pied en cap, sur les trois mille kilomètres de la frontière soviétique.

Ici, il faut examiner la responsabilité de Staline, car la défense de son pays va être complètement prise de court, d'où des morts au combat qu'un peu de vigilance eût évitées et, surtout, des millions de prisonniers voués à la mort par sous-alimentation : comme Hitler était un raciste, entre autres, anti-slave, la mortalité infiniment supérieure de ses prisonniers russes, serbes ou polonais, par rapport aux Français ou aux Anglais, n'avait rien d'imprévisible. On a vu récemment fleurir une thèse curieuse: Staline aurait dégarni sa défense

comme un joueur de baby-foot, pour mieux attaquer. Ses plans étaient uniquement offensifs, et Hitler l'aurait devancé (11). Laissons cette resucée des justifications nazies d'époque, et voyons les faits.

En octobre 1940, Hitler mène sa plus grande offensive diplomatique, probablement destinée, en priorité, aux électeurs américains appelés aux urnes le 5 novembre: il s'agit de leur montrer que le Führer a la situation bien en main et qu'il vaut mieux voter pour Willkie que pour Roosevelt, qui en soutenant Churchill cherche querelle en pure perte à l'incontestable vainqueur de la guerre européenne. Il rencontre Pétain, Franco et Mussolini. Il se trouve que Molotov était invité à Berlin dans la même période, et que, traînant les pieds, il n'arrive que le 12 novembre, gâchant en partie les effets du chef allemand: qui sait ce qui serait advenu, non seulement dans la joute américaine, mais dans le match persistant entre Churchill et les pacifistes britanniques, si Hitler avait pu, après ses rencontres de Montoire, Hendaye et Florence, exhiber aussi Staline derrière son char de triomphe ?

Il propose à l'URSS une alliance contre l'Angleterre, et une zone d'expansion en Inde. Molotov refuse. Les procès verbaux des conversations sont cruels pour les dictateurs capitalistes: le commissaire du peuple se montre infiniment plus digne que Pétain et Franco. Cependant, la dignité n'est pas une assurance contre les homicides engendrés par la bêtise. Molotov a-t-il mieux compris que les autres ? Non ! Le prouvent les confidences faites dans sa vieillesse à Félix Tchouev. Il a cru que Hitler voulait vraiment envahir l'Angleterre et donc, qu'en refusant son alliance, l'URSS gagnait du temps, lors même qu'elle donnait des atouts à son propre conquérant : pour justifier l'agression, il pourrait toujours dire qu'il avait proposé une entente et qu'on la lui avait refusée. Mais de toute façon le piège était parfait: s'il avait accepté un traité, Staline aurait réactivé le discrédit attiré sur son pays par le pacte germano-soviétique et gêné quiconque aurait voulu lui venir en aide, lors de l'inéluctable attaque (13).

Au premier semestre de 1941, le chat continue d'amuser la souris. Staline a bien compris qu'on envisageait de l'attaquer. Quant il néglige les avertissements de Churchill sur ce point, comme ceux de Richard Sorge, ce n'est pas, pour le coup, par sottise. C'est qu'il se fixe un objectif très modeste: que l'attaque n'ait pas lieu cette année. Il va donc jouer à qui perd gagne et faire assaut d'impréparation sur ses frontières, pour bien montrer à Hitler qu'il ne risque rien à pousser ses pions contre l'Angleterre. Il va accentuer cette attitude de jour en jour (14), et jusqu'après le début de l'attaque. Goebbels, pour mieux tromper tout le monde, avait fait courir début juin, à la fois le bruit d'un prochain débarquement allemand en Angleterre, et celui d'un prochain voyage de Staline à Berlin, que Tass avait démenti. Et voilà que, le 21 au soir, Staline fait brutalement savoir à Berlin qu'il accepte de venir ! Le lendemain encore, quand l'invasion commence, il donne l'ordre de ne pas s'y opposer, espérant sans doute qu'il s'agit d'initiatives d'une partie des généraux allemands, pour forcer la main de leur gouvernement: à présent c'est lui qui, en désespoir de cause, se rallie à la théorie de « Hitler, dictateur faible » (15).

Dans tout cela, des communistes ne peuvent trouver qu'une consolation: le fait que l'URSS encaisse le choc et reste debout doit tout aux réflexes des masses, et rien à leurs dirigeants.

Le jeu américain

Les États-Unis, surpris par la chute de la France, se sont donné en un temps record les moyens de faire face à de nouvelles responsabilités, à la fois mondiales et capitalistes. Il serait temps que cesse la chamaillerie dérisoire où les uns disent que les Soviétiques ont fait l'essentiel du travail contre Hitler et les autres qu'ils n'ont tenu que grâce aux fournitures américaines. En fait les deux Grands ont bien mérité leur appellation, par des qualités complémentaires. Mobilisation humaine et économique d'un peuple luttant pour sa survie sous une férule de fer, d'un côté, dynamisme conquérant d'une nation en formation, à la pointe de la technique, de l'autre, ont broyé Hitler qui, sans en être complètement surpris, avait sous-estimé l'un et l'autre phénomène et espéré, surtout, pouvoir liquider l'un avant de faire pleinement face à l'autre.

Après avoir souligné le poids de l'anticommunisme dans les décisions qui ont conduit à laisser le champ libre si longtemps à Hitler, je voudrais maintenant montrer que les vainqueurs occidentaux ont renversé la vapeur en faisant abstraction, non sans mérite, de leur répulsion envers l'URSS.

C'est évident et assez connu dans le cas de Churchill. Celui que Lénine avait décoré du titre de « plus grand adversaire de la révolution russe » a mis de l'eau dans son vin dès 1935, en commençant à dire que le danger hitlérien était plus menaçant que le péril communiste, et a, depuis 1938, poussé son pays à rechercher l'alliance de Moscou - un espoir auquel nulle collusion germano-soviétique ne l'a jamais fait renoncer. C'est donc sans forcer son naturel que dans la journée du 22 juin il rédige, et dans la soirée prononce, un extraordinaire discours où, sans renier ses préventions passées, il accueille à bras ouverts dans le combat l'allié que Hitler lui sert sur un plateau.

Le phénomène, chez Roosevelt, est plus discret. Il se tait, au contraire, le 22 juin et les jours suivants. Ce pragmatique pense sans doute que des encouragements ne changeront rien dans l'immédiat au sort des armes et que, si l'URSS s'effondre comme un château de cartes, il serait dommage de s'être compromis pour elle en paroles.

Cependant, il agit, et, comme peu d'Américains et peu de Soviétiques se sont félicités de cette action-là, peut-être en raison des préventions idéologiques réciproques, il est temps de la mettre en lumière.

Il reste, à part les États-Unis, une seule grande puissance hors de la guerre: le Japon. Bien malin qui pourrait dire si elle y entrera... car elle ne le sait pas elle-même. Et surtout, elle ne sait pas contre qui. Plus qu'un fascisme, le régime japonais est un impérialisme faisant une large place à l'armée. Ayant pris son essor dans les années 1890, un peu après celui des États-Unis, il est arrivé un peu partout avec une longueur de retard sur celui-ci, ainsi aux Philippines ou aux îles Hawaï. Avec rage il a dû céder devant lui, à maintes reprises. Cependant, ses chefs sont trop bien informés pour penser que le moment d'un choc frontal est venu. Ils préfèrent viser de plus petits adversaires et notamment les puissances européennes, déjà vaincues par l'Allemagne comme la France, vulnérable en Indochine, ou la Hollande, bien en peine de défendre les Indes néerlandaises. Il envisage aussi de s'en prendre à la Grande-Bretagne, qui dégarnit ses défenses de Hong-Kong ou de Singapour afin de concentrer ses forces contre le Reich. Une autre option est possible: s'étendre en Sibérie, aux dépens de l'URSS. Elle était très en faveur dans les années trente, permettant de donner une cohérence aux entreprises japonaises contre les provinces orientales de la Chine, officiellement pour y enrayer la progression du communisme. La douche froide était venue du pacte germano-soviétique, conclu au moment précis où les armées nippones et soviétiques s'éprouvaient dans des combats frontaliers. Déçu par Berlin, Tokyo en vint à signer de son côté un pacte de non-agression avec Moscou, en avril 1941. Hitler, qui préparait cette fois son agression contre l'URSS, avait tout fait pour dissuader les Japonais de faire ce geste: par lui, le Japon, outre qu'il se venge du mépris des nazis pour ses intérêts en 1939, espère bien les retourner vers l'ouest et inciter Berlin à liquider sa guerre contre l'Angleterre avant d'en entamer une nouvelle. Il est probable que Matsuoka, le ministre nippon des affaires étrangères qui visite à la fois, en mars-avril 1941, Moscou, Berlin et Rome, s'est cru assez malin pour pousser Hitler à envahir la Grande-Bretagne, ce qui aurait permis au Japon d'occuper sans trop de mal ses colonies asiatiques.

Restait à convaincre les États-Unis de laisser faire, en jouant sur leur peu de goût pour les empires coloniaux européens. Le succès était aléatoire, et Matsuoka le savait. Aussi, dès que le 22 juin 1941 il constata la ruine de ses efforts et le choix irréversible, par Hitler, d'une expansion aux dépens de l'URSS (16), il changea son fusil d'épaule et plaida, au sein de son cabinet, pour une attaque contre la Sibérie.

C'est ici ,qu'intervint Roosevelt. Il fit savoir au gouvernement japonais, le 4 juillet, que les Etats-Unis seraient extrêmement fâchés si le Japon attaquait l'URSS. Or ils disposaient d'amples moyens de pression. Ils s'étaient lancés depuis deux ans, contre les empiétements asiatiques du Japon, dans une politique de sanctions économiques graduées, qui ne touchait pas encore le pétrole. Le Premier ministre Konoye craignit-

il un embargo sur cette stratégique denrée? Toujours est-il qu'il sacrifia Matsuoka et toute idée d'agression antisoviétique, le 16 juillet. Le calme sur la frontière sibérienne, que les messages de Sorge permettaient d'escompter durable, permit à Staline de rappeler Joukov, le général révélé par les combats frontaliers de 1939, avec ses meilleurs régiments. Ils furent à pied d'œuvre dans la région de Moscou en même temps que les Allemands, pour leur disputer victorieusement le terrain, en décembre suivant. Roosevelt avait fortement contribué à sauver Staline et, ce faisant, attiré la foudre sur lui-même. Car, pour complaire aux durs de son cabinet, Konoye dut prendre une initiative et ce fut l'invasion, fin juillet, de l'Indochine du sud, laquelle entraîna l'embargo pétrolier et par suite l'obligation, pour le Japon, d'agir vite, s'il voulait agir. Et ce fut Pearl Harbor.

Pearl Harbor... pourquoi et comment ?

Un déluge de bombes et de torpilles s'abat le 7 décembre 1941 sur une base endormie. Il fait sur le moment plus de deux mille victimes, puis allume dans le Pacifique un incendie qui en cause des millions, et s'achève par un double feu nucléaire.

Si on s'en tient à une vision traditionnelle, ces morts seraient dus moins au capitalisme qu'au féodalisme, voire à une sauvagerie primitive. C'est le Japon des samouraï, n'utilisant l'industrie moderne que comme un moyen au service d'un appétit séculaire de domination, qui aurait traîtreusement attaqué Pearl Harbor (17).

Une analyse plus serrée du phénomène oblige, comme on le notait plus haut, à revenir sur la naissance, au XIXe siècle, de l'impérialisme japonais, et sur sa tardive insertion dans le jeu des puissances. L'élève doué n'a pas seulement assimilé les leçons techniques du capitalisme mais aussi, et aussi vite, ses leçons géopolitiques. Il a essayé de se construire un domaine colonial, d'abord aux dépens de la Chine, mettant à profit l'éloignement des puissances européennes et jouant de leurs rivalités.

Ses milieux dirigeants sont, dès le début, divisés sur le dosage à observer entre modernité et tradition. Mais le clivage passe aussi dans les têtes. Comme tous les dirigeants extra-européens qui ne sont pas de pures créatures de l'Occident, les élites nippones se demandent constamment et anxieuse ment où faire passer la limite, entre l'importation des valeurs occidentales, nécessaire au développement comme à la simple existence, et la préservation des particularités nationales. D'où un clivage, aux contours peu nets, entre des bourgeois modernistes, soucieux de préserver la paix avec les grandes puissances et surtout avec les États-Unis, et d'autres bourgeois, développant un nationalisme xénophobe.

En 1941, le Premier ministre Konoye, plutôt agressif vers 1937, s'est assagi, et tente de tenir le pays hors de la guerre mondiale. Comme le Japon est déjà engagé dans une guerre locale, en Chine, il doit liquider celle-ci au plus vite, par un compromis qu'avaliserait Washington. Konoye se heurte, au sein même de son cabinet, a une tendance belliciste qui penche pour une solution militaire privant la Chine de ses soutiens extérieurs, lesquels proviennent à la fois de la Sibérie soviétique et de la Birmanie anglaise -d'où, pensent ces bellicistes, la nécessité d'une guerre contre l'une au moins des deux puissances. En espérant, c'est le vœu général, que les États-Unis ne s'en mêleront pas. Le clivage politique recoupe une division des chefs militaires : l'armée rechigne à évacuer des territoires chinois, cependant que la marine, plus au fait de l'état d'esprit comme des ressources de l'Amérique du Nord, reste sceptique sur la possibilité d'une guerre contre l'Angleterre ou la Russie, sans intervention des États-Unis.

Mais une partie de poker peu banale s'est engagée, au début de cette année 1941. Le plus prestigieux des amiraux, Yamamoto, a fait valoir qu'il était impossible de tenir les États-Unis hors d'une guerre et que, si les intérêts du Japon en exigeaient une, elle devait commencer par une attaque surprise contre la flotte de Pearl Harbor, dont la destruction seule pouvait donner le champ libre à une offensive nippone. À son probable étonnement, il reçut l'ordre d'étudier les plans d'une telle attaque. Cela, on le sait depuis longtemps. Mais on présente Yamamoto comme un homme déchiré entre ses convictions pacifistes et sa passion du combat. Or

des documents japonais récemment publiés suggèrent qu'il n'a accepté de piloter l'opération que pour la saboter. Témoins les derniers ordres transmis à la flotte d'attaque : cette escadre, la plus forte de toute l'histoire navale, devait faire demi-tour, sans même consulter l'état-major, si elle était repérée, lors de son voyage de onze jours entre les Kouriles et Hawaï, plus de 24 heures avant l'attaque, et livrer bataille dans le cas contraire. Or il était difficile d'imaginer qu'aucune reconnaissance aérienne ne signalerait en dix jours une telle armada, sans parler des rencontres fortuites de navires ou d'avions. Les bellicistes ont accepté un marché de dupes, et les pacifistes un jeu apparemment sans risque.

Dans la surprenante carence des reconnaissances aériennes à partir de Hawaï, les États-Unis ont-ils une part de responsabilité, ou faut-il incriminer la seule malchance ? La réponse est moins simple que ne le croient certains adversaires de Roosevelt, qui pensent que le président suivait à la trace la progression des bateaux agresseurs et les a laissés agir, pour soumettre à un électrochoc son opinion publique encore pacifiste. La vérité est à peu près à l'opposé. Il aurait donné cher pour savoir ce qui se tramait. Le repérage d'une force d'attaque, voyageant clandestinement alors que se poursuivait à Washington la mission de Nomura et de Kurusu, ambassadeurs extraordinaires, lui aurait permis de hausser le ton vis-à-vis du Japon et d'obtenir la formation, à Tokyo, d'un gouvernement résolument pacifiste: son objectif était au fond le même que celui de Yamamoto.

La base de Pearl Harbor, comme toutes celles des États-Unis dans le Pacifique, a bien été mise en état d'alerte par le chef suprême des armées, le général Marshall, mais à contretemps: en octobre, au lendemain de la démission de Konoye et de son remplacement par le général Tojo, présumé belliciste; puis le 27 novembre, au lendemain d'une rupture, qui semblait définitive, des pourparlers avec Nomura. Or, en ces deux occasions, rien ne s'est passé. La première fois, les Japonais sont revenus à la table des négociations avec de nouvelles propositions. Roosevelt a donc, après avoir redouté une attaque, fin novembre, repris espoir au début de décembre, et renoué lui-même certains contacts. Ce qu'il ignorait, c'était précisément que la deuxième fois le Japon, bien décidé à attaquer ou plutôt à jouer, sur la route maritime de Hawaï, le jeu de hasard qu'on a dit, avait besoin d'un délai de onze jours pour acheminer ses forces. D'ailleurs, dans une période d'aussi forte tension internationale, personne n'imaginait une attaque surprise contre un objectif aussi éloigné du Japon que Hawaï, du moins avec des moyens importants. On attendait cela, plutôt, aux Philippines. Et précisément, l'armée américaine était en train de transférer du matériel de l'un vers l'autre archipel... ce qui explique la concentration, entre les deux, des moyens de reconnaissance aérienne basés à Hawaï.

La responsabilité américaine dans le coup de Pearl Harbor peut donc se résumer en un mot: le racisme. Certes les dirigeants américains ne l'éprouvent pas, vis-à-vis de leurs homologues japonais, à la manière de Hitler vis-à-vis des Juifs. Il s'agit d'un simple sentiment de supériorité, tant morale qu'intellectuelle ou technique. La Maison-Blanche n'imaginait pas que ce pays tardivement développé fût capable d'autant d'audace et de savoir-faire. Roosevelt et Marshall croyaient le tenir et le maîtriser, aussi bien militairement que diplomatiquement. Le déchiffrement, par la machine « Purple », des échanges les plus secrets entre Tojo et Nomura ajoutait au sentiment de supériorité... et de sécurité (18).

Conclusion

La genèse de la Seconde Guerre mondiale, et la formation des camps au cours de ses deux premières années, montrent à la fois que le capitalisme n'avait pas miraculeusement perdu, en 1919, ses potentialités polémogènes, et qu'il conservait suffisamment de ressources pour se corriger et gommer, avec l'aide de sa négation soviétique, sa hideuse variante nazie. Des rivalités de grandes puissances, lourdes d'arrière-pensées économiques, ont d'abord ruiné l'idéal de sécurité collective, avant que Hitler ne manie le communisme comme une cape de torero, au moment même où l'URSS, diplomatiquement assagie et adonnée à une terrible répression interne, ne paraissait plus aussi menaçante. L'agressivité allemande ne fait donc aucun

doute, et ne pouvait prendre prétexte, dans les années trente, du moindre expansionnisme de l'Union soviétique en Europe.

Cependant Hitler a su, en jouant sur la haine des bourgeoisies envers ce pays, puis en se rapprochant temporairement de lui, empêcher la conjonction de ses ennemis potentiels, pour les attaquer séparément. Au moment critique de mai-juin 1940, tout a reposé dans les mains d'un individu, Churchill. Parvenu depuis peu au pouvoir en tirant parti des rivalités à la direction du parti conservateur, il a pu, par un mélange de volonté et de ruse, contrarier la logique du capitalisme britannique, qui conduisait à se résigner au triomphe de Hitler et à reconvertir en fonction de lui les activités de la City. Churchill a su aussi donner peu à peu confiance à Roosevelt et l'amener à mettre au service du combat antinazi les ressources d'un continent convalescent de la crise de 1929, et dopé par les profits qu'engendrait l'affrontement.

On saisit là combien il est hasardeux d'imputer les victimes d'un conflit à l'un des systèmes en présence, et que certains décès sont préférables à des vies de soumission. Sans Churchill, il y aurait eu beaucoup moins de morts entre 1940 et 1945 car Hitler aurait consolidé pour longtemps son pouvoir et, sans doute, détruit le communisme, dans sa version stalinienne, bien avant 1991 (et peut-être même sans guerre, car Staline eût pu se résigner à céder l'Ukraine en vertu du rapport des forces, comme Lénine l'avait fait à Brest-Litovsk). Il n'aurait même pas tué, à ce moment, autant de Juifs puisque, comme des études récentes l'ont montre (19), il ne décide sa « solution finale » qu'en raison de la lenteur de son avance en URSS en 1941, qui lui fait entrevoir la possibilité de sa défaite. Une Allemagne triomphante, obtenant la résignation des autres puissances devant une confortable extension de ses frontières vers l'est, aurait laissé vivre ses Slaves réduits en servitude et achevé d'expulser les Juifs de son « espace » - avec une brutalité sans doute fatale à plus d'un, mais sans génocide systématique.

Les dirigeants des grandes puissances capitalistes, aveuglés par des mobiles anticommunistes, ont donné carrière à une entreprise raciste, des plus criminelles. Quant au communisme stalinien, il ne sut qu'essayer maladroitement de préserver les intérêts du mouvement ouvrier identifiés à ceux de l'État soviétique, lui-même bien naïf par moments sur les intentions de Hitler à son égard. La permanence endémique de la guerre depuis 1945, à la périphérie du monde développé, après comme avant l'effacement de l'URSS, montre que la leçon n'a que partiellement servi. Si le renouvellement des conflits entre grandes puissances a pu être évité, seuls les vaincus de la Seconde Guerre mondiale se sont abstenus d'user de la force dans leurs rapports avec les pays sous-développés. De l'Indochine à la Tchétchénie en passant par Suez, l'Afghanistan, les Malouines et l'Irak, les « quatre grands » vainqueurs de l'Axe ont joyeusement fait parler la poudre... tout en nazifiant volontiers dans leur propagande les dirigeants adverses, lors même qu'ils appartenaient à des ethnies que l'auteur de Mein Kampf prisait modérément. Hier Nasser, aujourd'hui Saddam sont de nouveaux Hitler avec lesquels toute entente serait munichoise... Le président Clinton embouche facilement cette trompette, et si ses partenaires du conseil de sécurité l'ont récemment ramené à la raison, c'était en vertu du mobile de la guerre qu'il voulait faire, et non du principe suivant lequel tout État, si puissant soit-il, doit se soumettre à une règle commune. En cette fin de siècle, le capitalisme peine toujours à instaurer, sur le plan des rapports entre les nations, l'ordre pacifique qu'il fait régner dans ses États de droit.

François Delpla

François Delpla est historien, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, auteur notamment de Aubrac, les faits et la calomnie, Le Temps des Cerises éditeurs. 1997.

Notes

1. cf Jacques Bariéry, Les relations franco-allemandes après la Première guerre mondiale, Paris. Pedonne 1977.
2. cf F. Delpla, Churchill et les Français (1939-40), Paris, Plon, 1993, ch. 1.
3. ibid., pp. 141-153 (avec les références des archives corrigées de Daladier), et, du même, Les papiers secrets du général Doumenc, Paris, Orban, 1992.

4. La mission Welles reste mal connue et les mémoires du voyageur, publiés à New-York dès 1944 sous le titre The Time for Decision, s'autorisent de l'état de guerre pour raconter les entretiens de manière sélective. Cependant, dès 1959, le département d'État américain a publié, d'une manière qui se présente comme exhaustive, les comptes rendus adressés par Welles à son gouvernement : Diplomatic Papers, 1940, t. 1. Utilisation très partiel de ces documents dans Churchill et les Français, op. cit., p. 337 sq. et 394 sq. Sur les autres conversations d'émissaires américains, cf John Costello, Les dix jours qui ont sauvé l'Occident, Paris, Oliver Orban, 1991, ch. 3 Les éclaireurs de la paix.
5. Churchill et les Français, op. cit. p. 371-373. Dans Le Livre noir du communisme (Paris, Laffont, 1997. p. 234), Nicolas Werth cite, daté du même 5 mars, un autre texte, plus détaillé, signé de Béria, au milieu d'un passage très général sur les exactions commises dans les territoires occupés par l'URSS en 1939-40. Toujours aucune réflexion sur la date, et aucune discussion de ma tentative d'explication de 1993. Ce qui tend à confirmer le reproche fréquemment fait à ce livre, d'être plus riche en bilans qu'en réflexions.
6. Dans la partie de Pologne qu'elle occupait, l'Allemagne avait interdit toute instruction autre que primaire et tracassé les élites, notamment religieuses, de toutes les manières possibles :' cf par exemple le n° 40 (octobre 1960) de la Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale.
7. Sur les préparatifs militaires allemands pendant la Drôle de Guerre, cf F. Delpla, La ruse nazie : Dunkerque, 24 mai 1940, Paris, France-Empire, 1997.
8. Période étudiée par John Costello, op. cir., ch. 12. Un surprenant black-out persiste huit ans après l'éphémère révélation, par le Figaro du 13 juillet 1990, des travaux d'une petite équipe d'érudits sarthois, renforcée de Philippe Cusin et de Jean-Christophe Averry, sur les variations du texte de l'appel prononcé le 18 juin par le général de Gaulle. Elles renvoient très probablement à la lutte entre Churchill et Halifax au sujet de la continuation de la guerre : cf Churchill et les Français, op. cit., p. 717-727. Du même, sur le rôle de Jean Monnet, conférence de presse du 16 juin 1994, chez l'auteur.
9. Et non le 3, comme on l'imprime presque partout : cf F. Delpla, Montoire, Paris, Albin Michel, 1996. p. 220-225
10. cf Marc-Olivier Baruch, Servir l'État français, Paris, Fayard, 1997, ch. 1.
11. bien résumées dans le livre Eugen Fried d'Annie Kriegel et Stéphane Courtois (Paris, Seuil, 1997), p.p 356 à 362.
12. Victor Suvorov, Le brise-glace, Paris, Orban, 1989. Cette prose, l'un des derniers surgeons de la guerre froide (l'auteur, passé à l'Ouest au début des années 1980, avait été pris en main par l'Intelligence Service), n'est cependant pas dépourvue d'intérêt. Appelant à une étude précise, jusque là inexistante, de l'ordre de bataille soviétique, elle permet de subodorer chez Staline, non pas une volonté suicidaire d'attaquer Hitler au faîte de sa puissance, mais certains projets d'avenir : cf Paul Gaujac, Barbarossa : l'Armée Rouge agresseur ou agressée ?, conférence à l'Institut d'Histoire des conflits contemporains, 26/2/1998.
13. Sur toutes ces rencontres de l'automne 1940, cf F. Delpla, Mémoire, op. cit.
14. à une exception près : le 5 mai, sans doute pour montrer à Hitler qu'il peut aussi réagir si on l'agresse, et peut-être pour ne pas laisser la combativité de ses troupes aller à vau-l'eau, il dit publiquement qu '« il convient de passer de la défense à l'attaque » :' cf Gaël Moullec, " 1941 : comment Hitler a manipulé Staline ", L'Histoire, mars 1998.
15. cf La ruse nazie, op. cit ch 12 .
16 cf Paix et guerre / La politique étrangère des États-Unis 1931-1941, Washington, Departement of State. 1943, p. 135-136.
17 cf F. Delpla, Les nouveaux mystères de Pearl Harbor, inédit. Extraits sur Internet : http://www.amgot. Org/fr. hist. htm.
18 Ajoutons, à l'usage exclusif des esprits les moins sectaires, que la passivité américaine, dans les jours précédent l'attaque et même encore après son début, tant aux Philippines qu'a Hawaï, ressemble à celle de Staline en juin précédent et pourrait bien avoir le même mobile : afin d'encourager les tendances pacifistes chez l'agresseur, on se montre soi-même paisible.
19 cf. Philippe Burrin, Hitler et les Juifs, Paris, Seuil, 1989.

De l’origine des guerres et d’une forme paroxystique du capitalisme

On oublie volontiers, de nos jours, de citer Jean Jaurès qui affirmait que le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. Et on pourrait ajouter que cette vérité est encore plus flagrante lorsque le capitalisme a pris la forme politique du fascisme. Pour en rester à la Seconde Guerre mondiale et à ses prodromes, il est incontestable que le capitalisme fasciste en fut l'origine. Mussolini attaqua l'Éthiopie et l'Albanie, Hitler s'empara de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, le Japon militariste s'en prit à la Chine et à l'Union Soviétique, Franco, aidé par l'Allemagne et l'Italie, instaura son pouvoir contre la République. Dans une dernière étape, Hitler déclencha la guerre mondiale en agressant la Pologne.

On ne saura sans doute jamais avec une précision mathématique combien de morts fit la tuerie mondiale. Sans doute dans les cinquante millions de l'Asie à l'Europe et à l'Afrique, une vingtaine de millions d'entre eux appartenant, civils ou militaires, à l'Union soviétique que l'on peut difficilement, en l'occurrence, accuser d'en être responsable.

C'est dans le cadre général de cette guerre mondiale qu'est apparue l'expression la plus crue et la plus exterminatrice de l'exploitation capitaliste: celle dont a été l'objet la main-d'œuvre concentrationnaire dans les camps nazis. Les « KZ » hitlériens avaient, à l'origine, pour but d'écarter du reste de la population allemande des adversaires politiques que l'on traitait si durement qu'un très grand nombre d'entre eux mourut entre 1933 et 1940. Par la suite, les SS, qui étaient les gardiens des camps, se servirent de leurs prisonniers pour gagner quelqu'argent en les faisant travailler dans des entreprises leur appartenant, des carrières surtout.

À partir de 1942, les grands trusts allemands de l'industrie de guerre exigèrent que soit compensée la mobilisation à outrance des forces de travail traditionnelles par une utilisation intensive de la main-d'œuvre concentrationnaire. On vit apparaître, à l'intérieur même des camps, des usines d'armement diverses, et, à l'extérieur, dans des « kommandos » où le mode de vie et de mort ne le cédait en rien à celui des « KZ » dont ils dépendaient - parfois c'était encore pire - des entreprises dépendant de toutes les branches de la grande industrie: aviation, produits chimiques, métallurgie, extraction minière, etc. Les détenus y travaillaient jour et nuit. Ils étaient des esclaves corvéables à merci. Leur vie appartenait à la SS, sans restriction ni limite.

Cependant, comme l'a écrit un historien, « il ne faut pas tomber dans le piège. Les « KZ » nazis et leurs « kommandos » n'ont pas ressuscité l'économie antique. Les fabricants de V2, de fusils et d'avions, qui employaient les détenus par centaines de milliers, n'appartenaient pas à un monde étranger aux mouvements des capitaux, à la bourse des valeurs et aux bilans consolidés. » (1)

Le grand maître de l'exploitation industrielle des détenus des KZ est un adjoint direct de Himmler, chef de la SS et de toutes les polices, le général SS Oswald Pohl, chef de l'Office suprême SS de l'administration économique, le WVHA, qu'il crée le 1er février 1942. C'est à partir des directives de Pohl que va être organisée ce que le ministre de la justice de Hitler, Otto Thierak appellera « l'extermination par le travail ».

Le principe en est relativement simple. La main-d'œuvre concentrationnaire doit fournir une plus-value telle qu'elle couvre les frais de son entretien par la SS et assure les plus grands bénéfices possibles aux firmes exploitantes, qui vont des plus grandes (Krupp, Siemens, IG-Farben Industrie, Messerschmidt, etc.), aux plus petites - même de type artisanal). Pour satisfaire les revendications de l'industrie, la SS lui loue des détenus à un prix-salaire très inférieur à celui de la main-d'œuvre libre. Pour rester elle-même bénéficiaire, il lui faut donc réduire au maximum les frais d'entretien des détenus (nourriture, vêtements, logement). Pohl met ses experts au travail. Ils découvrent que le seuil de rentabilité correspond à une durée de vie moyenne des détenus d'environ huit mois. Il suffit ensuite de les remplacer par des vivants, dont le nombre ne manque pas dans les pays conquis, sous divers prétextes (2).

Il est intéressant de comparer ces calculs théoriques à la réalité. On s'aperçoit alors qu'entre 1942 et 1945 - période relativement courte - la durée moyenne de la vie des détenus des camps de concentration est à peu près de 8 à 9 mois (3).

Nous ne nous attarderons pas sur la question de l'or nazi volé aux juifs d'Europe et transitant, notamment, par la Suisse, pour y être « blanchi » et servir à l'achat de matériel de guerre pour la Wehrmacht. Là aussi, il s'agit d'un trafic effectué selon les règles capitalistes les plus strictes.

Moins connue est la participation de firmes, considérées comme estimables, à l'économie allemande durant la guerre. Le journal britannique The Guardian a , publié en décembre 1997 une étude d'un chercheur spécialisé dans l'étude du génocide des juifs. Il s'appelle David Cesarani. Étudiant ce qui s'est passé en Hongrie pendant la guerre, il en est amené à évoquer le nom de Wallenberg. On sait que Raoul Wallenberg parvint à sauver de nombreux juifs hongrois de la mort et qu'il disparut mystérieusement, en URSS, semble-t-il, après la guerre.

Cesarani se rapporte aux travaux d'un groupe de chercheurs néerlandais qui se sont penchés sur le cas Wallenberg. Ils ont fait d'intéressantes découvertes. Les frères Wallenberg étaient des banquiers et industriels suédois qui avaient monté entre les deux guerres avec des industriels allemands un cartel qui contrôlait 80 % du marché européen des roulements à billes fournis par la firme SKF. La banque des frères Jacob et Marcus Wallenberg, la ENSKILDA BANK, de Stockholm, travaillait en étroite liaison avec SKF qui continua à commercer avec l'Allemagne nazie durant toute la durée de la guerre. En 1943, SKF avait même augmenté de 300 % ses exportations vers l'Allemagne. En 1944, SKF fournissait 70 % de tous les roulements nécessaires à l'industrie de guerre du Reich. Le général Spaatz, responsable américain des bombardements, se plaignait en affirmant que « toute notre action aérienne (contre les usines allemandes) devenait inutile ».

Les banques suédoises auraient, dans le même temps, « blanchit » pour 26 millions de dollars d'or pillé par les nazis. La banque ENSKILDA aurait acheté à l'Allemagne entre 5 et 10 % d'un total de 350 à 500 millions de guilden de titres volés à des juifs hollandais. Cette collaboration avec l'Allemagne hitlérienne fut mise en lumière au lendemain de la guerre et les Wallenberg virent leurs biens aux États-Unis gelés. SKF, toujours liée aux Wallenberg, se tourna alors vers l'URSS qui avait de grands besoins en roulements à billes, et lui accorda des crédits importants. La « guerre froide » se développant, les USA firent cesser toute aide aux Soviétiques et menacèrent de rendre publique la collaboration des banques et de l'industrie suédoises avec les nazis. Cesarani en conclut que Raoul Wallenberg fut sans doute victime de ces sombres intrigues qui ont, en fournissant à Hitler du matériel stratégique, fait couler le sang entre 1939 et 1945.

Pierre Durand

Pierre Durand, ancien Déporté-Résistant à Buchenwald, est un spécialiste de la déportation, auteur, notamment, de La Résistance des Français à Buchenwald et à Dora, 2e édition, 1991, en vente au Temps des Cerises.

Notes
1. Dominique Decèze, L'esclavage concentrationnaire, FNDIRP, 1979.
2. L'activité de Pohl et de ses services a été mise en lumière au procès de Nuremberg.
3. L'extermination des juifs et des tziganes dans les chambre à gaz relève d'une autre logique. Il faut toutefois remarquer qu'un certain nombre de ressortissants de ces catégories fût également utilisé comme main-d'œuvre à Auschwitz et dans d'autres camps de ce genre à partir de la fin de 1942.

Impérialismes, sionisme et Palestine

Dans l'histoire contemporaine, le destin du peuple palestinien représente un véritable anachronisme à une époque où quasi tous les peuples ont conquis leur indépendance.

Pour comprendre cette situation, la connaissance d'un certain nombre de données géo-historico-politiques de base, inhérentes à la région proche orientale, s'impose.

Le rôle des impérialismes occidentaux et russo-soviétiques, celui du sionisme avant la création de l'État d'Israël, seront essentiellement analysés, dans le cadre restreint de cet article.

La fin de l'Empire ottoman

Août 1914. La Première Guerre mondiale éclate. L'Empire ottoman est déjà bien malade. La plus grande partie de ses possessions européennes ont été libérées. Le Nord de L'Afrique est colonisé par les puissances occidentales. Seule son intégrité demeure, depuis quatre siècles, au Proche-Orient, maintenue de facto, par les intérêts stratégiques de l'Angleterre. Maîtresse du canal de Suez et de l'Égypte même depuis 1882, elle se refuse à voir toute autre puissance impérialiste la concurrencer sur la route terrestre de l'Inde.

Octobre 1914. La Turquie du sultan entre en guerre aux côtés des Empires centraux. Ce sera son dernier acte ! L'Angleterre craint une poussée turco-allemande vers le canal de Suez... Elle change son fusil d'épaule et envisage, dans un premier temps, une solution « arabe » sous contrôle britannique qui remplacerait la domination ottomane.

Les promesses faites aux Arabes

De juillet 1915 au début 1916, l'Angleterre poursuit avec le chérif Hussein, gouverneur des lieux saints musulmans, des pourparlers secrets, connus par la suite sous le nom de « Correspondance Hussein-Mac Mahon » - le nouveau résident britannique au Caire. En échange de la promesse d'un « royaume arabe » libéré, le chérif propose le soulèvement des tribus arabes contre l'occupant turc.

Cet espoir d'indépendance du « Croissant fertile », qui ne faisait alors qu'une même province turque - la Syrie - n'est pas nouveau.

Le nationalisme arabe est apparu dès la première moitié du XIXe siècle, d'abord par une renaissance de la langue et de la culture arabe, la Nahda - œuvre de personnalités musulmanes et chrétiennes d'Égypte, de Syrie, du Liban, de Palestine, en lutte contre l'impérialisme culturel, puis politique du Turc ottoman.

Le partage impérialiste anglo-français

Mais l'Angleterre n'est pas seule en guerre contre la Turquie, alliée aux Puissances centrales. La France et la Russie des Tsars le sont également. Ces deux pays vont solliciter leur part du gâteau, la France au premier chef. Son influence n'est-elle pas prépondérante en Terre Sainte depuis des lustres ? N'a-t-elle pas obtenu du Sultan d'être reconnue comme protectrice de tous les chrétiens de l'Empire ottoman en 1673 ? N'est-elle pas intervenue en 1860 pour sauver du massacre les Maronites libanais ?

Dès 1916, des conversations secrètes s'engagent à Londres entre les diplomates M. Sykes et M. Picot. Elles aboutissent à un « protocole d'accord », au partage de la région en zones d'influence des deux puissances impérialistes - en méconnaissance totale des aspirations nationales arabes et des promesses qui leur ont été faites par les Anglais !

À la France, le territoire du Liban et de la Syrie diminuée. À l'Angleterre, la Mésopotamie (l'Irak), le sud-est de la Syrie, une partie de la Palestine (Saint- Jean d'Acre). Il s'agit pour elle de maintenir à son profit la « route des Indes » du canal de Suez au Golfe arabo-persique.

Une grande partie de la Palestine est réservée à une « administration internationale dont la forme devra être décidée après consultation avec la Russie... » Notons-le, cette décision, destinée à concilier les revendications concurrentes anglo-franco-russes, tirant argument des Lieux Saints Chrétiens, est sans aucun rapport avec les aspirations des sionistes, qui avancent leurs pions par ailleurs...

L'alliance de l'impérialisme britannique et du sionisme

L'année 1917, dramatique sur le front occidental, va quelque peu modifier les plans anglo-français au Proche-Orient. Trois événements majeurs sont à relever pour ce tournant du siècle:
- L'entrée des États-Unis dans la guerre, en avril, avec désormais une influence déterminante de ce pays tant sur l'issue du conflit que sur le développement des doctrines libéralo-capitalistes dans le monde.
- La Révolution russe suivie par la prise du pouvoir par les Bolcheviks, en octobre, à l'idéologie marxiste léniniste triomphante.
- La « Déclaration Balfour », en novembre, ou la reconnaissance officielle par le gouvernement anglais des ambitions sionistes.

Celles-ci ne sont pas nées de la veille. Si le sionisme religieux - « L'Appel de Sion », nom d'une colline de Jérusalem - n'a jamais cessé de hanter les juifs pieux depuis la destruction du Temple par Titus en 70, le sionisme politique pour sa part a commencé à se manifester vingt années auparavant.

C'est d'août 1897, en effet, que date la charte fondatrice du mouvement sioniste, proclamée lors du premier congrès mondial sioniste, réuni à Bâle. Un journaliste autrichien, Juif parfaitement assimilé pourtant, Th. Herzl est l'âme de ce nouveau nationalisme - né des idées de l'époque dans toute l'Europe, mais surtout du constat de la permanence des pogroms contre les Juifs en Russie et en Pologne, et du déchaînement d'un anti-sémitisme virulent en France, en 1894, avec l'affaire Dreyfus.

Son programme est ainsi formulé: « le sionisme a pour but la création en Palestine, pour le peuple juif d'une patrie garantie par le droit public ».

Il est à noter que du congrès de Bâle à celui de Biltmore à New-York, en 1942, les sionistes et leurs amis n'évoqueront jamais le terme « État ». Simple euphémisme pour éviter une trop forte opposition dans certains milieux occidentaux, y compris des juifs assimilés les plus hostiles alors.

Herzl n'avait-il pas écrit en 1896 un ouvrage qui allait marquer l'Histoire, Der judenstaat - L'État juif ? Lui-même notait d'ailleurs dans son journal, à la fin du congrès de Bâle: « Là j'ai fondé l'État juif. Si je m'avisais de le proclamer aujourd'hui tout le monde se moquerait de moi. Dans cinq ans peut-être, dans cinquante ans certainement, cela n'échappera plus à personne. » . Quelle prémonition !

Herzl meurt en 1905. Un Juif russe, bientôt naturalisé anglais reprend le flambeau. Pour Chaüm Weizmann, à la différence de celui-là, la « patrie juive » ne se conçoit pas en dehors de la Palestine. Brillant chercheur scientifique, il aide sérieusement l'effort de guerre anglais en réussissant la synthèse de l'acétone. Cela lui ouvre de nombreuses portes notamment celle de Lloyd George, futur premier ministre. Il est déjà l'ami d'Arthur Balfour, futur ministre des Affaires Étrangères. Il leur propose la création d'un État tampon juif en Palestine sous protection britannique, la meilleure façon d'assurer la défense du canal de Suez...

Les Anglais vont d'autant plus retenir cette idée qu'ils craignent d'être devancés par les juifs allemands favorables à la cause de ce pays par haine des russes, et qu'elle doit leur permettre aussi d'éviter l'internationalisation de la Palestine.

L'entrée en guerre des États-Unis, la Révolution russe, les gages qu'il faut donner aux juifs américains pour participer à l'effort de guerre, et aux nombreux Juifs révolutionnaires russes, ne les font plus hésiter. Balfour demande à Weizmann et à Lord Rothschild - rare aristocrate juif ayant suivi la voie sioniste - de lui proposer un projet de déclaration concernant la Palestine. Celui-ci, modifié, sera à la base de la lettre adressée par le ministre des Affaires étrangères britanniques à Lord W Rothschild, le 2 novembre 1917, aux termes de laquelle: « le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif... »

La violation des promesses faites aux Arabes

Dès la fin 1917, les dirigeants arabes ont vent par le gouvernement bolchevik des « Accords Sykes-Picot ». Ils apprennent quelques mois après la « Déclaration Balfour », c'est à dire l'installation sur le sol, au-delà des colonies qui se sont déjà créées depuis trente ans, d'un impérialisme nouveau allié à l'impérialisme britannique !

Pour calmer leurs inquiétudes, les gouvernements anglais et français - qui comme le gouvernement américain a approuvé la « Déclaration » - renouvellent leur promesses. À la veille même de l'armistice du 11 novembre 1918, ils reconnaissent aux peuples libérés du pouvoir ottoman le « droit à l'autodétermination » - cher au président américain Wilson...

La « révolte du désert » a, de fait, été très utile aux Alliés. Après avoir libéré le Hedjaz, les tribus bédouines sous la conduite de l'émir Fayçal, fils du chérif Hussein, ont pris Aqaba, ont remonté à l'est d'Amman et se sont ralliés toutes les tribus jusqu'à l'Euphrate. Si l'armée britannique d'Allenby a occupé Jérusalem le 9 décembre 1917, Fayçal - l'ami du fameux colonel Lawrence - et Allenby sont entrés ensemble à Damas, le 1er octobre 1918.

En juillet 1919, un congrès général des nationalistes arabes est réuni à Damas. Il vote diverses résolutions condamnant les projets occidentaux et notamment l'installation d'un foyer national juif en Palestine...

Cela ne trouble guère la réunion du Conseil supérieur des alliés le 25 avril 1920 à San-Rémo : le territoire arabe compris entre le Golfe persique et la Méditerranée est découpé en protectorats anglais et français, qui seront confirmés sous forme de « mandats » par la nouvelle Société des Nations (SDN) en 1922.

La Grande Syrie est découpée en 4 morceaux: à l'Angleterre, la Palestine et le territoire à l'est du Jourdain - devenue Transjordanie en 1921 -; à la France, le Liban et la Syrie. Comble pour les Arabes, la Déclaration Balfour est incorporée dans les termes du mandat britannique !

Les promesses faites aux arabes sont totalement « oubliées », les principes mêmes de la charte de la SDN violés ! Dès lors, l'année 1920 restera à tout jamais gravée, dans les textes arabes, comme « L'année de la catastrophe » (Am Al Naqba).

Réactions arabes. Nouvelle politique britannique

Dès le printemps 1920, les manifestations arabes sanglantes éclatent en Palestine. Elles se renouvellent en 1929 pour cumuler en 1936 avec la première insurrection générale contre les forces britanniques et leurs alliés sionistes - qui organisent une armée secrète, la Haganah. La répression anglaise est très dure: plus de 5000 morts.

Mais la guerre approche, les anglais ont cette fois-ci peur d'une entente entre l'Allemagne et les pays Arabes. Ils publient alors au printemps 1939 un Livre blanc qui affirme qu'il n'est nullement dans leur intention de créer un État juif La Palestine doit obtenir son indépendance dans les dix ans et devenir un État bi-national. L'immigration juive est limitée.

Les dirigeants sionistes s'installent alors aux États-Unis et à la conférence de Biltmore (1942) n'hésitent plus à réclamer la création d'un État juif en Palestine, sur tout le territoire du mandat !

Devant l'opposition britannique, les organisations sionistes les plus dures se lancent dans une grande campagne de terrorisme contre, disent-ils, « l'occupant anglais ».

Aux États-Unis, le président Roosevelt penche plutôt pour les dirigeants arabes. Mais sa brutale disparition met en vedette le vice-président Trumann, qui, lui, pour son élection en 1948 a besoin de l'électorat juif. Il demande au gouvernement anglais de laisser entrer immédiatement 100000 réfugiés juifs, rescapés de la Shoah, en Palestine. C'est un refus.

Sur place, les actes de terrorisme redoublent et le 22 juillet 1946, le Q.-G britannique au « King David Hôtel » est dynamité. Plus de 90 morts, des dizaines de blessés !

En février 1947, devant l'insoutenable situation, le gouvernement anglais décide de soumettre le cas palestinien à l'O.N.U.

Deux nouveaux impérialismes entrent en jeu

Dès mars 1947, le président Trumann annonce que les États-Unis reprennent à leur compte les obligations de l'Angleterre dans la Méditerranée orientale et au Proche-Orient. Ils ne les lâcheront plus...

À son tour, en mai 1947, le représentant de l'URSS à l'O.N.U, M. Gromyko, admet la nécessité du « partage de la Palestine en deux États indépendants » ! Déception du côté des nationalistes arabes. On évoque alors la « déclaration Balfour soviétique ».

Une commission spéciale d'enquête est désignée par l'O.N.U. Son rapport, publié en août 1947, recommande le partage du pays en trois parties indépendantes: un État juif, un État arabe, un statut international pour les Lieux Saints chrétiens, de Jérusalem à Bethléem - le « Corpus separatum ».

L'assemblée générale de l'O.N.U adopte cette proposition le 29 novembre 1947. 33 pays ont voté « pour » (dont les pays socialistes qui aideront beaucoup les forces juives dans la première guerre israélo-arabe qui suivra en 1948-1949).

La population juive qui ne représente que le tiers des habitants du pays, (600000 sur 1 800 000) reçoit 55% du territoire du Mandat britannique.

La suite.. ..chacun la connait !

Me Maurice Buttin

Maurice Buttin est avocat, président de l'association France-Palestine.

Guerre et répression : L’hécatombe vietnamienne

Si l'on connaît assez bien les événements marquants et les plus spectaculaires de la guerre coloniale du Vietnam entre 1965 et 1975, le grand public ignore encore largement les conditions de vie des populations du Sud pendant cette période. D'abord sous la férule directe de l'occupant puis, pendant la période dite « de vietnamisation » inaugurée par Nixon en 1969, par l'intermédiaire de son fantoche Thieu qui, soutenu par la logistique américaine, se révélera un des geôliers les plus sanguinaires de cette région du monde, qui n'en a pas été avare. Thieu qui, après la démission de Nixon en 1974, devra prendre la fuite en avril 1975 devant l'avancée décisive et victorieuse du FNL.

Les opérations sur le terrain

En 1963, Thieu, soutenu par Eisenhower, prend la place de Diem à la tête du Sud-Vietnam à la suite d'un coup d'État militaire. Le Front National de Libération du Sud-Vietnam (FNL), soutenu par le Nord de Hô Chi Minh, naît au même moment. Les États-Unis, avec Kennedy puis Johnson, engagent massivement leur pays dans la guerre. Thieu est enfin soutenu par Nixon, élu en 1968 à la présidence des États-Unis. Il remplacera Johnson au début de 1969.

La progression de l'engagement américain dans le conflit, tant sur le plan des hommes que du matériel, est significative. Juillet 1965 : 125 000 hommes sur le terrain. Décembre de la même année: 185 000. Décembre 1966 : 390 000 (plus 64 000 alliés Australiens, Coréens et Thaïlandais). Décembre 1968 :
580 000.

A ces forces s'ajoutent les 700 000 réguliers et les 200 000 miliciens de l'armée du Sud.

Les hélicoptères américains sont alors au nombre de 3 500. Quant aux bombardements au-delà du 17e parallèle, ils commencent en 1965, de façon intensive, à partir des aéroports de Thaïlande et de Guam. En trois ans de pilonnage, de février 1965 à avril 1968, les Américains auront déversé 500 000 tonnes de bombes sur le Nord et 200 000 tonnes sur le Sud. En six mois (1972) le total impressionnant de 400 000 tonnes de bombes larguées aura été atteint. Au sol les opérations de « nettoyage » ne sont pas moins meurtrières, émaillées d'événements particulièrement sanglants, telle massacre de 500 paysans à My Lai en 1971, pendant lequel la section du lieutenant Calley, investie des intérêts de l'oncle Sam, ne s'illustra pas moins, et dans le même registre, que ne l'avait fait le 10 juin 1944 la division Das Reich à Oradour-sur-Glane.

Après l'épisode du remplacement de Westmoreland par Abrams, la conférence de Paris s'ouvre en janvier 1969. Fortement contesté à l'intérieur, Nixon engage sa politique de « vietnamisation » qui consiste à retirer les forces américaines terrestres tout en intensifiant les opérations aériennes et en renforçant les unités sud-vietnamiennes en matériel et en aide logistique et policière, afin de leur transférer les opérations les plus dangereuses. L’armée du Sud passe ainsi, en 1972, à 120 000 réguliers et 600 000 miliciens recrutés souvent par la pression, comme on le verra. Quant aux forces aériennes elles sont passées à plus de 2 000 avions.

Sous prétexte de contrôler les pistes d'approvisionnement du FNL, Américains et Sud-Vietnamiens sont intervenus au Cambodge en 1970. Quant aux bombardements sur le Nord, ils ont repris massivement dès 1972, notamment sur Haïphong (port d'arrivée des bateaux en provenance de Chine et d'URSS). Les accords de Paris sont finalement signés en janvier 1973. A partir de la démission de Nixon (1974), et devant la protestation grandissante de l'opinion américaine contre la guerre, les États-Unis abandonnent Thieu, boucher de son propre peuple, qui ne peut plus compter que sur lui-même. Il s'enfuit le 21 avril 1975, pour jouir d'une retraite dorée chez ses protecteurs. Le 30 avril c'est l'entrée du FNL à Saïgon.

La répression intérieure

Un bilan officiel américain, très sous-évalué, fait état de quelque 500 000 civils et 200 000 militaires sud-vietnamiens tués entre 1964 et 1973, de 55 000 tués américains. Ces chiffres, qui se rapportent aux opérations de guerre sur le terrain, ne prennent pas en compte un nombre beaucoup plus considérable de blessés et d'estropiés à vie dans les deux camps et bien entendu au Nord-Vietnam. Le nombre de tués dans les rangs du Vietcong et au Nord-Vietnam est au moins de 725 000 entre 1964 et 1973. En outre, les estimations américaines ne disent rien des victimes de la répression intérieure et des exécutions sommaires au Sud. Sous la férule de Thieu, appuyé par la logistique américaine, cette répression fut particulièrement féroce et sanguinaire. Aux bombes, au napalm, au phosphore, il faut donc ajouter toute la panoplie meurtrière des prisons, des tortures, des sévices et des mesures de pression psychologique.

C'est cet appareil de répression et ses méthodes qu'il s'agit ici d'évoquer plus précisément.

En 1969, Nixon renonce à reconquérir les zones rurales et montagneuses libérées. Il ordonne le bombardement systématique et ininterrompu de ces régions, obligeant des millions de paysans à refluer vers les villes. Sur cette population concentrée de force, et afin notamment d'accélérer le recrutement des mercenaires, Nixon et Thieu font régner un régime de terreur.

Il s'agit de paralyser toute activité patriotique en liquidant les militants et les suspects, en incarcérant tout opposant réel ou présumé; de terroriser la population, de l'obliger à accepter l'administration que Washington lui impose. La pression physique et psychologique entend même, comme c'est d'usage en régime dictatorial, contraindre les nationalistes et les résistants à renier leurs convictions pour les faire passer au service de l'occupant.

À cette fin, tout un appareil de répression est mis en place. Tout un réseau de prisons, de bagnes, de camps de détention, tout un système de tortures physiques et morales est monté, « modernisé » par les soins d'experts et une aide financière et technique massive de Washington. L'expérience coloniale française et anglaise notamment avec Robert Thompson, promu conseiller suprême de Nixon -, a été mise à profit et « améliorée » par les services américains spécialisés.

Les instruments

Un réseau de police répressive et envahissante opère à tous les échelons de la société sud-vietnamienne. Plus d'une douzaine de services militaires et civils sont autorisés à procéder à des arrestations. En 1971, la police a été détachée des services civils pour constituer un commandement militaire séparé. Son chef, un officier de l'armée, relève directement du président Thieu. Cette combinaison de la police civile et des fonctions militaires reflète les vues de Robert Thompson, haut conseiller du président Nixon pour la répression anti-insurrectionnelle.

Les effectifs de la police nationale passent de 16 000 hommes en 1963 à 120 000 fin 1972. Ses attributions vont de la constitution de dossiers pour les habitants de plus de 15 ans à l'interrogatoire des personnes appréhendées. Elle dispose d'une branche paramilitaire anti-Vietcong (tanks et artillerie) de 25 000 hommes.

La police spéciale, branche de la précédente, est chargée de l'élimination des cadres du FNL et de la répression des mouvements pacifistes et neutralistes. Elle pratique couramment la torture des personnes arrêtées. Elle a à son actif une vague d'arrestations massives en 1972.

La police reçoit des ordres directs de la Présidence, de la CIA, des chefs d'état-major de l'armée saigonaise et des Forces spéciales américaines. Elle a sous ses ordres 20 services provinciaux qui emploient de 80 à 120 personnes, disposent de 300 bureaux et d'une armée d'indicateurs.

Un bureau de la sécurité militaire est implanté dans chaque unité de l'armée et sa sphère d'intervention s'étend aux alentours des installations militaires.

Les services secrets relèvent directement du président Thieu. Ils procèdent à des arrestations et surtout à des exécutions sommaires sur la personne d'opposants notoires, en utilisant souvent les services de tueurs à gages.

La police n'est pas la seule à mener une tâche de surveillance et de répression, toutes les autorités décentralisées sont appelées à coopérer, de gré ou de force. Il en va ainsi des autorités villageoises, car toute l'administration, jusqu'au niveau de la commune, est désignée par Saïgon. Une milice populaire est recrutée dans les villes principalement parmi les enfants désœuvrés de 12 à 16 ans, auxquels on distribue des armes automatiques. Ils sont chargés de réprimer les manifestations d'étudiants et les rassemblements.

L'armée, quant à elle, a tous les droits, en particulier hors des villes. Tout soldat peut arrêter et interroger qui il veut. Toutes les pressions sont possibles pour faire avouer aux paysans qu'ils appartiennent au FNL ou qu'ils collectent des fonds à son intention. Un grand nombre de citoyens ordinaires sont incarcérés dans des « centres d'hébergement » pendant des opérations « Research and Destroy » menées conjointement par l'armée américaine et l'armée gouvernementale. D'autres ont été raflés pendant les campagnes de pacification dénommées « Phénix » ou « Cygne », comme suspects de sympathies envers le FNL.

Les gardes civils (Van De) sont des volontaires encore plus redoutés que les soldats. Mal payés (la moitié d'un salaire de soldat), ils vivent de l'exploitation et du pillage des populations des campagnes. Ils travaillent sous les ordres d'un chef de province (un militaire) et disposent de leurs propres prisons et salles de torture.

Le cadre légal

Les lois censées réglementer les procédures de répression ne visent qu'à donner un semblant de couverture légale à l'arbitraire. C'est la terreur au quotidien pour la population.

Ainsi, selon l'article 1 du nouveau code pénal « Sont mis hors la loi tout individu, parti, ligue ou association coupables de n'importe quel acte sous n'importe quelle forme tendant directement ou indirectement à promouvoir le neutralisme communiste ou pro-communiste. »

Ou encore (article 17 de la loi sur l'internement administratif) : « Est puni de travaux forcés tout individu qui commet n'importe quel acte visant à saper l'esprit anticommuniste de la nation ou à nuire à la lutte du peuple et des forces armées. »

Pour suppléer au manque de preuves, un décret-loi connu sous le nom de loi « an tri » (internement administratif) permet une incarcération sans jugement et sans appel. L'article 19 de ce décret-loi (004/66) stipule que toute personne « considérée comme dangereuse pour la défense nationale et la sécurité publique » peut être internée pour une période allant jusqu'à deux ans. Cette sentence est renouvelable.

Hoang Due Nha, conseiller personnel du président Thieu, pouvait vanter fièrement, le 9 novembre 1972, l'efficacité d'une police munie de ces lois d'exception, capable d'arrêter en deux semaines plus de 40 000 personnes.

En juin 1972, plusieurs milliers de personnes sont arrêtées et dirigées vers l'île de Con Son - nouveau nom de Poulo Condor, le bagne de sinistre mémoire. Il ne s'agissait dans la plupart des cas que de parents, femmes et enfants de suspects politiques, comme l'ont rapporté plusieurs journaux américains (Boston Globe, 24 juin 1972, New York Post, 28 juin 1972).

En même temps, la pression s'exerce sur les intellectuels; en 1972, la plupart des dirigeants des universités de Hué et de Saigon ont été arrêtés (Time, 10 juillet 1972).

Parallèlement aux violents combats du printemps 1972, le long de la piste Hô Chi Minh, se déroulait une vague sans précédent d'arrestations de civils: rafles dans les milieux étudiants, prise d'otages dans les familles de militants politiques connus, arrestation de groupes nationalistes ou religieux hostiles à la guerre et à l'occupation américaine. Le motif de ces arrestations, toujours le même, « sympathie avec les communistes », est interprété de la façon la plus large.

La détention avant jugement

L'arrestation n'est que le début d'un parcours qui mène souvent à la mort. Pour peu que son dossier ait été égaré un prisonnier peut passer des années en prison en attente de jugement. Avant celui-ci le prisonnier a de grandes chances d'être conduit dans un centre d'interrogatoire, qui lui arrachera - par les pires moyens s'il le faut - les aveux signés nécessaires à sa condamnation. La méthode est éprouvée.

Une femme témoigne ainsi de son internement dans un centre de détention de la police de Saigon:

« Pendant votre interrogatoire vous pouviez entendre les cris perçants de ceux que l'on torturait. Quelquefois on vous faisait assister aux tortures pour vous intimider et vous forcer à avouer ce qu'on voulait. Deux femmes de ma cellule étaient enceintes. L'une fut frappée violemment, l'autre reçut des coups dans les genoux qui s'infectèrent par la suite. Une étudiante tenta de se tuer en se brisant les deux poignets contre le robinet en métal dans la buanderie, mais elle échoua. On la tortura alors en lui enroulant une bande épaisse de caoutchouc autour de la tête pour la comprimer. Ses yeux étaient exorbités et elle souffrait d'atroces maux de tête... » (New York Times, 13.08.72)

« S'ils disent non battez-les jusqu'à ce qu'ils disent oui. » Telle était la règle connue dans la police de Saigon.

La justice

Les jugements ne sont pas plus impartiaux que les procédures qui les précèdent. L'inculpé de délit politique est sans défense (et du reste sans avocat) devant la toute puissance gouvernementale et sa condamnation est presque certaine. Suivant le résultat des interrogatoires et le contenu des rapports du Service de renseignements, le détenu peut être traduit devant un tribunal militaire ou envoyé devant un Comité provincial de sécurité.

Les condamnations aux travaux forcés, à l'emprisonnement à vie et à la peine capitale sont les plus habituellement prononcées. Les décisions sont rapides et sans appel.

Les CPS (comités provinciaux de sécurité) s'illustrent dans l'arbitraire. S'il leur parait « clair » que « le suspect constitue une menace pour la sécurité nationale », en fonction de leur perception de la situation et des rapports de force, ils peuvent imposer sa détention administrative sans avoir à la justifier légalement.

Comme l'écrivaient deux experts américains: « La forme légale, rarement observée au cours de la période récente du Sud Vietnam a été complètement abandonnée depuis le début de l'offensive de l'ennemi. Quoique le gouvernement n'ait rien proclamé, les lois normales régissant les droits de l'accusé sont virtuellement suspendues. » (Holmes Brown et Don Luce, Hostages of War, 1972)

Les centres d'interrogatoire

Les prisonniers Phénix sont envoyés dans les centres d'interrogatoire provinciaux (PIC). Dans ces centres la torture est aussi « administrativement » appliquée que l'était autrefois la « question » dans les prisons royales françaises.

Des récits ont filtré jusque dans la presse américaine, tels ceux-ci, laconiques:

« Nguyen Thi Yen fut frappée jusqu'à l'évanouissement avec une bûche. Lorsqu'elle reprit connaissance elle fut obligée de rester debout, nue, devant dix tortionnaires qui lui brûlèrent les seins avec des cigarettes. »
« Vo Thi Bach Tuyet fut battue et suspendue par les pieds sous une lumière éblouissante. Puis elle fut enfermée dans une cellule exiguë à demi inondée, les souris et les insectes grimpaient sur son corps. » (New York Times, 13 août 1973).

Témoignages confirmés par d'autres. Selon le Dispatch News Service International du 6 juillet 1972 « Plus de 90% des personnes arrêtées ont subi des interrogatoires violents qui comprennent les bastonnades, les décharges électriques, l'arrachage des ongles, l'ingestion d'eau savonneuse. » Un médecin américain, le Dr Nelson, a certifié devant la sous-commission de la Chambre des Représentants, le 17 juillet 1970, avoir examiné des prisonniers torturés. Le président de l'Association nationale des étudiants du Sud Viêt-nam, Huynh Tan Mâm, est estropié, devient sourd et aveugle à la suite des sévices qu'il subit. De même le président de l'Association des élèves de l'enseignement secondaire, Le Van Nuôi, perd l'usage de ses jambes après plusieurs graves bastonnades.

Des Américains participent aux activités « anti-subversives » des PIC. Selon le journaliste Théodore Jacqueney, « Les PIC ont des relations avec leurs homologues de la CIA et souvent avec les conseillers de police de l'AID. » (Aid to Thieu, 1972)

Les prisons

La politique de terreur systématique menée par le gouvernement sud-vietnamien et son allié américain se fait d'autant plus violente qu'elle ne parvient pas à gagner le soutien ou même la neutralité de la population. La grande arme utilisée est la déportation de masse. Un véritable parcage et un quadrillage de la population est mené par le régime de Thieu. Des bateaux surchargés conduisent femmes enfants et vieillards vers Con Son, sans jugement. 1 500 pendant le seul mois d'avril 1972 (selon Le Monde du 10 janvier 1973). Des intellectuels, des bouddhistes, des étudiants de Hué les rejoignent.

On ne sait en général rien des personnes disparues. Aucun « service » ne se révèle compétent pour fournir des informations. En réalité, le secret est de règle et couvre un système tentaculaire de mise à l'écart et d'élimination des opposants et de répression généralisée.

Ainsi, loin des fantasmagories romantico-nihilistes d'Apocalypse Now, une machine à broyer fonctionne dans l'ombre, qui n'est pas sans rappeler par bien des aspects l'industrie de mort nazie.

En 1970, de source officielle américaine, il y aurait eu quelque 100 000 prisonniers dans les prisons sud-vietnamiennes (session du Congrès, juillet-août 1970). Pendant la même année, selon Le Monde (10 novembre 1971), il y aurait eu 153 000 arrestations.

Le doublement du budget américain consacré aux prisons, en 1972, permet de penser que le nombre des prisonniers a lui aussi doublé. En 1973, des milliers de nouveaux prisonniers rejoignent les geôles de Thieu. Les chiffres américains apparaissent largement sous-évalués. Le GRP annonce, en 1973, qu'il y a environ 400 000 détenus dans l'ensemble du système pénitentiaire sud-vietnamien. Pour Amnesty International ils sont « 200 000 au moins » (novembre 1972).

Il existe plus de mille lieux de détention officiels et secrets au Sud-Vietnam. On en trouve dans toutes villes, toutes les provinces, tous les districts. Les plus grandes et les plus connues sont les prisons de Con Son ou Con Dao (ex-Poulo Condor), de Chi Hoa, dans la banlieue de Saigon, de Thu Duc, de Tan Hiep et de Cay Hua (sur l'île de Phu Quoc, près de la frontière cambodgienne).

La façon dont les prisonniers sont traités, connue des Américains - d'autant que des officiers de l'armée travaillent dans les prisons en étroite collaboration avec les sud-vietnamiens -, évoque les procédés nazis. Les prisonniers connaissent la malnutrition, la promiscuité et une dégradation physique et morale systématique.

Les cages à tigre

« Le Centre national de correction de Con Son », comme le présentent avantageusement les autorités sud-vietnamiennes, est situé dans une île paradisiaque de la mer de Chine du Sud à quelque 220 km de Saigon. Il a été bâti par les Français en 1862 pour servir de colonie pénitentiaire. Il est connu depuis longtemps sous le nom « d'île du diable ». Les « cages à tigre » du camp no4 en sont l'un des fleurons. Leur existence a été longtemps niée par les autorités tant américaines que vietnamiennes, mais l'on en doit une description édifiante au journaliste américain Don Luce, déjà cité, qui fit paraître son reportage dans plusieurs journaux américains.

Dans un secteur isolé du camp, caché aux visiteurs officiels, se trouvent de petites cellules sans plafond que les gardiens surveillent d'en haut, à travers une ouverture protégée par une grille. Dans chacun de ces petits compartiments de pierre d'environ 2,50 mètres sur à peine 1,50 mètre, trois ou quatre prisonniers sont entassés. Un seau hygiénique en bois est vidé une fois par jour. Les détenus portent des marques de coups, des blessures, ont perdu des doigts, ils sont dans un état d'épuisement qui les empêche de se tenir debout.

Un seau de chaux, au-dessus de chaque cellule, permet au gardien de « calmer » les protestations des prisonniers qui demandent à manger, on les asperge de chaux vive qui jonche encore le sol. Avec un tel traitement, les prisonniers crachent du sang et sont atteints de tuberculose, de maladies des yeux et de la peau.

Un bâtiment adjacent abrite des cages à tigre, identiques, pour les femmes. Elles sont au nombre de cinq par compartiment. La plus jeune détenue a quinze ans, la plus vieille, aveugle, soixante-dix.

Les kapos font régner la terreur, s'acharnent sur les plus faibles à la moindre plainte. En dehors des visites officielles, les prisonniers restent enchaînés à des barres qui traversent les murs, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, même pendant les repas, le sommeil et le bain, avec interdiction de s'asseoir. Le toit de tuiles vétuste laisse passer l'eau quand il pleut, le sol inégal est jonché d'ordures.

Les fers utilisés à Con Son sont fabriqués pat la société Smith and Wesson de Spingfield, Massachussetts. Ils ne sont pas moulés et lisses (comme ceux du colonialisme français), ils sont faits en fer F8, matériau de construction. Ils présentent des nervures tranchantes qui entaillent la chair des pieds et causent un véritable supplice.

Environ 500 détenus et détenues croupissent pendant de longs mois, de longues années, dans les cages à tigre. Sur l'ensemble du camp ils sont plus de 10 000.

Quand ils ne sont pas dans les cages à tigre les détenus peuvent bénéficier de l'hospitalité des « cages à bœuf », aménagées dans d'anciennes étables de l'administration française. Elles ne diffèrent des premières que par leur taille et le nombre de pensionnaires qui s'y entassent, une vingtaine, soumis au même régime que précédemment.

Au régime général, déjà insupportable, s'ajoutent d'autres pratiques pour empêcher les détenus de s'alimenter: ils disposent de trois minutes pour manger, on mélange des gravillons au riz, le poisson est avarié. Il y a une complète pénurie de légumes. La famine est telle que les prisonniers se nourrissent d'insectes, de termites, de cancrelats, seule source en outre de protéines.

Du côté des geôliers - plus de 100 à Poulo Condor - une direction complaisante laisse se développer l'opiomanie, l'orgie (l'administration fait venir régulièrement de la côte des convois de prostituées), les jeux d'argent, le viol et l'assassinat librement perpétrés. Il va sans dire que les prisonniers sont également dépouillés de leur argent en même temps que de leurs vêtements à leur arrivée. Certains kapos se livrent à des règlements de comptes dans l'enceinte du camp pour s'approprier des magots ainsi accumulés, certains amassent des pécules de 400 000 à 500 000 piastres. Comme dans les camps nazis les détenus de droit commun sont volontiers utilisés comme tortionnaires d'appoint.

La situation à Chi Hoa, proche de Saigon, n'est guère meilleure. Le 16 juillet 1968, alors que le directeur est Nguyen Van Ve, le chef des « spécialistes » de l'administration pénitentiaire Lo Van Khuong (ou Chin Khuong) ordonne le transfert de 120 prisonniers malades, tuberculeux, paralysés ou amputés dans les « cages à buffle ». La zone des cages à buffle portera désormais le nom de « camp de convalescence ». Loin d'être soignés, comme ils l'espéraient, les 120 prisonniers sont entassés dans des cellules de 12 mètres sur 8. Pour s'allonger, chacun dispose de moins d'un mètre carré. Après avoir refusé les travaux forcés, les prisonniers n'ont plus à manger que du riz et du nuoc mam (sauce aigre). En deux mois, 50% des prisonniers sont atteints du béribéri par manque de légumes frais (Debris et Menras, Rescapés des bagnes de Saigon).

À Thu Duc, une prison pour femmes, celles-ci sont torturées, électrocutées, suppliciées à l'eau, battues à mort par des brutes avinées. On suspend la victime par les poignets à une poutre, elle est ensuite battue à coups de gourdin jusqu'à l'évanouissement par six ou sept policiers (cela s'appelle le « voyage en avion »). Plusieurs perdent l'usage de leurs jambes après ce traitement. On s'acharne particulièrement sur les étudiantes et les jeunes filles, qui sont l'objet de viols collectifs (Ecole supérieure de pédagogie de Saigon, 4 juillet 1970).

À Tan Hiep sont regroupés quelque 1 500 détenus permanents auxquels... on n'a rien à reprocher, sinon qu'ils ont été raflés par les troupes américaines au cours d'une opération. Il s'agit essentiellement de paysans, qui croupissent parfois des années sans être jugés, passant d'une prison à l'autre, et ignorant tout des raisons de leur incarcération. Les policiers coupent souvent les doigts et les oreilles des détenus à coups de machette.

À Cay Dua le docteur Tran Trong Chau est torturé aux électrodes jusqu'à la perte de connaissance. « J'étais enfermé dans un cachot obscur d'à peine 3 mètres carrés où je mangeais et me soulageais. Quand il pleuvait à verse, l'eau entrait à flots et mes excréments flottaient partout. Je devais me tenir debout le dos au mur sans pouvoir m'allonger pour dormir. » (1971) Le nombre, considérable, des morts victimes du régime pénitentiaire de Thieu et des Américains au Sud-Vietnam est difficile à évaluer. Quelques chiffres sont parvenus. En 1971, 147 prisonniers sont morts au camp de Phu Quoc par suite de mauvais traitements; 125 également, entre janvier et mai 1972, par manque de soins. À partir du 15 septembre 1971 des ordres spéciaux autorisent la police militaire à tirer sans préavis sur les prisonniers. 200 morts et blessés en résultent aussitôt. Plusieurs prisonniers se suicident en s'ouvrant le ventre. (News from Vietnam, 1er mars 1973, Canada)

Vers la fin de 1972, le régime de Thieu, compte tenu des progrès de la conférence de Paris, entreprend une campagne d'extermination dans les camps. En effet, s'il veut espérer survivre politiquement après le cessez-le-feu, il lui faut faire disparaître tous ceux qui ont vécu dans ses prisons et qui pourraient raconter ce qu'ils ont vu. La signature des accords de Paris, en janvier 1973, entrave en partie ces projets. Néanmoins

l'administration de Saigon fait disparaître des milliers de détenus à Con Dao; ils sont souvent présentés comme ayant été « libérés ». On ignore évidemment tout de leur sort. « Celui des quelque 200 000 prisonniers des geôles de Thieu se joue en ce moment. » (Nguyen Dinh Thi, Paris, 21 mars 1973)

L'aide des États-Unis à la police a occupé une place primordiale dans le dispositif américain au Sud-Vietnam. Elle a consisté à financer sans compter l'appareil de répression du régime de Saigon, à entretenir son personnel spécialisé, à diriger ses opérations par l'intermédiaire d'un corps de « conseillers » omniprésents.

Comme il est d'usage, le colonialisme délègue les basses besognes aux éléments les plus corrompus du pays occupé, préférant rester dans l'ombre pour tirer les ficelles et ne pas s'attirer ainsi la réprobation trop directe des défenseurs des droits de l'homme.

Néanmoins les preuves de l'engagement américain dans les plus sinistres campagnes de torture, de détention et d'extermination abondent. Non content d'avoir pilonné pendant des années le Nord-Vietnam, d'avoir mis la majorité du Sud-Vietnam à feu et à sang, d'avoir brûlé au napalm des dizaines de milliers d'innocents, d'avoir détruit les cultures du pays et réduit à la famine des millions de paysans durant la guerre de surface, le néocolonialisme américain a mené une autre guerre sournoise et sanguinaire contre la résistance nationale et politique de tout un peuple persécuté.

Comme le reconnaissait un porte parole de l'Agence pour le Développement International (AID) : « L'AID a soutenu le programme de sécurité publique au Vietnam à partir de 1955. La tâche de l'AID consistait à aider la police nationale dans le recrutement, l'entraînement et l'organisation d'une force pour le maintien de la loi et de l'ordre. En tout, plus de 7 000 Américains ont travaillé pour le compte du programme de « Sécurité publique » au Sud-Vietnam. » (Hearing on US Assistance)

De 1968 à 1971, plus de 100 millions de dollars ont été dépensés, répartis entre la CIA, le Département de la Défense (DOD) et l'AID. Le système policier vietnamien en a été totalement renouvelé en quelques années. Des 300 000 Vietnamiens chargés du « maintien de l'ordre » en 1972 seuls 122 000 émargent au budget de Saigon. Les autres sont appointés par l'oncle Sam. Il existe également un grand nombre d'agents secrets de la police politique, dépendant directement de la CIA. (Liberation News Service, 6 décembre 1972).

En demandant un crédit de 33 millions de dollars pour l'année fiscale 1972 en faveur de la police nationale (y compris les 22 millions de dollars des fonds du Pentagone), l'AID déclarait en 1971 : « La police nationale vietnamienne, un des aspects de la vietnamisation, est appelée à assumer progressivement une plus lourde charge: partager avec les forces armées sud-vietnamiennes le fardeau de la lutte contre-révolutionnaire et veiller à la paix et à l'ordre quotidiens dans les villes et dans les campagnes. Son effectif actuel (100 000) sera porté à 124 000 hommes au cours de l'année fiscale pour lui permettre d'assumer une plus lourde responsabilité dans l'avenir. Une aide US en proportion est prévue. » (Michael T. Klare, War Without End, 1972).

En dépit de ces faits chiffrés, le gouvernement américain n'a cessé de prétendre que le traitement des prisonniers était une affaire intérieure du Sud-Vietnam. Et pourtant, comme l'ont écrit les journalistes Holmes Brown et Don Luce: « Nous avons créé le gouvernement Diem et l'avons déposé; nous avons bombardé sans autorisation et « défolié » leur pays, cependant par respect de leur indépendance nous leur permettons de maltraiter leurs prisonniers. »

Après la révélation de l'existence des « cages à tigre » par deux observateurs américains, le gouvernement de Saigon entreprend la construction de nouvelles cellules d'isolement, les prisonniers devant servir de main-d'œuvre forcée. Devant le refus de ces derniers, l'AID est obligée de passer un contrat de 400 000 dollars avec une compagnie américaine, la RMK-BRJ. (Hearings on US Assistance)

Il faut aussi le reconnaître, les Américains sont les maîtres dans l'art de l'interrogatoire et de la torture. « Les centres d'interrogatoire dirigés par les Américains sont réputés pour leur façon « raffinée » de torturer. » (Ngo Cong Duc, Le Monde, 3 janvier 1973)

Après les accords de Paris, les Américains continueront à financer la police de Thieu. L'AID a demandé au Congrès 18 millions de dollars et le ministère de la Défense à peu près le double. (Washington Post, 2 février 1973) « Seule l'aide américaine en hommes et en dollars permet à Thieu de continuer les arrestations, la détention, les tortures et le massacre des prisonniers politiques. » (Saigon's prisonners, USA, 1973) La presse américaine reconnaissait l'existence du maintien de « 20 000 "conseillers civils" après le retrait des troupes en uniforme » après la signature des accords, et que « l'opération Phénix - bientôt remplacée par le « programme F6 » qui poursuit les mêmes objectifs -, un programme parrainé par la CIA pour éliminer les adversaires de Thieu et les suspects, battait encore son plein. » (Liberation News Service, 6 décembre 1972)

Laissons la conclusion à un journaliste américain, Michael Klare (En surveillant l'Empire tricontinental, n° 21, 1972) : « L'aide et la direction de la Division de la Sécurité Publique (Public Safecy Division) sont si bien développées qu'en réalité la police nationale pourrait très bien être considérée comme une force mercenaire des États-Unis plutôt qu'une institution indigène. »

François Derivery

François Derivery est peintre (groupe DDP). Auteur de nombreux articles d'esthétique et de critique. Secrétaire de la revue Esthétique Cahiers (1988-1997). Actuellement rédacteur en chef adjoint de la revue Intervention.

Massacres et répression en Iran

(à mes amis - où sont-ils aujourd'hui? - du parti Toudeh d'lran)

L'Iran - la Perse -, un pays ancestral, berceau de l'humanité, dont l'histoire millénaire et la haute culture vous tombent sur les épaules, avec la chaleur étouffante, dès que vous posez le pied sur le tarmac de l'aéroport de Mehrabad, à Téhéran.

Au printemps 1975, il fallait de longues demi-heures pour franchir les différents sas, bourrés d'espions de la SAVAK et de soldats en armes, et atteindre la sortie. Les étrangers étaient largement mieux traités que les nationaux, tout particulièrement et méticuleusement contrôlés.

Auparavant chacun avait largement eu le temps de contempler, garés dans un secteur réservé de l'aéroport, les avions gros porteurs militaires américains, peints en kaki, qui ne prenaient nullement la peine de se cacher. On ne manquait pas de remarquer également, un peu plus tard et dans ce registre, l'usine de Coca-Cola installée en plein centre-ville.

L'impression immédiate était celle d'un pays en siège et d'un bouillonnement de vie multiforme mal quadrillé par une police pourtant omniprésente.

En dépit de la méfiance et de la surveillance qui s'exercent sur les conversations (les Iraniens vont jusqu'à dire - en privé - qu'un individu sur cinq rencontrés dans les lieux publics est de près ou de loin lié à la SAVAK, un sur trois dans les universités) et bien que certains noms soient tabous, personne n'a oublié le coup d'État de 1953, mené par la CIA, qui a mis fin au gouvernement d'indépendance nationale du docteur Mossadegh et remis le pays sous la coupe des compagnies pétrolières anglo-américaines.

Outre sa position stratégique essentielle aux frontières de l'URSS (« première ligne de défense du monde occidental »), l'Iran présente aussi un intérêt substantiel : son pétrole.

Les débuts de la guerre pour le pétrole remontent à 1870. Le pays est depuis longtemps sous influence étrangère, surtout anglaise et russe. L'Anglo-Persian Company accorde à l'Iran 16% des revenus du pétrole. La Russie (Compagnie des pétroles géorgiens), puis l'URSS occuperont longtemps militairement le nord-ouest du pays Si la culture persane est millénaire et raffinée, son histoire ne manque certes pas d'événements sanglants. C'est une longue litanie de guerres, d'assassinats, de répressions et de violences. Souvent, dans ce pays presque toujours dirigé par des potentats peu préoccupés de droits de l'homme, l'élimination physique apparaît comme le moyen le plus simple et le plus rapide de régler les différends, notamment politiques.

La conjonction de ces deux facteurs: un fond de violence ancestrale sur base de despotisme et la guerre du pétrole attisée par les complots et les intervenions du capitalisme anglo-saxon, donnera naissance au régime du chah, une sinistre machine à opprimer, à assassiner et à exploiter tout un peuple. Pas moins de six présidents successifs des États-Unis auront veillé sur le destin du souverain autant qu'à la bonne rentabilité de leurs investissements, qui reposaient sur les épaules d'un individu caractériel devenu dictateur mégalomane. Ce avant que la révolution islamique ne lui indique, en 1979, ainsi qu'à ses amis, la direction de la sortie.

Mohamad Reza Pahlavi avait de qui tenir. Son père, Reza Khan, modestement surnommé « le Grand », avait déposé le dernier Qadjar par un coup d'État militaire à la tête d'un régiment de cosaques. Proclamé roi en décembre 1925, il est couronné par ses troupes le 24 avril 1926 et fonde la dynastie des Pahlavi. Né dans un quartier pauvre du sud de Téhéran, c'est un militaire doublé d'un énergumène, capable de défenestrer un ministre récalcitrant de ses propres mains au cours d'un conseil. Pour asseoir son pouvoir il n'hésite pas à

lancer des expéditions punitives contre des minorités actives qu'il massacre sans pitié: Bakhtyanis, Kurdes, Kashgaïs.

Il obtient en 1933 la renégociation des accords pétroliers avec l'Anglo-Persian qui devient l'Anglo-Iranian. La part de l'Iran sur les revenus du pétrole passe à 25%.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, il ne cache pas sa sympathie pour les Allemands, comme Ataturk, son modèle. Un centre de propagande nazie ouvre à Téhéran en 1940. Les Alliés occupent alors le pays pour réduire l'influence allemande et établir une voie d'approvisionnement en pétrole à partir du Golfe via l'URSS. Ils contraignent Reza Chah, qui obtempère le 16 septembre 1941, à abdiquer au profit de son fils Mohamad Reza.

Les Américains ne partiront plus. Roosevelt en prend la décision dès la fin de 1942. Lors de la conférence de Téhéran, en 1943, ce sont surtout des armes et des conseillers militaires qui sont envoyés, sous couvert de reconstruction du pays.

Les premières difficultés du nouveau régime ont lieu dès la fin 1944, avec le soulèvement communiste de l'Azerbaïdjian, soutenu par l'URSS. La répression est féroce et fait 200 morts par jour. Les manifestations monstres de soutien à l'Azerbaïdjan qui ont lieu à Ispahan et à Téhéran devant le parlement, à l'initiative du parti Toudeh, sont réprimées non moins sauvagement.

En 1946, ce sont les tentatives de sécession de plusieurs régions de la « zone russe » en bordure de la Caspienne: Guilan, Khorassan, Mazanderan, et la tentative de république indépendante au Kurdistan. Le bain de sang continue et les Américains affluent en 1947. Ces conflits permettent aux États-Unis d'obtenir ce qu'ils recherchent depuis longtemps: le retrait d'Iran de l'URSS.

En juin 1947, ils accordent un crédit de 26 millions de dollars d'aide aux troupes iraniennes. Georges Allen est le nouvel ambassadeur des États-Unis. Le général Vernon Evans est nommé chef de la mission militaire. Le général Schwartzkopf est délégué à la réorganisation de la gendarmerie.

Cette même année, en 1947, Truman crée la CIA.

En février 1949, le 2, le chah est la cible d'une tentative d'assassinat à Téhéran. Cet événement marquera l'esprit du souverain, notamment vis-à-vis de celui qu'il considérera toujours comme son ennemi principal, et contre lequel il mènera une guerre impitoyable: le parti Toudeh d'Iran marxiste-léniniste. Bien que la responsabilité du Toudeh n'ait pas été clairement établie - notamment en raison du lynchage immédiat de l'agresseur, le photographe Fakhr Araï -, le chah n'abandonnera jamais son intime conviction. Aussi bien l'idéologie communiste constitue t-elle un reproche permanent à la vie de satrape qu'il mène, au regard de la misère trop voyante de la population. La bourgeoisie existe encore à peine, en Iran, elle ne connaîtra son essor que dans les années 1970, avec l'arrivée massive des revenus pétroliers. Mais le chah est un adepte des jugements et des méthodes expéditives. Il l'a prouvé, en février 1948, en faisant assassiner à coups de revolver le journaliste Massoud, directeur de l'hebdomadaire Marde Emrouz (« L'homme du jour »), devant la porte de son journal. Ce dernier menaçait de faire des révélations sur le mode de vie de la famille royale. Déjà court en ville le bruit que le Chah entretient une troupe de séides pour liquider expéditivement les opposants les plus agités.

Au début de 1951, les interventions étrangères et la mainmise des compagnies pétrolières anglo-américaines suscitent un renouveau nationaliste et assurent le succès populaire du parti du Front National du docteur Mossadegh.

Mohamad Hedayat, dit Mossadegh (« le Valeureux ») est né en 1881. Fin politique, il a fait des études à Paris et a été inspecteur des finances à 15 ans. Le Premier ministre du chah Razmara (qu'on accuse d'avoir fait bouillir vifs des prisonniers !) ayant été assassiné au bazar de Téhéran par Khalid Taharassebi (7 mars 1951), l'ayatollah El Kachani soutient publiquement la candidature de Mossadegh. Le chah nomme pourtant au poste vacant Hossein Ala, son ambassadeur à Washington. C'est une protestation unanime de la population. Le Bazar se soulève contre le Chah. Le 13 mars, celui-ci doit céder et nommer Mossadegh Premier ministre.

Il mène aussitôt une politique résolument anti-britannique et obtient du Parlement, le 30 avril 1951, la loi de nationalisation des pétroles iraniens, qui retirera à l'Anglo-Iranian les immenses champs pétrolifères dont elle détenait la concession.

C'est la stupeur incrédule dans les Bourses de Londres et de New York. Les uns et les autres s'affirment « scandalisés ». On traite Mossadegh de « fou ». Il faut dire que l'Anglo-Iranian, comme il se doit, arrosait une bonne partie des députés...

Le 10 juin 1951, le drapeau iranien flotte sur le siège de l'Anglo-Iranian, à Khoramshahr. Une victoire du peuple, elles sont rares. L'ambassadeur U.S. Harriman ayant soutenu trop ouvertement les Anglais, sa voiture est arrêtée à Téhéran par des manifestants.

Les compromissions du chah avec les Anglo-Saxons, son hostilité à Mossadegh, sont particulièrement mal perçues par la population. Mossadegh est réélu en 1952. Le 26 février 1953, apparemment vaincu, le chah se résout à l'exil, en cachette, direction Rome, dans un petit avion privé. Son escale tragi-comique sur l'aéroport de Bagdad donnera à Soraya l'occasion de faire étalage de son inconscience et de sa légèreté: elle ne s'intéresse qu'à ses valises et à ses bijoux. Une constante dans son comportement.

C'est l'intervention de la CIA qui va sauver le chah - et évitera à l'Iran l'opprobre internationale d'un gouvernement de gauche. L'opération sera menée par deux compères: l'Américain Kim Roosevelt, envoyé de la CIA, qui fournit le soutien logistique, et le renégat Zahedi, un ancien partisan de Mossadegh que les Anglais sauront « retourner » à la suite d'un enlèvement rocambolesque. Il obtiendra en août 1953 le soutien de troupes encore favorables au chah pour renverser Mossadegh.

Zahedi, pendant la Seconde Guerre mondiale ne cachait pas ses sympathies pro-nazies. Personnage douteux, corrompu par le jeu et obsédé sexuel (il se vante de détenir les adresses de toutes les prostituées d'Ispahan), c'est lui qui, pour récompense de sa trahison, succédera à Mossadegh au poste de Premier ministre.

Le 13 août 1953, le chah, revenu d'exil, démet Mossadegh par un « firman » que lui porte Nassiri, le futur patron de la SAVAK.

Le 19 août, Mossadegh est en fuite. Il sera repris, encerclé dans sa petite maison de briques de Téhéran, emprisonné, jugé le 8 novembre 1953, condamné à mort, puis gracié par le chah (qui ne veut pas faire de lui un martyr) et finalement condamné à trois ans de prison.

Les fonds nécessaires au coup d'État ont été fournis par les États-Unis à hauteur de 400 000 dollars et par la banque Melli d'Iran. Outre les deux principaux protagonistes, d'autres personnages ont participé au complot, tel le général Nassiri. Mais c'est Allen Dulles qui supervise l'affaire et tire les ficelles, avec son adjoint Richard Helms, lequel deviendra en 1974 ambassadeur des États-Unis à Téhéran.

Le coup d'État du 19 août 1953 - fait exceptionnel dans l'histoire de l'Iran - n'aura fait que 200 morts !

Et c'est aussitôt le retour des pétroliers.

Dès le 5 août 1954, un accord est signé avec un consortium international du pétrole comprenant Anglais, Français, Hollandais et Américains. La Société nationale des pétroles iraniens est créée. Le consortium devra restituer une partie des 260 000 km2 de champs pétrolifères qu'il contrôlait.

Pendant ce temps, un individu intrigant et douteux poursuit sa route vers le pouvoir: le général Teymour Bakhtiar, le gouverneur de Téhéran. D'abord partisan de Mossadegh, il le trahit pour poursuivre son propre jeu. Il ordonne le massacre de partisans du Toudeh - 800 arrestations - dans la cour de la prison de Gharz. Aidé du procureur général Azmoudeh, chargé de donner à ces purges une couverture légale, il fait aussi « disparaître » plus de 3 000 partisans de Mossadegh dans des exécutions sommaires (Le Monde du 13-14 novembre 1955).

C'est ce bourreau qui crée la SAVAK, la police politique du chah de sinistre réputation, véritable État policier dans l'État, en 1956, avec l'aide technique et financière des États-Unis et du Mossad israélien. L’ambition démesurée de Bakhtiar sera à l'origine de sa perte. Après avoir tenté de rivaliser avec le chah, il sera assassiné en Irak par les agents de celui-ci (1959).

Ces divers événements ont abouti à renforcer le pouvoir du chah qui devient un despote absolu et concentre tous les pouvoirs, pendant que les Américains, solidement implantés, utilisent l'Iran dans leur politique d'encerclement de l'URSS, à travers le surarmement du CENTO, le pacte pro-américain qui réunit l'Iran, la Turquie et le Pakistan. Investi du rôle de gendarme de la région, au nord comme au sud sur le Golfe, l'Iran militarisé travaille en liaison étroite avec les forces et la logistique américaines.

L'argent du pétrole commence à arriver à flots. La fortune du chah et de son entourage gonfle. Les journaux occidentaux se sont fait l'écho complaisant du faste des palais du Golestan ou de Niavaran, sur les hauteurs de la ville, des frasques d'Achraf, la sœur du chah, capable de dépenser en une nuit des millions de dollars à Monte-Carlo. Car toute la cour voyage, pour le plaisir mais aussi pour mener de juteuses tractations et conclure des contrats fastueux avec de grosses sociétés internationales, auxquelles est livré le pays. La corruption s'étale, mais les journaux sont muselés, toute contestation est réprimée. Dans les journaux européens il n'est question que des multiples aventures féminines du chah -un « collectionneur » sexuel et des angoisses de Farah Diba. Le chah passe l'hiver à Saint-Moritz, voyage au Mexique, est reçu par Giscard-d'Estaing, la reine d'Angleterre et tout le Gotha. Il consulte régulièrement Kissinger. Auparavant, sommet symbolique de cette période de splendeur et de succès médiatique, le chah avait tenu à se couronner lui-même dans un déploiement de luxe, lors de la célébration des 2 500 ans de Persépolis, devant un parterre d'hommes d'États et de têtes couronnées honorés par son invitation (26 octobre 1967) (1).

Pourtant, pendant qu'Achraf se fait construire un palais au toit feuillé d'or, d'un look moderniste, entouré de barbelés et de miradors, en plein désert, la misère de la population n'a jamais été aussi insupportable. Cependant, avec la montée des prix pétroliers, le revenu annuel par tête d'habitant, précédemment un des plus pauvres du monde, s'élève en 1972 à 870 dollars (8 fois plus élevé que celui du Pakistan). Mais la grande masse des Iraniens ne voit rien de cet argent, à part une inflation continue et la cherté insupportable de la vie. Poussés par la faim et la nécessité, ils manifestent régulièrement, comme ils le peuvent, et sont tout aussi régulièrement massacrés dans la rue - car la police comme la troupe ne font pas de détail. Entre 1960 et 1979 des milliers de morts accompagnent ainsi les multiples mouvements de foule et de protestation.

En 1961 par exemple, c'est la grève des briquetiers de Téhéran, 30 000 personnes, victimes d'une exploitation féroce. Ils sont payés 35 rials (25 F) pour fabriquer 1 000 briques qui rapportent 3 500 rials à l'entrepreneur. La police se livre à un massacre. Elle récidive peu après en réprimant une manifestation d'étudiants, le 21 janvier 1961 (100 morts). Le 4 avril 1963, l'ayatollah Khomeini, qui a critiqué

publiquement le chah, est arrêté à Qom le 6. Au cours de l'énorme manifestation de protestation qui s'ensuit, plus de 1 000 personnes sont tuées (Le Monde, 20 février 1964).

La SAVAK (2)

On le voit, les tirs dans la foule et les hécatombes quasi quotidiennes qui ont marqué la fin du régime du chah, en 1979, avaient des antécédents. Le chah n'a jamais mené, vis-à-vis de la population et en dépit de gestes de propagande (la « Révolution blanche » de 1963) et de déclarations ronflantes (« son union profonde avec son peuple »), qu'une politique de répression systématique, dans le sang, de toute critique et de toute contestation. Il s'agissait pour lui non seulement de régner sans partage en despote absolu, mais aussi de tenir le pays, conformément aux accords stratégiques et politiques conclus avec l'allié et le mentor américain lequel, sans plus de scrupules en Iran qu'ailleurs, maniait dans la coulisse sa marionnette sanglante. À titre de réciprocité toutefois, selon le journaliste américain Jack Anderson (qui alluma l'affaire du Watergate) le chah, avec l'aide de Richard Helms son conseiller de la CIA, aurait aidé Nixon à être réélu, grâce à un cadeau de plusieurs millions de dollars qui auraient transité par le Mexique pour y être opportunément « blanchis ».

Il eût été difficile de parler de la SAVAK, la police politique, sans un rappel historique qui en situe le champ d'apparition et le champ d'action. La SAVAK n'est que l'élément le plus terrifiant d'un appareil complexe. C'est aussi la base, le fondement, tant du pouvoir personnel du chah que de l'organisation et de l'efficacité de celui-ci. La SAVAK est en tous points le reflet du chah. Il en a fait son outil personnel dès qu'il eût réussi à se débarrasser de Bakhtiar, son créateur. Par la suite, le général Pakravan en juin 1961, puis le général Nassiri en 1966 (« Un intellectuel remplacé par un homme à poigne ») en assureront la direction.

En 1975, l'armée iranienne compte officiellement 400 000 hommes, la gendarmerie 80 000, la SAVAK pour le moins 100 000.

Une « Super SAVAK » contrôle l'organisation, c'est l'Imperial Inspectorat Organisation (IIO), qui est sous la direction du général Yasdanpanah puis de Hossein Fardous. Cet organisme comporte quelque 200 officiers supérieurs. Enfin un bureau spécial est composé d'une quinzaine d'officiers triés sur la volet. Il chapeaute l'édifice et contrôle drastiquement les activités de l'ensemble du système. Il n'a de comptes à rendre qu'au chah.

Cette police secrète, organisme d'infiltration, de noyautage et de surveillance rapprochée de la population, est partout. Tout Iranien peut se sentir à tout moment espionné, et surveille en conséquence ses propos. Cette psychose permanente ne doit rien à l'imagination. En Iran, la liberté d'expression n'existe pas. Toute critique du régime, et encore plus de la personne du chah ou de sa famille est un crime passible d'emprisonnement immédiat. Le nom de 1'organisation secrète est lui aussi tabou. Dans chaque foyer le portrait du chah ou de son fils doit obligatoirement figurer. Dès qu'un inconnu s'approche dans la rue le ton baisse, la conversation s'arrête. Combien de passants innocents ou d'authentiques patriotes n'ont-ils pas été soupçonnés, à tort, d'appartenir à la police redoutée, et combien d'autres l'ont-ils été à juste titre? Les lieux publics, les mosquées, le Bazar (qui restera, avec les universités, le foyer principal de la résistance populaire) mais aussi les usines, les magasins, et bien sûr les hôtels internationaux (l'Intercontinental, le Royal Teheran Hilton), où les employés sont souvent des agents de renseignement, sont constamment surveillés. Micros et caméras sont cachés dans les chambres d'hôtel. On espionne tout. Les correspondances ordinaires sont ouvertes, notamment les courriers à destination de l'étranger. Des hommes politiques, des militants, des étudiants installés en Europe, aux États-Unis ou en URSS sont sous surveillance constante - il y a aussi évidemment des agents de la SAVAK qui tentent d'infiltrer les milieux d'opposition à l'étranger -, et leurs familles ou amis sont mis en fiches à toutes fins utiles et parfois arrêtés.

Les fonctionnaires et hommes politiques n'échappent pas au soupçon, toute personnalité du régime est doublée d'un agent de la sécurité. Les bureaux de la SAVAK sont nombreux à Téhéran, son quartier général est situé près de Chemirand, au carrefour de Saadabad. Le « Comité », à juste titre redouté, est une énorme bâtisse aux murs épais, bardée d'antennes. Les individus soupçonnés d'un délit - qui peut aller du simple délit d'opinion au soupçon d'appartenance à une organisation politique interdite comme le Toudeh -, réel ou supposé, sont arrêtés et conduits dans des centres d'interrogatoire ou des prisons. C'est le début d'une aventure incertaine, et souvent de l'horreur, car la torture est pratiquée régulièrement. Les conditions de détention des prisonniers sont un calvaire et, sous l'impulsion de conseillers américains et israéliens au fait des derniers raffinements de la « torture psychologique », le chantage, l'emprisonnement et la torture des familiers sont également pratiqués. Outre les jugements à huis clos, qui relèvent d'une cour militaire aux décisions jamais justifiées, les exécutions sommaires et les morts par torture, d'autres pratiques usuelles renchérissent dans l'abjection, telles ces émissions télévisées à peu près quotidiennes d'aveux et d'autocritiques de prisonniers, dont chacun sait qu'ils ont été obtenus par la torture et le chantage, tant, à l'évidence, les « repentis » ont été maquillés, leurs blessures mal dissimulées pour la circonstance.

De nombreux intellectuels et artistes iraniens sont passés par les geôles du chah, beaucoup y sont morts. En marge des fastes de Persépolis, le régime a paru vouloir absolument décapiter son peuple de ses élites démocrates. La presse occidentale et des organismes internationaux ont fini par donner de timides échos de ces atteintes systématiques aux droits de l'homme. Mais lorsqu'un journaliste ose demander au chah - qui a toujours nié les tortures -, ce qu'il en pense, il s'attire la réponse suivante: « Amnesty International ? Qu'est-ce que c'est que ça ? nous ne connaissons pas ! » (Actuel 2, 24 juin 1974)

En 1971 a lieu le procès du « Groupe des dix-huit » à Téhéran. Ils ont avoué sous la torture être communistes, puis se sont rétractés. Un observateur français, Me Mignon, qui peut assister à deux audiences du tribunal (accusation et « défense » sont assurés par des militaires) rapporte que plusieurs des détenus ont montré des cicatrices et des séquelles de tortures. Un accusé, Chokrollah Paknejad, affirme : « J'ai été conduit après mon arrestation dans les caves de la SAVAK à Khoramshahr où j'ai été déshabillé à coups de poings. J'ai été frappé pendant 20 heures d'interrogatoire. Ensuite j'ai passé une semaine dans les W-C de la prison d'Abadan, sans vêtement. J'ai ensuite été transféré à Evine (prison du nord de Téhéran) où j'ai été à nouveau torturé, fouetté et battu. Ensuite on m'a appliqué les "menottes à poids" (les mains du prisonnier sont attachés derrière sa nuque, on y suspend des poids de plus en plus lourds) et frappé. Un autre accusé, Nasser Kakhsar, dira comment il a vu mourir l'ingénieur Nikadvoudi sous les tortures à la prison de Ghezel-Galeh, des suites d'une lésion de la mœlle épinière. Son délit était de « lire des livres ». L'ayatollah Saïdi est mort lui aussi à Ghezel-Galeh.

Maitres Nouri Albala et Libertalis, de la Fédération internationale des juristes démocrates, ont eux aussi assisté à certains procès d'opposants iraniens détenus à Evine. Entre le 28 janvier et le 6 février 1972, six accusés ont été condamnés à mort. D'autres sont accusés d'attaques de banques, de postes de police... En dépit de la loi, les audiences se déroulent à huis clos. Les prisonniers sont torturés pendant des gardes à vue de durée illimitée. Certains racontent. Sadegh a été frappé à coups de crosse de revolver sur la tête ayant entraîné une hémorragie interne puis un coma. D'autres ont été attachés sur une table métallique chauffée à blanc. C'est au moment de l'arrestation, en général, que les sévices sont les plus poussés. « Le prévenu passe entre les mains de spécialistes du karaté et du judo, il tombe alors dans le coma. Généralement les mains, les pieds ou le nez sont brisés. À son réveille prisonnier doit signer des aveux en stipulant qu'il n'a subi aucune torture. »

« Les agents de la SAVAK ont obligé M. Asghar Badizadegan à s'asseoir sur une chaise électrique pour le brûler pendant quatre heures. Il est tombé dans le coma. La brûlure avait atteint la colonne vertébrale et elle répandait une odeur telle que personne ne s'approchait de notre cellule. Il n'est pas mort mais il a fallu lui faire trois interventions chirurgicales. Aujourd'hui il doit s'aider de ses mains pour marcher. » Quant à Mehdi Savalani « il ne peut plus marcher, il a eu les deux jambes brisées. La torture par chocs électriques est

la plus courante, elle ne laisse pas de trace mais produit une paralysie générale. On injecte aussi des médicaments comme le cardiazol qui affole le rythme cardiaque, et on arrache les ongles, on soumet les prisonniers aux ultrasons, aux chocs sur la tête » ; « J'ai vu également un prisonnier incapable d'uriner car on avait suspendu des poids à son sexe ».

Description de la prison d'Evine : « Les cachots sont sombres et si humides que le sucre y fond de lui-même, ils mesurent 1,20 sur 2 mètres sur 2 mètres de haut, avec une petite ouverture grillagée de 40 cm. Pas d'autre lumière. Nous avons vécu là à trois. » .

Pendant les dernières années du régime du chah, les plus sanglantes, des colloques et des assemblées se réunissent un peu partout tant en Amérique qu'en Europe, notamment dans les universités, pour dénoncer les tortures et exiger la liberté d'expression en Iran. Le Chah est conspué par la foule en Suisse, mais la SAVAK est fortement implantée dans les universités (le chiffre estimé en 1975 était de 4 000 agents à l'étranger) au point d'intervenir physiquement pour s'opposer au Toudeh et saccager ses stands lors de manifestations de soutien (Cité Universitaire, Paris, 1977). C'est la guerre: celle des opposants pour obtenir la chute du dictateur, celle du régime pour sa survie. Et en Iran c'est le massacre au quotidien d'un peuple qui se révolte.

Quant à la presse, des journaux comme Le Monde et aussi le Sunday Times et même le Financial Times publient des reportages sur les cas de torture en Iran. En 1975, l'avocat parisien Yves Baudelot enquête en Iran sur la disparition de trois prisonniers politiques, le Dr Simin Salehi, Loftollah Meysamie et Hosseyn Djaveri. Le général Azizi, directeur de l'administration pénitentiaire, déclare ne rien connaître de ces détenus, qui, selon des témoignages, auraient bien été torturés. C'est Amnesty International qui devait révéler que Salehi était morte sous la torture, enceinte de huit mois. Les conditions de détention, selon Baudelot, sont considérées par les geôliers comme « propices aux aveux », des aveux que leur refusent autant qu'ils le peuvent les prisonniers. Selon l'avocat, la torture des proches de la famille est usuellement pratiquée. On viole une femme sous les yeux de son mari, on torture ses enfants, y compris en bas âge, pour le faire avouer.

Le Sunday Times du 19 janvier 1975 publie un témoignage du journaliste Philip Jacobson. Il affirme que les enquêtes de son journal établissent sans contestation possible la réalité de la torture en Iran. Selon lui les prisonniers torturés relèvent de trois catégories: ceux qui sont soupçonnés d'appartenir à des organisations politiques de gauche ou d'avoir participé à des actions de guérilla; les religieux hostiles au chah; les intellectuels de la classe moyenne et les gens du peuple qui ont critiqué de quelque façon le régime en public. Plusieurs témoignages recueillis attestent de la présence du patron de la SAVAK, Nemet-Ollah Nassiri, dans les chambres de torture. « Certains prisonniers - ajoute Jacobson - sont préparés à leur propre exécution par un raffinement de tortures psychologiques. »

La SAVAK use fréquemment d'une innovation en matière de torture, variante de la chaise électrique chère à l'oncle Sam: la « table chaude » ou encore le « grill » ou la « planche à rôtir ». Jacobson décrit cet instrument comme « un treillis en fer ressemblant à un sommier, dans lequel circule un courant électrique comme dans une rôtissoire. Les suppliciés sont ligotés sur ce châssis jusqu'à ce qu'ils se mettent à griller. » Quant aux femmes, elles sont de préférence battues sauvagement après avoir été violées.

Aux États-Unis, des pétitions sont acheminées, notamment à partir de l'Université de Berkeley, en 1975, pour obtenir des renseignements sur le sort de disparus telle Docteur Ali Shariati, théologien, Mme Hadjebi Tabrizi, le Docteur Gholamhossein Sa'edi, écrivain, S. Soltanpour, écrivain... Les pétitionnaires (plus de 2 000) sont reçus sur le perron de l'ambassade par un employé qui refuse de dire son nom. Ils sont conviés à envoyer une lettre par la poste à Téhéran. Des auteurs et artistes américains comme Noam Chomsky, Laurence Ferlinghetti, Kay Boyle, Joan Baez participent à ces actions.

On peut estimer, en 1975, que quelque 137 000 prisonniers sont passés par le Comité de la SAVAK - le quartier général, particulièrement honni. À cela il faut ajouter un nombre égal de personnes dirigées vers Gashr ou Evine et qui y ont été torturées sur place. Sur sept hommes arrêtés, en moyenne, un seul aurait échappé à la torture. L'Association de la Jeunesse et des Etudiants Démocrates Iraniens (ODYSI, Toudeh) estimait en 1977 à quelque 300 000 personnes le nombre des torturés, hommes et femmes, dans les prisons de la SAVAK, durant les 20 ans de son existence.

Dans les salles d'interrogatoire, la panoplie des instruments de torture est accrochée aux murs, comme dans les antres sado-maso aujourd'hui à la mode, où s'exprime le fantasme bourgeois d'une violence civilisée. Mais ici, la suite est autrement sinistre, le supplice peut mener à la mort. Les fouets métalliques pendent à des clous, les bâtons électriques sont alignés sur des tabourets, la pince à arracher les ongles est exposée en évidence. Sans parler du chevalet et de la planche à rôtir. Mais d'autres tortures sont pratiquées, comme l'introduction d'eau bouillante dans l'intestin par clystère, l'électrocution des organes génitaux, qui « font hurler les victimes, hommes et femmes, comme des loups ». Ou bien encore on introduit des fers brûlants dans la bouche des suppliciés (Caifi Newsletter, New York, mars 1975).

On n'en finirait pas de détailler la liste des victimes. Le total, comme les méthodes, sont accablants. Pas seulement pour le chah, un maniaque mégalomane qui n'aurait été qu'un despote raté sans le soutien que lui accorda la CIA, en 1953 pour retrouver son trône perdu, en renversant Mossadegh. Ce dernier reste le héros national de l'Iran, pour chaque Iranien, en dépit du charisme incontestable de Khomeini, lequel, à sa façon, a continué son combat. Quoi qu'on en dise en Occident (où la propagande américaine fait la loi), l'Iran est non seulement un grand pays – il l'a toujours été -, mais c'est aussi un pays moderne et évolué où, depuis la chute du chah, d'énormes progrès ont été réalisés dans le domaine social.

Par contre, le coup d'état de la CIA de 1953, et la politique hégémonique américaine qui s'en est suivie, ainsi que le soutien inconditionnel accordé au satrape d'un autre âge, Reza Pahlavi, ont condamné l'Iran à 25 années de stagnation, occasionnant en outre un passif de quelques millions de morts et une somme inégalée de souffrances.

On peut avancer aussi que les États-Unis, par cet acte d'intrusion inadmissible dans les affaires intérieures d'un autre pays, ont été les premiers responsables de l'échec d'une tentative de gouvernement laïque et démocratique en Iran. De même qu'ils sont directement responsables de l'avènement d'une république islamique auprès de laquelle, c'est le moins qu'on puisse dire, ils n'ont pas une once de crédit. Les États-Unis, du reste, n'ont pas pardonné à l'Iran d'avoir été évincés puisqu'à l'instar de Cuba, de la Libye et aujourd'hui de l'Irak, ils le soumettent à un sévère blocus, allant même jusqu'à menacer tout pays qui commerce avec lui de mesures de rétorsion. La liberté capitaliste garde sa logique.

François Derivery

Notes

1. De Gaulle y délégua Pompidou.
2. Sazemane Etelaar Va Aarniare Kechvar: Organisation d'information et de sécurité du pays.

Génocide anticommuniste en Indonésie

Comptant environ trois mille îles, l'Indonésie a, en 1998, une population de l'ordre de deux cent millions d'habitants, lui conférant la qualité de pays le plus peuplé de l'Asie du Sud-Est. Sa capitale Djakarta compte environ 10 millions d'habitants.

Les îles les plus importantes sont Java, Sumatra, Kalimantan (ou Bornéo), les archipels des Célèbes et des Moluques, enfin la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée nommée Irian.

Dans le prolongement latitudinal de Java, la possession de l'est de l'île de Timor, ancienne colonie portugaise, reste depuis des décennies l'enjeu d'une guerre d'annexion menée par l'armée indonésienne contre le Fretilin, organisation autochtone ayant fondé un État indépendant, reconnu et soutenu par toute la population locale. (Se reporter au texte particulier concernant cette question publié dans le présent ouvrage.)

Le nom d'Indonésie est de création relativement récente, datant de la veille de la première guerre mondiale. En réalité l'ensemble de ce territoire, peuplé de 90% de paysans, s'est trouvé occupé et pillé par le colonialisme hollandais depuis le tout début du XVIIe siècle.

Dès 1602, les Pays-Bas avaient installé une compagnie de commerce nommée la « Vereenigde Oostindische Compagnie »), qui devait devenir au cours de la moitié du XVIIe siècle la « Compagnie hollandaise », exerçant son monopole sur toutes les productions agricoles locales: riz, mals, thé, café, manioc, coprah, etc..

Puis en 1799, l'État néerlandais lui-même supplanta cette compagnie, en instituant les « Indes néerlandaises ». Il s'empara directement de leur gestion coloniale, défendant les intérêts hollandais contre d'autres colonialistes.

Les manufactures de tabac précédèrent de peu les mises en exploitation de gisements de pétrole.

Les populations habitant ces îles, appartenant à plusieurs ethnies, ont été majoritairement converties à l'Islam et minoritairement au christianisme. Elles ont été soumises, pendant trois siècles, à une exploitation coloniale de type classique comportant des périodes de conquête et de répression criminelle. En 1740, par exemple, une révolte générale des Chinois habitant ces îles fut écrasée dans le sang, causant des milliers de victimes dont on ne parle plus aujourd'hui.

De 1830 à 1877, l'excédent colonial fut estimé à 800 millions de florins. A partir de 1900, jusqu'en 1910, dans les pays capitalistes on parla officiellement de l'empire colonial hollandais. Le monde était alors partagé entre les grands empires coloniaux dominés par les États occidentaux qui rivalisaient entre eux comme ceux de France et de Grande-Bretagne, sachant s'unir quand il le fallait sur le dos des populations asservies et pillées d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Le nationalisme indonésien est apparu en 1908 et s'est développé au cours des décennies suivantes.

Simultanément les idées du communisme se sont manifestées à partir de la création en 1920 du premier Parti communiste d'Asie, le Parti communiste d'Indonésie (ou P.K.I.), avant même la naissance du Parti communiste chinois ou celle du Parti des travailleurs du Vietnam. Mais, dès l'année suivante, en 1921, une scission consacra la rupture entre militants musulmans et laïques. Puis, à la suite d'une insurrection à Java et Sumatra, il fut interdit par les autorités coloniales en 1927. Des milliers de personnes furent déportées dans les montagnes inhospitalières de l'Irian et les dirigeants communistes furent tous incarcérés dans des camps spéciaux.

Le courant nationaliste anticolonialiste se développa plus lentement. L'organisation « Perhimpunan Indonesia », à laquelle adhérèrent beaucoup d'intellectuels, multiplia les clubs de réflexion. Au sein de celui de Bandung, apparut un jeune ingénieur d'une éloquence populaire exceptionnelle, qui rêvait d'unifier nationalisme, Islam et marxisme. Né en 1901 d'un père instituteur, puis étudiant à Bandung, ce militant nationaliste n'était autre que le futur « père de l'indépendance indonésienne » , Achmed Sukarno. Il fonda en 1927 le « Persikatan Nasional Indonesia », « Parti national indonésien » et formula en octobre 1928 le mot d'ordre fondamental d'un « serment de la jeunesse » : « une patrie, une nation, une langue ». Mais les colonialistes hollandais procédèrent à son arrestation en 1929. Devant le tribunal où il comparut, il lança le slogan « L'Indonésie accuse ». Le P.N.I. fut dissous en même temps.

La crise économique de 1929 eut de sévères conséquences en Indonésie. L'effondrement des cours mondiaux des produits exportables engendra une augmentation considérable du chômage et provoqua une misère effroyable parmi les couches populaires les plus défavorisées.

Les développements simultanés du mouvement nationaliste et du mouvement communiste, parfois convergents, d'autres fois en désaccord, connurent alors des vicissitudes multiples, marquées d'une répression coloniale très dure, d'emprisonnements et d'exécutions capitales. Le désaccord essentiel entre les idées de Sukarno et celles des communistes portait sur le principe de la « lutte de classe ».

Le P.N.I. interdit fut remplacé par le Partindo. Son dirigeant Sukarno fut arrêté par les colonialistes une seconde fois en 1933.

Alors une organisation plus antifasciste qu'anticolonialiste vit le jour en 1937, le Gerindo, et, en 1939, fut créé le G.A.P.I., Groupement nationaliste antifasciste. Ce dernier adopta des revendications unitaires, comme la langue indonésienne, le drapeau rouge et blanc et l'hymne national. Il créa en 1941 un Conseil national du peuple indonésien. Mais, bien que réfugié à Londres après l'occupation de son pays par les Allemands, le gouvernement hollandais repoussa toutes ces initiatives. La reine Wilhelmine désirait poursuivre la guerre contre l'Allemagne nazie en s'appuyant sur ce qu'elle nommait « les Indes néerlandaises ». Position d'un capitalisme en lutte avec les nazis désireux de s'appuyer sur son propre colonialisme.

La situation en Indonésie se trouva bouleversée après le débarquement des forces militaires japonaises en 1942 et l'occupation qu'elles imposèrent à la place du colonialisme des Pays-Bas. Le pouvoir tricentenaire hollandais s'effondra, ce qui ne fut pas sans engendrer quelques illusions parmi les populations indonésiennes à l'égard des Japonais, surtout dans les classes sociales les plus favorisées, dans une bourgeoisie compradore déjà constituée et opérationnelle. Les nouveaux occupants cherchèrent à gagner le soutien de Sukarno et de ses amis nationalistes, qui acceptèrent de « jouer le jeu » au moins temporairement. Mais l'un d'eux, nommé Sjahrir, militant du Parti socialiste, n'en organisa pas moins des réseaux de résistance. Un dirigeant encore plus actif, Amir Sjarifuddin, fut arrêté et torturé par les services japonais ainsi que plusieurs de ses compagnons.

Ainsi, succédant au colonialisme hollandais, l'impérialisme japonais, fondé lui aussi sur le système capitaliste, recourut aux mêmes méthodes de violence et crimes que son prédécesseur contre le peuple indonésien.

Quand les illusions populaires furent détruites par l'attitude brutale des nouveaux occupants, une force politique nouvelle se constitua à Java, le PUTERA, ou « Centre des forces du peuple », dont les initiateurs et animateurs furent encore Sukarno et ses amis Hatta, Ki Hadjar, Dewandro. Les Japonais le tolérèrent tout en essayant vainement de s'en assurer le contrôle. Leur attitude résultait de l'inquiétude qu'ils nourrissaient déjà quant à leur propre avenir.

Ainsi, les autorités occupantes allèrent jusqu'à accepter qu'en octobre 1943 fut créée la PETA (« Volontaires défenseurs de la Patrie »), qui devait devenir la future armée indonésienne. Plusieurs futurs officiers supérieurs et généraux indonésiens commencèrent leurs premières armes aux côtés des militaires japonais dans cette formation. Tel fut le cas de Suharto, futur dictateur fasciste.

En septembre 1944, à un moment où les dirigeants de Tokyo sentaient venir leur défaite avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, leur gouvernement finit par promettre l'indépendance aux Indonésiens.

Dès lors, Sukarno put intervenir plus efficacement et, le 1er juin 1945, il formula les « Pantja Sila », les cinq principes: nationalisme, internationalisme, démocratie, justice sociale et croyance en Dieu. Il s'appuya sur le « gotong royong », ou entente mutuelle. Deux jours après l'effondrement du Japon, pressés par les jeunes activistes nationalistes indonésiens, Sukarno et Hatta proclamèrent, le 17 août 1945, l'indépendance de la République d'Indonésie. La souveraineté des îles, encore soumises à des pressions occidentales, s'exprima sous le nom des « Etats-Unis d'Indonésie ».

Mais les difficultés sociales du peuple n'étaient pas pour autant solutionnées et le mécontentement devenait de plus en plus vif à la fois dans les villes et dans les campagnes.

Les communistes tentèrent-ils une insurrection à Madiun, ou furent-ils accusés à tort d'avoir voulu prendre le pouvoir en septembre 1948, voilà un point d'histoire qui reste confus. Toujours est-il qu'ils furent pourchassés et rapidement écrasés par la division Siliwangi du colonel Nasution, chef d'état-major de l'armée indonésienne. Trente mille des leurs furent tués en même temps que leurs principaux dirigeants: Amir Sjarifuddin et Musso, qui venait de revenir d'U.R.S.S. au mois d'août précédent. On peut considérer que cet événement eut un aspect prémonitoire par rapport aux massacres de bien plus grande ampleur qui devaient être déchaînés dix-sept ans plus tard.

Les colonialistes hollandais voulurent profiter de la situation et capturèrent par surprise Sukarno et son gouvernement. Or les États-Unis, rassurés par la victoire de l'action militaire anticommuniste et par ailleurs très inquiets par l'arrivée au pouvoir de Mao Zedong en Chine, imposèrent aux Pays-Bas les accords de la Table ronde signés à La Haye en novembre 1949. Pour les impérialistes américains, il ne fallait surtout rien faire qui puisse rejeter les Indonésiens dans le camp des communistes. A l'époque, côté capitaliste, on évoquait volontiers la théorie des dominos, menace concrète pesant sur toute l'Asie.

Les « États-Unis d'Indonésie » cédèrent alors la place à la « République unie d'Indonésie » dont le président fut aussitôt Achmed Sukarno. Un régime parlementaire fut instauré, bien que le président soit plutôt partisan d'un parti unique. Ce régime tumultueux usa six gouvernements en sept ans.

Durant cette période, l'État indonésien accorda à des monopoles anglo-américains l'exploitation des puits de pétrole indonésiens. La compagnie Shell, la Standard Oil, et Caltex gérèrent pour le compte des économies impérialistes occidentales, américaines et britanniques essentiellement, les riches gisements de l'ancienne colonie hollandaise. La bourgeoisie compradore et les éléments capitalistes bureaucratiques indonésiens connurent alors un développement impétueux sur base de corruption internationale.

Les officiers supérieurs de l'armée représentaient ces couches sociales privilégiées, tandis que les communistes s'appuyaient sur les classes les plus pauvres dans les villes et, dans une moindre mesure, dans les campagnes. Sukarno demeurait le symbole vivant de l'indépendance et tentait d'aplanir les contradictions antagoniques entre les uns et les autres.

Le 17 octobre 1950, le colonel Nasution, chef d'état-major de l'armée indonésienne, déclencha un putsch armé pour s'emparer du pouvoir. Mais le président, alors soutenu par une partie des officiers et de l'armée encore influencés par son passé nationaliste, réussit à repousser cette tentative. Il révoqua Nasution, mais

n'exerça aucune sanction sévère à son égard. Sukarno fut activement soutenu par le parti qu'il avait créé, le P.N.I, qui représentait surtout la bourgeoisie nationale anti-impérialiste. Les communistes l'appuyèrent également.

De nouvelles tentatives des militaires se produisirent, notamment le 17 octobre 1952, dans le but d'obliger le président à dissoudre le Parlement, mais chaque fois les putschistes, en désaccord entre eux, échouèrent.

Dès cette époque, Sukarno infléchit sa politique extérieure en renforçant ses relations amicales avec l'U.R.S.S. et la Chine populaire. Il avait compris que les États-Unis appuyaient l'armée indonésienne contre la majorité du peuple. De juillet 1953 à juillet 1955, le premier ministre, Sastroamidjojo concrétisa les rapprochements avec ces pays socialistes.

En avril 1955 fut adopté un statut concernant les Chinois habitant l'Indonésie. Cette mesure eut le mérite d'attaquer de front un racisme déjà ancien, mais ne parvint nullement à l'éliminer. La bourgeoisie compradore subissait la concurrence commerciale de certains Chinois très riches, eux-mêmes en relations d'affaires avec les pays occidentaux, d'où une rivalité tournant facilement au racisme.

Puis, durant la même période, se tint la fameuse conférence afro-asiatique de Bandung, dont le retentissement mondial fut considérable: 29 États afro-asiatiques y participèrent, confirmant l'éveil du tiers-monde. Des personnalités de plan international comme le pandit Nehru ou le premier ministre Chou En laï y occupèrent des places importantes. Le président Sukarno y gagna en prestige par rapport aux États des pays d'Afrique et d'Asie, mais le succès de ce rassemblement planétaire inquiéta à la fois les États-Unis, les pays d'Europe occidentale et l'Union soviétique qui n'avait joué aucun rôle en la circonstance.

Le Président indonésien effectua en novembre 1956 un long voyage en U.R.S.S. d'abord, puis en Chine populaire.

Des généraux recommencèrent leurs actions de sédition. Sukarno accepta de redonner les fonctions de chef d'état-major de l'armée de terre au général Nasution. La guerre civile qui menaçait d'éclater fut maîtrisée par cet officier, encore fidèle à Sukarno, tandis que les militaires en rébellion étaient soutenus, presque ouvertement, par les Américains.

Dès février 1957, le chef d'État décida d'abandonner la voie de la démocratie à l'occidentale pour la remplacer par une conception qu'il avait nourrie de tout temps, la « démocratie dirigée », manifestation concrète d'un vaste courant populiste. C'était là en fait le résultat d'un rapprochement momentané entre lui et le chef d'état-major, le général Nasution. Mais ce ne fut en définitive qu'en 1959 qu'il décréta la dissolution de l'Assemblée constituante qui était en place depuis 1956. La question de savoir si l'Indonésie serait un État fondé sur l'Islam ou sur les principes des Pantja Sila n'était toujours pas réglée.

En agissant de la sorte Sukarno avait repris l'initiative politique. Il fit interdire les partis politiques qui avaient soutenu la rébellion militaire. Il préconisa alors le Nasakom, union des trois grands courants idéologiques présents parmi les couches populaires: le nationalisme, la religion et le communisme.

Dès 1961, avec trois millions d'adhérents le Parti communiste indonésien devint quantitativement une force considérable, plus influente politiquement que l'armée, mais sans aucun armement en face d'une armée réactionnaire qui se trouva sensiblement renforcée par des livraisons d'armes soviétiques. A cette époque d'ailleurs, Sukarno remplaça le général Nasution par un autre officier, le général Yani.

Quand l'Indonésie décida de récupérer son territoire de l'Irian occidental encore occupé par les colonialistes hollandais, l'U.R.S.S. l'appuya. Alors, par crainte de la voir basculer dans le camp socialiste, les États-Unis

imposèrent aux Pays-Bas d'accepter une solution négociée. Des accords furent signés au mois d'août 1962. Simultanément les impérialistes américains offrirent un soutien économique à l'Indonésie.

Mais en décembre 1962, la situation de la Malaysia déstabilisa de nouveau toute la région du Kalimantan. L'Angleterre et les États-Unis d'une part, l'Indonésie d'autre part soutinrent des camps opposés. Sukarno et l'armée indonésienne, bien que déjà infiltrée par des agents américains, appuyèrent les luttes nationales des peuples du Bornéo septentrional. Finalement, les Américains, engagés dans les opérations du Vietnam, jugèrent plus prudent de se retirer de l'opération malaysienne.

Dès 1964, Sukarno apostropha Washington en proclamant sans ambages « Au diable votre aide ! » .

Sa ligne politique de « socialisme à l'indonésienne » s'accéléra. Il se rapprocha de la Chine populaire. Il en vint même à retirer l'Indonésie des Nations unies et à proposer le remplacement de l'O.N.U. par une organisation des Nouvelles Forces montantes (N.E.F.O.S.). Naturellement Pékin, qui ne disposait toujours pas du siège de la Chine à l'organisation internationale, soutint sans réserve la proposition de Sukarno.

De son côté, le P.K.I. prit position en faveur du Parti communiste chinois dans la controverse idéologique et politique qui opposa ce dernier au Parti communiste d'Union soviétique. Il lança simultanément une campagne de propagande contre les capitalistes bureaucrates indonésiens.

Mais la situation intérieure du pays connut un regain de tension. Des luttes violentes opposèrent les paysans sans terres et les propriétaires fonciers, surtout dans l'île de Java. L'association unitaire du Nasakom fondée par Sukarno fut sur le point de se disloquer, les communistes s'opposant aux propriétaires terriens et à des fractions entières du Parti nationaliste indonésien appuyées par l'armée.

Se sentant en position défavorable, le PKI décida de faire cesser les actions des paysans pauvres, tout en obtenant du chef de l'État l'interdiction de mouvements anti-communistes notoires, comme le Manikebu et le Murba. La coopération entre Sukarno et les communistes se poursuivit sans accroc majeur. Le président observa une attitude visant à réconcilier toutes les forces sociales avec l'armée. En réalité c'était là un rêve qui ne s'expliquait que par son désir forcené de nier le principe de la lutte des classes. Autant dire qu'il croyait à la quadrature du cercle.

Aussi l'année 1965 s'ouvrit-elle dans une période de tensions multiples et très vives. La situation vis-à-vis de la Malaysia ne s'atténua pas en dépit du retrait au moins apparent des Américains. L'armée, de nouveau commandée par le général Nasution, envoya dans cette région des commandos de parachutistes. Les officiers de l'état-major rejetèrent catégoriquement la proposition du PKI d'armer les ouvriers et les paysans pour constituer une force complémentaire.

Les actions des paysans sans terres avaient contribué à rapprocher entre elles toutes les forces anticommunistes, inquiètes de l'essor du PKI et de la politique extérieure de Sukarno.

Les États-Unis jugeaient préoccupantes les relations de Sukarno, dont ils n'ignoraient pas le prestige, avec la Chine populaire.

Dans les milieux internationaux les diplomates évoquaient maintenant un axe Djakarta-Pékin, s'appuyant sur Pyongyang, Hanoi et Phnom Penh.

Ce que tramaient depuis des années les généraux réactionnaires finit par se produire vers la fin de l'année.

Dans la nuit du 30 septembre 1965, un colonel nommé Untung fit arrêter et exécuter six généraux du haut commandement de l'armée de terre. Parmi ces derniers figurait l'ancien chef d'état-major, le général Ahmad Yani. Pour sa part, le général AH. Nasution réussit à s'échapper de justesse.

La version médiatique admise dés les jours suivants imputa ces attentats meurtriers à une organisation baptisée « Mouvement du 30 septembre » animé par des « officiers progressistes » que l'on dit appartenir à l'armée de l'Air. Ceux ci auraient réussi à s'emparer de quelques points clés de la capitale pour sauver le président Sukarno en déjouant un coup d'État préparé par des généraux soutenus par les Américains et en rapport avec la Central Intelligence Agency , la CIA

Dès lors la situation fut assez confuse. Les officiers favorables à Sukarno formèrent un « Conseil de la Révolution ».

Le P.K.I, surpris, aurait publié néanmoins un communiqué de soutien en leur faveur, mais en prenant soin de souligner qu'il s'agissait seulement d'une « action intérieure à l'armée ». Il nia la moindre participation ou responsabilité dans l'opération concernée. Quant à Sukarno lui-même, il prit soin de ne pas exprimer son approbation aux généraux qui avaient prétendu le soutenir contre un complot militaire sur le point d'éclater.

Dans ces circonstances, c'est avec une extrême rapidité qu'un général chef de réserve stratégique, le général Suharto, né en 1921, issu d'une famille de commerçants et d'un père chef religieux musulman, reprit en main la situation, contre la volonté du président, s'autoproclama chef de l'Armée, s'assura en vingt-quatre heures le contrôle de la capitale, puis de la base aérienne où étaient retranchés les officiers du « mouvement du 30 septembre ».

L'armée au pouvoir accusa immédiatement les communistes d'être les responsables de la tentative de putsch ayant coûté la vie à six généraux.

Une répression aveugle et criminelle s'étendit à toute l'Indonésie contre les communistes. Le racisme anti-chinois favorisa également des massacres innombrables de familles entières, qui la plupart du temps n'avaient absolument rien à voir avec les communistes, ni même avec les progressistes.

Selon les sources, le nombre des victimes des massacres ordonnés par le général Suharto varie de cinq cent mille à un million de gens (Cf. Encyclopaedia Universalis, édition de 1988, Corpus 9, page 1049). Tous les dirigeants du PKI présents dans le pays furent exécutés sans procès, des centaines de milliers de familles soupçonnées de sympathie communiste furent exterminées soit à l'aide d'armes classiques, soit dans des incendies de leurs maisons allumés par les militaires.

D'autres citoyens indonésiens furent jetés par centaines de milliers dans les prisons et dans des camps de concentration. Dans son rapport de 1971, l'organisation « Amnesty International » fournit le nombre de deux cent mille emprisonnés encore détenus.

Les jours et les années qui suivirent l'événement du 30 septembre 1965 permettent, au regard de l'histoire, de désigner les forces sociales, politiques et économiques qui profitèrent de la prise du pouvoir par le général Suharto et l'armée fasciste indonésienne. C'est ici que « le Livre noir du capitalisme » contribue à révéler de façon indéniable le poids tragique des crimes commis sous le régime concerné.

Mais il se trouve qu'au moment de ce coup d'État, une conférence internationale, dont Sukarno avait eu l'initiative, devait s'ouvrir et tenir ses assises à Djakarta. Des délégués étrangers, invités à cette occasion, devinrent d'emblée les témoins involontaires de la terreur déclenchée par l'armée.

Deux Français arrivèrent à Djakarta le jour même du putsch fasciste, pour participer à la conférence convoquée par le président Sukarno. Régis Bergeron était un journaliste connu ayant collaboré à l'hebdomadaire « les Lettres françaises » comme secrétaire de rédaction et ayant assumé la responsabilité de la page culturelle du quotidien l'Humanité, avant de partir en Chine populaire comme professeur de français et correcteur de la revue Littérature chinoise. Christian Maillet, artiste peintre engagé, avait milité dans sa jeunesse au sein du Parti communiste du Maroc, puis, après avoir combattu dans la Résistance en France au sein des F.T.P., avait appartenu au Parti communiste français jusqu'en 1964, prenant position à cette époque en faveur des thèses chinoises contre les thèses soviétiques. Voici le témoignage sur le coup d'État fasciste de Suharto de l'un de ces deux communistes français chevronnés. Christian Maillet se souvient :

« Le camarade Régis Bergeron et moi-même sommes arrivés à l'aéroport de Djakarta le 1er octobre 1965 vers dix heures du matin. Nous étions délégués par le MCF (ml) pour le représenter à la "Conférence internationale pour la liquidation des bases impérialistes dans le monde (IAPMA)" convoquée à Djakarta. Dès notre arrivée, nous avons constaté que l'armée putschiste avait la situation bien en main. Le tarmac était entièrement bouclé par des chars d'assaut, automitrailleuses et autres véhicules militaires bien équipés en hommes et matériel de guerre.
L'armée nous a immédiatement pris en charge et amenés dans un hôtel situé au nord-est de Djakarta. Dans la journée nous avions le droit de circuler en ville: les rues étaient presque vides, les magasins ouverts dans l'ensemble, mais pratiquement sans acheteurs. L'armée occupait tous les points stratégiques et les bâtiments administratifs. Le soir, le couvre-feu empêchait toute sortie hors des bâtiments. Nous montions alors sur la terrasse d'où nous avions une vue panoramique sur la totalité de la ville. Nous pouvions voir les véhicules militaires, phares allumés, bien que les rues soient éclairées comme en plein jour, qui tournaient au ralenti, à la queue leu leu, espacés seulement d'une vingtaine de mètres. Régulièrement et de tous les points de la ville éclataient des rafales d'armes automatiques et des incendies rougeoyaient dans différents quartiers de Djakarta.
Nous avons pu entendre les mitraillages et voir ces incendies durant trois nuits... après quoi nous avons été amenés par l'armée, à l'hôtel "Indonesia", immense hôtel de luxe, situé au centre de Djakarta, dans lequel tous les délégués à la KIAPMA avaient été concentrés. Les militaires nous ont fait savoir que nous ne devions pas sortir de l'hôtel, « pour notre sécurité » ! Nous n'avons plus eu la possibilité de savoir ce qui se passait en ville.
Plusieurs fois par jour des camions de l'armée remplis d'indonésiens en civil, le front ceint de bandeaux blancs sur lesquels étaient écrits des mots d'ordre illisibles pour nous, stationnaient longuement devant l'hôtel... Les indonésiens entassés dans les camions scandaient inlassablement "Communistes gantoung !", ce qui signifie, d'après le personnel de l'hôtel "il faut pendre les communistes !". Ceci était destiné à impressionner les délégués.
Lhôtel comportait une cour intérieure dans laquelle nous nous rendions pour échapper un peu à l'atmosphère confinée et conditionnée des bâtiments... et discuter plus librement entre nous car il était évident que nous étions entourés d'oreilles indiscrètes. Des gens hostiles nous lançaient des bouteilles de bière vides du haut des fenêtres des étages supérieurs. Nous avons pu repérer une des fenêtres d'où partaient les projectiles. Après avoir fermement protesté auprès des responsables de l'hôtel, ces agressions ont cessé. On nous a avoué qu'elles provenaient de chambres occupées par des Américains !
À ce moment la cible des militaires était limitée aux seuls communistes. La conférence internationale pourrait se tenir plus tard une fois que les communistes et pro-communistes indonésiens auraient été éliminés.
Pour faire patienter les délégués, on nous emmena en avion cargo de l'armée de l'air dans l'île de Bali. Nous y avons été reçus chaleureusement par le gouverneur entouré des autorités de l'île. Une réception officielle avait été organisée dans le palais du gouverneur. Nous avons appris quelques jours après, à Pékin, que les militaires factieux avaient enfermé tous ces responsables administratifs ou politiques et leurs familles dans le palais et y avaient mis le feu ! Ils étaient tous accusés d'être communistes et furent tous anéantis. »

Pour sa part, Régis Bergeron a présenté en 1975 une brochure intitulée « Pour une Indonésie libre et démocratique » publiant en langue française un discours de Jusuf Adjitorop, membre du Comité central du Parti communiste d'Indonésie, qui, se trouvant à l'étranger au moment du coup d'État, fut un des rares survivants de la direction de ce parti. A lire cette préface, on découvre que la répression meurtrière fasciste n'avait pas cessé dix ans après:

« ... Pour la troisième fois dans son histoire, après 1926 et 1948, la direction (du PKI) a été presque totalement exterminée. La répression le frappe aujourd'hui encore et, le 28 août 1975, par exemple, Asep Suryaman, arrêté en 1971 à Bandoung, était condamné à mort. Ses militants tombent aussi au combat, tel Saïd Ahmed Sofyan, premier secrétaire du Parti pour le Kalimantan occidental (ex-Bornéo), assassiné au cours d'un ratissage le 12 janvier 1974.
« On ne compte plus ni ses morts ni ses prisonniers. L'Indonésie est devenue un vaste camp de concentration où, selon les plus récentes estimations, quelque cent mille détenus politiques souffrent encore et dans des conditions encore aggravées, semble-t-il, que ce soit à la prison de Salemba (Djakarta) où trois d'entre eux sont morts de faim en 1974 ou sur l'île sinistre de Buru et en bien d'autres lieux de torture et de mort, Mabarawa, Kalisotok, Koblen, etc....
«... Que le Parti communiste indonésien ne se soit pas trouvé impliqué dans le « coup » qui servit de prétexte aux généraux fascistes pour prendre le pouvoir, personne n'en doute aujourd'hui...
«... Il est avéré que la prise du pouvoir par les militaires fut facilitée par la C.I.A., cet organisme à tout faire de l'impérialisme américain qui n'allait pas tarder à opérer une rentrée en force en Indonésie...
«... La veuve de Sukarno, en octobre 1974, a dénoncé le rôle que le Japon, de son côté, joua plus tard pour consolider le pouvoir des généraux. Quand le prix Nobel de la paix fut attribué à l'ancien premier ministre japonais Eisaku Sato, elle révéla que celui-ci avait « joué un rôle majeur pour aider les militaires et les étudiants professionnels qui, après le coup d'État de 1966 (c'est-à-dire l'éviction définitive de Sukarno), ont massacré un million de personnes accusées d'être communistes, mais qui n'étaient que des partisans de Sukarno. »

Aujourd'hui, l'impérialisme domine en maître l'économie indonésienne et, ce faisant, sa politique.

Le régime « d'Ordre nouveau » tire sa gloire d'avoir largement ouvert le pays aux investissements étrangers... L'argent coule à flot dans les caisses de Suharto sous la forme de prêts, d'aide, etc... que lui consentent de nombreux organismes internationaux (américains et japonais)... » (Cf « Pour une Indonésie libre et démocratique » par Jusuf Adjitorop-Editions du Centenaire-collection « Le Tiers Monde en lutte » -4e Trim.1975 - le texte du leader indonésien date du 23 mai 1975, jour du 55e anniversaire de la fondation du PKI)

Aux indications précises de Bergeron ajoutons celles qui furent publiées également en 1975 par le Comité Indonésie-France sous le titre « L'Indonésie des généraux... dix ans de fascisme » :
« ... Les prisonniers sont divisés en quatre catégories: A, B, C et X. Pour le A, le gouvernement prétend avoir des preuves formelles de leur participation au coup d'État d'octobre 1965 (ils sont cinq mille) ; les B ne seront jamais jugés faute de preuves d'après les déclarations officielles, mais ils présentent un danger pour le pays, étant de « purs communistes » ; dans la catégorie C, le gouvernement range ceux qui ont été arrêtés « légitimement », mais qui seront relâchés ultérieurement quand la situation le permettra. Aucune preuve n'est retenue contre eux...

... L'Organisation internationale du travail (Genève) a demandé au gouvernement indonésien un rapport sur les travaux forcés imposés aux prisonniers politiques (désignés sous le nom de « tapol », selon une abréviation de l'indonésien « tahanan politik »). À ce sujet on déclarait à Djakarta en octobre 1974 que depuis 1973 aucun « tapol » n'effectuait de travaux forcés... (ce qui constituait au moins la reconnaissance que de tels travaux forcés avaient été pratiqués jusqu'en 1973, donc huit ans après le coup d'État)... »

Le 11 mars 1966, le fasciste Suharto accapara les pleins pouvoirs, qu'il assumait d'ailleurs de facto depuis le premier jour de son coup de force. Il décréta aussitôt l'interdiction du Parti communiste indonésien, dont il avait déjà anéanti la quasi totalité des forces vives. Il fit arrêter quinze ministres, accusés d'être communistes, nous ignorons s'ils l'étaient réellement et pensons qu'ils pouvaient n'être que des amis du président Sukarno. Ensuite il regroupa autoritairement les partis politiques en deux forces distinctes, mais tout aussi soumises l'une que l'autre à ses décisions. Il organisa de nouvelles élections pour la forme et se fit nommer président en mars 1968. Sukarno ne put ou ne voulut rien faire de décisif pour s'opposer aux manœuvres cyniques et violentes de ce général qui l'éloigna progressivement de toute activité politique. Enfermé chez lui, le « père de l'indépendance indonésienne » finit par mourir en juin 1970. « L'Ordre nouveau » fasciste était en place. Le nouveau chef d'État disposait sans la moindre réserve d'un regroupement politique fondé à son initiative, le Golkar.

En janvier 1974 des manifestations d'étudiants furent sauvagement réprimées, il y eut de nouveau des centaines d'arrestations et d'emprisonnements. Dix journaux furent interdits. Et des événements identiques se reproduisirent en 1978.

Les liens entre les gouvernants américains et Suharto ne cessèrent de se resserrer. Les présidents américains Nixon et Ford visitèrent l'Indonésie en 1969 puis en 1975. À noter au passage que douze heures après cette dernière visite, l'armée indonésienne lançait une agression des plus meurtrières contre l'État indépendant de Timor-est.

En sens inverse, Suharto se rendit aux États-Unis en 1970, 1975 et 1982.

L'impérialisme américain était désormais sûr de son complice ou agent indonésien. Il suffit de rechercher les montants successifs de l'aide militaire des États-Unis à l'Indonésie pour en prendre conscience. Par exemple le chiffre de 34 millions de dollars alloué en 1979 était déjà passé en 1983 à 53 millions de dollars (une augmentation de 64 %). Relevons en outre, au passage, l'information fournie en 1975 par la brochure déjà citée publiée par le Comité Indonésie-France : «... Président de l'I.G.G.I. (Consortium international d'aide à l'Indonésie dont la France fait partie depuis sa création en 1967), le ministre néerlandais M. Pronk s'est rendu en Indonésie en novembre 1973. Aux autorités indonésiennes avec qui il discutait du montant et des modalités de l'aide de l'I.G.G.I. à l'Indonésie pour 1974, il fait part de l'inquiétude de son gouvernement quant aux prisonniers politiques indonésiens. À la Conférence de l'I.G.G.I. à Amsterdam en mai 1974, la question a été mise à l'ordre du jour au grand embarras de la délégation de Djakarta, ce qui n'a pas empêché l'Indonésie d'obtenir ses 850 millions de dollars annuels... ».

Naturellement il serait aisé d'ajouter à tous ces éléments caractérisés une véritable encyclopédie des crimes et autres actes barbares du fascisme indonésien dont la mise en place a été soutenue par les capitalistes occidentaux. Mais il est désormais évident que le général Suharto a entrepris le génocide des communistes de son propre pays, sans épargner d'ailleurs toutes celles et ceux qui, progressistes ou tout simplement nationalistes anti-impérialistes, ont été aussi les victimes de sa férocité.

C'est avec le soutien actif de l'impérialisme américain, des pays capitalistes de l'Occident et du Japon, qu'il a pu imposer son « ordre nouveau », ordre fasciste qui se perpétue de nos jours.

Le Golkar, parti du pouvoir en Indonésie, a réaffirmé début janvier 1998 qu'il maintenait sa décision de proposer ce bourreau de son peuple comme candidat à sa propre succession, pour un septième mandat de président de la République d'Indonésie. En dépit de la crise économique qui a conduit ce pays à la faillite et engendré six millions de chômeurs, le Fonds monétaire international a signé, le 15 janvier 1998, un accord avec le général-président Suharto, qui n'a pas dissimulé sa pleine satisfaction ni celle de sa famille multi-milliardaire.

Ainsi la preuve est bien établie que le capitalisme, quand il y va de ses intérêts, n'hésite pas un instant à soutenir un criminel de guerre contre l'humanité.

Jacques Jurquet

Jacques Jurquet est écrivain, anti-colonialiste, militant communiste depuis la Résistance. Après le putsch fasciste de Suharto, il a rencontré plusieurs fois, à Pékin comme en Europe, des dirigeants survivants du Parti communiste indonésien.

Annexion fasciste du Timor Oriental

Lîle de Timor fait partie de l'archipel des îles de la Sonde.

Sa partie orientale se situe à 350 kilomètres de l'Indonésie et à 500 kilomètres au nord de l'Australie.

La population autochtone, 600 000 habitants environ en 1975, paysanne à 90%, a été fortement marquée par la colonisation portugaise qui a duré pendant un peu plus de quatre siècles et demi. Ainsi, contrairement aux populations pratiquant l'Islam vivant dans la partie occidentale, les Timorais de l'est sont passés de pratiques animistes au christianisme. Le clergé catholique y conserve encore une influence populaire déjà ancienne.

En 1975, l'analphabétisme y était général. Les conditions sanitaires y étaient fort mauvaises: taux de mortalité infantile de 40% très élevé, tuberculose et malaria très répandues, pour tout le pays vingt médecins seulement résidant tous dans la capitale. Il n'y avait que trente kilomètres de route asphaltée, ce qui rendait pratiquement impossible l'apport de soins dans les campagnes.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Japonais débarquèrent à Timor-Est et s'y imposèrent par les armes contre les Portugais. Leur occupation violente coûta la vie à environ 50 000 Timorais, mais, sur le moment comme après la guerre, ces victimes demeurèrent ignorées du monde occidental. Leur pourcentage par rapport à l'ensemble de la population du Timor oriental était pourtant le plus élevé de tous ceux concernant les massacres perpétrés contre les autres peuples d'Asie...

De la sorte, en 1945, après la défaite des Japonais, le Timor oriental apparut plus que jamais comme un enjeu stratégique que guignaient depuis longtemps déjà la lointaine Grande-Bretagne et la proche Australie.

En outre, les gouvernants indonésiens, libérés du colonialisme hollandais, considéraient ce pays comme faisant partie du leur et, à l'époque même ou Sukarno gouvernait encore sans opposition très vive, des agissements hostiles aux colonialistes portugais furent développés par certains militants d'extrême-droite. En juin 1959, dans la région de Viqueque, se produisit une révolte manipulée très probablement par ces éléments contre des colons portugais vivant et travaillant dans des fermes. La répression coloniale fut immédiate et d'une extrême violence. Elle fit environ 1000 morts parmi les Timorais de l'est, des centaines d'autres furent emprisonnés dans des conditions inhumaines.

Dès lors, le sentiment patriotique anticolonialiste des populations autochtones connut un essor nouveau dans l'ensemble du Timor oriental.

D'ailleurs l'Assemblée générale des Nations unies allait bientôt voter, le 14 décembre 1960, la fameuse « Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux ». Le monde vivait l'ère de la décolonisation.

La maturation de la revendication nationale se trouva renforcée à la suite de la « Révolution des oeillets » au Portugal. En effet le 16 mai 1974 le général Spinola, nouveau chef d'État de ce pays, annonça que les colonies portugaises devaient devenir libres.

La montée du nationalisme fut au regard de l'histoire assez rapide et provoqua comme partout des contradictions sur la stratégie et la tactique au sein du peuple intéressé.

L'Association sociale démocrate timoraise (ASDT), dirigée par un groupe d'intellectuels « catholiques progressistes », devint beaucoup plus influente que les autres formations politiques. En 1974, ses fondateurs, Francisco Xavier do Amaral et Nicolau Lobato subirent de fortes pressions des éléments plus jeunes comme

Roque Rodriguès et Abilio Araujo, qui sympathisaient étroitement avec les idées et principes de Mao Zedong. Aussi lorsque l'Australie eut annoncé son soutien à l'intention de l'Indonésie d'annexer le Timor oriental, ces jeunes dirigeants décidèrent de radicaliser leurs positions, et, le 12 septembre 1974, transformèrent l'ASDT en « Front révolutionnaire pour un Timor oriental indépendant », le Fretilin.

Au début de l'année 1975, ce parti, devenu le plus populaire, dominait toutes les autres formations. Il déclara que la seule voie possible pour que le peuple soit libéré de l'exploitation et de l'oppression sous toutes ses formes « n'était autre que celle de l'indépendance ».

Depuis plusieurs années, l'Indonésie dirigée par le général fasciste Suharto, préparait, non sans hésitations, la mise en œuvre de son projet de prise en main du Timor oriental. Elle agit de façon habile et soutenue à travers les pratiques d'une organisation liée à l'armée, le BAKIN, (Agence pour la coordination des services de renseignements nationaux), que l'on peut comparer aux services secrets de tous les pays capitalistes, comme, plus singulièrement, à la Gestapo nazie. Des nouvelles mensongères furent diffusées par la radio nationale d'Indonésie, affirmant que des conseillers militaires et des armements soviétiques, chinois et vietnamiens avaient été envoyés au Timor oriental pour soutenir un « groupement minoritaire d'intellectuels communistes ».

Les agents de ce service bien spécial parvinrent à provoquer une rupture entre les dirigeants de l'UDT et le Fretilin. Ils n'y allèrent pas par quatre chemins en proclamant que l'Indonésie n'accepterait jamais qu'un gouvernement composé de communistes siège au Timor oriental, à côté de l'Indonésie elle même. Le 14 avril 1975, le dirigeant de l'DDT Domingos do Oliveira, impressionné par cet avertissement, annula un voyage en compagnie de Nicolau Lobato, dirigeant du Fretilin, destiné à visiter l'Afrique jadis occupée par le colonialisme portugais, ainsi que l'Europe, c'est-à-dire très probablement le Portugal où militaient de nombreux portugais anticolonialistes, y compris dans les milieux gouvernementaux.

Seul désormais à représenter le nationalisme anticolonialiste profondément ancré parmi les masses populaires, le Fretilin élimina en 17 jours de guerre civile l'Apodeti, « Association populaire et démocratique timoraise » soutenue par le Bakin et la C.I.A., ainsi que l'UDT qui implorait les colonialistes portugais de rester.

Les patriotes révolutionnaires commencèrent à organiser la gestion du Timor oriental indépendant à partir du mois d'août 1975 et s'employèrent avec ardeur à surmonter les multiples difficultés que leur léguait l'histoire de leur pays.

Appuyé par l'immense majorité du peuple, le Fretilin proclama, le 28 novembre 1975, l'indépendance de la « République démocratique du Timor oriental ». Son président, Francesco do Amaral, exalta les combats armés du peuple pour l'indépendance et déclara: « Nous lançons un appel à la paix à l'adresse de l'Indonésie, mais nous nous en tenons au slogan: l'indépendance ou la mort ».

Dans un rapport présenté ultérieurement devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le député australien Ken Fry, qui séjourna au Timor oriental de septembre à décembre 1975, fournit le témoignage suivant: « Nous avons trouvé là une administration responsable et modérée qui bénéficiait d'un ferme soutien du peuple timorais... Comme tous les Australiens qui ont visité le Timor portugais pendant cette période, je suis revenu plein d'admiration pour le Comité central du Fretilin. J'ai été énormément impressionné par sa modération, par son intégrité et par son intelligence, alors qu'il était confronté à une situation très difficile. » (Cf Timor-Est génocide oublié-Droits d'un peuple et raisons d'États par Gabriel Defert page 83- L'Harmattan 1992)

Précédée d'actions de kommando et d'incursions militaires violant la frontière entre l'Indonésie et le Timor oriental, une agression de l'armée indonésienne (Abri) fut déclenchée dans la nuit du 6 au 7 décembre 1975.

Une vingtaine de navires de guerre arrosèrent d'obus le centre de la capitale, Dili, et ses environs. Puis, vers cinq heures du matin, un débarquement général fut coordonné avec le parachutage de nombreux soldats sur le front de mer. En tout cette opération engagea dix mille hommes, sous le commandement du général Murdani, bras droit du dictateur fasciste Suharto. Mais la résistance acharnée des soldats du Fretilin, regroupés dans les Falintil (Forces de Libération nationale de Timor-Est) l'empêcha d'occuper la capitale en vingt-quatre heures selon le plan prévu. Les agresseurs ne parvinrent à occuper l'ensemble de la ville qu'au bout de trois semaines.

On pourrait évoquer les graves bavures militaires qui aboutirent à la noyade en pleine mer de nombreux parachutistes, ou à des combats entre unités d'invasion elles-mêmes, mais le plus important, du point de vue historique, réside dans les manifestations de sauvagerie de ces troupes indonésiennes encadrées par des officiers dignes des S.S. nazis. Ces derniers se rendirent coupables de massacres délibérés.
Dès les deux premiers jours, ils firent exécuter de sang-froid, sur le port, cent cinquante prisonniers, qui étaient des civils pour la plupart, hommes et femmes, n'appartenant nullement au Fretilin ou aux Falintil. Ces victimes, une fois mortes, furent jetées à la mer. Par ailleurs la population de la banlieue sud-est de la ville fut rassemblée de force sur un stade, où elle fut sommairement fauchée par des rafales d'armes automatiques. Il n'y eut que quelques survivants, des blessés ayant réussi à dissimuler leurs corps sous des cadavres.

Dès lors, populations et combattants timorais adoptèrent la tactique du repli et abandonnèrent certaines villes pour poursuivre la lutte dans les campagnes et les montagnes. La radio indonésienne provoqua elle-même un raidissement patriotique en proférant des menaces terrifiantes, celle notamment de tuer tous les soldats communistes du Fretilin.

Les derniers militaires portugais encore présents dans l'île d'Atauro s'enfuirent le 8 décembre à destination de Darwin, mettant définitivement fin à 460 ans de présence coloniale portugaise.

L'offensive indonésienne ne permit pas au général Murdani de réaliser le plan de conquête de tout le pays. Les Falintil, aidés par leur connaissance du terrain, réussirent à conserver sous leur contrôle les deux tiers du territoire.

Aussi l'Abri se trouva obligée de dépêcher de nouveaux renforts pour conquérir les principales villes. 10 000 fusiliers-marins débarquèrent pour renforcer les dix mille soldats déjà présents, mais tenus en échec. Ils parvinrent à occuper les plus grandes agglomérations, mais n'éliminèrent nullement les forces de la résistance. Le Comité central du Fretilin se replia au sud-ouest de l'île, à Ainaro. Finalement les troupes indonésiennes, incapables d'écraser la guérilla timoraise, atteignirent le chiffre de 32 000 hommes au Timor oriental, tandis qu'une réserve de 10 000 autres soldats stationnait au Timor occidental.

De leur côté, les Falintil comptaient 2 500 Timorais, provenant de l'armée portugaise d'occupation, 7000 fantassins ayant effectué dans les rangs de cette dernière leur service militaire par le passé et 10 000 volontaires sans formation militaire effective.

Dans tous ses communiqués des années 1975 à 1977, le Fretilin assura conserver sous son autorité 90 % du territoire, et, si l'on peut tenir pour quelque peu exagéré cette affirmation, il convient de noter que les rares journalistes qui purent se rendre sur place grâce aux autorités indonésiennes indiquèrent tous que l'Abri ne contrôlait que 30 % du pays. Cette situation de relatif échec n'empêcha pas le gouvernement de Djakarta de proclamer le 17 juillet 1976 que désormais le Timor oriental constituait la 27ème province de l'Indonésie.

Le comportement des soldats et des officiers indonésiens était féroce. Ils massacraient sans pitié femmes, enfants, vieillards dans tous les villages ou ils parvenaient à pénétrer. En 1976, tous les Chinois de la ville de Maubara furent réunis sur la plage et abattus, tandis que leurs femmes et leurs filles étaient violées. La

même année, l'Abri utilisa des armes chimiques en même temps que des bombes au napalm. Les États capitalistes occidentaux et les États-Unis fournirent la quasi totalité des armements utilisés. En plus du soutien multiforme des États-Unis, des contrats lièrent en l'occurrence l'Indonésie avec les Pays-Bas, l'Australie, l'Espagne, la République fédérale d'Allemagne. Pour sa contribution, la France envoya des hélicoptères Alouette et des Puma 330.

La supériorité énorme en armes de l'Abri ne lui permit pas, de fin 1975 à fin 1977, d'atteindre les objectifs stratégiques fixés au début de l'invasion. Les attaques continuelles des Falintil, embuscades suivies de repli dans les zones encore libres, imposèrent aux conquérants de lourdes pertes. Si l'on additionne les bilans des combats fournis par le Fretilin au cours des années 1975 à 1979, on atteint le chiffre de 17 000 envahisseurs tués, auxquels il convient d'ajouter des milliers de blessés.

Les pertes subies tant par les Fretilin que par la population civile timoraise sont difficiles à évaluer si on les ramène à cette seule période, mais il est évident qu'elles furent déjà largement supérieures à celles des agresseurs. Ceux ci disposaient en effet d'armements sophistiqués, comportant outre de l'artillerie lourde et légère, une maîtrise de l'air absolue permettant des bombardements de terreur.

Un événement aux conséquences néfastes se produisit le 7 septembre 1977. Des désaccords stratégiques avaient déjà opposé au cours de l'année précédente le président du Fretilin aux membres de son comité politique. Il avait proposé d'engager avec l'occupant des négociations. De plus il estimait que le Comité central devait prendre l'initiative de demander aux Nations unies l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Xavier do Amaral fut alors destitué et arrêté par les autres dirigeants du Fretilin, qui accentuèrent le caractère radical de leurs proclamations et de leurs activités. Accusé de trahison, il devait bientôt tomber entre les mains de l'Abri, ne fut pas exécuté mais envoyé dans un camp. Son remplaçant fut Nicolau Lobato.

Dans ces circonstances, l'Abri décida de tout faire pour réduire à néant la Résistance. De septembre 1977 à mars 1979, elle déclencha trois offensives dans le cadre d'une campagne stratégique d' « encerclement et annihilation ».

L'objectif premier consista à isoler les combattants de la guérilla de leur soutien logistique, la population timoraise. Ensuite vinrent deux campagnes successives réduisant les populations civiles à la famine, en 1979 et en 1981.

Ces opérations militaires eurent recours à des armements nouveaux et modernes, à l'aviation de bombardement, à la destruction systématique des cultures sous le mot d'ordre « recherche et destruction ». La résistance fut acharnée, mais finalement subit des revers inévitables.

Le clergé catholique n'abandonna pas les patriotes. Voici ce qu'écrivit un prêtre de Dili à deux sœurs dominicaines: « Depuis fin septembre, la guerre s'est encore intensifiée. Les bombardements durent du matin au soir. Des centaines d'êtres humains meurent tous les jours et leurs corps sont laissés en pâture aux charognards (si ce ne sont pas les balles qui vous tuent, ce sont les épidémies). Certains villages ont été complètement détruits et certaines tribus décimées. La barbarie, la cruauté, les destructions inqualifiables, les exécutions sans raison, en un mot « l'enfer organisé » a profondément pris racine à Timor... On ne voit personne d'autre que des soldats indonésiens dans les rues de Dili. Il ne reste que très peu de Timorais, ils sont réfugiés dans les forêts, morts ou en prison. » (lbid., ouvrage de G. Defert, page 110)

Au bout d'un certain temps et après de furieux engagements, les combattants du Fretilin et soixante mille civils non armés se retirèrent dans les zones de montagnes au plus profond de la jungle.

Les principaux dirigeants survivants furent capturés après des combats d'une intensité effroyable et tués. Le président du Fretilin, Nicolau Lobato, fut d'abord blessé, puis ils mourut dans l'avion qui le transportait à Dili, sans doute assassiné. A l'exception de ceux qui appartenaient à la délégation extérieure du gouvernement de la République démocratique du Timor oriental et de trois membres du Comité central, tous les dirigeants du Fretilin furent exterminés.

La barbarie fasciste, approuvée et soutenue de manière discrète par les Américains et délibérément ignorée des gouvernants occidentaux et australien, présenta les mêmes caractéristiques que celle des hitlériens. « Amnesty International » parla ouvertement des exécutions systématiques des civils et soldats qui s'étaient rendus ou qui avaient été capturés par l'Abri. On apprit aussi que certains d'entre eux avaient été brûlés vifs après avoir été torturés, d'autres avaient été lancés dans le vide à partir d'hélicoptères.

Dans plusieurs régions montagneuses, des milliers de Timorais furent abattus lors de nettoyages systématiques.

Des villages dans lesquels étaient restés des habitants qui n'avaient pas eu le temps de s'enfuir furent transformés en camps spéciaux. Au nombre d'environ 150, ces camps maintinrent en détention de 250 000 à 350 000 personnes qui ne disposaient d'aucune nourriture, ne portaient plus sur leurs corps que des guenilles, souffraient d'épidémies sans recevoir aucun soin.

Un journaliste occidental ayant réussi à visiter l'un de ces camps, probablement au titre de la Croix-Rouge indonésienne, fit ce récit hallucinant: « Hommes, femmes et enfants, tous présentaient des traces de privations: des corps frêles, habillés de haillons, des visages décharnés et vides, déjà marqués par la mort. Les ventres ballonnés des enfants étaient tellement protubérants au dessus de leur taillé si maigre que les plus petits devaient enlever leur short s'ils ne voulaient pas le perdre.» (lbid, page 118).

La tuberculose, la malaria, les dysenteries et autres infections provoquèrent la mort de dizaines de milliers de ces gens qui vivaient à peu près la même existence que celle des camps de la mort nazis (si l'on excepte le caractère industriel des chambres à gaz et fours crématoires d'Auschwitz). Celles et ceux qui tentaient de s'éloigner pour essayer de trouver à manger étaient abattus sans sommation.

Cependant, bien que détruits à 80% de leurs effectifs, les Falintil ne se rendirent pas.

L'un des trois membres du Comité central encore survivants, Alexandre Gusrnao dit Xanana, doué d'une énergie et d'un courage légendaires, réussit à reconstituer quelques unités et lança des opérations hardies jusqu'au coeur de Dili. Au cours de l'été 1980, ces patriotes réussirent à saboter une station émettrice de la télévision indonésienne qui venait d'être construite dans la capitale timoraise.

La nouvelle direction du Fretilin décida de changer de stratégie.

Il convenait de prendre en considération la situation créée dans l'ensemble du pays dont toutes les villes étaient occupées, ainsi que de nombreuses régions des campagnes. Les Falintil n'étaient plus assez nombreuses pour mener des opérations d'envergure comme avant les échecs survenus à la fin de l'année 1978. Décision fut arrêtée de réorganiser les forces survivantes en petites unités susceptibles de réaliser des opérations rapides suivies de retraits immédiats les rendant insaisissables.

Le successeur de Nicolau Lobato fut Xanana Gusmao, qui s'était engagé dans la lutte depuis l'époque de l'ASDT. Il devint le nouveau leader du Fretilin et de la Résistance.

Le changement de stratégie ne se limita pas aux questions militaires, il se manifesta aussi sur le plan idéologique. Au lieu d'une formation unique détenant à elle seule toutes les vérités pour diriger le juste

combat du peuple timorais, le Fretilin s'ouvrit aux autres en dépit des contradictions anciennes. Le seul point exigé d'un volontaire pour entrer dans la Résistance fut la réalité de son patriotisme et non plus son allégeance inconditionnelle aux idées des dirigeants en place. D'anciens adhérents de l'Apodeti et de l'Udt purent ainsi rejoindre les Falintil.

Le représentant apostolique de Dili indiqua dès 1983 que le Fretilin était indissociable de l'ensemble de la population du Timor oriental et qu'elle était entièrement solidaire de ses activités.

De leur côté les généraux de l'Abri croyaient s'être définitivement débarrassé du Fretilin, après avoir ordonné l'exécution sans jugement de 80 de ses dirigeants.

Le coup de main effectué à Dili en 1980 provoqua surprise et colère chez les fascistes indonésiens. Ils pratiquèrent alors une répression qu'Amnesty International jugea comme la plus violente et la plus meurtrière depuis le début de la guerre. Tortures et exécutions capitales se succédèrent dans des conditions féroces. 600 habitants de Dili furent arrêtés et déportés dans l'île d'Atauro, tandis que des centaines d'autres étaient sommairement tués dans les rues de la capitale. L’armée indonésienne agissait exactement de la même façon qu'en octobre 1965 à Djakarta contre les communistes ou supposés tels.

Cette dernière s'adapta elle aussi à la nouvelle stratégie de la Résistance. Elle mit en œuvre la tactique dite de la « barrière de membres ». Les soldats indonésiens obligèrent les Timorais à constituer des chaînes humaines de plusieurs dizaines de kilomètres de long destinées à ratisser l'île d'est en ouest. Les généraux fascistes estimaient pouvoir ainsi attraper les Falintil, supposées incapables d'échapper à ce peigne fin.

Cette mesure eut avant tout pour résultat que d'innombrables civils timorais moururent de froid, de faim, d'épuisement, de paludisme, pendant que tous ceux ou celles qui tentaient de s'échapper étaient abattus sans merci. Simultanément les occupants fascistes incendiaient toutes les étendues d'herbe où pouvaient se dissimuler des résistants, et, de fait, nombre de ceux-ci furent ainsi brûlés vifs. Toutefois un certain nombre de combattants des Falintil réussirent à passer à travers la barrière humaine grâce à des complicités spontanées de leurs compatriotes. Se rendant compte de cette réalité, les officiers de l'Abril devinrent de plus en plus criminels, si c'était encore possible. Au cours de l'automne 1981, ils se mirent à massacrer de manière de plus en plus systématique. A la suite de la mutinerie d'une unité de supplétifs organisée par eux, le 7 septembre 1981, ils anéantirent toute la population du camp de Craras, près de Viqueque, d'abord 200 personnes, puis 800 autres qui avaient réussi à traverser une rivière, en les fauchant par des tirs de mitrailleuses. Il n'y eut qu'un seul survivant. Plus tard des soldats fascistes qui avaient participé à ces opérations s'en vantèrent et expliquèrent comment ils faisaient creuser leur tombe à des Timorais, puis les fusillaient à bout portant en les faisant tomber dans le trou.

L’opération « barrière de membres » eut une autre conséquence épouvantable. Les gens requis pour cette besogne criminelle étaient presque tous des paysans qui ne purent s'occuper de leurs cultures. Le résultat des productions agricoles servant à la nourriture des populations locales connut de ce fait un niveau très bas. Malnutrition et maladies en furent les conséquences directes. La seconde grande famine atteint alors le peuple du Timor oriental causant encore des milliers de victimes.

Contrairement aux espoirs des généraux fascistes, les Falintil échappèrent assez facilement à cette nouvelle forme d'encerclement et annihilation. Par contre tous les civils qui furent contraints par la force à participer à la chaîne humaine, du moins ceux qui survécurent, demandèrent spontanément à rejoindre les Falintil. Xanana refusa de les intégrer dans les unités déjà existantes, auxquelles il entendait conserver les caractéristiques de la guérilla. Mais il les fit s'organiser en groupes de trois à six, restant en ville ou dans les villages, avec mission de surveiller toutes les activités des soldats indonésiens et d'en faire rapport immédiat au Fretilin.

Il y eut de ces groupes baptisés « Nurep » partout. L'échec de l'initiative indonésienne devint cuisant. Aussi à la fin de l'année 1982, un nouveau commandant militaire de Timor Est, le Colonel Purwanto, fut désigné. Sa mission consista à tenter de gagner la sympathie des Timorais non plus par la violence des armes, mais par la négociation. Après diverses tergiversations, une rencontre réunit en terrain neutre, à Lari Guto, du 11 au 13 mars 1983, le général indonésien Purwanto et Xanana Gusmao, président du Fretilin. Le parti de la Résistance exigea « le recours à un contingent des Nations unies qui s'interposerait entre les belligérants et garantirait le bon déroulement d'une consultation libre et démocratique assurant l'instauration d'un système parlementaire au Timor oriental ». Le représentant des fascistes indonésiens refusa en invoquant le fait que la discussion ne pouvait porter que sur les conditions et les formes de la reddition des Falintil.

Cependant quatre mois de trêve permirent aux résistants timorais de se réorganiser et de se renforcer. Mais ils valurent sa destitution au colonel Purwanto qui fut remplacé par des officiers proches du général Murdani, déjà connu comme criminel de guerre contre l'humanité.

Les incidents très graves survenus à Dili en novembre 1991 prouvent que la population timoraise, bien que désarmée, refuse toujours l'occupation indonésienne.

Comme le demandaient les patriotes du Timor oriental, une visite sur place de délégués de l'O.N.U. avait été décidée depuis 1982 et le secrétaire général Perez de Cuellar avait été chargé de l'organiser. Il y avait aussi la décision de convoquer un scrutin de référendum d'autodétermination sous les auspices de l'ancienne puissance coloniale, le Portugal, toujours considérée par les Nations unies comme détenant le pouvoir au moins administratif au Timor oriental. Les fascistes indonésiens s'opposaient à ces décisions.

Or, le 13 octobre 1991, la première de ces initiatives s'était de nouveau trouvée reportée *sine die*. Elle devait réunir une commission composée de parlementaires portugais et indonésiens, mais ces derniers prétendirent que dans la délégation portugaise se trouvait un membre du Fretilin, justifiant ainsi leur opposition à l'enquête décidée. Ce n'était évidemment qu'un faux prétexte.

Dix jours plus tard, le 23 octobre 1991, sans doute à l'occasion d'une manifestation de protestation, un jeune Timorais, nommé Sebastiao Gomes fut tué par la police.

Le 12 novembre, à 8 heures du matin, plus de cent jeunes Timorais se rendirent au cimetière de Santa Cruz pour honorer la mémoire de leur camarade. Il s'agissait en fait d'une cérémonie religieuse. Ils se rendirent à l'église de Moatel pour assister à une messe, mais quand ils en sortirent ils se dirigèrent vers l'hôtel Resende où résidait alors un représentant des Nations unies venu enquêter sur des cas de torture. Là ils auraient lancé des pierres sur la façade de l'établissement et scandé des slogans en faveur de l'indépendance du Timor oriental. Ils n'étaient porteurs d'aucune arme.

La police indonésienne intervint aussitôt et tira sans sommation sur ce groupe de jeunes gens.

Le gouvernement de Djakarta reconnut qu'environ 50 « émeutiers » avaient été tués. Le quotidien « Le Monde », en date du 19 novembre 1991, reproduisant des dépêches de l'AF.P. et de Reuter, parla de « 19 à 200 morts selon les sources ».

L'association des Droits de l'homme indonésienne assura que 80 jeunes arrêtés furent exécutés, après les incidents, le 15 novembre 1991.

À peine un an plus tard, le 20 novembre 1992, Gusmao Xanana fut capturé par les forces de sécurité de l'Abri. Le 2 décembre suivant, la télévision indonésienne présenta un prétendu entretien avec lui et lui fit dire « qu'il acceptait l'annexion du Timor oriental » et « qu'il appelait ses anciens camarades guérilleros à se

rendre ». Avait-il été victime de tortures ou de pressions psychologiques concernant sa famille, ou s'agissait-il tout simplement d'un montage audiovisuel ? Aucun de ses compagnons et des patriotes timorais ne crurent à ce revirement complètement contraire au caractère connu du président du Fretilin. En tout cas, l'agence de presse portugaise « Lusa » publia le lundi 2 janvier 1995, donc à peine plus de deux ans plus tard, « un appel du leader de la résistance timoraise, Xanana Gusmao, actuellement emprisonné, demandant que le statut de l'île soit déterminé par référendum ».

L'arrestation de Xanana fut un rude coup porté à la Résistance des patriotes timorais.

Par ailleurs, en 1993, un accord fut signé entre l'Australie et Djakarta pour exploiter un gisement de pétrole découvert en mer de Timor. Avec cet événement la motivation économique de cette annexion fasciste commençait à se révéler.

Selon un article de Cecilia Gabizon, dans « Libération » du 12 novembre 1994, les Portugais ont pu revoir à la télévision les soldats indonésiens tirant à bout portant sur une foule de jeunes timorais... « Entre les 100 morts officiels et les 500 annoncés par les comités de soutien à la cause des Maubères (ethnie majoritaire à Timor), les Portugais optent plutôt pour la seconde version et ajoutent que les soldats auraient achevé les blessés au poison ».

Les manifestations des jeunes Timorais, qui ne pouvaient plus recourir à la lutte armée, ne cessèrent pas. Le 20 décembre 1994, le quotidien Libération indiqua encore: « L'ancienne colonie portugaise a connu une nouvelle actualité avec l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis par des manifestants indépendantistes lors de la visite du président Bill Clinton. » Le 25 novembre 1996, les journalistes Isabelle Bouc et Pierre Haski annonçaient que Jose Ramos Horta et Mgr Carlos Belo venaient d'être couronnés du prix Nobel de la paix « pour leur action de résistance à l'occupation indonésienne du Timor oriental ».

Enfin, tout récemment, dans son édition du 15 novembre 1997, en page 7, on pouvait lire dans *Libération*: « Lévêque timorais Ximenes Belo, prix Nobel de la paix 1996, a dénoncé la « brutalité inouïe » des militaires indonésiens, qui ont ouvert le feu vendredi dans l'université de Dili... De son côté le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) a protesté officiellement contre les agissements des policiers qui se sont emparé de force d'un étudiant grièvement blessé auquel la Croix-Rouge portait secours... (ce) jeune homme, atteint au cou et couvert de sang, a été tiré du véhicule du CICR et traîné par les policiers qui l'ont emporté dans un autobus. Quatre à six étudiants ont été blessés, certaines informations non confirmées faisant également état d'un mort. » (AFP) Cette guerre de conquête colonialiste par un État fasciste soutenu par le capitalisme international a pris le caractère d'un génocide, ou ethnocide, presque complet. Les services indonésiens eux-mêmes reconnaissent de 170 000 à 212 000 morts du côté de la population du Timor oriental. Les représentants de l'Église catholique fournissent des évaluations plus crédibles, chiffrant de 308 000 à 345 000 le nombre des victimes. Sur une population qui devait atteindre au début de la confrontation environ 600 000 habitants.

Mais ces données statistiques ne portent que sur la période des années 1975 à décembre 1981. Or depuis cette époque de nouvelles tueries ont été perpétrées contre la population autochtone timoraise. Il y a tout lieu de pouvoir estimer en 1998 que les deux tiers du peuple du Timor oriental ont été décimés. Que l'on juge, en toute objectivité, en comparant ce que représente ce pourcentage appliqué par exemple à la France. Si ces crimes avaient été commis chez nous, ils auraient fait 40 millions de morts, ce qui est évidemment inimaginable, en dehors d'une guerre atomique.

Et c'est ici que l'on peut mesurer le caractère criminel et complice du monde capitaliste, quand on sait qu'aucune mesure concrète n'a jamais été prise pour sauver le peuple du Timor oriental de ce massacre.

Dès après la proclamation de l'indépendance du Timor oriental par le Fretilin, un certain nombre de pays avaient reconnu sa souveraineté, parmi lesquels la Chine populaire, plusieurs pays d'Asie dont le Vietnam et les pays d'Afrique anciennement colonisés par le Portugal.

Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Dili, José Ramos Horta, était parti le 4 décembre 1975, pour effectuer une tournée dans le monde en vue d'obtenir des soutiens diplomatiques au cas où les fascistes indonésiens lanceraient contre son pays une agression militaire en vue de l'annexer.

Les événements eurent tôt fait de le rattraper et, au lendemain de l'invasion de l'Abri et de l'attaque contre Dili, il n'eut plus qu'à accepter une invitation du Conseil de sécurité de l'O.N.U. datée du 15 décembre, pour venir exposer le point de vue de son gouvernement. L'organisme international, après avoir également écouté les représentants de l'Indonésie et du Portugal, vota à l'unanimité, le 22 décembre 1975, une résolution (portant le numéro 384) « demandant le retrait immédiat des forces armées indonésiennes du Timor oriental » et « demandant au gouvernement portugais, en tant que puissance administrante, de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations unies afin de permettre au peuple du Timor oriental d'exercer librement son droit à l'autodétermination ». Le texte du Conseil de sécurité comportait d'autres stipulations et décisions allant toutes dans un sens favorable aux exigences formulées par le jeune gouvernement timorais. Un représentant spécial devait être envoyé sur place et le secrétaire général de l'O.N.U. était chargé de suivre l'application de la résolution adoptée à l'unanimité.

Le gouvernement de Djakarta s'opposa aux décisions du Conseil de sécurité en avançant des prétextes tous plus fallacieux les uns que les autres. L'agression fasciste se poursuivit et seule la Résistance acharnée des Falintil en ralentit la progression.

Il fallut attendre le 24 avril 1976 pour que le Conseil de sécurité, de nouveau saisi par plusieurs pays du Tiers Monde, réitère les injonctions à l'Indonésie d'avoir à se retirer du Timor oriental et reconnaisse de nouveau au peuple de ce pays son droit à l'autodétermination. Les délibérations en question intervenaient à des milliers de kilomètres et n'avaient plus que la valeur du papier et de l'encre qui les consignaient. D'ailleurs les États-Unis et le Japon commencèrent à se démasquer en cette affaire en refusant de voter la nouvelle déclaration.

En 1988 et 1991, de nouvelles décisions réunirent des majorités d'organismes officiels occidentaux. Le Parlement européen, sur proposition du Portugal, vota une résolution condamnant l'occupation de Timor oriental par l'Indonésie. Mais ce ne fut là qu'une formule sans suite.

L'échec patent de toutes ces proclamations est à mettre au passif des organismes internationaux, O.N.U, Conseil de sécurité, Comité de décolonisation de l'O.N.U., Parlement européen, qui se gardèrent bien de décider quelque intervention militaire ou autre embargo vis-à-vis de l'agresseur, pour rétablir la légalité du Timor oriental. Les États-Unis, superpuissance prétendant au rôle de gendarme planétaire, soutinrent constamment, de façon hypocrite ou directe, le gouvernement du pays où elle disposait d'un complice au pouvoir, l'Indonésie dirigée par le général Suharto.

Lors d'un passage à Paris après les graves événements de Dili en novembre 1991, Jose Ramos Hortas, représentant du Comité national de la Résistance timoraise, se montra légitimement sévère vis-à-vis de la Communauté internationale. « Notre tragédie est d'être un petit pays, dit-il, perdu dans un coin de l'Asie du Sud-est. » Il fit une conférence de presse à la Fondation « France-Liberté », en présence de Mme Danielle Mitterrand, épouse du président de la République, pour rappeler les dernières propositions du Fretilin (qui ne se réclamait plus du marxisme) :

« Négociations sans conditions avec l'Indonésie sous l'égide de l'O.N.U. » Il demanda « que tous les membres de la CEE se joignent au Portugal pour exiger une nouvelle réunion du Conseil de sécurité », et

pour « que les pays vendant des armes à l'Indonésie (la Grande-Bretagne en particulier) décident un embargo immédiat ».

Ses deux derniers mots furent « Aidez-nous ! »

Dans les dernières lignes de son ouvrage riche d'une documentation incontournable « Timor-Est, le génocide oublié - Droit d'un peuple et raisons d'État », Gabriel Defert écrivit en 1992 : « Tant que le respect d'un texte dépendra exclusivement des intérêts en jeu, on pourra certes continuer à prétendre que l'Irak ne doit pas considérer le Koweit comme une partie de son territoire alors que l'Indonésie peut sans difficultés s'approprier le Timor oriental, mais on aura du mal à accorder une autre légitimité que celle de la force aux arbitrages internationaux ».

Sans que quiconque puisse se permettre d'accuser d'antisémitisme la condamnation de la politique de Nétanyahou, l'actuel chef d'État d'Israël, vis-à-vis des Palestiniens, ne peut-on pas la tenir, également, comme caractérisée par le refus systématique des décisions de l'O.N. U. sans que les pays occidentaux ne décident à son encontre la moindre sanction, le moindre embargo?

Il y a donc deux poids et deux mesures. Pour des pays qui ne se soumettent pas à la volonté hégémonique de la superpuissance américaine et de ses complices, pour les petits peuples, pour les pauvres, le capitalisme, comme le colonialisme, est devenu depuis longtemps l'enfer sur terre.

En conclusion, les 350 000 à 400 000 victimes exterminées au Timor Oriental depuis 1975 attestent sans aucune équivoque que le « Livre du capitalisme » est bel et bien un « livre noir ».

Jacques Jurquet

BibLiographie

Gabriel DEFERT, Timor Est - Le génocide oublié - Droit d'un peuple et raisons d'États, L'Harmattan, novembre 1992, 323 p.
Libération, différentes éditions des années 1991 à 1998.
L'Humanité-rouge, années 1975 et 1976 - peut être consultée à la Bibliothèque Nationale ou à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine à Nanterre. Cf notamment n° 509 du 15 Juin 1976 et communiqué de solidarité du Parti communiste d'Indonésie (PKI).
Le Monde, quotidien du soir, Cf notamment les éditions des 13, 14 et 19 novembre 1991.
Amnesty International, Londres 1977 notamment.
Revue Prolétariat n° 12, 1er Trimestre 1976, p. 56 et suivantes - bibliothèque Nationale et BDIC de Nanterre.
A brochure by Mary Mac Killop, Institute of East Timorese Studies - PO Box 299 - ST MARYS NSW 2760 - Australia.

L'Irak victime du pétrole

La guerre pour le pétrole commença en Irak lorsque en 1908 l'empereur Guillaume II obtint du sultan Abdül Hamid l'octroi d'une concession portant sur une bande de territoire de quinze cents kilomètres de long traversant la Turquie et la Mésopotamie. Par cet octroi, l'Allemagne avait non seulement acquis le droit d'y construire une voie de chemin de fer allant de Constantinople à Bagdad mais d'exploiter les richesses minérales du sous-sol sur une bande de trente kilomètres de chaque côté de la dite voie ferrée.

La défaite de l'empire Ottoman en 1920 permit à l'Angleterre d'occuper la majeure partie du Proche-Orient. Le Royaume Uni, afin d'éviter les difficultés inhérentes à l'administration de ce vaste ensemble peuplé de multiples communautés (Arabes, Kurdes, Sunnites, Chi'ites, Chrétiens, Bédouins) forma plusieurs États dans des territoires riches en pétrole. C'est ainsi que plusieurs principautés furent créées dont celle du Koweït, au sud de l'Irak. Le mandat britannique sur l'émirat fut fixé à 99 ans, mais, dès 1938, le roi d'Irak, Ghazi exigea le rattachement du Koweït à son pays, estimant être spolié par les Britanniques. Il entama une série de démarches dans ce sens auprès de l'autorité du colonisateur ainsi qu'une large campagne d'information en direction des populations dans les deux territoires. Une station de radio fut installée au palais royal de Bagdad pour inviter les Kowetis à se révolter. En 1938, lors d'un voyage en Suisse, le roi Ghazi meurt des suite d'un accident obscur dont tout laisse à penser que ce fut un assassinat. Depuis aucun gouvernement irakien n'a réellement abandonné cette revendication. Ni même Nuri al Sa'id, qui fut pourtant l'homme des britanniques, mais tenta de convaincre les Américains de faire pression sur l'Angleterre pour la restitution du Koweït. Il périt, lui aussi, assassiné.

En 1961, Le général Kassem, le leader de la révolution, trois ans après son accession au pouvoir décide de récupérer le Koweït par la force. Les troupes britanniques, dépêchées à la hâte pour faire la guerre à l'Irak stoppent l'avance de l'armée irakienne. En février 1963, Kassem fut assassiné par une junte d'officiers soutenue par le gouvernement koweïtien. Au mois de mars, le nouveau régime, sous la pression des compagnies pétrolières, reconnaissait immédiatement le Koweït. L'émirat versera 32 millions de dinars au nouveau maître de Bagdad. La Grande-Bretagne, affaiblie par la Deuxième Guerre mondiale ne pouvait plus assurer les positions des grandes compagnies pétrolières au Proche-Orient et proposa alors un pacte liant les principaux pays de la région aux U.S.A. En apparence cet accord visait à protéger le « monde libre » Contre les menaces soviétiques; en réalité, il s'agissait d'une nouvelle alliance entre les pays de la région permettant la protection des compagnies pétrolières occidentales et l'exploitation du pétrole par les États-Unis et l'Angleterre.

L'accord de l'Allemagne et de l'empire Ottoman pour construire un chemin de fer reliant Berlin à Bagdad et pour effectuer des recherches pétrolifères ne fut pas du goût de la Grande-Bretagne, qui envahit l'Irak, alors province turque, en 1914, avec l'aide des troupes indiennes (1). Ce fut une des causes de la Première Guerre mondiale. Après celle-ci, la révolte des Irakiens, particulièrement dans le sud, obligea les troupes britanniques à quitter le pays mais la Grande-Bretagne se fit attribuer par la Société des nations un mandat sur l'Irak en 1920.

Après la Première Guerre mondiale, la Grande-Bretagne et la France imposèrent leur conception du droit au Moyen-Orient en dessinant depuis Paris des frontières conformes à leurs intérêts pétroliers. La question du droit international ne s'est jamais posée car ce droit était toujours adapté pour préserver les intérêts des pétroliers. Nous pourrons d'ailleurs ultérieurement constater comment les États-Unis et les autres membres du Conseil de sécurité ont interprété le droit international.

En 1932, le pouvoir revient aux Irakiens dont le gouvernement royal conclut un pacte avec les britanniques. De 1920 à 1958, une succession de révoltes coûte au peuple d'énormes sacrifices: répressions, exécutions, pendaisons perpétrés par le pouvoir royal aidé des Anglais.

En 1958, les forces progressistes, le centre gauche, la gauche et les nationalistes forment le Front patriotique uni. La révolution du 14 juillet 1958 met fin à la royauté et aux pactes avec la Grande-Bretagne. Diverses réformes sont amorcées dont la réforme agraire, le statut personnel, l'égalité de la femme devant l'héritage. Le système féodal institué par les britanniques qui avait donné à 5% de la population 95 % des terres est abrogé. La terre est redistribuée aux paysans.

En 1963, cinq ans après l'avènement de la République, le nouveau régime irakien porté au pouvoir par un vaste mouvement populaire s'était engagé dans un bras de fer avec la puissante I.P.C., compagnie des pétroles irakiens, aux mains du Royaume-Uni, de la France et des Pays-Bas, qui avait la mainmise sur les richesses du pays depuis la fin de la Première Guerre mondiale et qui n'utilisait pas la totalité du potentiel pétrolier afin de maintenir les prix, ne laissant aux Irakiens qu'une part dérisoire. L'État irakien espérait avoir un droit de regard sur son pétrole et exigeait une augmentation de sa production afin de pouvoir financer la reconstruction du pays déjà pillé par l'empire Ottoman et les colonialistes britanniques, mais 1'I.P.C. ne voulait rien céder. Le gouvernement demanda que le mandat anglais sur le Koweït, qu'il considérait comme province irakienne, soit annulé (la frontière avait été délimitée en 1922 par le protectorat britannique qui confia le pouvoir au cheikh avant que la Koweït Oïl Company, anglo-américaine, ne s'attribue pour 99 ans la concession des recherches et de l'exploitation pétrolière). Devant le refus anglais, le gouvernement décida alors la nationalisation de 90 % des terres renfermant des gisements non exploités encore par 1'I.P.C.

La nationalisation provoqua la colère des pétroliers qui, fomentèrent, en 1963, un coup d'État, dont le parti Bath fut le maître d'œuvre, avec l'aide des différents groupes d'intérêts anglo-saxons, et financé par les koweïtiens. Après plusieurs jours de bombardement du siège du gouvernement républicain et des affrontements avec la population dans les rues de Bagdad, la junte militaire parvint, en exécutant Kassem, chef du gouvernement et leader de la révolution, et plusieurs de ses compagnons, à mettre en place un régime de terreur qui dura neuf mois pendant lesquels toutes les formes de répression, de torture et d'exaction furent infligées aux patriotes anti-impérialistes et aux loyalistes républicains. Plus de 400 000 personnes furent arrêtées et torturées, 20 000 d'entre elles ne sont jamais revenues des camps de concentration, mortes sous la torture ou sommairement exécutées. Un grand nombre de syndicalistes, les chefs du parti communiste, des intellectuels et de simples militants anti-impérialistes furent ainsi éliminés en quelques mois. Le mouvement patriotique fut décapité.

Ce coup d'État permit aux pétroliers d'atteindre leurs objectifs par l'annulation de la loi n°80 sur la nationalisation du pétrole, la suppression du nouveau code civil (qui avait instauré l'égalité entre hommes et femmes) et l'abrogation de la réforme agraire en restituant les terres aux grands propriétaires. Suppression également du droit du travail, suspension des négociations sur les droits du peuple kurde. Quelques années plus tard, plusieurs dirigeants du coup d'État révélèrent qu'ils étaient étroitement liés avec les milieux anglo-saxons. Ali Salh al Saadi, numéro deux du parti et ministre de l'Intérieur déclarait en 1968 à Etudes arabes, revue libanaise: « Notre parti était conduit au pouvoir par un train américain ».

En juillet 1963, le ministre de la défense irakien informa officiellement son gouvernement que l'attaché militaire américain en poste à Bagdad lui avait demandé d'accueillir les experts américains chargés d'étudier la fabrication des chars T 54 et des avions MIG 21 en possession de l'armée irakienne. En contrepartie, le gouvernement des États-Unis serait disposé à armer l'Irak dans sa guerre contre les Kurdes. Ainsi la guerre contre les Kurdes était le révélateur de l'absence de la souveraineté du gouvernement irakien de l'époque face aux Etats-Unis (1).

En 1964, le parti Bath écarté du pouvoir, les nouveaux dirigeants de Bagdad affichent leur sympathie pour Nasser et tentent d'instaurer en Irak un socialisme calqué sur le modèle Égyptien. Après la nationalisation du secteur bancaire et des grandes industries, le gouvernement décide de créer une compagnie nationale du pétrole irakienne (INOC) et entame des négociations avec l'I.P.C. en vue de réaliser un accord permettant

d'associer l'Irak à l'exploitation de son pétrole. Des accords séparés ont été signés avec l'URSS et avec la France mais le conflit avec 1'I.P.C. aboutit à la chute du gouvernement.

En juillet 1968, le parti Bath revient au pouvoir. Il engage une répression impitoyable envers l'opposition et développe des alliances tactiques avec les superpuissances.

En 1975, le nouveau pouvoir nationalise la totalité du pétrole. On engage un vaste programme de reconstruction du pays, d'industrialisation, d'infrastructures, d'éducation (L'Irak obtint trois médailles de l'Unesco), et une campagne d'alphabétisation. Le pétrole doit servir à reconstruire le pays. L'industrialisation en 1991 est comparable à celle de l'Europe. La guerre du Golfe ramènera le pays cinquante ans en arrière. Entre 1970 et 1975, le gouvernement irakien a consacré 1 500 millions de dollars au développement du Kurdistan.

L'enseignement était obligatoire et gratuit. Le nombre des élèves du cycle primaire était de 2 200 000 en 1986. Dans le secondaire, 640 000 et 90 000 dans les collèges techniques. Dans les cinq universités 130 000 étudiants. Au total, en 1986, un tiers de la population suit des études dont 3 millions d'étudiants et d'élèves et 2 millions d'adultes en cours d'alphabétisation.

S'il y a le problème de la liberté politique, la liberté de la femme est acquise. Les femmes ont pris dans la société moderne irakienne une place considérable bien qu'un grand nombre d'entre elles travaillent encore la terre. Elles représentaient avant la première guerre du Golfe 38 % des enseignants, 31 % des médecins, 30% des fonctionnaires, 11 % des travailleurs d'usine. En tout, 30 % de la population active.

En 1981, le budget du ministère de la Culture atteignait 30 millions de dollars (2).

La guerre avec l'Iran

La Grande-Bretagne avait tracé consciemment des frontières fictives imprécises entre l'Iran et l'Irak. Ce sont des revendications frontalières qui déclencheront la guerre menée par Saddam Hussein.

La France ainsi que d'autres pays a prêté des avions, des super-étendarts, vendu de l'armement à l'Irak. Une trentaine de gouvernements, plus d'un millier d'entreprises ont rivalisé de zèle et d'ingéniosité pour doter l'Irak d'une puissante machine de guerre. Une perte globale en produit brut de 500 milliards de dollars (3) De leur côté, les marchands d'armes ont fourni pour 50 milliards de dollars d'armement à crédit.

L'Irak disposait de 15 milliards de dollars de réserve de change en 1980, avant la guerre, mais il se trouvait en 1988 avec 70 milliards de dollars de dettes extérieures dont 40 milliards envers l'Occident et le Tiers Monde et 30 milliards envers les pays du Golfe (Arabie Saoudite et Koweït). La dette envers la France s'élevait à 28 milliards de francs.

L'Irak avait été soutenu et encouragé à la fois par l'Occident et par les monarchies pétrolières pour stopper la république iranienne. Tous les pays d'Europe, les États-Unis, étaient amis de l'Irak. Pendant ce temps, le Koweït disposait d'un champ pétrolier irakien (Roumaliyah) pour augmenter sa production et provoquer la baisse des prix.

Une guerre de huit ans fera trois millions de morts et laissera deux pays épuisés.

Le guet-apens

Les Occidentaux veulent conserver la maîtrise du pétrole au Proche-Orient, en conséquence les États ne doivent pas avoir leur indépendance. En Iran, lorsque Mossadegh, Premier ministre, nationalisa le pétrole, la

C.I.A. dépêcha son agent, le général Scharwzkopf (père de celui de la guerre du Golfe !) pour fomenter un soulèvement contre le pouvoir élu au suffrage universel. Scharwzkopf conservait d'excellentes relations avec les officiers de l'armée impériale dont il avait été l'instructeur de 42 à 48. Il mena la répression avec son ami, le général Zahedi. Après avoir condamné à mort pour haute trahison le Premier ministre Mossadegh, le pouvoir du chah infligea au peuple une répression sanglante, en particulier dans les champs pétrolifères ou des milliers d'ouvriers furent assassinés et à Abadan ou des milliers de personnes furent emprisonnées ou fusillées. L'impérialisme américain s'est toujours ingénié à entretenir les conflits pour s'emparer des richesses. Il s'est appuyé sur l'affaiblissement de la région pour assurer sa puissance économique. Il ne veut pas d'État fort capable d'assurer son indépendance.

Après la guerre contre l'Iran, les Américains demandent immédiatement à l'Irak de réduire sa capacité militaire et décrètent l'embargo pour le faire plier. Quand Saddam Hussein fait part de son désir de reconquérir le Koweït, les États-Unis rassurent les Irakiens. « C'est une affaire qui ne nous concerne pas ». Fin juillet 1990, l'Irak massa ses troupes à la frontière du Koweït, mouvement que les U.S.A. suivaient heure par heure depuis le 14 juillet (4). Saddam crut avoir le feu vert, les Occidentaux lui devaient bien ça.

Mais, dès le Koweït envahi, le processus de guerre se met en marche. Dès le 6 août 1990, le Conseil de sécurité décide de sanctions militaires et économiques contre l'Irak. Le 25 septembre, il impose l'embargo aérien. Le 29 novembre il décide l'utilisation de tous les moyens pour permettre de châtier d'Irak et ce, à partir du 15 janvier 1991. Par ailleurs, le même Conseil a tenté à plusieurs reprises d'imposer des sanctions contre Israël sans aucun succès en raison des vetos américains. Voici quelques exemples: Veto américain contre la résolution du Conseil de sécurité qui imposait l'embargo militaire et économique à Israël en 1982 en raison de l'occupation des territoires syriens. En juin 82, les États-Unis opposent leur veto à la résolution du Conseil qui visait à imposer des sanctions à Israël en raison de son refus de retrait du Liban. En août 82, les U.S.A. réitèrent leur veto face à une nouvelle résolution qui exigeait le retrait d'Israël du Liban. En août 83, les États-Unis s'opposent à la résolution du Conseil de sécurité qui menaçait d'imposer des sanctions à Israël en raison de sa politique expansionniste. En janvier 88, nouveau veto américain contre une résolution condamnant Israël en raison de sa politique de non respect des droits de l'homme envers les Palestiniens. En 89, le Conseil de sécurité élabore cinq résolutions qui condamnent Israël. Les U.S.A. font échouer trois d'entre elles grâce à leur droit de veto. En mai 89, veto américain contre la résolution du Conseil de sécurité qui condamne l'occupation israélienne au sud Liban. En novembre 89, le veto des U.S.A. fait échec à la résolution qui proteste contre la destruction des habitations palestiniennes. En novembre 89, la résolution de l'assemblée générale des Nations unies appellent à un règlement du problème palestino-israélien sur la base de la création de deux Etats recueillait 151 voix favorables contre trois voix (États-Unis, Israël et la République dominicaine) mais le lendemain le New York Times publiait un article dénonçant l'influence des États arabes sur l'O.N.U. Cependant, ce même journal n'a jamais mentionné les pressions des États-Unis sur le Conseil de sécurité.(5) Jusqu'en 1990 aucun État n'avait réellement respecté les multiples résolutions des Nations unies.

Une coalition des 33 pays parmi les plus puissants du monde. Une propagande sans précédant pour mobiliser l'opinion. On désigne les Irakiens comme 18 millions de fascistes qui menacent l'humanité. L'opinion manipulée accepte l'idée d'une guerre: L'Irak était devenue une menace pour la paix mondiale alors que sa puissance économique représentait 1/1000 de celles des puissances opposées. La presse était soumise en Arabie Saoudite et en Israël au contrôle militaire. Durant la guerre, les journalistes occidentaux ont pu travailler dans de meilleures conditions en Irak que dans ces deux pays. Et tout état de cause, l'Irak partait et arrivait vaincu dans la compétition médiatique. Au grand jeu de la propagande, de la désinformation, du mensonge, Saddam et les siens ne faisaient pas le poids (6).

L'arsenal chimique de Saddam Hussein était rudimentaire. Les deux gaz qui avaient sa prédilection, le tabun et le sarin, déjà employés par les Allemands contre les Juifs, tuent, en se répandant, ceux qui les respirent. La bombe FAE (Fuel air explosive) ou bombe à vide, petit dernier de la technique américaine tue tout ce qui

respire en aspirant par un effet de combustion tout l'oxygène disponible dans un cercle d'un kilomètre carré. Les Américains qui interdirent de fait à Saddam Hussein la tabun et le sarin s'autorisèrent à utiliser la bombe à vide, sans parler des bombes au napalm et au phosphore, armes éminemment propres qui nettoient tout ce qu'elles touchent (6).

Quand à l'usage de l'uranium, il aurait contaminé 60 000 soldats américains et 10000 britanniques. On ne connaît pas son impact sur les populations de l'Irak du Sud.

Une guerre propre, rapide, efficace, peu coûteuse. C'était le slogan. Il faut oublier la plus puissante aviation jamais réunie, partant chaque jour d'Arabie saoudite, de Turquie, de France, d'Espagne, d'Angleterre, de la mer Rouge et de l'océan Indien pour lâcher ses bombes meurtrières sur un peuple de 18 millions d'habitants. Il faut oublier les missiles, le napalm, les bombes à dépression et à fragmentation. Résultat: le conflit a eu des effets quasi apocalyptiques sur les infrastructures économiques de ce qui était jusqu'en janvier 1991 une société hautement urbanisée et mécanisée. La plupart des moyens de soutien de la vie moderne ont été détruits ou rendus précaires. L'Irak a été renvoyée, pour longtemps, à une ère préindustrielle, mais avec tous les inconvénients que présente une dépendance post-industrielle à l'égard d'une utilisation intensive de l'énergie et de la technologie (7). Bush l'avait promis: on ne peut accepter un gouvernement indépendant gérant sa richesse.

Les U.S.A. entreprirent contre l'Irak trois types de guerre: militaire, embargo, destruction du tissu social. D'abord la destruction des forces militaires et des infrastructures. Ensuite tentative de destruction de l'unité nationale par la manipulation du peuple kurde et des chi'ites. On promet aide et protection pour inciter à la révolte puis on abandonne les révoltés à la répression. Les Kurdes furent toujours l'enjeu de chantage et de manipulation. En vérité, ni les USA. ni l'Angleterre n'ont jamais voulu régler le problème kurde, ils n'ont jamais accepté l'indépendance du Kurdistan. En 1920, les accords de Sèvres, de Lausanne et de Versailles n'ont pas accordé l'indépendance aux Kurdes. En 1922, lorsqu'un roi kurde fut proclamé après la Première Guerre mondiale, les populations furent bombardées et gazées par les Anglais. Dès 1991, les Kurdes furent soumis à l'embargo. La Turquie fait au Kurdistan des dizaines de milliers de morts, mais la Turquie est dans le « bon camp », donc inattaquable. Diviser pour régner est la devise, on encourage les rébellions ethniques, confessionnelles : chi'ites, sunnites, arabes, chrétiens. Le Liban en est l'exemple le plus tragique.

L'objectif du conflit était d'avoir le pétrole à bon marché. Pour cela il fallait la mise sous tutelle d'une nation, le massacre d'une population et la destruction de l'appareil productif d'un pays.

Les États-Unis ont tiré les premiers bénéfices industriels de la guerre contre l'Irak en remportant la plupart des marchés d'armement dans la région. Les profits des industriels de l'armement proviennent des marchés extérieurs plus que du marché intérieur. Ces marchés extérieurs se sont considérablement réduits (avant 1990) parce que les grands acheteurs, tels ceux du Moyen-Orient, ont vu la manne financière réduite. Le marché mondial de l'armement a baissé de 60 % en 1990. Cela a exacerbé une concurrence par les prix et donc une recherche d'économie sur les coûts entraînant logiquement une réduction drastique du nombre d'opérateurs sur le marché. C'est ainsi que l'industrie américaine de défense a connu en une dizaine d'années une vague de restructurations et de concentrations sans précédent, les cessions et acquisitions d'activités ou de sociétés entières dans ce secteur se sont élevées à plus de 100 milliards de dollars (8). Ces opérations ont donné naissance à trois géants. Les ventes d'armes cumulées des sociétés qui font désormais partie de Lokheed-Martin, Boeing-MacDonnell Douglas et Raytheon s'élevaient, en 1996, à près de 50 milliards de dollars et représentaient à peu près autant que le budget d'acquisition (hors recherche) du Pentagone. L'industrie américaine, confortée par l'effondrement de l'U.R.S.S. et surtout par son rôle dirigeant dans la coalition contre l'Irak, creuse l'écart avec ses concurrents, selon les données de l'institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). En 1996, les États-Unis ont accaparé 44 % du marché (certains spécialistes avancent même le pourcentage de 50 %). Ils jouissent dans ce secteur d'une suprématie dont ils ne disposent plus dans aucun domaine civil (9). Après la guerre du Golfe, les États-Unis, en quatre ou cinq

ans, se sont assuré le contrôle de la moitié des marchés (tous matériels compris). La France détenait en 1985 près de 10% du marché mondial, elle n'en possède plus que 4 à 5 % après avoir été détrônée par les Anglais qui en détiennent le double (10).

L'Irak ravagé, la guerre se poursuit économiquement par l'embargo. Les revenus du pétrole étaient de 20 milliards de dollars dont 5 milliards étaient consacrés à l'importation de médicaments et de nourriture. Huit ans après, 2 milliards seulement par an de vente de pétrole sont autorisés et l'essentiel sert à payer la dette de guerre envers le Koweït.

L'embargo n'est autre qu'un processus destiné à ramener l'Irak à l'âge préindustriel et à lui retirer toute possibilité d'indépendance économique en matière pétrolière. Les puissances occidentales ne veulent pas laisser un État indépendant, ayant une puissance militaire, se développer et jouer un rôle dans la région. Elle entend contrôler toutes les richesses pétrolières. Le sol irakien contient encore pour un siècle ou deux de pétrole. Il était inévitable qu'il soit frappé.

Le contrôle des armements est une comédie qui ne trompe plus personne. On ne nous fera pas croire qu'en huit ans les experts de l'O.N.U., et particulièrement les Américains, avec tous les moyens de détection ultra perfectionnés dont ils disposent, les télécommunications, les radars, les satellites, etc. n'ont pas pu vérifier leur existence ou leur absence.

Avant l'embargo, en 1990, l'Irak répondait aux critères de l'Organisation mondiale pour la santé. Il consacrait 30 dollars par mois par individu alors qu'aujourd'hui il ne dépense plus que 2 dollars soit une baisse de 93 %.

Les conséquences les plus tragiques de l'embargo touchent particulièrement les couches fragiles de la population, surtout les enfants.

En 1977, les chercheurs français envoyés en Irak prédisaient une population de 25 millions en fin de siècle (11). Elle sera de 22 millions. L'Unicef, la F.AU., la commission des droits sociaux et économiques des Nations unies évaluent à 1 300 000 le nombre d'enfants de moins de 5 ans morts à cause de l'embargo. Un million d'enfants ne va plus à l'école. Sur 5 millions d'enfants de moins de cinq ans, 1 million n'aura jamais de facultés mentales normales par manque de protéines et de lait pour développer leur cerveau. Ainsi un quart de la population future est estimée désormais perdue.

Ainsi on sacrifie, pour des visées purement économiques, un peuple en offrande au dieu pétrole.

Alors qu'il y avait autrefois, en Irak, plusieurs millions d'immigrés des pays voisins, nous assistons à une émigration vers l'étranger des intellectuels, les esprits les plus brillants. Il y a là une perte du substance pour la société irakienne. Beaucoup de familles sont déchirées par l'émigration. Beaucoup de femmes se retrouvent seules. Des familles se désunissent, la délinquance progresse. Les femmes doivent maîtriser la misère familiale, partager la nourriture entre leurs enfants, un jour l'un mangera, le lendemain sera le tour de l'autre. Un père peut faire vingt kilomètres à pied pour porter son enfant malade dans un hôpital où on ne pourra pas le soigner parce qu'il n'y a pas de médicaments.

On ne peut importer de médicaments ni de nourriture mais pas non plus de pièces de rechange pour les appareillages médicaux, pour l'outillage, pour les véhicules, pas davantage de cahiers, de crayons, de livres pour les enfants des écoles. Depuis huit ans l'Irak ne peut importer de publications scientifiques. Les chercheurs ne peuvent se rendre à l'étranger ni assister à des conférences internationales. On ne peut s'équiper en informatique ni avoir accès à Internet, aux connaissances que les autres pays développent. On estime que le retard sera de 30 à 40 ans en réduisant les chances d'entrer en communication avec la nouvelle culture du monde. Tous les secteurs sont touchés. C'est une volonté délibérée de réduire l'Irak au rang d'un

pays du Tiers Monde. L'accord pétrole contre nourriture n'a rien résolu. Il sert essentiellement à payer la dette de guerre. Le pays n'en touche que 20%. En ce qui concerne les dépenses de santé, il en va de même. Et les accords d'importation ne sont même pas respectés. Quant aux apports irakiens figés à l'étranger, c'est du vol manifeste.

C’est bien la volonté des puissants qui domine le Conseil de sécurité d'infliger un blocus sans précédent pour empêcher un pays de se développer, pour ruiner son avenir, un pays qui avait les moyens économiques d'aider le Tiers Monde. Après la guerre immonde, l'embargo est encore une guerre coloniale à caractère économique, quel que soit le prétexte, même si c'est le droit international.

Pourtant ce peuple a démontré sa volonté de résister et de survivre, de préserver sa dignité. Mais on ne peut demander au peuple de se sacrifier à l'honneur. Il est acculé à assurer sa survie. Contrairement à ce que l'on avait espéré en décrétant l'embargo, les divergences avec le régime sont estompées sinon oubliés. Une population affamée ne cherche qu'à se nourrir, elle ne fait pas la révolution. Les Irakiens sont conscients que ce qu'ils subissent est fait pour empêcher leur pays de se développer. Ils résistent, mais ils ne pourront pas résister encore 10 ans. Ce peuple est en péril. Si une guerre civile se déclenchait en Irak, personne ne pourrait la contenir, toute la région serait touchée. Les Américains jouent les apprentis sorciers mais ne savent plus contrôler quand la boîte de Pandore est ouverte. Ils n'ont pas pu maîtriser l'intégrisme et les conflits suscités en Afghanistan depuis 25 ans. Quel que soit le régime, c'est au peuple de se déterminer. L'embargo est la guerre faite contre tous les régimes progressistes ou indociles envers les États-Unis. La solidarité avec le peuple irakien devrait animer toutes les forces progressistes du monde.

Subhi Toma

Subhi Toma est sociologue, d'origine irakienne, exilé en France depuis 1971. Il aéré secrétaire général des étudiants irakiens opposants au régime de Bagdad. Cofondateur de la coordination internationale contre les embargos, il a conduit plusieurs missions d'observation en Irak depuis la guerre de 1991.

Avant embargo:
30 000 lit d'hôpitaux construits après la nationalisation du pétrole.
Budget: 500 millions de dollars. Les stocks médicaux étaient d'un quart de milliard.
Mortalité infantile: 24 sur 1000. Moins de 5 ans: 540 par mois. Plus de 5 ans: 650

Après embargo:
Budget: 37 millions de dollars. Stocks nuls.
Mortalité infantile : 92 sur 1000 ; Moins de 5 ans : 7 500 par mois. Plus de 5 ans: 9000 par mois.
Malnutrition: 1100 calories par personne au lieu de 2.500. Poids des enfants diminué de 22 %.
(Unicef Observatoire de la santé).

Notes

1. Lionard Mosley, La Guerre du pétrole, Presse de la Cité, 1974.
2. Charles Saint-Prot, Saddam Hussein, Albin Michel, 1987.
3. Alain Gresh et Dominique Vidal, Golfe, clefs pour une guerre, Le Monde édition, 1991.
4. Bob Woodward, Chefs de guerre, Calmann-Lévy, 1991.
5. Norman Finklsten, professeur de sciences politiques, Al Quds 16.12.97
6. Dominique Jamet et Régine Déforges, La Partie de Golfe, (éditions 1991)
7. Rapport de la mission envoyée en Irak par l'ONU, 20 mars 1991.
8. Piem Dussauge, professeur de stratégie politique d'entreprise au groupe HEC, Le Monde 20.1.98
9. Claude Serfati, Le Monde, 20 janvier 1998.
JO. Christian Schmid : président de l'association des économistes de défense : Le Monde, 20.1.98.
11. Alain Guerreau, L'Irak, développement et contradiction, le Sycomore, 1978

L’Afrique noire sous la colonisation française

Au cours du XIXe siècle, l'ancien système colonial esclavagiste et mercantile disparut peu à peu pour faire place à la colonisation « moderne », celle qui régna du dernier quart du XIXe siècle au milieu du XXe siècle.

Cette colonisation « moderne » est marquée par un retour au protectionnisme dans le cadre « impérial » : chaque grande puissance se réserve les marchés de ses colonies et zones d'influence qui recouvrent désormais le monde entier.

La France, qui à partir de 1830 s'engage dans la conquête de l'Algérie, complète ses « vieilles colonies » héritées de l'Ancien Régime et restituées en 1815, par de nouvelles acquisitions, sous la Monarchie de juillet et sous le Second Empire.

Mais c'est la Troisième République qui devait réaliser, entre 1876 et 1903, la constitution d'un vaste Empire, dont les pièces maîtresses, économiquement parlant, furent l'Afrique du Nord et l'Indochine, mais dont la partie la plus étendue se situa en Afrique tropicale, avec l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française, auxquelles s'ajoutèrent en 1918 la plus grande partie des anciennes colonies allemandes du Cameroun et du Togo. Ensemble d'un seul tenant, par le Sahara, avec les domaines français d'Afrique du Nord, complété dans l'océan Indien par Madagascar et le territoire de Djibouti.

Dans la colonisation « nouvelle manière », les groupes financiers, résultant de la fusion, par concentration, des grandes entreprises industrielles et bancaires, se partagent les marchés, substituant le monopole à la libre concurrence, et, dans les colonies, donnent à l'exportation des capitaux la première place, par rapport à l'exportation des marchandises et à l'importation des matières premières. L'Afrique noire française, de ce point de vue, fait exception. L'exploitation y reste essentiellement commerciale, monopolisée par un nombre restreint de firmes marseillaises et bordelaises, intégrées tardivement au capital financier, ayant limité leurs investissements au minimum et pratiquent l'échange des produits de cueillette ou de culture fournis par la paysannerie traditionnelle contre des marchandises importées (tissus, quincaillerie, petit outillage).

La conquête coloniale

Le partage du continent africain, à partir de comptoirs côtiers hérités de époque de la traite des esclaves, s'effectuera en gros de 1876 à 1900.

Elle opposera la France surtout à la Grande Bretagne, dans une rivalité qui culminera en 1898 avec l'« incident » de Fachoda, lorsque la Mission Marchand, tentant d'établir une liaison entre l'Afrique centrale et Djibouti, se heurtera aux troupes anglaises de Kitchener, sur le Haut-Nil. La France devra abandonner ses prétentions dans ce domaine. Mais, l'essentiel du partage achevé, l'« Entente cordiale » conclue en 1904 mettra fin au conflit franco-britannique.

La conquête coloniale se couvre de prétextes humanitaires: il s'agit de mettre fin à la traite et à l'esclavage, d'éliminer les « roitelets sanglants » qui mettent l'Afrique à feu et à sang, d'ouvrir l'Afrique au commerce, et par là même, à la civilisation. Le missionnaire (principalement catholique dans le domaine français) est, pour la conquête des âmes, associé à l'officier et à l'administrateur.

En 1884-1885, la Conférence africaine de Berlin, réunissant les principales puissances européennes et les États-Unis, affirmera, au nom de ces principes, le droit des puissances européennes à se partager l'Afrique.

La pratique coloniale, nous le verrons, sera quelque peu éloignée des principes proclamés.

Pour les militaires français, la conquête de l'Afrique, au lendemain de la défaite de 1871 et de la perte de l'Alsace-Lorraine, est une manière de retrouver la gloire militaire perdue, et, dans une aventure souvent périlleuse, de gagner notoriété et galons.

Militaires et commerçants sont parfois divisés, lorsque, par exemple, l'autorité politique prétend interdire, au grand dam des commerçants, l'importation des armes à feu et des munitions. Mais, dans l'ensemble, la mainmise territoriale sert les intérêts du commerce européen qui élimine la concurrence des commerçants africains et établit, de la côte vers l'intérieur, son réseau de factoreries où l'on échange les produits du cru contre les marchandises importées.

Les résistances des chefs d'État africains, Lat Dior au Sénégal, Ahmadou au Soudan (actuel Mali), Samory en Haute-Guinée, Béhanzin au Dahomey (actuel Bénin), etc., seront brisées en raison de la supériorité des conquérants en armement (fusils à tir rapide, artillerie) ; les résistances des populations « sans État », vivant en communautés tribales ou villageoises autonomes, seront plus longues à vaincre, et se prolongeront très avant dans le XXe siècle (« pacification » de la Côte-d'Ivoire forestière de 1908 à 1916; insurrection des Gbayas en Afrique équatoriale, de 1928 à 1931). Les confins sahariens de la Mauritanie et du Maroc ne seront soumis qu'en 1936.

Les « traités » conclus avec les souverains africains, qui fondaient les « droits » de la France face à ses concurrents coloniaux, seront outrageusement réduits en chiffons de papier dès que les autorités coloniales y trouveront intérêt: ainsi, en Afrique occidentale française, un simple décret du 23 octobre 1904 annexe purement et simplement les territoires « sous protectorat ».

Les méthodes de guerre

Les méthodes de guerre sont expéditives et impitoyables. Les effectifs européens ne pouvant être que réduits, on fera appel au recrutement local, et ce sont pour l'essentiel des soldats africains qui conquerront l'Afrique pour le compte de la France.

Faidherbe, gouverneur du Sénégal sous le Second Empire, avait créé les premières unités de « tirailleurs sénégalais », qui conserveront cette appellation, bien que recrutés par la suite principalement hors du Sénégal.

Primes et solde peuvent attirer les futurs soldats: mais, dans la conquête du Soudan, on procédait souvent autrement. Quand le besoin d'effectifs se faisait sentir on ouvrait dans les « postes » (garnisons) des registres d' « engagements volontaires ». Prévenus, les marchands d'esclaves amenaient leur « marchandises » : le « captif » en bonne condition de service était acheté en général (dans les années 1895-1900) pour moins de 300 francs. Vendu contre reçu et signature d'un « acte de libération », le captif était censé, après avoir été « libéré », s'être engagé « volontairement ».

Dans les grandes campagnes, on fit largement appel, à côté des troupes régulières, aux « auxiliaires », recrutés sans être soldés, contre promesse de participation au pillage, et notamment au partage des vaincus réduits en esclavage. Un officier français, participant à la prise de Sikasso (Mali) en 1898, décrit ainsi le « sac » de la ville:
« Après le siège, l'assaut... On donne l'ordre du pillage. Tout est pris ou tué. Tous les captifs, 4 000 environ, rassemblés en troupeau.
« Le colonel commence la distribution. Il écrivait lui-même sur un calepin, puis y a renoncé en disant: "Partagez-vous cela". Le partage a eu lieu avec disputes et coups. Puis, en route! Chaque Européen a reçu une femme à son choix... On a fait au retour des étapes de 40 kilomètres avec ces captifs. Les enfants et tous ceux qui sont fatigués sont tués à coups de crosse et de baïonnette...

« Les cadavres étaient laissés au bord des routes... Dans ces mêmes étapes, les hommes réquisitionnés en route pour porter le mil restent cinq jours sans rations; reçoivent 50 coups de corde s'ils prennent une poignée du mil qu'ils portent.(1)

Un autre auteur précise: « Les scènes qui ont accompagné, l'année dernière, la prise de Sikasso, n'ont été que la reproduction de celles qui avaient suivi le sac de Ségou, de Nioro, et de tous les villages conquis par nos armes... C'est par centaines, par milliers, que nos colonnes incessantes augmentent ainsi le nombre des esclaves… » (2)

Lorsque, dans la séance de la Chambre des Députés du 30 novembre 1900, Vigné d'Octon dénonce les horreurs de la conquête du Soudan, Le Myre de Vilers, colonial bon teint, lui répond: « Notre honorable collègue s'en prend à des agents d'exécution; moi, j'accuse les gouvernements; ils ne peuvent ignorer qu'en envoyant des troupes à plusieurs milliers de kilomètres de leur base d'opération, sans moyens de transports, sans vivres, sans marchandises d'échange, les troupes sont obligées de vivre sur l'habitant, de réquisitionner d'innombrables porteurs, qui sèment les sentiers de leurs cadavres... » (3)

Les guerres africaines du XIXe siècle étaient limitées dans leurs effets par la médiocrité de l'armement; elles ne dévastèrent que certaines régions. Les guerres de conquête coloniale sévirent au contraire partout, n'épargnant pas les villages « amis », soustraits à la destruction mais ruinés presque tout autant par les réquisitions de grains, de bétail, de porteurs.

Un sommet dans l'horreur fut atteint en 1899, par la « Mission Voulet-Chanoine » (du nom des deux capitaines qui la commandaient). Ces deux officiers s'étaient déjà « illustrés » en pays Mossi (actuel Burkina Faso) par leurs méthodes « prussiennes ».

Partis du Soudan, ils doivent rejoindre sur le lac Tchad les Missions Foureau-Lamy, partie d'Algérie, et Gentil, partie du Congo, pour assurer la prise de possession française de la rive Nord du Tchad, et réaliser la continuité des possessions françaises sur le continent africain. Trop lourde, ayant à traverser une région manquant de ressources vivrières et d'eau, la mission multipliera les atrocités, que révélera en France un membre de la mission, renvoyé à la suite de dissensions. Nous n'en citerons ici qu'un exemple: dans la nuit du 8 au 9 janvier 1899, des reconnaissances sont prescrites:
« Des patrouilles doivent s'approcher des villages, s'en emparer à l'arme blanche, tuer tout ce qui résiste, emmener les habitants en captivité, s'emparer des troupeaux. Le 9 au matin la reconnaissance rentre au camp avec 250 bœufs, 500 moutons, 28 chevaux, 80 prisonniers. Quelques tirailleurs ont été blessés. Afin de "faire un exemple", le capitaine Voulet fait prendre vingt femmes-mères, avec des enfants en bas âge et à la mamelle, et les fait tuer à coups de lance, à quelques centaines de mètres du camp. Les corps ont été retrouvés ensuite par le commandant du poste de Say. »{4)

Dans un autre village, des porteurs ayant été demandés, tous les hommes valides se réfugient en brousse. « Les vieillards, les femmes, les enfants seuls restaient. On les fit sortir et, après les avoir fait placer sur un rang, des feux de salve les abattirent jusqu'au dernier. » (5) On dénombra 111 cadavres à la suite de ce seul « incident ».

Inquiets, moins des procédés employés et révélés par la presse, que du retard pris par la mission sur le calendrier prévu, les autorités du Soudan envoient le lieutenant-colonel Klobb et le lieutenant Meynier à la recherche de la mission pour la reprendre en main. Cinquante ans après, Meynier, devenu général, décrit ainsi les traces de la mission:
« Larges foulées dans les herbes et sur les sentiers, objets divers abandonnés, etc. et, surtout, villages incendiés et ossements humains épars...(À Birni Nkoni) nous pûmes lire sur le sol et parmi les ruines de la petite cité les diverses phases de l'assaut, de l'incendie et du massacre... Les fossés avaient été remblayés par endroits pour servir de fosses communes et on voyait surgir, de-ci, de-là, des débris humains sur lesquels

s'exerçait la faim de grands chiens efflanqués. Plus la colonne avançait, plus ces spectacles macabres devenaient fréquents et horribles. C'était, autour du grand village de Tibéry, les cadavres de dizaines de femmes pendues dans les bosquets environnants. Ou bien, à la croisée de deux pistes, on découvrait le cadavre de quelque guide, soupçonné d'avoir voulu égarer la mission. L'impression la plus pénible fut causée par la rencontre de deux cadavres de fillettes (neuf et dix ans) suspendues à une grosse branche d'arbre à l'orée du petit village de Koran-Kalgo.
«... Dans les villages rencontrés, les puits sont presque partout comblés ou pollués par des monceaux de cadavres dont on a peine à distinguer s'ils sont d'animaux ou bien d'humains. » (6)

Lorsque les deux officiers rejoignent Voulet et Chanoine, ceux-ci, furieux d'être dépossédés de « leur » mission, font tirer sur eux: Klobb est tué, Meynier blessé. Mais lorsque Voulet et Chanoine apprennent aux tirailleurs qu'ils vont créer avec eux un Empire indépendant sur les lieux de leurs conquêtes, et qu'ils ne reviendront pas chez eux avec leur butin, ceux-ci se mutinent, Voulet et Chanoine sont tués. L'« incident » sera attribué à une crise de folie, et une censure vigilante veillera pendant un demi-siècle à ce qu'il ne soit plus parlé de cette fâcheuse affaire.

Le système colonial

Comment se présente le système colonial africain lorsqu'il se stabilise, au début du XXe siècle, et tel qu'il se maintiendra jusqu'aux années cinquante de ce siècle?

Jusqu'à la mise en vigueur de la Constitution de 1946, les colonies nouvelles (autres que celles léguées par l'Ancien Régime) furent abandonnées à l'arbitraire du chef de l'État. Le sénatus-consulte du 3 mai 1854 (sous le Second Empire) laissait l'administration de ces colonies à la discrétion du chef de l'État, l'Empereur. La IIIe République maintint cette situation, au bénéfice du Président de la République, celui-ci déléguant en fait ses pouvoirs au gouvernement, en pratique au ministre des Colonies. Sauf dispositions expresses, les lois votées par le Parlement ne sont pas applicables aux colonies (ainsi, les lois sur la liberté de la presse, ou sur la liberté d'association). Le ministre légifère par décret, étendant à certaines colonies, s'il le juge utile, la législation métropolitaine, ou instituant pour elles des dispositions spéciales.

Les colonisés sont « sujets » français, mais non citoyens; ils ne votent pas; ils sont soumis à l'autorité discrétionnaire des gouverneurs généraux, gouverneurs, administrateurs européens. Des arrêtés locaux réglementent le statut de ces « sujets » Connu sous le terme d'« indigénat ». L'administration locale européenne, peut, de par ces textes, infliger aux sujets par simple décision administrative, sans jugement, pour des motifs aussi variés que la « négligence dans le paiement de l'impôt », la « désobéissance aux chefs de village ou de canton », les plaintes « non fondées », ou encore l'« atteinte au respect dû à l'autorité française », des peines de prison et d’amendes. Les gouverneurs et gouverneurs généraux pourront à ce titre infliger des peines de déportation. Le gouverneur de la Côte-d'Ivoire, Angoulvant, en 1916, regrette que la peine capitale ne soit pas prévue, mais observe qu'au vu des statistiques, la déportation aboutit aux mêmes résultats{7). En effet, l'envoi des déportés des régions forestières à Port Étienne, en Mauritanie, en plein Sahara ne laisse aux intéressés qu'une espérance de vie réduite, et on conseille d'ailleurs aux « notables » frappés de cette mesure de faire leur testament avant le départ.

L'« atteinte au respect dû à l'autorité française » c'est, par exemple, de la part d'un indigène, l'oubli de se découvrir ou de faire le salut militaire au passage d'un chef blanc (et tous les Blancs sont, plus ou moins, chefs). Quand le chef est magnanime, il se contente de faire confisquer la coiffure du délinquant par un garde-cercle, avec ordre de venir la rechercher « au bureau », où elle lui sera restituée moyennant quelques coups de « manigolo », la chicote en cuir d'hippopotame, attribut obligé, bien que non prévu par la législation, du garde-cercle.

C'est à plus forte raison, bien entendu, toute critique, toute réclamation, contre l'autorité.

Les sujets sont soumis à l'impôt dit personnel ou de capitation, payable par tous, hommes et femmes, de 16 à 60 ans. La somme est forfaitaire, la même pour le riche (il y en a si peu !) et pour le pauvre, avec un tarif qui varie selon les régions. En revanche les colons (qu'il faut attirer par des « avantages ») sont dispensés de la plupart des impôts exigés dans la métropole.

Les sujets sont soumis au travail forcé: en principe, quelques jours de « prestations » par an. Mais, en cas de nécessité, on dépasse sans scrupule le nombre de journées prévu, et dans certains cas, les « requis » sont envoyés, pour des mois, à des centaines de kilomètres. Le travail forcé pourvoit à la construction et à l'entretien des bâtiments administratifs, des pistes et routes, des voies ferrées.

De 1921 à 1934, la construction du chemin de fer Congo-Océan, de Pointe Noire à Brazzaville, aboutit à une véritable hécatombe, dénoncée en son temps par le journaliste Albert Londres (8). Les requis locaux ne suffisant pas, on fit venir des travailleurs de 3 000 kilomètres et plus, de l'Oubangui-Chari (aujourd'hui Centrafrique) et du Tchad, partie à pied, partie par la voie fluviale de l'Oubangui et du Congo. L'épuisement du voyage, les épidémies consécutives à l'entassement sur les chalands presque sans nourriture et dans des conditions d'hygiène inimaginables, le passage, pour ces populations venues des savanes à un climat humide et à un régime alimentaire différent, font mourir les requis comme des mouches. Les survivants doivent travailler sous la chicote des contremaîtres à percer la roche avec des pelles et des barres à mine.

En 1929, Albert Londres évalue le nombre des morts (alors qu'il reste encore 300 kilomètres à construire) à 17 000. Il note toutefois une « amélioration », puisque, selon les statistiques officielles, la mortalité, de 45,20 % en 1927, s'est réduite à 17,34 % en 1929 ! (9)

Autre grand chantier responsable d'hécatombes: l'Office du Niger. Dans sa partie centrale, dans l'actuel Mali, le Niger ralentit son cours et s'étale en multiples bras et lacs: c'est le delta central du Niger. On conçut l'idée d'aménager cette zone en périmètres irrigués, afin d'en faire une nouvelle Égypte, donnant à la France un approvisionnement national en coton. L'opération fut confiée à des administrateurs et à des ingénieurs des travaux publics, en toute ignorance des sols, de leur réaction à l'irrigation, des méthodes de culture. C'est à l'usage que l'on s'aperçut que l'irrigation, après avoir donné des rendements inférieurs à la moyenne, aboutissait à stériliser les sols par lessivage. On abandonna le coton pour le riz.

Pour « mettre en valeur » les aménagements du Niger, on déporta massivement des populations du pays Mossi (dans l'actuel Burkina Faso), installées dans des villages de colonisation soumis à une discipline militaire, avec travail obligatoire de l'aurore au crépuscule, interdiction de circulation, et redevance à payer pour l'usage des aménagements et de l'eau.

Il y a d'autres formes de travail forcé.

Les cultures d'exportation sont encouragées par divers moyens, dont le plus simple est l'obligation de payer l'impôt. Dans des régions où l'usage de la monnaie n'est pas généralisé le seul moyen de se procurer l'argent de l'impôt est de produire et de vendre des produits demandés par les sociétés de commerce, produits de culture comme l'arachide, le coton, le café, ou produits de cueillette comme le « caoutchouc d'herbes » (fourni par une liane des savanes) fort recherché au début du siècle, l'huile de palme, le kapock. Les cultivateurs sont tenus d'approvisionner les marchés, placés sous le contrôle de l'administration et où les commerçants européens ou leurs agents achètent aux prix de la « mercuriale administrative », prix fixés très souvent bien au dessous de la valeur marchande réelle. Au surplus, les cultivateurs sont souvent escroqués (balances faussées, marchandise non payée sous prétexte de « mauvaise qualité », mais cependant commercialisée ensuite...)

L'exaction est encore plus flagrante dans les régions (surtout celles de l'Afrique équatoriale) où le régime est celui des « cultures obligatoires ».

C'est le cas de l'Oubangui-Chari (aujourd'hui Centrafrique) et du Tchad pour la culture du coton, à partir de 1929. Dans les zones cotonnières, chaque contribuable est astreint à cultiver une parcelle de coton, de dimension déterminée et à en livrer les produits à des « compagnies concessionnaires » qui ont reçu le monopole de l'achat et du traitement du coton. Sous la surveillance de l'administration et des agents des compagnies, et sous peine de sanctions, le paysan doit, le moment venu, livrer aux « acheteurs » de la compagnie le Coton requis. Le prix fixé est dérisoire. Il permet, tout au plus, de payer l'impôt (10).

Mais ce régime n'est rien à côté de celui auquel ces mêmes populations furent soumises au début du siècle. Le « Congo français », devenu en 1910 l'Afrique Équatoriale Française a été, en 1899, presque entièrement partagé entre 40 « compagnies concessionnaires ». Celles-ci ont le monopole de l'exploitation des ressources locales, sur leur territoire, et, de facto, du commerce (11).

Elles ne feront presque aucun investissement et bon nombre feront rapidement faillite, après avoir plumé quelques gogos en Bourse. Celles qui ont une activité exploitent le caoutchouc de cueillette, le travail forcé n'étant rétribué qu'au titre du « travail de récolte », les compagnies faisant valoir que le caoutchouc récolté, produit du sol, leur appartient au titre de leur concession.

Sur ce qu'il advint, nous disposons du témoignage d'un missionnaire, le R. P. Daigre, au demeurant colonial bon teint :
« Aux ordres de récolte du caoutchouc, la plupart des villages répondirent par un refus, et, pour appuyer l'administration, des colonnes volantes de gardes furent envoyées dans le pays... » La contrainte est utilisée. « Chaque village ou groupe de villages fut alors occupé par un ou plusieurs gardes, assistés d'un certain nombre d'auxiliaires, et l'exploitation du caoutchouc commença... En fin de mois la récolte était portée au chef-lieu où avait lieu la vente à raison de quinze sous le kilo. L'administration procédait à la pesée et l'acheteur prenant livraison de la marchandise payait comptant, non aux récolteurs, mais au fonctionnaire qui versait la somme à l'impôt du village. La masse travaillait ainsi neuf mois consécutifs sans toucher la moindre rémunération. »

Le missionnaire explique que, les deux premières années, les populations purent subsister grâce à leurs anciennes plantations de manioc. Mais, peu à peu, les ressources s'épuisent. Les « récolteurs » doivent travailler de plus en plus loin de leurs villages, les lianes à caoutchouc se raréfiant à proximité des villages. « Vers la fin du mois, on leur accordait bien deux ou trois jours pour aller se ravitailler au village, mais la plupart du temps, ils en revenaient les mains vides, les plantations n'étant plus renouvelées... Les malades et les petits enfants (restés au village) y mouraient de faim. J'ai visité plusieurs fois une région où les moins malades achevaient les plus atteints pour les manger; j'y ai vu des tombes ouvertes où les cadavres avaient été enlevés pour être mangés. Des enfants squelettiques fouillaient des amas de détritus pour y chercher des fourmis et autres insectes qu'ils mangeaient crus. Des crânes, des tibias, traînaient aux abords des villages. » (12)

L'exercice de l'« autorité française »

Comme nous l'avons dit, l'autorité est entièrement détenue par une hiérarchie de fonctionnaires européens: gouverneur général (à la tête des « groupes de territoires » de l'AO.F, de l'AE.F, et des grandes colonies comme Madagascar; le Cameroun, territoire sous mandat de la Société des Nations, est sous l'autorité d'un gouverneur général qui porte de titre de « Haut Commissaire ») ; gouverneur, administrateur (commandant de cercle ou de subdivision - le cercle comporte parfois quelques subdivisions, placées sous l'autorité d'un administrateur subalterne dépendant du commandant de cercle).

Les tâches du commandant de cercle sont: la perception de l'impôt, la fourniture et la commercialisation des produits exigés par les compagnies de commerce, le recrutement des requis pour le travail forcé, et, à partir de la Première Guerre mondiale, le recrutement militaire (levée d'un contingent de conscrits pour un service militaire de trois ans).

Pour remplir ces tâches, l'administrateur a besoin d'auxiliaires indigènes; ce sont d'abord des fonctionnaires (commis aux écritures, interprètes) qui peuplent ses bureaux; mais ce sont surtout les « chefs coutumiers ». Ces chefs sont parfois issus des anciennes dynasties précoloniales ; parfois, c'est un parvenu, ancien tirailleur quelquefois même ancien boy ou cuisinier d'un gouverneur que celui-ci a voulu récompenser.

Le chef de canton, à plus forte raison les chefs de village qui lui sont subordonnés, ne bénéficie d'aucune légitimité, d'aucune stabilité: « Le chef de canton, écrit le gouverneur général Van Vollenhoven dans une circulaire, fût-il le descendant du roi avec lequel nous avons traité, ne détient aucun pouvoir propre; nommé par nous, après un choix en principe discrétionnaire, il est seulement notre instrument. » (13)

À tout moment, s'il ne remplit pas de la manière souhaitée ses obligations, le chef peut être révoqué, emprisonné.

Ses charges sont nombreuses. Avec les chefs de village nommés sur sa proposition, il est chargé de percevoir l'impôt, sur lequel il perçoit une modeste ristourne. Il y ajoute, pour son compte, des « redevances coutumières » et des corvées, sur lesquelles l'administration ferme les yeux. L'impôt est perçu sur chaque chef de famille, en fonction du nombre de ses ressortissants. Mais le montant, calculé pour chaque canton et village en fonction d'un « recensement » approximatif, est forfaitaire. Si le nombre d'imposables réels est inférieur à celui du recensement, l'impôt réel sera augmenté d'autant. Les présents paient pour les recensés fictifs, les fugitifs ou les morts.

Pour percevoir l'impôt - et faire face aux autres obligations que nous allons voir -, le chef entretient à ses frais une petite troupe d'hommes de main.

À l'administrateur et ethnologue Gilbert Vieillard, qui reprochait à ses « notables » de s'entourer de « franches canailles », ceux-ci répondaient: « Voulez-vous, oui ou non, que nous percevions l'impôt, que nous fournissions des corvéables et des conscrits ? Nous n'y arriverons pas par la douceur et la persuasion: si les gens ne craignent pas d'être attachés et battus, ils se moquent de nous. » (14)

Nous voyons ici mentionner les deux autres obligations qui sont celles du chef: fournir les recrues pour le travail forcé; et, depuis la guerre de 1914-1918, pour la conscription (contingent fixé pour chaque canton, service militaire de trois ans).

Le choix est arbitraire: naturellement, les parents, amis et protégés des chefs sont autant que possible exemptés; le poids des réquisitions et de la conscription porte prioritairement sur les humbles, au premier chef les anciens esclaves.

Si les séides du chef ne parviennent pas à remplir ces objectifs, on a recours à la force armée des garde-cercle, et tant la levée de l'impôt que le recrutement des corvéables et des conscrits s'apparente à la razzia: villages cernés par surprise, biens confisqués et vendus aux enchères, conscrits attachés avec des cordes pour être menés au lieu d'incorporation.

Le chef a aussi pour obligation de recevoir et d'entretenir l'administrateur en tournée et sa suite, les gardes-cercle, les fonctionnaires divers de passage. La vie quotidienne est dominée par la peur, celle qui découle de l'arbitraire: arbitraire des chefs et de leurs séides, arbitraire des chefs blancs.

Il n'y a de relations entre Blancs et Noirs que de « patron » à subordonné. Toute familiarité, y compris (et peut-être surtout) avec ceux qu'on nomme avec une condescendance méprisante les « évolués », ceux qui ont suivi l'école et sont devenus fonctionnaires, instituteurs, médecins, est mal vue, éventuellement sanctionnée. En témoigne cette mention dans le dossier d'un fonctionnaire européen:
« Fréquente des indigènes; en reçoit même à sa table. N'est pas fait pour la vie coloniale. »

En brousse, quand l'épouse d'un Blanc est mécontente de son boy ou de son cuisinier, qu'il ait cassé la théière ou gâté la sauce, elle l'envoie au « bureau » (du commandant de cercle) avec un billet indiquant le nombre de coups de chicote à lui faire administrer par les gardes.

Encore en 1944, le socialiste Albert Gazier, membre de l'Assemblée consultative provisoire d'Alger, ayant fait une tournée dans nos colonies d'Afrique, pose à une quarantaine d'Européens la question suivante: « Monsieur (ou Madame), vous arrive-t-il de battre votre boy? » Et il constate: « Je ne reçus aucune réponse négative. » (15).

De la légende coloniale à la réalité

Aux jeunes Français, à travers les manuels scolaires, et toute une propagande (celle notamment de la « Ligue maritime et coloniale »), on faisait valoir que la France avait apporté à ses populations coloniales les routes, les écoles, les hôpitaux, en bref le progrès et la civilisation et donc, une amélioration de leurs conditions de vie.

Qu'en était-il en réalité?

Au début du siècle, la colonisation avait mis en place un réseau de voies ferrées, resté inachevé: quelques voies de pénétration de la côte vers l'intérieur, dont la jonction ne fut jamais réalisée. Ces chemins de fer, à voie étroite (écartement de 1 m au lieu de 1,44 m pour les voies ferrées normales) étaient de faible capacité. Ils avaient été conçus à l'origine pour le transport de troupes - acheminement rapide de forces armées là où le besoin s'en ferait sentir. Par la suite, ils servirent à acheminer vers les ports les produits du cru, et, en sens inverse, à acheminer les marchandises importées.

Ces chemins de fer, tout comme ensuite les pistes carrossables furent pour l'essentiel réalisés puis entretenus, par le travail forcé.

Les écoles? Elles furent conçues dans le but de fournir à la colonisation le personnel auxiliaire dont il avait besoin, interprètes, commis d'administration, et, au plus haut niveau, instituteurs et médecins. Ces dernières fonctions étaient les plus élevées auxquelles un « indigène » puisse prétendre mais toujours dans une position subordonnée par rapport aux instituteurs et médecins français. Leurs diplômes, en effet, étaient locaux, et donnaient accès seulement aux fonctions administratives locales correspondantes. Ils n'étaient pas valables en France, et l'absence de filières conduisant aux diplômes français (brevet supérieur et baccalauréat) excluaient qu'ils puissent accéder à l'Enseignement supérieur. Il y avait, dans chaque colonie (et à Brazzaville pour l'A.E.F.) une école primaire supérieure; les élèves les plus brillants accédaient à l'« École normale William Ponty », qui formait les instituteurs et les médecins « indigènes ». C'est seulement en 1946 que quelques diplômés de Ponty furent admis au Lycée de Dakar, pour y préparer les deux parties du baccalauréat afin de pouvoir faire des études supérieures en France. Les Africains, qui grâce à des circonstances spéciales, avaient pu faire des études supérieures en France, comme Me Lamine Gueye, avocat, ou Leopold Sédar Senghor, agrégé de grammaire, se comptaient sur les doigts de la main.

En 1945, le taux de scolarisation primaire en A.O.F. ne dépassait pas 5 % ; il n'existait en A.O.F. que deux lycées, à St Louis du Sénégal et à Dakar, initialement réservés aux Européens. L'Université de Dakar ne fut créée qu'à la veille des indépendances, en 1957.

En Afrique Equatoriale Française, la situation était pire encore : il fallut attendre 1937 pour que fut créé un service de l'enseignement à Brazzaville; antérieurement les rares écoles étaient rattachées au service des « Affaires politiques et administratives ». Une seule école primaire supérieure existait, à Brazzaville.

Passons à la santé publique: le « Service de santé colonial », militarisé (il devait le rester jusqu'aux indépendances) était à l'origine réservé aux Européens et aux troupes, accessoirement aux fonctionnaires indigènes.

Les missions avaient créé de leur côté des infirmeries ou dispensaires. Ce n'est qu'en 1905 que fut créée en A.O.F. l'« Assistance médicale indigène », orientée vers la médecine de masse, avec un réseau d'hôpitaux « indigènes » (3 en 1910), et de dispensaires. En 1908 les statistiques indiquent 150 000 malades traités, pour 12 millions d'habitants.

Aux maladies endémiques (paludisme, fièvre jaune, etc.), la colonisation ajouta des maladies importées, d'autant plus redoutables que les Africains n'étaient pas immunisés et qu'elles prenaient des formes particulièrement brutales (syphilis, tuberculose). Les déplacements de population consécutifs aux réquisitions massives de main-d'œuvre et le développement des relations commerciales contribuèrent à l'extension des épidémies.

Le directeur des services de santé du Cameroun pouvait écrire, en 1945 :
« Les maladies, si elles jouent un très grand rôle dans la déchéance des populations indigènes, n'en sont pas les seules responsables, et d'autres causes qui en facilitent les ravages et dont l'importance est grande mais qui échappent à l'action du service de santé, doivent être justement incriminées: la sous-alimentation et le manque à peu près général d'aliments azotés, une politique économique inconsidérée qui, dans certaines régions, a poussé au développement des cultures riches (d'exportation, n.d.r.l.) au détriment des cultures vivrières, le déséquilibre qui existe entre les gains des indigènes et les prix des articles les plus essentiels. » (16). De ce fait, les taux de mortalité, infantile notamment, sont très élevés.

C'est seulement à partir des années vingt que les campagnes de vaccination vont apporter une contribution efficace au recul de la mortalité.

Parmi les maladies les plus redoutables, objet d'une prophylaxie de masse, il faut mentionner la trypanosomiase (maladie du sommeil).

Pour y faire face, l'administration coloniale crée des services spécialisés mobiles. Mais, pour rassembler les populations, les recenser, procéder aux dépistages, les équipes mobiles employaient des méthodes fort semblables à celles utilisées pour le recrutement civil ou militaire ou la perception de l'impôt et s'apparentant à la chasse à l'homme. Le peu d'enthousiasme des populations pour les soins prodigués s'explique aisément: les équipes mobiles d'infirmiers et leur suite, dans la bonne tradition coloniale vivaient sur le pays, exigeant sans vergogne vivres, femmes, etc. Les ponctions lombaires indispensables aux examens bactériologiques effectuées par des infirmiers pas toujours habiles et dans des conditions d'hygiène sommaires, entraînaient parfois des accidents graves. D'autre part, la thérapeutique mise en œuvre n'était pas sans danger, pouvant entraîner en cas de mauvais dosage des atteintes graves du système nerveux (néphrites, cécité).

Il faudra attendre les années 50 pour que le système médical et de prophylaxie devienne véritablement efficace et qu'on assiste à un « retournement » des tendances démographiques, du recul ou de la stagnation vers la croissance, et, à partir de 1955 environ, l'explosion.

Un dernier mot sur l'un des « objectifs » invoqués de la colonisation: la lutte contre l'esclavage.

Nous avons vu que dans un premier temps, celui de la conquête, l'esclavage, loin de reculer, connut un net développement. Par la suite, l'interdiction du commerce des esclaves (édictée en A.O.F. seulement en 1905), puis l'abolition de l'esclavage, ne rentrèrent que très progressivement dans les faits.

La libération des esclaves fut communément appliquée, vis-à-vis des populations rebelles ou rétives, à titre de sanction. Mais, là où l'appui des classes dirigeantes traditionnelles était jugé politiquement nécessaire, comme au Fouta-Djalon (Guinée) ou dans les régions saharo-sahéliennes, l'esclavage demeura intact, et l'administration entérina (ou couvrit) la pratique du « droit de suite » (recherche, capture et restitution à leurs maîtres des esclaves fugitifs). En Guinée, le premier recensement par sondage effectué par l'I.N.S.E.E. en 1954-1955, recensa à part, au Fouta-Djalon, les « captifs ». En Mauritanie, la persistance de l'esclavage, avec l'appui administratif, fut dénoncée en 1929 par l'instituteur dahoméen Louis Hunkanrin frappé d'une mesure de dix ans de déportation en Mauritanie. Il en dénonça la pratique dans une brochure dont il réussit à faire parvenir le texte en France, et qui fut publiée par une section locale de la Ligue des droits de l'homme(17). Cette situation s'est perpétuée après les indépendances et l'on sait que, tout récemment, des militants des droits de l'homme mauritaniens, pour avoir dénoncé cette survivance, ont été arrêtés, emprisonnés et condamnés.

Les données démographiques

La traite des esclaves, du XVIe au XIXe siècle, avait déjà démographiquement affaibli l'Afrique. Le traumatisme de la conquête lui porta un nouveau coup, peut-être plus brutal, bien que plus limité dans le temps. Les combats, puis les excès du portage et des réquisitions d'hommes, de vivres, de bétail, augmentent la mortalité. Ils laissent des populations affaiblies, plus sensibles aux épidémies et aux autres accidents - sécheresses par exemple.

« Le moindre accident - sécheresse exceptionnelle, invasion de sauterelles était dramatisé par le prélèvement colonial simultané de vivres et de travail, sans que l'administration ait prévu les moyens de l'intervention nécessaire. » (18)

C'est la période 1880-1920 qui fut celle du plus important recul démographique, au demeurant impossible à chiffrer étant donné la médiocrité des informations statistiques. Au Dahomey (aujourd'hui Bénin) une des colonies les plus densément peuplées et relativement pacifiée, on enregistre une régression de 9 % entre 1900 et 1920(19). Le recul fut certainement plus sensible dans des régions aux ressources plus limitées et frappées par des réquisitions massives d'hommes, de bétail et de vivres eu égard à leurs ressources comme le Niger (20) ou la Mauritanie.

Déjà dépeuplées, les régions de l'A.E.F. ravagées par les abus du système concessionnaire (Centrafrique) ou par l'exploitation du bois (Gabon: hommes adultes « requis » par contrats de deux ans pour travailler sur les chantiers forestiers; villages - où ne subsistent que les femmes, les enfants, et les vieillards, « taxés » en manioc pour nourrir les chantiers) la chute fut encore plus massive (de 30 à 50 %) (21).

Dans les régions soudano-sahéliennes, les grandes sécheresses de 1913-1914, de 1930-1933, dont les conséquences furent aggravées par le contexte politico-économique (guerre de 1914-1918, crise et dépression des années 30) et enfin la sécheresse des années 1972 et suivantes, engendrèrent disettes et famines.

Ce n'est pas avant les années 30 que se firent sentir les premiers effets de la médecine de masse. L'Afrique des indépendances est passée de la régression démographique à l'explosion, mais les conséquences d'un régime économique hérité de la colonisation y ont maintenu jusqu'à ce jour la misère et la sous-alimentation, aggravées par les conflits internes. Mais ceci est une autre histoire.

Jean Suret-Canale

Les données ici utilisées ont été largement empruntées à nos ouvrages:
Afrique noire occidentale : géographie, civilisations, histoire, Paris, Éditions sociales, 1958 (rééd. 1968) et Afrique noire - L'ère coloniale (1900-1945), Paris, Éditions sociales, 1964 (rééd. 1982).

Notes

1. Cité par P. Vigné d'Octon, La gloire du sabre, Paris, Flammarion, 1900, p. 131 et suivantes (Notes d'un témoin de la prise de Sikasso).
2. Jean Rodes, Un regard sur le Soudan, La revue Blanche, 1er novembre 1899.
3. Chambre des Députés, séance du 30 novembre 1900 (Annales de la Chambre des Députés, 1900, p. 580).
4. P. Vigné d'Octon, op. cir., pp. 40-41.
5. Témoignage du sergent Toureau, dans P. Vigné d'Octon, op. cir., pp. 142-143.
6. Général Meynier, La Mission Joalland-Meynier, Paris, Éditions de l'Empire français, 1947. pp. 39-40.
7. G. Angoulvant, La pacification de la Côte-d'Ivoire, Paris, Larose, 1916.
8. Albert Londres, Terre d'ébène, Paris, Albin Michel, 1929.
9. R. Susset, La vérité sur le Cameroun et l'A.E.F., Paris, Éd. de la Nouvelle revue critique, 1934.
10. Voir Jean Cabot, La culture du coton au Tchad, Annales de géographie, 1957. pp. 499-508.
11. G. Coquery-Vidrovitch, Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires (18981930), Paris-La Haye, Mouton, 1972.
12. R. P. Daigre, Oubangui-Chari, témoignage sur son évolution (1900- 1940), Issoudun, Dillen et Cie, 1947. pp. 113-116.
13. Cité par R. Cornevin, L'évolution des chefferies dans l'Afrique noire d'expression française, Recueil Penant, n° 687 juin-août 1961, p. 380.
14. Gilbert Vieillard, Notes sur les Peuls du Fouta-Dialon, Bulletin de l'Institut français d'Afrique noire, Dakar, n° 1, p. 171.
15. Témoignage lors du Colloque de l'Institut d'Histoire du temps présent, publié en 1986 aux Éditions du c.N.R.S. sous le titre Les chemins de la décolonisation de l'Empire français (1936-1956).
16. Médecin-Colonel Farinaud: Rapport médical 1945. Cité in Afrique noire: l'ère coloniale, op. cir. p. 493.
17. J Suret-Canale, Un pionnier méconnu du mouvement démocratique en Afrique: Louis Hunkanrin, Études dahoméennes, nouvelle série, n° 3, Porto Novo, décembre 1964, pp. 5-30.
18. C. Coquery-Vidrovitch, Afrique noire, permanences et ruptures, Paris, Payot, 1985, p. 52.
19. Ibidem, p. 57.
20. Voir Idrissa Kimba, La Formation de la colonie du Niger 1880-1920. Thèse d'État, Université de Paris VII 1983.
21. C. Coquery-Vidrovitch, op. cir.,p. 56.

Algérie 1830-1998 : Des balbutiements du capitalisme colonial à l'entreprise monopolaire de recolonisation « mondiale »

En Algérie, le capitalisme, même s'il n'a que peu de part à la décision de la conquête, intervient dès sa mise en œuvre et, exception faite des deux décennies qui ont suivi l'indépendance, jusqu'à présent: il joue jusqu'en 1962 comme modèle de capitalisme colonial, de ses balbutiements mercantilistes à ses fixations pétrolières; aujourd'hui, dans le cadre de la mondialisation, comme type de « recolonisation » monopolaire.

Certes, en 1830, le capital ne disposait encore en France que d'une faible autorité. Mais c'est sur toute la durée de son évolution qu'il a présidé en Algérie à la structuration de la législation et de l'économie coloniale, à son maintien face aux résistances qui s'y sont fait jour, jusqu'aux violences finales par lesquelles il a tenté d'éviter d'en être évincé. Il a, depuis l'indépendance, joué de la fragilité et de la dépendance extérieure de l'économie « non capitaliste » qui s'efforçait de s'y construire, de la consolidation de l'antagonisme entre classes sociales développé par les contradictions de cette économie, pour en provoquer la crise. Celle-ci lui a fourni l'occasion d'y réintroduire les contraintes qui l'ont aggravée et l'aggravent, en y déterminant les violences qui pèsent sur le pays, à leur tour utilisées pour le remettre à sa place dans le « nouvel ordre mondial ».

Étranger à la décision même de l'expédition de 1830 (née du refus par la monarchie française d'assumer une dette), le système capitaliste a déterminé, par contre, les quarante ans de guerre et de violences qu'il lui fallut pour contrôler le pays (1830-1871), les soixante-quinze ans qui suivent durant lesquels il a pu l'exploiter sans violence « illégale » massive (1871-1945), et les dix-sept ans (1945-1962) qui vont des massacres de Setif-Guelma à l'Indépendance. Reste à mesurer le rôle qui a été et qui est le sien, non plus à l'échelle française mais « européenne », voire « mondialisée » dans la déstructuration/destruction de l'économie et de la société de l'Algérie indépendante et dans la reprise de la violence (islamiste), des années 1980 à aujourd'hui.

Capitalisme naissant et conquête coloniale

1. La part du capital dans la décision de l'expédition d'Alger.

Paradoxalement, l'expédition d'Alger, qui survient en France en fin de transition du mercantilisme à la Révolution industrielle, s'est faite contre les tenants du libéralisme économique et les représentants de la manufacture. Ceux-ci sont opposés à des dépenses publiques où ils ne voient guère de perspectives de profit. À la différence des mainmises coloniales qui vont suivre, comme celle de l'Angleterre sur l'Egypte, elle n'invoque pas des dettes impayées par le pays à dominer, et pour cause: le conflit prend sa source dans le non-paiement, sous l'Empire puis sous la Restauration, de livraisons de grains au Directoire, pour 7 942 992 F or dont 350 000 dus au bey, représentant en 1827 avec les intérêts accumulés quelque 24 millions-or, dont l, 25 dû au bey.

Les milieux mercantilistes du port de Marseille n'en ont pas moins envenimé le conflit, en particulier par le jeu trouble du consul Deval. Celui-ci, n'ayant pas transmis au Dey 478 891 F or (environ 6 millions actuels) dégagés par Louis XVIII dès 1816, a, par contre, en 1825, fait occuper militairement le comptoir de La Calle pris en gage par Alger et fait réclamer par Charles X, outre sa concession sans redevance, la suzeraineté sur la plaine environnante, de Bône à la frontière tunisienne. La rivalité coloniale joue: le ministre de la Guerre, Clermont-Tonnerre, propose dès le 14 octobre 1827* de « profiter de l'embarras dans lequel se trouve (...) l'Angleterre pour conquérir l'État d'Alger ». Et l'économiste Sismondi, hostile au libre-échange, écrit dès mai 1830, trois mois avant le débarquement (1) :« Ce royaume d'Alger (...) sera une colonie, (…) un pays neuf sur lequel le surplus de la population et de l'activité française pourra se répandre.» Il y a donc bien là une visée d'exploitation du capitalisme encore balbutiant, même si les tenants d'intérêts opposés combattent

l'expédition, source de dépenses d'hommes et de richesses, en se drapant du respect du droit international. Ainsi, Alexandre de Laborde (2) refuse qu'on prenne Alger « sans pouvoir le garder (et que) ces dépenses puissent rapporter des profits » : c'est au nom de « cette masse d'hommes laborieux (...) qui verront s'écouler (...) des sommes énormes dont ils ne comprennent ni le but ni la cause » qu'il dénonce « les derniers marchés... passés sans crédit ouvert » pour une guerre qu'il « ne crain(t) point de dire... injuste » , du moins tant que l'occupation d'Alger n'est pas réalisée. Il en va de même d'un Bignon, député de l'Eure (et des textiles d'Evreux), déclarant le 10 juillet 1829 (3) que « les causes de la rupture ne méritaient pas la dixième partie des sacrifices qu'elle... a déjà coûté »

Les deux tendances persistent après 1830: le libéralisme, préconisant l'usage des capitaux dépensés en Algérie pour l'équipement de la France, et « un petit nombre de monopolistes » spéculant sur la terre « achetée fictivement et à vil prix (pour la re-)vendre beaucoup plus cher ». Ces monopolistes sont dénoncés le 20 mai 1835 par Desjobert, député de Seine-Maritime, elle aussi drapière (4). À ses yeux, les motivations des premiers restent intéressées (5) : « Le seul résultat » de la conquête reste en 1835 « d'avoir transporté a Marseille les affaires (...) auparavant répandues sur toute la France. » En 1839, il ne pourra néanmoins « accorder (à la guerre) un homme, ni un sou. » Le comte de Sade, rappelant en 1835 que « les terres ne sont pas disponibles » (6) refuse d' « exterminer les indigènes avant de les déposséder ». Hippolyte Passy, futur ministre de Napoléon III, préconise encore en 1837 (7) d'« interdire, ou du moins limiter... les acquisitions de terre », et propose, dans le même sens, de « traiter avec les puissances toutes faites sur ce pays » et de le « mettre… dans un état tel que nous puissions entretenir avec lui des relations amicales, y trafiquer sans crainte... et en tirer des grains pour l'approvisionnement de nos provinces méridionales ».

Les seconds y voient, comme le maréchal Gérard dès le 12 novembre 1830, à l'instar de Sismondi, « un vaste débouché pour le superflu de notre population et... l'écoulement des produits de nos manufactures » (8). Le 21 mars 1832 (9), après que, le 20, le maréchal Clauzel, lui même intéressé en Mitidja dans plusieurs sociétés (deux de Paris au capital de 2 et 3 millions (or), deux de Marseille valant 5 et 6 millions, et plusieurs anglaises) a vanté qu'« Alger reçoive plus de bâtiments qu'il n'en recevait autrefois en trois ans », le député marseillais Reynard fait état d'une compagnie en création « pour la construction de bateaux à vapeur (pour) la navigation ».

La guerre de conquête est bien, avec eux, celle de la « nuée de spéculateurs (...) abattue sur Alger, cherchant à acheter à bas prix pour revendre (...) les immeubles de la ville ...et des campagnes » (10), entraînant pour le gouvernement des « engagements tacites à l'égard des agriculteurs, des industriels, des capitalistes qu'il a laissés s'installer » (11). La tendance dominante du capitalisme montant a bien été, dès l'origine, d'assumer le risque de guerre, de massacres, risque admis le 7 juillet 1833 par la commission d'Afrique. Celle-ci propose, après avoir constaté « la contradiction (de) la marche de l'occupation » « d'étendre la colonisation sous la protection militaire » pour ne pas réduire « le fruit de beaucoup d'efforts » (12). La prise de Constantine, en 1837, ralliera, hormis les derniers feux de Desjobert, les libéraux à une « pensée unique » du capitalisme français.

2. La guerre faite au peuple, une politique délibérée. 1830-1871.

Instrument de la conquête, la guerre avait, dès l'origine, conduit aux atrocités. La commission d'Afrique en avait connaissance, qui, avant d'en décider la poursuite, rapportait: « Nous avons envoyé au supplice, sur un simple soupçon et sans procès, des gens dont la culpabilité est restée plus que douteuse depuis.(...) Nous avons massacré des gens porteurs de sauf-conduits; égorgé, sur un soupçon, des populations entières qui se sont ensuite trouvées innocentes; ... mis en jugement des hommes réputés saints (assez courageux pour) intercéder en faveur de leurs malheureux compatriotes (...) qu'il s'est trouvé des juges pour... condamner et des hommes civilisés pour les faire exécuter. » (13)

Le « mépris d'une capitulation solennelle (...) des droits ... les plus naturels des peuples », reconnus ainsi par la décision même qui les violait, marquait en 1833 la volonté de poursuivre cette guerre pour étendre l'occupation du pays. À son exemple Voirol, dès 1834 dans l'Algérois, puis Trézel en 1835 en Oranie, violaient le traité Desmichels, conclu le 6 janvier 1834 avec Abd-el-Qader, pour avoir les mains libres contre le bey de Constantine. De même, une fois cette ville prise, la transgression délibérée en 1839, du traité de la Tafna, conclut pour la même fin, avec le même partenaire, le 30 mai 1837, le passage délibéré de troupes en zone contestée du fait de l'ambiguité entre texte arabe et traduction française, provoquait la réaction offensive de l'émir. À la Chambre, le 8 juin 1838, Bugeaud n'avait-il pas dit: « Les traités n'ont jamais lié les nations que lorsqu'ils sont conformes à leurs intérêts? » (14)

2.1. Les massacres.

En 1833, des massacres avaient déjà eu lieu: ainsi, en 1832, celui de la tribu d'el-Oufia, en Mitidja, rapporté dans ses mémoires par un officier (15) : « Un corps de troupe surprit... la tribu endormie... et égorgea les malheureux... sans qu'un seul cherchât à se défendre (...) ; on ne fit aucune distinction, ni d'âge, ni de sexe. Au retour de cette honteuse expédition, nos cavaliers portaient des têtes au bout de leurs lances. Tout le bétail... fut vendu (...) ; le reste du butin, sanglantes dépouilles..., exposé au marché... Bab-Azoun (...), bracelets de femme encore attachés à des poignets coupés, boucles d'oreille pendant à des lambeaux de chair (...) ; fut partagé entre les égorgeurs et un ordre du jour du 8 avril... proclama la haute satisfaction du général ». Dans son livre à peine postérieur (16), le géographe du corps expéditionnaire Rozet envisageait la nécessité, pour coloniser la Mitidja, « d'exterminer tous les Berbères (des) montagnes de Beni-Menad, de Chenoua, etc. ». Peu après, le général Cavaignac, regrettant de n'avoir pas rencontré un Turc qui aille « présenter son drapeau dans les tribus avec 300 ou 400 Turcs qui coupent 1 000 à 2 000 têtes, fait trembler une province et rentre... chargé de butin », estimait en même temps que les Algériens « n'ont dû voir dans le régime français que la violence turque entre les mains des chrétiens » (17). Encore Bugeaud jugera-t-il, après la rupture du traité avec Abd-el-Qader, que ses prédécesseurs ont péché par faiblesse: « Il faut, déclare-t-il à la Chambre le 14 mai 1840... une grande invasion, qui ressemble à ce que faisaient les Francs, à ce que faisaient les Goths ».

Ces principes seront méthodiquement appliqués dans la guerre menée contre Abd-el-Qader à partir de 1840. Le colonel de Montagnac rapporte, le 17 janvier 1842, qu'il enlève à « l'ennemi » (sic), dans la région de Mascara, « femmes, enfants, bestiaux, blé, orge » et, le 11 février, que le général Bedeau « enlève de force femmes, enfants et bestiaux » à « une tribu des bords du Chelif » (18). Le 19 novembre précédent, il avait vanté son chef Lamoricière de « dénicher les Arabes » et de leur prendre « femmes, enfants, troupeaux ». En 1845, la « technique » recommandée par Bugeaud est celle des enfumages initiés par Cavaignac contre les Sbeha, dans l'Ouarsenis. Saint-Arnaud utilise cette même technique, le 12 août, contre les Beni-Ma'doun de Tenès faisant ainsi 500 morts. « Compensation » à la défaite de Sidi-Brahim, Pélissier enfume, le 19 juin, les Ouled-Riah, dans l'ouest, faisant 760 morts et ne laissant qu'une quarantaine de survivants. Ces massacres sont qualifiés de « mesures de rigueur » par le Tableau des Etablissements Français. (19)

La reddition de Abd-el-Qader ne met nullement fin aux massacres, reproduits à chaque reprise de la conquête et lors de chaque répression, pendant la Seconde République comme pendant le Second Empire. La seule collecte d'impôt du achour fait ainsi 40 tués et 29 femmes prisonnières chez les Beni-Snous, près de Tlemcen, le 27 septembre 1848 (20). Après l'emploi de telles méthodes dans les Biban, dans les villages « dévastés » des Beni-Abbes et Zouaoua en 1847, ce sont les raids d'extermination de Saint-Arnaud dans le Guergour, les Babor et l'oued el-Kebir en 1851 (21). En 1849, dans l'Aurès et les Ziban, les populations de Nara et de Za'atcha sont massacrées après l'assaut: à Nara, « tout ce qui s'y était enfermé est passé par les armes ou écrasé par la chute des terrasses des maisons » (22). En 1857, lors de l'occupation de la grande Kabylie, selon le comte d'Hérisson (23), « les oreilles indigènes valurent longtemps 10 francs la paire, et leurs femmes demeurèrent, comme eux, un gibier parfait » de même que dans le Sud où, d'une colonne où n'avait pas été tiré un coup de fusil, il avouait en avoir rapporté « un plein baril ».

2.2. Pillages et destructions.

Les pillages avaient commencé dès la prise d'Alger, avec le sac du « Trésor de la Qaçba » évalué à « 30 millions de piastres fortes » (soit plus d'un milliard et demi d'aujourd'hui) et « amoindri des deux-tiers, et de la totalité des pierres précieuses » (24), en violation de l'accord de capitulation et au mépris des réclamations du dey. Après la mainmise sur les 51,7 millions de francs-or inventoriés au trésor algérien (plus de 600 millions actuels), ils ne cessèrent de s'enfler, en « s'officialisant », se confondant avec les perceptions d'impôts, de pénalités, d'amendes, de contributions de guerre, ou la mise sous séquestre. Ils contribuèrent ainsi au recul économique du pays.

Dès le 8 septembre 1830, au mépris de la convention de capitulation du 5 juillet garantissant aux « habitants de toutes classes leur religion, leurs propriétés, leur commerce et leur industrie », son signataire Bourmont séquestrait les biens des Algériens turcs expulsés, ceux des institutions islamiques et habbous destinés au culte et à l'enseignement coranique: il les assimilait aux domaniaux d'un État supprimé, mais non remplacé par la convention. On a vu le pillage accompagner le massacre d'El-Oufia, et tous ceux qui suivirent. En 1836, selon Cavaignac lui même, l'Arabe venu vendre au marché de Tlemcen était « obligé de donner le quart, la moitié, le tout ». En 1837, la prise de Constantine était suivi du sac de la ville, comme allait l'être toute prise de ville, à partir de la guerre contre l'État de Abd-elQader, ainsi Miliana en 1839, Medea en 1840, etc. Jusqu'en 1872, le budget de l'Algérie allait comporter un chapitre « prises sur l'ennemi » couvrant le produit des ventes publiques de biens mobiliers confisqués. des récoltes et du cheptel enlevés.

Ainsi, dès mars 1839, « 2 500 moutons et 600 boeufs » puis un an plus tard « une grande quantité de bétail » étaient pris à une fraction des Harakta (Constantinois) à la suite du meurtre d'un cheikh déjà sanctionné par l'exécution de six condamnés (25). On peut relever, dans la longue liste de ces cas, la prise, avec 3 000 prisonniers, de « 1500 chameaux, 300 chevaux et mulets et 15 000 ou 16 000 têtes de bétail... ramenés » des Beni Menaçer, à l'ouest d'Alger, en 1842 (26), celles de 3 000 têtes de bétail aux Ouled Defelten (Ouarsenis) en mai 1845 et, en juin, pour « insubordination », celle de 20 000 moutons, 800 boeufs et 500 chameaux aux Nememcha ; de 500 moutons, 350 boeufs, 250 chameaux aux Mouïadat (S. de Medea) ; de 700, puis 1000 boeufs, 2 000 puis 15 000 moutons, 300 bêtes de somme et 30 chameaux à des réfugiés au Maroc de la région de Tlemcen; en 1846, la prise « chaque jour,... (de) troupeaux importants (...) de quelque fraction des Ouled Naïl » ; de 33 000 moutons, 500 chameaux, des chevaux, des tentes aux Hamyan le 13 janvier 1847 (27).

Les contributions de guerre peuvent simplement formaliser ces vols, comme, dans le Djebel Amour, « en trois jours seulement, (celle) de 3 000 boeufs et 7 000 moutons » de mai 1846 (28). Elles peuvent s'y substituer ou s'y ajouter sous forme de levées en espèces; ainsi les 58 000 F-or levés en 10 jours sur le Bellezma en 1844 ; en 1845, près de Tenès, une contribution « assez forte » est exigée des Beni Hidja et des Beni Macdoun, ces derniers peu avant qu'on les enfume, et 120 000 F sont demandés aux Beni Chougran; en 1846, on prend aux Ouled Abdi, 20 000 F, après incendie de leur village, et 200 à 300 F par tête aux Harrar du Chergui (soit le revenu moyen de deux ans) ; sont encore levés, cette année-là, 20 000 F sur les Amoucha (Babor), 30 000 en trois jours sur les Ouled Sidi-Yahia, près de Tebessa, 55 000 sur les limitrophes de Philippeville et, en 1847, le 10 janvier, 50 000 F sur les Ouled Jellal. En janvier 1948 encore, les Hamyan, déjà privés de leur troupeaux, se voient prélever 100 000 F et enlever 10 douars pour n'avoir pas payé. Des amendes sanctionnent le refus (ou l'incapacité) de payer les contributions de guerre ou les impôts: ainsi celles que, dans l'Ouarsenis, doivent verser, pour refus d'impôts, en 1848, les Ouled Defelten privés de leurs troupeaux deux ans plus tôt, et celles imposées aux Beni Zouqzouq, aux Righa, aux Beni-Menad proches de Miliana, et aux Beni Hassan du Titteri ; en 1849, l'amende due par Bou Sa'ada pour les barricades élevées dans la ville, et les 10 000 francs exigés des Ouled Faradj voisins, les amendes levées sur les Ouled Soltan et Ouled Sylem de l'Ouarsenis, et les Ouled Younès du Dhahra; en 1850, celles qui frappent les Harakta, onze ans après la confiscation de leur cheptel, et les Segnia du Hodna (29).

À la destruction des ressources restant aux populations occupées, avant tout celle de leurs cultures et du cheptel, s'ajoute le transfert à l'occupant de ce dernier, de récoltes, et de revenus monétaires, cela afin d'appauvrir le plus pauvre au profit du plus riche et le placer ainsi dans sa dépendance. Ces destructions sont en effet, comme l'est la destruction des humains eux-mêmes, une arme majeure de la répression. Dès la première année, Rozet (30) définit les tribus des environs de Blida comme « celles que nous avons saccagées avec le général Berthezène (en) mai 1831 » ; il chiffre la consommation de fruits pris l'hiver précédent par la troupe à l'habitant dans les 400 hectares d'orangers de Blida à 400 000, alors que « cela ne s'apercevait pas » ; il signale que « nos bivouacs ... ont un peu éclairci » les olivettes de la Mitidja, et que cette plaine n'était cultivée, vers Birtouta et Boufarik, que « lorsque nous y passâmes pour la première fois ».

Il ne s'agissait là encore que de la vie de la troupe sur le pays. La destruction n'est qu'ensuite érigée en système. Rappelons que, pour Montagnaç (31) « toutes les populations qui n'acceptent pas nos conditions doivent être rasées, tout doit être pris, saccagé, sans distinction d'âge ni de sexe ». Le Journal officiel, *Moniteur algérien* du 14 avril 1844, publiera la menace de Bugeaud aux Kabyles de l'Isser, à savoir de « brûler... (leurs) villages ... de couper ... (leurs) arbres fruitiers » s'ils « ne chass(ent) pas Ben-Salem ». Durant la guerre contre l'État de Abd el-Qader, la litanie commence, pour s'accélérer au fur et à mesure que la résistance algérienne faiblit: ce sont les douars Hadjout détruits dans l'ouest Mitidja dès les 12 et 13 mars 1840 ; les 27 et 28 août le second « châtiment sévère » des Kabyles de Mouzaïa et des Beni-Salah de l'Atlas de Blida puis la « ruine » des Righa du sud de Setif ralliés à l'émir (32). En 1842, chez les proches Beni Menacer, Saint-Arnaud (33) dit tirer « peu de coups de fusil », mais brûler « tous les douars, toutes les villes, toutes les cahutes » et, deux mois plus tard, confirme: « on ravage, on brûle, on pille, on détruit les maisons et les arbres ». Le 2 octobre 1844, il écrit « brûler (en Kabylie) les propriétés de Ben-Salem et Bel-Cassem », et y « abattre les orangers », en ne faisant qu'exécuter les menaces de Bugeaud mentionnées plus haut, après avoir « presque entièrement ruiné » les habitations et brûlé les récoltes de 19 fractions des Flissa (34). Là encore, après la reddition de Abd el-Qader, lors de l'occupation des Kabylies et jusqu'à la répression de l'insurrection de 1871, ces « méthodes » resteront employées. En 1845, les Ouled 'Abdi, avant amende, voient « leurs principaux villages incendiés » (35) ; en janvier 1847, même traitement pour les Ouled Younès, et sept douars Ouled-Naïl, afin de « prévenir toute tentative » (36). En 1848, parmi les destructions, citons près de Tlemcen celle de Tameksalet, celles opérées chez les Zouagha, les Ouled Sidi-Cheikh, les Zouaoua, celle des villages Mzaïa près de Bejaïa, « la dévastation » des villages et des récoltes des Beni 'Abbes; en 1850, la destruction des villages Tifra du Sebaou, et l'incendie de ceux des Beni-Immel du Guergour. En 1851, Saint-Arnaud récidive: il incendie le 10 avril sur l'oued Sahel, Selloum et ses habitants, le 12 mai les villages des Ouled Mimoun et Ouled Asker, le 19, « plus de cinquante villages entourés de vergers et de jardins », les 26 et 27 ceux des Beni Foughal, le 9 juin, trois villages Beni 'Aïssa, en juillet, vers Collo, trois autres des Djebala, d'autres encore, avant qu'en juillet ne soient incendiés villages et moissons, plus à l'ouest dans le Guergour et la Soummam, chez les Ouzellaguen, les Beni Aide et les Beni Immel (37). Lui-même écrit, de Petite Kabylie: « tous les villages, environ deux cents, ont été brûlés, tous les jardins saccagés, les oliviers coupés .(38) » De 1854 à 1857, la résistance de la Grande Kabylie ne céda qu'à l'incendie systématique des villages et des récoltes, pratiqué même parfois après refus d'accepter la soumission des tribus. (39)

Les destructions urbaines ont touché la plupart des villes d'Algérie non saharienne, même, partiellement, celles qui n'ont pas vécu de combats. Parmi celles-ci, notamment les premières prises à l'État turc, avant toute guerre populaire, Alger vit dès 1831, selon Rozet, son « petit faubourg » de Bab el-Oued « détruit en partie » et ses canalisations crevées « pour faire boire nos chevaux », Blida fut pillée ; quant aux « belles maisons » d'Oran, « nos soldats les ont presque toutes détruites, afin d'avoir le bois des planchers pour faire leur cuisine » (40). Dans les villes qui, après 1840, se rendirent sans combat (Tlemcen, Nedroma), dégagement des remparts et percement de voies dégagées détruisirent bien des maisons (par centaines à Alger). Celles qui résistaient subirent non seulement les destructions de sièges et d'assauts (le tiers de Constantine en 1837), mais le saccage après leur occupation. Clauzel pilla et incendia Mascara, capitale de

l'emir, du 6 au 9 décembre 1835, de sorte qu'en 1838 son faubourg d'Arqoub Ismail était « en ruines et presque dénué d'habitants » et que ceux de Baba 'Ali vivaient « dans des cabanes... sur les ruines de leurs maisons » (41). La guerre généralisée à partir de 1840 multiplia les destructions de villes. Cette année là, Mascara et Medea furent à nouveau incendiées. À Miliana, « aux ravages de l'incendie vinrent se joindre d'inévitables dégradations, conséquences de l'abandon de la ville (...) et des premières nécessités de l'occupation militaire » (42). En 1841, la prise des villes créées par l'emir fit raser définitivement sa capitale, Tagdemt (près de Tiaret), mais aussi détruire Scaïda, Sebdou, Boghar, T'aza, en même temps que ses tentatives pour reprendre celles déjà perdues étaient sanctionnées par de nouvelles destructions à Miliana, Medea, Mascara, en 1842 à Tlemcen, en 1843 à Tenès, Laghouat, Biskra.

Toutes ces destructions s'accompagnèrent de la fuite des habitants: de tous ceux, musulmans et juifs, de Miliana ; de tous ceux aussi de Medea, Mascara, Cherchel, Tenès ; de 7 000 des 10 000 Oranais, de plus d'un tiers des 35 000 Constantinois, des 12 000 Tlemceniens, des 30 000 à 40 000 Algérois. Il en résulta, notent les T.E.F à propos de Constantine, « une fâcheuse influence sur le mouvement industriel et commercial de la ville » (43), signalée aussi pour Alger, Mascara, Tlemcen, etc. (hausse des prix et des loyers, appauvrissement et raréfaction des acheteurs, coupure avec la campagne, etc.), nullement compensée par le « trafic » initié autour des garnisons des nouveaux centres.

2.3. Le prélèvement des biens et des terres.

Le prélèvement des biens et des terres est, dès l'origine, l'aboutissement voulu de ces exactions. « Partout où il y aura de bonnes eaux et des terres fertiles » avait dit Bugeaud, « c'est là qu'il faut placer les colons sans s'informer à qui appartiennent les terres (... et ...) les leur distribuer en toute propriété » (44).

En ville, la mise sous séquestre des biens des familles réfugiées en zone rurale, surtout en montagne, a préparé la substitution d'une population coloniale aux citadins algériens, ainsi mis à l'écart de leur propre cité. Ce phénomène a engendré la désurbanisation durable des Algériens musulmans. Ainsi furent mis sous séquestre, et généralement redistribués ou revendus à des « Européens » 812 immeubles urbains à Mascara, 1 033 à Tlemcen, 490 à Miliana, presque autant à Medea, 60 à Jijel, etc. Même avec l'apport colonial, Alger n'a retrouvé sa population totale de 1830 qu'en 1861, Constantine en 1871, Mascara en 1876, Tlemcen en 1886 ; quant à leur composante musulmane, ces villes ne devaient la retrouver respectivement qu'en 1906, 1911, 1901, 1891 ; Oran, et même Kolea et Cherchel, pourtant intactes, pas avant 1872 (45). Encore ne s'agirait-il pour l'essentiel que d'un peuplement rural ou ruralisé pendant au moins une génération, poussé au retour ou à l'exode par leur paupérisation à la campagne, précarisé dans un habitat vétuste ou marginal.

La « dépossession des fellahs » (46) s'est amorcée dès 1830 avec la confiscation des terres de l'ancien État (beylik) et de ses dignitaires, - leurs haouch(s) en Mitidja - , puis dans les plaines de Bône et d'Oran, et après 1837 des azef du Constantinois, adjugées d'abord en location à des spéculateurs qui y faisaient travailler leurs anciens exploitants, puis de plus en plus concédées (les 94 796 ha des haouchs en 1838). L'expropriation des terres *arch* des collectivités a aussitôt suivi, prolongeant destructions et extorsions, pour implanter sur leurs meilleures terres, à la suite de mises sous séquestre ou de confiscations de jachères sans titres, des centres de colonisation peuplés notamment des déportés de juin 1848. Ce « cantonnement » prélève souvent plus de la moitié du arch. 224 993 ha de '*azef* sont perdus pour leurs 5 232 exploitants, expulsés, avant la fin du Second Empire. Si l'objectif proclamé du sénatus-consulte de 1863 est d'établir la propriété des tribus, il va surtout permettre d'en détacher éventuellement des sections non reconnues, sur les terres les meilleures. Le séquestre, aux dépens de tribus réfugiées au Maroc ou sanctionnant les insurgés de 1863-1864 et de 1871, met les terres les plus riches à la disposition de la colonisation: une réserve de 568 817 hectares en 1871 (47), enlevant aux Kabyles les pâturages d'hiver de leurs plaines et les hautes plaines céréalières de Medjana. Ce séquestre s'accompagne de la déportation des Hachem de cette plaine dans la steppe aride du Hodna, et de la levée d'une contribution de guerre extraordinaire de 27 452 000 F-or, mettant des populations entières à la merci de prêts usuraires. Cette dépossession profite, dès cette phase, à la

concentration du capital foncier, par l'intervention du crédit bancaire au profit des plus solvables, puis par les grandes concessions vouées à la sous-exploitation latifundiaire: 20 000 ha. à la Société Genevoise, près de Setif dès 1853; 100 000 à la Société Générale Algérienne en 1865, en plein « Royaume Arabe » contre un emprunt de 100 millions F-or. Elle a déstructuré et paupérisé la société rurale, la mettant à l'avenir à la merci d'« achats » imposés, alors même que dès avant le séquestre de 1871, plus de 500 000 hectares lui ont été pris par la colonisation, pour 96% par l'État colonial. Celui-ci a, par ailleurs, domanialisé ou communalisé des surfaces du même ordre.

2.4. Les conséquences: le « désastre démographique » algérien.

Toute la période de prise de possession coloniale constitue bien pour le pays, comme l'a souligné Dj. Sari à propos de la famine de 1867-1868, un « désastre démographique » (48). Y ont concouru les pertes humaines au combat, lors des massacres, les destructions, pillages et prélèvements commis au coup par coup, comme la dépossession et la condition de vie imposées à l'ensemble des Algériens par le système. Si on peut débattre du nombre d'habitants (5 millions) auquel Sari évalue la population en 1830, celui minimum de 3 millions pour la seule Algérie non saharienne, dont 6% d'urbains, n'est plus guère contesté (49). Le dénombrement de 1845, auquel échappent Kabylies et Aurès, et ceux de 1851 (trois ans après la famine meurtrière de 1848) et de 1856, qui ne peuvent encore qu'évaluer la population de Grande Kabylie, donnent respectivement 2 028 000, 2 324 000 et 2 302 000. En 1853, l'estimation plus fiable de Carette attribue aux tribus (sans les villes) 2 670 410 habitants, soit encore, en tout, plus de 2,8 millions, après 23 ans d'occupation et de guerre. C'est un chiffre très proche de celui de 1861 (2 732 851), suivant la campagne meurtrière de Kabylie. C'est dire le manque à gagner sur l'évolution qui se serait produite hors de ce contexte, qu'on peut chiffrer, en trente ans, entre le demi-million et le million de vies perdues. Or, sur le même espace, on ne compte plus, dès 1866 que 2 653 000 âmes et, en 1871, 2 125052 en recul de 80 000 puis de 527 000, aux taux annuels de -0,58%, pendant une période qui inclut la répression de l'insurrection de 1863-1864, puis de 4,37% durant les années de famine et d'épidémies de 1867-1868, ce qui implique un taux de mortalité moyen de plus de 8% par an. On peut, sur ces bases, émettre l'hypothèse minimale d'une surmortalité ayant frappé, en quarante ans, entre 1,2 et 1,7 million d'âmes, soit la moitié de l'effectif de 1830, un sur cinq des algériens musulmans ayant vécu dans la période.

Cette surmortalité est évidemment liée pour partie aux massacres dont l'addition chiffre « par dizaines de milliers les pertes... de la population civile » (50). Elle s'explique également par les combats, très inégaux: T.E.F signalent, pour les seules batailles les plus importantes, 2 000 tués en 1840, 800 en 1841, 480 en 1842, 950 en 1843, plus de 600 en 1844, ou encore 1 136 en 1851, 880 en 1852. À ces chiffres, il faut ajouter les simples notations non chiffrées, les plus fréquentes, de « pertes sensibles » ou « considérables » (comme en 1840 pour le combat, pourtant crucial, de Mouzaïa). Rien n'y est même dit des 200 tués, selon Azan, à Bab T'aza en avril 1842, des 1 800 à 2 000 qu'il mentionne à la Macta le 28 juin 1835, ni des 2 000 tués et blessés à la Tafna le 25 avril 1836 etc. Il « n'est pas exagéré d'estimer le nombre des tués au combat à une moyenne annuelle d'une ou plusieurs dizaines de milliers » (51) pendant quarante ans. Moins cruelle fut la perte de peuplement due à l'émigration, dans le refuge marocain, de populations entières de plaines voisines d'Oranie comme celle de la Mekerra.

La mortalité la plus massive fut cependant due aux famines de 1848-1849 et de 1866-1868, dont les causes profondes, contrairement à ce qui a été dit, ne sont pas climatiques. Certes les années en cause, sauf 1867-1868, sont marquées par des précipitations inférieures à la moyenne, aggravées dans plusieurs régions par de mauvaises répartitions annuelles, avec de faibles pluies de fin d'hiver et de printemps et, en 1865-1866, par une ampleur marquée des vols de criquets; il n'y a pas là de conditions déterminantes, mais seulement favorables au basculement dans la disette. Ces deux phases ont par contre en commun:

- de suivie deux périodes de répression marquée: en 1848-1849, celle qui suit l'écrasement de la résistance de Abd el-Qader et des soubresauts qui l'ont prolongée, entre autres l'incendie de toutes les récoltes de l'Ouarsenis insurgé, la destruction des réserves, l'abandon consécutif des

terres, les amendes, les confiscations; en 1866-1868, la répression de l'insurrection de 1864-1865 surgie en particulier dans l'ouest, la steppe algéro-oranaise et les Babor, marquée là aussi de destructions, de lourdes amendes, 6 millions de F-or de contribution de guerre
- d'accompagner un recul de l'appropriation algérienne et de l'exploitation même des terres: la première phase est caractérisée par le début des « cantonnements » et la création de nombreux centres de colonisation sur les terres prélevées, la seconde par leur accélération, les premières limitations de arch en raison du Senatus-consulte, l'octroi de sa concession à la compagnie Algérienne.

La responsabilité du pouvoir se lit dans ce commentaire officiel de la disette de 1848-1849 : « Les Arabes commencent à comprendre que la paix seule leur fournira les moyens de réparer les désastres causés par deux années de disette » (52). Et Napoléon III lui même annonce un à deux ans à l'avance celle du capitalisme colonial en 1866-1868 : « Chez les populations indigènes, la misère augmente en raison de leur rapprochement des grands centres européens. Les tribus sahariennes sont riches et les Arabes du Tell sont ruinés » (53). Qu'aient persisté des exportations, - surtout de blé produit par les colons, en 1866 et 1867, malgré la nécessité d'importer, en 1867, des farines, montre comment la raréfaction a incité à profiter de la hausse des cours, aux dépens des réserves des matmura.

Les récoltes céréalières subissent une chute rapide, plus marquée pour l'orge que pour les blés, de 20 millions de quintaux à 11,3, puis 10,8, puis 8, puis 4,4, de 1863 à 1867, avant de remonter (mais à 10,3 à peine) en 1868. Les récoltes des colons, soumis aux mêmes aleas climatiques, chutent certes de 60%, mais celles des algériens chutent de 80%, de 18 à 3,9 millions de quintaux. Les surfaces emblavées Ont reculé, dans le même temps, de 2 450 000 hectares à 2,3, puis 2,1 puis 2 millions d'hectares en 1866 et 1867 et tomberont à 1,4 million d'hectares l'année suivante, climatiquement favorable: le manque de bras, du fait des pertes humaines causées par la famine et le choléra, rendra vaines en 1868 les bonnes conditions climatiques et prolongera la crise.

D'après un compte rendu officiel, c'est l'épuisement des ressources qui permit l''épidémie de choléra de 1867. Celle-ci qui fit des ravages sur « les indigènes mal vêtus et mal nourris » et provoqua, en 1868, la famine qui fit descendre les habitants dans la plaine « où ils espéraient trouver de l'orge et du blé..., masses compactes d'Arabes (qu'on vit) déserter leurs douars pour venir implorer la pitié des colons. Nos villes et nos campagnes s'encombraient de ces foules affamées » (54). Ce rapport qui « évalue à plus de 300 000 le nombre des victimes » est, on l'a vu, très en dessous de la réalité.

On ne peut évaluer les effets humains du premier désastre, faute de toute donnée sur les mouvements démographiques indigènes; on peut mesurer ceux du second dans l'état-civil des villes, seules à en tenir un. Sari fournit (55) toute une série de courbes d'évolution de la mortalité à Medea, Miliana, Mostaganem, Oran, Tlemcen, Mascara, Constantine, durant les années 1860, qui montrent souvent (à Oran, à Constantine) un mouvement naturel négatif sur toute la période, seulement exacerbé de 1866 à 1868 ; parfois (à Tlemcen) apparu en 1865, revenu accentué en 1867 et surtout 1868, et persistant, moins marqué, jusqu'en 1870. Les effets des hivers y sont très marqués. A Miliana, si le bilan est, de peu, négatif pour les Européens (mais non pour les juifs), en 1867 et 1868 il l'est bien plus pour les musulmans de la commune, sauf en 1865 et 1870, avec, en 1867 et 1868, 485 morts puis 354 morts pour 3 000 habitants (16,2 puis 11,8% !) et un déficit de croissance de 379 puis 281 individus. La marque d'une surmortalité rurale au moins aussi grave se lit dans l'inscription (d'ordinaire insignifiante) de 107 puis 486 inconnus et extérieurs à la commune venus s'y réfugier et y mourir, ces deux années.

2.5. Les conséquences: le peuple français appauvri et meurtri.

Si la conquête coloniale entraîne, pour l'Algérie, l'intégration à des structures d'exploitation coloniale dans la sujétion à une minorité de nouveaux venus censés représenter la France, cette mutation ne se fait pas pour autant à l'avantage du peuple français.

Les dépenses publiques à la charge du trésor français doivent en effet, durant ces quarante-et-un ans, faire face à la fois aux frais de la guerre, aux dépenses civiles revenant aux ministères métropolitains (cultes, justice, instruction publique, finances), et à celles destinées à combler le déficit algérien. Sur l'ensemble de la période, le total de la participation réelle de l'État français aux dépenses civiles s'est élevé à 192 millions de F-or (56) (environ 2,7 milliards actuels) dont 37% (71 millions) consacrés à combler le déficit du budget algérien. Or ce déficit n'a pas tendu à se réduire, tant du fait des facilités fiscales octroyées aux entreprises coloniales que de l'écrasement croissant de la matière imposable algérienne par le pillage, les destructions, les transferts de propriété, les abus des « impôts arabes » et des sanctions prises pour les imposer à un peuple appauvri au point de ne pas pouvoir payer. L'apport métropolitain destiné à le combler, égal à 45% des ressources locales en 1836 (2,5 millions-or), s'élevait à 59% de ces ressources (3,15 millions) en 1839, 54% (8,5 millions) en 1841 et 101 % (12, 86 millions) en 1844. Il entrait en 1863 pour 11% (2 316 000 F-or) dans les prévisions des seules dépenses civiles, - le quart des dépenses totales -, dépenses improductives consacrées à la seule administration. Or ces dépenses ne représentaient que peu de frais à côté des dépenses militaires, entièrement couvertes par le budget français de la guerre: en 1839, les seuls crédits du service de santé et du génie militaires (6 893 038 F-or) égalaient 80% du budget civil total et, en 1863, année de répit des combats, comme la précédente, la totalité des prévision de dépenses de l'armée atteignait 62 067 553 F-or (près d'un milliard actuel).

Les profits allaient aux entreprises coloniales, en premier lieu financières et commerciales, sans enrichir ni équiper l'Algérie autrement que pour installer la colonisation et en drainer la production. L'installation d'un système d'échange de produits bruts de la colonisation, alors agricoles pour plus de 40% de leur valeur, -céréales exportées même en 1867, contre l'importation de bien peu de farine ! (57) - contre des importations élaborées, créait, en même temps que ces profits, un déficit permanent, de l'ordre de 40 à 50 millions de fr-or (entre 20 et 50% des exportations) en portant les exportations de moins de 10 millions en 1850 à 108 en 1864 et 165 en 1872 et les importations de 50 à 130 puis 206 millions (58). C'est ce déficit aussi que compensait l'apport de fonds publics.

Les pertes humaines, affectant surtout les milieux populaires hors d'état de payer les remplaçants qu'ils fournissaient par contre à l'ère du service militaire de sept ans, ont dépassé les 200 000 morts durant ces quarante ans. La guerre a retenu en effet au moins jusqu'en 1871 plus de 70 000 soldats métropolitains chaque année (73 188 sur 80 862 à l'effectif total en 1844, 70 611 sur 83 870 en 1859, des années relativement calmes) et beaucoup plus lors des offensives et soulèvements (en 1835-1836, 1840-1842, 1845-1846) où ils furent bien plus de 100 000, un pour 30 algériens, femmes et enfants compris. Il en fut de même en 1857, 1863-1865, et même en 1871, avant l'insurrection, alors que l'armée allemande envahissait la France.

Sur ces effectifs, les morts dans les ambulances et hôpitaux, 125 000, soit plus de 3 000 par an (4%), approchent, dans une population de jeunes hommes adultes physiquement « aptes », deux fois le taux moyen des décès civils d'alors. Pour un taux de 1% de l'effectif les années calmes (ainsi en 1861-1863), ou 2% (en 1852-1853), on atteint 4% en 1847, 5% en 1838, 10% en 1832-1833 ou en 1836-1837, 14% (9 587) et 12% (7 802) en 1840 et 1841, au début de la guerre contre Abd el-Qader, et autant en 1851 et 1857 lors des campagnes des Kabylies, en 1859 et en 1871. C'est dire que plus de 100 000 de ces morts furent des victimes directes de la guerre. Le nombre des tués au combat, lorsqu'il est mentionné (254 à la Macta en 1835, « des centaine s» à la Tafna en 1836, plus de 1 000 en 1837 lors des deux assauts contre Constantine, 108 en Mitidja le 21 novembre 1839, 332 au col de Mouzaïa les 12 mai et 15 juin 1840, 400 à Sidi Brahim en 1845, toute la colonne Beauprêtre en 1864) est souvent supérieur, rarement inférieur à la moitié de celui

des blessés. Il dépasse encore plus le nombre de ceux morts de leurs blessures à l'hôpital. C'est ce qui permet une approche des pertes totales.

Reste enfin que, parmi les généraux de l'armée d'Algérie figurent Cavaignac, qui, rentré en France, dirigea la répression meurtrière des journées de juin 1848, et Saint-Arnaud, organisateur du 2 décembre 1851 et de la répression qui le suivit.

L'exploitation de « l'Algérie française » (1871-1954)

La répression de l'insurrection de 1871 a créé pour 75 ans, puis, après une répression plus meurtrière encore, en 1945, pour encore près de dix ans, jusqu'en novembre 1954, une période de « calme » favorable aux « affaires ».

1. Le « calme » de l'épuisement.

Il s'agit en réalité de la cessation de la résistance militaire, que ne troublent plus que des mouvements sporadiques. Elle a été obtenue par la destruction physique d'une partie importante de la population, surtout masculine, de la ruine économique de sa grande majorité, de sa déstructuration sociale et de son délitement culturel, à l'issue des quarante années de guerre antérieure. Il est caractéristique que les soulèvements majeurs survenus dans la période, en 1881 chez les Ouled Sidi-Cheikh sous Bou 'Amama, et en 1916 dans l'Aurès et au Sahara, restés locaux, se soient produits aux limites du Sud, hors des régions de colonisation agraire, dans des zones socialement moins déstructurées malgré les répressions antérieures mais victimes du code de l'indigénat. La première, déjà soulevée en 1863, était soumise au régime militaire, la seconde refusa la conscription pour la guerre étrangère de 1914-1918 en Europe. Il est notable aussi que l'affaire de Margueritte, survenue en 1898, près de Miliana, en terre colonisée, mette, elle, en cause, des problèmes, non plus directement de refus de domination et d'insoumission, comme les précédents, mais de rapports sociaux et pose des problèmes politiques de résistance à une domination économique.

C'est que, même si la puissance coloniale reprend, à partir de 1880, aux marges sud du pays, des opérations militaires pour annexer le Sahara, avec l'objectif, qu'elle n'atteindra pas vraiment, d'ouvrir ainsi au capital français une voie commerciale terrestre vers son empire africain, la « pacification » obtenue par épuisement doit permettre en stabilisant des relations de domination, d'organiser l'exploitation des ressources et de la force de travail humaine du pays. C'est contre cette exploitation en même temps que contre la dépendance politique et culturelle qui la permet que, à partir de la Première Guerre mondiale, le mouvement politique s'organise de plus en plus autour d'une revendication nationale. C'est contre cette politisation que l'exploitation impose dès la fin du XIXe siècle sa législation discriminatoire, corollaire de la discrimination socio-économique.

2. Que représente « l'œuvre de la France» ?

Jusqu'à l'indépendance de l'Algérie, les écoliers français ont entendu vanter « l'œuvre de la France » ; depuis 1962, on ravive les mémoires de l' « infrastructure exceptionnelle » léguée par le colonisateur à son colonisé devenu indépendant : routes, voies ferrées, vignes, agrumes, santé, écoles, etc., - étant entendu que l'Algérie n'aurait rien eu en 1830 et qu'on lui a tout « donné » depuis.

Dans le cadre d'un « révisionnisme » colonial plus subtil, Jacques Marseille, dans l'édition de sa thèse (59), estime que l'importance des dépenses de fonds publics français dans ce pays (60) attesterait de l'ampleur de « l'effort métropolitain ». C'est lui qui aurait mis ainsi « en place les structures génératrices de déséquilibre » en permettant de satisfaire la demande « au prix (du) déficit commercial », effort consenti « pour sauver l'Algérie de la misère et de la rébellion » (61). Il tient pour preuves de ce que la possession du pays n'aurait

pas été « de si grande commodité pour la métropole » le maintien par ce financement, - et par les transferts des émigrés -, d'une consommation locale et, a posteriori, la constatation qu'avec l'indépendance, « la disparition de la zone protégée n'(a) finalement entraîné aucun préjudice grave » (62) pour « la France » alors que selon Les Echos du 12 mars 1956, elle aurait dû « conduir(e) inéluctablement au chômage ». L'évolution favorable pour « l'Algérie » des termes de l'échange pendant la crise et la deuxième guerre mondiale prouverait que « la France » n'en a pas profité pour « imposer des surprix à ses clients algériens (et) s'approvisionner à bon compte » (63). A la limite, ce serait la générosité du capital français qui serait responsable de la dégradation de « l'état d'équilibre (...) de « l'économie algérienne » que Jacques Marseille croit déceler de 1914 à 1945 dans la « situation satisfaisante des finances publiques et des échanges extérieurs » en suscitant, par « la parité des salaires avec la France, » la sécurité sociale, les allocations familiales, une « nouvelle série de handicaps » pour « attirer les capitaux ». Il reprend en outre à son compte la thèse du Figaro affirmant, le 11 octobre 1953, que, si « la moitié des masses rurales musulmanes (...) meurt lentement de faim, c'est la « conséquence de l'hygiène apportée par la France » : l'accroissement du déficit commercial n'exprimerait qu' « un déséquilibre entre l'évolution démographique et celle de la production »(54). Et il rend le développement des infrastructures responsable de l'aggravation rapide de la dépendance financière après 1945(56).

Il suffit ! Ce qui est vrai, dans cette thèse, c'est la réalité des déficits algériens, budgétaire et commercial, en fait permanents, - sauf le second sur treize des années 1930-1948 où les termes de l'échange sont équilibrés ou positifs. Ces déficits précèdent allocations familiales et sécurité sociale attribués en fait avec parcimonie à des salariés permanents musulmans et cela pas avant 1947, et à plus forte raison une parité de salaires jamais appliquée. Soutenir ces thèses n'est possible qu'en amalgamant la réalité au sein de grandes catégories: « France » ou « Algérie », sans y distinguer assez parts du public et du privé, du capital et du salariat; en classant en Algérie « colons », « sociétés minières », et « musulmans » sans séparer, par exemple, parmi ceux-ci, leur masse de la faible poignée qui participe aux exportations, etc.
C'est négliger le constat, en 1955, par la très officielle « commission Maspétiol », de l'impossibilité d'accentuer la pression fiscale sur les masses indigènes.

En réalité, la démographie ne doit à un apport français d'hygiène que les vaccinations (autant ignorées en France qu'en Algérie en 1830 !), ici appliquées tardivement face à des contagions insensibles aux distinctions entre indigènes et colons. Le nombre des médecins, fonctionnaires inclus, de 1 033 en 1939, encore de 1074 en 1943, ne s'est élevé qu'à 1 356 en 1945, 1 449 en 1949, 1629 en 1952 (242 hospitaliers), dont 916 à Alger et Oran (un pour 900 habitants, à 64% européens), et 713 pour le reste du pays (un pour 11 000 habitants, à 95% musulmans). Alors que J. Marseille affirme qu'« un minimum vital (est) relativement maintenu pour une grande majorité de la population », les années 1941-1942 et 1945-1946 retrouvent, en pleine période « d'équilibre économique » (à cause de lui ?) une démographie proche de celle des années de famine 1867-1868. Si les statistiques générales la masquent du fait de sous-déclarations (en particulier de décès d'enfants), les états-civils urbains la dénoncent, comme trois-quarts de siècle plus tôt: à Setif (66), en 1942, le taux de mortalité (4,88%), presque double du taux minimal, déjà élevé, de 1932, 1936, 1948, dépassait le taux de natalité, en 1945, il l'égalait (à 3,9%) malgré des décès d'enfants encore non déclarés, avec des pics marqués en hiver et en fin d'été et, en 1945, en période de « soudure », de mars à mai. À Sidi Bel-'Abbes (67), selon les déclarations, le taux de mortalité, 4,77% en 1941, 5,32% en 1942, 4,8% en 1945, excédait ces années-là celui de la natalité (3,77%, puis 4%, puis 4,27%), laissant un déficit d'accroissement naturel de 238, 326 puis 135 individus; il le compensait à 115 près en 1948, avec 4,57% contre 5,08), entre des taux habituels encore de 2,52% en 1951 et 3,72% en 1943, doubles, malgré la jeunesse de la population, de ceux des colons d'alors; Il en allait de même dans les quartiers précaires marginaux, ainsi au « lotissement » Sénéclauze où le taux de mortalité restait en 1951 de 2,8%, dû surtout à celui (191) des décès à moins d'un an pour 1000 naissances et où l'espérance de vie à la naissance ne dépassait pas 17 ans. C'était aussi le cas dans les zones péri-urbaines de Tlemcen, Miliana et Nedroma, par exemple (68). La faible desserte sanitaire et le misère des campagnes y aggravaient encore ces déséquilibres, même si la sous-déclaration semblait en faire des aires de bien-être. En 1947, 1948, 1949 étaient morts à moins d'un an 245, puis 195, puis 201

enfants sur 1 000 nés dans les préfectures et sous-préfectures du pays (69). On peut se demander quelle part la différence entre les 276 000 enfants musulmans déclarés en 1948 et les 195 000 recensés revient à cette mortalité infantile.

De même, la scolarisation ne touchait que bien peu des enfants musulmans d'âge scolaire, très majoritairement masculins et surtout urbains: en 1951-1952, 168 940 garçons, dans les classes primaires, et 56 796 filles, - 16% des scolarisables, ou 25% et 8,8% de chaque sexe, contre 10% en 1940. Pourtant, selon Rozet (70), en 1830, « presque tous les hommes sav(ai)ent lire, écrire, compter » et « il y avait (à Alger) cent écoles... où l'on apprenait aux enfants à lire et à écrire le Coran, et quelquefois un peu de calcul ». À plus forte raison, en fin de période coloniale, la ségrégation ne permettait qu'exceptionnellement aux enfants « musulmans » d'accéder à la maternelle, à l'enseignement secondaire (un pour cinq européens), et même aux cours complémentaires, où ils étaient 5 567, dont 1 625 filles, 0,6% de leur classe d'âge, face à 10 111 coloniaux; À l'université, ils ne seraient, lors de l'indépendance, que 5% des étudiants.

Quant aux infrastructures techniques, elles n'étaient qu'à la mesure des exigences de la colonisation et du capital. Il n'y avait bien sûr en 1830 aucun kilomètre de rail en Algérie, - en France non plus. Mais les 4 372 kilomètres, à voie unique, souvent à voie étroite, mis en place à partir des années 1860, ne représentaient, pour quatre fois la surface et un cinquième de la population de la France qu'un quinzième des voies ferrées de métropole, en fonction de la seule minorité coloniale et d'un dixième des colonisés, en nombre équivalant. Ils ne répondaient, dans leur trafic comme dans leur tracé qu'au besoin de drainer vers les ports des produits d'exportation, en reliant Maroc et Tunisie par Oran, Alger, Bône ('Annaba) à travers les plaines colonisées, et menant à ces ports, à Nemours (Ghazaouet), Bougie (Bejaïa) et Philippeville (Skikda) , zinc de Zellidja, alfa des voies de Crampel (Ras-el-Mâ), de Bechar/ Kenadza avec la houille), et de Djelfa, dattes de Touggourt et Biskra, phosphates et fer du Kouif et de l'Ouenza. Toutes les antennes non rentables de Tlemcen à Beni-Saf, vers Arzew et Mostaganem, même les blés de Tiaret, à plus forte raison dans les Hautes-Plaines de l'Est entre Meskiana, Khenchela et Tebessa, avaient déjà été déposées. Sur un réseau aux mailles lâches, tracé (comme le rail de Bechar pour raisons stratégiques) le trafic routier privé y suppléait, avec 43 078 camions en 1951, 40% d'un parc auto dont les 56 391 voitures particulières correspondaient au taux de desserte français (1 pour 40 âmes) seulement, là aussi pour le million d'Européens et un Algérien sur dix.

3. Des cadeaux? Oui, pas à l'Algérie, mais au Capital.

Ce qui reste vrai dans la thèse de J. Marseille, c'est la constance des déficits, sauf certaines années d'une guerre mondiale à l'autre. Mais il s'agit de déficits publics, et ils ne trouvent pas leur origine dans des dépenses d'intérêt général, encore moins sociales réalisées « pour l'Algérie ». On l'a vu, « l'état d'équilibre » lié à la « situation satisfaisante des finances publiques » de 1914 à 1945 ne s'accompagne nullement d'« un minimum vital relativement maintenu pour une grande majorité de la population » (71) qui, avant 1941-1942 et 1945 connaît des taux de mortalité urbains dépassant 4% de 1911 à 1929, 4,5% de 1917 à 1922 et en 1927-1929 et même 5% en 1920-1922. Ces taux sont liés à la malnutrition et à l'absence de soins et facteurs de déficit démographique. C'est que, comme le remarque A. Nouschi, seuls « 5 à 10% des indigènes (sont) insérés dans le mouvement commercial » et que, comme le reconnaît Marseille (72), la différence avec le prix payé au producteur compte beaucoup.

En fait, les dépenses de l'État résultent de la faiblesse de l'investissement privé, et de l'aide fournie à celui-ci pour réaliser des profits. J. Marseille l'écrit lui même, lorsqu'il montre (73), en, 1927, les « viticulteurs (français) exaspérés par les importations viticoles d'Algérie (soumises) à des charges fiscales infiniment moindres », subventionnés, payant l'essence des tracteurs cinq fois moins, et qu'il rappelle l'absence d'assurances sociales. La citation qu'il fait de Giscard d'Estaing reprenant H. de Molinari en 1898, selon qui « l'Algérie avait déjà coûté plus de 4 milliards (et) réclame tous les ans de 20 à 30 millions à la métropole pour couvrir son budget » souligne la permanence du déséquilibre entre ces mises de fonds publics et la

faiblesse de l'effort privé pour retirer ses profits: si, « de 1865 à 1937, les dépenses publiques au titre du capital de premier investissement se sont élevées à 1 531, 3 millions de F (74) » en comparaison, le capital social des compagnies n'a pas dépassé 94 millions. L'Algérie n'en est pas moins, pour cet auteur, avec l'Indochine, un des deux domaines de « bonnes affaires » ... « sur lesquels sont implantées 20 des 32 sociétés » (75) qui ont fait le plus de profits.

En vérité, ces « bonnes affaires » se sont faites aux dépens du peuple algérien, et au profit d'une très faible minorité de possédants coloniaux et des grandes sociétés, capitalistes françaises, d'abord minières ou commerciales. Le plus clair est le transfert de terres, à partir de la loi Warnier (1873) réalisé plus par des transactions forcées (pour dettes, hypothèques etc..) que par attributions officielles, souvent au profit d'hommes d'affaires citadins absentéistes. Ce transfert laisse, dans les années 1950, aux mains de 20 000 propriétaires, 2 700 000 hectares, le tiers (le meilleur) des terres cultivables du pays, dont la moitié au dixième d'entre eux. 99% des propriétaires algériens se partagent les deux tiers restant et sont ainsi réduits soit à une exploitation insuffisante, soit au travail journalier, éventuellement complémentaire. C'est là le facteur majeur de l'exode rural.

Dans les années précédant la Seconde Guerre mondiale et dans celles qui l'ont suivie, le ralentissement même de la production et les difficultés dues à la crise puis à la guerre ont entraîné une diminution des exportations françaises et, par là une réduction ou la disparition du déficit de la balance algérienne. Or ce déficit, déjà présent, et accru, on l'a vu, de 28 à 90 millions de F-or de 1863 à 1873, s'est élevé, de 1950 à 1954, de 34 à 78 milliards de francs courants, vis-à-vis de la France, mais aussi, de plus en plus, vis-à-vis des autres pays.

De 1950 à 1953 le budget métropolitain a versé à l'Algérie 286 milliards de francs (environ 40 milliards de francs actuels), dont, selon la commission Maspétio (76), en 1953 « 50%... semblent pouvoir être considérés comme apportant une aide à l'Algérie ». Ainsi, en 1953, sur 93 milliards, 62 avaient trait à des dépenses de fonctionnement, aux deux-tiers militaires, les crédits d'investissement (35,7 milliards) servant, pour 6 milliards, à rembourser les prêts antérieurs, et pour 27 milliards, à subventionner, par 6% des dépenses, les entreprises coloniales ou par 27%, à leur prêter. Or celles-ci bénéficiaient d'« avantages déjà accordés en matière fiscale » dont le rapport Maspétiol soulignait l'importance. Le taux de pression fiscale, de 33% en France, s'abaissait pour elles à 19% (16,4% dans la métallurgie contre 28,4 ; 16,2% dans les texties contre 26,2%) ; en face d'impôts sur le revenu foncier et les bénéfices agricoles encore abaissés de 6% du budget en 1949 à 1,8% en 1953, les taxes sur les salaires étaient doublées, l'impôt sur le revenu laissé à taux constant, les impôts indirects accrus. C'était prolonger la tendance constante à « faire payer les pauvres » depuis l'époque, un siècle plus tôt, où les musulmans, de 1863 à 1872, avaient fourni en « impôt arabe » et en contributions de guerre, 28% du budget algérien, contre 2,8% aux bénéficiaires de la colonisation ou celle, en 1890, où les « impôts arabes » fournissaient les 3/4 des contributions directes (15% des ressources budgétaires) lorsque les colons étaient encore exemptés d'impôt foncier. Dans le P.I.B. algérien de 1953, la part des profits était de 47% (239 milliards de fr. courants), celle des salaires seulement de 34% (160 milliards), et la proportion de capitaux accumulés réinvestis sur place, de 52% : le rapatriement du reste (46 milliards cette année là) et le montant du déficit commercial représentaient l'exode des capitaux que venaient compenser les fonds publics.

4. Le massacre opposé aux revendications politiques montantes.

Une législation d'exception, entretenant une ségrégation, a été l'arme utilisée pour imposer aux Algériens cette situation d'inégalité officialisant leur exploitation. Le code de l'indigénat, légalisé en 1874, étendu aux « communes mixtes » des territoires civils en 1881, révisé en 1881 puis 1914, a maintenu jusque durant la Seconde Guerre mondiale cet « apartheid ». Il définissait une série de délits spécifiques des Algériens musulmans, allant des « propos contre la France et le gouvernement » au « retard dans le paiement des impôts », et les plaçaient sous l'arbitraire, non de la justice, mais de l'administration de fonctionnaires

d'autorité nommés. Cette procédure d'exception, qui comporte, outre des peines de privation de liberté, des peines de travail gratuit (des corvées) et de séquestre, persistera après la Seconde Guerre mondiale, sans les « Territoires du Sud » sous administration militaire. Elle est doublée d'un code forestier qui exclut les Algériens d'une ressource essentielle et, au mépris des droits élémentaires, admet la responsabilité et les sanctions collectives. Elle est relayée, sur tout le territoire, à partir de 1935, par le décret Régnier menaçant de prison et d'amendes « quiconque aura...provoqué...des indigènes algériens... à des désordres ou des manifestations contre la souveraineté française ».

Telles sont les seules réponses faites, entre les deux guerres mondiales, à un mouvement politique qui revendique initialement la justice et l'accès à l'égalité, dès le début du XXe siècle soit, pour les notables, par l'accès à une part moins restreinte, même limitée, de la gestion de leurs propres affaires, soit à une citoyenneté française n'imposant pas renoncement au statut personnel. Ces réponses restent, à partir de l'immigration en France de travailleurs, celles données à la revendication nationale portée, dans les années 1920, par l'Étoile Nord-Africaine. Créée par Messali Hadj avec l'appui des communistes français, déçue dans ses aspirations, comme tout le mouvement national, par les retournements du Front Populaire, elle devient le P.P.A.(Parti Populaire Algérien). Interdit, ses leaders emprisonnés, celui-ci, dans la foulée de la libération, revendique l'indépendance, comme l'U.D.M.A., l'Union Démocratique du Manifeste Algérien, qui représentant plus la petite et moyenne bourgeoisie, ne rejette pas tout lien avec la France.

C'est à ces revendications associées à la célébration de l'armistice compris comme l'annonce de la liberté des peuples, et intolérables pour le capital et les possédants coloniaux que répond, le 8 mai 1945, l'interdiction des manifestations et, à Setif et à Guelma, la provocation censée l'imposer: les banderoles arrachées et les premiers coups de feu. Les 88 victimes de la réaction des manifestants déclanchent la répression par laquelle le capital colonial croit asseoir son pouvoir, en particulier sur toute la région au nord de Setif, les Babor, où se manifeste une résistance. Bombardements aériens, bombardements navals du littoral, ratissage de la région, destruction de fermes et de villages, parquage de populations entières, exécutions sans jugements, y compris « corvées de bois », noyades etc.. à Kherrata, s'ajoutent aux 1 500 morts officiels en « opérations », chiffrés le plus souvent autour de 45 000 morts, et selon les militaires français eux-mêmes 6 000 à 8 000.

La cassure du 8 mai laisse néanmoins se poursuivre l'exploitation par le capital colonial: le statut de l'Algérie fait des Algériens, dans leur pays, des sous-citoyens, n'ayant, à l'Assemblée algérienne, au Parlement français, dans les assemblées locales, qu'un nombre d'élus égal à celui de dix fois moins de coloniaux.

Encore la fraude règne-t-elle sur ces élections « à l'algérienne » systématisée par le socialiste Naegelen et les « communes mixtes » continuent d'administrer la plus grande part des espaces surtout ruraux de peuplement algérien dominant. C'est, avec la poursuite de la répression, et les manoeuvres de division du mouvement national, en particulier entre partis, mais aussi au sein du M.T.L.D (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) le moyen recherché pour permettre la poursuite de l'exploitation. C'est le constat qui mène à la lutte insurrectionnelle un noyau issu de l'O.S. (Organisation Spéciale) issue du P.P.A., qui déclenche, le 1er novembre 1954 l'action armée qui conduira, huit ans plus tard, à l'indépendance.

1954-1962. Une guerre pour continuer d'exploiter

1. Un retour des massacres, destructions, déstructurations.

Le chiffre des morts algériens de la guerre d'indépendance est incertain. Même s'il se situe sans doute entre le million et demi affirmé par le FL.N. et les 330 000 auquel le réduisent les décomptes officiels français, soucieux de ne pas dénombrer les cadavres des fosses communes qu'on découvre de temps en temps.

Les désaccords entre les résultats des dénombrements de 1954, 1960 et 1966 et les bilans de l'accroissement naturel permis par les déclarations doivent se lire compte-tenu de l'accentuation de la sous-déclaration des naissances comme des décès. Celle-ci est manifeste pour les naissances dont le taux se tenait, de 1950 à 1955, constamment entre 4,2 et 4,4% et s'élèvera à près de 5% après 1962. Elle existe à plus forte raison pour les décès dont le nombre déclaré, durant ces huit ans, s'élève, au dessus des 115 000 de 1954 comme de 1963, jusqu'à 140 000 à 154 000 après 1956, soit une surmortalité annuelle de 0,4 à 0,5% (soit déjà là plus que le chiffre officiel français). Le dénombrement de 1960 trouve en outre 168 000 habitants de moins que celui qui résulterait de l'accroissement naturel déclaré, alors que l'émigration vers la France s'est raréfiée, et le recensement de 1966 un autre déficit de 160 000, attribuable pour l'essentiel aux années 1960-1962, ne serait-ce que du fait du retour des réfugiés en 1963-1964. On peut ainsi considérer comme vraisemblable la perte d'au moins 600 000 vies humaines algériennes, sans compter les tués français, due à l'obstination du capital colonial français, surtout après les découvertes des hydrocarbures sahariens, à conserver l'Algérie. C'est beaucoup plus que les seules victimes des combats.

Aux morts s'ajoutent, en Algérie, les destructions de villages, de cultures et de forêts, bien plus efficaces que celles de la guerre de conquête qui ignorait bombes et napalm, à plus forte raison que les délits forestiers, vrais ou soupçonnés que châtiait le code spécifique; et le déplacement des populations (chiffré à au moins 1 800 000 âmes)(77), chassées des zones interdites, éloignées par là de leurs cultures et « regroupés » (concentrés) soit en plaine dans des zones d'appropriation coloniale mécanisée n'offrant pas de travail, soit autour des villes. L'exode rural, déclenché à la fin du siècle passé par la dépossession des fellahs, renforcé après 1918 par la suppression d'emplois liée à la mécanisation de l'agriculture, s'exacerbe ainsi, accentuant déséquilibre et distorsion entre peuplement et économie des villes démunies d'habitat (jusqu'à l'exode colonial de 1962), d'infrastructures sociales et d'industrie.

2. Les répercussions néfastes sur la France.

Déséquilibre financier et déficit budgétaire ne font que s'accentuer, en France, de 1954 à l'indépendance, du fait du gonflement des dépenses militaires qui l'avaient fait naître 124 ans plus tôt. Dès 1955 la contribution du budget métropolitain à celui de l'Algérie était accru d'un tiers, - de 107 à 140 milliards de francs (78) (environ 17 milliards actuels) -, en dehors des dépenses militaires dues à l'envoi en 1954-1955 des « rappelés », puis à celui des appelés du contingent et à l'allongement d'un an de leur service, permis par l'octroi en mars 1956 des « pouvoirs spéciaux » à Guy Mollet.

Cette politique de conservation de « l'Algérie française » consacre des sommes croissantes au maintien sur place, en permanence, jusqu'en 1962, d'un demi-million d'hommes, soit un huitième de l'effectif des armées françaises de 1916, ou près de deux fois celui des armées françaises de la libération (1944-1945). Toute une série de coups de force s'ensuivent, et d'abord le 13 mai 1958 qui « autorise » la mise en place de la Ve République avec l'appui du capitalisme français. J. Marseille (79) reconnaît « que les groupes patronaux (ont) participé à la campagne pour l'Algérie française », prolongée plus tard par le « complot des généraux », les « barricades d'Alger » et l'O.A.S., coupable d'attentats en France comme de massacres en Algérie, même s'il ne veut pas y voir « une preuve formelle de leur attachement à la forme coloniale de l'impérialisme ». Ces violences, en France, se traduisent aussi par l'attitude raciste de la police adonnée à la « chasse au faciès » ; elles trouveront leur paroxysme après l'arrivée à la préfecture de police de Maurice Papon, ancien préfet de Constantine, le 17 octobre 1961, lorsque 200 Algériens, manifestants pacifiques, sont tués, principalement par noyade dans la Seine, par des commandos policiers (80). Ces violences du pouvoir s'exercent aussi contre les protestations françaises, deux mois plus tard, à Charonne, où neuf manifestants trouvent la mort.

3. L'intérêt pétrolier. Le déficit aggravé, les profits accrus.

Dès avant le 13 mai, les découvertes de gaz et de pétrole algérien (Edjeleh, Hassi Mess'aoud), intéressant initialement la C.F.P., Esso-Rep et la S.N. Repal avaient, pour 40 milliards d'alors investis jusqu'en 1957, apporté de nouvelles motivations à la poursuite de la guerre. Un plan de partage à l'israélienne, déjà suggéré sous Guy Mollet, avait même été préparé pour de Gaulle par Alain Peyrefitte (81), regroupant population coloniale, et installations pétrolières fixées à Arzew, entre Mitidja et plaines d'Oran et Sidi bel- 'Abbes, avec les couloirs sahariens des oléoducs et gazoducs, et laissant aux Algériens l'Algérie non pétrolière, non viticole, et non agrumicole.

À partir du lancement, en 1959, du « Plan de Constantine », s'ajoutent aux dépenses liées au maintien sur place en permanence d'un demi million d'hommes, celles destinées à « ancrer l'Algérie à la France » en promouvant ainsi « une forme de décentralisation métropolitaine » (82). Cette orientation, nouvelle, part de la constatation, affirmée par le ministère de l'Algérie en 1958, que « les limites naturelles de l'agriculture conduisent à admettre que l'industrie doit être la base principale de l'expansion » (83). Elle entraîne d'abord l'accélération de la recherche et de la mise en production d'hydrocarbures. Ainsi le régime gaulliste crée l'entreprise publique E.L.F./ Algérie, et en 1958-1859 seulement, 188 milliards (anciens) sont investis, qui permettent en deux ans l'exploitation de gisements pouvant produire 20 millions de tonnes annuellement. En dehors de ce domaine, elle conduit essentiellement, à peu d'exceptions près (Berliet, Michelin), à des investissements publics d'entreprises nationales (Renault), mais surtout aux premières dépenses d'équipement massives de l'État, qui n'étaient passées, entre 1950 et 1955, que de 14 à 25 milliards (84) (de 27 à 18% des fonds publics civils transférés). Ces dépenses renforcent la densification stratégique du réseau routier par les militaires, multiplient les « cités » d'urgence ou autres (qui « accueillent » les familles algériennes déplacées de 7 à 8 personnes dans des « logements » d'une à deux pièces) ; elles agissent surtout comme soutiens substantiels aux investisseurs privés. Face à l'objectif affiché d'accroître, en créant 875 000 emplois non-agricoles, le niveau de vie de 5%, et de l'appel officiel signifiant aux « industriels (que) l'Algérie (leur) offre (outre cette expansion attendue du marché) une aide à l'implantation de (leurs) entreprises » (85), fournie par le budget français, « tous les rapports notaient des évasions d'épargne » (86). L'investissement public a donc bien, à cette période joué pour compenser l'absence de financements privés et permettre néanmoins la formation de profits pour l'essentiel rapatriés. Mendès-France déclarant, le 11 Avril 1961 : « L'Algérie nous coûte (...) plus cher qu'elle ne nous apporte » (87) taisait ces retours au capital privé. Il reste que, pour la première fois de l'histoire de la colonisation, sans doute dans l'illusion d'en conserver l'usage, l'État capitaliste colonial français a créé en Algérie,- et lui a légué en 1962 avec l'indépendance -, un équipement productif, encore que conçu exclusivement comme intégré aux besoins du capitalisme français.

1980-1998. Vers l'ajustement structurel à travers le terrorisme islamiste

C'est un appareil productif créé pour les besoins nationaux algériens, offrant quatre fois plus d'emplois qu'avant l'indépendance et sur la voie d'une structuration largement intégrée, que l'ouverture vers le « marché » neutralise à partir de 1978-1980 avant de le stériliser et de l'éroder, en déstructurant à nouveau la société algérienne. Durant les dix-huit années précédentes, durant lesquelles l'Algérie n'est guère restée liée au capitalisme international que par l'échange de 95 à 98% de ses hydrocarbures contre des importations surtout d'équipements (pour plus d'un tiers) et (pour autant) de matières premières et produits semi-finis, la production d'énergie (et avant tout d'électricité) avait été multipliée par 7. La production industrielle, surtout publique, diversifiée, avait vu sa valeur plus que triplée et satisfaire pour plus de moitié sa propre demande, celle de l'agriculture, du bâtiment et des consommateurs; celle de l'agriculture, malgré le recul de la vigne avec la fermeture de son marché subventionné, était restée constante, mais pour une population presque doublée et aux exigences accrues. Les exportations pétrolières (8 milliards de dollars) ne comptaient que pour 15% du P.I.B., quadruplé depuis l'indépendance, qui représentait par habitant, 2,3 fois celui de la Tunisie, 4 fois celui du Maroc. La répartition des créations, planifiée pour rééquilibrer entre régions et entre campagnes et villes, emploi et peuplement, impliquait l'acceptation de surcoûts accrus par la demande

d'habitat et de besoins sociaux: scolarisation primaire portée à 75% (60% pour les filles), scolarisation moyenne à 40%, secondaire à 25%.

C'est en donnant prise à l'arme classique de la mainmise coloniale, la dette, contractée pour répondre par l'importation aux pénuries nées d'une demande accrue et tourner une production « non-compétitive » vers une diversification des exportations que l'Algérie s'est rouverte à la domination du grand capital. Mais sa recolonisation, qui n'est plus le fait d'un État, passe par son intégration, en position subordonnée, au « nouvel ordre mondial ». La recherche d'un accroissement de la valeur des exportations par la très coûteuse valorisation des hydrocarbures (le plan « Valhyd ») a porté, de 1978 à 1980, la dette extérieure de 11 à 19 milliards de dollars. La tolérance d'un marché parallèle né des pénuries affectant en particulier les milieux aisés, et par là d'un trafic sur le dinar érodant sa valeur, d'autant mieux acceptée qu'en profitaient les milieux dirigeants, a confirmé l'éclatement accru du « Front » au pouvoir en classes sociales antagonistes, en le liant à la bourgeoisie. Sous la présidence de Chadli, le ralentissement puis l'arrêt des investissements publics productifs, les relèvements successifs du plafond des capitalisations privés, l'ouverture (souvent contre des commissions mafieuses) au capital international, la reconnaissance du trafic de devises, les « restructurations » des entreprises publiques visant à leur rentabilisation souvent aux dépens de la production, comme celles des unités de la Révolution agraire n'ont qu'aggravé la dépendance à l'égard du capitalisme algérien naissant, lui même lié à son homologue étranger. Devenu « rentier » en cessant d'investir, l'État a vu sa dette portée à 25 milliards de dollars en 1986 par la première chute du prix du brut et son service annuel atteindre puis dépasser son excédent commercial. Le rééchelonnement consenti en 1994 (jusqu'en 1998 et 2002), l'a été en échange des « conditionnalités » du F.M.I. : l'ajustement structurel, depuis quatre ans, a confirmé l'orientation qui y a conduit: ouverture, dévaluation, privatisations, libéralisation. Les efforts du (« bon élève» n'empêchent même pas, en cet hiver 1998, les « bons résultats » macro-économiques d'être annulés par la chute des cours du brut, en l'absence de nouvelles sources de revenus.

Les conséquences sont en effet d'abord, la chute radicale de la production, souvent de moitié, après sa stagnation dans les années 1980, liée au vieillissement de son outil, sans plus de moyens pour le renouveler que pour importer matières premières et semi-produits, liée aussi à la restriction du marché intérieur et à la non-compétitivité face aux concurrents du « Nord ».

C’est, dans la logique néo-libérale, le rajustement de l'emploi à cette chute (88), qui a entraîné, rien qu'en 1997, avec la dissolution de 300 entreprises publiques, 132 000 licenciements, rejoignant les 2 500 000 chômeurs, - le tiers des actifs. C’est la poursuite de la déstructuration de la société algérienne que, dès les années 1980, avaient amorcé les mesures visant à empêcher toute opposition ouvrière et à faire appel au soutien islamiste: article 120 imposant aux syndicats des directions F.L.N. en 1982, code de la famille en 1984, ségrégation sociale expulsant des quartiers de « standing » les éléments populaires marginalisés offerts au populisme islamiste (89).

Ce sont aussi les destructions et les massacres du terrorisme islamiste, manipulé, bien avant 1990, par des tenants liés autant que le pouvoir d'État au néo-libéralisme, celui de la bourgeoisie algérienne comme des multinationales, avec pignon sur rue dans les capitales occidentales, en particulier à Londres. Ils instrumentalisent un identitarisme qu'ils veulent confondre avec l'islam comme espérance pour recruter les marginalisés du système, en particulier dans les banlieues. La violence, utilisée dès les années 1980 (par le maquis de Bouïali, entre autres) relève d'une stratégie fasciste de la terreur. Elle a visé, avant 1995, syndicalistes et intellectuels, artistes, journalistes, écrivains ou universitaires, qui la combattaient; puis, outre des étrangers non-musulmans, la masse, hommes, femmes, enfants, de ceux qui lui désobéissaient en travaillant, en votant, en étudiant, en particulier dans les campagnes isolées, en 1995-1996 et dans l'hiver 1997-1998 ; puis les marginaux qui lui avaient échappé et avaient rencontré ceux qui l'avaient fui, dans les nouvelles banlieues pauvres d'Alger. Ce terrorisme, on le sait moins, a aussi détruit des unités de production publiques, jamais privées ni appartenant au grand capital étranger, des établissements publics scolaires, sanitaires et sociaux, en convergence avec leur déstabilisation par la spéculation mafieuse et l'ajustement

structurel. La mort de 36 000 civils en six ans, sans compter la police et l'armée, selon les statistiques officielles, en est l'effet le plus dramatique. La reprise, pour des raisons sécuritaires, d'un exode rural massif vers les grandes villes, qui avait cessé depuis les années 1970 avec souvent abandon des cultures, est un facteur de crise à venir, comme le sont le relèvement de la mortalité, et de la mortalité infantile, avec la dégradation des soins. La reprise de la baisse de la natalité, après son interruption de 1990 à 1994 ne répond plus à une planification des naissances comme depuis 1972, mais à un désarroi (90).

Les multinationales, américaines, canadiennes, japonaises, coréennes ou italiennes etc., investissent surtout actuellement dans les pétroles, protégés, dont elles peuvent prendre aisément leur part de cette « rente » si décriée. Avec les capitaux français, soucieux de revêtir le masque d'« Européens », elles souhaitent récupérer à bon marché les sites industriels majeurs, les actualiser et les reconvertir en y délocalisant des unités: la force de travail des chômeurs algériens formés au travail industriel, pour produire non pour le marché algérien, exsangue, mais pour le marché européen voisin, peut exercer, dans l'Europe de Schengen, une pression plus efficace sur les salaires qu'en y gardant des immigrés. A cette fin, le capital peut espérer une mise en sommeil de la violence au prix d'un compromis qui suppose le partage du pouvoir avec les islamistes: sept ministres du HAMAS siègent déjà au gouvernement d'Alger.

L'entreprise de recolonisation impérialiste par le capital mondialisé utilise cette fois la pression classique des entreprises coloniales du XIXe siècle: l'endettement du pays à dominer, par un moule idéologique et économique, plus que par la contrainte militaire. Elle n'en utilise pas moins violence et menaces de violence, celle d'un fascisme identitaire, pour affaiblir le potentiel du pays, l'Algérie, et l'exploiter, une fois apaisé, sans investissement majeur, comme satellite « dérégulateur » de l'Europe.

André Prenant

André Prenant est géographe.

Notes

* Intervention au conseil des ministres.
1. in Revue encyclopédique, mai 1830
2. Au roi et aux chambres sur les véritables causes de la rupture avec Alger. Paris,1830
3. Archives parlementaires, t.61 , in R. VALET, L'Afrique devant le parlement au XIXe siècle, Paris 1824
4. Ibid., r.96, in R. VALET, op. cit.
5. Ibid.
6. Ibid., t.96, in R. VALET, op. cit.
7. Ibid., t.ll0, in R. VALET, op.cit.
8. Cité dans DUBOIS et TERRIER, Un siècle d'expansion coloniale.
9. Arch. pari., t. 66, in R; VALET, op. cit.
10. LARCHER, Traité élémentaire de législation algérienne, t.II. Paris, 1911.
11. R. VALET, op. cit.
12. Procès-verbaux et rapports de la commission nommée par le roi le 7 juillet 1833.
13. Ibid. (Paris 1834)
14. Cité par AZAN (Colonel P.) L'Emir Abd-E-Kader, Paris, 1925.
15. CHRISTIA, L'Afrique française, Paris, 1863
16. Voyage dans la Régence d'Alger, t. III. Paris, 1833
17. CAVAIGNAC, Lettre au Général Létang, 19 Avril 1834, in M. EMERIT, L'Algérie au temps d'Abdelkader.
18. MONTAGNAC (Colonel de), Lettres d'un soldat, Paris 1885
19. TEF. Tableau des Etablissements Français dan l'Algérie. 1844-45
20. Ibid. (1846-49), p. 7.
21. Ibid. (1846-49),p. 11, (1850-52) pp. 2, 3, 5, 7 et 8.
22. Ibid. (1846-49),p. 11
23. HERISSON (Comte d'), La chasse à l'homme, Paris, 1866.
24. BARTILLAT (Marquis de), Relation de la campagne d'Afrique en 1830, Paris,1833
25. TEF., 1839 et 1840.
26. Ibid., 1842.

27. Ibid., 1844-45, p.2 à 5, et 1846-49, p.2.
28. Ibid., 1845-46, p.8.
29. Ibid., 1846-1849, p. 7 à 11.
30. ROZET, op. cir., t. III, pp.202 à 214.
31. MONTAGNAC, op. cit, p.334.
32. TEF., 1840
33. SAINT-ARNAUD (Lettres du Maréchal de), t.I., Paris 1858.
34. TEF. (1844).
35. Ibid. (1844-45) p. 2.à 5
36. Ibid. (1846-49)
37. Ibid. (1850-1852), p. 2 à 8.
38. SAINT-ARNAUD, op. cit., t.II.
39. Cas du général Youssouf rapporté par d'Hérisson. Selon AZAN (op. cit., p 459), en 1854, dans le Haut-Sebaou, « partout les maisons ... furent en grande partie démolies,... les arbres .fruitiers, oliviers, figuiers, étaient coupés par les travailleurs »
40. ROZET, op. cit., t.J, p.120, t.II/, p. 264 et p. 204
41. TEF. (1838), p. 263-264
42. Ibid. (1840)
43. TEF., (1840), pp. 364-65
44. Discours à la Chambre des députés, 14 Mai 1840.
45. Données tirées pour l'essentiel des dénombrements comparés de la population.
46. Pour reprendre la titre d'un livre de Djilali SARI, Alger, 1975.
47. Chiffre emprunté à A. NOUSCHI, in LACOSTE, NOUSCHI, PRENANT, L'Algérie, passé et présent, Paris, 1960, comme d'autres données de ce paragraphe.
48. SARI (Djilali), Le désastre démographique, Alger. 1982
49. Cf YACONO (X), Peut-on évaluer la population de l'Algérie à la veille de la conquête, in Revue Africaine, 1954, et PRENANT (A.) in LACOSTE, NOUSCHI, PRENANT, op. cit.
50. Cf A.PRENANT in LACOSTE, NOUSCHI, PRENANT, op. cit., p. 321.
51. Ibid, p. 320.
52. TEF., (1846-49), p.13.
53. Lettre au duc de Magenta (Mac Mahon), 20 Juin 1865.
54. TEF. (1866-72), pp. 62-64.
55. SARI (D).) op. cir.
56. Statistique générale de l'Algérie (1865-66) pp. 110-1 JJ, et (1866-72), pp. 212-213. L'évolution est fournie par les TEF. (1830-37. 1838, 1839, 1840-41, 1842-43, 1844-45, 1846-49, 1850-52, 185358, 1859-61, 1862, 1863-64).
57. Cf SARI (Dj.), op. cit.,p. 188-191 et p. 208-209.
58. PRENANT (A.), La dépendance de l'Algérie et les finances .françaises, In Économie et Politique, Nov. 1956. pp. 42-51.
59. Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce, Paris, Albin Michel, 1984.
60. « de 1865 à 1937.... au titre du capital de premier investissement,... 1531,3 millions de .francs » Ibid..p.116.
61. Ibid., pp. 141-142.
62. Ibid., p. 32.
63. Ibid.,p. 68.
64. Ibid., p. 145 et 139.
65. Ibid., pp. 135-137.
66. PRENANT (A.) Facteurs de peuplement d'une ville de l'Algérie intérieure.. Setif. In Annales de Géographie, Paris, 1953, pp. 434-451.
67. Id. Questions de structure urbaine dans trois faubourgs de Sisi-Bel-Abbès. In Bulletin de l'Association de Géographe~ Français, 1956, pp. 62-75
68. Relevés d'Etat-civil, et Diplômes d'Etudes Supérieures de H. Delannoy (Annexe) et M.-A. ThumelinPrenant (1956).
69. Annuaire Statistique de l'Algérie, Alger. 1948-49, 1950, 1951.
70. ROZET, op. cit., t.II, p.75.
71. MARSEILLE (J.), op. cir., p. 140.
72. Id., ibid.,p. 72.
73. Id., ibid., p. 237.
74. Id., ibid., p. 116.
75 Id., ibid., p. 132.
76. Les données du rapport du groupe d'études des relations financières entre la France et l'Algérie (1955) sont largement mises à contribution dans ces paragraphes qui tentent de résumer A.PRENANT. Art. cir. In Économie et Politique, Nov. 1956.
77. Cf LÉvènement du Jeudi, 25 au 31 Octobre 1990.
78. PRENANT (A.), art. cit. 1956, p. 43.
79. MARSEILLE (J.), op. cir., p. 256.
80. Voir EINAUDI (J.L), La Bataille de Paris, 17 octobre 1961, Paris, Seuil, 1991.

81. PEYREFITTE (Alain), C'était de Gaulle,T.l, Paris, Fayard, 1994, pp. 76-77.
82. Cité par J.MARSEILLE, op. cir., p. 349.
83. Cité, id., ibid.
84. PRENANT (A.), art. cit., 1956. p. 44.
85. Cité in MARSEILLE (J.), p. 146.
86. Ibid., p. 147.
87. Dans une conférence de presse citée par J TOUCHARD, Le Gaullisme, 1940-1969, Paris, Seuil 1978, repris par MARSEILLE (J.), ibid., p. 373.
88. Cf PRENANT (A) et SEMMOUD (Bouziane) : Algérie; la déconstruction d'un tissu industriel. In Méditerranée, N°3-4, Aix, 1997.
89. Cf les Cahiers du GREMAMO, n° 12 : SEMMOUD (B.) Croissance urbaine, mobilité et changement social dans l'agglomération oranaise (1995) et n° 14 : Recherches urbaines sur l'Algérie (1997).
90. Algérie : une régression résistible, in Aujourd'hui l'Afrique, n° 67, Février 1998.

L’Afrique des indépendances et le « communisme » (1960-1998)

Nous vivons en cette fin de siècle, un temps d'étranges repentances. Les échecs, les drames, les crimes des trois générations antérieures nous sautent au visage, comme des chats furieux, toutes griffes dehors. Faut-il pour autant perdre tout sens commun, toute honnêteté d'analyse, travestir les rêves de bonheur de nos pères et les nôtres, en matrice du meurtre? Faut-il pour cela abandonner toute lucidité, tout idéal de progrès, et intégrer la cohorte bêlante des pénitents battant leur coulpe à son de trompe pour les péchés des autres ?

Il est temps certes de savoir comment des mouvements nés d'idéaux de libération sociale et politique ont pu se transformer en leur contraire, en groupes terroristes, massacrant un peuple qu'ils prétendaient libérer. Ce travail est entamé par des historiens et se poursuit dans le silence des médias. Et c'est heureux, car de ce regard lucide sur le 20e siècle dépend notre avenir.

Ce n'était pas le propos du Livre noir du communisme, auquel ses maîtres d'œuvre ont assigné un objectif idéologique, sinon politicien: criminaliser le communisme, « sacraliser » de ce fait la société capitaliste indépassable dans cette optique de « fin de l'histoire » qu'inventa M. Fukuyama.

Il serait trop long de relever dans les 900 pages du Livre noir les incongruités historiques. Restons en à l'exemple précis du passage consacré (vingt-cinq pages) à trois des régimes qui se dirent marxistes en Afrique (Éthiopie, Angola, Mozambique), sous le titre« Afrocommunisme ».

Pourquoi d'ailleurs ces trois, et seulement ceux-là? Qui ne se souvient des proclamations enflammées de « marxisme-léninisme » dans la Guinée de Sekou Touré, le Congo de Sassou-Nguesso première manière, le Bénin de Mathieu Kérékou avant son éviction suivi d'un retour par le biais des urnes? En quoi ces expériences de socialisme revendiqué des années 70 relevèrent-elles moins du « communisme réel » que les trois retenues? Serait-ce parce que les épisodes révolutionnaires précités, même s'ils ont échoué à réaliser leurs objectifs proclamés de démocratie et d'égalité sociale, ne présentent pas de massacres massifs? Ainsi fonctionne « l'analyse» de M. Santamaria: Le seul « communisme aux miroirs africains » est celui auquel il est possible d'imputer des charniers.

Au départ, cinq pages confuses veulent démontrer que Mozambique, Angola et Éthiopie, bien qu'africains, étaient bien communistes, donc criminels, ou criminels, parce que communistes: cela en vertu de « la dimension criminelle du communisme », africain ou pas.

À l'issue de cette « démonstration », parsemée de quelques erreurs ethnicistes (le « Front patriotique rwandais (Toutsi) » -sic - « le Rwanda, avec le génocide des Hutu » - sic -), commence l'histoire de « l'Empire rouge: l'Éthiopie » : si la chronologie en est à peu près juste, les événements sont cités en dehors de tout contexte politique et social. En 1974, l'Empire de Haïlé Sélassié « s'écroule sans soubresauts majeurs », et le chef du gouvernement militaire Mengistu « engage ouvertement le pays sur la voie du socialisme ». Il est né bâtard, donc révolutionnaire et criminel: l'auteur n'hésite pas à reprendre à l'occasion la vieille antienne de l'historiographie contre-révolutionnaire du 19è siècle français... À partir de là, dix pages font s'égrener en litanie une avalanche de vocables imprécatoires: « liquidation », « sort réglé à la mitrailleuse », « dépouilles impériales endossées », « survivants », « destruction physique », « extermination », « terreur rouge », « flacons de sang », « exécution », « étouffeurs », « escadrons de la mort », « victimes de la terreur », « assassinats politiques », « charniers », « Saturne bolchevique », « charrettes de condamnés », « du prêt à liquider rituel », « fosses communes », « disparus », « mis à mort », « exposition des victimes torturées », « enfants assassinés », « exactions », « empoisonnements par gaz », « déferlement de barbarie », « Oradour-sur-Glane », « massacres de populations civiles rassemblées dans les églises », « boucheries », « fosses communes », « camp de concentration », « guerre totale », « représailles massives et raids de terreur aérienne », « viols systématiques », « famine », « arme alimentaire », « détournement de l'aide », « transfert forcé », «

déportations massives »... Les mots ne sont pas innocents, linguistes et psychanalystes le savent bien. Ils tiennent lieu ici de preuves et compensent la légèreté des assertions, les chiffres de morts qui ne relèvent que de l'éventualité (« pour la période février 1977- juin 1978, le chiffre de 10 000 assassinats politiques a été avancé », p. 751). L'invective est élevée au rang d'analyse historique, structurée par les seuls aspects négatifs de la période 1974-1991. Dix-sept ans d'histoire des peuples d'Éthiopie est ainsi diabolisée, amputée de tout ce qui fut progrès ou lutte populaire durant une génération. Car enfin, revenons à la réalité historique: la révolution de 1974, sous la direction des militaires et des intellectuels progressistes du DERG, a renversé l'Empire d'Éthiopie, l'un des régimes féodaux les plus anachroniques du globe. Elle a tenté dans les années suivantes de faire entrer, aux forceps, la société éthiopienne dans une modernité teintée de socialisme: réforme agraire et développement coopératif, laïcisation d'un Etat jusqu'alors clérical, alphabétisation, retraites pour les salaires, unité nationale, etc. De 1974 à 1980, le nombre d'élèves scolarisés en primaire passe de 850 000 à 1 400 000 et la campagne d'alphabétisation des adultes est citée en exemple par l'UNICEF. Toutes les analyses des spécialistes de l'Afrique le disent, l'Éthiopie des années 1975 à 1980 a connu « un cas presque unique d'une révolution agraire africaine... un remarquable amalgame entre une volonté de collectivisation socialiste et la référence aux coutumes communautaires africaines » (C. Coquery-Vidrovitch, Afrique noire permanence et ruptures, L'Harmattan, 1992). Et tous ont enregistré le soutien paysan initial, surtout au sud, avant l'hostilité devant la collectivisation bureaucratique à partir de 1984. Certes, la « terreur rouge» de 1975 à 1980 a été bien réelle, certainement au-delà des contraintes nécessaires d'un pouvoir d'État désireux de réformes. Les erreurs ont été nombreuses, et l'échec final en découla quand le pouvoir se retrouva isolé devant la floraison de soulèvements régionaux armés, largement soutenus par les États-Unis. Le constat de cet échec cependant n'autorise pas à oublier les progrès initiaux.

Après l'Éthiopie, l'Angola et le Mozambique ont droit à dix pages du même crû: logorrhée accusatrice en guise de preuves, conditionnel permettant de véhiculer n'importe quelle rumeur, selon le procédé cher à nos journalistes télévisés, affligeant comptage de l'ensemble des victimes de la guerre et de son corollaire la faim, le tout bien sûr attribué au « modèle soviétique » et à « la nature profondément léniniste des États africains » ! Cela ne mériterait guère de s'y attarder, si ce descriptif des anciennes colonies portugaises depuis vingt-cinq ans ne poussait l'instrumentalisation de l'histoire jusqu'à ignorer le rôle de l'Afrique du Sud de l'apartheid. Elle fut pourtant bien présente, et de quelle façon, en subsides, en armes, en hommes, jusqu'à la victoire de l'ANC en 1994. L'auteur n'hésite pas à pratiquer l'inversion des faits les plus avérés: l'Union Sud-Africaine serait intervenue en Angola aux côtés de l'Unita de Jonas Savimbi en réponse à la présence à Luanda de forces cubaines et soviétiques. Il faut donc rappeler ce que même la presse occidentale ne niait pas ; les racistes au pouvoir à Pretoria ont d'ailleurs tout au long de ces années revendiqué fièrement leur intervention « pour stopper le communisme ».

En Angola, la répression coloniale menée par le régime fasciste portugais de 1961 à 1974 contre les mouvements armés de libération (MPLA d'inspiration marxiste, UNITA et FNLA plus ethnicistes et anticommunistes) débouche sur l'indépendance, grâce à la révolution démocratique portugaise des « œillets ». Le peuple Angolais ne profite pas longtemps de sa liberté nouvelle: dès 1975, le FNLA et surtout l'UNITA installent leur pouvoir séparatiste, notamment dans les régions diamantifères, avec le soutien financier, matériel, et en hommes des deux gouvernements pro-occidentaux du Zaïre et d'Afrique du Sud, et de la CIA. Défaites sur le terrain par les forces du gouvernement MPLA, aidées par un contingent cubain, les mercenaires de l'UNITA, encadrés par les services spéciaux sud-africains, officiellement soutenus par les USA des présidents Reagan et Bush, continuent à gérer diverses parties du pays, à multiplier les raids de terreur contre les villages qui n'acceptent pas leur loi. D'après les publications de l'ONU, le bilan d'une décennie de guerre, de 1978 à 1988, est de plus de 300 000 morts, de centaines de milliers de mutilés, et autant de réfugiés. L'effondrement progressif de l'apartheid en R.S.A. a finalement contraint l'UNITA et ses protecteurs US à accepter l'arrêt des combats: les accords de paix de 1992 prévoient explicitement le départ des contingents étrangers, et les élections. Elles ont lieu en 1992, sous le contrôle d'observateurs venus du monde entier et donnent une large majorité au MPLA. Et l'UNITA de Savimbi, refusant le verdict populaire, recommence la guerre civile: en 1994, l'ONU estime que ce nouveau conflit tue un millier d'Angolais par

jour ! Il faut attendre enfin la défaite du Zaïre de Mobutu, en 1997, et de ses protégés de l'UNITA, pour voir renaître l'espoir dans l'Angola détruit par 30 ans de guerres. Où diable sont là-dedans les crimes du communisme?

Le Mozambique a une histoire parallèle. Lui aussi, à peine délivré de la domination portugaise, a subi les ravages de la guerre menée par les forces séparatistes du RENAMO, financées et armées durant seize ans par l'Afrique du Sud raciste, et, hypocritement, par certaines grandes puissances occidentales, dont, malheureusement, la France. Ici aussi, le processus de paix, laborieusement installé après 1994 (l'ANC de Mandela est alors au pouvoir en Afrique du Sud) a donné une large majorité au parti FRELIMO (fort peu marxiste, n'en déplaise à M. Courrais). Il lui reste à reconstruire un pays ravagé qui a perdu des centaines de milliers de citoyens, l'essentiel de ses équipements industriels, et dont les terres cultivables sont parsemées de mines anti-personnelles arrachant les vies et les membres pour des décennies encore. Crimes du communisme? Les auteurs de M. Courtois devraient étudier quelque peu l'histoire de l'Afrique noire ailleurs que dans les ouvrages en usage à Pretoria il y a 10 ans !

Angola, Mozambique, ont été laissés exsangues à l'issue de conflits nés essentiellement des appétits des grandes puissances et des sociétés multinationales, lorgnant les richesses du sous-sol, le diamant, le pétrole. Que pèsent dans ce bilan dramatique les quelques exactions, atteintes aux droits de l'homme, exécutions, imputées par nos auteurs au Frelimo et MPLA « communistes » ?

Angola, Mozambique: crimes du communisme ou conséquences criminelles du capitalisme africain et international?

Le capitalisme et l'Afrique depuis les années 60

Car enfin, c'est bien de cela qu'il s'agit: le « continent noir» n'est pas un isolat, il est habité par les même controverses idéologiques, les mêmes structures économiques et sociales que le reste de l'univers.

Ne reprenons pas à l'envers les manipulations du Livre noir: les idéologies ne sont pas responsables des dérives criminelles de ceux qui s'en réclament. Au Rwanda, en 1994, près d'un million d'êtres humains, parce qu'ils étaient Tutsi ou démocrates, furent exterminés en quelques semaines par les milices Interhahwe des fascistes et racistes du « Hutu Power ». Ces assassins ont été des années durant, et jusque dans leur défaite, armés, financés, protégés par les bras séculiers du président Mitterrand. Cela ne permet en rien d'affirmer la responsabilité de l'idéologie social-démocrate dans le crime.

Il est fâcheusement réel aussi que certains prêtres du Rwanda, pays le plus catholique d'Afrique, ont approuvé, voire participé aux massacres racistes: cela n'autorise personne à parler de crime du catholicisme à l'occasion.

Il est de notoriété publique que la dictature intégriste et militariste qui impose sa loi au Soudan depuis dix ans a entretenu des relations très cordiales avec les réseaux français de Charles Pasqua et Marchiani : cela ne peut autoriser à imputer au gaullisme la responsabilité de la guerre féroce, menée par le pouvoir intégriste contre les peuples du Sud-Soudan, qui a fait en douze ans des millions de morts et de réfugiés.

Par contre, il est bien une réalité indéniable: les Afriques contemporaires, du nord au sud et d'est en ouest, sont insérées dans les mécanismes mondiaux du capitalisme. Les maîtres des grandes puissances occidentales, par le biais notamment des organisations internationales qu'ils contrôlent (FMI, Banque mondiale, Conseil de sécurité de l'ONU, etc), exercent une surveillance quotidienne sur les États d'Afrique. Le prix des produits de base qui constituent l'essentiel des exportations africaines est du seul ressort des marchés financiers d'Occident, et n'a cessé de baisser sur le long terme; les produits industriels ou alimentaires que l'Afrique non développée doit acheter sont à l'inverse de plus en plus chers.

Les récents diagnostics de la Banque mondiale sont sans appel en ce qui concerne l'Afrique: plus encore qu'auparavant, les économies africaines et les États africains sont écrasés par la dette au point de ne pouvoir que rêver d'une pratique indépendante.

Malgré une timide progression des exportations de matières premières et des accords de réduction de la dette, la situation des pays d'Afrique subsaharienne a continué de se détériorer. Leur dette représente en moyenne 170 % de leurs exportations (1 000 % au Mozambique, 600 % en Côte-d'Ivoire).

Selon les « tables de la dette » publiées par la Banque mondiale, sur 40 pays lourdement endettés, 33 sont en Afrique subsaharienne. Le Maghreb n'est guère mieux loti: en Algérie, le ratio dette/recette d'exportation est de 308 %, au Maroc de 247 %, en Égypte de 214 %. Nombre d'experts de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, peuvent même s'offrir le luxe de reconnaître que nombre de ces dettes ne pourront jamais être remboursées: le continent africain et ses peuples doivent rester écrasés par le carcan de la dette. La dette est pour les grandes puissances financières et politiques plus arme politique que source de profit : le total des dettes de l'Afrique subsaharienne (223 milliards de dollars) dépasse à peine 10 % du total mondial. Mais elle permet d'imposer aux gouvernements africains les « plans d'ajustement structurel », c'est-à-dire de contrôler leurs orientations politiques, économiques et sociales (austérité pour les services publics et privatisation des richesses). Mieux: cette emprise du capitalisme mondial est dans l'Afrique de 1998 plus forte qu'à l'ère coloniale. La plupart des villages de l'AOF en 1930 vivaient en quasi autarcie communautaire, et ne ressentaient le poids de l'autorité coloniale que par le travail forcé et l'impôt. À la fin du 20e siècle, le paysan ivoirien ou sénégalais sait que le prix de sa récolte de cacao ou d'arachide dépend des Bourses occidentales !

Dans cet univers régulé par les lois du marché mondial, où l'on n'investit qu'en fonction du profit escompté (en « Afrique utile » selon la terminologie des financiers), le réseau des intérêts capitalistes a ses relais locaux, imprégnés du credo « libéral », aptes à le propager et à le faire respecter par les populations qui en souffrent, émargeant aux profits qui découlent du système: ce furent longtemps (de 1960 à 1990) de féroces brutes militaires, tels Bokassa en Centrafrique, ou Amin Dada en Ouganda, des tyrans corrompus comme Mobutu au Zaïre, et bien d'autres : tous n'ont dû les richesses qu'ils ont accumulées et leur longévité politique qu'au soutien multiforme des puissants d'Occident, au nom de l'anticommunisme. Certains d'entre eux survivent encore, comme Eyadema au Togo, maintenu par l'appui français à l'issue d'une répression sans pitié.

Mais une nouvelle génération de dirigeants africains dévoués au capitalisme mondial et local se met en place, qui ne vaut pas mieux: ce sont les technocrates beaux parleurs formés par le FMI et la Banque mondiale, qui ne cessent de vanter les vertus du pluripartisme confondu par eux avec la démocratie et les lois du sacro-saint marché mondial. Soglo était de ceux-là, que le peuple du Bénin vient de remercier après avoir constaté qu'il n'avait qu'aggravé sa pauvreté.

Les nouveaux maîtres du capitalisme mondial, sentant le sol africain bouger sous eux, sont d'ailleurs prêts à faire flèche de tout bois, à soutenir en relais des dirigeants affichant des idéologies très variées, pourvu qu'ils assurent l'essentiel, la stabilité politique, l'obéissance aux « lois du marché »... et les « plans d'ajustement structurel ». Ici un ancien marxiste converti, là un ex partisan des maquis des années 60, ailleurs un intégriste avoué: le FMI est très « pluriel », il n'attend d'eux que la capacité à faire accepter par leurs peuples la nécessité du profit capitaliste.

Depuis l'aube des indépendances africaines, le capitalisme a été le contexte de quelques-uns des pires massacres collectifs du 20e siècle.

1. En 1966, commence au Nigeria la guerre du Biafra. Cette ancienne colonie britannique, la plus peuplée d'Afrique subsaharienne, avait réussi à fédérer en un pays unique des peuples variés: son unité, autant que son pétrole, pouvaient lui laisser espérer la sortie du sous-développement. C'était compter sans les appétits des grandes sociétés capitalistes des États occidentaux et leur aptitude à jouer du séparatisme. L'éthnicisme opposant les Ibos de l'est aux Yorubas majoritaires à Lagos, débouche sur la proclamation par les premiers d'une république du Biafra, désireuse de garder pour elle seule les bénéfices des champs pétroliers. Si les pétroliers britanniques (BP, Shell) soutiennent l'État fédéral, le Biafra d'Ojukwu est aidé, et même suscité dans son entêtement militaire, par leurs concurrents qui y voient l'occasion d'étendre leur zone d'influence. La France de De Gaulle et Foccart, ses affidés africains, Houphouet-Boigny de Côte-d'Ivoire et Bongo du Gabon, prennent fait et cause pour les séparatistes, organisent l'approvisionnement en armes et en mercenaires: le SDECE et Bob Denard sont de l'aventure. L'opinion française est alors outrageusement manipulée dans ses bons sentiments par une campagne où font flèche de tout bois certains des ténors de « l'humanitaire » : les images d'enfants affamés, mutilés, du fait de la guerre, « démontrent la juste cause du Biafra ». Jusqu'au bout la sécession biafraise est nourrie des sordides arrière-pensées de financiers et de politiciens prêts à se battre jusqu'au dernier biafrais vivant. Après trois ans de combats et de famine, le bilan est éloquent, reconnu par tous les analystes: près de 2 millions de morts !

2. Dans ce palmarès du crime contre les peuples africains, rappelons pour mémoire ce qui fut cité plus haut du Soudan et du Rwanda. Le Soudan, vaste pays charnière entre l'Afrique musulmane arabisée et l'Afrique noire animiste ou chrétienne, souffre depuis 30 ans des haines ethnicistes, de l'autoritarisme militaire et de l'intégrisme: encore faut-il bien voir que ces maux ont été suscités, alimentés par l'anticommunisme.
En 1971, un maladroit (?) soulèvement de militaires d'extrême-gauche entraîne l'éradication du mouvement syndical et du Parti communiste soudanais, le plus puissant du continent. L'intégrisme commence dès lors à se développer, surtout au sein de la bourgeoisie musulmane et de l'armée, avec deux composantes idéologiques essentielles: la haine du communisme et de la démocratie, le fanatisme religieux et le mépris raciste à l'égard des chrétiens noirs du Sud-Soudan. Cela jusqu'en 1989, où l'armée installe une dictature militaire, dont le maître à penser est l'intégriste Tourabi. Ne nous y trompons pas: les maîtres intégristes de Khartoum ne sont pas plus « anti-occidentaux » que les nazis n'étaient « anticapitalistes ». Leur opposition aux USA et à l'Arabie saoudite est d'ordre géopolitique, non idéologique, elle tient d'abord à leur désir irréalisable de jouer les premiers rôles au nordest du continent. Leur gestion économique s'inspire des critères les plus purs du « libéralisme ».
Le régime intégriste que la France officielle aida si longtemps (en vertu de quoi il nous livra Carlos, ce retraité du terrorisme), patauge dans le sang au sud du pays depuis sa naissance: les chiffres avancés par les Nations unies et les ONG comme Amnesty International sont effarants: 1 300 000 morts en 10 ans, 3 millions de déplacés, des millions de sous alimentés, etc.
Alors qu'il impose au peuple de Khartoum, de plus en plus réticent, sa loi au nom de l'Islam, le pouvoir militaro-intégriste fournit en armes et munitions la guérilla d'intégristes chrétiens (Armée de résistance du Seigneur) qui ravage le nord de l'Ouganda en terrorisant les villageois: démonstration implacable, s'il en fallait encore, que les intégrismes ne sont pas des mouvements religieux, mais des manipulations politiques du religieux. Mais faudra t-il attendre l'effondrement prévisible du régime actuel du Soudan pour que disparaissent les soutiens hypocrites qui lui apportent certains réseaux français qui se croient encore à l'ère de Fachoda? Le dossier réalisé à ce sujet par Pax-Christi France en juin 1995 était accablant et reste partiellement d'actualité.
Point n'est besoin d'insister sur l'effarant massacre du Rwanda en 1994, dont les auteurs sont connus (les « fascistes tropicaux » du défunt Habyarimana) et les complices qui ont armé leur bras. Le 4 février 1998, C. Josselin, ministre délégué à la coopération, regrette la faible présence de la France au Rwanda, « avec lequel la relation diplomatique n'est pas la meilleure ». Faut-il faire mine de s'en étonner, quand on connaît le passé de la France officielle en ce pays à reconstruire, quand le souvenir est encore tout frais de « l'opération Turquoise » de l'armée française: bardée de grands prétextes humanitaires, elle évita surtout aux Interhamwe massacreurs du fascisme rwandais, déjà vaincus autour de Kigali, d'être définitivement mis hors d'état de nuire. En conséquence de quoi, ils ont pu continuer à combattre au Congo, au service de Mobutu et de

Lissouba, et animer encore aujourd'hui une meurtrière guérilla au Rwanda. Il reste à souhaiter aux peuples de la région que de nouvelles ingérences ne viennent pas ranimer les braises ethnicistes toujours présentes, qu'elles soient d'États (USA ou France), d'organismes internationaux (Banque mondiale) ou privées (sociétés multinationales capitalistes) : les pressions extérieures ne peuvent que gêner la cicatrisation des plaies laissées par l'histoire récente, le passé le démontre amplement.

3. Comment enfin oublier le long martyre du peuple d'Afrique du Sud sous le régime raciste de l'apartheid à partir des années 1960 ? En soi, déjà, l'apartheid est un crime, car il repose sur le racisme légalisé, l'inégalité « génétique » érigée en loi, et le refus de la démocratie théorisé en principe politique. Encore faut-il rappeler que la république Sud-Africaine de l'apartheid était l'exemple parfait du capitalisme en Afrique, dirigé par une bourgeoisie dont le niveau de vie dépassait celui de ses homologues français, grâce à la surexploitation de la main-d'œuvre noire des mines et des champs. Capitalisme local, donc, régulant l'économie de la seule puissance industrielle au sud du Sahara, mais soutenue durant toute la guerre froide par les USA et les autres puissances occidentales, au nom de la lutte contre l'influence soviétique. Même après 1977, et les multiples décisions d'embargo de l'Assemblée générale de l'ONU contre l'apartheid, les sociétés multinationales (Shell), les États occidentaux, dont la France, ont fourni au pouvoir raciste de Pretoria les armes, la technologie nucléaire, le pétrole qui lui manquaient. Mieux encore, si l'on peut dire : le 29 mars 1988, Dulcie September, représentante des combattants de l'ANC sud africaine en France, était assassinée à Paris. La justice française a classé le dossier comme sans réponse en 1992. Six ans plus tard, dans l'Afrique du Sud libérée, la « commission vérité et réconciliation » s'interroge sur l'aide qu'auraient pu apporter aux tueurs des membres des services secrets français, alors que Dulcie s'apprêtait à dénoncer les projets de fourniture par la France au gouvernement de Pretoria de missiles sol-air Mistral.
La gestion quotidienne de l'apartheid dès 1960 fut une longue oppression policière et judiciaire, jalonnée de meurtres collectifs en cas de résistance populaire organisée:
- en mars 1960, à Sharpeville, la police mitraille la foule, faisant 69 morts et des centaines de blessés;
- en juin et juillet 1976, les manifestations d'étudiants et de lycéens sont réprimées avec férocité: 300 morts à Soweto, un millier au total dans le pays...

Cela jusqu'à la reddition du « pouvoir blanc » en 1990, asphyxié par le soulèvement populaire et l'effritement du soutien américain, et la victoire électorale de l'ANC en 1994. Rien n'est définitivement clos en Afrique du Sud, aux prises avec le lourd héritage d'un apartheid encore inscrit dans les inégalités sociales; et la bourgeoisie « libérale » blanche ou noire y rêve de servir de relais au capitalisme US en Afrique plutôt que de progrès sociaux. Mais l'avenir du continent s'y joue.

Enfin, au delà de ces périodiques massacres collectifs, le capitalisme est responsable plus directement encore en Afrique de conséquences dramatiques qui relèvent du crime quotidien: pauvreté massive, déliquescence des services publics les plus élémentaires, analphabétisme croissant depuis dix ans, chômage majoritaire dans les centres urbains qui se clochardisent, sont le lot commun de la majorité des États soumis à la loi d'airain de l'endettement et des plans d'ajustement structurels qui leur interdisent tout développement industriel endogène.

Certaines des plaies de l'Afrique qui passent souvent pour ses attributs exclusifs dans les images simplistes délivrées par les télévisions occidentales, sont le fruit direct des rapports Nord-Sud dans le cadre du capitalisme mondial et africain.

La corruption d'abord, qui gangrène la gestion de la plupart des États africains et les mœurs de nombreux dirigeants politiques et administratifs. Les États occidentaux et les sociétés privées qui se disputent les marchés africains sont les corrupteurs: la distribution de cadeaux à peine occultes, pour eux minimes en fonction des enjeux, leur permet de s'assurer clientèles politiques et affaires juteuses. Compte tenu de la disparité des monnaies, la ristourne discrète en devises de 0,1 % du montant d'un contrat d'armement représente pour l'intéressé africain, ministre ou fonctionnaire, l'équivalent d'années de salaire. Quel industriel occidental se priverait dès lors de corrompre ?

Dans cette « logique de marché », au temps des marchands d'esclaves a succédé celui des marchands de poison. Les firmes industrielles des pays occidentaux croulent d'autant plus sous leurs déchets que les sensibilités favorables à la protection de l'environnement sont devenues majoritaires dans les opinions publiques. Dès lors, déverser à moindre frais les déchets les plus toxiques le long des côtes africaines, verser pour qu'il ferme les yeux à quelque président, quelque ministre, une somme rondelette, quoi de plus facile pour les technocrates dirigeant des grandes entreprises transnationales ? En 1988, un contrat signé par la société britannique Sesco-Gibraltar à quatre ministres du Bénin prévoyait la livraison de 1 à 5 millions de tonnes de déchets toxiques, durant dix ans, pour une redevance officielle au montant ridicule de 2,5 dollars par tonne. Pierre Péan (L'Argent noir, Fayard, 1988) a révélé quelques autres éléments visibles de ce problème: tel un iceberg, l'essentiel est caché, mais bien réel.

Autre aspect de la réalité africaine, la faim, devenue dans notre univers médiatisé jusqu'à l'outrance, comme un symbole du continent noir. Qui n'a en mémoire ces images d'enfants ballonnés, de foules se disputant le sac de riz salvateur apporté par de généreux mécènes ? Or, cette image de l'Afrique, fut-elle née de bons sentiments, est fausse, il suffit pour s'en rendre compte de visiter villes et villages.

Certes, la faim est un fléau bien réel, qui a anéanti des africains par dizaines de milliers depuis dix ans, et s'apprête encore à le faire; certes, cette faim endémique a parfois pour origine des causes climatiques (au Sahel où s'étend le désert), et plus encore démographiques (population et troupeaux trop nombreux pour des zones de pâturages fragiles). Mais la famine n'est en Afrique que contingente; elle se produit, sur fond de difficultés, quand la société est perturbée par un conflit armé, qui interdit semences et récoltes, transports et conservation de nourriture. La production agricole globale augmente, de façon certes insuffisante, mais prometteuse: selon la F.A.O., la production de céréales en Afrique a cru de 1,95 % l'an de 1961 à 1990, et le rendement céréalier de 32 % entre 1986 et 1990. Toutes les famines importantes des années récentes ont été liées à des conflits militaires, externes ou internes, aux destructions du potentiel agricole et industriel, et aux déplacements de population qui en furent la résultante: ce fut le cas en Éthiopie, en Somalie, au Soudan, au Tchad, au Mozambique, etc.

Or ces conflits guerriers sont liés, intrinsèquement, aux armes vendues partout en Afrique aux divers belligérants, gouvernements ou groupes armés par les trafiquants de tout poil, aux premiers rangs desquels sont des États, comme la France ou les USA, gros producteurs d'engins de mort en tout genre. Car, la production et la vente d'armes à feu, du missile sol-air à la mitraillette que son prix permet d'acheter aux plus pauvres, est une exclusivité des firmes industrielles d'Occident qui en tirent des milliards de dollars de profit annuels. En Afrique, les seules armes produites le sont par l'Afrique du Sud, et l'Égypte: encore cette dernière ne sert-elle souvent que de relais commercial; et le pouvoir de Mandela ne poursuit-il ce négoce meurtrier qu'avec quelque pudeur, tiraillé qu'il est entre son besoin de devises, et ses objectifs de morale internationale.

Le constat, en tout cas, est clair: guerres et donc famines ne taraudent l'Afrique qu'à cause du commerce des armes, juteux trafic au profit des producteurs occidentaux, mécanisme capitaliste inhérent aux rapports Nord-Sud contemporains. A-t-on assez remarqué que, curieusement, les plans d'ajustement structurels imposés aux États africains par le FMI exigeaient toujours une réduction drastique des dépenses de santé et d'éducation mais pas d'équipements militaires? Elf a bien su financer en 1997 les milices qui prirent le pouvoir à Brazzaville, au prix de quelques 10 000 morts.

On ne peut tout mettre en valeur de cette « logique du marché mondial capitaliste » dans le mal africain actuel. Achevons ce tour d'horizon par un exemple éclairant, tout récemment souligné par le rapport publié le 26/11/97 de l'O.M.S. et de l'ONU sur le Sida. En Afrique subsaharienne, 7,4 % des hommes et des femmes entre 15 et 49 ans sont infectés par le virus. Ils sont 2,4 millions en Afrique du Sud, de 25 à 30 %

des adultes au Botswana. Un peu partout, l'espérance de vie, qui avait cru de près de 15 ans de 1960 à 1990, recule à nouveau.

Le constat le plus dramatique est le fossé croissant en matière de soins entre les pays industrialisés et ceux d'Afrique. En Europe occidentale, le nombre de cas déclarés de Sida est en 1997 de 30 % inférieur à ceux de 1995 : c'est, pour l'essentiel, dû à l'efficacité des traitements actuels, la tri thérapie notamment, qui coûte plus de 100 000 francs par an en Europe. Dans ces conditions, les douze pays africains qui représentent à eux seuls 50 % des séropositifs de la planète n'ont aucune chance d'offrir à leurs peuples ce traitement existant et efficace. Lors de la rencontre internationale d'Abidjan de décembre 1997, le président et le ministre de la Santé de la France se sont honorés en réclamant la création par les pays industrialisés d'un « fonds international de solidarité thérapeutique » pour les malades du Sida des pays du Sud. Et les représentants à la conférence de la Banque mondiale ont immédiatement refusé cette éventualité, toute contraire à la saine logique « libérale ».

Le professeur Gentilini a dénoncé pour sa part aux congressistes « un crime contre l'humanité que les générations futures nous reprocheront tragiquement ».

Disons le : ce crime contre l'homme, en Afrique, il se nomme profit capitaliste. Le siècle qui va débuter répondra sûrement à ce qui n'est pour l'instant qu'interrogations et incertitudes. On ne sait en quel sens. Mais une chose est claire, n'en déplaise aux idéologues des « crimes du communisme » : dans cette Afrique que l'on baptise francophone parce qu'elle fut colonie française il y a un demi-siècle, les rêves et les espoirs de mieux être, d'égalité, de liberté, ne s'incarnent pas dans les technocrates et les dictateurs fabriqués par les académies militaires françaises ou le FMI: ce rêve se nomme Thomas Sankara, image mythique du réformateur incorruptible, lutteur désordonné et généreux pour les droits des plus pauvres et des femmes, assassiné en 1987, qui se reconnaissait inspiré de l'idéal communiste.

Francis Arzalier

Francis Arzalier est historien, professeur à l’UFM de Beauvais, responsable de la revue Aujourd'hui l'Afrique.

Bibliographie sommaire
C. Coquery-Vidrovitch, Afrique noire, permanence et ruptures, Harmattan, 1992.
Fin du Tiers-Monde, dossier collectif, La Découverte, 1996.
P. Péan, Affaires africaines, Fayard, 1983.
P. Péan, L'Argent noir, Ftzyard, 1988.
Faligot, Krop, La piscine, Services secrets français 1944-84.
M. Cahen, Mozambique, révolution implosée, l'Harmattan, 1987.
M. Cukierman, Cap sur la liberté. Afrique du Sud, Messidor, 1987.
J. P. Chrétien, Le défi de l'ethnicisme. Rwanda, Burundi, Karthala, 1997.
A. Gascon, La grande Éthiopie. Éd. CNRS, 1995. .
Centre bordelais d'études de l'Afrique Noire.. D. Bach, La politique africaine du général de Gaulle, Editions Pedone. 1980.
Changements du climat et production agricole, étude FAO de F. Bazzaz et W Sombroek, Éd. FAO-polyrechnica, 1997.
Collection de la revue Aujourd'hui l'Afrique, du n° 53 (nov. 94) à 65 (janvier 1998), articles de Y Grener, R. Borrelly, C. Grandrien, S. Cerqueira, F. Wurtz, M. Dos Santos, M. Macheve, H. Ibrahim Ali, B. Bouché, J. Kagabo, P. Kaldor, etc.
Journal de la paix, Pax Christi France, dossier spécial France-Soudan, juin 1995.
Les poudrières de la planète, édité par Le Monde Diplomatique, janvier-février 1998, articles de A. Conchiglia, P. Leymaire, C. Braekman, J. L. Pénina.

Les interventions Nord-Américaines en Amérique Latine

Le processus d'émancipation des colonies espagnoles, commencé au début du XIXe siècle aboutit au cours de la seconde décennie du siècle dernier, en mettant fin à la domination de l'Espagne sur le Nouveau Monde. En 1898, les derniers bastions sur le continent - Cuba et Pono Rico - seront arrachés au pouvoir espagnol par les États-Unis, tombant alors sous leur férule.

Une fois rompu le lien colonial avec l'Espagne et cassé son monopole commercial, ce seront surtout des compagnies anglaises et par la suite nord-américaines, qui établiront leur prédominance en Amérique latine.

La prépondérance anglaise, qui supplanta le rigide monopole commercial espagnol, se manifesta tout au long du XIXe siècle par l'essor du commerce britannique avec les colonies récemment indépendantes: c'étaient surtout des bateaux anglais qui fréquentaient les principaux ports américains, tels que Veracruz, Buenos Aires, Valparaiso, La Havane El Callao.

Il s'agissait surtout d'une suprématie commerciale qui ne cherchait pas la domination politique directe, bien que l'Angleterre avait aussi tenté de se faire sa place au soleil dans le Nouveau Monde, employant les gros moyens: la prise de Buenos Aires en 1806 fut suivie par le débarquement dans d'autres territoires et dans les Caraïbes, voire, la création d'un fantomatique « Royaume de Mosquitia », sur la côte atlantique de Nicaragua et, l'occupation en 1833 des îles Malouines, peuplées celles-ci, dès 1829, par des colons argentins.

L'Angleterre put s'imposer en Amérique latine pendant la première moitié du XIXe siècle, malgré les prétentions des autres candidats désireux d'obtenir leur part d'influence dans la région: la France et les États-Unis.

La France ne put contrecarrer la politique britannique et dut se plier à la puissance de la Royal Navy tout en cherchant à gagner ou à conserver des territoires dans certaines parties du continent: Haïti, les Antilles, la Guyane et le Mexique. Ce dernier avait toujours attiré l'intérêt des Français et le premier heurt eut lieu pendant la Monarchie de Juillet lors de la rocambolesque guerre des gâteaux (1838). Plus sérieuse sera l'intervention de la France et des puissances européennes à partir de 1861, qui se solda par la défaite et l'exécution de Maximilien d'Autriche à Queretaro en 1867.

Les États-Unis, de leur côté, cherchèrent en vain, pendant la première moitié du XIXe siècle, à disputer l'hégémonie anglaise. Ils se contenteront - faute d'avoir à ce moment-là les moyens d'une politique plus ambitieuse - de l'absorption des territoires adjacents à la côte Est. L'heure des « Anschluss » et des interventions militaires n'était pas encore arrivée.

Elle aura lieu dès 1835, lorsque la vague expansionniste nord-américaine engloutit la moitié des territoires appartenant au Mexique. Le Texas fit scission en 1835 et fera partie de l'union dès 1848. La même année, la Californie et le Nouveau Mexique étaient annexés par les États-Unis. Les États-Unis se feront céder en 1846, par la Grande-Bretagne, l'Oregan dans le Nord-Ouest, et achèteront l'Alaska à la Russie en 1867.

Vers la fin du XIXe siècle, cette politique d'expansion permit la formation d'un vaste territoire et, après la guerre de Sécession - qui dévia l'attention et les efforts des nord-américains sur les problèmes internes - les États-Unis vont s'attacher à établir leur domination politique et économique en Amérique latine, se substituant à l'hégémonie anglaise et s'engageant dans un processus de développement et d'industrialisation qui les placera au XXe siècle à la tête des pays capitalistes.

Ces quelques lignes ont l'ambition de raconter l'histoire des interventions impérialistes en Amérique latine, qui ont aidé de manière non négligeable à accroître la force de celle qui allait devenir la première puissance de la planète et le fer de lance du capitalisme mondial.

La politique interventionniste des États-Unis s'est manifestée très tôt en Amérique latine. Bien qu'ayant un adversaire de taille dans ce domaine - la Grande-Bretagne - les Nord-Américains ont toujours regardé avec convoitise, les territoires qui pendant trois siècles avaient été soumis au pouvoir colonial espagnol et qui, au début du XIXe siècle - après leur indépendance - ont connu de longues périodes d'anarchie, résultat des luttes intestines qui se sont développées dans presque toutes les jeunes républiques.

Le processus d'expansion territoriale des États-Unis, commença dès la fin du XVIIIe siècle. La frontière étant « élastique » vers l'Ouest, ils acquirent divers territoires entre 1792 et 1821 (1).

Le processus se poursuivit encore vers l'Ouest et le Sud, où la voracité de l'Union avala de grandes extensions du « middlewest » obtenues par le biais de la cession ou l'achat des territoires aux puissances européennes. Achat et cession faits sur le dos des populations autochtones - « les peaux rouges » - qui furent refoulées et/ou exterminées. C'est ainsi que les États-Unis parvinrent à accroître de manière significative leur territoire initial.

Malgré une position de non-interventionnisme officielle annoncée par George Washington dans son « Message d'Adieu » de 1796, les États-Unis, songèrent dès le début à s'emparer des territoires contigus à ceux de l'Union. Ce fut le cas de la Floride.

Un vassal du roi d'Espagne, Pedro Menendez de Avilés, fonda la ville de San Agustin en septembre 1565. Cette péninsule fut occupée à son tour par les Anglais de 1763 à 1783. Les États-Unis quant à eux, affirmaient que la frontière sud allait jusqu'au 31° parallèle, mais l'Espagne occupait jusqu'au 33° parallèle et, il y avait une sérieuse dispute sur le Mississippi, dont la navigation était fermée par le monopole qu'elle exerçait sur le trafic du fleuve.

En 1811, profitant de la présence des troupes de Napoléon en Espagne, le Congrès nord-américain votait une résolution où il déclarait avoir l'intention d'occuper la Floride pour y rester.

Le texte en dit long sur la naissante vocation interventionniste nord-américaine : « Les États-Unis, dans les circonstances spéciales de la crise actuelle, voient avec une grave inquiétude qu'une partie de ces territoires puissent passer dans les mains d'une puissance étrangère... Sa propre sécurité les oblige à procéder à l'occupation temporelle de ces territoires... (qui) resteront dans nos mains en vue de futures négociations. » (2)

En 1818 le général André Jackson occupa définitivement la Floride et, l'année suivante, l'Espagne acceptait de vendre au vorace nouvel État, un territoire presque aussi grand que l'Angleterre, pour la bagatelle de 5 millions de dollars...

Mais les convoitises des États-Unis ne se limitaient pas seulement à la Floride. Luis de Onis, ambassadeur espagnol de l'époque, mettait en garde son gouvernement sur les ambitions nord-américaines. Il alertait en 1812 - au moment de la seconde guerre entre l'Union et la Grande-Bretagne - sur les véritables visées de la diplomatie nord-américaine:
« Ce gouvernement s'est proposé ni plus ni moins, de fixer ses frontières à partir de l'embouchure du Rio Bravo... en ligne droite vers le Pacifique, incluant donc, les provinces de Texas, Nuevo Santander, Coahuila et une part de Nueva Viscaya et Sonora... Cela peut sembler délirant, mais c'est un fait que le projet existe et qu'ils ont fait une carte qui inclut Cuba comme partie intégrante de cette république. » (3)

Cuba, déjà dans la mire des États-Unis.

L'Espagne de Ferdinand VII - replacé sur son trône après l'épisode napoléonien - soutenue par la France, la Russie, la Prusse et l'Autriche, avait songé et tenté de reconquérir ses anciens territoires américains.

Mais les intérêts divergeaient entre les puissances impérialistes. L'Angleterre, qui avait été la première bénéficiaire de la perte des colonies américaines de l'Espagne, n'était pas disposée à ce que le pouvoir espagnol revienne en force dans ses anciennes possessions.

C'est ainsi que vers la deuxième décennie du XIXe siècle, lorsque la monarchie espagnole voulut recommencer la guerre pour reconquérir ses anciens territoires, elle trouva en premier ligne pour s'y opposer, Sa Très Gracieuse Majesté qui tenta une sorte d'accord avec les États-Unis.

Le ministre britannique, George Canning, invita les nord-américains à faire cause commune et à s'opposer à la prétention espagnole.

C'est alors que l'ex-président Jefferson répond au président Monroe qui le consultait sur l'attitude à avoir envers les puissances européennes:
« Notre devise fondamentale doit être de ne pas nous mêler des imbroglios européens... (et) ne pas accepter que l'Europe intervienne dans les affaires américaines... La Grande-Bretagne est la nation qui peut nous causer le plus de préjudice; en l'ayant de notre côté, nous ne craignons pas le monde entier... »

Plus loin l'ex-président yankee précisait sa pensée:
« Nous devons nous poser la question suivante: désirons-nous acquérir pour notre Confédération, quelques provinces hispano-américaines? ... J'avoue sincèrement que j'ai été toujours de l'opinion que Cuba serait l'addition la plus intéressante que nous pourrions faire à notre système d'États... La domination sur cette île et la Floride nous donnerait le contrôle du golfe du Mexique et des États de l'Isthme... » (4)

La Floride tomba dans les mains yankees en 1819. Cuba, l'obsession de la diplomatie nord-américaine, sera réduite à l'état de protectorat en 1898.

Quelques semaines plus tard, le président Monroe dans son message annuel à la nation allait fixer les directives que devait adopter la diplomatie des États-Unis face aux convoitises manifestées par les puissances européennes envers les nations hispano-américaines. Il s'agissait de ce qu'on a appelé depuis, la « doctrine Monroe ».

Reprenant un certain nombre d'idées déjà énoncées par Washington et Hamilton, Monroe annonça que les États-Unis ne se mêleraient nullement des affaires européennes et adopteraient une attitude de stricte neutralité.

D'autre part, l'Union garantirait l'indépendance des pays hispano-américains, s'opposant à la reconquête par l'Espagne de ses anciennes colonies sur le continent, et à toute tentative dans ce sens de la part de toute autre puissance européenne.

Dans son septième message annuel du 2 décembre 1823, le président Monroe informait des conversations qu'il avait eues avec les représentants de la Russie et de la Grande-Bretagne. « Ceux-ci ont été avertis que les États-Unis considéraient que les nations latino-américaines étaient libres et indépendantes, et qu'en conséquence. elles « ne peuvent être sujets d'une future colonisation par aucune puissance européenne... Nous considérerions toute tentative de leur part de prendre quelque portion de cet hémisphère comme dangereuse pour notre paix et notre sécurité.. » (5)

D'autre part, Monroe, réaffirmant la neutralité nord-américaine dans les affaires européennes, se retranchait dans la politique isolationniste qui allait caractériser les États-Unis dans ses rapports avec l'Europe:
« Dans les guerres entre les puissances européennes et dans les affaires de leur ressort, nous n'avons jamais pris parti... Notre politique vis-à-vis de l'Europe - qui fut adoptée au début des guerres qui l'ont agitée récemment - reste inchangée: ne pas interférer dans leurs affaires internes et considérer les gouvernements de facto comme légitimes. » (6)

Bien que la « doctrine Monroe » ait dissuadé les puissances européennes dans leurs rêves de reconquête, elle n'a pas pu empêcher l'ingérence et l'intervention de celles-ci à plusieurs reprises: l'Angleterre joua un rôle important à La Plata, et réussit à créer un État-tampon en 1828 entre le Brésil et l'Argentine, séparant des Provincias Unidas, la Bande Orientale, l'Uruguay.

Les menaces contenues dans la « doctrine », sont aussi restées lettre morte, lors de l'invasion anglaise des Malouines en 1833 et de l'intervention française à San Juan de Ulua, au Mexique, en 1838 (la « guerre des gâteaux »). Même chose, lorsque eut lieu l'agression anglo-française contre l'Argentine de Rosas et l'Uruguay d'Oribe, et quand en 1837, le port de Buenos Aires fut soumis au blocus par la marine française. Ni quand Français et Britanniques organisèrent en 1845 une expédition militaire sur le fleuve Parana, fermé à la navigation étrangère par les successifs gouvernements argentins.

Même silence lorsque la flotte espagnole bombarda Valparaiso et les ports péruviens en 1866, et lors de la cession de l'île de San Barthélemy par la Suède à la France, en 1876.

La « doctrine » n'empêcha pas non plus l'invasion du Mexique en 1861 par les troupes franco-anglo-espagnoles et la tentative d'établissement d'un « empire latin », avec Maximilien d'Autriche.

D'autre part, dans des textes qui paraîtront durant la décennie des années quarante, commence à se manifester l'idée justificatrice de l'expansionnisme yankee, que les publicistes de l'époque - écrivains et parlementaires - appelèrent le Manifest Destinity.

Le destin aurait accordé - idée proche de la notion de prédestination, chère au protestantisme presbytérien - à la nation américaine une mission civilisatrice, faisant en outre de celle-ci, l'ange gardien de la liberté et de la démocratie, tout en lui octroyant de vastes territoires à conquérir, et une vocation de domination sur tout le Nouveau Monde.

Les tenants du Manifest Destinity, ne soufflaient bien entendu pas un mot sur le sort réservé aux milliers de noirs vivant sur le territoire de l'Union, pour qui le destin manifeste se manifestait justement sous la forme d'un esclavage effronté.

Dès le début de l'indépendance des nations hispano-américaines, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont vu d'un mauvais œil les tentatives américaines de Bolivar. Les deux nations anglo-saxonnes préféraient côtoyer un continent divisé, séparé par des conflits et des frontières, au lieu d'un seul et puissant pays qui pourrait devenir un redoutable concurrent.

Bolivar, en 1826, convoqua le Premier Congrès panaméricain à Panama et mit, à l'ordre du jour, la question de la libération de Cuba et de Porto-Rico, encore aux mains de l'Espagne.

Mais les efforts combinés des britanniques et des nord-américains, réussirent à le boycotter, et le Congrès fut un échec.

L'Angleterre obtint que les délégués argentins et brésiliens ne fussent pas présents. Et, des délégués des États-Unis, l'un mourut durant le voyage, l'autre, muni des instructions rédigées par le secrétaire d'État

Henry Clay et du président John Quincy Adams, devait s'opposer à la guerre prônée par Bolivar, pour la libération des dernières colonies espagnoles en Amérique.

Les instructions d'Adams et Clay tendaient à agir dans le sens du maintien du statu quo. En relation à Cuba les directives aux délégués nord-américains disaient :
« Aucune puissance, même pas l'Espagne... n'a un si grand intérêt que les États-Unis dans le sort futur de cette île... Nous ne souhaitons aucun changement sur sa possession ni sur sa situation politique... Nous ne verrons pas avec indifférence le transfert à une autre puissance européenne que l'Espagne. Nous ne voulons pas non plus qu'elle soit cédée ou rajoutée à un nouvel État américain. » (7)

Les États-Unis appliquaient bien scrupuleusement l'idée contenue dans le septième message de Monroe: « l'Amérique aux Américains ». Simplement ils l'ont interprété en réalité comme s'ils avaient entendu: « l'Amérique aux Nord-Américains ». L'histoire du dépouillement du Mexique est à ce sujet dramatiquement instructive.

Le dépeçage du Mexique

Le Texas - un territoire plus grand que la France - avait toujours appartenu, depuis l'arrivée des conquistadores, à la couronne d'Espagne, puis au Mexique indépendant.

Les autorités coloniales maintenaient un contrôle relatif, grâce à l'action combinée des garnisons militaires et des missionnaires catholiques: ce furent les Presidios.

Dès le XVIIIe siècle, des familles espagnoles s'étaient installées au Texas. Mais, vers 1817, un processus d'infiltration - « immigration clandestine » dirait-on aujourd'hui - commença à apparaître: des yankees, des allemands, des polonais, voire même des officiers et des soldats de l'armée de Napoléon, y furent expulsés par les autorités après des heurts avec la population espagnole catholique.

La véritable difficulté commença lorsque 300 familles anglo-saxonnes furent autorisées par le congrès mexicain à s'établir dans 30 000 hectares de terre, assignées gratuitement. Ils réintroduirent l'esclavage - qui avait été aboli au Mexique - et le gouvernement mexicain accepta alors de faire une exception et autorisa cette pratique de la part des nouveaux arrivants.

En décembre 1826, un aventurier - Hayden Edwards - proclama la « République Libre de Fredonia », rapidement anéantie par l'armée mexicaine. Une autre tentative indépendantiste échoua à son tour l'année suivante. Suggestivement commencèrent à paraître, dans divers États de l'Union, des publications dénonçant le Mexique, coupable de s'être « emparé » du Texas.

En 1835, au moment où au Mexique fut approuvée une nouvelle constitution, - qui va être à l'origine d'un conflit interne entre fédéralistes et centralistes - le colon yankee Stephan Austin proclama l'indépendance du Texas. Les États-Unis profitèrent alors de cette occasion qui favorisait leurs visées expansionnistes. Ils envoyèrent des bateaux avec des armes et des munitions depuis la Nouvelle Orléans.

Le Mexique entendait pour sa part faire respecter sa souveraineté et envoya le célèbre général Santa Anna. Après quelques succès des armées mexicaines à San Patricio, Encinal del Perdido et El Alamo - que les journaux présentèrent à l'opinion publique des États-Unis comme la défaite d'une cause sublime - Santa Anna fut vaincu le 21 avril 1836 à San Jacinto. Fait prisonnier, il fut obligé à signer un accord léonin (« Convenio Publico ») à Puerto Velasco, le 14 mai 1836, où il était convenu que les mexicains se retiraient du Texas sur le bord sud du Rio Bravo. L'accord prévoyait que « toutes les propriétés particulières, incluant des chevaux, esclaves noirs, aux mains de l'armée mexicaine ou passés du côté de cette armée, seront rendus au commandant des forces texanes » (8).

Les troupes texanes, mieux équipées, avaient imposé un accord qui, douze ans plus tard, allait jouer un rôle important dans le dépeçage de plus de la moitié des territoires mexicains. Le soutien nord-américain aux aventuriers texans sera confirmé dans les années quarante par le président John Tyler, qui déclara à propos de la séparation du Texas du Mexique:
« La seule probabilité que l'esclavage puisse être aboli sur des territoires voisins, doit être un motif suffisant pour les annexer. » (9)

En 1845, le Texas entre dans l'Union comme État esclavagiste. La campagne électorale menée par le successeur de Tyler, James Polk - président des États-Unis entre 1846 et 1850 - avait été: « Annexion du Texas. 54°/40°, ou la mort ». (Il faisait allusion à la frontière yankee et aux territoires arrachés au Mexique).

L'Anschluss du Nouveau Mexique et de la Californie

Une fois le Texas avalé, l'Anschluss suivant fut pratiqué sur deux autres grandes provinces mexicaines: le Nouveau Mexique et la Californie.

Le Texas - ex-province mexicaine - commença à réclamer certains territoires au Nouveau Mexique, qui depuis toujours avaient appartenu au Mexique, soutenu dans sa requête par le gouvernement des États-Unis. Puis, une fois le Texas annexé par l'Union (1845), c'est le gouvernement nord-américain lui-même qui poussa à la guerre de conquête.

La Californie - dont la présence d'un sous-sol riche en minerais aurifères allait bientôt être découverte - avait une faible population (seulement quelques 1 000 Nord-Américains), et subit plusieurs outrages: une « expédition scientifique » armée, envoyée par le président Polk, et en janvier 1843 le débarquement de troupes sous le commandement d'un officier de la marine qui occupa « par erreur » le port mexicain de Monterrey en Californie. Il dut rembarquer devant la fermeté des autorités mexicaines.

Le prétexte cherché par les États-Unis fut fourni par un accrochage entre deux patrouilles frontalières des armées respectives, le 24 avril 1846, dans le hameau de « Carricitos », en territoire mexicain.

Polk annonça quelques jours après, au Congrès, que le Mexique avait envahi le territoire des États-Unis et versé du sang nord-américain.

La guerre était aussitôt déclarée et seules quelques voix éminentes s'élevèrent pour condamner l'Anschluss projeté. Parmi elles, Abraham Lincoln, représentant d'Illinois: « Je crois que le président est profondément convaincu de se trouver dans une position incorrecte, qu'il sent que le sang de cette guerre - tel celui d'Abel -l'accuse. » (10)

Le 4 juillet, lorsque les hostilités étaient déjà commencées, un groupe d'aventuriers nord-américains proclamaient opportunément en Californie la République de l'Ours, qui eut néanmoins une vie éphémère.

Les envahisseurs débarquèrent à Veracruz et, après de durs combats, occupèrent la ville de Mexico, en septembre 1847. Une longue liste de batailles jalonna cette guerre de conquête: Palo Alto, Monterry, Angostura, Veracruz, Cerro Gordo, Padierna, Chapultepec.

Le peuple de la ville de Mexico manifesta alors contre l'occupant. Des émeutes eurent lieu et les troupes nord-américaines durent quitter la ville. D'autant plus que des désertions avaient lieu parmi les envahisseurs: des dizaines d'irlandais du bataillon Saint-Patrick refusèrent de continuer la guerre contre un peuple catholique. Il s'agissait des pauvres et misérables, fuyant la famine dans leur pays d'origine. Ils avaient été

enrôlés pour combattre les « barbares mexicains ». Trente deux furent pendus pour désertion dans la capitale aztèque.

Les hostilités durèrent jusqu'en 1848, date à laquelle le Mexique dut signer le Traité de Guadalupe Hidalgo. En dix ans le Mexique avait été amputé de la moitié de son territoire.

Dans les années qui suivirent, l'or de la Californie et la postérieure exploitation du pétrole et du gaz au Texas commençèrent. Ils contribueront de façon importante au développement des États-Unis.

Mais l'une des conséquences des plus importantes sera le séculaire ressentiment et rancune des mexicains face à cette spoliation qui marquera, de manière indélébile, les relations entre ces deux pays. D'autre part, le sentiment anti-yankee, latent chez les latino-américains, est né de ces terres mexicaines usurpées.

Un président mexicain aimait utiliser un vieux dicton imprégné de fatalisme, lorsqu'il voulait faire comprendre la situation géographique particulière de son pays, source de malheur pour son peuple: « Si loin de Dieu, et si près des États-Unis ».

Les préoccupations des États-Unis durant une grande partie du XIXe siècle furent tournées vers la résolution des problèmes internes - occupation et colonisation du West, controverse sur l'esclavagisme, destruction des enclaves pré-capitalistes par la guerre de Sécession, développement de l'agriculture. Ils s'abstinrent de participer à des conflits directs avec les grandes puissances.

Cela est vrai dans leurs relations avec l'Europe. Mais en ce qui concerne les pays de l'Amérique latine, les États-Unis ont pratiqué, dès le début, une politique interventionniste.

Ces interventions et ingérences ne se limitèrent pas aux pays voisins, mais aussi, par des interventions militaires ou l'envoi d'expéditions armées, dans la lointaine Amérique du Sud.

L'expédition navale au Paraguay en 1858-1859 en est un exemple.

L'expédition au Paraguay

En 1851, le gouvernement des États-Unis avait désigné comme Consul à Asuncion, Edward A. Hopkins - de la United States and Paraguay Navigation Company -, l'un des propriétaires d'une entreprise de navigation domiciliée à Rhode Islands.

Hopkins, ancien marin et aventurier, connaissait le Paraguay où il avait séjourné depuis 1845. Muni des lettres qui l'accréditaient comme agent officiel du gouvernement des Etats-Unis, il s'était introduit dans les allées du pouvoir et connaissait le président paraguayen, Carlos Antonio Lopez (11).

Une série d'intrigues, où se mêlaient les offres de médiation nord-américaine pour amadouer ses voisins dans un litige frontalier avec des affaires privées et les intérêts des États-Unis, qui entendaient profiter de la voie fluviale du Parana, ont eu comme résultat, en 1854, la non ratification, par le Paraguay, du Traité de commerce et de navigation.

La Paraguay Navigation Company fut sanctionnée en 1854 pour avoir enfreint la législation paraguayenne et interdiction lui fut signifiée d'opérer dans le pays. Hopkins fut expulsé à son tour pour manque de respect à la suite d'une rixe confuse avec des soldats paraguayens.

D'ami du Paraguay et du président Lopez, il devint son farouche ennemi, développant dans les cercles officiels et l'entourage des présidents Pierce, puis Buchanan, une propagande qui encourageait l'intervention

militaire nord-américaine dans « ce pays de berbères-asiatiques », cette « excroissance du corps international... moins civilisé que le sultanat de Moscato ». Il affirmait dans ses diatribes que les Sud-Américains étaient des barbares qui devaient « recevoir un traitement en conséquence. Parler avec eux est pure perte de temps; il faut leur parler avec nos canons » (12).

C'est alors qu'entra opportunément en scène le Water Witch, bateau de la marine nord-américaine qui, outrepassant l'autorisation qui lui avait été donnée, traversa la frontière paraguayenne et arriva jusqu'au port brésilien de Corumba. Les autorisations de passage pacifique furent suspendues et un décret présidentiel interdit la navigation aux bateaux de guerre étrangers.

Le 1er février 1855, le Water Witch, ne tenant pas compte du décret paraguayen, tenta de forcer un barrage sur le Parana.

L'officier de la garnison paraguayenne du Fort Itapiru qui contrôlait le passage des navires lui ordonna de rebrousser chemin, puis tira à blanc deux coups de semonce. Devant le refus d'obtempérer, un coup de canon détruisit le gouvernail, tuant le timonier du bateau yankee. Le Water Witch fut alors emporté par les eaux du fleuve et dut se retirer.

Commença alors une grande campagne de presse et d'intimidation pour obliger le Paraguay à présenter ses excuses. Finalement, en mai 1857, le Congrès des États-Unis approuva l'envoi d'une « petite armada » composée de vingt navires qui prit le large en octobre 1857. Le toast au succès de l'entreprise fut salué par l'un des officiers, selon Pablo Max Ynfrans, avec une débordante envolée d'exubérance géopolitique: « Je lève mon verre... pour que nos difficultés avec le Paraguay se terminent et que nous finissions par annexer tout le bassin du Rio de la Plata.. » (13)

Ce vœux, heureusement, ne sera pas exaucé.

Mais la « petite armada » arriva au Paraguay début 1859 et le président Carlos Lopez dut s'incliner.

Le Paraguay présenta des excuses - coupable d'avoir fait respecter sa souveraineté sur son propre territoire -, indemnisa la famille du matelot yankee mort durant l'affrontement d'ltapiru et dut accepter, sous la menace de la force, le Traité proposé par les États-Unis. La United States and Paraguay Navigation Company continuait de son côté un long procès au gouvernement paraguayen, dans lequel elle fut par la suite déboutée.

Les Flibustiers

Vers la moitié du XIXe siècle, le conflit d'intérêt qui opposait la Grande-Bretagne aux États-Unis pour le contrôle des Caraïbes s'aggrava. Les deux pays furent amenés à signer le traité Clayton-Bulwer par lequel les parties contractantes déclaraient œuvrer pour la construction d'un canal inter-océanique en territoire nicaraguayen, sans en faire part au Nicaragua. Ils se reconnaissaient mutuellement des prérogatives dans sa future utilisation et affirmaient qu'ils n'avaient nullement l'intention de construire des fortifications ni « d'occuper le Nicaragua... ni d'exercer de domination sur aucun territoire de l'Amérique Centrale... »,(14)

Le Nicaragua vivait, dans les années cinquante du XIXe siècle, comme beaucoup d'États de la région, au milieu de continuelles guerres civiles. En 1854, un conflit entre libéraux et conservateurs dégénéra en conflit international: les libéraux appelèrent à leur secours des mercenaires yankees. L'heure des flibustiers était arrivée.

Parmi eux, William Walker, farouchement partisan de l'esclavage et de son extension à l'Amérique centrale, essaya de s'emparer du Nicaragua, se proclamant président en 1856.

Malgré la neutralité officielle affichée par les États-Unis, un émissaire de Walker fut reçu par le président Franklin Pierce, mais les pays de l'Amérique centrale mirent fin à l'aventure (15).

De son côté, la Grande-Bretagne essayait de résister à la puissance yankee dans la région, s'accrochant à un « État » crée par elle de toutes pièces, le «Royaume de Mosquitia ». Aux contours imprécis, peuplé par les indiens Miskitos, dans un lieu vague, le « royaume » devait se trouver sur territoire nicaraguayen. Il s'agissait d'une fiction, et tout le monde savait que c'était une farce. La Grande-Bretagne voulait, avec ce fantomatique royaume, ne pas perdre face aux États-Unis, ses droits sur le futur canal inter-océanique.

La fin du siècle marqua néanmoins la montée en puissance des États-Unis dans le monde.

Empêtrés dans leur guerre de Sécession dans les années 60, ils demandèrent ensuite très fermement le départ des troupes françaises du Mexique. Ils entendaient rester les seuls maîtres en Amérique centrale et parvenir à faire des Caraïbes, un nouveau *Mare Nostrum*.

On fait dater de la fin du XIXe siècle, la volonté d'expansion nord-américaine qui se traduirait par une politique extérieure active. Or, cette volonté d'expansion, comme nous l'avons vu, existait depuis longtemps au dépens des nations latino-américaines.

Ce qui est vrai par contre, c'est qu'à la fin du XIXe siècle, les États-Unis ont effectivement investi la scène internationale mondiale, remplaçant en Amérique latine le rôle hégémonique tenu jusqu'alors par les Anglais.

Les États-Unis étaient devenus une grande puissance industrielle et ils étaient arrivés à une phase impérialiste qui disputait dorénavant aux autres puissances sa part dans les affaires mondiales.

Quelques auteurs signalent le rôle joué dans la nouvelle politique extérieure des gouvernements successifs de l'époque par Alfred Mahan, auteur de L'Influence de la puissance maritime dans l'histoire. Mahan, dans ce livre, rappelait la supériorité des empires maritimes sur les puissances terrestres dans l'histoire.

Dans cette perspective, la constitution d'une puissante marine de guerre, liée à la possession de bases et des voies maritimes et fluviales, s'avérait indispensable. Anticipant cette théorie qui allait être en vogue au tournant du siècle, le président Ulysses Grant présentait, en mai 1870, un projet au Sénat pour l'achat de Saint-Domingue, considéré comme un point stratégique dans le Mare Nostrum yankee. Le projet laisse paraître un intérêt qui remonte très loin et qui sera une obsession permanente des gouvernements nord-américains: mettre la main sur Cuba.

Dans son projet, Grant affirmait que Saint-Domingue était une nation faible, mais que ses territoires étaient riches, « les plus riches qui existent sous le soleil, capables d'héberger dans le luxe 10 millions d'êtres humains... L'acquisition de Saint-Domingue nous convient par sa position... nous donnerait le contrôle sur toutes les îles dont je vous ai parlé... L'acquisition de Saint-Domingue... est une mesure de sécurité nationale... il s'agit d'assurer le contrôle du trafic commercial de Darien (Panama) et de résoudre la malheureuse situation dans laquelle se trouve Cuba... » (16)

Depuis les « entrailles du monstre », et devant les projets d'annexion de Saint-Domingue et de Cuba, la plume de l'apôtre de l'indépendance cubaine, José Marti, s'élevait à New York, le 21 mars 1889. Marti adressait une mise au point à The Manufàcturer où il stigmatisait les Cubains sans dignité qui appelaient à l'annexion pure et simple de l'île par les États-Unis:
« Aucun Cubain digne ne peut vouloir voir son pays uni à un autre... Ceux qui ont fait la guerre et qui ont été exilés... Ceux qui édifié avec leur travail... un foyer, ... les ingénieurs, instituteurs, journalistes, avocats et

poètes... ne désirent pas l'annexion par les États-Unis et se méfient des éléments funestes qui, comme des gusanos dans le sang, ont commencé leur œuvre de destruction... » (17)

Les États-Unis, imbus d'un très fort sentiment nationaliste - c'était l'époque du « jingoïsme » (18) -, sont allés jusqu'à envisager une intervention contre le lointain Chili. En effet, en 1891 eut lieu l'incident du Baltimore à Valparaiso (19). Le Baltimore était un navire de guerre yankee de 4 600 tonnes qui venait d'être construit en Angleterre. Il avait la réputation d'être « le bateau le plus rapide du monde ». Il se trouvait devant les côtes chiliennes dès avril 1891 - durant la guerre civile qui avait éclaté contre le président Balmaceda -, sa mission étant de protéger les ressortissants nord-américains.

Le 16 octobre 1891, une rixe d'ivrognes éclata, dans le quartier chaud de Valparaiso, entre matelots yankees et des travailleurs du port. Comme résultat de la bagarre générale, plusieurs matelots furent blessés à coups de couteaux. On dénombra deux Nord-Américains morts.

Or, d'une rixe somme toute banale, les États-Unis firent un conflit international, culpabilisant le nouveau gouvernement chilien - qui, soutenu par Londres, venait de gagner la guerre civile contre le président Balmaceda - et adoptèrent une attitude arrogante que le gouvernement chilien jugea inacceptable.

Les préparatifs guerriers du gouvernement nord-américain de Benjamin Harrison étaient très avancés. Gonzalo Vial rapporte que le père du « pouvoir naval » en personne, Alfred Mahan fut appelé pour des consultations à Washington (20).

Le gouvernement chilien s'inclina devant la menace de l'utilisation de la force et accepta de présenter des excuses aux États-Unis, indemnisa les familles des matelots et retira les expressions tenues par le ministre des Affaires étrangères, Manuel Antonio Matta, considérées injurieuses par les nord-américains.

En réalité, le conflit d'intérêts entre les États-Unis et la Grande-Bretagne passait par des pays interposés.

Ainsi, trois ans après, en 1895, s'est produit un conflit frontalier entre le Venezuela et le gouvernement colonial de Georgetown dans la Guyane Britannique. Devant les préparatifs guerriers britanniques, les États-Unis avertirent la Grande-Bretagne qu'ils ne toléreraient pas une intervention. Et le secrétaire d'État du président Cleveland instruisait dans ce sens son ambassadeur à Londres, affirmant que les droits des États-Unis naissaient de « ses ressources infinies ».

À la fin du siècle, les interventions yankees se multiplièrent: Hawaï, PortoRico, les Philippines, Cuba, Guam, Samoa, les ports de la Chine et Panama. Consterné, Mark Twain écrivit alors: « Qu'on peint en noir les bandes blanches et qu'on ajoute les tibias et la tête de mort où sont placées les étoiles. »

Cuba sous la botte nord-américaine

Depuis 1868, les patriotes cubains avaient pris les armes contre le pouvoir colonial espagnol. Vaincus après dix ans de combats, ils recommencèrent la guerre en 1895. Ils avaient obtenu des succès dans la guerre. La victoire et l'indépendance étaient à leur portée.

C'est alors que les États-Unis se hâtèrent d'intervenir. Les investissements yankees dans les plantations de sucre et les mines de l'île étaient importants, et les dirigeants des États-Unis ne se gênaient pas de dire publiquement que, pour eux, le sucre cubain était d'une importance vitale, comme le blé et le coton de l'Inde et de l'Égypte pour la Grande-Bretagne.

Le prétexte trouvé cette fois-ci, fut l'explosion du cuirassé Maine à La Havane qui provoqua la mort de plus de 250 membres de l'équipage. Rien ne prouvait l'implication de l'Espagne - et par la suite on a appris qu'il s'agissait d'une explosion accidentelle - mais le président Mac Kinley, poussé par l'hystérie jingoïste, déclara la guerre à l'Espagne, le 21 avril 1898.

Elle fut de courte durée. La flotte espagnole fut anéantie à Santiago de Cuba et les troupes yankees débarquèrent à Cuba. Parmi les Rough Riders qui occupèrent l'île, se trouvait Théodore Roosevelt, futur président des États-Unis qui allait devenir le champion de la politique d'intervention et du Big Stick. .

Par le Traité de Paris (10 décembre 1898), l'Espagne cédait aux États-Unis, Porto-Rico et les Philippines.

La guerre entre l'Espagne et les États-Unis marqua l'entrée en force de ces derniers comme l'un des principaux acteurs sur la scène internationale. En contrepartie, pour l'Espagne, ce fut le dernier acte de l'effacement international progressif, qui l'amènerait au repli sur elle-même.

Cuba, devenu théoriquement indépendante, fut soumise à l'autorité du gouverneur militaire yankee, Leonard Wood, chef des troupes d'occupation. Elles resteront trois ans.

C'est Wood lui-même qui convoqua une assemblée constituante. Un amendement rédigé par le sénateur du Connecticut, Orville Platt, fut alors introduit, malgré l'opposition de plusieurs constituants qui considéraient qu'il s'agissait d'une immixtion inacceptable qui violait la souveraineté et l'indépendance de Cuba.

À la Havane, des manifestations éclatèrent contre ce diktat et le gouverneur Wood lança alors un ultimatum: « Les États-Unis continueront à occuper l'île jusqu'à ce que soit organisé un gouvernement cubain, dont la constitution porte, comme une partie intégrante d'elle, tous les préceptes de l'Amendement Platt. » (21)

L'amendement Platt était une démonstration flagrante de l'état de vassalisation dans lequel avait été placée Cuba. Le 23 mai 1903, il fut incorporé à la constitution. C'est seulement en 1934 que seront modifiées certaines clauses. Voici quelques perles: article I : « Le gouvernement de Cuba ne signera aucun accord qui permette à un pouvoir étranger d'obtenir, pour des objectifs navals ou militaires, une partie de l'île... » . L'article III était particulièrement humiliant: « Le gouvernement de Cuba consent à ce que les États-Unis puissent exercer le droit d'intervenir pour préserver l'indépendance cubaine (sic !) et le maintien d'un gouvernement adéquat à la protection de la vie, la propriété... ». L'article VII donnait le droit à installer des bases militaires sur le territoire cubain. Guantanamo est, dans l'actualité, une preuve vivante d'un temps soi-disant révolu.

Il ne se trompait pas le gouverneur Wood lorsque, dans une lettre adressée à Roosevelt en 1903, il écrivait: « Peu, voire, aucune indépendance n'a laissé à Cuba l'amendement Platt. Les Cubains les plus sensibles comprennent cela et pensent que la seule chose positive qui leur reste à faire, c'est de demander l'annexion. » (22)

Invoquant l'amendement, les troupes yankees débarqueront à plusieurs reprises: en 1906, 1912, 1917. C'est seulement en 1934 que Franklin D. Roosevelt acceptera de retirer certaines clauses, particulièrement contraignantes.

La doctrine Drago et les « corollaires Roosevelt » de la doctrine Monroe

En décembre 1902, des navires de guerre britanniques, allemands et italiens se présentaient devant les côtes vénézuéliennes, coulaient quelques navires et bloquaient les ports. Ils exigèrent le paiement des indemnisations dues aux ressortissants européens.

« Teddy » Roosevelt, alors président des États-Unis, approuva l'action navale des puissances européennes. Mais les pays latino-américains s'indignèrent devant cette agression.

Le ministre des Affaires étrangères argentin, Luis Maria Drago, adressa alors au Département d'État une note - qui par la suite fit jurisprudence et fut adoptée par la Conférence de La Haye en 1907 - dans laquelle il demandait d'interdire le recours à la force comme moyen de recouvrement des créances contractées par un État. La « doctrine Drago » était née.

Mais Roosevelt n'entendait pas laisser les puissances européennes faire la police dans sa zone d'influence. Ce droit de police, il le réservait aux seuls États-Unis. Le 6 décembre 1904, dans son message annuel, le président nord-américain précisait: « Si une nation démontre qu'elle sait agir avec une efficacité raisonnable et de manière décente... si elle maintient l'ordre interne et paye ses dettes, elle n'aura pas besoin de l'intervention des États-Unis... Les erreurs... ou l'impuissance... peuvent forcer les États-Unis... à exercer un rôle de police internationale... » (23)

Un an après Roosevelt - qui avait été chef de la police de New York - avertissait dans son message annuel aux nations latino-américaines qu'il entendait ne pas appliquer la « doctrine Monroe », c'est-à-dire, ne pas empêcher les actions punitives des puissances étrangères dans le continent: « Si une république du Sud... commet une erreur contre une nation quelconque... La doctrine Monroe ne nous obligerait pas à intervenir pour empêcher le châtiment de la faute, sauf pour empêcher que la punition ne se transforme en occupation du territoire... » (24)

Les deux discours de Roosevelt serviront de justification à la politique impérialiste yankee qui se traduira par des interventions au Panama, Cuba, Nicaragua, Haïti et Saint-Domingue. La politique du Big Stick - « parler doucement et prendre avec soi un gros bâton » - allait constituer la politique officielle du gouvernement yankee pendant les premières décennies du siècle.

La sécession de Panama

Depuis l'époque de la conquête espagnole, de nombreuses personnes s'étaient évertués à imaginer un passage inter-océanique en Amérique centrale. Plusieurs projets et repérages pour trouver l'endroit le plus approprié avaient été faits. Les territoires du Nicaragua et du Panama furent « pressentis ». Ce sera ce dernier qui, comme résultat d'une sécession organisée et fomentée par la puissance impériale, verra se creuser finalement sur son sol, le convoité canal.

Panama s'était déclaré indépendant en 1821 et proclama volontairement son attachement à la Colombie. Dix ans après, un mouvement sécessionniste proclamait son autonomie tout en déclarant faire partie de la « Confédération Colombienne ».

En août 1831, l'armée ramenait l'isthme à la Confédération. En 1840 et 1855 eurent lieu d'autres tentatives séparatistes. Organisée la première par le général Tomas Herrera, un « Estado Libre del Istmo », fut proclamé. Ramené au bon chemin par l'armée de la Confédération, le Panama connaîtra une nouvelle tentative sécessionniste en 1855, mais déclarait aussi faire partie de la « Nueva Granada » (Colombie). En 1858 était édicté la nouvelle constitution de la « Confederacion Granadina », dont l'isthme faisait toujours partie.

Après l'annexion de la Californie, la province colombienne de Panama est devenue un point vital des communications est-ouest pour les États-Unis.

Dès 1851, une société yankee, la « Panama Rail Road Company » avait réussi à faire rouler le premier train, et en 1854, une locomotive traversa l'isthme. Le tracé du chemin de fer avait été fait dans une zone

particulièrement malsaine et propice aux maladies tropicales. Plus de 6 000 personnes laissèrent leurs vies à cause du paludisme et d'autres maladies: des coolies chinois, des Antillais et un nombre important d'Irlandais, Allemands et Autrichiens.

La ruée vers l'or californien obligea des milliers d'hommes à traverser l'isthme - passage obligé en venant de l'est - et les États-Unis prirent la fâcheuse habitude de déplacer leurs troupes à travers le Panama sans demander l'autorisation à la Colombie.

Plusieurs projets de traités furent soumis par les compagnies yankees aux Colombiens, mais ils ne furent pas approuvés par le Congrès de Bogota.L'ambassadeur yankee Sullivan écrivait en 1869 à son gouvernement: « Si vous voulez obtenir les droits pour le canal par une voie qui ne soit pas un traité, les choses peuvent être plus faciles dans le Congrès colombien avec quelques fonds des services secrets. » (25)

Mais, malgré les efforts nord-américains, ce sera Lucien Bonaparte Wyse petit-fils de Lucien Bonaparte - qui, entre 1878 et 1880 obtint, pour les Français de la « Société civile internationale », « le privilège exclusif pour l'exécution et l'exploitation à travers son territoire d'un canal maritime entre l'Atlantique et le Pacifique»(26).

Le président des États-Unis, Rutherford Hayes, menaca et déclara vouloir percer un autre canal au Nicaragua. Il mettait en garde la communauté internationale en réclamant « le droit d'exercer un protectorat exclusif sur le canal que les Français projettent de percer dans le territoire colombien. »(27)

Wyse convaincra Ferdinand de Lesseps - le constructeur du canal de Suez en 1869 - de se charger des travaux, financés par un emprunt lancé par la « Compagnie universelle du canal inter-océanique ».

Mais, dans les années suivantes, un grand scandale financier éclata qui, uni à certaines erreurs techniques commises dans le percement du canal, provoquèrent en février 1889, la faillite de la compagnie.

C'est alors qu'intervint un aventurier français, liquidateur de la compagnie, Philippe Bunau-Varilla, qui tenta de vendre aux États-Unis les droits de la concession du canal. En même temps, la Grande-Bretagne libérait ces derniers des engagements pris lors du traité Clayton-Bulwer et ils purent rédiger un projet de traité avec la Colombie (Traité Herran-Clay), qui devait être ratifié par le Congrès de Bogota.

La majorité des sénateurs colombiens considérèrent le projet comme attentatoire à la souveraineté de la Colombie, et le 12 août 1903, refusèrent de le ratifier. Devant ce refus, les États-Unis provoquèrent alors la sécession et le soulèvement de la province colombienne de Panama.

Un jour avant la déclaration d'indépendance, le 3 novembre 1903, le Département d'État envoyait un câble au consul yankee à Panama: « Informez le Département dès que le soulèvement aura lieu... Pas encore, le soulèvement doit se produire pendant la nuit.... » (28)

Le soulèvement fut proclamé et une junte était constituée à Puerto Colon. Des troupes yankees débarquèrent de navires, qui opportunément se trouvaient sur place et qui empêchèrent les forces colombiennes de mater la rébellion.

Le 6 novembre, les États-Unis reconnaissaient « l'indépendance » de Panama. Philippe Bunau-Varilla, citoyen français - qui avait pris part à la rébellion sans bouger de la suite 1162 du Waldorf Astoria de New York - reconnaîtra plus tard que l'idée de sécession avait été discutée avec le président Roosevelt (29).

Il fut nommé en toute hâte ministre plénipotentiaire de Panama par la junte et signa, le 18 novembre à Washington, avec le secrétaire d'État Hay - un jour avant l'arrivée des envoyés panaméens - un traité léonin qui hypothéquait à perpétuité la souveraineté de l'isthme.

Trois ans plus tard, Théodore Roosevelt recevait le prix Nobel de la paix. En 1936, Roosevelt (Franklin) fit quelques retouches au traité.

Le chef de la Garde nationale, le colonel José Antonio Remon, réussit en 1955 à obtenir d'Eisenhower quelques modifications. Puis, Kennedy accepta que le drapeau panaméen soit hissé aux côtés du drapeau yankee, ce qui n'empêcha pas que des heurts aient lieu en 1964 entre troupes yankees et étudiants panaméens, provoquant plus de 20 morts et une centaine de blessés.

Le colonel Omar Torrijos négociera avec Carter, en 1977, la fin de la main mise yankee sur le canal et la récupération de la souveraineté de celui-ci par le Panama, prévue, selon le traité Torrijos-Carter, pour l'année 2000.

Remon et Torrijos mourront dans deux mystérieux accidents d'aviation.

Interventionnisme dans les Caraïbes

La zone des Caraïbes fut un endroit privilégié où se concentrèrent les interventions armées nord-américaines.

En 1901, fut réalisée la première intervention du siècle au Nicaragua, et en 1903, comme on l'a vu au Panama. Le canal ouvrit une nouvelle voie au manifest destinity.

C'est en 1905 que, « répondant à l'appel » de plusieurs dirigeants de l'oligarchie dominicaine, le futur prix Nobel, « Teddy » Roosevelt, installa - avec le soutien des marines - des receveurs d'impôts yankees dans les douanes de Saint-Domingue... La présence des diligents experts dura quatre ans.

Le secrétaire d'État, Elihu Root, signala en ces années-là que les interventions auraient lieu « chaque fois que seraient en danger les capitaux nord-américains »(30).

Un nouveau débarquement de marines en 1916 mettra Saint-Domingue sous la botte yankee jusqu'en 1924.

Au Nicaragua, le président José Santos Zelaya - du parti libéral - était au pouvoir depuis 1893. Il avait réussi à se débarrasser des Anglais sur la côte atlantique et tenta d'intéresser les Japonais pour la construction d'un canal inter-océanique. Les États-Unis jugèrent cette attitude comme un défi et armèrent les conservateurs qui s'étaient soulevés contre Zelaya et débarqués à Bluefields. Celui-ci démissionna ainsi que son successeur, José Madriz. La présidence revint alors à un ex-employé de la compagnie minière yankee Fletcher, Adolfo Diaz.

Néanmoins, une révolte - dirigée par les libéraux - éclata en 1912 et le président Taft envoya 1 700 marines pour protéger le président conservateur, Adolfo Diaz. Ils resteront jusqu'en 1925.

En même temps, les États-Unis imposaient au Nicaragua le traité Bryan-Chamorro (5 août 1914), par lequel ils se faisaient octroyer les droits d'établissement d'une base navale dans le golfe de Fonseca ainsi que la cession pour 99 ans des diverses îles et îlots.

Le Salvador fut occupé en 1921 et le Honduras en 1924. L'ingérence yankee arriva à un point tel que la désignation d'un président hondurien se fit, dans ces années-là, à bord du cuirassé nord-américain « Tacoma ». Précédent du futur serment prêté en 1989 à Panama, dans une base yankee, par le « président » Endara ?

Au Guatemala, la compagnie fruitière United Fruit, aux capitaux nord-américains - dont Foster Dulles, secrétaire d'État et frère du chef de la C.I.A. - sévissait dans la région depuis le début du siècle. Véritable État dans l'État, elle avait signé un premier contrat en 1901 avec le dictateur guatémaltèque Estrada Cabrera, immortalisé par Miguel Angel Asturias dans El Senor Presidente.

À la fin de la Grande Guerre, les États-Unis avaient commencé à évincer l'influence européenne - principalement britannique, mais aussi allemande et française - de l'Amérique latine. Sur cette période, Cardoso et Faletto signalent que « ...la présence américaine s'étendit rapidement... Les pays de la côte pacifique furent totalement incorporés à l'économie des États-Unis et ceux de l'Atlantique comme le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine, tombèrent sous son influence » (31)

Dès la fin des années vingt, les capitaux nord-américains exerceront une prépondérance incontestable dans la région. La présence des capitaux yankees avait son corollaire dans une politique impérialiste qui, comme on l'a vu, s'est manifestée à plusieurs reprises tour au long de ces années-là. Les nouvelles interventions au Mexique en furent un exemple.

Les interventions à Veracruz et Tampico

Après le renversement et l'assassinat du président Francisco Madero en 1913 - auquel prit part l'ambassadeur yankee Henry Lane Wilson -, le général Huerta s'empara du pouvoir.

Venustiano Carranza, ex-gouverneur à l'époque de Porfirio Diaz, s'insurgea alors contre celui qu'il considérait comme usurpateur.

Le président Taft avait refusé dès 1912 de reconnaître Huerta comme chef du gouvernement mexicain et massait des troupes sur la frontière.

Au milieu du tourbillon de la révolution mexicaine, le général Victoriano Huerta chercha et obtint le soutien des investisseurs anglais. En même temps il esquissa un rapprochement avec l'Allemagne et le Japon.

Entre temps, Wilson avait succédé à Taft et fit déployer des navires de guerre sur les côtes mexicaines. C'est ainsi que le 16 avril 1914, un incident se produisit entre soldats mexicains et matelots yankees, descendus illégalement à terre. Des exigences de réparation inacceptables furent adressées aux mexicains et, à l'expiration d'un ultimatum, 50 navires de guerre portant 23 000 hommes se présentaient à Tampico.

Le 20 eut lieu le débarquement à Veracruz. Malgré une résistance acharnée, les troupes yankees réussirent à s'emparer de la ville et à mettre la main sur 8 millions de dollars qui se trouvaient dans les coffres des douanes.

Le même jour, le président Wilson s'adressait au Congrès pour demander son approbation « pour que les forces armées des États-Unis puissent être employées (contre) le général Huerta... et obtenir de lui la reconnaissance de nos droits... » (32)

Cinq ans plus tard, en 1919, Woodrow Wilson recevait, lui aussi, le prix Nobel de la Paix.

Et lorsqu'en 1924, le général Obregon désigna son successeur - Elias Calles -, une partie de l'armée n'accepta pas cette décision et se souleva. Calles exerça une dure répression et compta avec l'appui des troupes

yankees pour mater cette rébellion ainsi que celle de « cristeros », qui s'étaient révoltés contre les mesures prises par Calles contre l'Église et qui pendant trois ans (1926-1929) tinrent tête à l'armée.

L'intervention en Haïti

Les investissements nord-américains étaient estimés à Haïti à 15 millions de dollars. Mis à part des intérêts dans le sucre, les transports et les ports, les investisseurs yankees disposaient de 50 % des actions dans la Banque nationale haïtienne.

L'un des hommes d'affaires les plus importants était Roger Farharm. Vice-président de la Banque nationale, de la Railroad de Haïti, il était aussi fonctionnaire de la National City Bank.

Il joua un rôle de premier plan dans le conflit qui opposa le gouvernement de Davilmar Théodore - puis en 1915, celui de Vilbrun Guillaume Sam - aux banquiers yankees et dirigea la campagne qui provoqua l'intervention militaire nord-américaine.

Le 17 décembre 1914, à sa demande, des marines du croiseur Machias débarquèrent et emportèrent 500 000 dollars appartenant à Haïti et provenant des coffres de la Banque Nationale haïtienne.

Devant les protestations du gouvernement haïtien, le secrétaire d'État Bryan signala que les États-Unis devaient « protéger les intérêts nord-américains qui se trouvaient menacés », ajoutant qu'il s'agissait « d'un simple transfert de fonds » (33).

Les pressions des hommes d'affaires yankees, adressées au Département d'État, voulaient le pousser à s'emparer du contrôle des douanes haïtiennes.

Le prétexte fut la situation de chaos et de guerre civile qui se développa dès avril 1915 et qui provoqua des exactions de part et d'autre, entraînant l'affreuse mort du président Sam.

Le 28 juillet, les marines débarquaient à Haïti. Cette fois-ci, ils resteront pendant 19 ans.

Le président du Sénat haïtien, les députés, ex-ministres et notables - protégés par les baïonnettes des marines - s'empressèrent d'assurer l'amiral Capperton, commandant des troupes d'occupation, de leur accord pour placer les douanes et les finances haïtiennes sous le contrôle yankee.

C'est Capperton en personne qui donna le feu vert pour la désignation de Sudre Dartiguenave. Le 11 août celui-ci devenait président pour une période de sept ans.

Trois jours après, le projet d'accord avec les États-Unis était soumis aux députés et sénateurs. Les conditions étaient tellement humiliantes pour Haïti qu'au sein même de cette assemblée soumise surgirent des voix de protestation: « Selon les déclarations de leurs agents, les gouvernement des États-Unis - au nom de l'humanité - a effectué dans notre pays une intervention humanitaire et, avec ses baïonnettes..., ses canons et ses croiseurs, nous a présenté un projet. Qu'est-ce donc ce projet? Un protectorat imposé à Haïti par mister Wilson... » (34)

Le projet fut approuvé le 16 novembre. En 1918 était promulguée une nouvelle constitution, dont l'inspirateur et l'un des rédacteurs était le sous-secrétaire de la marine yankee, Franklin D. Roos'evelt, théoricien de la doctrine du « bon voisinage ».

Avec le temps, Dartiguenave lui-même manifestera une certaine résistance à ses protecteurs. Il sera remplacé en 1922 par le docile Luis Borno.

Ainsi Haïti fut offert à la voracité impérialiste.

L'article V de la constitution qui, depuis un siècle, interdisait aux Blancs la propriété du sol, fut aboli.

Les paysans haïtiens furent les premières victimes de l'arrivée des propriétaires qui achetèrent et développèrent de nouvelles plantations. Cela, - ajouté à la répression systématique des campagnes réalisées par les troupes d'occupation -, provoqua un véritable exode des paysans vers Cuba: de 23 490 en 1915, le nombre passa en 1920, à plus de 30 000. Un autre flux migratoire se dirigea vers Saint-Domingue.

La collaboration éhontée des élites bourgeoises fut contrebalancée par l'épopée des « Cacos » de Charlemagne Peralte, qui pendant quatre ans (1915-1919), pratiqua une guerre de guérilla et tint tête aux troupes d'occupation avant d'être assassiné traîtreusement.

Les marines ne quitteront le territoire haïtien qu'en juillet 1934.

La troisième intervention au Nicaragua

En août 1925, les marines quittent le pays après treize ans d'occupation.

Deux mois après, Emiliano Chamorro déposait le président Carlos Solorzano mais dut rendre le pouvoir à l'ancien président Adolfo Diaz - l'ex-employé d'une compagnie minière yankee et homme de confiance du département d'État - qui revint ainsi à la présidence.

En décembre 1926, le vice-président Juan Bautista Sacasa se mit à la tête d'une force pour rétablir la légalité, mais l'amiral yankee Latimer débarqua avec 2 000 soldats et obligea les parties en conflit à faire la paix et à rendre leurs armes aux marines.

L'un des chefs libéraux, Augusto Cesar Sandino s'y opposa et regagna les montagnes du Nord.

Le 10 janvier 1927, le président des États-Unis Calvin Coolidge, dans son message annuel, expliquait que l'intervention yankee s'était avérée nécessaire parce qu'à « présent nous avons de grands investissements dans les scieries, les mines, les plantations de café et de bananes... Si la révolution continuait, les investissements nord-américains seraient sérieusement affectés... » (35)

Sandino et sa « petite armée folle » résistera victorieusement dans les montagnes pendant six ans aux troupes yankees, qui se livraient au pillage et bombardaient les campagnes et les villages.

Sandino fit de la lutte pour le rétablissement de la légalité bafouée une guerre de libération nationale contre l'occupant étranger: « Je lutte pour expulser de ma patrie l'envahisseur étranger... La seule manière de mettre fin à cette lutte, c'est que les forces qui ont envahi le sol national, se retirent immédiatement... » (36)

Devant l'impossibilité d'une victoire militaire, les États-Unis poussèrent à un accord politique: Sacasa, le vice-président devint président comme Sandino le réclamait et les marines quittèrent le Nicaragua en janvier 1933.

Mais le véritable homme fort, le chef de la Garde nationale, Anastasio Somoza, ancien joueur de poker et faux monnayeur, était dévoué aux yankees.

C'est lui qui organisa, le 21 février 1934, l'enlèvement et l'assassinat de Sandino. Ce crime lui ouvrit les portes du pouvoir en 1936.

Fidèle aux intérêts impérialistes, son gouvernement fut une suite d'abjections, crimes et corruptions. Il resta au pouvoir jusqu'en 1956, lorsqu'il fut criblé de balles par le poète Rigoberto Perez. Franklin D. Roosevelt avait dit de Somoza, l'homme des États-Unis: « Somoza may be a son of a bitch, but he's our son of a bitch. » (Somoza est peut être un fils de pute, mais il est NOTRE fils de pute)

La guerre du Chaco: expression des rivalités impérialistes

Entre 1932 et 1935 eut lieu la sanglante guerre du Chaco. Un vieux conflit sur le tracé des frontières entre le Paraguay et la Bolivie s'envenima lorsque la compagnie yankee Standard Oil crut découvrir, dans le territoire bolivien, ce qui semblait être un riche gisement de pétrole. De son côté, la compagnie anglo-hollandaise Royal Dutch, faisait une découverte semblable dans le Chaco paraguayen.

Les deux pays se livrèrent alors à une campagne chauvine, encouragée des deux côtés par les compagnies pétrolières. La guerre éclata en juin 1932 et fut particulièrement cruelle.

L'armistice conclu en juin 1935 obligea la Bolivie à reculer sa frontière de 300 kilomètres et l'existence du pétrole dans le Chaco paraguayen se révéla illusoire. Plus de 130 000 Paraguayens et Boliviens s'étaient fait tuer, poussés par l'hystérie chauvine et l'appétit vorace des compagnies pétrolières.

La VIe conférence des États américains réunis à La Havane, en 1928, condamna l'interventionnisme yankee, l'occupation de Haïti, celle d'une partie de Panama et le maintien de l'amendement Platt à Cuba.

À la VIIe conférence de 1933 à Montevideo, Franklin D. Roosevelt dut énoncer la Good Neighbour Policy - politique de bon voisinage - et la conférence dans la partie consacrée aux « Droits et des Devoirs » déclarait: « Aucun État n'a le droit d'intervenir dans les affaires internes d'un autre État. » (37)

Le secrétaire d'État yankee - Cordell Hull - vota l'article « avec réserve », mais évita une condamnation du protectionnisme douanier pratiqué par les États-Unis.

Puis, la VIIIe conférence, tenue à Lima, autorisa les réunions de consultations des ministres des Affaires étrangères.

C'est pendant la Seconde Guerre mondiale qu'eurent lieu ces réunions et les États-Unis imposèrent aux pays latino-américains la rupture des relations diplomatiques avec l'Axe.

Seuls le Chili et l'Argentine refusèrent de se plier. Il fallut attendre 1944 pour que le gouvernement argentin rompe avec l'Allemagne et le Japon, ce qui provoqua un coup d'État, organisé par des militaires en désaccord avec cette décision.

En 1945, « L'acte de Chapultepec », approuvé à l'occasion de la « Conférence inter-américaine sur les problèmes de la guerre et de la paix », célébrée au Mexique - où l'absence de l'Argentine avait été remarquée -, engageait les pays du Nouveau Monde à faire face ensemble à l'agresseur en cas d'une attaque.
Son article 3 spécifiait que: « Toute agression... contre un État américain sera considérée comme une agression contre les États signataires. »(38)

Cette disposition qui aurait dû jouer pleinement en 1982, à l'occasion de la guerre des Malouines, ne fut pas appliquée.

Le 2 septembre 1947, était signé à Rio de Janeiro le « traité d'assistance réciproque », définissant la portée de la conférence du Mexique. L'Argentine tarda jusqu'en 1950 pour apposer sa signature.

Les États-Unis et Peron

La brouille de l'Argentine et des États-Unis datait de l'époque de la Seconde Guerre mondiale. Peron, qui parvint au pouvoir légalement en 1946, avait été en poste dans l'Italie de Mussolini entre 1939 et 1941. Accusé de sympathies pro-fascistes, il participa au mouvement militaire de 1943 et devint ministre du Travail, puis de la Guerre en 1944.

Il prônait une politique nationaliste qui heurtait les intérêts nord-américains et les États-Unis s'acharnèrent à lui mener la vie dure.

L'ambassadeur yankee à Buenos Aires, Sprulle Braden, un homme de la compagnie pétrolière Esso, mena une campagne ouvertement anti-péroniste. Soutenu par les communistes, il intervint dans la campagne présidentielle en cours, faisant publier un « Livre Bleu » où il accusait Peron comme nazi.

Peron riposta dans un « Livre Bleu et Blanc », où il affirma que les États-Unis voulaient « installer... un gouvernement à eux, un gouvernement pantin, et pour cela ils ont commencé par s'assurer le concours de tous les « Quisling » disponibles. » (39)

De son côté, par le biais de l'ambassadeur Braden, la Maison-Blanche ne mâchait pas ses mots: « La majorité du peuple argentin a toujours été démocrate et contraire aux idées totalitaires... le gouvernement suit le modèle allemand de 1933... » (40)

Le résultat des élections donna une large majorité à Peron, et le journal Saturday Evening Post, commentant la politique d'intervention dans les affaires intérieures argentines menée par le Département d'État, écrivit: « C'est une preuve de schizophrénie politique qui mine le prestige et l'influence nord-américaine. Le peuple argentin a répondu comme aurait répondu tout peuple lorsque des étrangers se sentent autorisés à leur indiquer quelle politique ils doivent suivre... » (41)

Le « guatemalazo »

La guerre froide accrut le paranoïa des États-Unis, qui derrière chaque grève ou manifestation, voyaient la main des communistes.

La politique du « containment » avait été énoncée par Truman et la Maison-Blanche s'évertuait à contrer l'expansion communiste dans le monde.

En 1944, au Guatemala, une révolte d'étudiants, de paysans et d'officiers, déposait les hommes de Washington liés à la puissante compagnie United Fruit, (Mamita Yunai comme l'appelaient les guatémaltèques).

Les gouvernements successifs d'Arévalo et Arbenz réalisèrent des réformes: particulièrement le premier, qui commença une timide redistribution de la terre, que le colonel Arbenz - élu en 1951 - essaya d'approfondir, décrétant une réforme agraire qui répondait aux aspirations de la paysannerie, secteur majoritaire de la population. 85 000 hectares de la United Fruit furent ainsi expropriées.

C'était ne pas compter avec la réaction de la puissante Mamita Yunai, de Foster Dulles, secrétaire d'État et de son petit frère, Allen, chef de la C.IA. En pleine guerre froide, ils agitèrent l'épouvantail du communisme, et dans la conférence panaméricaine de Caracas (mars 1954), Foster Dulles tenta d'assimiler la présence des communistes dans tout gouvernement de l'hémisphère à une « agression extra-continentale ».

Entre temps, son petit frère Allen armait une armée « de libération » avec la complicité du gouvernement hondurien, qui se mit sous les ordres du colonel Castillo Armas, lié à la International Railways of Center America, filiale de la United Fruit.

Dans la conférence de Caracas, Foster Dulles avait déclaré que « la domination et le contrôle des institutions politiques de tout État américain par le mouvement communiste international constituerait une intervention d'une puissance étrangère, et serait une menace pour la paix en Amérique. » (42)

Le gouvernement d'Arbenz avait exproprié des terres, établi la sécurité sociale, construit des routes - la United Fruit détenait le monopole du transport - et jeté les bases pour la construction d'un nouveau port, le seul utilisable appartenait à la Mamita Yunai. En même temps, il entama une réforme de l'éducation, tout en gardant les droits et les libertés politiques autrefois inconnues.

Mais les États-Unis ne voyaient que la main du communisme derrière le gouvernement Arbenz et la Conférence approuva une déclaration qui allait dans le sens souhaité par Dulles.

Dès le mois de mai, commencèrent les vols d'avions yankees sur le Guatemala. Puis ce fut les bombardements de Puerto Barrios et Puerto San José. Le débarquement des mercenaires de Castillo Armas se produisit et peu après la Ciudad de Guatemala tomba entre les mains des « libérateurs », tandis qu'un jeune médecin argentin de vingt-six ans - Ernesto Guevara - cherchait désespérément à organiser la défense du gouvernement légal d'Arbenz.

Le printemps guatémaltèque avait vécu.

Dès son arrivée au pouvoir, Castillo Armas abrogea la réforme agraire et les autres mesures prises par Jacobo Arbenz.

Baie des Cochons

Triomphante en 1959, la Révolution cubaine provoqua un tremblement de terre dans tout le continent. À quelques kilomètres des côtes yankees s'installait un pouvoir révolutionnaire qui allait devenir le cauchemar de neuf présidents nord-américains.

Très vite, après que le gouvernement cubain eut décrété la réforme agraire et que les nord-américains, par mesure de rétorsion eurent refusé de raffiner le pétrole soviétique et suspendu l'achat de sucre cubain, eurent lieu des provocations et des agressions.

Le conflit atteignit le point de non retour le 17 avril 1961 lorsque la C.I.A., dûment autorisée par le président Kennedy, organisa un débarquement dans la Baie des Cochons.

La C.I.A., utilisant des anti-castristes cubains et d'Amérique centrale, pensait que la nouvelle du débarquement allait provoquer une insurrection dans l'île. Mais cette fois-ci, le petit frère Dulles se trompait.

En quelques jours, la tentative d'invasion fut matée par les miliciens cubains et plus de 1 000 « gusanos » (littéralement, vers de terre) furent faits prisonniers.

Kennedy fut atterré et démentit la participation yankee dans l'affaire. Mais, lorsque les preuves de la participation nord-américaine devinrent irréfutables - des pilotes abattus par la DCA cubaine - et bien que l'invasion projetée lui avait été léguée par son prédécesseur, Dwight Eisenhower, il assuma dans ces termes la responsabilité de l'échec:

« Si jamais la doctrine inter-américaine de non intervention occulte ou permet une politique de passivité, si les nations de cet hémisphère échouent dans leur lutte contre la pénétration communiste, alors, je veux qu'il soit clair que mon gouvernement n'hésitera pas à assumer ses responsabilités... Si jamais ce moment arrive, nous n'avons pas l'intention de recevoir des leçons de non intervention... » (43)

Depuis, l'histoire de Cuba est l'histoire d'une résistance continuelle pour faire échouer les plans d'interventions et pour contrer les ingérences tramées par les États-Unis contre l'île.

Aux encouragements des groupes d'opposants ont suivi des tentatives d'assassinats contre les dirigeants cubains. Acculée à résister à la plus grande puissance de l'histoire, Cuba n'eut d'autre solution que la fuite en avant. Ainsi, à part le sucre et le rhum, l'exportation d'un produit « non traditionnel » est devenue, pendant plus de deux décennies, l'arme avec laquelle Cuba contre-attaquait: l'exportation de la révolution.

Les dernières interventions tendant à rendre plus difficile encore la situation économique à Cuba (loi Torricelli, 1992) prévoient des sanctions économiques contre les pays qui prêteraient assistance: interdiction de faire du commerce avec Cuba aux filiales des entreprises nord-américaines dans des pays tiers, et interdiction d'accoster dans un port yankee pour les bateaux qui auraient touché des ports cubains dans les six derniers mois.

Cette loi a été largement condamnée par la communauté internationale. Son caractère d'extraterritorialité viole le droit international et tente de décourager les pays tiers dans leurs relations commerciales avec Cuba qui supporte, depuis trente ans, un embargo impitoyable.

Les États-Unis ont eu à charge, depuis l'avènement de la guerre froide, la mission de former les officiers des armées de l'Amérique latine. Ils les ont formés pour le combat contre le communisme qu'ils croyaient voir dans chaque protestation sociale, ou dans les nombreuses luttes pour de meilleurs conditions de vie qui déferlaient sur le continent dans les années soixante.

Kennedy, affolé par le prestige grandissant de la Révolution cubaine, lança, en 1961, l'idée d'un vaste programme d'aide économique et social: « L'alliance pour le progrès ». Ce petit « plan Marshall » sera abandonné par Johnson quelques années plus tard lorsque l'effort pour lutter contre le communisme se traduisit par la collusion entre Washington et les militaires latino-américains.

Coup d'État au Brésil

Le coup d'État, contre le président Joao Goulart, inaugura une série de coups d'États où les États-Unis apparurent directement impliqués.

Le gouvernement de Goulart avait manifesté sa volonté de lutter contre les conditions misérables dans lesquelles se trouvaient des milliers de ses compatriotes. Il annonça le droit de vote pour les analphabètes et son intention de favoriser une loi de réforme agraire.

Le 31 mars 1964, les forces armées déposaient Goulart, assumant le contrôle du pays et le président Lyndon Johnson se pressait, le 2 avril, d'envoyer aux militaires « ses plus chaleureux vœux », ajoutant que le peuple nord-américain avait « observé avec anxiété les difficultés politiques et économiques traversées par Votre grande nation... Nous admirons la volonté résolue de la communauté brésilienne pour résoudre ces difficultés dans le cadre de la démocratie constitutionnelle... (sic !) ».

Les convictions démocratiques des militaires s'exprimèrent au cours des années suivantes. Ils déclenchèrent une sauvage répression contre les mouvements et partis de gauche qui essayaient de résister à la dictature. À partir de 1979 seulement, s'amorcerait un retour au régime civil.

L'intervention à Saint-Domingue

Les États-Unis étaient intervenus et avaient occupé Saint-Domingue de 1916 à 1924.

Rafael Leonidas Trujillo, homme de confiance des Nord-Américains, s'était emparé du pouvoir en 1930. Ainsi commença « l'ère Trujillo » avec sa séquelle de morts, de tortures et d'exactions.

Le « Bienfaiteur » - dictateur mégalomane, seulement comparable par sa démesure dans ce siècle, à un autre protégé de Washington, Anastasio Somoza - resta au pouvoir plus de trente ans avec l'acquiescement des États-Unis. Le dictateur fut tué dans un attentat en 1961 et un de ses fidèles - Joaquin Balaguer - reconverti en démocrate à la va-vite, fut alors promu président.

Une succession de coups et contrecoups d'États se termina par l'appel aux premières élections véritablement démocratiques en décembre 1962.

C'est Juan Bosch, un démocrate exilé pendant vingt-cinq ans, qui l'emporta haut la main.

La victoire de Bosch n'entrait décidément pas dans les plans de Washington. Bien qu'anti-communiste, les États-Unis se méfiaient de lui. En septembre 1963, il fut renversé par le colonel Elias Wessin y Wessin.

Mais un groupe d'officiers constitutionnalistes, à la tête duquel se trouvait le colonel Francisco Caamano, prit les armes contre les usurpateurs et proclama - soutenu par l'immense majorité de la population - sa volonté de rétablir dans ses fonctions le président renversé, Juan Bosch.

Les affrontements éclatèrent et les constitutionnalistes de Caamano furent en passe de l'emporter. C'est alors que Johnson décida l'envoi des marines une fois que l'ambassadeur Tapley Bennet eut annoncé son intention de protéger les ressortissants nord-américains.

Le monde assista alors, ébahi, à une opérette dans laquelle Lyndon Johnson s'évertuait à nier les violations flagrantes vis-à-vis des dispositions de la Charte de l'O.E.A, et dut, après moultes tergiversations et mensonges - et devant la vague d'indignation, particulièrement forte en Amérique latine, où les ambassades et entreprises yankees furent prises d'assaut par les manifestants - maquiller l'intervention yankee avec la participation de troupes de quatre dictatures militaires, les seules qui acceptèrent de suivre Washington dans son invasion: le Brésil des militaires putschistes, le Nicaragua de Somoza, le Paraguay de Stroessner et le Honduras.

Il s'agissait pour les Nord-Américains d'empêcher l'établissement d'un nouveau Cuba, ce qui justifiait, à leurs yeux, toutes les entorses aux normes établies par l'OEA elle-même: « J'ai compris qu'il n'y avait pas de temps à perdre, à parler et à consulter... Les nations américaines ne peuvent, ne doivent et ne permettront pas l'établissement d'un autre gouvernement communiste dans l'hémisphère occidental... » (44)

En septembre de la même année, une résolution de la Chambre de représentants des États-Unis (Résolution Selden) déclarait que, devant la seule menace du danger communiste, les nations américaines pouvaient et devaient se prêter assistance.

Balaguer, l'ancien fidèle du dictateur Trujillo, fut accepté par les nord-américains et élu président en 1966. Le colonel Caamano, auréolé d'un immense prestige, mourut quelques années plus tard, dans une dernière tentative pour porter la lutte armée à Saint-Domingue.

Les mille jours de l'Unité populaire

Le spectre du communisme - obsession de Washington - sembla se transformer en chair et en os lorsque le médecin socialiste chilien, Salvador Allende, soutenu par une coalition de partis de gauche - l'Unité Populaire - l'emporta aux élections le 4 septembre 1970.

Le Chili était en liesse et du balcon de l'historique Fédération d'Étudiants du Chili, au centre de Santiago, Salvador Allende, ému, s'engagea, devant ses partisans, à mener à bien le programme promis. Puis, il leur demanda de se retirer dans le calme et de ne pas répondre aux provocations.

Pas un seul désordre, pas un incident ne se produisirent, pas une vitre ne fut brisée cette nuit-là et le peuple chilien fêta, avec sobriété, sa victoire.

Mais, dans les beaux quartiers, dans les maisons cossues et à l'ombre des épais murs de l'ambassade des États-Unis, ceux qui avaient, depuis toujours, accusé la gauche d'être porteuse de la barbarie, aiguisaient déjà les couteaux.

L'intervention yankee au Chili est connue largement depuis que furent publiés les documents secrets de l'ITT et le rapport - Covert Action - présenté au Sénat par la Commission Church.

L'action des États-Unis commença - en connivence avec la droite chilienne - durant la campagne présidentielle. La C.I.A. arrosait copieusement les journaux et les partis de centre et de droite. L'ineffable secrétaire d'État, Henry Kissinger, se fit un devoir de déclarer en juin 1970 : « Je ne vois pas pourquoi nous croiserions les bras sans agir en regardant un pays devenir communiste à cause de l'irresponsabilité de son peuple... » (45)

Le patron du principal organe de presse chilien, El Mercurio, et le vice-président de la Pepsi-Cola se réunirent, le 15 septembre 1970 à Washington, avec le directeur de la C.I.A., Richard Helms. Le soir du même jour, Henry Kissinger, Richard Helms et le président Nixon coordonnaient un plan d'action - « Track I », puis, « Track II », destinés à empêcher que le Congrès ne proclamât Salvador Allende président de la République.

Selon la commission Church, les instructions de Nixon furent précises, écrites de sa propre main: « Sauvez le Chili... il ne faut pas s'occuper des risques, ne pas compromettre l'ambassade, 10 millions si c'est nécessaire... travail à temps complet... plan d'action en 48 heures... » (46)

Le plan « Track II » comportait plusieurs phases, de la subornation de députés, généraux et amiraux, jusqu'à l'assassinat du commandant en chef de l'armée qui refusa de suivre les putschistes et tomba dans une embuscade en octobre 1970.

Les instructions de Nixon étaient, comme on l'a dit, précises: tout devait être fait pour empêcher Allende d'arriver au pouvoir, hormis une action telle que celle qui avait été entreprise à Saint-Domingue. Nathaniel Davis, ambassadeur des États-Unis au Chili auprès du gouvernement Allende, laissa planer le doute sur le projet d'assassinat de celui-ci par la C.I.A.

Néanmoins, Allende fut désigné par le Congrès et gouverna pendant trois ans. Il appliqua le programme promis: nationalisations du cuivre, de la banque, du nitrate, des téléphones, des assurances, réforme agraire, etc. Mais le Chili faisait face à un complot invisible, « Un Vietnam silencieux », affirma le poète Pablo Neruda qui, prenant son arme, la plume, écrivit: « Incitation au Nixonicide... ».

Un plan, appuyé de l'extérieur, déstabilisa le pays et aboutit au coup d'État le 11 septembre 1973. Des navires de la marine yankee, le Richard Turner, le Tattersall, le Vesol et le sous-marin Clamagore, se

trouvaient opportunément devant les côtes chiliennes ce jour-là pour participer aux manœuvres navales Unitas.

En quelques heures, les militaires franchirent l'étroite paroi qui sépare la civilisation de la barbarie. Allende s'immolait dans son palais en flammes.

La contre-révolution victorieuse put alors restaurer le capitalisme sur des nouvelles bases, faisant sombrer le pays durant dix-sept ans dans une sanglante dictature qui se proposait « d'extirper pour toujours le cancer marxiste ». Ainsi, des milliers d'opposant furent arrêtés, torturés, tués et/ou portés disparus.

Une transition démocratique s'engagea dès 1989 lorsque le dictateur Pinochet fut obligé d'appeler à un plébiscite. Vaincu, il dut céder la place, en 1990, à un civil élu démocratiquement tout en restant commandant en chef de l'armée jusqu'en 1998 lorsqu'il accepta de prendre sa retraite... au Sénat... ce même Sénat qu'il ferma en 1973.

L'intervention au Nicaragua

Le 19 juillet 1979, les troupes du F.S.L.N. entrèrent à Managua libérée. Deux jours auparavant, Anastasio Somoza Debayle, héritier d'une dynastie fondée par son père en 1936, prenait la fuite.

Le gouvernement sandiniste se trouva alors devant l'immense tâche de devoir reconstruire un pays dévasté.

Il appliqua une réforme agraire, redistribua des terres, développa une vaste campagne d'alphabétisation tout en luttant, dès les premiers mois, contre les ex-gardes de Somoza qui se massaient à la frontière hondurienne.

Le gouvernement Reagan qui, durant la course à la présidence, avait dénoncé les sandinistes comme agents de Moscou, commença une gigantesque campagne internationale, accusant le gouvernement de Managua de vouloir s'emparer de toute l'Amérique centrale.

Dès le début des années quatre-vingts, l'invasion silencieuse du Nicaragua commençait. Reagan interdit les crédits, encouragea les partis d'opposition tout en finançant et armant les « contras » en Honduras.

Dans la campagne de presse internationale, l'administration Reagan mettait l'accent sur le « surarmement » sandiniste, qui provoquait un danger évident disait Reagan - pour les gouvernements « libres » de la région.

« L'Irangate » démontra l'intervention yankee au Nicaragua comme pourvoyeur de fonds et d'armes des « contras » qui utilisaient le territoire du Honduras comme base principale d'opérations.

Le Nicaragua fut saigné par la guerre décidée par Reagan et menée par des « contras » interposés. Le gouvernement des États-Unis fut condamné, par la Cour internationale de justice, pour sa participation dans des actes terroristes tels que le minage du port de Corinto.

Dans cette « petite ceinture d'Amérique latine », comme l'appela Pablo Neruda, s'est joué dans les années quatre-vingts, un peu de la dignité de l'Amérique latine.

Carlos Fuentes, le célèbre écrivain mexicain le disait à sa manière au Mexique, dans une manifestation de soutien au Nicaragua: « La guerre du temps... la guerre qui nous concerne tous, est livrée par les nicaraguayens au nom de tous... La guerre qu'on fait au Nicaragua s'enrobe de prétextes idéologiques... Mais, ils veulent restaurer, ou créer la démocratie, ceux qui pendant un siècle et demi ne se sont préoccupés que de leur privilèges... On exige du Nicaragua qu'il devienne ce qu'aucune nation d'Amérique latine ne peut être:

une démocratie comme les États-Unis, chose que jamais on a demandé à Somoza, ou qu'on ne demanderait aux contras au pouvoir. » La « guerre de basse intensité », les attentats, la violence généralisée, la mort de jeunes soldats; tués dans des embuscades par les contras, finirent par lasser une partie de la population. En 1990, le gouvernement sandiniste - pourtant, décrié comme un régime totalitaire - organisa des élections. La candidate de l'opposition unie, Violeta Barrios de Chamorro, emporta la victoire, dans un pays ravagé par des années de conflit.

L'invasion de Grenade

L'invasion de la minuscule île de Grenade s'inscrit dans le cadre de la nouvelle guerre froide qui a eu lieu durant la première moitié des années quatre-vingts.

Les États-Unis, qui avaient le sentiment d'avoir été malmenés sur le plan international ces dernières années - Vietnam, Iran, Nicaragua, Afrique, Afghanistan et Liban - voulurent faire savoir au monde, et particulièrement à l'Union Soviétique et à ses alliés, que « l'Amérique était de retour ».

Reagan tenta de contrer les mouvements révolutionnaires en Amérique centrale et, dans sa croisade contre « l'empire du mal », il appuya l'escalade militaire des contras au Nicaragua et encouraga les successifs gouvernement salvadoriens dans leur lutte contre la guérilla.

C'est dans ce contexte que les États-Unis envahirent, le 25 octobre 1983, la petite île de Grenade - 110 000 habitants - dans les Caraïbes.

Un conflit entre deux factions qui se disputaient le pouvoir, qui « mettait en danger les vies de citoyens nord-américains », fut le prétexte trouvé par Reagan.

Par la suite, il ajouta, pour les effets de propagande, que des cubains aménageaient la piste de l'aéroport de Pointe-Salines dans le but évident de faire atterrir de gros avions soviétiques... Et l'hystérie interventionniste s'empara de millions de nord-américains.

Sans peur du ridicule, le président Reagan alla jusqu'à raconter, très sérieusement, que l'intervention avait été décidée « après une demande urgente », émanant de cinq pays des Caraïbes, dont on pouvait mesurer leur poids sur la scène internationale : Antigua, la Barbade, la Dominique, Sainte Lucie, Saint Vincent...

La « victoire de Grenade » - plus de 6 000 marines fortement armés contre des ouvriers du bâtiment cubains - allait servir à Reagan lors de sa campagne pour la réélection, l'année suivante.

Pour l'administration nord-américaine, il s'agissait aussi de faire oublier le fiasco au Liban, où, quelques semaines auparavant, plus d'une cinquantaine de soldats avaient été tués.

L’opération qui « libéra la Grenade d'une dictature marxiste », avait une visée électorale, mais, en même temps, elle servit à montrer au monde la détermination de l'administration Reagan dans sa lutte contre le communisme.

L'opération « Juste Cause »

Le 2 octobre 1977, un référendum ratifia, au Panama, le nouveau traité Carter-Torrijos. Le peuple panaméen abrogeait le léonin Traité Hay-Bunau Varilla, « jamais signé par un panaméen », comme se plaisait à le répéter le général Omar Torrijos.

Le Panama, aux termes du traité, obtiendrait la pleine souveraineté sur le canal et ses installations en l'année 2000.

Le général Torrijos, chef de la Garde nationale dut surmonter les obstacles et empiétements que les sénateurs yankees - ennemis du traité - opposèrent à la signature de celui-ci.

L'amendement du sénateur De Concini rajoutait une clause qui tendait à garantir aux États-Unis, le droit d'intervenir militairement dans le canal: « Si le canal était fermé ou ses opérations empêchées... les États-Unis auront le droit de prendre des mesures... incluant l'utilisation de la force militaire... » (47)

Torrijos écrivit alors à Carter et celui-ci s'engagea à « ne pas utiliser cet amendement comme justification légale pour une éventuelle nouvelle intervention au Panama ».

Torrijos mourut en 1981 dans un mystérieux et jamais élucidé accident d'aviation. Les Panaméens lui reconnaissent le mérite d'être parvenu à arracher de nouveaux accords sur le canal, dans des conditions extrêmement difficiles.

Le général Noriega devint, après la mort de Torrijos, chef de la Garde nationale. Il passait pour avoir été un homme des américains, travaillant depuis des années pour la C.I.A..

Comme l'on sait, le gouvernement Bush ne s'embarrassa pas en 1989 de subtilités juridiques ni de prétendus droits d'ancienneté au travail.

Cette année-là, eurent lieu les élection présidentielles. L'opposition se regroupa autour de Guillermo Endara qui affirma par la suite être vainqueur. Mais, sous la pression de la Garde nationale, Francisco Rodriguez fut désigné président de la république.

Un bras de fer s'engagea alors entre l'opposition - soutenue par les Etats-Unis - et la Garde nationale du général Noriega.

La général Noriega, qui vraisemblablement travailla quelques années auparavant pour la C.I.A. - et à ce titre était l'ex-employé de Bush - fut accusé par celui-ci de participation au trafic de drogue.

Un mandat d'arrêt fut lancé contre lui. En même temps, les troupes yankees stationnées dans la zone du canal se livrèrent à des provocations et à des actions d'intimidation contre la population qui, en partie, soutenait Noriega.

Le 20 décembre 1989, Bush - quelques jours après Malte, où il avait trinqué avec Gorbatchev, célébrant la fin de la guerre froide - lançait l'opération « Juste Cause ».

Et les troupes yankees, sans se soucier des justifications légales, envahirent encore une fois le Panama en utilisant des milliers de soldats, l'aviation et des hélicoptères.

Mais la Garde résista ainsi que les quartiers populaires où des armes avaient été distribuées. Ils furent bombardées par les soldats de la « Juste Cause », seule façon de venir à bout de la résistance que rencontrait l'invasion.

On dénombra plus de 2 000 morts dans les décombres des quartiers bombardés.

Le leader de l'opposition, Guillermo Endara, préféra le confort et l'air conditionné d'une base militaire yankee - preuve de la tranquillité qui régnait dans le pays et de l'adhésion populaire au coup de force nord-

américain - pour prêter serment comme président de la république... Georges Busch imposait un président qui, dans les années 1970 avait créé une entreprise domiciliée à Panama, dont l'associé n'était autre que le général Manuel Contreras, chef de la police secrète de Pinochet...

Noriega fut arrêté par ses ex-employeurs le 3 janvier 1990. Amené aux États-Unis, il fut condamné à 40 ans de prison. En mai 1994, Ernesto Perez Valladares, du parti de Noriega, triomphait aux élections.
Les panaméens retiennent leur souffle en attendant l'année 2000 qui, d'après le dernier Traité, leur apportera la pleine souveraineté sur le canal. À moins que...

L'intervention humanitaire à Haïti

Contrairement à ce que beaucoup de gens croient savoir, l'intervention nord-américaine des années quatre-vingt dix à Haïti, ne date pas du 15 octobre 1994, mais... du 30 septembre 1991, lorsque le président Aristide fut renversé par un coup d'État organisé par des militaires haïtiens avec le « concours de la C.I.A. et de l'ambassade américaine ». (48) En 1971, Jean-Claude Duvalier, Baby Doc, avait succédé à son père François Duvalier, Papa Doc - au pouvoir depuis 1957. Baby Doc fut renversé en 1986, et s'installa en France, une fois que le gouvernement du Premier ministre Laurent Fabius lui eut accordé une autorisation de séjour. Il trouva un très confortable refuge sur la Côte d'Azur où, depuis, il coule ses jours de retraite forcée.

Le général Raoul Cendras, chef de la Junte qui renversa le Père Aristide en septembre 1991, avait perpétré le 172e coup d'État depuis que Haïti avait accédé à l'indépendance en 1804, il y a presque deux siècles.

Christophe Wargny écrivit, en 1996, avec Pierre Mouterde, un livre qui porte le titre suggestif de *Apre bal tambou lou : cinq ans de duplicité américaine en Haiti, 1991-1996* (49), où il montre l'action combinée contre Aristide - non exempte de contradictions - par les États-Unis, les militaires, l'oligarchie haïtienne et le Vatican. Ce dernier, étant opposé au Père Aristide, à cause de son engagement pour la théologie de la libération.

La dernière intervention militaire nord-américaine en Amérique latine - septembre 1994 - ramenait alors à Port-au-Prince le président Aristide. Il s'agissait d'une « opération humanitaire » autorisée par l'ONU.

Ainsi, trois ans après son renversement, le Père Aristide revenait au pouvoir, transporté par la puissance qui avait contribué à sa chute.

Paco Pella

Paco Pella est professeur, journaliste chilien, collaborateur de Punto final.

Notes

1. Le Vermont, en 1791, le Kentucky, en 1792, le Tennessee, en 1796. Ces deux derniers territoires, ainsi que le Mississippi, l'Alabama, l'Illinois, l'Indiana et l'Ohio firent acquis par l'Union lors du Traité de Paris, en 1783. D'autres, plus à l'ouest, seront achetés à Bonaparte en 1803.
2. Carlos Machado, Documentos, Estados Unidos y América Latina, Editorial Patria Grande, Montevideo, 1968, p. 11.
3. Carlos Machado, Documentos, op. cir., p. 13.
4. Ibid.,p. 15.
5. Carlos Machado, Documentos, op. cir., p. 18.
6. Ibid.,p. 19.
7. Idem, p. 23.
8. Leopoldo Martinez Caroza, La intervencion norteamericana en Mexico, 1846-1848, Panorama Editorial, Mexique, 1985, p. 19.
9. Ibid., p. 27.
10. Carlos Machado, Documentas, op. cir., p. 32.
11. Carlos Antonio LOpez. 1190-1862, président du Paraguay entre 1840 et 1862.

12. Ynsfran Pablo Max, La expedicion norteamericana contra el Paraguay, 1858-1859, Editorial Guarania, Mexique, Buenos Aires, 1954,2 vol., p. 208.
13. Ibid., vol. II, p. 42.
14. Lemaitre Eduardo, Panamâ y su separacion de Colombia, Ediciones Corralito de Piedra, Bogota, 1972, p. 66.
15. Un récit existe de cet épisode : La guerra de Nicaragua, traduit de l'anglais par Ricardo Fernddez Guardia, Ediciones Universidad Centroamericana, San José, Costa-Rica, 1970.
16. Carlos Machado, Documentos, op. cir., p. 41.
17. Ibirl, p. 43.
18. Jingoïsme : « Terme anglais synonyme de chauvinisme patriotique », Universalis.
19. Vial Gonzalo, Histaria de Chile, vol. II (1891-1920), Santillana éditions, Santiago du Chili, 1983.
20. Gonzalo Vial, op. cir., p. 165.
21. Carlos Machado, Documentos, op. cir., p. 53.
22. Ibid., p. 55.
23. Ibid., p. 64
24. Ibidem, p. 66.
25. Lemaitre Edouardo, op. cir., p. 15.
26. Ibid., p. 95.
27. Ibidem, p. 128.
28. Carlos Machado, Documentas, op. cir., p. 57.
29. Buneau Varilla Philippe, De Panama à Verdun, p. 162 et suivantes.
30. Castor Sucy, La ocupacion norteamericana de Haiti y sus consecuencias, Casa de las Américas, La Habana, 1974, p. 22.
31. Cardoso F. H. et E. Faletto, Dépendance et développement en Amérique latine, PUF. 1983, p. 83.
32. Carlos Machado, Documentos, op. cir., p. 75.
33. Castor Sucy, op. cir. ,p. 28.
34. Ibid., p. 35.
35. Carlos Machado, Documentos, op. cit., p. 85.
36. Du rêve à la Révolution, Solidarité Nicaragua N° 3, Paris, 1982, p. 5.
37. Carlos Machado, Documentos, op. cir., p. 87.
38. Ibid., p. 89.
39. Ibidem, p. 90.
40. Carlos Machado, Documentos, op. cir., p. 91.
41. Ibid..
42. Carlos Machado, Documentos, op. cit., p. 96.
43. Ibid., p. 101.
44. Idem, p. 109.
45. Davis Nathaniel, Los dos Ultimos alios de Salvador Allende, plaza y Janes editores, Barcelona, 1986, p.18.
46. Ibid., p. 19.
47. Conte Porras Jorge, Dei Tratado Hay-Buneau Varilla, al Tratado Torrijos-Carter, Impresora Panama, 1982, p. 144.
48. wargny Christophe, Manière de voir N° 33, février 1991. Le Monde Diplomatique, p. 68-c.
49. Éditions Austral, 1996.

Etats-Unis, le rêve inachevé : La longue marche des Africains-Américains

Qu'est-il advenu du rêve de Martin Luther King dont il parlait en août 1963, à Washington, devant 250 000 personnes noires et blanches au coude à coude ? Le rêve d'une Amérique multicolore enfin débarrassée du racisme, de la pauvreté et de l'exploitation...

Aujourd'hui, 35 ans plus tard, son rêve n'est toujours pas réalisé et les Africains-Américains se trouvent dans une situation encore plus mauvaise qu'en 1963, plus mauvaise qu'avant la loi sur les Droits civiques arrachée en 1964.

Les luttes des Africains-Américains pour la récupération de leurs droits civiques durèrent plus de 40 ans pour finir par une victoire, du moins dans les textes, vers 1970, grâce à l'action, hélas trop souvent désordonnée de Malcolm X, de Martin Luther King, des Black Panthers, des juristes de la NAACP, des libéraux blancs et noirs et des radicaux du Parti démocrate.

Après les assassinats de Malcolm X en 1965 et de Martin Luther King en 1968, sur lesquels plane l'ombre du FBI, une impitoyable répression a presque complètement anéanti la révolte des Africains-Américains et des autres minorités dans les années 70. Ce fut une véritable guerre secrète contre la dissidence intérieure menée par le FBI et la CIA dans le cadre du Programme COINTELPRO (Counter Intelligence Program), une offensive dissimulée mais massive contre les organisations et groupes de gauche, le parti communiste, les mouvements pacifistes, les Noirs, les étudiants et autres forces démocratiques. Ce programme avait pour but de « démasquer, démembrer, déstabiliser, discréditer ou neutraliser », en les tuant au besoin, les dirigeants, les membres ou les sympathisants de ces groupes. La mise à exécution de ce plan, dirigé par le directeur du FBI, Hoover, qui déclara que les Panthères noires étaient « la plus grande menace pesant sur la sécurité nationale », se solda, de septembre 1968 à décembre 1969, par l'assassinat par la police de 14 dirigeants des Panthers et l'emprisonnement de centaines de militants dont certains sont toujours en prison et menacés d'y finir leurs jours.

Quoique officiellement abandonné depuis 20 ans, ce programme continue d'être mis en œuvre, comme le prouvent les persécutions qui se poursuivent aujourd'hui encore contre Leonard Peltier, le dirigeant indien de l'American Indian Movement, condamné à la prison à perpétuité en 1976 et contre Mumia Abu Jamal, journaliste noir, ancien porte-parole des Black Panthers de Philadelphie, condamné à mort en 1982, victimes l'un et l'autre d'un coup monté par le FBI et d'un procès entaché de nombreuses irrégularités.

Aujourd'hui, il n'y a plus de grandes organisations noires nationales et structurées, plus de dirigeants charismatiques, plus de grands mouvements de masse.

Une victoire remise en cause

Depuis les années 70, le bénéfice d'une législation durement acquise, destinée officiellement à mettre fin à l'exclusion raciale, a été annulé par une stratégie gouvernementale d'encerclement physique et d'enclavement économique entraînant une véritable décadence de la vie sociale dans les ghettos.

Cette stratégie, inaugurée par Ronald Reagan en 1980, et poursuivie par ses successeurs Bush et Clinton, a amputé lourdement les budgets d'aide sociale, d'éducation, de santé, de construction de logements et de rénovation urbaine. Les Africains-Américains ont fait massivement les frais de ce démantèlement. 35 % des familles noires se situent aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté (contre 6 % des familles blanches). En moyenne, le revenu d'une famille noire représente 58 % de celui d'une famille blanche, chiffre inférieur à celui de 1967 !

Le taux officiel de chômage des Africains-Américains s'établit à deux fois le taux moyen national dont le mode de calcul est sujet à caution (5,5 % !). En réalité, celui des Noirs doit se situer autour de 25 %.

Pour les jeunes Noirs de 16 à 19 ans, ce taux s'élève à 57 %. En 1967, il était de 26,5 % ! Aujourd'hui, à Harlem, 75 % des jeunes sont sans emploi. Accentuant encore la guerre contre les pauvres, Reagan a réduit de moitié la durée du secours-chômage: 13 semaines au lieu de 26.

L'espérance de vie pour un homme noir est de 69 ans contre 76 pour un Blanc. Le taux de mortalité infantile chez les Noirs est de 16,5 pour mille contre 8,1 pour les Blancs.

Les plus démunis, des centaines de milliers de familles, se voient peu à peu privés d'aides sociales sans lesquelles ils ne peuvent survivre; comme les allocations du « welfare » ou les « food stamps » créés par Kennedy en 1961 et qui existent toujours. Ainsi, on estime que 12 millions d'enfants aux États-Unis n'absorbent pas la quantité minimum de calories nécessaire. En privant le gouvernement fédéral des fonds nécessaires, l'administration Reagan-Bush a retiré à l'autorité centrale la gestion du « welfare ». Ainsi, il est extraordinaire de constater qu'aujourd'hui aux États-Unis, la santé, la retraite, les garderies d'enfants, l'éducation, la rénovation des centres-villes et le logement social sont une affaire privée aux mains des trusts (Corporate welfare).

Enfin, on a assisté au cours des dernières années à une offensive purement raciste. Ainsi, les Noirs, surexploités depuis toujours, qui ont, de tout temps, constitué un sous-prolétariat sur lequel s'est bâtie la richesse de la finance blanche, sont-ils désignés aujourd'hui comme la cause des difficultés de l'Amérique. Les maigres allocations que certains perçoivent pour survivre sont présentées comme des primes à la paresse qu'on se plaît à considérer comme congénitale chez les Noirs. Le gouvernement s'appuie sur cette propagande raciste pour justifier les programmes tendant à éliminer petit à petit les acquis des Droits civiques. C'est ainsi qu'il en est pratiquement terminé du « busing » et de l'intégration scolaire ou de l'« affirmative action » qui était destinée à assurer l'égalité des chances dans l'éducation et l'emploi aux victimes des discriminations d'hier et d'aujourd'hui.

Une politique de génocide

« Chaque année, notre économie produit de plus en plus de produits et de services avec de moins en moins d'hommes. Les travaux pénibles et non-spécialisés - ceux dont personne ne voulait, ceux grâce auxquels on tolérait les Noirs en Amérique, la sorte de travaux que nous, les « niggers » avons toujours effectués sont en train de disparaître rapidement. Même dans le Sud, dans le Mississippi par exemple, plus de 95 % du coton est cueilli par une machine. Aujourd'hui, le travail noir n'est plus rentable, ni même recherché, l'économie américaine n'en a plus besoin désormais. » Ainsi s'exprimait l'acteur et activiste Ossie Davis dans la préface de *We charge genocide* en 1970 (International Publishers Co. Inc.).

Les nouveaux jobs convenablement rémunérés sont peu accessibles aux Africains-Américains car, dans l'ensemble, ils disposent d'un faible niveau d'études et de diplômes.

Nombre de sociologues et de militants noirs voient dans la politique gouvernementale à l'égard des Africains-Américains une volonté génocidaire de maintenir à un certain niveau acceptable financièrement le nombre de la population noire, en éliminant ce que les dirigeants américains appellent un « excédent de population ».

L'exemple de ces dernières décennies montre que cette solution a été acceptée et mise en œuvre: celle du génocide limité.

Les armes de ce génocide, outre la misère, la faim, l'éclatement des familles, le chômage, sont le confinement social (les ghettos) et l'introduction dans les communautés noires de la drogue et du Sida. Plus l'élimination d'une grande partie de la population noire par le système judiciaire et pénitentiaire américain.

Les ghettos... un apartheid à l'américaine

La question noire aux États-Unis est le résultat d'une politique séculaire d'exclusion sous ses aspects économiques, culturels, idéologiques, sociaux et politiques. La stratégie actuelle de mise à l'écart des Africains-Américains ne pouvait que se traduire par un « apartheid » à l'américaine. Pas question, évidemment, de parquer les Noirs dans des « townships » entourés de barbelés comme en Afrique du Sud au temps de l'apartheid. Mais ces « townships » existent néanmoins au centre même des grandes villes des États-Unis: ce sont les « downtowns », les ghettos, qui peuvent être encerclés et quadrillés en quelques heures par la police et l'armée. Les ghettos sont désormais abandonnés aux Africains-Américains par les riches et les petits bourgeois blancs qui peuvent ainsi dormir sur leurs deux oreilles dans leurs jolis cottages des banlieues policées et auto-défendues.

Le confinement réalisé depuis 1972 a réussi ce que l'esclavage et la ségrégation n'avaient pu réussir complètement, c'est-à-dire la mise sous surveillance, sans miradors ni barbelés, de 97 % des Noirs américains.

Le ghetto est coupé de l'économie officielle et du reste de la société. À la dégradation de l'habitat s'ajoute une forte criminalité, un taux élevé de mortalité, des structures sociales et d'éducation déficientes et un chômage chronique. C'est une micro-société à part, un monde clos pourvu de structures et d'un langage spécifiques. La violence, la dislocation des familles (56,2 % des familles sont dirigées par une femme seule), l'alcoolisme, la drogue conduisent à l'inertie ou au désespoir qui mène à des révoltes suicidaires.

Le confinement des Africains-Américains dans les ghettos tombe sous le coup de l'Article II, § C de la Convention internationale pour la prévention et la répression du crime de génocide, ratifiée par les États-Unis qui stipule: « Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel : [...] Article II C : Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ».

Presque toutes les familles noires du ghetto ne survivent que grâce au « welfare », l'aide publique, qui est un facteur essentiel de l'éclatement des familles noires, en même temps qu'un instrument d'oppression. Avec le « welfare », « on devient l'esclave de la pire espèce, l'esclave qui réclame des chaînes ».

Et la faim règne souvent dans ces foyers démunis. Comment vivre avec trois dollars par jour lorsqu'un hamburger en coûte deux? Il n'y a pas de couverture sociale aux États-Unis. Les budgets sociaux, déjà rognés par l'administration Reagan, ont encore été diminués par ses successeurs, Bush et Clinton. Harlem, par exemple, c'est l'endroit du monde où la criminalité est la plus élevée. La délinquance s'y épanouit, parce que la survie dans le ghetto est une lutte quotidienne. On y tue six fois plus que dans le reste de New York ou à Chicago. Et, pour la plupart de ces crimes, on ne connaîtra jamais les mobiles ni les auteurs. Les hommes noirs risquent sept fois plus d'être victimes d'un meurtre qu'un Blanc. Un homme noir vivant à Harlem a moins de chances d'atteindre 65 ans qu'un habitant du Bangladesh. « D'après les études, vous avez moins de sommeil, vous risquez plus d'être obèse et de faire de l'hypertension. Cela n'est pas dû seulement à la pauvreté. Votre plus courte et pénible vie résulte, dans une grand mesure, des anxiétés causées par le fait d'être Noir en Amérique. » (1)

À propos des émeutes de Los Angeles d'avril 1992, l'éditorial du New York Times du 7 mai 1992 affirme que « les incendies de Los Angeles éclairent d'une lumière crue et nouvelle la façon dont l'Amérique tire un

trait sur certains endroits [...] Pire encore, l'Amérique tire un trait sur des gens: une génération de jeunes Noirs. »

Au sujet d'un projet de soi-disant « réforme » de l'aide sociale au début des années 80 :
« Ce n'est pas une réforme de l'aide sociale, c'est un plan pour transformer les ghettos en vastes cimetières - parce qu'il n'y a pas de travail. L'objectif de cette législation est d'assurer que des couches entières de minorités meurent, parce que ce système capitaliste décrépi n'en a plus besoin. » (2)

La drogue

La drogue a toujours été entre les mains de l'homme blanc un instrument important de son oppression des hommes des autres races. L'exemple le plus connu est l'importation en Chine de l'opium de l'Inde qui devait provoquer la fameuse « guerre de l'opium » (1839-1842) entre l'Angleterre et la Chine dont le gouvernement voulait interdire le trafic de l'opium. La Chine vaincue, la domination de l'Angleterre fut facilitée par un régime corrompu et, surtout, par l'empoisonnement organisé de tout un peuple par la drogue.

L'empoisonnement, c'est le terme qu'employait Ho Chi Minh (alors Nguyen ai Quoc) en 1925, dans son livre clandestin *Le procès de fa colonisation française* dans lequel il dénonçait la politique française en Indochine qui imposait à chaque Indochinois une consommation d'alcool et d'opium importante.

Cette méthode d'annihilation de la volonté de révolte chez les colonisés était d'emploi général chez les colonisateurs. Elle fut notamment très utilisée par les conquérants de l'Amérique du Nord contre les Amérindiens. Ce fut la fameuse « eau de feu » bien connue des amateurs de westerns, qui, ajoutée aux massacres et aux maladies importées par la « civilisation », précipita la déchéance des Indiens.

L'arme de la drogue est toujours utilisée de nos jours contre ces colonisés à l'intérieur de leur métropole que sont les Noirs des États-Unis. Dans le passé, marijuana d'abord, opium, morphine, héroïne et cocaïne ensuite furent tolérées chez les Noirs, ou tout au moins, la répression était faite de telle sorte de ne point détruire le niveau général du trafic.

De nos jours, Harlem, par exemple, possède huit fois plus de drogués que le reste de l'agglomération new-yorkaise. À l'heure actuelle, 40 % des crimes ont rapport à la drogue. À la cocaïne et à l'héroïne, les Africains-Américains de Harlem ont substitué le « crack », ce dérivé bon marché de la cocaïne aux effets violents et immédiats.

Cette drogue, qui agit sur le cerveau, produit une euphorie suivie d'un état dépressif, d'irritabilité, d'anxiété et de psychose paranoïaque. Viennent ensuite des emphysèmes pulmonaires et une overdose peut provoquer un infarctus, une augmentation du rythme cardiaque et de la pression sanguine; le toxicomane a des hallucinations, il a l'impression que son corps est parcouru par une armée d'insectes. Il y a aussi anorexie et perte considérable de poids. Finalement survient la mort.

La drogue est partout dans les ghettos. L'augmentation rapide de la fourniture de « crack » a provoqué la chute du prix du sachet qui est tombé de 40 dollars en 1988 à un prix oscillant entre 3 et 1 0 dollars aujourd'hui. Cette baisse a provoqué un afflux de consommateurs aux faibles moyens d'existence. De plus, cette cocaïne trafiquée, consommable sans seringue, éloigne la peur du Sida. Dans l'État de New York, plus du tiers des consommateurs de « crack » sont des AfricainsAméricains quoiqu'ils ne constituent que 14,6 % de la population totale de l'État.

Les Africains-Américains représentent 50 % des adeptes des drogues absorbées par injection intraveineuse estimés à 1,2 millions, dont 300 000 environ sont atteints du Sida. Dans l'État de Georgie, les Africains-Américains de sexe masculin constituent 8 sur 10 (79 %) des cas attribuables uniquement à l'usage des

drogues par injection intraveineuse. Alors qu'ils représentent 43 % de tous les cas de Sida à Detroit, ils sont 76 % de tous les cas de Sida dus à l'usage de drogues intraveineuses en avril 1987.

Les Africains-Américains constituent un pourcentage disproportionné (27 %) de tous les cas de Sida relevés par le Center for Disease Control (CDC) d'Atlanta. Les enfants africains-américains et hispaniques représentent approximativement 80 % de tous les enfants infectés par le virus du Sida aux États-Unis. Les deux tiers de tous les cas de Noirs affectés du Sida sont concentrés à New York, New Jersey et en Floride. Les Noirs ont trois fois plus de risques de contracter le Sida que les Blancs.

Les conditions de vie misérables des Noirs et aussi le manque de défenses immunitaires des Noirs atteints du Sida, expliquent la propagation rapide actuelle de la tuberculose dans les ghettos.

Les bébés-cocaïne

Un enfant noir sur cinq qui naît aujourd'hui dans le ghetto est un drogué. Il l'est même avant de naître. Il le devient durant la grossesse, dans le ventre de sa mère qui se drogue, en consommant du « crack » le plus souvent. « La toxicomanie a des effets directs et multiples sur la grossesse. Un enfant sur dix qui naît à Harlem a un poids inférieur à la moyenne. À la maternité du Grand Hôpital de Harlem, le taux de nourrissons drogués est de 15 %. On les appelle les « bébés-cocaïne ». Prématurés de deux mois, ils pèsent 600 grammes de moins que les autres enfants à ce stade et ont trois fois plus de risques de mourir au cours de leurs premières années. Dans ce même établissement, le taux de fausses couches est deux fois plus élevé que la moyenne. (3)

« Le "crack" endommage le fœtus en cours de développement beaucoup plus que l'héroïne ou d'autres drogues dures. » (4)

Le « bébé-cocaïne » qui échappe à la mortalité infantile souffrira toute sa courte vie des effets directs et multiples de la toxicomanie sur la grossesse: épilepsie, paralysies, malformations, retards moteurs et mentaux, agitation fébrile, incommunicabilité...

« Les "bébés-cocaïne" courent 15 fois plus que les autres enfants le risque d'être victimes de la "mort subite". Mais, pour eux, la mort est peut-être la meilleure chose. Pour beaucoup de "bébés-cocaïne" qui survivent, leur première expérience de la vie est l'agonie causée par le "manque" de cocaïne. Ils souffrent horriblement. Ils sont si sensibles qu'on ne peut les manipuler, ni les nourrir normalement. Ils remuent leurs membres sans fin, à la recherche d'un soulagement. Même les plus endurcis des médecins spécialistes ne peuvent supporter les hurlements intolérables de ces bébés. "Jamais au cours de ma carrière médicale, je n'ai vu une telle souffrance que celle causée par la cocaïne" déclara le directeur de la maternité du General Hospital du District de Columbia au Wall Street Journal. »(5)

Le génocide

La drogue s'est répandue comme une épidémie dans les ghettos noirs américains. Cette banalisation est-elle l'effet du hasard? À cette question posée à trois membres du Conseil de la ville de Detroit, tristement célèbre pour ses ghettos, on a obtenu les réponses suivantes: « C'est une industrie capitaliste et un moyen d'action psychologique ». « La drogue, c'est d'abord une source d'argent. Mais elle a été introduite dans la communauté noire pour lutter contre le mouvement des Droits civiques. C'est une nouvelle forme d'esclavage, comme au siècle dernier, l'alcool chez les Indiens. Il faut constater que, si elle fait aussi des ravages chez les Blancs, elle y demeure mieux contrôlée. » Après avoir évoqué les causes sociales de la toxicomanie, une troisième élue locale ajoute: « .. . Mais il ne faut pas oublier que la drogue permet de faire tenir le peuple tranquille. » (6)

Propos de Leonard McNeil du « American Friends Service Committee » recueillis lors d'une conférence sur le « crack » au District Tenderloin de San Francisco le 27 avril 1990 et rapportés par Recovering Issue 18, juin 1990 : « Mais le "crack", ajouté à la courte espérance de vie parmi les hommes noirs, le taux de mortalité infantile élevé, le pourcentage disproportionné de Noirs incarcérés ou tués par la police, les sans-logis, les chômeurs, la vie au milieu des déchets toxiques, le Sida et le manque de structures de santé montrent à l'évidence une offensive délibérée contre les minorités. » Au cours de la même conférence, Daniel Sheehan, du « Christie Institute » développa la théorie qu'un marché pour le « crack » a été intentionnellement créé par le gouvernement des États-Unis pour s'assurer des profits en contrôlant la fabrication et l'importation des drogues. Ces bénéfices sont utilisés pour financer des opérations illégales comme la fourniture d'armes aux contras (du Nicaragua).

« Le fait que les Africains-Américains sont devenus la cible de la "guerre contre la drogue" et sont essentiellement condamnés pour ce problème, fait partie d'une stratégie pour culpabiliser les victimes, dit Sheehan, afin d'éloigner les soupçons des vrais coupables: les fournisseurs et les membres du gouvernement qui tentent de désagréger les communautés minoritaires et peut-être même de les détruire. »

« Je suis effrayé. Nous allons compromettre l'avenir de toute une génération de personnes qui ne pourront pas trouver leur place dans la société et en devenir des membres productifs », dit le Docteur Sterling Williams, directeur du Département d'obstétrique à Harlem Hospital. (7)

Le gouvernement fédéral estime qu'en l'an 2000, il pourrait y avoir de 1 à 4 millions d'enfants exposés au « crack » aux États-Unis. Et qu'au moins 100 000 vivraient dans les cinq quartiers de New York City (8).

Un article paru le 21 avril 1990 dans le Oakland Tribune montre sans ambiguïté que la guerre contre la drogue est devenue une guerre contre la communauté Africaine-Américaine (9).

En août 1996, le quotidien californien San Jose Mercury News publia une enquête retentissante effectuée par un reporter du journal, Gary Webb, accusant la CIA d'être à l'origine, durant les années 80, de l'introduction du « crack », la « cocaïne du pauvre », dans les ghettos noirs des villes américaines. Intitulée « Sombre alliance » et rapidement diffusée sur le site Web du journal, l'enquête accusait des trafiquants de drogue nicaraguayens d'avoir mis sur le marché, à Los Angeles, de grosses quantités de « crack » pour financer, de mèche avec la CIA, la résistance des « contras » au régime sandiniste. Elle avait provoqué une émotion considérable dans la communauté noire et entraîné l'ouverture d'une enquête interne de la CIA.

Cette réaction de la CIA eut un résultat immédiat tout à fait prévisible. La direction du San Jose Mercury News lança une contre-enquête à l'issue de laquelle le quotidien admit avoir accusé la CIA sans preuves. Mais Jerry Ceppos, le responsable de la rédaction, écrivait: « ... bien que des trafiquants de drogue aient effectivement eu des liens avec des leaders « contras » payés par la CIA, et bien que Webb pense que les relations avec la CIA étaient très étroites, je ne crois pas que nous ayons la preuve que les hauts responsables de la CIA aient été au courant de ces relations. »(!)

Malgré cette volte-face (spontanée ?) du San Jose Mercury News, on voit donc, comme le pensent de nombreux sociologues et militants Africains-Américains, que le commerce du « crack », de la cocaïne et de l'héroïne, comme le Sida, sont autant d'éléments d'une conspiration secrète et inavouable de la part du gouvernement et de la CIA pour exterminer une grande partie de la population noire.

Brutalités policières

Le meurtre par les policiers de Miami de Arthur McDuffy, un agent d'assurance noir coupable d'avoir brûlé un feu rouge sur sa moto en 1979 ; le tabassage filmé par un amateur de Rodney King, un autre Noir, à Los Angeles en mars 1991 ; l'ignoble martyre infligé à un résident haïtien, tabassé et sodomisé avec un manche

de ventouse dans les locaux du commissariat du 70e district à Brooklyn, qui ont déclenché un scandale et même des émeutes pour les deux premiers cas, ne sont que la partie émergée de l'iceberg.

Dans un pays où l'opinion générale considère que le fait d'être d'origine africaine est déjà un crime, la communauté noire toute entière est considérée comme étant « prédisposée au crime » et le système de justice criminelle s'attache non pas à réduire la criminalité, mais à arrêter, condamner un nombre toujours plus grand de « criminels ».

Le journal de Philadelphie Inquirer enquêta sur les brutalités policières pendant les interrogatoires: « ... une technique consistait à recouvrir la tête du suspect avec un annuaire téléphonique et à le marteler ensuite avec un objet lourd. Mais, à d'autres occasions, les agents battaient les suspects avec des tuyaux de plomb, des matraques, des poings américains, des menottes, des chaises et des pieds de table. Parfois, on obligeait les autres suspects à regarder les brutalités à travers des glaces sans tain et les agents de police leur disaient qu'ils subiraient le même sort s'ils ne collaboraient pas avec la police. »

Le meurtre est généralement utilisé sans provocation et très fréquemment. Le meurtre est le plus souvent justifié en prétendant que les policiers ont été attaqués par la victime et qu'ils ont donc tiré en état de légitime défense. À un journaliste du quotidien français Le Matin, un agent de police du 28e secteur à Harlem déclare: « Lorsqu'on tue quelqu'un, l'affaire est classée directement. » (10)

De 1968 à aujourd'hui, le système judiciaire a été systématiquement utilisé pour justifier les assassinats commis par les forces de l'ordre et de loi contre les membres des minorités. Rappelons seulement quelques exemples:
- Plus de 30 militants du parti des Panthères noires ont été assassinés par la police ou par des individus qui ont agi à l'instigation de la police, comme on l'a prouvé depuis. Tous ces assassinats, qui nécessitaient une justification légale, furent classés « homicide justifié » (y compris le meurtre de Fred Hampton qui fut tué d'une balle dans la tête tirée à bout portant pendant qu'il dormait).
- Les nombreux étudiants noirs tués lors des manifestations, comme à Orangebourg State, en Caroline du Sud en 1968 (trois étudiants tués), à Jackson State, dans le Mississippi en 1970 (deux étudiants tués) et à la Southern University de Louisiane en 1972 (deux étudiants tués).

On ne peut se tromper sur les objectifs du programme gouvernemental lorsqu'on examine les armes dirigées contre les ghettos fournies aux départements de la police à travers le pays.
Le revolver P.38 a été remplacé dans de nombreux secteurs par le Magnum P.357 super puissant. Ces pistolets sont capables de traverser le bloc moteur d'une automobile. Ce qui signifie que l'utilisation de cette arme en zone urbaine peut facilement faire de nombreuses victimes, un même projectile pouvant traverser le corps de plusieurs personnes à la file.

« Les agents de police de la ville de New York commenceront cet automne à changer leurs revolver de calibre P.38 pour des pistolets semi-automatiques de calibre 9. Cette décision traduit un changement de position du Département qui avait jusque là refusé d'employer des armes plus puissantes et plus rapides. » (11)

L'équipement standard de beaucoup de voitures de patrouille comporte le fusil anti-émeute calibre 12 qui peut tirer des balles dum-dum aussi bien que des chevrotines (chaque cartouche contient une charge de 9 plombs de la grosseur d'un projectile de calibre P.32) (12).

Ces fusils sont appelés « anti-émeute » parce que leur canon de 45 centimètres leur permet de couvrir un large angle de tir, tuant ou blessant indifféremment. Avec de telles armes, et dans le contexte répressif du système politique américain, il n'est pas surprenant que, chaque année, plus de 600 personnes, hommes, femmes et enfants, de 10 à 81 ans, soient tuées par la police. 45 à 55 % des personnes tuées par la police

sont des Africains-Américains. À Chicago et à Philadelphie, plus de 70 % des personnes tuées par la police sont noires.

La Justice et les prisons

« Ce sont vos créations, mon oncle: les chaînes et les bâtons. Vous les avez créés il y a quatre cents ans et vous les utilisez jusqu'à ce jour. Vous les avez créés. Mais ils ne représentent qu'une fraction de votre barbarie, mon oncle. Vous avez utilisé l'arbre et la corde pour le pendre. Vous avez utilisé le couteau pour le châtrer pendant qu'il luttait avec la corde pour retrouver son souffle. Vous avez utilisé le feu pour qu'il se tortille encore plus, parce que la pendaison et la castration n'étaient pas des amusements suffisants pour vous. Puis, vous avez utilisé autre chose - une autre de vos créations - cette chose que vous avez appelé la loi. Elle était écrite par vous et pour vous et ceux de votre espèce, et tout homme qui n'était pas de votre espèce devait l'enfreindre tôt ou tard... » (13)

Fruit d'une longue histoire, le racisme américain ne gît pas seulement dans l'esprit des Blancs, il est institutionnalisé dans tous les rouages de la société américaine. Et particulièrement dans le système de justice criminelle. Le signe le plus évident de ce racisme, c'est la composition raciale de ce système. Dans un pays dont 20 % des citoyens sont d'origine non-européenne, le système de justice criminel est composé de 95 % de gens d'origine européenne.

« Dans le cas le plus habituel, le Noir suspect d'avoir commis un crime est arrêté par un policier blanc, présenté à un juge blanc, à un procureur blanc et à un jury blanc, dans un tribunal dont les débats sont enregistrés par des greffiers blancs. La place habituelle du Noir dans ce système judiciaire aux mains des Blancs, c'est le box des accusés. Une telle situation le convainc que la justice est un instrument d'oppression entre les mains des Blancs et que cette situation ne peut qu'influencer l'application de la justice. Il ne peut en résulter que des discriminations dans l'accusation et les condamnations. Et même lorsque les Blancs agissant dans le système judiciaire n'ont pas de préjugés fonciers, les barrières culturelles et de classe qui se dressent entre eux et les accusés placent invariablement ces derniers dans une situation désavantageuse. » (14)

Résultat de cette justice raciste, c'est que près de la moitié (48 %) des 1 630 940 personnes qui peuplent les pénitenciers, les prisons d'État et municipales sont des Africains-Américains, alors qu'ils ne représentent que 12 % de la population. On compte la même proportion de Noirs parmi les 3 350 condamnés à mort qui sont actuellement dans le « couloir de la mort ». On emprisonne les Noirs aux États-Unis bien davantage qu'en Afrique du Sud au temps de l'apartheid: 3 109 pour 100 000 contre 729 en Afrique du Sud (15).

Une étude de cette situation montre qu'il n'y a pas de relation entre le taux de délinquance des Noirs (même s'il est élevé) et le taux de leur emprisonnement, pas plus qu'il n'y en a avec la proportion de Noirs vivant dans un État. Sur un plan général, on découvre que le doublement du taux d'emprisonnement constaté depuis cinq ans aux États-Unis n'a aucun rapport avec la criminalité qui n'a pas augmenté dans les mêmes proportions (elle aurait même diminué depuis deux ans d'après les rapports triomphants du Département de la Justice).

En 1996, le taux d'emprisonnement des Noirs était de 800 pour 100 000 habitants contre 114 pour les Blancs, ce qui signifie qu'un Noir est sept fois plus susceptible d'aller en prison qu'un Blanc. Dans l'Illinois, par exemple, c'est dix fois.

Il est également édifiant de comparer les taux d'emprisonnement à travers le monde. D'après les derniers chiffres disponibles, on constate qu'aux États-Unis, le taux d'emprisonnement des Blancs est similaire à celui enregistré dans la plupart des pays européens occidentaux. Mais, incroyablement, les Noirs aux États-Unis vont plus souvent en prison que ceux d'Afrique du Sud au temps de l'apartheid. En fait, le taux d'emprisonnement des Noirs aux États-Unis est le plus élevé du monde.

La police arrête sept fois plus souvent les Noirs et onze fois plus souvent les Noires. Les met en accusation respectivement sept et douze fois plus souvent. Les fait condamner huit à quatorze fois plus souvent. Obtient des condamnations de privation de liberté huit et dix-huit fois plus souvent. Et les fait condamner à la prison dix à quatorze fois plus souvent que les Blancs et les Blanches.

Un Africain-Américain est interpellé alors qu'un Blanc ne le serait pas dans les mêmes circonstances; on demande au Noir une caution qu'on sait bien qu'il ne pourra pas payer. Il se retrouve donc en prison, éloigné des siens, sans les moyens de se payer un avocat; il ne peut préparer sa défense et est contraint d'accepter un avocat commis d'office qui n'a même pas le temps d'étudier son dossier, à supposer qu'il en ait l'intention. Dans le cas le plus habituel, il est présenté à un juge blanc, un procureur blanc et à un jury blanc et il se retrouve en prison. La justice raciste le condamnera à une peine très longue pour un délit réel ou inventé, pour lequel beaucoup de Blancs auraient été acquittés ou auraient été condamnés à une peine de prison beaucoup plus courte.

Une étude gouvernementale de 1979 révélait qu'un Noir sur cinq irait en prison au cours de sa vie. Cela s'est aggravé depuis et, aujourd'hui, cette proportion est proche de un sur quatre. Le nombre total des Africains-Américains aux États-Unis qui sont allés en prison est d'à peu près trois millions, presque la population de Chicago.

En février 1990, une étude menée par le « Sentencing Project », une association d'avocats de Washington D. C, a montré que la délinquance noire, alliée au racisme du système judiciaire américain, avait pour conséquence qu'un jeune Noir sur quatre entre 20 et 29 ans, était derrière les barreaux, en liberté sur parole ou en liberté surveillée. Cette étude concluait qu'une génération entière de Noirs courait le risque d'être exclue à jamais de la vie active. Une génération sacrifiée.

Comment ne pas voir dans cette politique de mise à l'écart de la société des Africains-Américains un aspect de la mise en œuvre du Génocide limité ?

Plus de la moitié des décès de prisonniers dans les États du nord-est des États-Unis en 1991 étaient causés par le Sida, d'après le Bureau des statistiques judiciaires. Au plan national, 28 % des 1 863 prisonniers qui sont morts en détention étaient victimes du Sida. Dans le New Jersey, 69 % des décès de détenus étaient liés au Sida, comme 66 % à New York, 44 % en Floride, 33 % dans le Maryland et 30 % en Caroline du Nord et dans le Massachusetts (16).

Le « Center for Disease Control and Prevention » d'Atlanta, en Georgie, indique que les cas de Sida sont en augmentation dans les prisons américaines. 5 279 prisonniers étaient atteints du Sida en 1994, soit 5,2 cas pour 1 000 détenus, presque six fois le taux dans la population générale adulte qui est de 0,9 pour 1 000 (17).

Le « Crime Bill »

Le 19 novembre 1993, le Sénat a adopté un important « projet de loi relatif à la criminalité » qui propose, entre autres, d'étendre le champ de la peine de mort à plus de 60 nouveaux crimes. Citons notamment le meurtre de fonctionnaires fédéraux, le génocide, le sabotage entraînant le déraillement de trains, le meurtre de citoyens américains à l'étranger et les meurtres commis avec une arme à feu transportée au-delà des limites d'un État.

« Ce "crime Bill", qui comprend également une disposition dite des "trois coups et vous êtes éliminé" ("three tricks and you are out", une règle du base ball) et des milliards de dollars pour les prisons et l'administration

pénitentiaire, est tellement draconien que ni Reagan ni Bush n'auraient pu le faire adopter. En son essence, le projet est un programme d'emploi public qui mobilise plus de 30 milliards de dollars pour les travailleurs Blancs. Voilà un programme social s'il en fut et qui reflète bien l'évolution socio-politique et économique des États-Unis. » (18)

Au cours du débat sur ce projet, les sénateurs se sont prononcés par 52 voix contre 41 pour l'ajournement de l'examen d'un amendement proposé visant à interdire l'exécution des mineurs délinquants. Par son vote de 314 voix contre 111, la Chambre des représentants a emboîté le pas aux positions du Sénat sur la peine capitale.

Base ball et Justice

En mars 1995, Jerry D. Williams, 25 ans, deux enfants, californien et Noir, a volé une part de pizza dite « pepperoni » à des gamins dans un fast food de Redondo Beach et il a été condamné pour cela à 25 ans de prison, en application de la loi « three strikes law » signée par le Président Clinton en 1994.

Inspirée d'une règle du jeu de base ball « Three strikes and you're out », cette loi stipule que les récidivistes condamnés à deux reprises, sont passibles, lors d'une troisième comparution devant un juge, d'une peine de 25 ans de prison à la perpétuité, sans possibilité de libération sur parole. C'est le cas de Williams.

Une part de pizza vaut 25 ans de bagne, comme un hold-up, comme un viol, comme un meurtre. Comme le faisait remarquer un journaliste de L'Humanité: « le base ball détermine la jurisprudence américaine, on peut craindre dans les prochaines années que les condamnés soient purement et simplement livrés aux lions du cirque. »

Condition carcérale

Malgré les discours des responsables du système carcéral des États-Unis vantant l'humanité des prisons américaines, les prisonniers et leurs visiteurs affirment que les brutalités dans les prisons n'ont jamais disparu et même qu'elles ont pris une forme nouvelle souvent dissimulée.

C'est cette divergence d'opinions qui a conduit le « Prisoners Rights Union » (PRU) de Sacramento (Californie) à réaliser le « Prison Discipline Study » (PDS) en 1989, un sondage effectué auprès des prisonniers eux-mêmes. Le résultat de cette étude a fait l'objet d'un rapport intitulé « The Myth of Humane Imprisonment ».

Plus de 70 % des prisonniers qui ont répondu à ce sondage ont déclaré que les brutalités sévères physiques et psychologiques étaient la norme dans les prisons de sécurité maximum des États-Unis. Confinement solitaire, suppression des « privilèges » et brutalités physiques, telles sont les pratiques habituelles dans la plupart des prisons de haute sécurité.

« Les abus physiques ont un commencement et une fin, alors que les abus psychologiques affectent tous les instants. Même les plus endurcis sont affectés par chaque petit détail de ces abus: un coup d'œil, un nouvel emploi du temps, un changement de nourriture, une lettre remise avec retard, une visite refusée, une observation sur le contenu du courrier. Des détails qui peuvent avoir de multiples raisons et provoquer de sérieuses mesures disciplinaires. »

Même si la pratique du confinement solitaire est considérée comme convenable et légale par les tribunaux et les autorités carcérales, c'est peut-être la méthode la plus dévastatrice d'abus psychologique. Bien que les responsables des prisons soutiennent que la plus grande partie des prisonniers ne passent que quelques jours en confinement solitaire, le sondage auprès des prisonniers révèle que cette punition est le plus souvent

subie pendant des années. Les prisonniers précisent aussi que le confinement solitaire est souvent arbitraire, en particulier pour les détenus souffrant de désordres psychiatriques.

Beaucoup de prisonniers ont rapporté des manœuvres d'intimidation sur les visiteurs, y compris des menaces proférées par les gardiens à l'égard des membres des familles des détenus et le harcèlement sexuel des visiteuses.

Près de 40 % des prisonniers interrogés ont vu des détenus recevant des traitements psychiatriques ou des médications contre leur volonté. 32 % rapportèrent des incidents causés par des brutalités verbales et des insultes racistes, la détérioration de nourriture, extorsions d'argent, fouilles « à corps » et menaces de mort - y compris ceux perpétrés par des gardiens à la prison du comté de Los Angeles qui étaient des membres du Ku Klux Klan.

90 % des prisonniers sondés confirmèrent les brutalités physiques. 70 % d'entre eux affirmèrent les subir au moins une fois par mois. Les personnels des prisons se servent de leurs poings, de leurs pieds, de matraques électriques, de matraques, de gaz lacrymogènes, de lances à incendie, de leurs torches électriques, de manches à balai, de tuyaux de caoutchouc et de fusils tirant des balles en bois.

Environ 100 sondés témoignèrent qu'ils avaient été témoins du tabassage de prisonniers menottés. 40 avaient vu des gardiens se livrer au « body slam » (par exemple, projeter un prisonnier sur le sol ou contre un mur, la tête en avant) avec des prisonniers menottés dans le dos. Trente autres avaient vu des « goon squads » à l'œuvre (par exemple, un groupe de gardiens tabassant un prisonnier, menotté le plus souvent).

35 femmes interrogées témoignèrent qu'elles avaient été soit battues, violées ou attachées nues sur un lit et soumises aux plaisanteries des gardiens. L'une d'entre elles affirma qu'elle avait perdu son dernier bébé après que les gardiens eurent tiré sur elle avec leurs « stun guns » (pistolets envoyant des décharges électriques).

55 prisonniers interrogés témoignèrent d'abus physiques « dissimulés ». Il s'agit pour les gardiens de provoquer des combats entre les prisonniers en logeant des détenus ennemis dans la même cellule ou en introduisant des ennemis en même temps dans un endroit commun (les gardiens appellent cela « dog fights » (combats de chiens) ou « cock fights » (combats de coqs). Également, les détenus sont battus dans leur cellule ou transférés dans des locaux de sécurité pour les battre hors des regards des autres prisonniers. D'autres détenus se sont plaints d'être forcés d'accomplir des tâches pénibles alors qu'ils sont malades ou infirmes.

Seuls 10 % des détenus interrogés déclarèrent ne pas avoir été témoins de telles brutalités.

Les principales motivations des personnels des prisons qui les poussent à commettre ces brutalités. sont leurs préjugés raciaux et politiques.

Les préjugés politiques sont les plus fréquents. Ils s'exercent contre les prisonniers qui luttent contre les injustices et qui encouragent et aident les autres détenus à faire de même. Les « avocats des prisons » (Jailhouse lawyers) sont la cible la plus fréquente des personnels pénitentiaires. Les « avocats des prisons » aident les autres prisonniers, dont beaucoup sont illettrés, à rédiger leurs plaintes et leurs procédures d'appel contre les prisons et les Cours. Comme le système interne dans toutes les prisons est arbitraire, discriminatoire et incohérent, la plupart des prisonniers ont de constants conflits avec l'administration et la justice. À cause de cela, les gardiens et les administrateurs ont une politique habituelle d' « isoler » les avocats des prisons. Enfin, 30 % désignèrent comme cible de l'administration pénirentiaire les « prisonniers politiques ».

Le groupe le plus fréquemment visé après les « avocats des prisons » est constitué par les Africains-Américains. Il y avait de fréquentes plaintes de « discipline sélective basée sur les préjugés raciaux ». On dénonçait la nature raciste du système de justice criminelle qui jette en prison un nombre disproportionné de personnes non-blanches pour des peines plus longues et plus sévères (par exemple, la peine de mort).

Ensuite venaient les prisonniers affligés d'un handicap mental. Placés dans un environnement inapproprié et sans traitement adéquat, les handicapés mentaux posent des problèmes aux gardiens, qui, souvent, ne trouvent pas de solution ailleurs que dans la brutalité. Détestés par le personnel, ils sont fréquemment logés avec les instables et les agités en guise de punition.

Le 3 mai 1995, les journalistes, les photographes, les télévisions, étaient convoqués pour assister à l'événement par le gouverneur républicain de l'Alabama: le retour des forçats, les fers aux pieds, enchaînés cinq par cinq, pour travailler sur le bord des routes. Un spectacle que l'on n'avait pas vu depuis trente ans. Le chef de l'administration pénitentiaire de l'État, Ron Jones, explique que cette mesure a été prise pour faire des économies de personnel de garde et afin de rendre la prison si « désagréable » que les délinquants n'auront plus aucune envie d'y retourner. « Sans les fers et les chaînes, il me faut un gardien pour surveiller 28 détenus. Avec les chaînes, un pour 40 suffit. » Les prisonniers ont droit à un minimum de trente jours de ce régime spécial: douze heures de travail par jour enchaînés, pas de radio, pas de télévision, pas de visites, pas de « cantine ». La Floride et l'Arizona ont prévu de suivre l'exemple de l'Alabama.

Cette méthode de rendre les prisons inhumaines se répand: le sheriff de Phoenix, dans l'Arizona, a installé les détenus dans un campement rudimentaire, en plein désert, sans le moindre confort. Dans d'autres États, on retire aux prisonniers les salles d'exercice physique et la télévision, on abandonne les programmes de réinsertion ou de traitements pour les délinquants sexuels. Les groupes de défense des Droits de l'homme contestent cette tendance nationale au titre des « châtiments cruels et inusités» interdits par la Constitution.

La peine de mort

Le racisme joue aussi son rôle dans l'application de la peine de mort. C'est une horrible loterie, déclare Amnesty International dans son rapport de 1987 sur la peine de mort aux États-Unis. Une loterie où certains ont plus de « chances » que les autres de « gagner ». Ce sont les pauvres, les Africains-Américains et les membres des autres minorités ethniques.

Il y a aujourd'hui 3 350 condamnés à mort aux États-Unis qui attendent le châtiment dans le « couloir de la mort », parfois depuis plus de 10 ans et leur nombre s'augmente chaque année de 250 personnes. Et 48 % de ces condamnés sont des Noirs qui, rappelons-le, ne constituent que 12 % de la population.

De 1967 à 1977, il n'y a pas eu d'exécutions aux États-Unis, bien qu'on ait continué de prononcer des condamnations à mort pendant cette période. En 1972, la Cour suprême a déclaré anticonstitutionnelle et nulle la loi en vigueur sur la peine de mort, se basant sur le fait que la plupart des lois appliquées jusqu'à cette date constituaient un châtiment « cruel et inhabituel », en violation des 8e et 14e amendements de la Constitution des États-Unis. En 1976, un moratoire suspendant les exécutions pendant 10 ans prit fin avec une décision de la Cour Suprême selon laquelle la peine de mort était constitutionnelle si elle était prononcée dans certaines conditions. Depuis, 38 États ont révisé leurs lois dans ce sens et rétabli la peine de mort. Aujourd'hui, c'est 433 prisonniers qui ont été exécutés depuis 1976 à fin 1997, dont 38 en 1993, 31 en 1994, 56 en 1996, 45 en 1996 et 74 en 1997. C'est dire si le rythme des exécutions s'accélère. Et cela va dans le sens de l'opinion publique acquise aux théories, sécuritaires.

La peine de mort aux Etats-Unis est raciste, comme tout le système judiciaire américain. Dans son rapport sur la peine de mort aux États-Unis paru en 1987, Amnesty International constatait que: « Il apparaît que les Noirs reconnus coupables du meurtre de Blancs sont plus souvent condamnés à mort que toute autre

catégorie de personnes; par contre, les Blancs sont rarement condamnés à la peine capitale pour avoir tué des Noirs. » (Un ancien membre du Ku Klux Klan, Henry Francis Hays, qui a été exécuté le 6 juin 1997, était le premier Blanc exécuté pour le meurtre d'un Noir depuis 1944). On observe que, comme pour les autres peines, la justice américaine établit un ordre de gravité où les délits considérés comme les plus graves sont ceux où les agresseurs sont noirs et les victimes blanches suivies par ceux d'agresseurs blancs et de victimes blanches, et, enfin d'agresseurs blancs et de victimes noires. C'est ce que constate Amnesty International dans son rapport : « On remarque qu'en Floride et au Texas, les Noirs coupables de meurtre de Blancs risquaient respectivement 5 à 6 fois plus d'être condamnés à mort que les Blancs ayant tué d'autres Blancs. En Floride, les Noirs responsables du meurtre de Blancs risquaient 40 fois plus d'être condamnés à mort que ceux qui avaient tué des Noirs. » La plus grande part des Noirs qui sont dans le « couloir de la mort » ont été accusés du meurtre d'un Blanc. « Jamais un Blanc n'a été exécuté pour le viol d'une femme noire alors que 54 % des Noirs ayant violé des femmes blanches furent exécutés entre 1930 et 1967 et 89 % des hommes exécutés pour viol était noirs. » (19)

Ajoutons qu'aux États-Unis, sur un plan général, la peine de mort frappe plus particulièrement les pauvres, 60 % des condamnés sont sans emploi à l'époque de leur arrestation; 65 % sont sans spécialité; 50 % n'ont pas terminé les études du 1er cycle; 90 % sont trop pauvres pour se payer un avocat. En Californie, durant une période de huit ans, 42 % des ouvriers convaincus de meurtre au premier degré ont été condamnés à mort, alors que pour les « cols blancs », la proportion était de 5%.

Il faut bien savoir que la peine de mort n'a aucun pouvoir de dissuasion: le Canada a aboli la peine de mort et le taux de meurtre a baissé dans ce pays; la Floride et le Texas ont rétabli la peine de mort et le taux des meurtres n'a cessé de croître. Un certain nombre de psychologues ont même avancé le théorie que la peine de mort encourage véritablement un comportement psychopathique dans lequel une personne cherche sa propre mort dans une sorte de suicide auto-programmé.

Certaines décisions récentes de la Cour suprême refusant les appels interjetés dans plusieurs cas de peine de mort ont limité les possibilités d'appel et, par là même, pourraient accélérer encore les exécutions aux États-Unis à l'avenir, d'autant que le président de la Cour suprême, l'ultra-réactionnaire William Rehnquist, placé là par Ronald Reagan, a proposé au Congrès un texte généralisant ces décisions. Il a même soutenu une proposition du Comité spécial des juges recommandant qu'il ne soit plus accordé qu'un appel (habeas corpus) aux condamnés à mort devant les Cours fédérales, après le rejet de l'appel devant la Cour d'État.

Le comble de l'horreur, c'est qu'en cas d'erreur (ou erreur entre guillemets), c'est irréversible! En novembre 1985, l'Association américaine des droits civiques (ACLU) révélait que 25 personnes ont été exécutés par erreur aux États-Unis depuis le début du siècle pour des crimes qu'elles n'avaient pas commis ou qui n'avaient même pas existé. Nous connaissons bien Sacco et Vanzetti, les Rosenberg ou Willie McGee. Mais combien d'autres ont été dans leur cas et que nous ignorons? On ne peut garder le silence sur de telles atteintes aux Droits de l'homme.

Exécutions de mineurs

En octobre 1991, Amnesty International déclarait que les États-Unis exécutent plus de mineurs que n'importe quel pays au monde, en dehors de l'Irak et de l'Iran.

Entre 1989 et 1994, seuls cinq autres pays ont exécuté des mineurs âgés de moins de 18 ans au moment des faits: l'Irak, l'Iran, le Nigeria, le Pakistan et l'Arabie Saoudite. Pendant la même période, huit mineurs délinquants ont été exécutés aux États-Unis, dont cinq rien qu'au Texas.

Cette pratique scandaleuse des États-Unis s'opère en violation des normes et traités internationaux relatifs aux Droits de l'homme.

En effet, selon l'Article 6, alinéa 5 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques: « Une sentence de mort ne peut être imposée pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans et ne peut être exécutée contre des femmes enceintes. » De même, selon l'Article 4, alinéa 5 de la Convention américaine relative aux Droits de l'homme: « La peine de mort ne peut être infligée aux personnes qui, au moment où le crime a été commis, étaient âgées de moins de 18 ans ou de plus de 70 ans... » Le gouvernement américain a signé ces deux traités en 1977, mais ne les a pas encore ratifiés.

« En dépit de ces textes, seuls 9 États américains maintenant la peine de mort interdisent son application à des gens âgés de moins de 18 ans. […] Dans 17 États, la législation autorise la condamnation à mort de mineurs âgés de moins de 18 ans. Cette limite est fixée, soit par les textes législatifs relatifs à la peine capitale, soit par des lois spécifiant l'âge auquel les mineurs peuvent, comme les adultes, être jugés par les juridictions pénales. Cette limite d'âge est de 10 ans dans l'Indiana et le Vermont, de 12 ans dans le Montana, de 13 ans au Mississippi, de 14 ans en Alabama, dans l'Idaho, le Kentucky, le Missouri, la Caroline du Nord et l'Utah, de 15 ans dans l'Arkansas, en Louisiane et en Virginie, de 16 ans dans le Nevada et de 17 ans au Texas, en Georgie et dans le New Hampshire. Onze autres Etats n'ont spécifié aucune limite d'âge. » (20)

Comme pour les adultes, l'appartenance raciale a une influence sur la condamnation à mort dans de nombreux États. Au Texas, huit des neufs mineurs sous le coup d'une condamnation à mort dont fait état Amnesty International dans un rapport de janvier 1994, étaient Noirs ou Hispano-Américains comme l'étaient Curtis Harris et Ruben Cantu, les deux mineurs exécutés dans cet État au cours de l'année 1993.

Comme pour les Noirs adultes, ces accusés ne sont pas bien représentés et défendus, le plus souvent par des avocats commis d'office, inexpérimentés et non motivés. Ils ne font pas valoir l'influence de l'environnement et ne mentionnent pas de circonstances atténuantes, au premier rang desquelles devrait figurer justement leur jeunesse qui les rend influençables en bien comme en mal.

Dans une étude publiée en 1991 sur les jeunes condamnés à la peine capitale aux États-Unis, Amnesty International constatait que ces derniers étaient issus, dans leur majorité, de familles particulièrement défavorisées. La plupart d'entre eux avaient subi de graves violences physiques ou sexuelles et avaient une intelligence inférieure à la moyenne, ou encore souffraient de maladies mentales ou de lésions cérébrales. Enfin, beaucoup n'avaient pas bénéficié d'une défense convenable pendant leur procès (21).

« On a constaté que, dans certains États, les mineurs passibles de la peine de mort étaient automatiquement jugés par les juridictions de droit commun en l'absence de toute évaluation individuelle de la capacité de l'accusé à être jugé comme un adulte. Dans d'autres cas, c'est le fait que le système de justice des mineurs ne dispose pas d'établissements pouvant accueillir des condamnés à de longues peines qui semble, plus que la maturité de l'accusé, avoir été la raison principale du renvoi devant une juridiction de droit commun. » (22)

« Dans un arrêt rendu en 1989 qui considérait que l'exécution de mineurs âgés de 16 à 17 ans était acceptable, la Cour suprême a fait observer que les normes internationales n'étaient pas pertinentes au regard des « normes morales américaines ». Ne devrions-nous pas aspirer à élever les normes morales américaines au niveau des normes internationales reconnues en matière de Droits de l'homme? » (23)

Exécutions de personnes souffrant de troubles mentaux et d'arriération mentale

Un grand nombre de prisonniers souffrant de troubles mentaux ou d'arriération mentale sont sous le coup d'une condamnation à mort et de nombreux autres ont été exécutés aux États-Unis.

Les garanties internationales, de même qu'un rapport rendu par la commission présidentielle en 1991, visent à l'élimination de la peine de mort pour les accusés arriérés mentaux. La résolution 1989/64 adoptée par l'ECOSOC en mai 1988, et concernant l'application des garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort recommande « supprimer la peine de mort, tant au stade de la condamnation qu'à celui de l'exécution, pour les handicapés mentaux ou les personnes dont les capacités mentales sont extrêmement limitées ». Le comité présidentiel sur l'arriération mentale souligne particulièrement la nécessité d'identifier les accusés arriérés. « Les personnes accusées qui souffrent d'arriération mentale et qui ne sont pas identifiées comme telles sont gravement désavantagées dans l'organisation de leur défense... Leurs droits risquent d'être moins bien protégés et il peut arriver que les dispositions utiles à leur cause ne soient pas prises. Il est peu probable que ces personnes soient conscientes de leur droit de garder le silence ou de refuser de répondre à des questions portant sur leur culpabilité. » Amnesty International a réuni des informations sur plus de 50 prisonniers souffrant d'un handicap mental grave exécutés aux États-Unis depuis 1982.

Quoique, en principe, la législation américaine interdit l'exécution des malades mentaux, l'évaluation de l'aptitude mentale d'un condamné à être exécuté est très superficielle dans beaucoup d'États. Neuf États seulement interdisent l'application de la peine de mort aux arriérés mentaux et plusieurs d'entre eux prévoient un quotient intellectuel beaucoup plus bas que celui retenu en 1992 par l'Association américaine sur l'arriération mentale. Celle-ci définit l'arriération mentale comme le fait d'avoir un quotient intellectuel ne dépassant pas 70 à 75 dès avant l'âge de 18 ans. Toutefois, la Caroline du Nord n'interdit l'exécution que si les accusés ont un Q.I. inférieur à 60. L'Arkansas n'admet l'arriération mentale que pour un Q.I. inférieur à 65. En juin 1986, Jerome Bowden, un Noir âgé de 33 ans, arriéré mental, a été exécuté en Georgie pour avoir tué une femme blanche 10 ans plus tôt lors d'un vol. Il avait été évidemment jugé et condamné par un juge blanc et par un jury dont le procureur avait récusé d'office tous les Noirs. Un psychologue lui a fait passer en prison un test d'intelligence de trois heures. D'après les résultats de ce test, son Q.I. était de 65, chiffre trop élevé pour lui épargner l'exécution suivant les règles de Georgie. Le lendemain, il a été exécuté par électrocution. Un membre du Conseil des grâces aurait indiqué par la suite que Jerome Bowden aurait été placé dans un établissement spécialisé si son Q.I. avait été inférieur à 45. Ainsi Jerome Bowden, qui avait douze ans d'âge mental et qui ne comprenait même pas ce que constituait une condamnation et que la mort, à titre punitif, ne représentait rien pour lui, avait été jugé trop intelligent pour vivre!

Les Unités de Contrôle

Situé dans le Sud de l'État de l'Illinois, le pénitencier de Marion ouvrit en 1963 pour remplacer Alcatraz qui ferma ses portes la même année. C'est la plus sévère des prisons de sécurité du système fédéral.

C'est à Marion que l'Unité de contrôle (Control Unit, CU) a commencé de fonctionner en juillet 1972. Soixante détenus y furent enfermés en isolement sensoriel et la prison toute entière devint une Unité de contrôle en 1983.

Depuis, les prisonniers sont enfermés dans leur cellule 23 heures par jour, complètement isolés des autres prisonniers, dans une cellule de 2,40 m sur 1,80 m, équipée seulement d'un « lit » en ciment, d'un lavabo et d'une lunette de toilette. Ils mangent, dorment et font leurs besoins dans cette cellule. Ils subissent des brutalités physiques et psychologiques: passage à tabac, fouilles rectales et autres mesures dégradantes. Les prisonniers restent souvent allongés, enchaînés sur leur lit, parfois durant plusieurs jours. Les visites sont très limitées, tout comme le droit de recevoir des lettres ou des fournitures pour écrire. La nourriture est insuffisante, l'accès aux soins médicaux minimal. Le pénitencier est surveillé par des gardiens réputés pour leur brutalité. Les effets suicidaires de l'isolation sensorielle et des programmes de « modification du

comportement » qui y sont pratiqués sont alarmants. L'Unité de contrôle de Marion a un taux de suicide cinq fois supérieur au taux national.

En 1993, une nouvelle Unité de contrôle a été ouverte à Florence, au Colorado, où le peu de contacts humains de Marion ont encore été diminués.

Marion et Florence ne sont pas isolés. Les Unités de contrôle se multiplient à travers le pays.

À la Prison d'État de Pelican Bay en Californie s'est ouvert le « Security Housing Unit » (SHU) en décembre 1989. Le SHU a été conçu pour l'isolation permanente des prisonniers. Ceux-ci sont enfermés 22 heures et demie par jour dans leur cellule de 7,4 mètres carrés et n'ont droit qu'à une période d'« exercice » de 90 minutes, seuls dans une « cour » bétonnée grande comme trois cellules, entre des murs de 6 mètres de haut et sous un grillage métallique. Les portes des cellules sont manœuvrées à distance par les gardiens et ceux-ci utilisent des haut-parleurs pour commander les prisonniers. Ceux-ci sont toujours enchaînés et flanqués de deux gardiens armés de matraques lorsqu'ils ont à évoluer hors de leur cellule. À part le claquement d'une porte ou la voix d'un haut-parleur, le SHU est parfaitement silencieux.

La Californie possède une seconde Unité de contrôle, à Folsom Prison, où les lits ont été remplacés par des couches en ciment. À Stateville Prison, dans l'Illinois, les prisonniers « incontrôlables » sont isolés dans de petites cellules sans fenêtre, avec seulement une petite fente dans la porte pour passer les plateaux de nourriture. D'autres Unités du même type existent à Coxsachie, dans l'État de New York ou à Lebanon dans l'Ohio et la liste s'allonge d'année en année. D'après une étude menée en 1990 par la direction de Marion, 36 États ont adopté des Unités d'isolation inspirées de Marion.

Les responsables des prisons clament que les Unités de contrôle sont destinées aux prisonniers jugés trop violents pour rester dans les autres prisons. Mais, déjà, un rapport du Congrès de 1983 affirmait que 80 % des prisonniers à Marion ne justifiaient pas ce niveau de sécurité. En réalité, les prisonniers sont envoyés à Marion pour d'autres raisons: organiser des arrêts de travail, pratiquer leur religion ou engager trop d'actions en justice. De plus, beaucoup de prisonniers politiques sont envoyés à Marion. Le leader de l'American Indian Movement, Leonard Peltier et le membre de l'Armée de libération noire, Sekou Odinga ont été envoyés directement du tribunal qui les condamnait à Marion, ce qui dément le mythe que les prisonniers de Marion ont été violents dans d'autres prisons. D'ailleurs, en 1975, Ralph Arons, le directeur de Marion, déclarait: « L'objectif de l'Unité de contrôle de Marion est de maîtriser les comportements révolutionnaires dans le système pénitentiaire et dans la société extérieure. » En 1987, Amnesty International a publié un rapport condamnant le pénitencier de Marion dans des termes extrêmement sévères. Ce rapport concluait que les pratiques de Marion violaient « les règles minimales des Nations unies pour le traitement des prisonniers » et ajoutait que les conditions carcérales à Marion constituaient « un traitement cruel, inhumain et dégradant, condamné par la Constitution des États-Unis et par la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU. »

Les prisonniers politiques

En 1978, lors d'un entretien accordé au journal français *Le Matin*, Andrew Young, membre de la communauté noire, alors ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, avait déclaré: « Il y a des centaines, peut-être même des milliers de prisonniers politiques dans les prisons américaines. » Cette phrase lui valut d'être révoqué sur le champ par le Président Carter.

Bien sûr, il ne saurait y avoir de prisonniers politiques aux États-Unis, pays de la liberté d'expression. Pourtant, ces centaines, ces milliers d'hommes et de femmes auxquels Andrew Young faisait allusion, ont été arrêtés et jetés en prison, certains même condamnés à mort, à cause de leurs idées politiques ou de leur lutte pour les Droits civiques. Ils ont été victimes du programme COINTELPRO (Counter Intelligence

Program) appliqué par le FBI de 1956 à 1971. Le FBI inventait contre eux des charges criminelles, sur la base de faux témoignages, de dissimulation de preuves, de refus de recours ou de pourvoi... Bien que le programme COINTELPRO ne soit plus en vigueur aujourd'hui, les méthodes du FBI demeurent les mêmes. Les militants se retrouvent isolés, traités par la presse et la justice d'assassins, de drogués, de violeurs... ce qui rend difficiles les mouvements de solidarité. La presque totalité de ces prisonniers appartient à des minorité ethniques et le racisme ambiant rend leur cause encore plus difficiles à défendre. On compte également parmi ces prisonniers politiques un certain nombre de Blancs emprisonnés à cause de l'aide pratique qu'ils ont apportée à l'action de ces minorités.

Les prisonniers politiques subissent des conditions d'emprisonnement très dures. Ils sont pour la plupart incarcérés dans des « Unités de contrôle » destinées à « mater les fortes têtes et les meneurs ». Un chapitre est consacré à ces sinistres geôles.

Les prisonniers politiques les plus connus ont été le pasteur noir Ben Chavis et les « Dix de Wilmington », Johnny « Imani » Harris, libéré sur parole en 1991, après une première condamnation à mort et douze ans de prison, Terrence Johnson, incarcéré en 1978 à l'âge de quinze ans et libéré en 1994 après seize ans d'emprisonnement, Dhoruba Bin Wahad, condamné en 1973 à la prison à vie et qui obtint un non-lieu en 1990, après 17 ans d'emprisonnement, Elmer « Geronimo » Pratt, ancien dirigeant des Black Panthers de Californie, emprisonné depuis 1968 et qui a été libéré sous caution le 10 juin 1997, sous la pression d'un puissant mouvement de solidarité international. Sont toujours derrière les barreaux le leader de l'American Indian Movement, Leonard Peltier en prison depuis 1976, David Rice et Ed Poindexter, tous deux membre des Black Panthers, en prison depuis 1971, et Mumia Abu Jamal, ancien dirigeant des Black Panthers et président du Syndicat des journalistes noirs de Philadelphie, condamné à mort en 1982 et toujours, aujourd'hui, dans le « couloir de la mort ». Tous ont été victimes de coups montés par le FBI.

Elmer « Geronimo » Pratt

Après vingt-six ans passés en prison, quatorze demandes de mise en liberté sur parole refusées et quatre appels infructueux, Elmer « Geronimo » Pratt a été libéré sous caution le 10 juin 1997, dans l'attente d'un nouveau procès qu'on veut impartial.

Il purgeait une peine de prison à vie pour un meurtre que chacun sait qu'il n'a pas commis.

Geronimo est un prisonnier politique, le plus ancien prisonnier politique actuel. Il est le symbole de la résistance à la répression et du combat pour la libération du peuple noir aux États-Unis.

C'est un vétéran de la guerre du Vietnam, plusieurs fois cité à l'honneur. Démobilisé en 1968, il s'établit alors à Los Angeles où il commença à participer aux activités du parti des Panthères noires (BPP).
Son action au sein du BPP, dont il devint un des dirigeants pour la Californie, fit de lui une cible désignée pour le FBI dans le cadre de l'opération COINTELPRO.

Le 8 décembre 1969, le siège du BPP à Los Angeles dut subir un véritable assaut militaire mené par la police. Capturé avec sa femme et sept autres Panthères, Geronimo fut condamné à une peine de prison de un à cinq ans pour « possession illégale d'arme » ! " Alors qu'il était en prison, Geronimo fut accusé de vol ainsi que du meurtre d'une femme blanche commis le 8 décembre 1968 à Santa Monica (Californie).
Déclaré coupable le 28 juillet 1972, il a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Geronimo a toujours clamé son innocence et affirmé que l'affaire avait été montée de toutes pièces par le FBI dans le cadre de l'opération COINTELPRO et que, le jour du meurtre en question, il se trouvait à 600 kilomètres du lieu du crime, à un rassemblement des Black Panthers à Oakland. D'ailleurs, le FBI, qui le surveillait en permanence, en avait la trace dans ses fichiers. Toutefois, lorsque Geronimo demanda, en vertu du Freedom of Information Act (24), que le FBI fournisse ce document, celui-ci a refusé de le faire.

Geronimo fut déclaré coupable sur le témoignage du mari de la victime. Ce dernier admit n'avoir vu l'agresseur qu'une seule fois, quatre ans auparavant, et ce pendant quelques instants. Toutefois, il a identifié Geronimo comme étant le meurtrier, bien qu'il ait décrit ce dernier, quelques semaines après le meurtre, comme un homme très grand et très noir de peau, tandis que Geronimo est plutôt petit et que son teint est proche de celui d'un Indien (d'où son surnom).

Mais le principal témoin de l'accusation fut Julius Butler, ancien membre du BPP, qui déclara que Geronimo lui avait remis une lettre où il se reconnaissait coupable du crime. Or, il a été révélé que Butler était un indicateur du FBI, ce qu'il avait nié au moment du procès. Après la condamnation de Geronimo, d'autres preuves des irrégularités commises par le FBI au cours de l'instruction ont été révélées : trois indicateurs avaient été placés dans l'équipe chargée de la défense de Geronimo et avaient fourni des documents sur la stratégie et la tactique prévues par celle-ci, ainsi que les dépositions d'au moins deux témoins de la défense. Un témoin oculaire du crime avait identifié une autre personne comme pouvant être le meurtrier, pourtant ce renseignement n'a pas été fourni à l'avocat de Geronimo. Le FBI et la police de Los Angeles avaient travaillé conjointement et échangé des informations concernant l'instruction, l'arrestation et le procès dans l'affaire Pratt.

La libération de Geronimo est une victoire. Sa victoire. Celle de ses avocats et de tous ceux, aux États-Unis et à travers le monde, qui ont fait campagne pour sa libération. Et aussi un immense encouragement pour continuer les luttes pour la libération des autres prisonniers politiques aux États-Unis.

Leonard Peltier

Leonard Peltier, Indien Anishinabe-Lakota (Sioux), est l'un des leaders de l'American Indian Movement (AIM) depuis 1970. Il purge actuellement sa vingt-deuxième année d'emprisonnement pour un crime qu'il n'a pas commis, victime d'une collusion entre le FBI et la justice américaine pour neutraliser l'American Indian Movement après l'occupation de Wounded Knee, dans la réserve Sioux de Pine Ridge, en 1973.

Leonard a été condamné à deux peines de prison à vie consécutives pour le meurtre présumé de deux agents du FBI sur cette même réserve, dans le Sud Dakota. Les charges pour lesquelles il a été incarcéré, ainsi que les « preuves » qui ont entraîné sa condamnation ont été entièrement fabriquées par le FBI qui a présenté de fausses preuves, des rapports balistiques falsifiés et a menacé et intimidé des témoins afin de leur faire signer des faux. Pourtant, à ce jour, aucune cour n'a été en mesure de prouver sa culpabilité. Bien au contraire, lors de ses procès et appels, on a rassemblé de nombreux éléments prouvant l'inconduite du FBI. Dans un télétype du 31 octobre 1975, les experts en balistique du FBI rapportent qu'aucune des balles trouvées sur les lieux de la fusillade ne pouvait correspondre au fusil appartenant à Leonard Peltier.
Cette preuve a été écartée du dossier et n'est réapparue, avec d'autres documents, que grâce à la Freedom of Information Act (24). De plus, le FBI a utilisé de fausses dépositions pour obtenir l'extradition de Leonard Peltier du Canada vers les États-Unis, ce qui constitue une grave violation du droit international et du traité d'extradition existant entre les deux pays. À la lumière des nouveaux éléments prouvant l'attitude condamnable et les tactiques inappropriées employées lors de l'accusation de Leonard Peltier, le procureur général Lynn Crooks a admis, le 9 novembre 1992, devant la huitième Cour d'appel de Saint Paul (Minnesota) : « Nous ne pouvons prouver qui a tué ces agents. » Pourtant, cette même Cour a refusé, en 1993, d'accorder la révision du procès qui aurait permit de démontrer l'innocence de Peltier et de prouver les malversations du FBI et du gouvernement américain dans cette affaire.

En mars 1996, malgré l'avis favorable du procureur, le Bureau fédéral de libération conditionnelle a une nouvelle fois refusé d'accorder à Leonard une libération sur parole et l'a informé que le Bureau statuerait à nouveau sur son cas... en 2008. Dans 12 ans !

Privé des soins nécessaires, Leonard Peltier a perdu l'usage d'un œil et son état général reste préoccupant. Le seul espoir qui reste à Leonard Peltier est entre les mains du Président Clinton, qui n'a toujours pas répondu à la demande de grâce présidentielle déposée par Leonard en 1993.

Mumia Abu Jamal

Mumia Abu Jamal a été élevé à Philadelphie. Il fut un membre fondateur (à 15 ans) du Comité des Black Panthers de Philadelphie. C'est là que débuta sa carrière de journaliste. Il écrivait dans le journal du Parti en tant que ministre de l'Information du Comité local.

Il poursuivit sa tâche de journaliste en étant commentateur sur différentes stations de radio de, la ville. Au cours des années 70, Mumia a publié de vigoureuses critiques de la police de Philadelphie et de son chef, Frank Rizzo. Il a rejeté la version présentée par Rizzo du siège policier de 1985 contre l'Organisation noire MOVE à Powelton Village auquel ont participé plus de 600 agents armés et qui se solda par la mort de11 membres de MOVE (six adultes et cinq enfants). Son engagement sans faille en faveur des pauvres et des discriminés lui valut son surnom de « the voice of the voiceless » (la voix des sans voix). Son investissement infatigable à cette forme de journalisme a abouti à son licenciement de son poste à la radio. Il fut contraint de travailler comme chauffeur de taxi la nuit pour nourrir sa famille.

Le 9 décembre 1981, un peu avant quatre heures du matin, circulant avec son taxi et voyant un policier taper sur son frère, il s'était arrêté pour courir à son secours. À leur arrivée, les policiers appelés en renfort par l'agent de police Faulkner le trouvèrent étendu à terre, touché par balles au dos et au visage. À quelques pas, baignant dans son sang, gisait Mumia Abu Jamal. Le revolver de calibre P.38 qu'il avait acheté après avoir été dévalisé à deux reprises fut retrouvé sur les lieux.

Le policier Faulkner mourut, une heure après la fusillade, à l'hôpital universitaire où Mumia devait subir une intervention chirurgicale: une balle provenant de l'arme de Faulkner l'avait en effet atteint à la poitrine et s'était logée près de la colonne vertébrale.

Clamant son innocence, Mumia Abu Jamal fut accusé du meurtre du policier, malgré le témoignage de quatre personnes affirmant avoir vu un troisième homme tirer et s'enfuir en courant. Il fut traduit en justice au début de 1982. L'affaire fut confiée au Juge Sabo, surnommé « le roi du couloir de la mort », détenant le record des condamnations à mort aux États-Unis: 31 dont 29 infligées à des Noirs. Il était de plus membre du même syndicat de policiers que Faulkner: « la Fraternité de la police » (FOP), ce qui met en doute son impartialité.

Le procès fut classique s'agissant d'un Noir. Mumia Abu Jamal a été privé du choix de son avocat et des moyens financiers nécessaires à sa défense. On lui interdit d'assurer lui-même sa défense. On lui imposa un avocat commis d'office connu pour son incompétence. Tous les jurés noirs ont été exclus du jury, sauf un. La liste est longue des irrégularités qui ont émaillé ce procès: subornation et intimidation de témoins, dissimulation de preuves favorables à la défense, politisation à outrance de la phase pénale du procès par utilisation des dossiers du FBI relatifs à ses activités au sein du parti des Panthères noires comme preuves définitives « justifiant la peine de mort », refus de prendre en compte en appel les révélations de témoins repentis faisant état d'intimidations policières lors du procès de 1982 et affirmant eux aussi avoir vu un autre homme armé s'enfuir en courant du lieu de la fusillade. Enfin, maintien en appel du juge Sabo, bien qu'il fut alors en retraite.

Le 2 juillet 1982, Mumia Abu Jamal, accusé d'homicide volontaire, a été condamné à mort par le juge Sabo. Il devait être exécuté en août 1995. Grâce à la pression d'un puissant mouvement de soutien international, Mumia a bénéficié d'un sursis à l'exécution, mais le juge Sabo a refusé l'ouverture d'un nouveau procès jusqu'à sa mise définitive à la retraite le 26 novembre 1997.

À l'heure où ces lignes ont été écrites (février 1998), la Cour suprême de Pennsylvanie examine les conclusions du dernier appel interjeté par les défenseurs de Mumia Abu Jamal. En cas de rejet, qui serait suivi d'un mandat d'exécution, un ultime appel pourrait être effectué au niveau fédéral.

Du fond de sa cellule, depuis 16 ans, Mumia n'a jamais cessé d'écrire des articles et de militer pour la justice et contre le racisme. Il a écrit deux ouvrages très importants: Live from the Death Row qui a été traduit et édité en France sous le titre: En direct du couloir de la mort (Éditions La Découverte) et Death Blossoms (The Plough Publishing House Editors, Farmington PA, USA).

Robert Pac

Robert Pac est journaliste, engagé depuis plus de 25 ans dans la lutte aux côtés des Noirs, des Indiens et des membres des autres minorités ethniques des trois Amériques. Il est l'auteur de Les guerres indiennes aujourd'hui aux éditions Messidor.

Notes

1. Andrew Hacker in Two Nations, Charles Scribner's Son. Macmilian Publishing Company. New York, 1992.
2. Genocide USA. Workers Vanguard n° 463.21 octobre 1988.
3. L'Humanité, 22 février 1990.
4. New York Post, 9 mai. 1990.
5. International Herald Tribune, 29/30 juillet 1981.
6. Cité dam L'Humanité, 8 novembre 1988.
7. New York Post, 9 mai 1990
8. New York Post, 8 mai 1990
9. Peoples Daily World, 3 mai 1990.
10. Le Matin, supplément, 29/30 décembre 1979.
11. International Herald Tribune, 23 août 1993.
12. Center for Research on Criminal Justice, Berkeley. California, The Iron Fist and the Velvet Glove.
13. ln Par la petite porte, par Ernest J Gaines. Liana Levi Editeur, 1996
14. Lennox Hinds, in Illusion of Justice, University of Iowa, 1978.
15. Sentencing Project 1991.
16. International Herald Tribune, 14 septembre 1993.
17. International Herald Tribune, 6/7 avril 1996
18. Mumia Abu Jamal in En direct du couloir de la mort, Éditions La Découverte, 1996.
19. Amnesty International, Rapport sur la peine de mort 1987.
20. Amnesty International, Rapport sur la peine de mort 1987.
21. Amnesty International.. Etats-Unis, Des mineurs dam le « couloir de la mort » (Index AI.. AMR 51/23/91), publié en 1991.
22. Greenwald Helene B., Capital Punishment for Minors: An Height Amendment Analysis. in Journal of Criminal Law and Criminology, Volume 74, n° 74, 1983.
23. Amnesty International, document interne, Londres. janvier 1994.
24. Le « Freedom of Information Act » (Loi sur la liberté de l'information), voté par le Congrès en 1966 et amendé en 1974 dans un sens libéral, garantit à chaque citoyen américain le droit d'accès aux « fiches » et autres « renseignements » en possession des autorités qui lui porteraient ou lui auraient porté préjudice.

Centenaire d’un génocide à Cuba : La « reconcentration » de Weyler

Un livre noir du capitalisme en Amérique latine, si on le voulait exhaustif, devrait être un travail documentaliste rassemblant les ouvrages historiques en matière de pénétration par le fer et le feu du capitalisme triomphant sans partage du Rio Grande jusqu'à la Terre de feu. Une autre méthode consisterait à braquer le projecteur sur tel ou tel épisode plus connu des historiens que du grand public, mais significatif des irréparables dégâts imputables aux féroces appétits impérialistes britanniques, français, puis yankees imposant la loi du capital colonial en soumettant les peuples qui venaient à peine de secouer le joug de l'immense empire féodal hispano-portugais. On pense alors aux innombrables victimes autour des îles Malouines depuis que l'Angleterre y trouva un intérêt baleinier au détriment de la République Argentine, autour de l'opulent Paraguay avec la triple Alliance (Argentine, Brésil, Uruguay) qui en 1870, après cinq années sanglantes, extermina toute population mâle de ce carrefour de grands fleuves navigables. On pense aux déboires du Pérou, de la Bolivie et du Chili à peine indépendants parce que le guano, détrôné par le nitrate chilien, provoqua cinq années de la guerre dite du « Pacifique » de 1879 à 1884 au nom d'intérêts capitalistes dépeçant l'un ou l'autre des trois pays, arbitrés par les États-Unis et privant la Bolivie de son accès à la mer. Mourir pour des fertilisants si rémunérateurs n'empêcha pas Boliviens et Paraguayens de s'entre-tuer dans les combats fratricides de la guerre du Chaco (60 000 victimes, croit-on) pour deux « majors » d'un pétrole qui ne fut pas exploité ensuite. Comment faire un choix entre le cône sud et les confins de l'isthme central où les compagnies fruitières pénétrèrent par le fer de la moderne flibuste ferroviaire pour les intérêts de la United Fruit, de la Colombie jusqu'au Guatemala ?

Comment parler du « Pape vert » mieux que Miguel Angel Asturias, ou des grèves bananières comme Gabriel Garcia Marquez ? Comment traiter l'exploitation de la terre brésilienne aussi intensément que Jorge Amado dans ses romans ? Ou mieux apprécier le slogan « Terre et Liberté » qu'avec les fresques mexicaines de Siqueiros ?

Une fois écrit, ce livre noir aura les détracteurs de l'éternelle coalition de libéraux et de conservateurs pour prendre la défense des vertus civilisatrices comme l'ont fait avant eux les Espagnols rejetant sous le nom de « légende noire » la moindre critique de leur empire américain évangélisé par l'épée et par le feu. Ce débat resurgit en 1992 quand la célébration du Ve centenaire de la découverte de l'Amérique suscita les polémiques que l'on sait au moment de l'Exposition universelle de Séville: la thèse de la rencontre entre deux mondes, celle du choc et celle de la destruction pure et simple. C'est par ce mot de « destruction » que le scandale arriva en 1552, sous la plume de cet évêque du Chiapas (déjà !) nommé Fray Bartolomé de las Casas qui est à l'origine de la notion si controversée de légende noire. Intitulé « Très brève relation de la destruction des Indes », son traité eut une diffusion immédiate en Espagne et en Amérique et fut une source d'infinies querelles avec l'autorité coloniale. Comme il débarqua d'abord à Cuba après ses études à Salamanque, il constata nécessairement le funeste sort des paisibles Indiens de l'île et son pamphlet ultérieur rejoint à travers les siècles le discours de bienvenue du président Fidel Castro au pape Jean-Paul II le 21 janvier 1998 : «... vous ne trouverez pas ici les pacifiques et doux habitants naturels qui peuplaient cette île quand les premiers européens y arrivèrent. Les hommes furent presque tous exterminés par l'exploitation et l'esclavage qu'ils ne purent pas supporter, les femmes, converties en objets de plaisir ou en esclaves domestiques. Il y en eut aussi qui moururent sous le fil des épées homicides, ou victimes de maladies inconnues qu'importèrent les conquérants. Certains prêtres ont laissé des témoignages déchirants de protestation contre de tels crimes. (...) Dans des conditions extrêmement difficiles, Cuba finit par constituer une nation. Elle a lutté seule avec un insurpassable héroïsme pour son indépendance. Elle souffrit pour cela, il y a cent ans, un véritable holocauste dans des camps de concentration où périt une partie considérable de sa population, principalement des femmes, des vieillards et des enfants; crime des colonialistes qui, oublié par la conscience de l'humanité, n'en est pas moins monstrueux. »

Nous tenons donc avec Cuba les deux bouts d'un livre noir qui s'ouvre dès 1492 et qui ne s'est pas encore refermé, puisque ce peuple refuse depuis quarante ans « de se soumettre aux injonctions et à l'empire de la plus grande puissance économique, politique et militaire de l'histoire ». Pourquoi ne pas feuilleter l'une de ces pages noires du capitalisme en Amérique latine, écrite par le capitalisme lui-même il y a très exactement cent ans, alors qu'il prenait son essor sucrier à Cuba, dernier lambeau de cet empire que cinq cents années durant la couronne espagnole exploita ? Au moment où le puissant voisin du nord se dispose à cueillir ce fruit mûr, l'Espagne humiliée s'y accroche honteusement et c'est, aux ordres du capitaine général don Valeriano Weyler, la « reconcentration », déportation d'un peuple dans sa propre terre, de 1896 à 1898 (1).

Une colonie en sursis

Au XVIIe siècle Cuba était déjà le premier producteur mondial de sucre de canne, la rentabilité des esclaves noirs sur les immenses domaines de la colonie espagnole ayant accumulé de quoi ouvrir, dès la première partie du XIXe siècle, l'ère du capitalisme sucrier dans le secteur agraire existant déjà de La Havane à Matanzas. Les quatre moulins à sucre de 1784 étaient 22 avant 1830, situés à proximité des ports dans les zones de plus en plus vastes conquises sur la forêt subtropicale qui offrait une étonnante fertilité. Autour des possibilités d'embarcadères maritimes ou fluviaux permettant, grâce au cabotage vers les grands ports, d'exporter en 1830 90 492 tonnes métriques vers l'Europe. Les propriétaires fonciers, dans leur optimisme de classe en expansion, se trouvaient confrontés au renchérissement des coûts de production. En 1820, l'Espagne se vit obligée, sous la pression anglaise, d'abolir la traite des noirs. Leur acquisition clandestine devenait plus onéreuse au moment même où apparaissaient en France les premières fabriques de sucre de betterave. Mais payer des esclaves en contrebande ne dispensait pas de charrier la marchandise au fur et à mesure que les zones de production s'éloignaient des côtes.

Voilà comment le capitalisme sucrier eut besoin du fer pour se développer. Il n'était plus possible, les récoltes étant de plus en plus abondantes, de transporter vers les ports de lourdes charges sur des chemins rocailleux et poussiéreux par temps sec et impraticables en saison humide quand bêtes et chariots s'embourbaient. Les propriétaires des moulins à sucre (ingenios) perdaient de l'argent à entretenir routes et chemins. Cependant l'alimentation d'un Noir à raison de deux repas quotidiens revenait à un réal et demi, tandis qu'il fallait compter trois réaux pour nourrir un bœuf. Voilà comment on dut se tourner vers le chemin de fer dont les premiers capitaux furent réunis dès 1830 mais qui ne prospéra qu'à partir de 1837, quand, 11 ans avant la métropole espagnole, les six lieues et demie de La Havane à Bejucal furent mises en service le 19 novembre, jour anniversaire de la reine Isabelle II. Cette ligne mettait au chômage 1200 charretiers et autant d'esclaves noirs à leur service, sans compter 300 ou 400 muletiers. Voilà comment, sans manquer d'actionnaires cubains, on créait des sociétés anonymes, quitte à s'en remettre à toute sorte de chevaliers d'industrie qui avaient beau jeu d'afficher leurs prétentions dans un domaine où les européens eux-mêmes faisaient leurs premiers pas. Il fallait surtout avoir des relations à Londres et pour cela avoir des intermédiaires nord américains qui, possédant déjà des plantations à Cuba, offraient leurs relations et leurs capitaux, car une locomotive ne pouvait être qu'anglaise. Les capitalistes de l'île se méfiaient du gouvernement colonial, arbitraire et corrompu. De leur côté les banquiers de Londres n'avaient aucune confiance dans les finances de Madrid. Il fallut donc que le banquier anglais Robertson prêtât 2 millions de pesos, garantis par les rentrés fiscales des ports cubains, à commencer par La Havane. Voilà comment le premier chemin de fer hispano-américain fut cubain. Un homme de paille, don Claudio Martinez de Pinillos, bien introduit à la cour de Madrid, administrateur du fisc colonial, garantissait à La Havane l'emprunt anglais. Chacun ayant prélevé sa commission, les locomotives et les rails arrivèrent enfin de Londres et les travaux ferroviaires purent commencer, non sans que le consul d'Espagne à New-York eut recruté des ingénieurs américains munis de contrats mirifiques.

Les moulins étant devenus des « centrales sucrières ». Ces véritables usines reçoivent la canne à partir de coupes de plus en plus éloignées et leurs rayons d'action ne cessent d'augmenter, jusqu'à englober l'orient cubain encore ignoré des planteurs de canne. Il ne restait plus aux grands intérêts sucriers liés aux États-Unis

qu'à acheter les lignes pour que le chemin de fer attaché aux « latifundium » sucriers, fut le vecteur de la saccharocratie yankee recouvrant toute l'île sous l'égide du pouvoir colonial espagnol. Attendons patiemment la fin du siècle pour le voir confisqué au profit de l'impérialisme nord américain. Cornélius Van Horne, constructeur du « canadien pacifique », dont le père avait réalisé la conquête du sucre par le fer, fut l'un de ceux qui y réussirent si bien qu'à sa mort il pouvait dire: « Quand je pense à tout ce que je pourrais faire, j'aimerais vivre 500 ans... ». En 1902 le gouvernement Estrada Palma de la pseudo république cubaine poussait la servilité jusqu'à proposer au « Congrès » de puiser dans les fonds publics, pendant trois ans, de quoi payer à Van Horne les intérêts de capitaux qu'il avait risqués dans une ligne qui n'avait encore rien rapportée... . Mais n'anticipons pas sur ce XIXe siècle qui vit Cuba regimber à plusieurs reprises contre les deux dominations coloniales qu'il n'acceptait pas de subir, même si elles disposaient de puissants relais intérieurs.

Le dernier quart d'heure

Quand l'administration espagnole se caractérise par une corruption et un absolutisme confrontés aux exploits des libérateurs de la partie continentale de l'empire, c'est en pleine réaction des secteurs aisés combiné à un profond mécontentement populaire qu'éclate en 1868 la première guerre d'indépendance observée avec suspicion par les États-Unis qui refusent leur aval et avec indifférence avec les européens. La couronne espagnole a de quoi s'inquiéter de la solidarité que proclament ses anciennes vice-royautés en pleine émancipation. Dix ans de guerre, de 1868 à 1878, aboutirent à la fausse paix de Zanjon qui ne régla rien, à part les timides lois émancipatrices des Noirs cubains. Cette période recouvre l'enseignement de la dignité nationale émanant de José Marti, « l'apôtre de l'indépendance » (1853-1898), lui-même influencé par des lettrés formés à l'école des lumières dès le début du XIXe siècle au sein même des plus respectables institutions humanistes de la colonie. Tendances réformistes et révolutionnaires s'affrontaient alors entre partisans d'une annexion pure et simple aux États-Unis ou d'un prudent degré d'autonomie vis-à-vis de la couronne espagnole, et ceux qui ne voyaient d'avantage qu'à l'indépendance réelle, les révolutionnaires.

Depuis l'échec de la « Guerra chica » en 1878, quand les États-Unis fermèrent (déjà) leur marché au sucre cubain, les cubains comprirent que l'indépendance n'était pas une simple question de sentiments. Ils en avaient besoin pour négocier des traités de réciprocité ou pour figurer de plain-pied dans le système nord-américain.

Quinze ans plus tard, les plus éminents lutteurs inspirés par José Marti, entreprirent de nouvelles campagnes militaires pour libérer Cuba du joug métropolitain espagnol. En 1895, la guerre se répandait d'est en ouest, prenant des proportions sans commune mesure avec le précédent conflit. José Marti fut tué au moment où il tentait d'intercepter une colonne espagnole de 600 cavaliers le 19 mai 1895. Ce revers décupla les forces des patriotes aux ordres de Maximo Gomez et Antonio Maceo qui, fin 1895, envahissaient l'occident cubain pénétrant dans l'opulente région de Matanzas où ils brûlèrent les plantations, empêchant la récolte de cette année là et paralysant presque entièrement l'industrie sucrière faute de matières premières. De 1 034 794 tonnes métriques en 1895, le tonnage de « Zafra » tombe à 232 068 en 1896, encore moins en 1897, du fait de l'action militaire des « mambises (2)», qui oblige les troupes coloniales à se confiner dans les garnisons fortifiées. Dans le même temps, le prix du sucre chute de moitié alors que la machine à vapeur, mécanisant l'élaboration et la production du sucre, avait mobilisé d'énormes capitaux pour remplacer ceux des Noirs libérés en 1886. D'où les énormes investissements yankees se substituant à ceux des banquiers anglais et des actionnaires espagnols qui voient chanceler leur souveraineté coloniale. Les chemins de fer augmentent leurs tarifs, les transports de troupes absorbant la moitié de leurs mouvements: comme ils n'étaient pas facturés à l'autorité militaire, il fallait bien se rattraper sur le sucre. Et l'introduction du travail salarié ouvrait dans la colonne des prix de revient une nouvelle dépense... Cependant, la multiplication des échecs militaires dans l'île, les énormes sommes d'argent que l'obstination du gouvernement de Madrid engloutissait à juguler cette dernière guerre coloniale, l'incompétence des états majors, l'impopularité du service outre-mer parmi des recrues qui n'hésitaient pas à se mutiler pour échapper à l'uniforme, le lourd passif de la corruption

coloniale, tout conseillait à don Antonio Canovas del Castillo, le chef du gouvernement espagnol, d'en finir par tous les moyens. Impatient et autoritaire, il hésitait à concéder à Cuba une autonomie qu'il refusait à la Catalogne. Il ne résista ni aux surenchères de l'oligarchie liée aux intérêts coloniaux ni aux officiers qui réclamaient une guerre sans merci contre les insurgés cubains. Il avait nommé à Cuba comme capitaine général Arsenio Matinez Campos, celui-là même qui en 1874, à la tête d'une poignée d'hommes avait mis fin à la première république espagnole et restauré Alphonse XII sans tirer un seul coup de feu. Il n'en allait pas de même à Cuba: en juillet 1895, défait au combat de Peralejo par Antonio Maceo, il propose à son chef du gouvernement de choisir une stratégie propre à liquider une bonne fois pour toutes cette rébellion. Toutes les mesures militaires adoptées se révélaient inefficaces contre les torches incendiaires des « mambises » qui détruisaient les plantations. Les trains de canne étaient précédés de locomotives exploratrices, des fortins étaient construits à chaque embranchement, ponceau ou station. Les journaux illustrés de Madrid publiaient des reportages avec gravures de convois détruits par les sabotages des ponts de bois du chemin de fer de l'époque. Rien n'y fit, sauf la volonté encore plus marquée des commerçants et entrepreneurs du sucre de se protéger derrière les baïonnettes espagnoles. On se souvint alors d'un officier connu comme « l'homme de fer », qui s'était déjà distingué dans la « Guerre de dix ans » (1868-1878) par sa cruauté contre la population civile et on le nomma capitaine-général de Cuba, en remplacement de Martinez Campos. Ce fut don Valériano Weyler (3), connu pour son imagination répressive. Reconnaissant que cette guerre était différente de la précédente, Martinez Campos lui-même avait proposé de vider l'eau du bocal pour en capturer les poissons: un chef aussi expérimenté que Weyler était capable, dit-il, d'appliquer cette mesure de la « reconcentration », qui personnellement lui répugnait. On l'avait déjà utilisée, quoique sur une moindre échelle pendant la « Guerra Grande », mais sans avoir jamais dépassé le chiffre de 40 000 civils regroupés après avoir été contraints à abandonner leurs villages. Ce procédé politico-militaire fut donc appliqué dans le but de priver de ravitaillement, d'hommes, de chevaux les forces « mambises » qui les recevaient de tous les villages et des champs où ils étaient comme des poissons dans l'eau. Après quelques premières expériences, ce fut le 21 octobre 1896 que Weyler publia un ordre de campagne où il décréta la « reconcentration » de tous les habitants dans certaines agglomérations, et ce dans un délai de 8 jours, interdisant le retrait d'aliments des villages ou leur transit par mer sans permis des autorités militaires espagnoles. À la population, on ajouta le bétail.

« Des centaines de milliers de personnes furent donc rassemblées. En l'affaire de quelques jours, les localités ayant des garnisons se changèrent en immenses prisons pour vieillards, femmes et enfants sans le moindre moyen d'existence. Après les avoir ainsi rassemblés, les troupes espagnoles avaient carte blanche pour tout raser, brûler les habitations, détruire les champs et sacrifier les animaux qu'elles ne pouvaient soustraire aux besoins de ravitaillements de l'armée de libération », explique le colonel Raul Izquierdo Canoso, qui vient de publier une étude intitulée « La reconcentration » parue récemment. (4)

Un véritable génocide

Cette mesure fut appliquée pendant les 2 années que dura la mission de Weyler à Cuba, 1896 et 1897. On en trouve même trace dans les archives du chemin de fer cubain: « Il est vrai que la troisième classe est celle qui transporte le plus grand nombre de voyageurs de la compagnie. Et comme la majorité d'entre eux sont des journaliers qui ont été « reconcentrés » dans les villes et les villages sans même l'indispensable pour se nourrir, ils étaient encore plus dépourvus de moyens de déplacement. Les autorités de la ville (de Matanzas) ayant souhaité leur retour vers leurs anciens villages d'où ils étaient venus ici par milliers, la compagnie leur a accordé à tous des billets gratuits pendant les mois d'avril et de mai 1897, soit pour qu'ils puissent retourner dans des zones de culture, soit pour leur faire quitter cette ville où ils ne peuvent vivre que de mendicité. 2325 personnes ont pu être ainsi transportées, mais il a fallu répéter l'opération en décembre pour que tous ces paysans « reconcentrés » qui vivaient ici puissent aller chercher du travail dans les usines à sucre et préparer les travaux de la « zafra ». On en a ainsi transporté 2781 de plus. Ce document date bien la durée de ce regroupement inhumain commencé à la mi1896, imposé militairement en octobre, mais devenu intenable dès la fin 1897, car il faut tout de même faire tourner la production sucrière qui est en chute libre.

Sans compter que l'État ne rétribuait pas suffisamment le transport des unités militaires qui débarquaient massivement en renfort tout le long de l'année 1897. Le chemin de fer de Matanzas avait facturé 117 398 pesos pour 1896 aux transports militaires et n'en avait touché que 77 816, la différence étant considérée comme services gratuits au bénéfice de l'État. Cette compagnie parvint néanmoins à distribuer à ses actionnaires un dividende de 2% tout en ayant reçu, logé et transporté 4 322 soldats débarqués d'Espagne rien que pour l'année 1896 à Regla, entrée du port de La Havane.

Si l'Espagne mit fin à cette opération de nettoyage par le vide, c'est tout bonnement parce qu'elle se solda par un échec sur tous les plans. La politique du dernier quart d'heure correspondait alors au slogan « jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière peseta » qu'il fallut abandonner en cette triste fin de 1897 quand le général Ramon Blanco arriva à La Havane en remplacement de Weyler avec des consignes brusquement devenues « ni un homme, ni une peseta de plus! » Génocide aggravé par la préméditation: ce n'était qu'une expérience, elle n'a rien donné. Au point qu'il est de nouveau question d'installer un gouvernement autonome, idée bien vite écartée puisque, ne pouvant concéder à Cuba ce que l'on refuse à la Catalogne, on fait bientôt don à celle-ci, déchirée par les convulsions de l'anarchisme naissant, d'un nouveau capitaine général qui se nomme... don Valeriano Weyler. Barcelone connaissait alors une épidémie de bombes et d'attentats qui ajoutait une référence cubaine à leurs cibles. En 1892, le général Martinez Campos échappait à une bombe, mais Canovas del Castillo prenait les eaux à Santa Aguda quand le 8 août 1897 il fut assassiné par l'anarchiste italien Angiolillo. C'était la réponse aux arrestations en masse de Weyler qui avaient rempli les cachots de Montjuich de supposés anarchistes ou d'inoffensifs anticléricaux, horriblement torturés ou exécutés: l'ancien capitaine général de Cuba avait des références.

Comme à Barcelone, la « reconcentration » de Weyler faisait payer à des innocents le prix de la politique d'extermination décidée par le gouvernement colonial et dans un cas comme dans l'autre l'engrenage classique de l'escalade joua comme un boomerang. La majorité des hommes menacés par ce « regroupement » choisit de rejoindre l'armée libératrice comme à Barcelone où l'on rejoignait l'anarchisme en raison des horreurs d'une répression qui provoquait de gigantesques manifestations d'indignation jusqu'à Trafalgar Square.

Quel avait donc été le prix payé par le peuple cubain? Il est difficile et facile à la fois d'établir les chiffres puisque leur source est d'origine yankee, mais on ne voit pas comment ils les auraient gonflés plus cyniquement que pour justifier leur intervention militaire de 1898 qui, entre autres bonnes raisons, prétendait répondre à un souci humanitaire contre l'horrible colonisateur espagnol. Nous avons le chiffre du recensement de 1887 : 1 631 676 (dont 1 102 887 Blancs, le reste comprenait des Noirs, Métis et Asiatiques). Et le recensement de 1899, réalisé par le gouvernement interventionniste des U.S.A., donne 1 570 000. La diminution constatée n'est pas significative puisque Cuba leur appartient déjà et ils s'y sont installés en nombre très important. Le registre des décès pour 1898 donne 109 272, en grande partie imputables à la faim et aux maladies consécutives au blocus naval établi dès la déclaration de guerre des États-Unis à l'Espagne, rendant encore plus critique la survie des victimes de la « reconcentration ». Un rapport de la Croix-Rouge des États-Unis, daté de La Havane, décrivait en octobre 1898 des dizaines de milliers de personnes déambulant dans les rues, y compris des gens aisés qui n'avaient rien eu à voir avec la « reconcentration » et arrachaient aux ordures une misérable subsistance. Clara Barton, présidente de la Croix-Rouge américaine, avait envoyé des aliments, des médicaments et des vêtements collectés par ses soins avant même le déclenchement de la guerre contre l'Espagne. Cependant le blocus des côtes cubaines empêcha (déjà!) l'arrivée de ces aides qui furent partiellement utilisées au profit des troupes yankees, ce qui motiva une plainte de Clara Barton au président des États-Unis, William McKinley. Cent ans après les faits Raul Izquierdo Canosa s'en tient à 300 000 victimes comme ordre de grandeur, sachant qu'il ne peut pas être rigoureusement exact, mais d'autres historiens avancent 400 ou 500 000 sans pouvoir le démontrer. Pour une population d'à peine un peu plus d'un million et demi d'habitants, le chiffre de 300 000, même corrigé à la baisse, est déjà horrible.

Car nous ne manquons pas de témoignages, à un siècle de distance, quant à l'ampleur de l'extermination. Voici Lola Maria, pseudonyme littéraire de Dolores Maria de Ximeno y Cruz, riche héritière d'une famille créole de la ville de Mantazas qui avait écrit ses mémoires. Elle y narrait le monde d'opulence dans lequel elle vivait, n'écartant pas les témoignages des épisodes les plus dramatiques de la « reconcentration » vécus en direct. « (...) L'île toute entière était devenue une immense souricière, on nous pourchassait de tous côtés... Plutôt une ville de déments qu'un immense asile d'aliénés. Enfants en proportions alarmantes, hommes et femmes dans la force de l'âge, vieillards décrépits d'à peine vingt-cinq ans. Un jour notre maison se remplit d'une nombreuse famille de « reconcentrés » - ils ne voulaient pas du pain mais un toit - et, elle, ma mère, connaissait une maisonnette isolée dans les parages de la ligne de chemin de fer hors la ville... l'émigration était épouvantable, ne restaient que ceux qui n'avaient pas la possibilité de fuir... chez nous, la maison la plus opulente et la dépense la mieux garnie de Matanzas, nous avions eu recours à la soupe de ces pourpiers qui poussent jusque sur les trottoirs et ma mère les avait excellemment rafistolés comme si c'étaient d'exquis raviolis... Chaque jour les journaux publiaient les exploits guerriers des espagnols qui, à chaque rencontre avec les rebelles, les pulvérisaient toujours. En concluant: rien de nouveau de notre côté. J'ai vécu ces journées comme un siècle... J'ai maigri d'une arroba (5) ».

Ces souvenirs furent publiés en 1983 à Cuba quand, le manuscrit de Lola Maria ayant été retrouvé, il fut possible d'en établir une sélection dont voici encore un exemple: « (...) L'odeur, cette odeur qui ne ressemblait à rien et qui était celle de la « reconcentration », était celle que le climat répandait comme la maladie propre aux cadavres qui, gonflés comme des crapauds, la répandaient dans les rues. Toute cette légion de malheureux mourut sans protester, dans les hôpitaux, sur la voie publique, sous les arcades. Parfois une bougie sur un pot de bière vide, placée là par quelqu'un, indiquait au passant que ce paquet était un cadavre. On prétend que le total des décès se monta à quatre cent mille. »

Quelle que soit la précision du chiffre de ces véritables otages de l'armée espagnole, il faut y ajourer un nombre inattendu d'étrangers que révèlent de récentes recherches aux Archives nationales de Cuba. Toujours à Matanzas, les actes de décès montrent un pourcentage élevé de victimes d'origine péninsulaire espagnole ou des îles Canaries. On trouve sans surprise plus de 3000 chinois puisque leur immigration est signalée depuis la deuxième moitié du siècle dans l'agriculture. Mais pas ou très peu de Français, peut-être par gratitude des autorités espagnoles satisfaites des véritables forteresses qu'étaient devenues leurs plantations de café dans la région de Santiago de Cuba, preuve de leur hostilité envers les insurgés. Plus étonnant est le chiffre de 1758 Nord-Américains signalé en décembre 1897 parmi les actes de décès identifiant des Allemands, des Mexicains et plusieurs autres nationalités européennes ou américaines minoritaires, sans compter la mention « Africains » sans autre précision.

Et les États- Unis raflent la mise

On connaît la suite. Au moment où l'Espagne s'acharnait à asseoir son existence de puissance décadente sur le dernier lambeau de son empire colonial, l'impérialisme conquérant n'avait qu'à traverser le détroit de Floride pour cueillir comme un fruit mûr la plus grande et la plus riche des îles antillaises. Sans aucune concurrence de l'Angleterre, la plus grande exportatrice de capitaux au monde pendant tout le XIXe siècle, y compris à Cuba où il lui suffisait de conserver ses intérêts dans les chemins de fer occidentaux pour conforter des investissements sucriers antérieurs. Le lion castillan écarté, il faut écarter aussi toute velléité de création d'un état indépendant cubain. Bien avant 1898 la Standard Oil Company, la American Sugar Refining, la Bethlehem Iron Works avaient investi dans le nickel, le manganèse, sans oublier la American Tobacco Company.

Il ne restait qu'à préparer l'opinion publique sous le généreux prétexte (déjà!) du droit des Cubains à la liberté. Il fallait pour cela effacer la contradiction entre la condamnation de l'inhumanité de la « reconcentration » et les circonstances aggravantes du blocus naval de l'île, première mesure militaire de l'intervention armée officiellement datée du 1er janvier 1899. Le fameux « memorandum » du secrétaire

d'État à la guerre ne mâchait pas ses mots: « Cuba, avec un territoire plus grand a aussi une plus grande population que Puerto Rico, Blancs, Noirs, Asiatiques et leurs mélanges. Les habitants sont généralement indolents et apathiques. Il est évident que leur immédiate annexion à notre fédération serait une folie et, avant d'y procéder, nous devons nettoyer le pays, même si pour ce faire il fallait avoir recours aux mêmes méthodes que la Divine Providence appliqua aux villes de Sodome et Gomorrhe ».

Présent dans le port de La Havane depuis le 25 janvier 1898, le croiseur cuirassé « Maine » de la marine des États-Unis, explosa fort opportunément le 15 février avec 266 morts à bord, tandis que tout l'état-major du vaisseau était « miraculeusement » à terre. « Tout est calme ici! », câblait de La Havane le reporter de la presse Hearst à son patron qui lui répondait: « Envoyez photos et je donnerai guerre! ». L'instrument légal que le président McKinley obtint du Congrès, la fameuse « Résolution conjointe », précisait bien que « le droit des cubains à être libres » passait par « la faculté octroyée au Président des États-Unis de disposer des ressources nécessaires pour intervenir dans la guerre d'indépendance cubaine et pacifier le pays. »

Dans leur ouvrage, *Chemins pour le sucre*, Oscar Zanetti et Alejandro Garcia (6) ajoutent à ce qui précède: « la perfide tactique du commandement militaire nord-américain de l'île fut de refuser la belligérance aux forces cubaines, s'appuyant séparément sur leurs différents chefs locaux et, une fois la déroute espagnole acquise, interdire l'entrée des combattants cubains dans les principales villes dans le but d'éviter que l'armée espagnole ne capitulât devant les patriotes... (qui) furent exclus de la signature du protocole ratifiant la reddition espagnole. Ainsi la souveraineté des îles passa des mains du colonialisme espagnol à celles de l'impérialisme nord-américain. Le traité de Paris, formellement inspiré par des « principes humanitaires et de hauts devoirs sociaux et moraux » dissimulait en réalité l'occupation militaire nord-américaine de Cuba pour un temps indéfini et l'acquisition par les colonies espagnoles des Caraïbes et du Pacifique en qualité de butin de guerre. »

Il n'y a pas longtemps à attendre pour que la totalité de la mise soit empochée : les 4 années d'occupation militaire directe de Cuba ne sont pas achevées que, le 2 mai 1901, l'Assemblée « Constituante » cubaine adopte le trop célèbre amendement imposé par le sénateur américain Orvill Platt qui limite dans les proportions que l'on sait l'indépendance du pays. Voté par cette pseudo Constituante le 21 février, ce correctif lui est brutalement imposé juste avant la promulgation officielle du 20 mai sous le cynique prétexte « d'organiser la remise du gouvernement de l'île à son propre peuple ». À ce cynisme, se souvenant peut-être des ravages de 1896-1897, l'amendement Platt ajoute que le gouvernement des États-Unis reçoit de celui de Cuba « le droit d'intervention pour conserver son indépendance nationale, pour maintenir un gouvernement adéquat à la protection des vies, intérêts et libertés et l'application et le développement de tous plans sanitaires tendant à bénéficier aux relations entre l'île et les États-Unis »...

José Marti, mort au combat avant d'avoir connu ni les tribulations de son peuple du fait de la « reconcentration » ni l'humiliation de la victoire confisquée et de l'indépendance trahie, écrivait ceci de New-York, le 29 octobre 1889: « pour que l'île soit nord-américaine nous n'avons aucun effort à faire, parce que si nous ne profitons pas du peu de temps qu'il nous reste pour empêcher qu'il en soit ainsi, cela se fera par sa propre décomposition. C'est ce qu'attends ce pays, et ce à quoi nous devons nous opposer (…) car une fois les États-Unis à Cuba, qui va les en sortir? » Si l'actuelle volonté du peuple cubain tend depuis bientôt 40 années à relever efficacement ce défi révolutionnaire de José Marti, quoi d'étonnant à ce que l'actuel chef de l'État cubain ait tenu à assister à la présentation du livre sur la « reconcentration » dont nous avons cité ici des extraits. Ce fut pour lui l'occasion de rappeler que les États-Unis ont eu recours à la même méthode au Vietnam dans ce qu'ils appelaient les « villages stratégiques », copie de ce qu'il n'a pas hésité à comparer à ces « camps de concentration de Cuba ». De là à considérer que deux des plus grands génocides de notre époque ont un précédent cubain... Ce fut du moins une école pour le nazisme et pour l'impérialisme.

De son côté, le colonel Raul Izquierdo Canosa, auteur du livre cité, déclarait à « Granma » le 1er février 1889 : « Maintenir un nombre si élevé de personnes dans des lieux fortifiés ou des zones sous contrôle

militaire impliquait un accroissement des mesures de sécurité en moyens et en hommes, bien qu'il soit clair que les autorités coloniales ne se soient pas non plus préoccupées outre mesure de l'accueil des « reconcentrés ». À mon avis l'erreur initiale de Weyler, en appliquant une mesure si ample et si complexe, fut de n'avoir pas créé auparavant les conditions indispensables à sa réalisation. Quand ils prirent conscience du problème qu'ils avaient créé, les Espagnols adoptèrent quelques mesures comme la création de zones de culture sur les terrains extérieurs des aires fortifiées le 1er janvier 1897. Il était déjà trop tard pour Weyler qui ne put empêcher l'enchaînement de défaites qui se succédèrent cette année-là.

Il connut à son retour en Espagne la triste gloire d'avoir été comparé au duc d'Albe que Philippe II avait chargé d'extirper le protestantisme des Pays-Bas, sans succès malgré l'exécution de 8000 personnes. Il mourut dans son lit en 1930, à 92 ans, non sans avoir connu un dernier avatar: condamné pour participation à un complot contre le dictateur Primo de Riviera, démentant ainsi un biographe zélé qui lui aussi avait accordé « l'élégance de ne s'être jamais soulevé en armes contre le gouvernement ». On était alors en pleine guerre du Rif, l'Espagne avait débarqué au Maroc autant de soldats qu'à Cuba 30 ans plus tôt. Weyler était trop âgé pour y proposer ses services...

Jean Laïlle

Jean Laïlle est journaliste à L'Humanité et spécialiste des problèmes de transport ferroviaire pour l'Amérique latine et l'Espagne.

Notes

1. Le mot espagnol "reconcentration" est volontairement conservé ici au lieu de "regroupement" qui ne rendrait pas exactement la volonté concentrationnaire du pouvoir colonial espagnol. Il a donc été arbitrairement francisé sous la graphie "reconcentration" utilisée dans le titre.
2. "Mambi"au pluriel "mambises" : guerilleros des combats patriotiques anti espagnols depuis la guerre de dix ans (1868-1878). Peut-être du nom d'un officier noir, Juan Ethninius Mamby, déserteur de l'armée espagnole. A moins que ce ne soit un mot cubain précolombien, le rebelle au cacique.
3. Patronyme qui n'a rien d'espagnol et remonte aux mercenaires de la Garde Wallonne des Bourbons d'Espagne. Faute de volontaires, on y ajouta des Suisses, des Irlandais et même des Allemands, ce qui fut le cas du bisaïeul Wéyler, d'origine rhénane. Le général, son arrière petit-fils, naquit à Palma de Majorque d'un médecin militaire le 17 septembre 1837, revendiquait cette origine catalane insulaire.
4. VIIIe Foire internationale du livre à La Havane, février 1998. l'ABEXPO
5. 1 K 500, ancienne mesure castillane.
6. Caminos Para el Azucar, Editorial de Ciencias Sociales, La Habana.

Le génocide indien

Les Indiens des Amériques ont été les victimes du plus grand génocide de l'histoire de l'humanité. Pour la satisfaction des appétits de richesse des Européens, les peuples indigènes des Amériques ont été exterminés, aux Antilles, au Mexique, en Amérique du Sud, au Brésil et en Amérique du Nord par les Espagnols, les Portugais et les Anglo-Saxons. Ce génocide se poursuit encore aujourd'hui sous des formes souvent très différentes.

Les Grandes Antilles (Cuba, Hispaniola, Jamaïque) comptaient quelque 1,5 million d'autochtones en 1492, à l'arrivée de Christophe Colomb. En 1550, il ne reste plus un Indien dans ces îles. Les récits de Bartholomé de Las Casas en font foi: « Alors que les Indiens étaient si bien disposés à leur égard, les chrétiens ont envahi ces pays tels des loups enragés qui se jettent sur de doux et paisibles agneaux. Et, comme tous ces hommes qui vinrent de Castille étaient des gens insoucieux de leur âme, assoiffées de richesses et possédés des plus viles passions, ils mirent tant de diligence à détruire ces pays qu'aucune plume, ni même aucune langue ne suffirait à en faire relation. Tant et si bien que la population, estimée au départ à onze cent mille âmes est entièrement dissipée et détruite. » (1)

« D'autres populations indigènes plus agressives sont organisées pour le combat, mais elles allaient subir le même sort: tels les Caniba (Martinique, Guadeloupe), les Puelches, Picunches, Tehuelches de la Pampa et la Patagonie; tels les Araucans (Chili) dont la résistance et le courage stupéfièrent les conquérants commandés par Valdivia qui paya de sa vie son obstination; tels les Chibchas (Colombie) qui s'interposèrent à la pénétration des colonnes militaires de Jimenez de Quesada à la recherche de l'« Eldorado » (2).

Le Brésil

Lorsque les Portugais « découvrirent » le Brésil en 1500, celui-ci était peuplé d'environ 3 millions d'Indiens. En 1940, on les estimait à 500 000. En 1950, on n'en comptait plus que 150 000. Aujourd'hui, ils ne sont peut-être plus que 100 000. On peut mesurer l'ampleur du génocide. On peut aussi constater que ce génocide se poursuit de nos jours, puisque 800 000 Indiens ont été « liquidés physiquement » depuis 1900. Depuis cette date, 90 tribus ont totalement disparu.

Chaque avance de la « civilisation industrielle » a repoussé les Indiens vers des zones de plus en plus inhospitalières. Il en est ainsi depuis la seconde moitié du 19e siècle où éclata le "boom" du caoutchouc industriel. En 1910, on créa le « Service de protection des Indiens » (SPI), dont la fonction était, en principe, d'assister les Indiens dans l'exercice de leurs « droits » et de promouvoir pour eux de meilleures conditions de vie. En 1968, c'est le scandale fracassant. Les autorités reconnaissent que les fonctionnaires du SPI se laissent facilement soudoyer par les « colons », les aventuriers et les fonctionnaires du gouvernement corrompus et procédaient eux-mêmes à la vente des indigènes qu'ils maltraitaient jusqu'à la torture, ainsi qu'à la vente des terres indiennes, et qu'ils fermaient les yeux sur les méthodes les plus atroces auxquelles avaient recours les acquéreurs, quand ils n'y aidaient pas: massacres à la mitrailleuse, destruction de villages et de leurs habitants à la dynamite, empoisonnement à l'arsenic et aux pesticides. Ainsi disparurent des tribus entières comme les « Cintas Largas » ou les « Tapalunas » sur lesquelles l'armée expérimenta de nouvelles méthodes de mitraillage et périrent bien des « Parintintins » accusés d'avoir tué un militaire, les « Bocas Negras » déclarés rebelles, les « Pacas Novos » que l'on pacifia à coups de sucrerie empoisonnée.

La FUNAI (Fondation nationale de l'Indien) succéda au SPI. Mais elle se révéla bien vite impuissante à remplir sa mission. Bien plus, elle se voit reprocher de subordonner les besoins du peuple indien aux buts de l'expansion nationale et du « développement capitaliste ». La collusion de la FUNAI avec des compagnies privées a été très souvent dénoncée par des voix dignes de foi. De plus, le budget de la FUNAI est insuffisant.

La FUNAI et la jurisprudence indienne du Brésil visent surtout à promouvoir « l'intégration des Indiens dans la communauté nationale ». C'est le but du « Statut de l'Indien » qui réunit les mesures légales les concernant. Le Chapitre II du Statut indique que, tant qu'un Indien n'est pas assimilé, il est sous la tutelle de l'État et ne peut être protégé par la Constitution brésilienne. Mais un Indien assimilé n'est plus un Indien, puisqu'il a renoncé à sa culture. Pour l'Indien, cette « assimilation », c'est se retrouver au plus bas niveau de l'échelle sociale. C'est la misère, la mendicité, l'alcool, la prostitution pour les femmes... L'Indien n'a donc aucune existence légale dans son altérité et dans sa spécificité et il ne peut accomplir d'actes juridiques valables sans l'assistance de l'agence tutélaire compétente. Certains experts estiment que le système de tutelle prive les Indiens des droits humains fondamentaux et les place dans une situation semblable à un esclavage légalisé.

Le Statut de l'Indien nie aux indigènes la possibilité d'un choix propre concernant leur avenir. L'article 60 du Statut parle de « développement psychique » plutôt que de développement culturel et considère l'Indien comme un homme qui n'est pas encore développé, c'est-à-dire comme un enfant! En fait, le considère-t-il comme un homme?

Le Statut de l'Indien ne lui reconnaît pas la propriété de la terre (qui reste un bien de l'État fédéral). Les articles 34, 35 et 36 du titre 3 permettent la déportation de populations indigènes entières sur simple décret du président de la République pour différents motifs dont la « sécurité nationale » et le « développement de la région dans l'intérêt national le plus élevé ».

Mexique et Guatemala

D'après les travaux de l'École de Berkeley, il y avait douze millions d'Indiens au Mexique à l'arrivée de Cortes en 1519. 120 ans plus tard, au milieu du XVIIe siècle, ils n'étaient plus que 1 270 000, selon Eric Wolf.

Comme dans toute l'Amérique dite « latine », le contact entre les deux peuples, espagnol et indien, se traduisit par une chute vertigineuse de la population indigène. Disette, répression, massacres, travaux forcés et les maladies apportées par les Européens (surtout la variole), contre lesquelles les habitants du « nouveau monde » ne possédaient aucune immunité biologique, ayant vécu en circuit fermé depuis le paléolithique, firent périr 90 % de la population indigène du Mexique dans le courant du 16e siècle.

Puis, c'est la conquête de l'Empire maya par Alvarado en 1523 et de l'Empire inca par le sanguinaire Francisco Pizarre de 1532 à 1537. « Ainsi, en l'espace de quelque vingt ans, des empires construits en plusieurs siècles sont anéantis, des communautés autochtones démantelées et asservies, les bases de civilisations étonnantes sapées. »(3)

La population de l'Amérique Centrale et du Sud, estimée à 70 millions avant l'arrivée des Espagnols par le docteur Rivet et l'École de Berkeley, tombe à quelque 20 millions. L'Empire aztèque, lui seul, fort d'une population de 25 millions d'Indiens en 1519, n'en compte plus, trente ans plus tard, que 6 millions pour atteindre à peine le million à la fin du 16e siècle. À cette date, en Amérique Centrale et du Sud, la population indienne n'est plus que de 7 millions de personnes, soit dix fois moins que 80 ans auparavant !

Les massacres d'Indiens se poursuivent de nos jours dans ces régions, comme les récents événements du Chiapas l'ont rappelé. Amnesty International, dans un rapport de 1985, faisait état de massacres dans le même Chiapas, à Tzacacum le 24 mars 1983 et dans la région de Comitan en 1985. Au Guatemala, c'est le massacre de 108 paysans indiens à Pamos, en mai 1978. Le 31 janvier 1980, 21 Indiens Quiché sont brûlés vifs au lance-flammes dans l'ambassade d'Espagne, à Guatemala City, par des éléments de l'armée guatémaltèque. Les massacres d'Indiens par l'armée guatémaltèque et les milices « anti-émeutes » se sont

multipliés ces dernières années, parce qu'ils sont systématiquement soupçonnés d'être complices des groupes de guérilla.

Partout, en Amérique du Sud, on rapporte des massacres d'Indiens. En Colombie, au Pérou, au Chili... Les Indiens sont victimes des sociétés multinationales et de la politique du « gros bâton » selon laquelle les États-Unis disposent de fait d'un droit de regard et d'intervention sur l'évolution politique de ces pays.

États-Unis

Sur le territoire actuel des États-Unis, les évaluations de la population à l'arrivée des Anglo-Saxons au début du 17e siècle ont longtemps été imprécises. Mais on s'accorde aujourd'hui sur le chiffre de 10 à 12 millions d'individus. Officiellement, les Américains ont longtemps avancé le chiffre de un million, ce qui était un moyen de réduire l'importance des Indiens et de minimiser l'étendue du génocide qui a ramené le nombre des Indiens à 250 000 seulement en 1900.

Le génocide fut une longue suite tragique et sanglante de massacres, de traités violés par les Européens, d'épidémies de maladies importées contre lesquelles les Indiens ne possédaient aucune immunité. Le tout accompagné de vols de territoires et d'une entreprise de destruction des cultures ancestrales des Amérindiens.

Les « réserves », qui étaient de véritables camps de concentration à leur création en 1851, et dans lesquelles les Indiens sont toujours confinés, constituent des violations graves des articles II B et II C de la Convention internationale pour la prévention et la répression du crime de génocide des Nations unies qui condamnent l'« atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale des membres du groupe et la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ».

Par exemple, les mauvaises conditions de vie dans les réserves font qu'un enfant sur trois meurt dans les six mois qui suivent sa naissance. Dans certaines réserves, on déplore 1 00 décès pour 1 000 naissances, contre 8,1 pour les Blancs. L'espérance de vie moyenne pour un Indien est de 63 ans contre 76 ans pour les Blancs, mais il est des réserves où elle tombe à 46 ans.

Les suicides parmi les Indiens sont le double de ceux des Blancs: 21,8 contre 11,3 pour 100 000 personnes. Ils frappent particulièrement les jeunes. Un Indien entre 14 et 24 ans est quatre fois plus susceptible de se tuer qu'une personne blanche. 75 % des Indiens souffrent de malnutrition.

L'alcoolisme frappe un homme sur quatre et une femme sur huit. Les Indiens des villes souffrent plus de ce fléau que ceux des réserves mais 80 % de la masse des Indiens sont victimes à des titres divers de cette forme d'aliénation causée par le désœuvrement et la conscience de sa perte d'identité. La drogue, le « crack » font aujourd'hui des ravages importants parmi les Indiens.

Robert Pac

Notes

1. "Rapport des dominicains de l'Isle Espagnole à M. de Chièvres " (1519) in Las Casas et la défense des Indiens, Julliard, Éd., Paris, 1911.
2. Felix Reichlen, in Les Amérindiens et leur extermination délibérée, Ed. Pierre-Marcel Fabre, Lausanne. 1981.
3. Felix Reichlen in op. cit

Le capitalisme à l’assaut de l’Asie

La marche en avant de l'humanité suit un trend ascendant mais avec des avancées et des reculs, des progrès rapides chez certains peuples ou dans certains continents tandis que d'autres marquent le pas. À partir du XVIe siècle l'Europe prend son essor avec le développement des sciences et des techniques mais aussi d'un capitalisme marchand qui allait bientôt partir à la conquête du monde. Durant ce temps, après avoir précédé l'Europe au cours de millénaires, l'Asie demeurait au Moyen Âge avec ses empires et ses royaumes traditionnels, une féodalité figée et un mode de pensée qui ne se renouvelait pas.

Au début du IIe millénaire de notre ère, des jonques chinoises, bateaux d'une taille inconnue en Europe, allaient couramment jusqu'en Inde et en Indonésie. Dans la seconde partie de celui-ci, ce sont des vaisseaux européens d'une puissance sans cesse accrue qui abordent les côtes d'Asie, des navires marchands mais aussi des navires de guerre. Vasco de Gama parvient à Calicut en 1498, il y a tout juste cinq siècles, et le monopole portugais aux dépens du commerce arabo-vénitien est définitivement établi en 1507. Deux ans après les Portugais atteignent Malacca, en 1511 Anboine, en 1514 la Chine. Les intérêts européens rivaux s'affrontent en Asie, Portugais et Espagnols aux Moluques en 1526 par exemple. Les premiers abordent au japon en 1542, année où les seconds s'installent aux Philippines.

Avides de produits de la terre d'Asie d'autres arrivent dans ses eaux. La première expédition anglaise aux Indes orientales est de 1591. Les Hollandais débarquent au japon en 1599, puis à nouveau en 1609; c'est l'année même de la création de la Banque d'Amsterdam, qui passe un traité en 1619 avec la Compagnie des Indes. Les Anglais commencent à pénétrer la péninsule indienne en s'installant à Madras en 1639, à Bombay en 1662. Les Français fondent à leur tour leur Compagnie des Indes en 1664, s'établissent à Surate en 1668, à Pondichéry en 1674. La création de la Banque d'Angleterre (1694) suit de près la fondation de Calcutta (1690) ; il s'agit déjà de savoir ce qui rapporte le mieux de fabriquer en Europe ou d'importer: le Parlement anglais prohibe la fabrication des indiennes en 1719. Après que la Compagnie française des Indes a été reconstituée (1723) et la Bourse de Paris fondée (1724), les Français s'intéressent de plus en plus aux Indes. Le conflit entre la France et l'Angleterre sur ce territoire n'est pas seulement un prolongement de leurs guerres en Europe; il est la rivalité entre deux capitalismes marchands au moment où grandit le capitalisme industriel. Le traité de Paris de 1763 laisse la place libre à l'Angleterre pour coloniser les Indes, comme le montre cette même année la déposition du soubab du Bengale et l'année suivante la défaite du Grand Mogol à Buxad. Les idées du libéralisme accompagnant l'essor du capitalisme s'opposent au nom du « laissez-faire, laissez-passer » aux vieilles chartes mercantilistes. Le conflit entre l'ancien et le nouveau aboutit à la suppression du privilège de la Compagnie française des Indes en 1769 puis à sa recréation par Calonne en 1785, au Regulating Act concernant la Compagnie anglaise des Indes en 1773 et à l'India Act de 1784.

Face à la première invasion occidentale, les peuples d'Asie ont combattu comme cela a été le cas dans la péninsule indienne: les Mahrattes ont lutté contre les Français et les Anglais, et divers souverains indiens ont essayé d'utiliser leurs rivalités pour sauvegarder l'indépendance de leurs États. Les Chinois se sont battus contre la Russie encore largement pré-capitaliste et ont obtenu d'elle la capitulation d'Albasin (1685) ; ils se sont efforcés de tenir les Européens loin de leurs côtes en limitant la possibilité d'y débarquer. Quant au Japon il avait dès 1638 interdit à tout étranger l'accès de son sol, de même que tout voyage hors du pays aux sujets de l'Empire, ce qui visait à protéger une indépendance hostile à tout changement.

L’Asie colonisée par le capitalisme occidental

Avant le XIXe siècle déjà un certain nombre de vies humaines avaient été tranchées en Asie par l'irruption des Européens, leur volonté de conquête aux dépens des Asiatiques et les conflits entre eux-mêmes, dans lesquels ils les avaient entraînés. Déjà certaines des richesses de ces peuples avaient été drainées vers

l'Occident, apportant leur contribution à l'accumulation primitive nécessaire au démarrage en grand du capitalisme libéral.

Au XIXe siècle la volonté d'avoir accès aux sources de matières premières et de s'ouvrir tous les marchés aboutit progressivement à envisager de coloniser l'Asie entière. Au moment du Congrès de Vienne (1815), l'Angleterre contrôle toute l'Inde, sauf l'Assam, le Pundjab et le Sindh ; plus à l'Est elle occupe Malacca et Penang. Les Pays-Bas tiennent solidement Java et ont des postes ailleurs dans les Indes néerlandaises, la future Indonésie. L'Espagne domine depuis longtemps les Philippines. Il faut ajouter en Inde les comptoirs français, danois (au Bengale) et portugais (Goa). Le Portugal détient encore Timor et le port de Macao en Chine. Cet ensemble un peu disparate ne demande qu'à s'étendre.

Les puissances coloniales gèrent ces territoires au mieux des intérêts de leurs classes dirigeantes. L'Angleterre a renouvelé le privilège de la Compagnie des Indes orientales en 1813, avec siège à Londres et gouverneur général à Calcutta; elle occupe la moitié du territoire indien et lève l'impôt pour la métropole. L'Inde exportait jusque-là des cotonnades; à présent on l'oblige à exporter son coton brut et c'est Manchester qui fabrique les tissus de coton pour le plus grand profit de ses capitalistes, ce qui permet entre autres de financer les travaux des économistes partisans du libéralisme et du libre-échangisme, l'école de Manchester précisément. L'artisanat textile indien est ruiné, la misère s'installe chez les paysans, entraînant maladies et morts à inscrire sans réserves sur le livre noir du capitalisme britannique.

Dans les pays d'Asie encore indépendants l'économie est encore pré-capitaliste sur la base d'une production paysanne de subsistance. Il y a des ateliers et des manufactures féodales appartenant aux daimyo au Japon, de grosses manufactures privées de textile et de porcelaine en Chine. Les marchands de ces pays ne parviennent pas à briser les cadres traditionnels. Des germes de capitalisme constamment renaissants sont constamment étouffés. La Chine de la dynastie mandchoue Qing, le Vietnam de la dynastie Nguyen, le Japon des shogun restent des États conservateurs et sclérosés, comme la Birmanie, le Siam, le Laos et le Cambodge. Les rapports avec l'Occident sont au début du XIXe siècle encore plus limités qu'aux siècles précédents. Les Japonais admettent les échanges avec les seuls Hollandais dans l'île de Deshima en rade de Nagasaki, la Chine reçoit les étrangers à Canton, il y a quelques comptoirs occidentaux sur la côte du Tonkin. Les Occidentaux sont impatients de voir s'ouvrir ces marchés à la population nombreuse.

En attendant, ils utilisent la première moitié du XIXe siècle à agrandir leurs possessions existantes. L'Angleterre conquiert en Inde le Sindh, le Balouchistan, fait la guerre aux Sikhs du Pundjab en 1845 et 1848. Elle s'installe à Singapour en 1819 et s'accroche en Malaisie là où elle le peut. Elle occupe la côte de la Birmanie en 1825 avant de conquérir la Basse Birmanie en 1852. Les Pays-Bas réduisent les derniers sultanats indépendants voisins de leurs territoires, le dernier étant celui d'Atjeh à Sumatra en 1869. L'Espagne achève la conquête du Sud des Philippines en 1840. Partout le sang indigène coule mais qu'importe! Le teck, l'étain, le charbon, le riz ravitaillent l'Europe et de nouveaux marchés s'ouvrent. N'est-ce pas là l'essentiel ?

La France, quant à elle, a pris pied sur les territoires entourant l'Annam. De 1862 à 1867 elle s'est emparée de la Cochinchine au sud de celui-ci, imposant sans trop de difficulté son protectorat au Cambodge en 1863. Un quart de siècle après c'est le tour du Tonkin (1883-1885) au prix de sanglants combats, la IIIe République prenant la suite du Second Empire. Mais les intérêts sont les mêmes. Avec les protectorats de l'Annam et du Laos va exister pour soixante-dix ans une Indochine française. Le Siam doit à sa situation intermédiaire entre les territoires britanniques et français la possibilité de garder une indépendance politique limitée: il est en fait une semi-colonie.

Mais le chef-d'œuvre de la mainmise du capitalisme occidental en laissant sauves les apparences de la souveraineté, c'est assurément en Chine qu'on le trouve. Le gouvernement chinois, fermé aux beautés du libre-échange, refusait toujours d'ouvrir ses ports au commerce étranger; une forte contrebande était

pratiquée sur ses côtes par les commerçants anglais, échangeant l'opium cultivé au Bengale par la Compagnie des Indes contre le thé chinois. La saisie d'une cargaison d'opium par le vice-roi de Canton servit de prétexte à la première guerre de l'Opium, close en 1842 par le traité de Nankin, qui ouvrait cinq ports du Sud-Est de la Chine au commerce étranger et cédait aux Anglais Hong Kong. La seconde (1856) et la troisième (1858) guerres de l'Opium, avec le concours de la France, aboutirent à la cession par les deux traités de Tien Tsin (1858 et 1860) de onze autres ports. Les puissances capitalistes s'étaient comportées en gangsters trafiquants de drogue et des milliers de vies chinoises avaient été sacrifiées (outre les tués au combat, la famine de 1857 avait fait 8 millions de morts). Mais le marché chinois était ouvert et allait le demeurer.

Le capitalisme européen est désormais installé pour une longue période en Asie. La Compagnie anglaise des Indes a vu renouvelé son privilège de commerce et son droit à administrer le vaste ensemble indien en 1833 puis en 1853. Cependant le mouvement de libération couve déjà contre la domination des Anglais. En 1857, éclate la révolte des cipayes, une partie de leurs troupes, dont le soulèvement fait trembler Londres. Elle est noyée dans le sang: 320 000 Indiens sont exécutés, dont 200 000 civils. La Compagnie des Indes, aux structures si éloignées du libéralisme, est dissoute en 1858. L'avènement du libéralisme est marqué par l'ouverture des terres aux colons britanniques et aux intérêts capitalistes de Grande-Bretagne agissant sur place par l'intermédiaire de leurs représentants (managing agencies). Les paysans dont les terres échappent à l'avidité des colonisateurs ont vu leur économie rurale monétarisée afin qu'ils puissent payer l'impôt, d'abord à la Compagnie puis à l'administration de la Couronne. De terribles famines ont lieu en 1860, 1866, 1873, 1877 dont les morts se comptent par millions. La dernière de ces famines coïncide avec les festivités qui font de la reine Victoria l'impératrice des Indes.

Dans les Indes néerlandaises se pratique plutôt une sorte de capitalisme d'État dont les deux piliers sont la Société néerlandaise de commerce (Nederlandse Handel Maatschappij) et la Banque de Java (Java Bank), respectivement instaurées en 1825 et 1828. Un cinquième des terres, souvent les plus fertiles, sont remises aux Hollandais et cultivées par des villageois soumis à la corvée. Mais, là aussi, beaucoup de capitalistes de la métropole, au nom d'un libéralisme conforme à leurs intérêts, voulaient l'abolition de ce système et les cultures d'exportation furent, à partir de 1860, retirées l'une après l'autre au monopole et ouvertes à la libre entreprise. En Indochine française, outre les plantations de Cochinchine, les terres vidées de leurs habitants durant la guerre du Tonkin sont, après 1885, remises à des compagnies qui ont leur siège en métropole. Partout les produits des industries métropolitaines trouvent leurs débouchés.

Dans cette Asie colonisée, la Chine reste théoriquement indépendante. Indépendance toute relative. À partir du traité de Nankin (1842) les douanes chinoises ne peuvent imposer que des droits de 5 % aux marchandises des industries européennes, après la troisième guerre de l'Opium elles sont mises en 1861 entre les mains de fonctionnaires des puissances capitalistes. Celles-ci profitent de leur situation de force pour se tailler des concessions par le fait accompli comme l'Angleterre à Shanghaï. Le Japon, toujours fermé aux étrangers, a été « ouvert » par l'escadre américaine du commodore Perry en 1853, qui a contraint le gouvernement du Shogun à laisser les Occidentaux accéder à ses ports par le traité de Kanagawa (1854). Là aussi il y a eu limitation des droits de douane au profit de leurs exportations et reconnaissance forcée de l'extraterritorialité de certaines portions du territoire japonais à leur profit. Mais, contrairement à la Chine où la révolte des Taï-Ping n'a pas abouti dans les années 50, le shogun accusé de trop de complaisance envers les barbares d'Occident est renversé en 1867, ce qui va permettre l'accession rapide au capitalisme dans cette partie de l'Asie.

Naissance et développement d'un capitalisme asiatique

Le capitalisme a pu l'emporter au sein d'autres continents à travers les révolutions d'Angleterre, d'Amérique et de France des XVIIe et XVIIIe siècles, les bourgeoisies de ces pays ayant utilisé les mouvements populaires afin de s'imposer comme classe dominante. En revanche, l'instauration d'un capitalisme asiatique a commencé paradoxalement par une restauration monarchique. Pour passer d'un régime économique et social à un autre les chemins sont divers; ce n'est pas vrai, au reste, du seul régime capitaliste.

Le contact avec les Occidentaux avait provoqué au Japon hausse des prix, perte de ses réserves en or et révoltes paysannes. Une nouvelle expédition de ceux-ci en 1863 avait prouvé une fois de plus leur supériorité matérielle. L'accession au trône du nouvel empereur Mutso-hito en 1867 entraîne l'abolition des fonctions de shogun et le début de l'ère Meiji, celle du « gouvernement éclairé ». La féodalité est abolie sous ses divers aspects mais la nouvelle classe dirigeante japonaise est composée non seulement de la bourgeoisie marchande mais de beaucoup de féodaux qui passent facilement au capitalisme, comme nombre de seigneurs anglais au siècle précédent. Mais au Japon c'est l'État qui permet le démarrage d'une économie moderne pour l'instauration de laquelle l'accumulation primitive aurait été sans cela insuffisante. Les entreprises fondées par l'État japonais sont remises par lui au secteur privé dès 1881 à des prix très bas. Il existe des entreprises de tailles diverses mais certaines dominent les autres et s'organisent en cartels (zaibatsu) dès 1893, dont les plus célèbres sont Mitsui, Mitsubishi et Sumitomo. Le Japon capitaliste va vite, très vite de l'avant.

En Chine un secteur capitaliste est apparu et une certaine industrialisation a commencé dans cette seconde moitié du XIXe siècle. Les importations du monde capitaliste extérieur nuisent à certaines industries chinoises (textiles notamment). Les ports ouverts aux étrangers constituent cependant des centres de diffusion du capitalisme; pour marquer la synthèse possible de l'ancien et du nouveau, on parle même de « capitalisme confucéen ». Mais l'arrière-pays et les campagnes restent traditionnels. Un sous-prolétariat flottant existe, dont une partie émigre pour former des coolies un peu partout autour du Pacifique, tandis que des éléments plus aisés s'ajoutent à cette diaspora chinoise qui jouera tout son rôle dans le capitalisme du XXe siècle, notamment dans le Sud-Est Asiatique. En Chine même le capitalisme vit en étroite osmose avec la bureaucratie, ce qui ne donne pas du tout les mêmes résultats qu'au Japon. Les capitaux sont insuffisants, la gestion souvent peu rationnelle, les marchés limités. Surtout la concurrence des Occidentaux mieux organisés, disposant d'un secteur bancaire efficace et contrôlant le commerce extérieur, constitue un obstacle majeur sur la route du capitalisme chinois.

Ailleurs en Asie la domination coloniale joue un rôle de frein. Rares son les cas de grandes entreprises créées dans ces conditions comme celles de la famille Birla ou de la famille Tata en Inde, dont les mines et aciéries de Jamshedpur démarrent sur une grande échelle à la fin du XIXe siècle. La bourgeoisie indienne s'est dotée aussi de certaines structures, telle la Madras Trade Association, créée en 1856 et transformée en 1910 en South India Chamber of Commerce. Dans les pays coloniaux la bourgeoisie est surtout une bourgeoisie compradore au service du capitalisme étranger et celle qui travaille à l'instauration d'entreprises nationales reste limitée.

Rivalités entre capitalismes en Asie

« Il y a place en Asie pour nous tous », proclamait Lord Salisbury en 1880. Même si « nous tous » désignait les États capitalistes occidentaux c'était déjà une vision optimiste, comme le montraient les rivalités dans le Sud-Est asiatique à la même époque. En outre il y avait l'expansionnisme japonais avec lequel il allait falloir compter. Les notions d' « Empire » et d' « impérialisme » étaient répandues de façon louangeuse par des auteurs allant de Disraeli à Kipling avant qu'il ne soit précisé par Hobson, Hilferding et Lénine que l'impérialisme était l'union du capital industriel et du capital bancaire pour former un capital financier visant à dominer le monde.

Au début de l'ère Meiji, la classe dominante japonaise ne se sentant pas prête avait renoncé à attaquer la Corée en 1873. Elle avait néanmoins assuré sa mainmise sur les îles Bonin, Kouriles et Ryukyu. Puis le Japon avait proposé à la Chine d'établir un condominium sur la Corée en 1891, projet qui n'aboutit pas. Au contraire la volonté d'expansion amena le Japon des grandes sociétés intégrées, le Japon impérialiste à se ruer sur la Chine en 1894. Par le traité de Shimonoseki (1895) il obtint non seulement Taïwan et les îles Pescadores, mais une importante indemnité, qui servit à faire se développer encore plus vite le capitalisme japonais, et le droit de construire des entreprises dans le Nord-Est de la Chine (Mandchourie). Mais la Russie l'obligea à quitter Port-Arthur.

Les puissances impérialistes se sont lancées alors dans la « bataille des concessions » (1896-1902), chacune d'entre elles, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Russie, Japon, s'efforçant de s'adjuger la meilleure part et surveillant jalousement celle du voisin. Elles s'entendirent à la suite de la révolte des Boxers afin d'intervenir en 1900 avec toute la brutalité dont leurs troupes étaient capables. Pour la première fois le Japon s'attaqua ensuite à un État européen, la Russie (1904-1905), la vainquit et le traité de Portsmouth lui valut le Liaodong en Chine, le Sud de Sakhaline et les mains libres en Mandchourie et en Corée. Les États-Unis, qui n'ont pas réussi à se tailler une zone d'influence sur le sol chinois, ont en revanche évincé les Espagnols des Philippines que leur a concédé le traité de Paris (1898).

La formation d'une bourgeoisie, d'un prolétariat et d'une intelligentsia chinois liée aux progrès du capitalisme ne peut rester sans conséquences politiques. Fondées par Sun Yat-sen l'« Union pour la renaissance de la Chine » (1894) puis la ligue Tong meng-hui (1905) entretiennent des activités insurrectionnelles qui aboutissent à la Révolution d'octobre 1911. Qualifiée par des auteurs britanniques de « révolution bourgeoise invisible », celle-ci instaure la république, bientôt dirigée par le général réactionnaire Yuan Shi-Kai auquel les Occidentaux s'empressent d'accorder un « prêt de réorganisation ». À la même époque, les plus grands groupes financiers implantés en Asie (Hong Kong and Shanghaï Banking Corporation, Yokohama Specie Bank, Banque de l'Indochine, Deutsche Asiatische Bank, Banque russo-asiatique et plusieurs banques américaines) s'entendent pour former le « Premier Consortium » en 1912, afin de se partager les profits. Cet essai de super-impérialisme fut d'autant moins durable qu'éclata bientôt la Première Guerre mondiale.

En Asie, celle-ci bénéficia surtout à l'impérialisme japonais. Le Japon, qui avait imposé son protectorat à la Corée en 1905 et l'avait annexée avec brutalité en 1910, est entré dans la guerre aux côtés des Alliés dès 1914, alors que la Chine a attendu 1917 pour le faire. Le Japon en a profité pour exiger de celle-ci qu'elle accepte ses « vingt et une demandes », s'installer au Shandong et pénétrer plus que jamais le marché chinois. Après la Révolution russe de 1917 les Alliés s'entendent avec le Japon pour intervenir en Extrême-Orient contre les forces des Soviets. Au traité de Versailles (1919) le Japon obtient de se substituer à l'Allemagne au Shandong, mais les Occidentaux l'obligent à la Conférence de Washington (1921-1922) à le restituer à la Chine, en même temps qu'à renoncer à son projet d'annexer une partie de la Sibérie orientale et de la Mongolie. La fureur des impérialistes japonais empêcha alors la réalisation d'un « Second Consortium ». Décidemment le super-impérialisme était bien difficile à pratiquer!

Les empires coloniaux issus du XIXe siècle poursuivent leur carrière dans les quarante premières années du XXe. En Inde le capitalisme colonial britannique continue à dominer, mais le capitalisme indien prend de l'ampleur, mené notamment par les Parsis de Bombay et les Marwaris, prêteurs d'argent issus du Rajputana. Dans l'ensemble les hommes d'affaires indiens restent cantonnés dans l'industrie légère, mais il y a des exceptions: le groupe Tata poursuit sa carrière dans l'industrie lourde. Les capitalistes indiens se groupent à partir de 1927 dans la Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry, ils se plaignent du « drain of wealth » (drainage des richesses) exercé à leur détriment par la Grande-Bretagne et inspirent de façon importante le Parti du Congrès fondé en 1920. La concession de certains pouvoirs régionaux aux Indiens par les réformes Montaigu-Chelmsford de 1919 pas plus que les Conférences de la Table ronde de 1930-1931 ne les satisfont. Liée au capitalisme mondial l'Inde ressent durement les conséquences de la crise de 1929, qui

touche ouvriers, paysans et fonctionnaires. Le mouvement de la désobéissance civile impulsé par Gandhi en 1932-1933 amène Londres à concéder par le statut de 1935 une autonomie interne qui, quoique très limitée, n'en est pas moins réelle.

Dans les colonies du Sud-Est Asiatique (Indes néerlandaises, Philippines, Indochine française, Malaisie) la bourgeoisie compradore liée au capitalisme étranger est, on l'a vu, généralement plus forte que la bourgeoisie nationale. Pour les travailleurs des plantations comme pour ceux des mines et des ports, les conditions de vie sont très dures. Des mouvements sociaux se dressent contre l'exploitation dont ils sont victimes, à l'instar des grèves ouvrières de Saïgon en 1927-1929. Un mouvement insurrectionnel dans les Indes néerlandaises a échoué en 1926-1927. Dans tous ces pays aussi la crise du capitalisme mondial de 1929 frappe les peuples. La baisse de la demande de matières premières et de leur prix touche à la fois les sociétés coloniales qui licencient et les petits producteurs autochtones privés de débouchés. Les paysans du Nord de Luçon aux Philippines se soulèvent en 1931, des grèves éclatent à Manille, d'autres en Malaisie, d'autres à Rangoon. En Indochine, le soulèvement du Nghe-An en 1931 est militairement réprimé, d'où des centaines de morts et des milliers de condamnés au bagne de Poulo Condore. Le pouvoir colonial reste inchangé jusqu'à la guerre, là comme aux Indes néerlandaises. Au contraire, les Américains jugent plus sage pour leurs capitaux d'accorder l'autonomie interne aux Philippines et les Anglais font de même pour la Birmanie, détachée de l'Inde en 1935.

La période s'étendant de 1917 à 1923 a pu être qualifiée par des auteurs britanniques d'« âge d'or du capitalisme chinois ». Celui-ci avait bénéficié en effet des commandes du monde en guerre. De nombreuses banques furent créées à la suite de l'officielle Bank of China en 1918. Le boom dura jusqu'en 1923. Mais les « seigneurs de la guerre » tenaient une partie importante des provinces, souvent appuyés par les puissances occidentales bénéficiant des « traités inégaux » (douanes, extraterritorialité, concessions, privilèges fiscaux). De 1924 à 1927, les troupes du Guo-min-dang (Kuomintang) dirigées par Jiang Jie-si (Tchang Kai-chek) chassent les « seigneurs de la guerre ». Il a lui-même pour beaux-frères les financiers Kong et Song et n'a rien à refuser à la bourgeoisie. Sous sa pression il rompt en 1927 avec les communistes, qui vont former en 1931 la « République des Soviets chinois », avant de mener en 1934 la Longue Marche jusqu'au Shenxi. Le Guo-min-dang reçoit à son tour l'appui des impérialistes occidentaux, qui cèdent des avantages douaniers et juridiques pour le mettre en position de force par rapport au peuple chinois. Le « Plan de quatre ans » a pour but le renforcement de l'industrie chinoise, dans laquelle les banques investissent d'énormes capitaux. Le taux de croissance annuelle s'éleva à 8 à 9 %. Mais la crise mondiale atteignit la Chine en 1932, en sorte qu'un quart des industries chinoises avaient cessé le travail en 1935. La reprise se dessinait, les communistes avaient proposé à Jiang des négociations et un accord était en vue lorsque le Japon déclencha une guerre générale contre la Chine en juillet 1937.

Le capitalisme japonais s'est développé durant ce temps et en 1930 son industrie lourde peut rivaliser avec celle des Occidentaux. Une partie de la bourgeoisie japonaise recherche une expansion qui n'est pas forcément guerrière. Le Japon exporte ses capitaux, notamment en Asie de l'Est. Les investissements japonais en Chine ont plus que quintuplé entre 1914 et 1930. Les zaibatsu Mitsui et Mitsubishi contrôlent la Compagnie de Mandchourie du Sud, la Banque de Taïwan, l'immense société cotonnière Naigai Wata Kaisha qui a de nombreuses usines en Chine. Les intérêts japonais possèdent aussi des mines et des chemins de fer. Une exploitation coloniale dans les règles est faite de Taiwan et de la Corée. Cependant le budget militaire japonais est réduit de plus de moitié entre 1919 et 1926. Les cabinets Kinseikai-Minseito de 1924-1927 et de 1929-1931 cherchent à s'entendre avec les nationalistes chinois du Guo-min-dang et avec les États-Unis. Mais, entre temps, une expédition militaire a été envoyée en 1928 dans le Shandong contre les troupes de Jiang.

Subissant les conséquences de la crise de 1929, l'impérialisme japonais devient franchement militaire et agressif. À partir de 1932, l'armée est en réalité au pouvoir et le grand capital la laisse opérer l'expansion par d'autres méthodes qui exigent une forte remontée du budget militaire. L' « incident mandchou » de 1931,

suivi d'un débarquement à Shanghaï aboutit en septembre 1932 à la création de l'État fantoche du Mandchoukuo. Après l'assassinat de nombreux hommes politiques par de jeunes officiers en février1936, les militaires n'ont plus d'obstacles à leurs desseins agressifs, même si certains des zaibatsu s'en inquiètent. La « Grande Asie » sous domination japonaise était leur idéal. Un engagement entre troupes chinoises et japonaises en juillet 1937 près de Beijing (Pékin) est utilisé par les militaristes pour jeter le Japon à l'assaut de la Chine.

Impérialisme japonais, mouvements de libération et fin de la colonisation en Asie

La Seconde Guerre mondiale a commencé sur le sol de l'Asie en 1937. Les troupes japonaises se sont avancées en 1937-1938 en Chine du Nord, dans le bassin du Yangzi (Yang-tsé-kiang) et autour de Canton. Cette guerre en Chine fut d'une cruauté extrême avec tueries massives et utilisation des gaz de combat (qui ne seront pas employés ailleurs jusqu'en 1945). La prise de Nankin et ses massacres faisant 300 000 morts sont restés dans toutes les mémoires chinoises. Le gouvernement nationaliste, réfugié à Chongqing, ne conserve plus que le Sud et l'Ouest de la Chine, tandis que les Japonais installent en 1940 à Nankin un gouvernement fantoche dirigé par Wang Jing-wei. Cependant les guerillas nationalistes et surtout communistes s'organisent pour résister aux troupes japonaises.

La généralisation de la guerre menée par le militarisme japonais en Asie s'ouvre par l'attaque contre Pearl Harbor aux Hawaï le 7 décembre 1941, le confrontant dans le Pacifique et en Asie avec les États-Unis et la Grande-Bretagne. En quelques mois les troupes japonaises occupent Hong Kong, la Malaisie, Singapour, les Indes néerlandaises, les Philippines et la Birmanie. La Thailande à la suite d'un accord également de décembre 1941 laisse passer ces troupes. Elles arrivent jusqu'aux portes de l'Inde et de l'Australie. L'impérialisme japonais instaure sa « sphère de co-prospérité asiatique », couverture pudique de sa domination sans partage. Le Japon exploite au profit de son économie de guerre le charbon de Chine, le pétrole d'Indonésie et de Birmanie, l'étain et la bauxite de Malaisie et d'Indonésie, le coton des Philippines, le riz de Thaïlande et de Cochinchine. Comme celle de sa colonie de Corée il recrute brutalement la main d'œuvre de Malaisie et d'Indonésie. Le capitalisme japonais tire des profits renforcés de la guerre; en 1942 les quatre grands zaibatsu contrôlent 50 % du capital financier, 32 % de l'industrie lourde et 61 % des transports par mer du Japon; ils financent les « Compagnies de développement » de Chine du Nord et du Centre occupée, assurant l'exploitation maximale des richesses chinoises.

Mais les autres capitalismes asiatiques profitent aussi de la guerre. Du côté du gouvernement de Chongqing, les « quatre grandes familles » (Chen, Jiang, Kong, Song) s'enrichissent aussi tant en contrôlant la production qu'en spéculant sur le dollar. Une inflation galopante ravage la Chine nationaliste. Elle est forte au Japon et très forte en Inde. Les salaires ne suivent pas. Paysans, ouvriers et classes moyennes souffrent de conditions de vie pires que jamais. Outre les victimes directes des combats, la famine du Henan fait quatre millions de morts en 1942, celle du Bengale au moins trois millions en 1942-1943 et celle du Tonkin deux millions en 1944. Autant de victimes qui n'auront jamais place sur aucun monument aux morts mais méritent bien de figurer dans ce Livre noir.

Lorsque les forces japonaises sont contraintes à faire retraite partout, que la bombe atomique américaine est lancée sur Hiroshima et Nagasaki et que le Japon est acculé à la capitulation en août 1945, la physionomie de l'Asie est changée à jamais. Les Japonais avaient, comme en Chine, installé des gouvernements à leur dévotion en Birmanie, au Vietnam, aux Philippines et en Indonésie et certains nationalistes de ces pays avaient accepté de les suivre. Mais les peuples avaient bientôt compris que la « sphère de la co-prospérité asiatique » fonctionnait dans l'intérêt du seul Japon. Des mouvements comme la Malayan People's Anti-Japanese Army en Malaisie, l'Anti-Fascist People Freedom League en Birmanie, le VietMinh au Vietnam, les Hukbalahap aux Philippines, tous joignant aux revendications d'indépendance nationale celles de progrès social, avaient le soutien populaire. Dès la capitulation japonaise, le pouvoir fut pris par des nationalistes en Birmanie et en Indonésie, mais dans ce dernier pays il ne tarda pas à leur être contesté.

Les États capitalistes et colonialistes occidentaux avaient le choix entre deux attitudes: reconnaître les mouvements de libération nationale, en accordant l'indépendance pour laquelle ils luttaient, ou leur opposer la force. Les États-Unis ont admis l'indépendance des Philippines en 1946, la Grande-Bretagne celle de la Birmanie et de Ceylan en 1948. La lutte armée fut le lot de l'Indonésie en 1947-1948 et du Vietnam de 1946 à 1954. Les Pays-Bas et la France ayant fait le mauvais choix, ont perdu toutes leurs positions économiques et cessé pour un temps de jouer un rôle dans le Sud-Est Asiatique. De plus la non-application des accords de Genève de 1954 a entraîné la guerre américaine au Vietnam de 1959 à 1975 et la réunification du pays avec un régime socialiste qu'aucun capitalisme ne souhaitait. En Malaisie, la Grande-Bretagne a combattu le mouvement progressiste de libération de 1948 à 1953, date à laquelle elle a remis le pouvoir aux éléments pro-occidentaux, le capitalisme britannique continuant à jouer un rôle dominant dans la péninsule malaise. Le Japon a, bien entendu, perdu toutes ses colonies, la Corée étant indépendante mais divisée entre un Nord socialiste et un Sud capitaliste, et Taïwan remise à la Chine nationaliste.

La Grande-Bretagne travailliste avait reconnu dès 1945 le principe de l'indépendance pour les habitants de la péninsule indienne qui déplaisait si fort à Churchill. Mais le colonialisme anglais avait semé les germes de division entre le Parti du Congrès à tendance laïque et la Ligue musulmane. Dès lors, quand l'indépendance fut accordée en août 1947 elle le fut à l'Inde d'une part et au Pakistan de l'autre. Londres réussit à en faire deux dominions au sein du Commonwealth, mais il y eut au moins 300 000 morts par massacres et exécutions, 500 000 par famine et 7 millions de réfugiés ayant tout perdu sur les routes.

En Chine, le Guo-min-dang était sorti de la guerre plutôt affaibli et les communistes plutôt renforcés. Les « quatre grandes familles » du capitalisme chinois ne songeaient qu'à s'attribuer les entreprises japonaises confisquées, tandis que l'inflation continuait et que le peuple souffrait de la pauvreté et de la répression. Après une tentative pour former un gouvernement de coalition, la guerre civile reprit fin 1946. Les troupes du Guo-min-dang, d'abord chassées des campagnes perdirent les villes encerclées: Shenyang (Mukden), Beijing (Pékin), Nankin, Shanghaï et Wuhan. Avec la proclamation le 1er octobre 1949 de la République populaire de Chine, et malgré le maintien d'un « capitalisme national », le capitalisme chinois semblait avoir dès lors sa belle période derrière lui.

Les économies capitalistes de l'Asie d'après-guerre

À l'issue de la Guerre mondiale, le Japon avait perdu 2 millions de morts et son économie était en ruines. Les occupants américains voulurent démanteler la puissance financière des zaibatsu. Les sociétés durent remettre leurs actions aux autorités et furent décartellisées. Il s'agissait davantage de mesures antitrusts qu'anticapitalistes, ce qui ne surprendra pas de la part du capitalisme américain vainqueur. D'ailleurs cette politique prit fin dès 1948 devant la montée de la guerre froide et dans l'approche du succès communiste en Chine. Avec l'aide des occupants le patronat japonais brisa les grèves et épura les éléments progressistes des entreprises. L'éclatement de la guerre de Corée en 1950 a amené le traité de paix de San Franscisco entre les États-Unis, certains des Alliés et le Japon (1951) et la renaissance d'un embryon d'armée japonaise. Le redressement de l'économie connu sous le nom de Jimmu boom démarre, et en 1955 le niveau de production des années 30 est rattrapé. Le produit national brut augmente de 10 % par an. Le Japon réussit, en 1955 aussi, à se faire admettre au GATT. Le gouvernement Kishi négocie un nouveau traité avec les États-Unis restreignant l'utilisation des bases américaines au Japon pour des opérations extérieures en Asie, signé au début de 1960 ; comme il proroge cependant l'alliance américaine, la ratification se heurte à la protestation populaire. Le nouveau premier ministre Ikeda promet le doublement du PNB en dix ans mais le pays y parvient réellement en cinq (1965) et continue à progresser de 10 à 14 % par an. En 1970, le Japon est la troisième puissance économique du monde derrière les États-Unis et l'Union soviétique. Le capitalisme japonais organise avec l'État un Ministry of International Trade and Industry (MITI), qui l'aide dans ses achats et ses ventes, et les filiales d'entreprises japonaises se multiplient en Corée du Sud, à Taïwan, à Hong Kong et à Singapour.

Le Japon étant devenu le deuxième partenaire commercial des États-Unis, dont il a pénétré le marché grâce à des prix inférieurs aux siens, les motifs de friction entre les deux puissances impérialistes ne manquent pas. La balance commerciale américaine est déficitaire (un milliard de dollars par an en moyenne) alors que les capitalistes japonais refusent d'abaisser leurs propres droits de douane. L'inconvertibilité du dollar en or annoncée par Nixon en 1971 s'accompagne d'une surtaxe commerciale qui pénalise les produits japonais. Le premier choc pétrolier (1973) amène un déficit de la balance des paiements courants du Japon.
Le yen, devenu monnaie forte recherchée sur les marchés des changes, les exportateurs japonais en éprouvent les conséquences à partir de 1976. Cette période a néanmoins commencé par le boom économique Izanagi (1965-1970). De 1963 à 1972, le taux de croissance a été en moyenne de 10,5 % par an. Il est plus bas de 1973 à 1985, de l'ordre de 4,1 % par an. La remontée du yen en 1985-1986, due à la dépréciation voulue du dollar, menace à nouveau les exportations japonaises. Le Japon répond en économisant l'énergie, en développant la recherche dans les grandes sociétés (Fujitsu, Hitachi, Honda, Nippon Electric, Nissan, Toshiba, Toyota), en décentralisant les industries de main-d'oeuvre dans le Sud-Est Asiatique, en investissant aussi dans les pays développés. Le capitalisme japonais dispose d'une épargne abondante (4,5 % du produit intérieur brut), d'une gestion et d'une information hors de pair, les prélèvements obligatoires sont les plus faibles des pays développés et les dépenses militaires de l'ordre de 1 % seulement du PNB. Néanmoins après le boom Heisei (1986-1990), moins fort que les précédents, le Japon est entré en 1992 dans une période de faible croissance (1,4 % de croissance moyenne). Il connaît en 1997-1998 la plus classique des crises de surproduction, c'est-à-dire de sous-consommation, dont tout capitalisme est menacé.

La Seconde Guerre mondiale a, comme la Première, été une période profitable pour le capitalisme indien. Le gouvernement britannique est devenu le grand client des aciéries et des industries textiles de la péninsule et, du coup, l'Inde est passée de la situation de débiteur à celle de créditeur. Un plan portant sur quinze ans (1947-1962), appelé Plan de Bombay, fut adopté, qui prévoyait un doublement du revenu par tête durant cette période. Selon celui-ci l'État devait financer les industries de base et les capitalistes privés les secteurs promettant un profit rapide. Cette conception pleine de charme pour ces derniers avait reçu le nom d' « économie mixte ». Le Plan de Bombay a longtemps continué à inspirer l'économie indienne. Nehru fit voter trois plans de cinq ans: 1951-1956, 1956-1961 et 1961-1966. L'industrie privée se voyait dotée de tarifs protecteurs, ou même les importations étaient interdites. Les 163 millions de roupies d'investissements publics durant les trois plans favorisèrent l'industrie et les services aux dépens de l'agriculture. L'industrie lourde se développa rapidement, celle des biens de consommation beaucoup moins vite. L'Inde reçut plus de 9 milliards de dollars d'aide de 1951 à 1966.

La « Révolution verte » domina les périodes 1961-1965 et 1966-1970 et la production agricole grandit plus vite que la population. Mais 1965-1967 furent les années de la récession industrielle. Les faiblesses du capitalisme indien apparaissaient, de même que l'inefficience du secteur public. Le redressement industriel des années 1970-1977 s'accompagna de la concentration. En revanche, Indira Gandhi privatisa pour un temps les banques indiennes en 1971. La production industrielle crût lentement jusqu'en 1984 puis plus vite (8 % par an) jusqu'en 1990. Dans les années 80, l'investissement représentait près de 25 % du produit intérieur brut. La Banque mondiale avait obligé l'Inde à dévaluer la roupie de 50 % en 1966. Cette même année le conflit avec le Pakistan s'était conclu à Tachkent mais il reprit lors du soulèvement du Pakistan oriental en 1971, qui donna naissance au Bangla-Desh. Le capitalisme indien réussit en 1981 à faire interdire les grèves dans les secteurs « essentiels », ce qui n'empêcha pas une grève générale de faire 700 morts début 1982. L'Inde recherche les investissements étrangers pour ses industries et s'efforce de conquérir des marchés dans le Sud-Est asiatique. Sous les gouvernements d'Indira Gandhi, assassinée en 1984, puis de son fils Rajiv (1984-1989) et de Narasimha Rao (1990-1996), l'Inde a réalisé un essai nucléaire et s'est dotée d'un missile d'une portée de 2 500 km. La tension persistante fait craindre que l'Inde, désormais une des plus grandes puissances capitalistes mondiales, ne soit confrontée tôt ou tard au Pakistan voisin.

En effet, le Pakistan est en conflit avec elle, notamment à propos du Cachemire. Il a toujours oscillé entre l'adoption d'une position d'État islamique, qu'il a prise à plusieurs reprises depuis 1956, et une attitude plus laïque. Des réformes progressistes (nationalisations, réforme agraire) ont été adoptées en 1971 par Zulfikar Ali Bhutto et en 1973 par Fazal Elahi Chaudri. Mais un coup d'État militaire mit au pouvoir en 1978 le général Mohammed Zia al-Haq, la chari a fut adoptée comme loi suprême. Le pays prit une part active à la guerre d'Afghanistan et reçut 3 milliards de dollars d'aide américaine en six ans. Fille d'Ali Bhutto exécuté en 1979, sa fille Benazir Bhutto est devenue premier ministre en 1988, fut destituée en 1990, est revenue au pouvoir en 1993. Malgré les troubles, le taux de croissance a oscillé au cours de ces dernières années entre 4 et 6 % par an. La classe dirigeante pakistanaise conserve beaucoup plus de traits du féodalisme que l'indienne. Ceci explique sans doute en partie les oscillations politiques du pays. Il a reconnu en 1992 pouvoir fabriquer des armes nucléaires et beaucoup pensent qu'il a entrepris cette fabrication. La péninsule indienne peut d'un moment à l'autre s'enflammer par suite de rivalités nationales entre classes dirigeantes affrontées qui ne sont pas sans rappeler ce qu'a connu l'Europe capitaliste au XIXe siècle et au début du XXe, mais cette fois dans l'âge nucléaire.

Les économies des pays du Sud-Est asiatique sont sorties de la Seconde Guerre mondiale extrêmement affaiblies par les destructions (Birmanie, Philippines) et autres conséquences de la guerre. Quelles que soient les différences d'un pays à l'autre, les mouvements de libération avaient tous à leur programme le développement économique. Les États nouvellement indépendants se dotèrent de banques centrales, dont la création dans les années 50 et 60 était recommandée par la Banque mondiale de même que... la planification centralisée, ce qui suffit à montrer qu'il s'agit d'une époque lointaine. Ainsi naquirent le plan quinquennal (Repelita 1) en Indonésie en 1969, le premier plan malais en 1970, le plan de vingt ans de la Birmanie en 1972 et trois plans quinquennaux en Thaïlande, qui se succédèrent après cette date. La participation de l'État dans l'économie était forte en Indonésie, à Singapour, en Malaisie, en Thaïlande et aux Philippines, fournissant de 10 à 40 % du produit national brut. Ces États avaient recours au protectionnisme pour favoriser la croissance de leurs industries naissantes. Certains d'entre eux prétendaient à ce moment se situer entre le capitalisme et le socialisme. Il s'agissait en général d'un capitalisme où l'État jouait un rôle important et où le néocolonialisme des anciennes puissances coloniales gardait des positions encore fortes (Birmanie, Malaisie). Afin de maintenir ces pays dans leur camp, les États-Unis ont fourni une aide (2,6 milliards de dollars pour la Thaïlande entre 1950 et 1975 par exemple) évidemment bien accueillie par les classes dirigeantes pro-occidentales.

Après la défaite américaine au Vietnam (1975), les capitalismes du Sud-Est Asiatique se sont lancés dans des politiques de croissance de leur industrie, de leur commerce et de leurs activités financières. Déjà en Indonésie après le coup d'État de 1965 qui avait provoqué 500 000 morts et 700 000 arrestations, Suharto à partir de 1967 avait donné à ce pays une impulsion à la fois nationaliste et favorable aux grands intérêts en développant un véritable colonialisme (Nouvelle Guinée occidentale, Célèbes, Moluques, Timor). En Thaïlande, les coups d'État militaires (1975, 1977, 1988) comme aux Philippines sous les présidences de Marcos (1965-1986), de Cory Aquino (1986-1992) et de Fidel Ramos (à partir de 1992), le capitalisme s'affermit. Les « nouveaux pays industrialisés » ouvrent leurs portes au capitalisme étranger, obéissant aux règles du néo-libéralisme prônées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Les taux de croissance s'établissent au cours des années 90 autour de 8 % par an. Partout on donne en modèle les « nouveaux tigres » qui ont su ainsi trouver les voies du décollage économique.

A ces « nouveaux tigres » il faut joindre les « nouveaux dragons » non moins capitalistes qu'eux. Taïwan a eu de 1977 à 1996 un taux de croissance annuel moyen de 6,7 %, avec des pointes s'élevant jusqu'à 13 %. Hong-Kong a établi le sien à 5 % depuis dix ans et la Corée du Sud à 8,4 %. Cette dernière est devenue la onzième puissance industrielle du monde. Le capitalisme sud-coréen se distingue par l'activité de ses conglomérats ou chaebol (Samsung, Daewoo, Kia, Halla, Hyundai, LG, Sangyong), que l'on ne peut mieux comparer qu'aux zaibatsu japonais. Il est aussi marqué par les nombreux scandales de sa classe dirigeante, qui n'a jamais hésité à exercer une répression cruelle contre les ouvriers, les étudiants et les opposants.

Deux anciens présidents de la République ont été condamnés en 1996 l'un Chun Doo-hwan à perpétuité, l'autre Roh Tae-woo à 17 ans de prison pour le coup d'État militaire de 1979 et le massacre d'au moins 2000 personnes participant aux manifestations populaires de Kwangju en 1980, fait répressif le plus connu. Les dirigeants des principaux chaebol ont tous été sanctionnés par la justice pour corruption.

Les succès économiques des « nouveaux dragons » comme ceux des « nouveaux tigres » ont attiré les capitaux étrangers dans des pays dont les monnaies étaient alignées sur le dollar mais où les bénéfices s'avéraient supérieurs à ceux réalisés dans le monde occidental. Quand des difficultés sont apparues en 1997 ces capitaux, représentant des investissements spéculatifs, ont commencé à fuir les pays capitalistes de l'Est de l'Asie. La crise a commencé en Thaïlande en juillet, puis s'est étendue aux Philippines, en Malaysia et en Indonésie. Les monnaies ont dû être dévaluées (de 15 à 55 %) et l'aide du FMI et celle du japon ont été sollicitées. La catastrophe s'est propagée de place boursière en place boursière. Hong-Kong réunie en juillet à la Chine, mais formant une région administrative spéciale toujours pleinement capitaliste, a été atteinte en octobre et la Corée du Sud en décembre. Le même mois dans ce dernier pays, le mécontentement a amené l'élection à la présidence de l'opposant Kim Dae-jung qui a accepté le plan du FMI, grâcié ses prédécesseurs et les dirigeants des chaebol mais exigé de ceux-ci une grande rigueur de gestion. La crise financière n'est pas terminée en mars 1998. Ce qui est certain c'est que le taux de croissance des pays de l'Est asiatique sera inférieur à celui des années précédentes au moins jusqu'à l'an 2000 et sans doute au-delà. Les faillites, l'arrêt des investissements étrangers ont amené des licenciements, le chômage et des mouvements de protestation réprimés par la force comme en Indonésie. Le capitalisme asiatique rallié au néo-libéralisme n'apparaît plus comme le modèle qu'il suffisait d'imiter pour que le Tiers Monde accède à un développement véritable.

Quel est l'avenir du capitalisme en Asie?

L'Asie a joué un rôle essentiel dans la revendication d'indépendance des peuples après la Seconde Guerre mondiale. Les 29 pays asiatiques et africains réunis à Bandung en 1955 avaient exigé la fin du colonialisme et le droit des nouveaux États d'assumer leur indépendance. Le Mouvement des non-alignés ensuite, que des personnalités asiatiques comme Nehru avaient fortement contribué à impulser, affirmait le droit pour chaque peuple de choisir sa voie, capitaliste ou socialiste, et de disposer de ses richesses naturelles dans le cadre d'un Nouvel Ordre économique international (Alger 1973).

La voie du capitalisme n'était donc pas fatale. Si elle fut suivie dans de nombreux pays d'Asie, comme on vient de le voir, ce fut dans l'intérêt des classes dirigeantes locales mais fortement appuyées et aidées par la plus grande puissance capitaliste du monde, les États-Unis d'Amérique. Encore ceux-ci ont-ils éprouvé des difficultés dès le début: lorsqu'ils ont voulu en 1954, sur le modèle de l'OTAN, créer l'OTASE (Organisation du Traité du Sud-Est asiatique) ils n'ont trouvé que trois États asiatiques pour y adhérer (les Philippines, la Thaïlande et le Pakistan). Il est vrai que les Américains ont continué d'occuper la Corée du Sud et d'y exercer une forte influence dans les années de l'essor de son capitalisme. Il est vrai aussi qu'ils ont protégé les nationalistes chinois, maintenant le leur à Taïwan, même après que les États-Unis avaient reconnu la République populaire de Chine en 1979, en fonction de leurs intérêts. Le rôle joué par eux en Thaïlande, en Indonésie, dans le Sud-Vietnam jusqu'en 1975, aux Philippines ne saurait être sous-estimé.

Leur action a toujours été relayée par le Fonds monétaire International et la Banque mondiale, où les États-Unis disposent des plus forts quotas et dont le siège est de ce fait à Washington. Ces institutions financières sont depuis vingt ans les thuriféraires du néo-libéralisme en Asie comme dans le monde entier. La Banque asiatique de développement, assurant des prêts sans intérêt ou à très bas taux d'intérêt, a aussi joué son rôle dans l'épanouissement du capitalisme en Asie.

La Corée du Nord à partir de 1946, la Chine continentale après 1949, le Vietnam du Nord après 1954 et le Vietnam entier depuis 1975, le Laos enfin ont choisi une voie autre que celle du capitalisme. En Chine cependant des entreprises privées ont été autorisées depuis 1978. Des sociétés mixtes ont été créées avec des

capitaux étrangers à partir de 1980 et des zones franches et économiques spéciales établies. Le mot d'ordre d' « économie socialiste de marché » a été lancé en 1992. 3 200 sociétés par actions cotées en Bourse (Shenzen et Shanghai) ont vu le jour. Les investissements étrangers sont allés croissant. Le Vietnam a suivi une voie analogue, quoiqu'il n'y ait pas de Bourse jusqu'ici dans ce pays et que ses dirigeants fassent preuve d'une grande prudence. Le FMI et la Banque mondiale insistent pour que les réformes dans les deux États soient menées jusqu'au bout, ce qui signifie dans l'esprit de ces institutions financières un plein retour au capitalisme. Les responsables des deux pays ont toujours néanmoins présenté ces réformes comme ne remettant pas en cause le caractère socialiste de leurs régimes.

Notre époque est celle des intégrations économiques sur tous les continents. L'Association d'Asie du Sud pour la Coopération régionale (Bangla-Desh, Bhutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka), n'a joué qu'un rôle limité par suite de la rivalité indo-pakistanaise. Mais l'Association des Nations du Sud-Est Asiatique ou ASEAN, (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande), créée en 1967 à Bangkok, est une importante organisation économique et politique entretenant des liens avec l'Union européenne et d'autres regroupements d'États. Le Vietnam l'a rejointe en 1995. D'autre part les impérialistes japonais saisissent toutes les occasions, comme la crise financière est-asiatique, pour chercher à établir une zone yen en Asie, dans laquelle on peut voir une version adoucie de la « sphère de co-prospérité » de fâcheuse mémoire. Le cheval de bataille de leurs rivaux américains est plutôt l'Asian Pacific Economic Cooperation lancée en 1989 par l'Australie mais qu'ils ont prise en main en 1994 et qui devrait aboutir en 2010 à une vaste zone de libre-échange englobant les deux rives du Pacifique.

Après le retour au capitalisme des pays de l'ex-Union soviétique et de ceux de l'Europe de l'Est, la pensée dominante en Occident est que ce retour doit s'opérer en Asie comme partout parce que le capitalisme est le seul régime humain concevable. Qu'il soit humain c'est ce dont la lecture de ce livre peut légitimement faire douter. Qu'il soit le seul concevable n'est pas davantage vrai. Il a eu des prédécesseurs qui n'étaient pas capitalistes et a rivalisé en ce XXe siècle avec un autre qui ne l'était pas non plus. La domination du grand capital est lourde à supporter. Malgré la mainmise sur l'information et la « pensée unique » les peuples s'en rendent compte tous les jours et, parmi eux, les masses asiatiques confrontées aux conséquences de la crise financière. Il est inévitable qu'ils aspirent à autre chose pour s'assurer une vie meilleure et qu'ils trouvent la voie afin d'y accéder. Car le capitalisme n'est l'avenir ni pour l'Asie ni pour le reste du monde.

Yves Grenet

Les migrations au XIXe et au XXe siècles : Contribution à l’histoire du capitalisme

De tout temps, les hommes ont migré et on peut légitimement se poser la question de savoir pourquoi le capitalisme aurait une responsabilité particulière dans les migrations aux XIXe et XXe siècles. Ne serait-ce pas là une vue de l'esprit, un parti pris contre un système qui ne fait somme toute que tirer partie d'un phénomène naturel attesté dès la préhistoire, les migrations humaines?

Traditionnellement, les historiens des migrations décomposent les causes des migrations en deux pôles: les causes répulsives et les causes attractives. Les causes répulsives sont l'ensemble des raisons qui peuvent pousser les individus à quitter leur lieu de vie: misère, famines, guerres, conflits politiques ou religieux. Les causes attractives sont la recherche de nouvelles terres et l'attrait de la fortune. Les mêmes établissent ensuite de subtiles distinctions entre les migrations « spontanées » et les migrations organisées.

De telles définitions orientent évidemment la perception que l'on peut avoir des phénomènes migratoires. Premièrement, causes répulsives et causes attractives se combinent dans la majorité des cas. On imagine mal un individu chassé de chez lui pour de multiples raisons rechercher un endroit où vivre la même misère et les mêmes persécutions. Deuxièmement, la notion même de migrations « spontanées » est fallacieuse. Migre-t-on spontanément quand on fuit des situations politiques ou économiques intolérables? Il serait sans doute plus opportun de parler de migrations forcées et d'itinéraires individuels ou collectifs.

Les migrations sont par essence la conséquence de situations extrêmes où l'individu n'a plus comme échappatoire que le départ vers un endroit et un destin inconnus. On peut alors sans doute faire la distinction entre itinéraires de promotion sociale et migrations de survie. L’itinéraire de promotion sociale est planifié par des individus qui quittent leur lieu de résidence avec une stratégie à moyen et à long terme d'ascension sociale, pour eux ou pour la génération suivante. Les migrations de survie sont la réponse immédiate à des situations intolérables: les personnes fuient pour assurer leur survie. Ce type de migrations prend souvent un caractère de longue durée que les intéressés n'avaient, à l'origine, pas escompté.

Sur la période qui nous intéresse, je proposerai une classification - avec les limites qu'implique toute classification - en distinguant: les migrations à caractère colonial, les migrations à caractère économique, et les migrations à caractère politique. Les unes et les autres peuvent d'ailleurs se combiner.

Migrations à caractère colonial

Les migrations à caractère colonial ont été initiées par la colonisation des Amériques dès le XVIe siècle. Si les flux de population sont réguliers, ils restent limités par la faiblesse des moyens techniques. On estime que le nombre d'Espagnols partis coloniser l'Amérique Latine au XVIIe et au XVIIIe siècles s'élève à 2 millions d'individus, les Portugais à 1 million. La traite des esclaves africains représenterait, pour la même période, entre 7 et 9 millions d'individus (1).

L'influence du capitalisme sur les migrations trouve là sa première expression. Confrontés au problème matériel de la « mise en valeur » de l'Amérique latine, Espagnols et Portugais ont tôt fait de pallier la disparition des esclaves indiens en important une main-d'œuvre en provenance d'Afrique. Capturés, transportés comme de vulgaires marchandises, les esclaves africains sont employés dans les mines et les exploitations agricoles au profit des élites européennes, espagnoles et portugaises, bientôt hollandaises, françaises et anglaises.

Au XIXe siècle, l'attention des Européens se porte sur l'Asie, l'Océanie et l'Afrique. Non que ces continents n'aient pas été connus auparavant. Mais les phénomènes conjugués du développement du capitalisme

industriel et ses impératifs (accession à des matières premières à bas prix, développement de nouveaux marchés de consommation, etc.), et du développement des moyens techniques, facilitent les conquêtes et permettent le maintien de la présence européenne dans des continents jusqu'alors difficilement accessibles.

Les flux de population ont été moins importants vers ces continents que vers les Amériques. Malgré une forte incitation de caractère idéologique, manuels scolaires, expositions coloniales, récits de voyage des sociétés de géographie, propagande religieuse magnifiant l'entreprise coloniale, les millions d'Européens candidats à l'émigration leur ont préféré dans leur majorité d'autres destinations.

La nécessité économique poussait les Européens à partir vers les colonies. Le témoignage de Marguerite Duras sur les petits colons français en Indochine (2), celui de Simenon dans son reportage paru en 1932 dans *Voilà* sur l'Afrique des colonies, montrent bien les ressorts de ces départs: un avenir bouché en métropole, la possibilité de vivre mieux dans des pays où, même sans argent, l'Européen possède fatalement un avantage sur le colonisé. Dans son reportage intitulé « L'heure du nègre », Simenon ne laisse subsister aucune ambiguïté: « Il (le colon européen) repartira aussi parce que là-bas, il a un boy qui lui cire ses chaussures et qu'il a le droit d'engueuler! Il repartira surtout parce qu'il n'a pas d'autre avenir, parce que les places sont rares en France. (...) Là-bas où, du moins, le fait d'être blanc, le dernier des blancs, est déjà une supériorité... »

Les hommes politiques et les théoriciens du XIXe siècle avaient préconisé des colonies de peuplement. Ce pari fut réussi en Océanie: Australie, Nouvelle- Zélande, Tasmanie sont devenues, à l'instar de l'Amérique du Nord, des colonies de peuplement peuplées presque entièrement d'Européens. La colonisation anglaise n'a laissé pratiquement aucune chance de survie aux peuples océaniens. Les Tasmaniens ont été complètement exterminés (3). Aborigènes d'Australie et Maoris de Nouvelle-Zélande ont été massacrés, refoulés sur les terres les moins productives, parqués dans des réserves (4). Ils n'en finissent toujours pas de mourir à petit feu à l'heure actuelle: chômage, délinquance, alcoolisme sont leur lot quotidien.

La colonisation de l'Australie a débuté à la fin du XVIIIe siècle. Les Britanniques ont veillé à empêcher l'implantation de populations non européennes, notamment de Chinois et de Japonais. D'abord peuplée de forçats (ils étaient 150 000 au milieu du XIXe siècle), l'Australie a ensuite attiré des éleveurs, puis des chercheurs d'or à partir de 1851 avec la découverte de ressources aurifères. Cette colonisation s'est poursuivie tardivement puisque à partir de 1946, le gouvernement australien a favorisé l'implantation de 1.500.000 migrants, essentiellement des Britanniques. Ce mouvement migratoire se poursuit encore aujourd'hui: depuis la fin de l'apartheid, de nombreux « petits blancs » d'Afrique du Sud se sont installés en Australie.

Les Européens ont également tenté de transformer certaines régions d'Afrique en colonies de peuplement. Afrique du Sud et Rhodésie sont des destinations fréquentes pour les migrants anglais à partir de 1806, date de la prise de possession du territoire par l'Angleterre. A la colonisation européenne préexistante (5), vient s'ajouter une colonisation anglaise massive à partir de 1820. Cette population européenne va connaître une autre poussée importante à partir des années 1860 avec la découverte de mines d'or et de diamant. La colonisation anglaise invente alors la déportation à grande échelle de colonisés d'autres continents: entre 1860 et 1909, 120 000 Indiens sont ainsi envoyés en Afrique du Sud pour travailler dans des conditions de quasi-esclavage dans l'industrie minière.

D'autres tentatives se sont soldées par des échecs. À partir de 1870, la France a voulu transformer l'Algérie en colonie de peuplement. Par une politique de naturalisation automatique des Algériens Juifs (1870) et des Européens (1896), elle réussit à augmenter artificiellement la population européenne. La France a cherché à attirer les candidats à l'émigration en leur proposant des terres (6). Ces colons paysans ont vite été rattrapés par les restructurations foncières, victimes des gros colons et des sociétés financières qui les ont dépossédés. La population européenne est restée cantonnée dans les villes et s'est finalement peu accrue : elle n'atteindra

pas un million d'hommes en 1954 (7). La guerre et l'adhésion de la majorité de la population européenne à la répression du mouvement national algérien, puis la politique de l'OAS, ont poussé les Européens à quitter l'Algérie en 1962, lors de l'indépendance.

Enfin, dernier exemple de colonisation française de peuplement, la Nouvelle-Calédonie. Annexée par la France en 1853, elle sert d'abord de bagne. Là aussi, les déportations de populations ont été utilisées. Devant les résistances de la population kanak (et le risque de sa disparition complète), les Français « importeront » à partir de 1893 des travailleurs japonais pour travailler dans les mines de nickel, et des migrants tonkinois à partir de 1924 dans le cadre de Contrats de travail qui les laissaient sans aucune défense face au patronat français local. Mais l'exemple de la Nouvelle-Calédonie est intéressant du fait de la politique volontaire de minorisation du peuple kanak menée rationnellement à partir de 1972, à l'instigation du Premier ministre de l'époque, Pierre Messmer.

Ce dernier, dans une lettre au ministre des DOM-TOM, écrivait alors: « La Nouvelle-Calédonie, colonie de peuplement, bien que vouée à la bigarrure multiraciale, est probablement le dernier territoire tropical non indépendant au monde où un pays développé puisse faire émigrer ses ressortissants. (…) À court et à moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires de départements d'outre-mer (Réunion), devrait permettre d'éviter ce danger (une revendication nationaliste, NDLR), en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés. (…) Le succès de cette entreprise indispensable au maintien de positions françaises à l'est de Suez, dépend, entre autres conditions, de notre aptitude à réussir enfin, après tant d'échecs dans notre Histoire, une opération de peuplement outremer. » Gageons que la situation actuelle en Nouvelle-Calédonie, conséquence de la mise en œuvre de cette politique, poursuivie par tous les gouvernements qui ont succédé à celui de Pierre Messmer, conforte celui-ci dans ses analyses.

Migrations à caractère économique

Les migrations européennes ont pris un caractère réellement massif à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle avec la révolution industrielle qui a transformé les économies de certains pays d'Europe occidentale - au premier rang desquels l'Angleterre, l'Allemagne et la France - majoritairement rurales en économies à caractère industriel.

Les paysans anglais ont été parmi les premiers à faire les frais de la révolution industrielle. Dès le début du XIXe siècle, l'Angleterre prise dans un processus global de transformation économique, réforme sa production agricole. L'agriculture, concurrencée sur le marché intérieur anglais par les agricultures européennes et coloniales, est remplacée par l'élevage. Les paysans anglais devenus inutiles sont chassés des terres. L'incapacité des industries naissantes à absorber la totalité de cette main d'œuvre force bon nombre d'Anglais à s'expatrier en Amérique du Nord, aux Indes, en Afrique et en Océanie. De 1825 à 1920, 17 millions d'Anglais quittent leur pays (8). L'Allemagne connaît un phénomène analogue: entre 1820 et 1933, 6 millions d'Allemands s'expatrient vers les États-Unis, le Brésil et l'Argentine. La plupart des pays européens, y compris l'Europe orientale (9), avec un décalage dans le temps par rapport à l'Europe occidentale, connaissent ces phénomènes d'émigration. États-Unis et Amérique latine absorbent le gros des émigrants européens.

La France est un cas à part. Son manque de dynamisme démographique - la France du XIXe siècle est un pays peu peuplé -, combiné au fait que son agriculture a mieux résisté que l'agriculture anglaise lors de la révolution industrielle, fait de ce pays un pôle d'immigration.

Le cas de l'Irlande au XIXe siècle est exemplaire. L'Irlande est alors un pays rural dont les habitants sont en grande majorité des petits paysans vivant sur de minuscules exploitations. Entre 1814 et 1841, la population irlandaise est passée de 6 à 8 millions d'habitants. Les mauvaises récoltes consécutives à la maladie de la pomme de terre de 1846 à 1851 provoquent des famines. Combinées à des épidémies de choléra, elle sont

responsables de la disparition d'un million de personnes. Dans la même période, un million d'Irlandais quittent leur pays pour l'Angleterre, l'Australie, le Canada ou les États-Unis. Ce flux migratoire ne se tarit pas.

La majorité des migrants irlandais embarquaient pour les Etats-Unis (10), jusque vers les années 1920 où des lois restrictives bloquèrent leur entrée sur le territoire américain. À partir de ce moment là, les flux migratoires se réorientèrent vers la Grande-Bretagne. Les États-Unis offraient de plus grandes possibilités de promotion et de réussite sociale que l'Angleterre. Ils faisaient par ailleurs preuve d'une plus grande tolérance religieuse que l'Angleterre, pays colonisateur - l'Irlande obtiendra son indépendance en 1921 - et oppresseur.

En 1890, les Irlandais étaient plus nombreux à l'extérieur du pays qu'en Irlande même. Pendant tout le XIXe siècle, les Irlandais ont développé une culture de l'émigration. Le prix du bateau pour la traversée des États-Unis était collecté au niveau du réseau familial et du voisinage. Il pouvait également être envoyé par des membres de la famille déjà installés à l'étranger. Débarqué aux États-Unis, au Canada, en Australie, le migrant irlandais n'était jamais isolé parce qu'il retrouvait des réseaux d'entraide. Arrivé dans le pays d'accueil, il rejoignait les migrants qui l'avaient précédé, s'installant dans la même ville et dans le même quartier. Le réseau d'entraide l'accueillait, le logeait, lui procurait un emploi.

Bien que ruraux, les migrants irlandais en pays d'immigration se sont installés en majorité dans les villes. Peu qualifiés même dans le domaine de l'agriculture, ils avaient de plus grandes possibilités de survie en milieu urbain. En 1940, 90 % des Irlandais aux États-Unis étaient répartis dans les villes. La moitié d'entre eux vivaient dans les cinq plus grandes villes américaines, New York, Chicago, Philadelphie, Boston et San Francisco.

Dans leur manière de migrer et de s'installer en privilégiant les relations à caractère communautaire, les Irlandais aux États-Unis ne diffèrent pas des autres migrants à la même période: Italiens, Russes, Arméniens, Juifs d'Europe de l'Est, Chinois, Japonais, etc. procèdent de la même manière en recréant des réseaux de sociabilité avec leurs compatriotes dans le pays d'accueil. Il s'agit pour le migrant de reconstituer un espace social privilégié. C'est pour lui une question de survie dans un milieu qui se révèle généralement hostile. Il faut attendre la deuxième génération pour que ces relations privilégiées s'estompent. Elles perdurent grâce à des associations politiques, culturelles, religieuses, etc.

Sans trop extrapoler, on se rend compte que les solidarités « communautaires » (11) - solidarité dans le départ, solidarités à l'arrivée, solidarité dans les processus d'insertion - fonctionnent toujours de la même manière à l'heure actuelle.

Les migrations à caractère économique ne sont pas forcément des migrations intercontinentales. Dans beaucoup de cas, les migrations sont des migrations transcontinentales, voire des migrations intérieures.
La France, pays d'immigration depuis le XIXe siècle, a accueilli dès les années 1850 des Belges, des Polonais, des Italiens, des Espagnols, attirés par les possibilités d'emploi qu'offrait le pays. Dans le même temps, cette sollicitation était en partie comblée par les migrations internes au pays. Les ruraux français ont très tôt quitté leurs terres pour migrer vers les villes à la recherche d'un revenu complémentaire (12) ou d'un travail plus rémunérateur. Le XIXe siècle et la première moitié du XXe siècle voient des hommes et des femmes des régions les plus répulsives quitter leur « pays » pour travailler « en ville ». Ce peut être le chef-lieu de canton comme la capitale régionale ou Paris. Leurs itinéraires sont souvent semblables aux migrations intercontinentales. Bretons, Corses, Auvergnats, pour citer les plus nombreux, arrivent en ville où les accueillent des réseaux de solidarité semblables à ceux des migrants étrangers.

Les réactions à leur encontre ne sont d'ailleurs pas tendres. Combien de textes, d'articles de journaux pour dénoncer ces provinciaux comme étant « sales », « frustres », « inassimilables » ... Combien d'autres pour

expliquer que les Polonais ne pratiquent pas « le même christianisme » que les Français et qu'ils ne sont pas capables de s'intégrer à la société française.

Dans tous les cas de figure joue un phénomène de concurrence sur le marché du travail entre nationaux et migrants, exacerbé en cas de difficultés économiques, et dont le patronat sait tirer profit pour faire baisser les salaires.

La France du XIXe et de la première moitié du XXe siècle connaît de nombreuses exactions à l'encontre des migrants. Le Nord et le Pas-de-Calais sont agités tout au long de cette période par des bastonnades, des chasses à l'homme, des expulsions collectives. En 1892, à Drocourt, dans le Pas-de-Calais, la population française s'organise pour expulser les familles belges installées dans le village. Parmi les exactions les plus dramatiques, le pogrom dont ont été victimes les Italiens à Aigues-Mortes en 1893 fit de nombreux blessés et des morts.

Ce type de violences collectives paraît banni aujourd'hui. Encore que les chroniques des faits-divers soient riches en agressions et meurtres à caractère raciste. Le jeune homme jeté à la Seine à Paris, le 1er mai 1995, lors de la manifestation du Front national par un groupe de skinheads montre à quel point les tentations et les risques existent.

Migrations à caractère politique

Les migrations à caractère politique émaillent l'histoire. On pourrait en citer de nombreuses. Elles se traduisent pas des migrations massives de populations dont certaines disparaissent presque totalement des endroits où elles vivaient traditionnellement.

Parmi les plus importantes, si une hiérarchisation est possible, il faut parler des migrations des Juifs d'Europe de l'Est chassés par les pogroms et les persécutions tout au long du XIXe siècle. Ce phénomène classique d'exacerbation des haines et d'utilisation du racisme dans un contexte général de transformation des sociétés européennes a trouvé son paroxysme avec la Seconde Guerre mondiale et l'entreprise d'extermination systématique des Juifs menée par les nazis. Les Juifs d'Europe de l'Est qui ont échappé à l'extermination ont choisi dans leur grande majorité de s'expatrier, en Israël, aux États-Unis, en Europe de l'Ouest. Dans certains pays, la Pologne par-exemple, les Juifs ont pratiquement disparu.

Le génocide perpétré par les Turcs et les Kurdes à l'encontre des Arméniens entre 1915 et 1923 a eu des conséquences similaires. Massacres et déplacements de population orchestrés par les autorités turques de l'époque n'ont pas laissé le choix aux Arméniens qui ont dû fuir la Cilicie, région d'Asie Mineure où ils vivaient depuis des siècles. Si une partie d'entre eux a rejoint l'Arménie soviétique, beaucoup d'autres se sont réfugiés en Europe et aux États-Unis. Avec le génocide des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, le génocide arménien reste un des plus grands traumatismes du XXe siècle.

Le XXe siècle est riche en événements politiques et militaires ayant contraint des peuples entiers à fuir. Aucun continent n'est exempt de ces phénomènes, qui sont autant de problèmes laissés en suspens et qui promettent des conflits à venir: Palestiniens, Sahraouis, etc. Pour certains, l'attente dure depuis des décennies.

La misère orchestrée par le système capitaliste, dans laquelle sont maintenus les pays, est plus que jamais propice au développement d'idéologies à caractère fasciste allant de l'islamisme à l'ethnicisme. Actuellement, les peuples et leurs dirigeants ont de moins en moins de revendications en termes de révolution et de résistance à l'ordre établi, et de plus en plus en termes d'opposition entre peuples, populations, ethnies, communautés, etc. De nombreux pays connaissent des situations d'implosion, qui se

soldent par des conflits internes et le départ de groupes de populations : c'est le cas en Mauritanie, au Rwanda, au Burundi...

La situation actuelle

Alors que les Européens ont constitué le gros des migrants au XIXe siècle, à partir des années 1920-1930, les flux se raréfient. Le grand changement intervient après la Seconde Guerre mondiale: ce sont alors les peuples des autres continents qui deviennent candidats aux migrations.

La chose n'est pas vraiment nouvelle. Dès le premier conflit mondial, les pays européens ont sollicité leurs colonies pour envoyer des hommes au combat, mais également pour pallier le manque de main-d'oeuvre. L'industrie française a ainsi sollicité des Indochinois, des Algériens, des Marocains, dont certains sont restés en métropole après le conflit. Dans le même mouvement, des recruteurs ont fait venir en France, dès les années 1910, plusieurs centaines de Chinois pour une durée de temps limitée, qui ont été employés comme manœuvres, ouvriers, infirmiers, etc.

Les migrations massives commencent après la deuxième guerre mondiale. Les recruteurs sont alors nombreux et décidés à faire venir une main-d'œuvre bon marché, qui ne peut pas avoir d'exigences importantes au niveau de la protection sociale et du confort de vie, ce à la demande des grandes entreprises minières, automobiles, du bâtiment et des travaux publics. Autant de secteurs qui nécessitaient une main d'œuvre peu qualifiée acceptant des conditions de travail difficiles.

Le tournant a lieu dans les années 1970. Devant la crise économique qui pointe, devant les restructurations industrielles, le gouvernement français annonce sa volonté d'une « immigration zéro ». La France, comme l'Europe de l'Ouest, n'a plus besoin de migrants. Elles ne peuvent pas, selon une formule qui fera fortune plus tard, « accueillir toute la misère du monde ».

Dès lors, les pays riches mettent en place des barrières juridiques et un arsenal policier pour restreindre l'entrée sur leurs territoires de ces migrants en provenance de pays tantôt qualifiés de « pays du Tiers Monde », « pays sous-développés », « pays en voie de développement », « pays du Sud »...

Cette politique est mâtinée d'une pratique d'une grande hypocrisie qui consiste à employer les migrants, de préférence en situation illégale, dans les entreprises à des prix inférieurs aux nationaux. En imposant des salaires inférieurs aux salaires couramment appliqués, les entreprises savent qu'à plus ou moins long terme, ce sont les salaires de tous qui baisseront.

C'est ainsi par exemple que les grandes exploitations agricoles californiennes emploient des travailleurs mexicains illégaux au vu et au su de tout le monde. Ce sont les travailleurs mexicains qui sont traqués par la police américaine lors du passage aux frontières, alors que les entreprises qui les exploitent ne sont jamais inquiétées. La même hypocrisie a prévalu et prévaut toujours en France où, au nom de la concurrence, les donneurs d'ordre imposent des prix qui ne permettent pas aux sous-traitants de gagner leur vie, sauf à utiliser le travail dissimulé.

Mais la vision la plus déformée nous vient du débat politique français. En effet, à écouter les discours des uns et des autres, on pourrait penser que des hordes d'affamés sont à nos frontières, prêtes à déferler sur la France et l'Europe. C'est ne pas mesurer les réalités actuelles. En effet, les flux migratoires à destination des pays riches sont très minoritaires. Ils représentent à peine un cinquième des flux migratoires mondiaux, ce qui est somme toute faible.

Plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, la plupart des candidats à l'émigration possèdent très peu de fonds au départ. Ils sont donc inscrits dans des processus de migration qui relèvent de la survie plus que de tout autre

chose. Ce sont par exemple ces 1,5 million de femmes asiatiques aujourd'hui recensées comme migrantes, qui partent proposer leurs services dans des métiers très peu qualifiés (femmes de ménage, employées de maison) ou pour la prostitution. Certains subissent des situations qui relèvent pratiquement de l'esclavage. Les migrants pakistanais ou philippins par exemple, obligés de s'expatrier dans les États du Golfe - grands recruteurs de main d'œuvre en provenance du Tiers Monde -, se voient confisquer leurs passeports dès leur arrivée et sont contraints de travailler dans n'importe quelles conditions.

Le cas d'une Sarah Balabagan, ou, plus proche de nous, d'une Véronique Akobé, sont révélateurs des nouvelles conditions qui s'offrent aux migrants: de plus en plus de précarité, de moins en moins de sécurité.

Seconde raison, les restrictions à l'émigration vers les pays riches qui mettent en place des stratégies de plus en plus répressives à l'encontre des migrants. Alors que les pays riches ont directement tiré profit de l'appauvrissement des pays du Tiers-Monde, constituant pour partie leurs richesses sur le pillage des ressources, se nourrissant de leur sous-développement et de leur endettement, ils refusent aujourd'hui de prendre en charge les conséquences logiques de cette situation.

Troisième raison, le capitalisme est un système en constante évolution et adaptation. Aujourd'hui, les contraintes techniques sont différentes de celles qui prévalaient dans les années 1950. Pourquoi produire dans les pays riches où il faut payer - plus ou moins - correctement le travail et respecter les lois du travail, alors qu'il suffit de délocaliser les unités de production pour bénéficier d'une main-d'œuvre dont le salaire est tellement faible qu'il devient marginal dans le coût total de production. C'est ainsi que le poids du salaire sur le prix d'une paire chaussures Nike représente 0,125 % de son prix de vente... On comprend aisément que Moulinex ferme ses usines de production à Alençon pour s'installer au Mexique.

À toutes les époques, le capitalisme a su impulser pour ses besoins de grands flux migratoires. Quand il ne les a pas directement impulsés, il a su en tirer profit. Nous vivons actuellement une période de transition où les migrations ne constituent plus forcément comme auparavant un bénéfice pour le capitalisme.

Caroline Andreani

Caroline Andreani est historienne.

Notes

1. Les chiffres sur la traite sont controversés, certains avançant l'estimation hautement improbable de 100 millions d'Africains déportés. Cela ne résiste pas à l'analyse, surtout si l'on tient compte de la densité de peuplement de l'Afrique et des capacités de transport des navires effectuant la traversée de l'Atlantique.
2. Le barrage contre le Pacifique, Paris, 1950
3. Le dernier Tasmanien est mort en 1874.
4. À la fin du XVIIIe siècle, les Aborigènes étaient sans doute entre 300 000 et 400 000 répartis sur l'ensemble du territoire. En 1989, on en recensait 40 000, ainsi que 30 000 métis. Récemment, le gouvernement australien a été interpellé sur une politique menée depuis les années 1950 qui consistait à retirer les enfants aborigènes à leurs familles et à les confier à des institutions d'État... Des centaines d'enfants ont été victimes de ces pratiques.
5. Depuis le XVIIe siècle, des migrants hollandais et français (huguenots chassés par la révocation de l'Édit de Nantes) se sont installés en Afrique du Sud, constituant un premier noyau de peuplement européen. Au début du XIXe siècle, avant l'arrivée des Britanniques, cette colonie de peuplement reste restreinte. Confinée dans la province du Cap, elle comprenait alors 80 000 personnes, dont environ 16 000 Européens.
6. Les ravages du phylloxéra dans les vignes (1878) poussent effectivement de nombreux agriculteurs viticoles du Midi à s'installer en Algérie.
7. Les Européens étaient 109 000 en 1847, 272 000 en 1872, 578 000 en 1896, 829 000 en 1921, 984 000 en 1954.
8. 80 % d'entre eux s'installèrent aux États-Unis et au Canada, 11 % en Australie, 5 % en Afrique du Sud.
9. De 1875 à 1913, 4 millions de ressortissants de l'Empire austro-hongrois émigrèrent. De 1900 à 1914, la Russie ne compte que 2,5 millions d'émigrants, dont bon nombre de Polonais et de Juifs chassés par l'intensification des persécutions religieuses.
10. Entre 1876 et 1926, 84 % des émigrants irlandais partirent pour les États-Unis.

11. Le terme «communautaire » est, comme le terme "ethnie ", d'un usage délicat. Il suppose que les migrants d'un même pays se constituent en un ensemble cohérent, avec des réactions collectives et identitaires. Rien n'est moins sûr. Il existe des réseaux de sociabilité, plus ou moins bien organisés. Dans le cas présent, à défaut d'un terme plus adapté, ce terme désigne le réseau d'accueil autour du migrant, sa famille, ses voisins, des relations...

12. De nombreux ruraux français, espagnols ou italiens cherchaient un emploi salarié pendant les saisons creuses, qu'ils quittaient pour revenir cultiver et récolter. Ce cas de figure se retrouve à chaque fois qu'une exploitation agricole est trop exigue pour subvenir aux besoins de la famille. Dans certains cas, ce sont les enfants qui proposent ainsi leurs services, en attendant de s'installer à leur tour sur l'exploitation familiale.

Capitalisme, course aux armements et commerce des armes

Le capitalisme a toujours entretenu des liens étroits avec les œuvres de mort. Certes les systèmes économiques et sociaux qui l'ont précédé n'ont pas ignoré la fabrication, l'usage et le commerce des armements. La guerre elle-même remonte à environ 7 000 ans, aux temps néolithiques en Europe occidentale, lorsqu'il est apparu possible qu'un groupe d'hommes se concerte et s'organise avec des armes afin de contraindre un autre groupe à céder ses richesses ou à entrer en esclavage au service du vainqueur. C'est dire qu'elle est née avec les sociétés de classes. Par la suite, que ce soit dans l'Antiquité, au Moyen Âge ou dans les Temps modernes, armements et guerres ont poursuivi leur carrière, les perfectionnements des premiers (anciennes machines de guerre, artillerie, armes à feu, etc.) permettant les succès des secondes.

Les progrès des sciences et des techniques, accélérés à partir du XVIIIe siècle, jouent un rôle mais les rapports de production sont plus importants encore. Le général et philosophe prussien Karl von Clausewitz écrivait dans son maître ouvrage, De la guerre, en 1827, pendant la période d'essor du capitalisme en Europe, que la guerre « est un conflit de grands intérêts qui ne se résout qu'avec effusion de sang, et qui ne diffère qu'en cela précisément de tous les autres conflits qui surgissent entre les hommes. Elle a bien moins de rapports avec les arts et les sciences qu'avec le commerce, qui constitue également un conflit de grands intérêts, mais elle se rapproche bien davantage encore de la politique, qui est elle-même une sorte de commerce aux dimensions agrandies, dans laquelle elle se développe comme l'enfant dans le sein de sa mère. » Il ajoutait à un autre endroit, en étudiant les guerres de la Révolution: « On doit attribuer les faits nouveaux qui se manifestent dans le domaine militaire bien moins aux inventions et aux idées militaires nouvelles qu'à ce changement de l'état social et des rapports sociaux »

Le terme de capitalisme était bien entendu ignoré de Clausewitz mais il avait pressenti le lien essentiel entre l'activité de guerre et ce régime. Le capitalisme est à l'origine des courses aux armements, celle qui a accompagné les guerres de la Révolution et de l'Empire ou la guerre civile américaine au XIXe siècle, celles qui ont préparé et marqué les deux guerres mondiales du XXe, celle enfin qui aurait pu déboucher sur une Troisième Guerre mondiale et qui dure encore, bien que beaucoup prétendent le danger de celle-ci écarté. Des entreprises capitalistes ont toujours tenu commerce des armes, armes destinées à servir ici ou là dans le monde. Ce commerce a ainsi contribué à ensanglanter celui-ci à une échelle inconnue avant que le capitalisme ne fasse son entrée sur la scène mondiale et ne s'impose à la planète entière.

Montée du capitalisme et première course aux armements

Les progrès du capitalisme industriel en Europe occidentale, dans la seconde partie du XVIIIe siècle et la première moitié du XIXe, s'appliquent aussi à la fabrication des armements. Jusque-là les armes sortaient essentiellement des arsenaux royaux de l'époque du mercantilisme. Avec l'essor du libéralisme, elles vont de plus en plus être produites par des entreprises privés même si c'est l'État qui en est le principal ou unique destinataire. La querelle entre arsenaux et producteurs privés date de cette époque. Elle n'est pas terminée.

L'Angleterre est suivie de la France puis des autres pays d'Europe dans cette évolution. « Au cours du XVIIIe siècle, comme l'écrit l'Anglais Hobsbawn, les fonderies de fer s'identifièrent à peu près au moulage des canons. » Il est vrai que ses compatriotes étaient en avance pour le puddlage permettant de transformer la fonte en fer et en acier et que la machine à forer et à aléser les métaux inventée par Wilkinson en 1774 allait bien servir à la fabrication des armes. Mais la France a eu aussi ses avancées. Le général Jean-Florent de Vallière a normalisé en 1732 le calibre des canons et leur longueur (25 fois celle du calibre). L'ingénieur militaire Cugnot mit au point en 1771 son « fardier », une voiture à vapeur destinée à traîner les pièces d'artillerie. Celles-ci sont modernisées en 1776 par l'inspecteur général de l'artillerie Jean-Baptiste de Gribeauval: les canons dont il a donné le modèle équiperont toutes les armées de la Révolution et de l'Empire.

Les guerres qui vont se succéder de 1792 à 1815 entraînent une course aux armements qui atteignent des volumes sans commune mesure avec ceux courants dans les conflits sous l'Ancien Régime. La France étant assiégée par toutes les monarchies d'Europe, la République jacobine se dote de la Commission des subsistances qui donne priorité aux armées. Le pays devient un puissant magasin militaire destiné à ravitailler celles-ci. Au début de la guerre, les marchés avec l'État étaient passés par adjudications et seules des sociétés financières avaient les capitaux nécessaires. Le capitalisme se nourrissait de la course aux armements. La levée en masse devait fournir un million d'hommes. Mais, s'écriait Barère en août 1793 : « Ce n'est pas assez d'avoir des hommes... Des armes, des armes et des subsistances! C'est le cri du besoin. » Le Comité de salut public ne peut se contenter pour les fournir du capitalisme libéral. L'État prend le contrôle de certaines entreprises et crée des manufactures nationales sur le modèle de celles de l'Ancien Régime. En février 1794, la Commission extraordinaire des armes et poudres est en fait un ministère de l'Armement dont dépendent mines et sidérurgie, fabrication des canons, des fusils et des munitions. On coula les canons « en plein » et des aciers nouveaux. Ainsi parvint-on à fabriquer 240 000 fusils et 7 000 canons par an, chiffres considérables pour l'époque.

Après Thermidor, la tendance est à l'abandon de cet étatisme pour revenir au capitalisme libéral et aux « fournisseurs aux armées », lesquels s'enrichissent. Les compagnies financières interdites en 1793 étaient autorisées à nouveau en 1795. Les 400 000 hommes levés par le Directoire ont des armements suffisants pour faire face aux armées de la coalition mais c'est sur fond de spéculation et de concussion, maux qui vont emporter ce régime. Sous le Consulat et l'Empire, l'industrie se modernise au moins dans certaines de ses branches. L'immensité du marché fourni par l'Empire et ses vassaux est très favorable à ce progrès. L'armement tient sa place et fait la prospérité de certains capitalistes comme le fabricant de boulets de canons Jean-Nicolas Gendarme. Les banques parisiennes aident à se faire une place au soleil une sidérurgie moins performante cependant que sa rivale anglaise et une industrie du cuivre fournissant l'armée et la marine impériales.

Dans le camp adverse, « la guerre coïncidait avec l'émergence de la Grande-Bretagne comme la puissance industrielle dominante dans le monde », ainsi que le fait remarquer A. D. Harvey (Collision of Empires). Des inventions militaires y sont réalisées comme la nouvelle munition d'artillerie inventée en 1803 par Henry Shrapnel; les shrapnels sont utilisés avec succès lors du bombardement de Copenhague en 1807 et à Vimeiro en 1808. Les vaisseaux anglais sont renforcés de pièces de fer. En 1806 sur 305 000 tonnes de fer produites dans les usines britanniques 56 000 l'étaient pour les besoins de guerre du gouvernement. De 1803 à 1815 les Britanniques ont fabriqué 2 700 000 armes à feu et en ont acheté 293 000 à l'étranger. Durant le même temps les Français en fabriquaient le même nombre et en capturaient 700 000 sur leurs adversaires. Les uns et les autres en fournissaient à leurs alliés: 220 000 armes à feu anglaises à l'Espagne de 1808 à 1811 par exemple.

La dualité entre industrie capitaliste privée et arsenaux d'État existait en Grande-Bretagne durant cette course aux armements des débuts du XIXe siècle mais non sans relations entre elles. Ainsi de nouvelles méthodes de fabrication des armes mises au point en Écosse par la compagnie Carron sont adoptées en 1809 par la manufacture de Woolwich, l'éclairage au gaz utilisé par Boulton's soho Works à Birmingham en 1802 est employé afin d'éclairer 24 heures sur 24 1a production d'équipements de cuivre pour la Royal Navy dans les docks de Portsmouth à partir de 1807 etc. Mais la supériorité du capitalisme britannique sur le capitalisme français apparaissait principalement d'ordre financier. En 1805, le budget français était l'équivalent de 27,6 millions de livres sterling, le budget britannique s'élevait à 76,5 millions et en 1813 ils étaient respectivement de 46,5 et de 109 millions. La campagne de Waterloo en 1815 a coûté au gouvernement britannique 21,3 millions de livres pour son armée, 12,9 pour des services extraordinaires et 11 pour des prêts et avances à ses alliés. La « cavalerie de Saint George », dont le capitalisme britannique a toujours su faire bon usage, surtout si elle s'accompagne de livraisons d'armes, permet de gagner les guerres.

Développement du capitalisme et armements durant le XIXe siècle

Le capitalisme poursuit son essor après le Congrès de Vienne de 1814-1815. La Sainte-Alliance (septembre 1815) contient trop d'éléments du passé pour lui être entièrement favorable et l'idéologie des libéraux y est mieux adaptée. Son bras séculier, la Quadruple Alliance (Angleterre, Prusse, Autriche, Russie) de novembre 1815, pièce essentielle du système de Metternich, a besoin d'armes pour mater les révoltes des peuples que le Congrès de Vienne a rendu inévitables. Les soulèvements du général Pepe à Naples (1820), de Riego à Cadix (1820), de l'armée portugaise (1820), de Turin (1821), les révolutions de France, de Belgique et de Pologne (1830), le mouvement des canuts de Lyon (1831), les nouvelles révoltes en Italie (1832), l'émeute du cloître Saint Merry à Paris (1832), une nouvelle révolte en Espagne (1843), l'agitation en Irlande (1843), la grande grève des tisserands silésiens (1846), les manifestations anti-autrichiennes à Milan (1846), la révolte de Porto au Portugal (1846-1847), tout cela exige des armes pour la répression. La crise économique et financière de 1847 débouche sur le « printemps des peuples » d'Europe en 1848 qui se traduit par des mouvements populaires en Italie, en Allemagne, en Autriche, la révolution de Février et les journées de Juin en France et de véritables opérations guerrières en Bohême, en Autriche, en Hongrie, dans le royaume de Naples, en Allemagne du Sud. Il y a besoin d'armes pour les forces non seulement de réaction mais aussi de libération. Cependant leur production régulière n'a pas donné lieu à une course aux armements comparable à celle des années napoléoniennes. L'Angleterre a réduit ses armements à partir de 1816, les autres pays ont maintenu ou un peu accru les leurs.

Le développement du capitalisme s'est opéré notamment en Grande-Bretagne à travers la succession de périodes de prospérité et de crises qui lui sont propres. Les graves crises économiques et bancaires britanniques de 1825-1827 et de 1836-1839 ont marqué de façon notable cette période. Celle de 1847 s'est étendue à toute l'Europe entraînant l'explosion de 1848. Les progrès de l'industrie, notamment de la sidérurgie, ont eu des répercussions sur l'armement mais à un rythme relativement lent. Le fusil se chargeant par la gueule au XVIIIe siècle est progressivement remplacé par le fusil se chargeant par la culasse, mais avec quelques déboires comme ceux qu'eut le gouvernement prussien en 1841 avec 60 000 fusils Dreyse de ce type qui explosaient inopportunément. Les canons à âme lisse font de plus en plus place aux canons rayés dans toutes les armées européennes. Les progrès les plus notables des armements sont effectués dans le domaine maritime. Les navires à voile de grande taille en bois, portant de 70 à 130, canons sont d'abord renforcés de blindages vers 1820-1830. Un premier navire de guerre à vapeur est apparu en Angleterre en 1814 mais les roues à aubes sont trop exposées au tir ennemi et ce n'est qu'après l'invention de l'hélice en 1840 que toutes les marines du monde capitaliste vont adopter la vapeur en même temps que les canons rayés et les grenades inventées en 1822 par le général français Paixhans, permettant en mer une trajectoire presque horizontale et une grande précision.

Le capitalisme triomphant des années 1850-1890 marche de l'avant malgré les crises, comme les crises financières britanniques de 1857 et 1866 et surtout la première crise véritablement mondiale de 1873. Les guerres de Crimée (1845-1856), d'Italie (1859), la guerre de Sécession (1861-1865), celle du Mexique (1864-1867), la guerre austro-prussienne de 1866, la guerre franco-allemande de 1870-1871, la guerre russo-turque de 1877-1878 viennent rappeler que pas plus que l'Empire, le capitalisme n'est la paix. C'est d'ailleurs durant cette période que les armements font de grands progrès liés à ceux de la chimie, de la sidérurgie et de la mécanique. En 1846, le savant allemand Schonbein avait inventé la pyroxyline bien plus puissante que la poudre à canon, en 1847, le chimiste italien Sobrero la nitroglycérine. En 1862, le Suédois Nobel entreprend la fabrication de cette nitroglycérine à l'échelle industrielle, en 1867 celle de la dynamite (75 % de nitroglycérine + 25 % de terre poreuse), explosant avec un détonateur au fulminate de mercure, puis en 1888 la dynamite-poudre Nobel. Possédant des usines en Suède, en Allemagne, en France et dans d'autres pays, il est le type même du capitaliste de l'armement bien qu'il eût préféré rester dans les mémoires pour la création du prix Nobel de la paix. D'autres mélanges chimiques avec amorce voient le jour: tolite, lyddite, mélinite etc. Les propriétés de l'acide picrique, que la chaleur fait détonner, sont de plus en plus utilisées jusqu'à la Première Guerre mondiale. Les usines chimiques peuvent élaborer, outre des explosifs, des armes qui sont

elles-mêmes chimiques. La Grande-Bretagne disposait ainsi dès 1855 de projectiles capables de répandre des gaz ammoniacaux qui ne furent pas utilisés. L'amiral britannique Dundonald proposa de réduire cette même année la garnison de Sébastopol par des vapeurs de soufre et l'Américain Doughry d'utiliser les vapeurs de chlore en 1862, durant la guerre de Sécession; les autorisations leur furent refusées. Mais l'idée de la guerre chimique, que les progrès industriels rendaient possible, était dans l'air.

L'interdépendance des armements et du capitalisme s'est manifestée avec une grande clarté durant la guerre de Sécession, confrontation du capitalisme yankee et du Sud esclavagiste, par certains aspects donc encore pré-capitaliste. Les progrès industriels réalisés par les États-Unis ont permis l'adoption du fusil rayé au tir très précis, le chargement des canons par la culasse, l'emploi des mortiers, l'utilisation d'armes à répétition. Nord comme Sud disposaient de navires de guerre à vapeur perfectionnés, dont les ironclads ou cuirassés, notamment le Merrimac chez les Confédérés et le Monitor chez les partisans de l'Union. À bien des égards, davantage encore que celles de la Révolution et de l'Empire, ce fut une guerre totale, qui fit plus de 500 000 morts dans les deux camps, annonçant les grandes tueries des guerres mondiales.

Impérialisme, course aux armements et Première Guerre mondiale

La concentration est une tendance naturelle du capitalisme qui le met sans cesse en contradiction avec les principes du libéralisme qu'il professe. La réunion en un seul capital financier du capital industriel et du capital bancaire, qui a reçu le nom d'impérialisme, accroît les effets de cette concentration en permettant la création d'immenses sociétés par actions. En même temps la recherche des matières premières et la volonté d'ouvrir de nouveaux marchés ont provoqué non seulement la mainmise du capitalisme sur les colonies ou semi-colonies d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine mais aussi, après des essais d'entente, un partage du monde que deux guerres mondiales allaient s'efforcer de remettre en cause. L'essor de l'impérialisme est étroitement imbriqué avec la course aux armements qui précède la Première Guerre mondiale comme avec celle qui aboutit à la Seconde.

Le potentiel industriel des grandes puissances permet plus que jamais le développement des techniques d'armement. Il est fait appel aux aciers de haute qualité, aux machines spécialisées, aux découvertes de la chimie, à l'industrie des transports. L'artillerie notamment fait des progrès considérables. Les canons prussiens chargés par la culasse étaient supérieurs aux canons français en 1870. Mais industriels et militaires français mettent au point en 1893 un canon de campagne à tir rapide, absorbant le choc du recul et permettant un feu roulant, d'une portée efficace de 8 kilomètres, le fameux 75. Les Anglais ont adopté, depuis la guerre de Crimée, la balle de fusil cylindrique du colonel français Minié, grâce à laquelle le canon rayé des fusils permet un tir très précis à 650 mètres et assez précis jusqu'à 1 300. Le fusil à tir automatique est inventé entre 1870 et 1880. L'artillerie puis les fusils bénéficient de la poudre sans fumée, mise au point en France en 1884, progrès imité ailleurs, en sorte que la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Russie et les États-Unis en disposent au début du XXe siècle. Mais l'arme d'infanterie nouvelle est la mitrailleuse. Au temps de la guerre de Sécession, en 1862, Richard J. Gatling a présenté un modèle à dix canons rotatifs mus par une manivelle. En France, quelques années plus tard, on passe à vingt canons et à 125 coups à la minute. La véritable mitrailleuse moderne est l'œuvre de Hiram S. Maxim en 1884 ; la mitrailleuse Maxim est adoptée ou imitée partout. L'arme est si meurtrière que certains croient pouvoir dire qu'elle rendra impossible la guerre. Hélas...

Une forme de course aux armements entre grands États impérialistes, particulièrement spectaculaire, est la rivalité navale opposant la Grande-Bretagne et l'Allemagne dans les années qui ont précédé la guerre de 1914. Les cuirassés britanniques (dread noughts) finissent par être des monstres d'une vitesse supérieure à 30 nœuds, déplaçant 60 000 tonnes et dont les 16 canons principaux sont capables d'expédier des projectiles de 2 000 livres avec précision à plus de 20 miles. Il faut y ajouter les croiseurs, destroyers et autres types de navires de surface. La course prend la forme d'une compétition entre la cuirasse des vaisseaux et le pouvoir de pénétration des obus ou des torpilles modernes mises au point avant 1914. Les mines marines, déjà

employées durant la Guerre de Sécession, ont été perfectionnées au début du XXe siècle. Après le premier véritable sous-marin de combat le « Narval » à double coque armé de quatre torpilles, inventé par l'ingénieur Laubeuf (1899), les grandes puissances ont toutes des sous-marins munis de torpilles prêts à la veille de la guerre.

L'arme aérienne est aussi vieille que l'accession au pouvoir du capitalisme puisque des ballons survolaient la bataille de Fleurus et qu'un corps d'aérostatiers de la République avait existé de 1793 à 1798. On s'était ensuite orienté vers des ballons libres puis dirigeables comme celui d'Henri Giffard en 1852. Le Russe Tsialkowski avait doté un dirigeable d'un cadre métallique en 1887 et l'Allemand Ferdinand von Zeppelin en avait expérimenté un en 1900 qui allait être développé à des fins militaires jusqu'en 1914. Mais, dans ce but, le plus lourd que l'air paraissait davantage plein de promesses. Le premier aéroplane moderne fut celui pour lequel le Russe Mojaiski obtint un brevet en 1881. Puis vinrent l'Allemand Otto Lilienthal, le Français Clément Ader (1897), les frères anglais Wright (1900). Les moteurs furent perfectionnés de 1903 à 1908 et les hélices de 1906 à 1912, en sorte que des avions étaient prêts pour des missions de reconnaissance, de bombardement et de combat (oh combien modestes !) lorsque la guerre éclata.

La course aux armements fait appel aux arsenaux des États capitalistes mais le capitalisme privé y tient une place prépondérante. Les grandes sociétés productrices d'armement de ces débuts de l'impérialisme s'appellent Krupp en Allemagne, Vickers-Armstrong en Grande-Bretagne (qui fabrique la mitrailleuse Maxim), Schneider-Le Creusot en France, Skoda dans la Bohême autrichienne, Putiloff en Russie. Leur spécialité de fabricants d'armes est dans la continuité de leur activité industrielle générale, notamment la sidérurgie. Ainsi Krupp a présenté à Crystal Palace à Londres un cylindre de 2 tonnes 1/4 d'acier dans lequel on peut voir le prototype d'un de ses canons géants. Les armes bénéficient même de procédés que l'on juge trop onéreux pour les emplois courants. Ainsi les grands lingots d'aciers spéciaux au creuset sont destinés chez Krupp, comme chez ses concurrents, a des canons dont l'alésage est l'étape suivante. Partout les grandes sociétés jouent un rôle essentiel dans la course aux armements. « Le trust aboutissant à l'extermination, voilà la dernière invention du capitalisme moderne », s'écrie Jaurès à la Chambre des Députés en 1909.

Si ce sont les grandes sociétés capitalistes qui produisent, ce sont les États impérialistes qui paient les armements. En 1920, l'économiste Charles Gide a chiffré les dépenses militaires annuelles nécessitées par la préparation de la guerre chez ses principaux protagonistes:

	1883*	1913*	Accroissement
France	789	1471	86%
Grande-Bretagne	702	1943	177%
Russie	894	2642	195 %
Italie	311	749	140 %
Allemagne	504	2302	357 %
Autriche-Hongrie	318	822	158 %

* En millions de francs

L'accélération de la course aux armements apparaît bien dans ce tableau. Elle a été moindre pour la France, qui avait démarré plus tôt, que pour l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

La Première Guerre mondiale a été un choc des impérialismes particulièrement coûteux pour le monde. Des millions d'hommes sont morts sur les champs de bataille sans compter les victimes civiles. Dans notre domaine, elle a été une période d'intense activité, les entreprises capitalistes fabriquant dans la hâte des armements, dont la recherche a été considérablement accélérée. Il fallut attendre 1916 pour que les Français et les Anglais rattrapent les Allemands et les Autrichiens dans le domaine de l'artillerie lourde. Les obus de

tous calibres, les Minenwerfer allemands et les crapouillots français, les mines souterraines, les grenades et les lance-flammes transformaient le front en enfer. Bien entendu tous ces engins assuraient un haut niveau d'activité aux industries métallurgique et chimique. Les industries automobiles britannique, française et allemande se mirent à fabriquer des tanks utilisés à partir de 1917, armés de canons et de mitrailleuses, dont le plus connu sur le front occidental fut le tank Renault, issu de la célèbre firme de Billancourt. L'industrie chimique trouva un nouveau débouché avec la guerre des gaz: chlore, phosgène, acide cyanhydrique, ypérite (30 000 tués en un jour près d'Ypres en 1917), lewisite. Les 120 000 tonnes de produits chimiques toxiques utilisés durant la guerre ont fait 300 000 victimes dont plus de 100 000 morts sur le front occidental. Tandis que les dirigeables Zeppelin bombardaient Paris et Londres, les fabricants d'avions des deux camps mettaient au point chasseurs et bombardiers (comme le Vickers Vimy britannique muni de bombes de 2 500 livres). La guerre sous-marine fut une autre innovation: les U-boote allemands coulèrent 11 millions de tonnes de navires alliés, préparant par ces destructions l'activité future des chantiers navals.

Malgré un contrôle étatique renforcé dans tous les pays en guerre qu'incarna en France le ministre de l'armement Albert Thomas, celle-ci fut une guerre capitaliste non seulement par ses fournisseurs d'armements mais aussi par ses buts et ses résultats. Elle utilisa largement l'arme économique du blocus. La course aux armements s'était accompagnée de fournitures d'armes par les États impérialistes à leurs futurs partenaires (par exemple l'Allemagne à la Turquie, la Grande-Bretagne au Japon). Elles s'intensifièrent durant la guerre vers les nouveaux belligérants (Italie) et les Arabes en lutte contre les Turcs comme pour permettre aux troupes des colonies de s'emparer des territoires allemands (Cameroun, Tanganyika). Le commerce des armes a, pour des raisons économiques et idéologiques, accompagné toute la vie du capitalisme avec des moments forts (guerres de la Révolution et de l'Empire, guerre de Sécession, Première Guerre mondiale). Il lui est consubstantiel comme la production d'armements.

Nouvelle course aux armements et Seconde Guerre mondiale

À l'issue de la guerre, les impérialismes occidentaux sont à la fois vainqueurs et contestés par la Révolution russe et celles qui l'ont suivie (Allemagne, Hongrie). L'intervention des Alliés contre les Soviets utilise les mêmes armes qui ont servi durant la Grande Guerre, y compris les armes chimiques, fait en général pudiquement passé sous silence. Le traité de Versailles et ses corollaires imposent le désarmement des États vaincus. Les vainqueurs ont renvoyé leurs troupes dans leurs foyers et diminué dans un premier temps leurs dépenses militaires. Mais on est surpris de constater que, dans une étude historique du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), les dépenses militaires mondiales de 1925 sont plus élevées que celles de 1913, sommet de la course aux armements qui a précédé la Première Guerre mondiale. Il est vrai que ces dépenses incluent celles d'un État qui n'est plus capitaliste, l'URSS laquelle, se sentant encerclée, dépense pour sa défense (mais le chiffre de 1913 incluait la Russie). Il est vrai aussi que ces données regroupent à la fois les dépenses de fonctionnement (entretien des troupes) et d'équipement. Il est vrai enfin que ce dernier consiste en armements de plus en plus chers, qui rapportent de plus en plus à leurs fabricants.

Entre les deux guerres la taille des mortiers est accrue (de 82 à 120 millimètres) ainsi que leur portée (4 kilomètres). L'Allemagne se dote de canons de 88 et les États-Unis de 90 qui seront les armes de la Seconde Guerre mondiale. Les théoriciens des guerres futures envisagent un usage massif des tanks et de l'aviation, ce qui exigeait des progrès de ceux-ci, mais les premiers restent souvent petits et mal cuirassés, comme le Bren anglais, et les seconds font des progrès assez lents jusqu'à ce que l'Allemagne nazie se dote de la Luftwaffe en 1935. Dans le domaine naval, les débats entre pays impérialistes affrontés ont conduit à une limitation du tonnage des croiseurs et cuirassés à 525 000 tonnes pour la Grande-Bretagne et les États-Unis, 315 000 pour le Japon et 175 000 pour la France et l'Italie à la conférence de Washington en 1922; ceux qui y ont vu un prélude à un désarmement général ont dû reconnaître leur erreur.

Dépenses militaires mondiales annuelles (en milliards de dollars US constants de 1970)

1908 9,0
1913 14,5
1925 19,3
1926 19,6
1927 21,5
1928 21,5
1929 21,7
1930 23,2
1931 21,9
1932 20,3
1933 20,1
1934 23,9
1935 32,6
1936 47.1
1937 58,8
1938 61,6

Alors que la crise économique de 1920-1921 avait été suivie d'une reprise assez rapide malgré les difficultés financières et monétaires des pays capitalistes au cours des années vingt, la crise de 1929 fait trembler le capitalisme lui-même sur ses bases. La prise de pouvoir par Hitler en janvier 1933 lance l'Allemagne sur la voie du réarmement à outrance avec rétablissement du service militaire en 1935, réintégration de la Rhénanie en 1936 et place éminente de l'armement dans le Plan de quatre ans de Goring. C'est bien le capitalisme allemand, les Krupp, les Thyssen, les Hugenberg, les Schacht, qui ont mis Hitler au pouvoir et bénéficient du réarmement. La guerre d'Espagne (1936-1939) sert de banc d'essai aux armements notamment dans les domaines des chars et des avions. En Extrême-Orient le militarisme japonais joue le même rôle que le nazisme en Europe et envahit la Chine en 1937. La course aux armements est relancée partout et les dépenses militaires mondiales triplent de 1933 à 1938. À la déclaration de guerre en 1939, l'Allemagne est prête. En mai 1940, elle aligne 136 divisions, dont 10 Panzerdivisionen, et 2 700 avions militaires face à un nombre égal de divisions alliées mais seulement 1 330 avions. Sa supériorité stratégique lui permet de l'emporter à ce moment et de faire de l'Europe le fournisseur de matières premières, de main-d'œuvre et de capitaux d'un capital allemand plus impérialiste que jamais. Malheureusement pour lui, Hitler envahit l'URSS en juin 1941 et son allié, le Japon, attaque Pearl Harbor en décembre, ce qui range les Américains dans le même camp que les Britanniques et les Soviétiques et assurera la victoire aux Alliés en 1945.

Le capitalisme américain est déjà le plus puissant du monde et il va se renforcer encore au cours de la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis deviennent la gigantesque usine d'armements de tout le monde allié dont les sociétés géantes tirent les profits: Boeing, Lockheed, Hughes, Mc Donnell, Raytheon, Martin, General Motors etc. Le fusil d'assaut, intermédiaire entre fusil et mitraillette, est mis au point aux États-Unis (et amélioré en 1944 en Allemagne). Le bazooka est inventé (2,36 inch M9), le lanceur de fusées US 4,5 inch est capable d'en tirer 24 en même temps. Le char M4 Sherman est entré en service en 1942, notamment en Afrique du Nord (El Alamein), et resta le principal blindé des armées britanniques et américaines jusqu'à la fin de la guerre. Pour faire face aux Panther allemands, il fut complété par le US M26 Pershing, char lourd, dans les derniers mois du conflit. Les forces américaines disposaient d'une profusion de véhicules, de la Jeep (prononciation de GP : general purpose ou tous usages) jusqu'aux half-tracks à chenilles et aux scrapers géants.

La Seconde Guerre mondiale a, dans le domaine naval, révélé les possibilités des porte-avions et confirmé celles des sous-marins. Les porte-avions japonais ont presque complètement détruit la flotte américaine du Pacifique à Pearl Harbor en décembre 1941. Mais la puissance de l'industrie des États-Unis permet de construire ensuite à vitesse très rapide des porte-avions, principal soutien des autres navires de guerre et des

forces amphibies qui s'avancent d'île en île vers le Japon. Les sous-marins allemands ont coulé de 1939 à 1945 plus de 14 millions de tonnes de navires alliés, davantage que durant la Première Guerre mondiale (11 millions de tonnes), parmi lesquels au moins 200 grands bâtiments de guerre. Les sous-marins américains ont envoyé par le fond 5 millions de tonnes de navires japonais mais ce tonnage représentait une beaucoup plus grande proportion des capacités de l'Empire du Soleil Levant. Seules les industries britannique et américaine ont permis la construction des éléments nécessaires au débarquement de juin 1944, de même que le radar (Radio detection and ranging) et le sonar (Sound navigation ranging), permettant de localiser respectivement les avions et navires de surface ou les sous-marins.

Dans le domaine aérien, la guerre avait opposé à ses débuts les chasseurs Spitfire III aux Messerschmitt 109, la campagne de France avait révélé les Stuka (Junkers 87). L'initiative passa ensuite à l'industrie américaine, notamment à Boeing qui mit au point notamment le B 17 (forteresse volante), d'un rayon d'action de 1 000 kilomètres, puis le B 29 (superforteresse volante), dépassant les 45 tonnes. Un raid des premiers portant des bombes au phosphore a causé 42 000 morts en juillet 1943 à Hambourg et un autre, toujours au moyen de bombes incendiaires, a fait 185 000 victimes en mars 1945 à Tokyo. Ce sont des B 29 qui ont assumé le bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki en août 1945 avec des bombes équivalant chacune à 20 000 tonnes de TNT (20 kilotonnes) faisant respectivement sur le coup 72 000 morts et 80 000 blessés et 40 000 morts et 40 000 blessés, auxquels il faut ajouter les victimes ultérieures irradiées. La fin de la Seconde Guerre mondiale a aussi marqué le début de l'ère nucléaire.

La course aux armements de la guerre froide

Les Alliés ont vaincu mais seuls les Occidentaux se reconnaissent dans le capitalisme. L'URSS, dont l'Armée rouge a supporté le poids principal de la guerre terrestre en Europe et s'est avancée jusqu'à Berlin, apparaît à leurs yeux comme un corps étranger qu'il va s'agir d'affaiblir et d'éliminer. Les États-Unis disposent du monopole atomique. Face au « rideau de fer » ils réunissent les pays capitalistes d'Europe par le traité de l'Atlantique Nord conclu en avril 1949 et l'Organisation qui en résulte (OTAN) va dominer les années de la « guerre froide ». Ils s'efforcent de compléter leur dispositif en créant l'ANZUS (Australia-New Zealand-United States) en 1951, la SEATO (South-East Asian Treary Organization) issue du pacte de Manille de 1954 et la CENTO (Central Treary Organization) née du pacte de Bagdad de 1955. La création de la République populaire de Chine en 1949 et la guerre de Corée (1950-1953) expliquent cette pactomanie à but militaire que l'URSS ressent comme une volonté d'encerclement.

Dans les deux camps s'engage alors une nouvelle course aux armements. Les dépenses militaires mondiales ont dès 1948 dépassé en monnaie constante celles de 1938. La guerre de Corée leur donne un coup de fouet: elles doublent pratiquement de 1950 à 1953 (voir tableau), diminuent un peu à partir de 1954 mais restent à un haut niveau. L'escalade reprend dans les années 60 : les dépenses militaires mondiales annuelles augmentent de 60 % entre 1960 et 1970 et encore de 20 % entre 1970 et 1980. En 1975 le monde consacre à des fins militaires des ressources supérieures à la totalité de la production mondiale en 1900. Un tiers des dépenses mondiales de recherche et développement ont pour but la guerre à la fin des années 70 ; 500 000 savants, chercheurs et ingénieurs y travaillent, dont 350 000 environ dans les pays capitalistes.

Leurs travaux aboutissent à des armements nouveaux mis au point à une cadence très rapide. Dans le domaine terrestre, les États-Unis ont demandé à leur industrie automobile des véhicules militaires lourds, la Grande-Bretagne et la France davantage de véhicules légers tout terrains employés par cette dernière dans la guerre d'Algérie (1954-1962), par les Portugais dans leurs colonies d'Afrique jusqu'en 1974 et par les Marocains au Sahara occidental à partir de 1976. Pour les chars, les États-Unis ont créé des versions dérivées du M 4 Sherman et la France l'AMX 30. Des canons d'un calibre de 120 mm montés sur des véhicules de haute rapidité sont devenus courants. Dans les années 70, les États-Unis ont lancé une nouvelle classe de porte-avions de 78 000 tonnes, la classe Forrestal, transportant 76 avions de combat; parmi ceux-ci entre en service en 1970 le chasseur biréacteur américain Grumman F 14 Tomcat.

C'est aussi l'époque du monoréacteur Dassault F 1 (1966) et du mono réacteur d'appui tactique britannique V STOL Hawker-Siddeley Harrier (1969) à décollage court. Les appareils à réaction passent du subsonique au supersonique. Le Strategic Air Command des États-Unis est doté par Boeing des bombardiers B 36 et B 47, qui peuvent porter des bombes nucléaires, et du B 52 dont les bombes lourdes vont faire tant de victimes au Vietnam de 1965 à 1973.

Accession des États-Unis aux armes nouvelles

1945	Bombe atomique
1952	Bombe à hydrogène
1953	Nouveau bombardier stratégique
1953	Missiles à moyenne portée
1955	Armes nucléaires tactiques
1955	Missiles intercontinentaux terrestre (ICBM)
1956	Sous-marins nucléaires
1958	Satellites artificiels
1959	Missiles tirés de sous-marins (SLBM)
1962	Missiles intercontinentaux à carburant solide
1964	Missiles à têtes multiples
1970	Missiles à têtes multiples programmées de façon indépendante (MIRV)
1978	Missiles de croisière
1981	Armes à neutrons

Ce sont les États-Unis qui ont fait entrer le monde dans l'ère des armes nucléaires. Celles-ci, d'abord à fission (bombe atomique) puis à fusion (bombe à hydrogène ou thermonucléaire), ont rapidement trouvé leurs correspondants dans le camp adverse (pour cette dernière dès 1953). À l'intérieur même de la course aux armements il y eut une course au mégatonnage entre États-Unis et URSS. La Grande-Bretagne a possédé l'arme atomique dès 1954 et la France dès 1958. Le progrès a consisté à réduire le poids et la taille des engins. Surtout, bien que de nombreux bombardiers stratégiques comme le B 47 aient vu le jour, ce sont les missiles qui ont pris une place prépondérante. La NASA a développé dans les années 1960 des successeurs du V 2 allemand, du type Minuteman ou Titan. Aux missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) basés à terre, d'une portée supérieure à 5500 km, sont venus se joindre ceux des sous-marins (SLBM) du type Polaris à trois têtes (1960) puis du type Poseidon à dix têtes programmées de façon indépendante (1970). La création de ces MIRV et la précision accrue des engins met fin à la course au mégatonnage. Viennent s'y ajouter les missiles de portée moyenne (de 1100 à 2775 km) et intermédiaire (de 2775 à 5500 km), comme le Pershing II. Les missiles de croisière lancés d'avions ou de sous-marins sont devenus performants au début des années 80, tel l'ALCM de Boeing. Les armes nucléaires tactiques ont été multipliées, chargées sur des transporteurs mobiles comme le Pluton français mis en service en 1974.

La guerre froide entre pays capitalistes et socialistes a donné une ampleur sans cesse croissante à la course aux armements, ce que traduit l'évolution des dépenses militaires mondiales. Les « Trente Glorieuses » de 1945 à 1975 permettent au camp capitaliste de financer l'énorme masse d'armements sans cesse plus sophistiqués qu'il oppose à ses adversaires amenés à leur tour à le suivre sur cette voie. Pour relancer la course aux armements ses partisans aux Etats-Unis mettent périodiquement en avant de prétendues insuffisances de ceux-ci (par exemple le « missile gap » justifiant la création de nouveaux types de missiles).

Dépenses militaires mondiales annuelles (en milliards de dollars US constants de 1980)

1948	146,3	1968	473,0
1949	153,5	1969	481,4

1950	166,2	1970	472,5
1951	241,9	1971	472,7
1952	310,2	1972	478,7
1953	318,6	1973	480,0
1954	286,5	1974	482,0
1955	288,1	1975	483,4
1956	286,0	1976	522,5
1957	291,2	1977	531,9
1958	286,7	1978	547,1
1959	297,8	1979	561,8
1960	295,7	1980	567,1
1961	324,9	1981	579,6
1962	356,3	1982	615,1
1963	371,0	1983	631,6
1964	366,7	1984	642,6
1965	366,7	1985	663,1
1966	403,8	1986	681,0
1967	455,2	1987	701,4

Fin de la guerre froide et maintien des complexes militaro-industriels

La course aux armements au temps de la guerre froide a ouvert une nouvelle étape dans l'évolution du capitalisme. Le président Dwight D. Eisenhower ne s'y est pas trompé lorsqu'il a parlé en 1954 de « complexe militaro-industriel ». L'étroite imbrication du capital financier et des grandes structures militaires caractérise l'impérialisme de la seconde moitié du XXe siècle. Les mêmes noms de sociétés la dominent qui présentent la tendance à la concentration et à l'intégration inhérente au régime capitaliste. Ainsi aux États-Unis, Mc Donnell Douglas, firme résultant elle-même d'une fusion, travaille pour l'aviation, l'électronique et les missiles, General Dynamics a les mêmes branches plus les véhicules militaires et les missiles, General Motors fabrique bien entendu toutes sortes d'engins terrestres mais étend ses activités aux missiles, à l'électronique et aux avions. Ces dernières années, malgré la fin de la guerre froide, cette concentration s'est accélérée. Entre 1990 et 1995, Northrop et Grumman ont fusionné leur production d'avions et d'électronique. Le fabricant de missiles Martin Marietta a été absorbé en 1995 par Lockheed pour former un groupe géant d'aviation et de missiles. Mais Lockheed Martin ne s'est pas arrêté en si bon chemin et a acquis en 1996 toutes les activités militaires de Loral. Cette même année 1996 a vu Boeing acheter McDonnell Douglas et les activités aérospatiales de Rockwell afin de jouer un rôle dirigeant dans ce secteur, Raytheon s'est adjoint les activités missiles et radar de Texas Instruments et celles d'électronique militaire de Chrysler puis, en 1997, a racheté Hughes Electronics. Le mouvement de concentration est appelé à se poursuivre.

L'évolution rapide des sociétés américaines inquiète leurs concurrentes européennes de taille généralement inférieure. Il est vrai que les États-Unis ont, dans le cadre de l'OTAN, livré durant les années de la guerre froide de nombreux armements à leurs partenaires européens (Allemagne fédérale, Pays-Bas, Belgique, Italie, Espagne, Portugal). De là, ceux-ci sont passés à des fabrications sous licences, puis certaines bases nationales des industries d'armement se sont reconstituées. Un véritable complexe militaro-industriel ouest-allemand, tel le phénix, renaquit des cendres de son prédécesseur nazi avec des firmes telles que Messerchmitt, Daimler, MTU ou Rheinmetall (groupe Rochling) ; toutefois les intérêts américains sont présents dans les firmes allemandes, notamment dans cette dernière. La Grande-Bretagne a maintenu, malgré le déclin de son industrie manufacturière, un haut niveau de productions militaires (50 % de la production aéronautique a ce caractère par exemple) issues de firmes comme British Aerospace, GEC, Lucas Industries, Rolls Royce, Vsel, Hunting. La France a mené une politique de production militaire indépendante, reflet de la détermination gaulliste, profitant aux firmes Thomson, DCN, Dassault, Aérospatiale, GIAT, Matra. Des concentrations ont eu lieu dans le cadre national: fusion de Daimler Benz et

Messerschmitt, regroupement de Krupp Maschinenbau et Rheinmetall en 1990, absorption de Ferranti et de Plessey par GEC, volonté actuelle de rapprocher l'Aerospatiale et Dassault malgré les réticences de ce dernier.

Mais ces concentrations mettent en jeu, de plus en plus, des sociétés de différents pays européens. Siemens partage avec GEC les dépouilles de Plessey, Thomson achète le grand spécialiste néerlandais de l'électronique militaire HSA, l'industrie belge d'armement disparaît absorbée notamment par la française. Matra et British Aerospace créent en 1996 une société commune Matra Bae Dynamics, qui vient tout de suite après Ray thon Hughes pour la fabrication de missiles. Les firmes extra-européennes participent au mouvement: la société canadienne Bombardier reprend Shorts, la plus grande firme d'armements de l'Irlande du Nord et la fabrique de blindés brugeoise de Belgique, l'américaine United Technologies 40 % du capital de la britannique Westland. L'Union Européenne ambitionne de se doter d'entreprises de taille comparable à celles des États-Unis avec la création de l'Agence européenne de l'armement. Il existe d'ailleurs depuis 1976 un Groupement européen indépendant de programme (GEIP). Toutefois les industries d'armement britannique surtout, mais aussi allemandes, ont de forts liens outre-Atlantique et les commandes d'avions des États européens sont souvent passées aux États-Unis. Éternelles contradictions de l'impérialisme.
Parmi ces contradictions qui opposent les Européens aux États-Unis, celle qui concerne l'Union de l'Europe occidentale n'est pas des moindres. Créée par les accords de Paris de 1954 comme substitut de la défunte Communauté Européenne de Défense, cette UEO a été choisie dans le traité de Maastricht de 1991 comme structure militaire de l'Union européenne. Mais en même temps elle est considérée comme « pilier européen de l'Alliance atlantique » sous direction américaine. Il en résulte de bien joyeuses contorsions du texte de Maastricht. Qui l'emportera de la soumission à l'impérialisme américain ou du désir des États capitalistes de garder une indépendance militaire suffisante au risque d'une confrontation avec celui-ci ?

La vague du néolibéralisme est passée aussi sur les industries de l'armement. C'est ainsi que les Royal Ordnance Factories, arsenaux créés en Angleterre bien avant la naissance du capitalisme industriel, ont été privatisées en 1988 par Mme Thatcher. De ce point de vue, le fait que la Direction générale des armements (DGA), le Groupement industriel des armements terrestres (GIAT), la Direction des constructions navales (DCN) et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) en France dépendent de l'État représente une véritable hérésie aux yeux des néolibéraux, hérésie qui devrait prendre fin avec leur privatisation la plus rapide possible. La défense des arsenaux par les syndicats s'y oppose. Le véritable problème est la diversification des activités et la reconversion vers des productions civiles d'une industrie d'armement surdimensionnée par rapport aux besoins réels.

Les vingt-cinq plus grandes sociétés occidentales produisant des armements en 1990 et 1995 (Ventes d'armements en millions de dollars US)

	1990		1995	
1	Mc Donnell Douglas (US)	9020	Lockheed Martin (US)	13800
2	General Dynamics (US)	8300	McDonnell Douglas (US)	9620
3	British Aerospaee (GB)	7520	British Aerospace (GB)	6720
4	Lockheed (US)	7500	Loral (US)	6500
5	General Motors (US)	7380	General Motors (US)	6250
6	General Electric (US)	6450	Northrop Grumman (US)	5700
7	Raytheon (US)	5500	Thomson (Fr)	4630
8	Thomson (Fr)	5250	Boeing (US)	4200
9	Boeing (US)	5100	GEC (GB)	4100
10	Northrop (US)	4700	Raytheon (US)	3960

11	Martin Marietta (US)	4600	United Technologies (US)	3650
12	GEC (GB)	4280	Daimler Benz (Ail)	3350
13	United Technologies (US)	4100	Dir. des Const. navales (Fr)	3280
14	Rockwell International (US)	4100	Linon (US)	3030
15	Daimler Benz (Ali)	4020	General Dynamics (US)	2930
16	Dir. des Constructions navales (Fr)	3830	TRW (US)	2800
17	Mitsubishi (Jap)	3040	IRI (It)	2620
18	Litron Industries (US)	3000	Westinghouse (US)	2600
19	TRW (US)	3000	Aérospatiale (Fr)	2550
20	Grumman (US)	2900	Mitsubishi (Jap)	2430
21	Aérospatiale (Fr)	2860	Rockwdl (US)	2430
22	IRI (It)	2670	Rolls Royee (GB)	2050
23	Westinghouse (US)	2330	Alcatel Alsthom (Fr)	2000
24	Dassault Aviation (Fr)	2260	Com. à l'Énergie atomique (Fr)	1740
25	Texas Instruments (US)	2120	Texas Instruments (US)	1740

La guerre froide a atteint son paroxysme avec l'Initiative stratégique de défense (IDS), projet de bases antimissiles dans l'espace lancé en 1984 par le président Reagan et dont les grands intérêts de l'armement attendaient une abondante manne. Ils en retirèrent maints avantages mais ce projet ne fut jamais réalisé. Un projet analogue couvrant les pays européens est actuellement en cours de discussion mais là non plus les contradictions ne manquent pas. Les pressions de l'opinion publique avaient amené certaines limitations des armements concernant les systèmes de missiles antibalistiques et le nombre de missiles des sous-marins (accords SALT I de mai 1972) et les armes stratégiques offensives (SALT II de juin 1979) entre les États-Unis et l'URSS. Des conversations réunissant les deux puissances étaient en cours (START) lorsque le premier accord de désarmement portant sur les missiles de portée intermédiaire en Europe (INF) fut signé en décembre 1987 à Washington. Le premier traité START venait d'être annoncé en juillet 1991 à Londres lorsque les événements d'août à Moscou amenèrent la dissolution de l'Union Soviétique en décembre et la fin de la guerre froide.

La course aux armements imposée par le capitalisme à son adversaire a largement contribué aux difficultés économiques de celui-ci et donc préparé sa chute, bien qu'elle n'en soit pas la seule cause. La tension Est-Ouest ayant disparu, on pouvait se demander si l'énorme accumulation des armements et les dépenses qui leur sont consacrées n'allaient pas progressivement disparaître, permettant aux peuples de percevoir les « dividendes de la paix ». C'était mal connaître le capitalisme. Si le traité de Varsovie a été dissout en 1991, l'OTAN a continué à exister et à s'étendre vers l'Est de l'Europe. Les dépenses militaires mondiales, après avoir atteint le record absolu de 1 000 milliards de dollars courants en 1989, ont commencé à se restreindre à partir de 1990 et se sont situées en 1996 autour de 700 milliards de dollars.

Les dépenses militaires de l'OTAN (France comprise) ont diminué de 31 % entre 1989 et 1996 mais restent gigantesques. Les dépenses de recherche et développement militaire des États-Unis ont diminué de 25% entre ces deux dates, celles de l'Allemagne de 21 %, celles de la France de 19 %, et celles de la Grande-Bretagne de 15 %.

Évolution des dépenses militaires de l'OTAN (en milliards de dollars US aux prix constants de 1990)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	
États-Unis	331,2	323,9	320,4	306,2	269,0	284,1	269,1		254,0	238,2	226,4
Canada	11,5	11,6	11,5	11,5	10,4	10,5	10,4	10,2	9,6	8,8	
Otan Europe	186,6	184,7	186,2	186,4	184.6	176,3	171,6	166,5	159,0	159,7	
Otan total	529,3	520,2	518,1	504,1	464,0	470,9	451,1	430,7	406,8	394.9	

Le traité START 1 entre les États-Unis et la Russie, signé en 1991 et limitant à 6 000 le nombre des têtes nucléaires stratégiques possédées par chacun d'eux, est entré en vigueur en 1994. Le traité START II, signé par les mêmes en janvier 1993, prévoit de réduire le nombre de ces têtes à 3000-3500 pour chaque pays au 1er janvier 2003. Malgré les difficultés des négociations et ratifications, ce sont bien des traités qui restreignent les armements nucléaires entre les deux puissances se réclamant l'une et l'autre du capitalisme. Mais, surtout si l'on y ajoute les autres possesseurs officiels (France, Grande-Bretagne, Chine) ou officieux (Israël, Pakistan) de ces armes, il subsiste en cette fin du XXe siècle suffisamment d'armes nucléaires pour détruire l'intégralité de la planète.

Divers accords internationaux ont en outre été conclus: la convention interdisant les armes chimiques a été signée à Paris en janvier 1993, le traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) a été prorogé indéfiniment en mai 1995 et le traité d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT) a été adopté en septembre 1996. Ces traités ont le double caractère de prendre des mesures souhaitables sur la voie du désarmement que des hommes de paix ne peuvent qu'approuver, et de constituer des limitations imposées par les puissances capitalistes possédant les armes nucléaires à celles du Tiers Monde qui en sont dépourvues, alors que ces puissances n'appliquent pas l'article VI du TNP, en vertu duquel elles doivent aller vers le désarmement nucléaire. En outre, sept pays capitalistes (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne fédérale, Italie, Canada, Japon) se sont arrangés entre eux en créant le Missile Technology Control Regime (MTCR) en 1987 pour empêcher les autres pays d'accéder aux technologies permettant de se doter de missiles stratégiques (25 États adhèrent au MTCR à présent). Les pays du Sud ressentent ces discriminations, qui ont amené l'Inde et le Pakistan à ne pas signer le TNP prorogé sans limitation de durée. La guerre du Golfe, en janvier-février 1991, et les mesures de contrôle imposées à l'Irak, qui ont failli déboucher sur un nouveau conflit armé en février 1998, procèdent du même esprit voulant imposer la soumission du reste du monde aux grands impérialismes. Les États-Unis entendent jouer le rôle dirigeant dans ce monde unipolaire, comme le rappelle périodiquement le président Clinton. La course aux armements se perpétue avec la recherche notamment aux États-Unis et en France au moyen de la simulation d'armes nucléaires plus sophistiquées pour le XXIe siècle. Les impérialismes au temps de la mondialisation continueront-ils à s'entendre entre eux face aux peuples ou bien leurs oppositions l'emporteront-elles, leurs contradictions rendant plus aisées la lutte des peuples mais accroissant aussi le danger de guerre?

Capitalisme et commerce des armes

En régime capitaliste les armes sont des marchandises mais non des marchandises comme les autres. En effet n'importe quelle autre marchandise nécessite un marché comprenant un nombre plus ou moins étendu de consommateurs. Les producteurs d'armes n'ont qu'un seul client: l'État. Qu'elles sortent des arsenaux de celui-ci ou - comme c'est de plus en plus le cas - d'entreprises privées, leurs destinataires sont en premier lieu les forces armées du pays. Au lieu de s'épuiser à trouver des clients dans un marché étendu, il suffit de convaincre ces forces armées qui entretiennent une étroite symbiose avec les fabricants - c'est toute la signification du terme « complexe militaro-industriel » . Bien sûr il peut y avoir concurrence entre firmes (par exemple aux États-Unis entre différents modèles de missiles) mais, dès lors qu'il y a l'accord des forces armées, la marchandise est placée. Mieux encore, le contrat passé avec l'État peut subir des augmentations de prix, par exemple pour perfectionnements en cours de fabrication: l'expérience prouve que c'est très souvent le cas. Les armes sont une marchandise merveilleuse de ce point de vue aussi.

A l'usage national, il convient d'ajouter les ventes d'armes à l'étranger par un Etat à un autre Etat parce qu'il est son allié ou que cela convient à ses intérêts géostratégiques ou encore tout simplement parce que cela favorise l'équilibre de sa balance commerciale. Tous les Etats capitalistes producteurs d'armes les commercialisent. Les exportations d'armes sont cependant soumises à autorisation avec des modalités diverses de contrôle: en Allemagne il faut l'autorisation du Bundestag; en France elle est jusqu'ici délivrée par le gouvernement sur l'avis de la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre, et le contrôle a posteriori par le Parlement est des plus théoriques; en Grande-Bretagne le

département des Ventes d'armes se charge de tout et le « Head of Defence Sales » est généralement le dirigeant d'un grand groupe capitaliste d'armement, c'est plus franc.

Il arrive qu'un État se refuse à vendre tel type d'armement ou tout type d'armement à un pays, par exemple parce que celui-ci est soumis à un embargo. Dans ce cas il n'est pas rare que des armes prétendument vendues à un pays se retrouvent dans un deuxième ou un troisième après des périples plus ou moins longs; ces détournements illégaux débouchent souvent sur des « affaires » mettant en cause tel ou tel groupe industriel qui a trompé l'État (ainsi l'affaire Luchaire pour livraison d'obus à l'Iran en 1983, ce pays étant alors soumis à l'embargo). Des sociétés capitalistes se consacrent légalement au commerce des armes, les plus importantes étant Interarms à Londres, AGWAH à Düsseldorf, Levy Industries à Toronto, Firearms International à Montréal, Cogswell et Harrison à Londres encore. Il faut y ajouter le trafic illégal réalisé de manière beaucoup plus discrète par des officines se fournissant dans les surplus militaires de pays pas trop regardants, et dont les méthodes s'apparentent souvent plus au gangstérisme, assassinats compris, qu'au style habituel du commerce en pays capitaliste.

Mais le commerce des armes dans son ensemble, commerce d'œuvres de mort, soulève les plus vives critiques de la part d'autorités morales, des Églises et d'hommes politiques au sein des États capitalistes eux-mêmes. Les défenseurs du commerce des armes le justifient en disant que les armements modernes sont trop coûteux pour être réalisés pour un seul pays; l'argument est que les « longues séries » sont nécessaires à la Défense nationale et que, dans l'intérêt de celle-ci, il faut donc placer la plus grande quantité d'armements possible à l'étranger. Mais ces ventes favorisent les conflits locaux, coûtent cher notamment aux pays du Tiers Monde, alourdissent leur dette et accroissent l'insécurité internationale. Les pays capitalistes ne se privent pas cependant de vendre leurs armes au Sud: c'est même l'essentiel de leurs ventes depuis nombre d'années.

Le commerce des armes a accompagné toute la carrière du régime capitaliste. Déjà à la fin du XVIIIe siècle, Beaumarchais fournissait des fusils aux insurgés américains. La Révolution en envoyait à ses alliés d'Europe et l'Angleterre aux monarchies du continent. Au cours du XIXe siècle des armes sont vendues par les pays producteurs d'Europe, notamment durant la guerre de Sécession américaine. Les puissances coloniales en fournissent parfois aux adversaires des pays concurrents dans le cadre des rivalités qui les opposent. Les États capitalistes en livrent aux pays prenant part aux guerres balkaniques ou à leurs futurs alliés de la guerre de 1914-1918 (ce sont parfois les mêmes). Les années 1920 et 1930 constituent la grande période des « marchands de canons ». Les deux guerres du Chaco de 1928-1929 et 1932-1935 entre la Bolivie et le Paraguay, qui sont en fait des guerres entre intérêts pétroliers capitalistes pour exploiter ce territoire, permettent à ces marchands de fournir largement les deux camps: elles furent particulièrement sanglantes. Le rôle de ces « marchands de canons » était tel qu'aux États-Unis fut créé, en 1934, par le sénateur George Norris un comité spécial afin d'enquêter avec Gerald P. Nye sur le rôle des fabricants de munitions américains, tandis que paraissait le célèbre numéro spécial de Fortune, « Arms and the Men » (Des armes et les hommes) et le livre Merchants of Death, Iron, Blood and Profits (Marchands de mort, de fer, de sang et de profits), un titre qui méritait bien d'être rapporté dans ce Livre noir, ayant été choisi dans le plus grand pays capitaliste du monde à propos des armements.

La guerre froide donna un essor sans précédent au commerce des armes de la part des deux camps. Les Américains en fournirent aux pays ouest-européens dans le cadre de leur politique de containment du danger représenté par l'Est. Ils ravitaillèrent leurs alliés dans la guerre de Corée de 1950 à 1953, envoyant partout dans le monde des flux d'armes baptisés « aide militaire ». De leur côté, les autres puissances capitalistes non seulement utilisaient leurs armes dans leurs propres guerres coloniales (Indonésie, Vietnam, Malaisie, Kenya, Algérie) mais en livraient pour celles d'autres États: le Portugal fit avec du matériel français la guerre en Angola, Guinée-Bissau et Mozambique de 1961 à 1974. La guerre américaine au Vietnam entraîna de forts courants d'armes vers le Sud Vietnam et les pays limitrophes jusqu'en 1975. Les exportations d'armes des États-Unis avaient sextuplé de 1961 à 1975. Ce qui est remarquable, c'est qu'elles ont continué à s'élever

rapidement après la guerre du Vietnam avec un pic exceptionnel en 1978 (13 fois celles de 1961) sous l'influence de l'exacerbation de la guerre froide.

Les exportations d'armes des pays capitalistes, comme celles du monde entier, après avoir légèrement régressé à la fin des années 70, ont recommencé à croître pour atteindre des sommets de 1982 à 1984 et en 1987. Les années 80 ont été marquées non seulement par le maintien à un haut niveau du commerce des armes des Etats-Unis mais par un envol extraordinaire des ventes d'armes de la France, dont le montant a parfois dépassé 40 % des ventes américaines et atteint même 70% à destination des pays du Sud. Cela faisait de la France le premier exportateur d'armes par habitant dans le monde. Les destinataires se situaient pour une large part au Moyen-Orient en sorte qu'au moment de la guerre du Golfe, au début de 1991, l'opinion française a pu craindre que des soldats français soient tués par des armes françaises livrées à l'Irak au cours des années précédentes. La détente internationale à partir de 1988 explique bien un assez rapide déclin du commerce capitaliste des armes comme de son rival dans les dernières années de la guerre froide.

Exportations d'armes conventionnelles majeures par les pays capitalistes de 1982 à 1990 (en millions de dollars US constants de 1985)

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	
Etats-Unis	12707		11878		10226		8800	10304		
12596 10503 11669	8738									
France		3472	3460	3853	3970	4096	3011	2300	2577	1799
Royaume-Uni		2065	1077	1908	1699	1500	1817	1401	1816	1220
RFA	861	1826	2535	1075	1120	676	1270	716	963	
Pays-Bas	154	87	98	88	240	265	532	725	152	
Italie	1350	973	869	646	457	389	471	169	96	
Autres pays capitalistes développés	818	1565	1250	850	1232	1740	1363	1341	312	
Total pays capitalistes développés	21427	20866		20739	17128		18949	20494	17840	
19013 13280										
Total Monde	33600		32703		34112		32504		36453	
39777 33767	33509		21726							

N.B. : Les armes conventionnelles majeures comprennent six catégories d'armes les plus sophistiquées et les plus chères: chars et véhicules blindés, artillerie, missiles, avions militaires, navires de guerre et électronique militaire. Les armes nucléaires, ne pouvant être vendues en raison du TNP n'en font évidemment pas partie.

Exportations d'armes conventionnelles majeures par les pays capitalistes de 1991 à 1996 (en millions de dollars US aux prix constants de 1990)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996			
Etats-Unis	13042		14187		14270	12029	10972		10228
Russie	3838	2918	3773	763	3505	4512			
France		1090	1302	1308	971	785	2101		
Royaume-Uni		1156	1315	1300	1346	1568	1773		
Allemagne	2505	1527	1727	2448	1549	1464			
Pays-Bas	453	333	395	581	430	450			
Italie	360	434	447	330	377	158			
Autres pays capitalistes	1828	1855	1567	2586	3006	1700			
Total pays capitalistes	24272		23871	24787	21054		22192		22386
Reste du monde	1255	969	1657	766	997	594			
Total monde	25527		24840		26444		21820		23189
22980									

D'après Sipri Yearbook 1997 the trade in major conventional Weapons

La fin de la guerre froide n'a été marquée que par un certain ralentissement du commerce des armes. La guerre du Golfe s'est traduite à la fois par de nouvelles exportations d'armes au Moyen-Orient et par la volonté de « moraliser » le commerce des armes, ce qui a entraîné la création d'un Registre des Nations unies sur les armes conventionnelles (1991), auquel tous les États n'apportent pas leurs contributions et qui est très incomplet. Le Conseil européen a adopté un code de conduite pour les transferts d'armements dans ses sessions de Luxembourg en 1991 et de Lisbonne en 1992. D'autre part, un « code de conduite international » a été présenté par des titulaires de prix Nobel en 1997. Ces tentatives de moralisation à l'époque de la mondialisation et du néolibéralisme peuvent rencontrer un certain scepticisme, quelle que soit la bonne volonté des auteurs de ces propositions. Le capitalisme continuera à vendre des armes où et quand cela lui paraîtra profitable, s'il ne se heurte pas à un vaste mouvement de l'opinion publique.

Les ventes des pays capitalistes représentaient encore en 1996 92 % de celles de 1991. Les États-Unis viennent de loin en tête, suivis de la Russie et des trois grands pays d'Europe occidentale (France, Allemagne et Royaume-Uni). Le commerce allemand des armes s'est gonflé au cours de ces années du fait de la vente par la RFA du matériel de l'armée de la RDA à divers pays du monde. Le Royaume-Uni a parfois réussi à dépasser la France. La guerre du Golfe a été suivie d'un gonflement des commandes du Moyen-Orient. À la suite du traité de 1990 sur les forces armées conventionnelles en Europe (CFE), on a assisté à des ventes « en cascade », les pays les plus développés cédant leur matériel le moins sophistiqué à ceux qui l'étaient moyennement et ceux-ci envoyant à leur tour leur matériel démodé au Tiers Monde. À l'heure actuelle le destinataire principal des ventes des pays capitalistes qui se livrent à une concurrence effrénée n'est plus le Moyen-Orient (qui en accueille encore près du quart) mais l'Asie (qui en reçoit la moitié). À quel conflit ces armes vont-elles présider? Inde-Pakistan, mer de Chine, Corée, les zones susceptibles de s'enflammer ne manquent pas sur ce continent.

Les industriels français de l'armement s'inquiètent de l'évolution actuelle du commerce des armes, malgré la remontée des exportations en 1996 qui placent la France au troisième rang mondial. Parmi les livraisons les plus notables figurent celle à Taïwan de 60 Mirage 2000-5 par Dassault-Aviation en 1996 et de 6 frégates La Fayette par DCN effectuée très discrètement fin janvier 1998, avec règlement d'avance afin d'éviter tout blocage de la Chine continentale. L'armement d'une zone potentielle de conflit est ainsi renforcé. Une autre se dessine de plus en plus dans le sous-continent indien: le Pakistan s'est assuré la modernisation de 40 Mirage 3 Dassault, la livraison de 3 avions Atlantique 1 et surtout la fourniture de 3 sous-marins Agosta par la direction des Constructions navales. Ce dernier marché pose le problème des « compensations » puisque le troisième sous-marin doit être construit à Karachi grâce au transfert de technologie française. D'autres cas se présentent comme celui de 30 hélicoptères AS 532 Cougar pour la Turquie, destinés comme les vingts autres achetés en 1993 à la répression contre les Kurdes, qu'Eurocopter s'est engagé à laisser produire à Ankara. Ces « compensations » les privant d'un profit escompté sont un des soucis actuels des capitalistes de l'armement. Ils craignent en outre que les commandes passées en 1996-1997 (par exemple 40 Mirage 2000 par Abu Dhabi à Dassault-Aviation, 12 hélicoptères par l'Arabie Saoudite et 5 par Israël à Eurocopter, des missiles Mistral à Matra par l'Indonésie et des missiles Exocet à l'Aérospatiale par Oman et le Qatar) ne soient insuffisantes pour assurer l'activité des années futures. La réduction pourtant limitée des crédits d'équipement et de recherche liée à un certain étalement dans le temps des programmes de la loi de programmation militaire 1997-2002 contribue à leur pessimisme. La diversification des activités et la reconversion protégeant l'emploi sont des issues souhaitables que le mouvement populaire peut seul imposer à ceux qui craignent qu'elles ne génèrent pas autant de profit que les engins de mort.

Le capitalisme continue la course aux armements et les ventes d'armes presque comme si rien n'avait changé avec la fin de la guerre froide. Non seulement ses dirigeants ont maintenu l'OTAN mais ils s'efforcent de l'étendre aux pays de l'Est de l'Europe, ce qui soulève les protestations de la nouvelle Russie capitaliste.

Pour justifier la poursuite de la politique d'armement, on laisse entendre à l'Ouest qu'un nouveau danger pourrait surgir de l'Est et on dit ouvertement que le principal péril se situe au Sud (Le Livre blanc sur la défense française est limpide à ce sujet de même que certaines déclarations du président Clinton). Les peuples du Sud continueront-ils de subir les conséquences d'une course aux armements, frein majeur à un développement véritable? Ne trouveront-ils pas le moyen de joindre leurs efforts à ceux des peuples du Nord pour aller vers le désarmement et la paix?

Le capitalisme, par sa politique d'armement à outrance a fait couler à flots le sang des peuples depuis deux siècles. Il serait bon que le XXIe siècle ne constitue pas un nouveau siècle sanglant ou qu'il ne s'achève pas prématurément par une catastrophe nucléaire toujours possible dans le monde actuel. La réponse n'appartient pas aux maîtres des armements, elle appartient aux peuples.

Yves Grenet

Yves Grenet est économiste. Il dirige le Comité National pour l'Indépendance et le Développement (CNID). C'est un ancien membre de la présidence du Conseil mondial de la paix.

Les morts vivants de la mondialisation

C'est un fait, et il n'est même plus contesté par les partisans de la mondialisation du capitalisme: l'aggravation des inégalités de mode de vie dans les pays riches comme dans les pays pauvres (baptisée « polarisation sociale ») et l'adaptation de toute la planète au marché libre (appelée « modernisation ») sont la conséquence d'une organisation économique et politique qui ne reconnaît plus pour fondement moral que les valeurs générées par les nécessités de cette mondialisation. Les dégâts économiques et sociaux n'apparaissent donc que comme des « dysfonctionnements » alors qu'ils sont en réalité le produit d'une recolonisation du monde par les forces dominantes des pays riches. Ce processus, qui correspond en cette fin de XXe siècle à une victoire stratégique du capitalisme sur le camp socialiste et non aligné, est fondé sur une Utopie meurtrière, la mondialisation, dont les premières applications laissent apparaître un bilan négatif, dans tous les domaines, pour l' avenir de la planète.

En effet, la crise écologique elle-même s'analyse clairement comme une crise sociale et le produit d'un système où l'abondance ne peut être partagée. Pour assurer le niveau de confort de 20 % de l'humanité, il faut déjà aujourd'hui détourner les productions céréalières du monde pauvre, abattre ses forêts, détruire ses modes de vie traditionnels, déporter les paysans expropriés ou ruinés vers les favellas et les barrios d'Amérique latine, les quartiers interdits d'Asie du Sud, les banlieues de Manille, les bidonvilles de Dakar; il faut organiser un marché des matières premières sur le mode de la rapine qui a jeté dans l'extrême pauvreté un milliard d'êtres humains. Tout au bas de l'échelle en effet, un habitant sur six de notre planète n'a qu'un dollar par jour pour survivre !

La mondialisation économique, dont l'idéologie dominante vante sans cesse les mérites, n'est en fait qu'un processus en cours. Il n'est ni achevé ni définitif. Ses faiblesses sont grandes et nombreuses. Au premier rang de celles-ci, les promesses non tenues de la richesse partagée, que par définition le capitalisme, même mondialisé, ne peut tenir. Produisant aujourd'hui plus d'exclusion que de bien-être, plus de richesses spéculatives que de développement authentique, et infiniment plus de rancœur que d'espoirs, ce système criminel continue de fabriquer de la souffrance et de saccager des milliards d'existences en maintenant un tiers de l'humanité au niveau de vie du Moyen Âge européen.

Car alors que nous approchons de l'an 2000, deux milliards d'hommes, de femmes et d'enfants sont maintenus en l'an mille par la loi du profit. La moitié d'entre eux ne sait même pas si elle pourra manger correctement le lendemain.

1. - 1945-1990 : la recolonisation, prélude à la mondialisation

La mondialisation du capital, définie de manière empirique et progressive dans le cadre de la politique extérieure des Etats-Unis durant la guerre froide, était l'un des buts visés par les « institutions de Bretton Woods ». La stratégie de ces organismes d'aide et de coopération est devenue rapidement agressive. Avec quelques aménagements et quelques grincements, ces agences sont devenues des outils de l'hégémonie américaine. Bien qu'initialement distincts, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et le GATT/OMC, complétés désormais par l'AMI (ensemble d'accords de libéralisation du commerce mondial) ont coordonné leurs politiques d'ensemble avec celle du G7. Depuis l'éclatement du bloc soviétique et le passage graduel de la Chine au capitalisme, ces institutions ont acquis un statut plus structurel que conjoncturel et ont constitué progressivement une sorte de centre de réflexion, de rencontres et de décisions fonctionnant au profit du capitalisme dominant.

La stratégie du groupe BM/FMI/GATT a été évolutive. On peut distinguer quatre grandes phases depuis 1945, parallèles à celles de la stratégie américaine dans le monde: dans un premier temps elle se fixa pour but la dépendance technique et financière des pays pauvres décolonisés par une politique systématique d'aide

au développement fondée sur l'équipement lourd, la concentration urbaine, les grands travaux et l'industrialisation des campagnes. Cette première phase a duré de 1947 (premiers prêts de la BM et du FMI) à 1968 (arrivée de Robert Mc Namara, ex-secrétaire de la Défense américain, à la tête de la Banque mondiale). Elle a bouleversé le tissu initial de production des pays pauvres de manière autoritaire, rapide et irréversible. Dans bien des pays, cette phase se poursuit selon les mêmes méthodes d'ingérence. Les prêts continuent de privilégier les « projets lourds », comme les 2 000 barrages de la vallée de la Narmada en Inde, ou celui des Trois Rivières, en Chine, sans faire cas des millions de personnes qui devront être déplacées au moment de la mise en eau. Les dépassements systématiques rendent indispensables d'autres prêts, accentuant la dépendance financière du pays, qui doit alors, chaque fois un peu plus, céder au chantage de la « conditionalité », joli mot technocratique lourd de menaces pour les pays pauvres surendettés et pour les 110 économies du Sud qui sont officiellement déclarées par la BM et le FMI en situation d'« ajustement structurel ». Cette expression désigne un ensemble de mesures contraignantes accompagnant un passage forcé à l'économie de marché par le démantèlement de toute fonction régulatrice de l'État.

Après avoir joué la comédie de l'aide financière et technique, la stratégie s'orienta ensuite vers l'envoi de l'endettement, entre 1968 et 1982, année de la « grande crise de la dette » qui fit suite à la déclaration de cessation de paiement du Mexique, premier débiteur à cette époque. De 1968 à 1971, Mc Namara multiplia les prêts et les investissements par six. La mode était officiellement alors à une approche « quantitative » de l'aide au développement des pays pauvres. En 1971, la fin de la convertibilité du dollar décrétée par le président Nixon transforma le FMI en recycleur d'argent flottant. La monnaie de singe, une fois prêtée au monde pauvre, retrouva miraculeusement de la valeur: elle devint une dette à payer. L'investissement privé des dollars spéculatifs fut encore multiplié par les crises du pétrole de 1973 et 1979. À ce moment, l'endettement des pays pauvres finit par atteindre plus de mille fois celui du début des années 60. La Banque mondiale et le FMI jouèrent alors le double rôle de prêteurs publics et de recouvreurs privés: l'invention de l'« ajustement structurel » en 1979 permit de pourvoir les créanciers privés au cas où les pays pauvres inconsidérément endettés, montreraient des velléités de ne plus payer, ce qui était un danger prévisible.

Cette crise eut lieu en 1982, marquant une troisième phase dans l'histoire des institutions issues de Bretton Woods. On mit en place le minage des bases arrière de l'Union soviétique par l'« ajustement structurel » forcé (obtenu par le chantage) des pays du tiers-monde: entre 1982 et 1987, ces programmes macro-économiques concoctés par le groupe du G7, la BM et le FMI ramenèrent, au terme d'une conditionnalité stricte définie par contrat, les pays pauvres à l'économie de marché, ce qui les fit sortir « de facto » de l'orbite soviétique.

On note que Mc Namara démissionna en 1981, l'année suivant l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan; car la géostratégie américaine évolua immédiatement : du concept d'« endiguement » (« containment ») en vogue depuis la doctrine Truman, perpétué par les politiques de coexistence pacifique - dans la confrontation - d'Eisenhower, Kennedy, Johnson, Nixon et Carter, on passa au pendant stratégique du néolibéralisme économique de l'équipe Reagan: désormais la doctrine officielle se radicalisa en « reconquête » (« roll back »). Durant ces années 82 à 92, l'« ajustement structurel » devient le concept-clé d'une stratégie agressive qui fut le principal facteur exogène de l'effondrement politique, économique, environnemental et social des pays « ajustés ». Le FMI, la Banque mondiale et le GATT, officiellement associés depuis 1988, ont mis à genoux le monde pauvre. L'Union soviétique, encerclée et peu à peu privée d'alliés, s'est dissoute lentement dans la « glasnost » et la « perestroïka » pour finalement s'effondrer peu de temps après la chute du Mur de Berlin, en 1989. Puis, en quelques années, l'« ajustement structurel » (déjà globalisé par le plan Baker à Séoul en 1985), finit de remettre au pas les derniers récalcitrants: l'Inde céda au FMI en 1991, la nouvelle Russie le fit la même année. Cuba et le Vietnam s'ouvrirent au tourisme de masse et la Chine restaura l'économie de marché dans les « zones économiques spéciales ». Au début de 1998, en plein krach asiatique, l'État chinois libéra tous les prix, sauf ceux du logement, de la santé et des transports.

Aujourd'hui en 1998, les 200 plus grandes entreprises transnationales contrôlent déjà 80 % de la production mondiale agricole et industrielle ainsi que 70 % des services et des échanges commerciaux de la planète, donc plus des deux tiers des 25 000 milliards de dollars que représente le produit planétaire brut (à peine 1 000 milliards il y a cent ans).

Associés aux débats et aux décisions des sommets du G8, les « décideurs » des trusts (agro-alimentaires, pétroliers ou de l'armement) interviennent directement sur les affaires du monde. En collaboration avec les géants financiers du capital global (les fonds de pension, les grandes banques transnationales et les spéculateurs institutionnalises) les agences du FMI et de la BM élaborent leurs diktats, cassent des économies, mettent au pas les États recolonisés. Tous ces « managers » et tous ces « présidents », pour le profit du « top one » (le 1 % le plus riche du monde) organisent la souffrance des « sixty bottom » (les 60 % les plus pauvres)...

L'idéologie néolibérale, radicalisée par ses succès stratégiques, globalise aussi ses cibles: lancée dans la reconquête de la totalité du marché mondial, elle vise l'établissement d'un « ajustement structurel universel », qui doit mettre au pas les puissances rivales émergentes (NPI et Japon particulièrement), mais surtout obtenir la destruction des États providence des pays développés, par le démembrement des politiques sociales et contractuelles obtenues en un siècle et demi de luttes acharnées. Déréglementation et privatisation, même dans les pays riches, sont les objectifs les plus décisifs de l'offensive libérale. Un recul généralisé des droits des travailleurs des pays développés faisant suite à la paupérisation de ceux de l'Est et l'asservissement de ceux du monde pauvre, tel est le but programmé du capitalisme victorieux. Désindustrialisation des pays les plus pauvres, stagnation durable pour les autres, déruralisation du Sud, sous-emploi concerté partout, salarisation de la petite production et de la petite distribution sur toute la planète, réorientation des investissements vers une croissance non créatrice d'emplois où les plus gros profits se font sur des marchés truqués par l'échange inégal et la spéculation. Les effets meurtriers de ce système de prédation sont si destructeurs, si profonds et importants qu'ils en arrivent de surcroît à retentir sur les grands équilibres vitaux de notre environnement global.

2. - Crise écologique, profit privé et exode rural forcé

Le bilan écologique du développement industriel de l'Europe n'est plus à faire: le vieux continent montre des plaies définitives: tondue par l'agriculture intensive, souillée par l'urbanisation, ficelée par son réseau d'autoroutes, parcourue de cloaques qui portaient naguère des noms de fleuves, cette terre défigurée porte les traces d'un combat de mille ans. Mais si l'Amérique du Nord, elle, a été défrichée en cent ans, les forêts tropicales du Brésil et de l'Afrique sont parties en trente ans, et il ne restera bientôt plus rien des forêts équatoriales de Malaisie et d'Indonésie, qui ne sont exploitées que depuis vingt ans. Cette accélération est liée à l'extension du « marché-libre ».

C'est un fait: l'organisation inégalitaire du monde dérange des équilibres physiques, chimiques, biologiques. Pour la première fois peut-être, une répartition plus équilibrée des ressources entre les hommes est appelée non par les rêves généreux de quelque philosophie du partage, mais par une menace globale: la planète n'est pas souillée par l'industrie, mais par une politique industrielle productiviste et destructrice, fondée sur la captation privée des profits au plan mondial. Les sols ne sont pas détruits par les engrais chimiques et les pesticides, mais par les stratégies commerciales iniques des firmes agro-alimentaires transnationales. La forêt brûle en Amazonie, en Afrique, en Indonésie parce que des paysans miséreux chassés de leurs terres cherchent à survivre sur des cultures itinérantes, mais plus encore parce que telle ou telle chaîne de fast-food européenne ou américaine, tel ou tel trust agro-alimentaire a décidé d'installer là un ranch géant ou une plantation de bananes destinés à produire pour l'exportation vers les pays riches. Le désert avance en même temps que la pauvreté, la forêt recule en même temps que la justice, les bidonvilles des pays pauvres grandissent en même temps que les profits des firmes transnationales qui s'emparent des terres du tiers-

monde, les enfants malnutris s'étiolent et meurent en Afrique tandis que les classes moyennes des pays riches ne savent plus quoi inventer pour perdre leurs kilos en trop.

De loin, de très loin même, la substance la plus polluante de la planète est l'inégalité: bien plus que les dégagements toxiques des industries emballées du Nord et du Sud, dont elle est à l'origine, bien plus que les feux de forêt, les guerres, les famines qu'elle produit, l'inégalité détruit la planète à coup de bidonvilles, en pillant le capital vert des pays pauvres qui ne peuvent plus rien faire d'autre, faute de capitaux, que de payer leur dette en nature.

Après tout, quel est donc le bilan de près d'un demi siècle d'approche libérale de la prétendue « aide au développement » ? Force est de reconnaître qu'il est négatif sur tous les plans: non seulement aucune des économies du monde pauvre n'est viable ni indépendante, mais en plus la dépendance économique et les destructions écologiques sont redoublées par un différentiel social aggravé: les « élites » collaboratrices des pays du Sud matent brutalement les émeutes de la faim, les fonctionnaires sous-payés et corrompus détournent l'argent public, les décideurs vont prendre leurs ordres dans les cabinets de leurs homologues occidentaux ou dans les conseils d'administration des firmes transnationales. Écrasés par une dette extérieure insupportable, les pays pauvres financent littéralement les pays riches (à hauteur de plus d'un point de croissance).

Ainsi l'exode rural forcé remplit les bidonvilles et les quartiers chauds tandis que la misère alimente des guérillas qui tournent au simple banditisme comme au Liberia et en Somalie ou à la barbarie comme en Algérie. Le développement du « marché libre » n'a été que l'occasion d'un pillage rationalisé des pays pauvres sous couvert d'assistance technique: les agences de l'ONU n'ont été que le vecteur d'implantations parasitaires, celles des trusts agro-alimentaires qui épuisent les sols du monde pauvre pour exporter vers les pays riches, celles des marchands de canon qui fabriquent la politique étrangère de tous les pays, les grands comme les petits, celles des financiers avides de placements rentables, qui manipulent les institutions internationales.

Après cinquante ans d'« assistance », le Sud est ruiné: près de la moitié des habitants y vit au-dessous du seuil de pauvreté défini par les Nations unies. Ces pays sont écologiquement dévastés, les populations des villes comme des campagnes mènent des existences indignes. Le fameux « décollage » de Rostow n'a pas eu lieu: l'avion du tiers-monde, bondé et puant, rouille en bout de piste, sans pilote ni carburant. Quant au célèbre effet de ricochet, le « trickle down », qui devait selon les économistes libéraux enrichir les pauvres après avoir enrichi les riches, il montre les limites du cynisme: artificiellement plaquées sur des économies et des sociétés mutilées par la colonisation, les recettes du développement à l'occidentale ont seulement organisé plus rationnellement, en les modernisant, les formes anciennes du transfert colonial des capitaux et des denrées brutes.

Malgré les krachs en cascade (Thaïlande, Corée, Hong Kong et même Tokyo), nos économistes libéraux persistent à manipuler des notions qui masquent la réalité des pays du Sud: la Chine épuisée et polluée vend une de ses provinces, le Guang Dong, aux investisseurs privés, pour préparer le terrain à des réformes économiques destinées à restaurer l'économie de marché et anticiper l'ouverture aux grandes entreprises japonaises et américaines. L'Inde est tiraillée par le gigantisme et la corruption, par des écarts sociaux intolérables, avec ses légions de mendiants, ses grappes d'enfants misérables accrochés aux bras des touristes, la main tendue, le regard implorant. Le Mexique, si pollué, si dévasté, est si colonisé qu'on y fait ses courses en dollars, avec les billets verts du grand voisin du Nord. La Corée imite Hong Kong, Singapour, où dans les « sweat shops », les « ateliers de la sueur », des ouvriers de treize ans sont privés, treize heures par jour, des beautés de la vie, des joies de l'adolescence. La Thaïlande, premier exportateur mondial de riz, est un pays où l'on pourrait de ce fait croire que tout le monde mange à sa faim; mais on y peut acheter une petite esclave cinq cents dollars et la location d'une « amie », ne coûte pas plus de trois cents dollars par semaine. L'Indonésie, les Philippines, le Brésil? Forêts incendiées et saccagées, industries destructrices;

partout et toujours, avec la « nouvelle industrialisation », le cortège des bienfaits de la société capitaliste: quartiers chauds, filles à louer, bidonvilles, drogues, fumées, Coca-Cola, automobiles, fast foods, néon, délinquance et... téléphones portables. Cela permet à tous les experts libéraux d'expliquer qu'il y a en Inde par exemple une classe moyenne nouvelle, forte de 200 millions de consommateurs. On oublie, comme par hasard, les 700 millions restants, dont les deux tiers doivent survivre avec moins d'un dollar par personne et par jour. C'est sans doute cela, le « miracle indien » !

C'est oublier ainsi tous ceux que le « développement », tel que le conçoivent les agences de la Banque mondiale et du FMI (qui servent de poissons pilotes aux grandes banques privées et aux trusts géants de l'équipement lourd du bâtiment et des grands travaux) a officiellement déportés: les barrages de Singrauli,en Inde, commencés en 1962, ont déplacé de force plus de 300 000 personnes dans un premier temps. La construction de centrales à charbon (11 au total) envisage de chasser 150 000 personnes supplémentaires. Depuis 1970, le programme énergétique indien, financé aux deux tiers par la Banque mondiale, a déporté, en plus des victimes du projet Singrauli, plus de 200 000 indigènes, qui vivaient en autosubsistance dans des forêts encore intouchées. Les 2 000 mégawatts de la nouvelle centrale de Dahanu ont fait fuir plus de 100 000 « adivasis » (nom donné en Inde aux peuples indigènes des rones peu explorées) en asséchant les marécages et la mangrove où ils vivaient. Les pêcheurs de la côte ont été ruinés par les rejets d'eau chaude et les sulfures. Officiellement, les programmes de « compensation » concernent plus de 10 000 artisans pêcheurs. Malgré ces désastres répétés, les prêts continuent d'arroser littéralement ce saccage concerté: 250 000 personnes déplacées par le barrage de Upper Krishna en 1978 n'empêchent pas le financement de la seconde tranche des travaux dix ans plus tard. Les 120 000 déportés du Subernarekha n'ont pas fait sourciller les experts de la Banque mondiale, pas plus que la résistance des déportés du Srisailam, qui ont obtenu malgré tout par leur lutte la réinstallation de 64 000 personnes sur 150 000.

En Chine, le pharaonique barrage des Trois Rivières, qui constituera le lac de retenue le plus volumineux du monde (sur une zone sismique, ne l'oublions pas !) ne sera réalisé que grâce à des appuis financiers amenés par la Banque mondiale et le FMI. Dans la situation de non-transparence complète qui caractérise le régime pro-capitaliste des dirigeants actuels de la Chine populaire, on estime à plus de deux millions le nombre de personnes à déplacer hors du site. Par ailleurs, le danger potentiel obligera l'État chinois à vider l'aval du barrage de tout habitant sur au moins deux cents kilomètres. On arrive à trois millions de déportés en tour... Les travaux ont déjà commencé. Les révoltes qui ont eu lieu ont été matées et camouflées en « incidents interethniques » !

La liste complète des déplacements forcés de population pour cause de « grands travaux » est impossible à tenir. Un grand nombre d'organisations internationales et de groupes de résistants locaux ont cherché à alerter l'opinion mondiale sur le sort des populations rurales ou des ethnies qui dans le monde entier sont allé grossir les rangs des exclus des grandes villes pour le seul profit des grands organismes de prêt et des trusts qui financent et réalisent tous les grands chantiers du monde.

Le plus stupéfiant dans cette affaire tient au fait que cet énorme gaspillage humain, doublé de véritables catastrophes écologiques, a eu lieu pour rien, en termes de résultat, même au sens technique du terme: deux rapports successifs internes à la Banque mondiale, rédigés par des groupes d'experts dirigés par des spécialistes nommés par la Banque elle même, ont établi au début des années 90 que 43 % seulement des ouvrages entrepris et financés avec le concours de la Banque fonctionnaient. Barrages ensablés, routes inachevées, puits secs. Quel tableau! L'argent, lui, s'est bien envolé, et c'est aux peuples que l'on demande de rembourser, par de nouveaux sacrifices! Plus de trente ans après cette invasion technologique, l'Amérique latine subit des ajustements structurels meurtriers pour payer les dettes contractées à l'occasion de la construction des énormes ouvrages de Grande Arajas, du Polonoreste, qui ont noyé le territoire de 30 000 indiens amazoniens. La retenue géante de Yacerita a fait déplacer plus de 50 000 personnes au Paraguay et en Argentine. Au Brésil, Itaparica ; en Thaïlande, Pak Mun et le Sirindhorn ; comment tenir le compte de ces ouvrages d'art qui ont détruit des cadres de vie, brisé des millions d'existence, désorganisé des systèmes

de production millénaires pour le simple profit de l'impérialisme? Aggravation de la dette avec de l'argent sale ainsi recyclé et chantage politique accru, des dizaines de millions sans doute de personnes contraintes à l'exil intérieur ou à l'émigration par la destruction des tissus économiques et écologiques traditionnels, avec au bout du comte la malnutrition (près de deux milliards d'hommes en cette fin de XXe siècle) : l'addition est plutôt lourde. Car le bilan impossible des morts de faim directement imputables a la reconquête brutale des anciennes colonies depuis 1950 s'élève peut-être à un demi-milliard en un demi siècle. Le nombre d'hommes et de femmes à qui l'extrême pauvreté n'accorde qu'une existence raccourcie atteint le tiers de l'humanité. Le capitalisme tue, ce n'est pas nouveau. Il assassine à petit feu le milliard de rescapés de sa reconquête. Il faudrait un nouveau Dickens pour décrire l'extraordinaire quantité de souffrances qu'il produit.

Cet exode rural forcé a frappé en un demi siècle au moins un demi milliard d'hommes. En l'espace de deux générations, le saccage des environnements ruraux ou sauvages et la destruction des modes de production traditionnels a obtenu une polarisation inversée du rapport ville campagne. Désormais les paysans ne sont plus majoritaires dans le monde pauvre: certains pays se dirigent rapidement vers des proportions qui définissent la situation en Europe ou en Amérique du Nord. Un monde sans paysans, une agriculture à très haut rendement sur des terres vides d'hommes et possédées par les trusts, tel est le modèle social et économique imposé par l'agriculture capitaliste moderne.

À l'opposé de notions comme « autosuffisance alimentaire » et « développement autocentré », on voit se mettre en place un système fondé sur la déruralisation et le sous-emploi, dont l'objectif n'est pas de nourrir des populations mais de produire à outrance pour exporter vers les pays riches, quel que soit le coût humain et écologique local.

En Chine chaque année depuis sa mis en œuvre en 1990 la nouvelle politique pousse 20 millions de paysans pauvres vers les villes. L'État abandonne la surveillance du système autocentré des « communes populaires », laisse le profit privé se réinstaller jusqu'au fin fond des campagnes, désorganisant ainsi les échanges locaux fondés sur le troc des denrées et des services. Or, ce processus d'échange, régulé par les comptoirs de l'État, fonctionna assez bien durant plus de trente ans, préservant la Chine de sa famine annuelle, vieille plaie de l'ancien régime féodal. Mais l'arrivée des experts de la Banque mondiale et du FMI, l'invasion du Sud par les spéculateurs étrangers sont en train de produire les mêmes effets qu'en Inde. Les paysans réfugiés dans les villes travaillent pour moins d'un demi dollar de l'heure et ceux qui n'ont pas d'emploi vivent dans la rue : avec un million de sans-logis dans les villes, la Chine ex-communiste glisse lentement vers une situation « à l'indienne ». Le sous-continent, fortement déruralisé en une génération, a vu affluer vers ses grandes villes plus de dix millions de paysans ruinés par an durant toutes les années 70, et près de vingt millions au cours des années 80 et 90. Le Brésil, qui ne compte plus que 35 % de ruraux et le Mexique, qui privatise les « ejidos », ces fermes collectives de l'époque zapatiste, sont très loin de pouvoir gérer la masse des réfugiés du développement. Depuis 1950, combien de paysans ont été ruinés par les expropriations, la pollution de leurs eaux et le diktat des prix imposés par les Bourses de Londres et de Chicago, qui fixent les prix agricoles du monde entier? Le schéma colonial capitaliste classique est donc tout simplement en cours de réinstallation.

3. - L '« ajustement structurel » fait la guerre aux pauvres

En 1998, 45 pays du monde sont officiellement déclarés en déséquilibre alimentaire : la ration journalière y est comprise entre 73 et 95 % de la norme FAO (2345 calories par jour). En Afrique sahélienne après trois décennies d'aide au développement et dix ans d'ajustement structurel, la ration alimentaire journalière moyenne est de 1 730 calories (exactement la moitié de la moyenne aux États-Unis !). L'Inde, avec 2 200 calories, approche à peine de la ration convenable. Or, compte tenu des écarts sociaux, on observe qu'en dessous de 95 % de la norme FAO en moyenne nationale, près du tiers de la population est malnutrie. À 85 % se déclenchent les « émeutes de la faim » ou les guerres civiles. À 75 % apparaissent les famines épisodiques...

Entre 1965 et 1980, le revenu annuel moyen par habitant a crû, dans les pays du Nord (pays de l'Est exclus) de plus de 900 dollars; dans le même temps, l'enrichissement annuel par habitant des pays du Sud (OPEP exclue) n'a pas dépassé 3 dollars! Les pays riches, dont la démographie est contrôlée et les instruments économiques aiguisés malgré les crises, ont connu une formidable hausse du niveau de vie de 1950 à 1980. Les pays du Sud, pendant les « trente glorieuses », ont connu successivement une décennie de troubles politiques économiquement paralysants, une décennie d'invasion financière et technique à l'occasion de la « Révolution verte », et une décennie d'enlisement dans la dette extérieure, avec un arrêt brutal de tout équipement technique et de tout progrès social. Les années 90 ont fini de mater les récalcitrants, en annulant par le chantage à la dette des indépendances parfois durement acquises. Ainsi l'ingérence destructrice en matière d'équipement et d'agriculture a fait de l'égoïsme alimentaire des pays riches une morale acceptée et de la domination par la faim un système de gouvernement au plan mondial. Puis l'ajustement structurel a porté le coup de grâce à des économies gangrenées par la dépendance technique et financière organisée par la première phase de la recolonisation. Son coût humain est énorme, incalculable avec précision; pour satisfaire la soif de profit d'une poignée de décideurs gagnés à la philosophie de l'ultralibéralisme, des millions d'hommes sont prématurément morts de malnutrition ou de maladies contractées à cause de l'affaiblissement dû au manque de nourriture. Un milliard de morts vivants, dont l'existence quasi-animale est directement imputable aux choix stratégiques du capitalisme contemporain, viennent alourdir le catastrophique bilan de la mondialisation du capitalisme.

Traditionnellement, un programme d' « ajustement structurel » s'accompagne de prêts à « haute conditionnalité » ; cela signifie que si le gouvernement concerné ne va pas assez vite dans ses réformes, les prêts complémentaires ne sont pas accordés. L'Inde, l'Égypte, la Côte-d'Ivoire, la Zambie et l'Algérie ont eu à souffrir de ce chantage plusieurs fois récemment. La France elle-même a été sommée par le FMI de ne pas voler au secours du franc CFA ni du dinar algérien en 1994. Les prix se sont envolés sur place et la pauvreté a fait dans les pays concernés un pas de géant...

Le premier principe de l' « ajustement structurel » est la limitation des dépenses publiques. Afin de faire tomber dans le secteur concurrentielles services publics rentables, l'État doit licencier des fonctionnaires, limiter ses dépenses sociales, de santé et d'éducation, afin de provoquer l'apparition de nouveaux usagers payants de ces services. Parallèlement, l'Etat doit abandonner toute forme de contrôle direct dans la production agricole et industrielle, ainsi que dans les services de haute technologie (les télécommunications, la télévision et la radio). Tout doit être privatisé.

Plus de 110 pays qui sont aujourd'hui officiellement en situation d'« ajustement structurel » ont mis en pratique le premier principe, auquel la Banque mondiale et le FMI en ajoutent un second: la déréglementation générale des prix et des salaires. L'abolition du « prix maximum » de quelques produits alimentaires de haute nécessité jette dans la malnutrition des millions de familles pauvres. Le « salaire minimum » disparaît aussi, aggravant le phénomène. Le contrôle des prix et des salaires est présenté par la Banque mondiale et le FMI comme un outil « anti-économique », nuisant à la « dynamique concurrentielle ». En fait l'ajustement n'a pour but que l'appel aux délocalisations.

Afin de dégager une masse satisfaisante de produits non consommés sur place du fait de leur nouvelle cherté, le FMI a imaginé de contraindre enfin tout pays ajusté à une dévaluation immédiate de sa monnaie et à une hausse des taux d'intérêts. La consommation intérieure tombant en flèche à cause de la montée des prix, de nombreuses denrées et produits sont réservés à l'exportation vers les pays riches. La pauvreté finance ainsi le remboursement de la dette. La boucle est bouclée avec cette troisième mesure.

Inutile de préciser que ce « traitement de choc » (c'est l'expression officielle employée par les rédacteurs du plan Baker) appliqué à des économies post-coloniales fragilisées est en fait une forme déguisée de guerre contre les pauvres.

Les premiers prêts d'« adaptation » consentis par la Banque mondiale et le FMI datent du milieu des années 70. Il s'agissait de financer des primes de compensation dans les pays où les privatisations de services publics risquaient d'être trop impopulaires. Puis on commença à parler de « prêts d'ajustement structurel » pour décrire des systèmes de financements plus lourds destinés à accélérer le passage au « marché libre ». Le premier « programme d'ajustement structurel », constitué par un véritable train de mesures successives accompagnées chacune de prêts adéquats, frappa la Turquie en 1980 et fut complété par un droit de tirage spécial dans les fonds du FMI en 1981, puis en 1985, à hauteur d'un milliard et demi de dollars. Puis la Banque mondiale ajouta en 1985 un autre prêt à long terme, au vu de l'avancement des mesures d'ajustement prises par le gouvernement turc.

Près de 20 ans plus tard, où en est la Turquie? L'exode rural a détruit l'agriculture vivrière, Istanbul a crû de 600 %, dans des conditions insoutenables sur tous les plans. L'État turc a failli à sa tâche de soutien économique (tournant le dos au Kémalisme), et opéré sous la dictature militaire son virage libéral. Les dévaluations successives ont provoqué de catastrophiques hausses des prix tandis que le salaire minimum était aboli, ainsi que le contrôle des prix. Jeté dans la misère, accablé par la dictature, le peuple turc s'est peu à peu laissé prendre par la propagande intégriste, qui fustige sans cesse l'affairisme, la polarisation sociale et la décadence des mœurs. À peu de choses près le scénario catastrophe de l'Iran, avec les Mollahs succédant à la « Révolution blanche » du shah, qui avait appliqué à son pays le traitement de choc de la modernisation des campagnes et de l'urbanisation effrénée.

C'est pourtant à la suite de ce grave échec iranien que les penseurs de la Banque mondiale et du FMI avaient compris la nécessité d'accompagner financièrement dans les pays pauvres la casse de la protection sociale, le recul des droits du travail et la destruction des services publics, en même temps que la concentration des terres et les déplacements de populations.

Après la conférence de Cancun et le plan Baker, qui marquèrent la transformation des programmes d'« ajustement structurel » en une véritable arme de pénétration des économies et des États échappant encore au marché libre, les années 1980 furent celles du chaos pour les pays « ajustés ». Car la brutalité des privatisations fit subitement gonfler le niveau de la pauvreté, du sous-emploi et de la malnutrition. Mais aucun programme d'ajustement structurel ne se fit jamais sans financement de la rénovation des matériels et de la formation de l'appareil de maintien de l'ordre. Dès le début des années 80, l'ajustement structurel provoqua les « émeutes de la faim » que les observateurs locaux dénomment « émeutes FMI ». Le niveau des protestations contre l'ajustement au capitalisme des économies étatisées du monde pauvre n'a cessé de croître même s'il est vrai que les travailleurs et les chômeurs les plus démunis, dans ces pays déjà pauvres, pouvaient être las de la bureaucratisation excessive et des très nombreux dysfonctionnements (par exemple, une pénurie de sauce tomate en Algérie, c'est inacceptable !) des systèmes nationalisés. Il est aussi certainement exact que l'annonce du démantèlement des États de capitalisme dirigé, synonyme de « sociétés nationales » fréquemment incompétentes, a pu un temps rencontrer l'assentiment populaire. Mais c'était un peu vite oublier des résultats moins palpables, que les gouvernements des pays pauvres étaient parvenus à obtenir en une vingtaine d'années à peine: alphabétisation massive, soutien des prix agricoles et subvention de la distribution, allégement des frais de santé, contrôle des prix des médicaments, transports quasi gratuits. Dès les premières années de l'ajustement, le réveil fut très dur: l'abolition de tous les soutiens étatiques, imposée par les programmes d'ajustement au nom de la religion du prix, de la productivité, de la compétitivité, de l'efficacité économique, de la modernisation, a produit des situations sociales explosives. Celles-ci se sont traduites par une recrudescence de la violence urbaine spontanée (pillage de supermarchés, attaques et saccages de banques et d'immeubles de bureaux) et d'une résistance rurale plus organisée: maquis révolutionnaires comme le « Sentier lumineux » au Pérou, révoltes paysannes en Inde, au Mexique, persistance de maquis aux Philippines, en Indonésie, en Turquie, terrorisme intégriste en Égypte, en Algérie, maquis indépendantistes au Sénégal, sans parler de la croissance vertigineuse de la délinquance pure et simple.

Plus d’une centaine d’États concernés par des programmes d'ajustement structurel se sont vu imposer ces prêts « à haute conditionnalité ». Totalement infiltrés par les experts de la BM et du FMI, ils ont fréquemment eu recours aux armes pour empêcher un dérapage à l'iranienne. Il faut le dire clairement: l'« ajustement structurel » s’est fait, dans tous les cas, l’arme au poing.

Les émeutes de décembre 1983 en Tunisie marquent le début de la résistance du Maghreb à l'ajustement imposé. Les centaines d'arrestations et de disparitions qui suivent ne peuvent dissuader d'autres émeutiers, au Maroc, de descendre dans la rue pour protester, le mois suivant. L'armée tire sur la foule et tue officiellement 400 personnes. En avril 1984, la hausse des prix à Saint-Domingue pousse les manifestants vers les beaux quartiers. Près de 186 tués par balle, 500 blessés, des milliers d'arrestations de « pillards ». Chaque année apporte son lot de tués de l'ajustement structurel, au point qu'un sénateur démocrate pose en 1985 le problème de l'utilisation des fonds de la Banque mondiale devant le Congrès des États-Unis. Mais rien ne change: en Zambie, l'armée tire sur les « émeutiers de la faim » et tue officiellement 180 personnes, dont de nombreuses ménagères venues protester contre la hausse des prix alimentaires intervenue à la suite de la seconde vague de privatisation. La même année, dans le Soudan violemment « réajusté », les troupes répriment l'invasion par les pauvres des quartiers du centre de la capitale. On compte des milliers de morts. En septembre 1988, la jeunesse d'Alger descend dans la rue pour protester contre la hausse des prix, le chômage et la spéculation sur le logement. Une chasse à l'homme de plusieurs heures dans Bab el Oued occupée militairement se solde par plus de 300 jeunes assassinés et près d'une centaine d'autres achevés dans les ruelles de la vieille médina. Au Venezuela, dirigé par des politiciens qui se réclament de la social-démocratie, mais qui ont appliqué un ajustement structurel très brutal, les ouvriers des banlieues manifestent avec leur famille contre un triplement du prix des transports publics, et une pénurie de nourriture et de médicaments. Les forces de l'ordre tirent sur la foule: 500 morts, officiellement toujours. L'année suivante en Argentine, l'application stricte des mesures d'ajustement provoque une agitation et des manifestations journalières dans toutes les villes du pays. Au jour dit, l'armée attaque les émeutiers de la faim, simultanément, dans les grandes villes envahies par les pauvres. La police déclare 20 morts et 500 arrestations. Mars 1990 : les émeutiers d'Abidjan sont sévèrement réprimés. En Zambie, deux mois plus tard, l'armée tue vingt manifestants. Au Zaïre, chaque année apporte son quota d'émeutiers tués...

Durant toutes les années 90, le même scénario des « émeutes de la faim » réprimées dans le sang s'est cent fois répété, de Kinshasa à Djakarta, du Chiapas au Pakistan et à l'Inde, avec toujours le même épilogue.

D'une manière générale, on ne descend pas dans la rue devant les mitraillettes des forces de l'ordre sans motif. Il faut bien avoir été poussé à bout par une situation intolérable.

La détérioration des systèmes de protection sociale et de santé, la casse des services publics et la baisse des taux de scolarisation sont certainement des causes légitimes de protestation. Les travailleurs des pays riches eux-mêmes, qui subissent eux aussi ce type de pression, en savent quelque chose. Les mouvements de défense des retraites en Italie suivis par les mouvement de décembre 1995 en France, la révolte des travailleurs précaires et des sans emploi en 1998 montrent que l'application de mesures ultralibérales est douloureuse, même pour des économies développées. Mais dans les pays pauvres, l'ajustement structurel a poussé des centaines de millions de personnes dans la misère. On atteint à une dimension du problème tout à fait différente sur le plan quantitatif et qualitatif.

Deux milliards d'hommes aujourd'hui sont officiellement malnutris, et un autre milliard souffre épisodiquement de famine. Tous les experts (même ceux de la Banque mondiale, qui insistent sur l'aspect « provisoire » du phénomène) admettent que la pauvreté a progressé en gravité, en proportion et en chiffres absolus depuis 1985. L'un des indices clairs de la sauvagerie de l'ajustement est le sort réservé aux enfants des pays pauvres, ex-pays de l'Est y compris. En Argentine par exemple, la mortalité périnatale atteint 50 enfants sur mille, soit 1,5 fois plus qu'en 1980. En Zambie, la malnutrition tuait 13 % des enfants de moins

de trois ans en 1980. En 1998, on atteint le taux de 42 %, c'est-à-dire approximativement le chiffre du XIIe siècle français. Dans les pays ajustés d'Afrique, six femmes sur mille meurent en couche. En Asie, quatre, en Amérique latine, 2,5. Dans les pays du G8, le taux est soixante fois moins grand, mais deux fois plus important qu'au début des années 80.

La déréglementation des économies tire les législations protectrices vers le bas: au moment où les jeunes étudiants français protestaient dans la rue contre le « SMIC jeunes » d'Édouard Balladur, les enfants indiens occupaient la rue pour exiger un salaire égal pour un travail égal. Le FMI ayant suggéré au gouvernement Rao d'abaisser l'âge minimal du travail et d'abroger le salaire minimum, l'État indien, travaillant pour le compte des experts ultralibéraux du FMI et de la BM, imposa ce plan et envoya sa police briser les grèves. Aucune convention internationale n'est à ce jour parvenue à régler concrètement le problème de la progression exponentielle du travail des enfants, qui se résume à un esclavage autorisé par les États concernés.

Conclusion : Le crime ne paiera pas toujours

Un nombre inconnu de morts, tués par la famine ou les maladies de la pauvreté; une aggravation au plan planétaire de la polarisation des richesses; près d'un demi milliard de paysans pauvres chassés de leurs terres par la spéculation, les grands travaux, les grands propriétaires ou l'armée. Au nom de la dynamique du « marché libre ».

200 millions d'enfants au moins travaillant gratuitement dans les usines délocalisées, vingt millions d'esclaves sexuels dans le monde.

Deux milliards d'hommes et de femmes et d'enfants vivant en dessous du seuil de cette pauvreté que le capitalisme ultralibéral nous promet d'éradiquer! Au milieu de ces démunis, un milliard de sous-alimentés, et 20 millions de morts de faim en cinquante-ans d'aide au développement.

Un nombre inconnu de morts parmi les résistants à l'ajustement forcé. Depuis 1980, au moins dix mille personnes abattues dans le monde entier au cours des « émeutes de la faim ».

Pollution des terres et des eaux continentales et marines pour produire toujours plus, pour rembourser toujours plus, pour enrichir toujours les mêmes. Inchiffrable.

Abattage de la moitié de la surface des forêts tropicales et équatoriales pour rembourser la dette d'une aide au développement qui n'a aidé que la progression des profits des grandes firmes transnationales. Dégâts incalculables provoqués par l'échange inégal.

Recul de la scolarisation et de l'accès aux soins dans tous les pays ajustés; sous emploi concerté, abolition des droits du travail, progrès mondial de la délinquance et du crime organisé, généralisation de la prostitution comme solution à la pauvreté, multiplication des conflits ethniques, montée des nationalismes, développement du trafic d'armes. Impossible à chiffrer.

La comptabilité macabre du coût en vie humaines de la recolonisation du monde pauvre et de l'invasion des pays ex-communistes est peut-être difficile à faire, mais elle est facile à juger. L'alignement forcé sur les règles du capitalisme mondialisé a pu tuer un milliard d'hommes en cinquante ans et dévaster carrément la planète au point de poser le problème écologique en termes de survie. Qu'importe la quantité?

La mondialisation du capitalisme est avant tout celle d'une faillite éthique qui ravale l'humanité au rang des bêtes se dévorant autour de leur proie, c'est l'échec de constructions philosophiques fondées sur la légitimation de l'égoïsme maladif et de la volonté de puissance. En tentant de dissoudre l'idée même d'une

communauté humaine liée par un intérêt partagé, l'idéologie criminelle qui sous-tend le capitalisme se place hors de la loi naturelle en mettant en danger l'espèce tout entière. Par le fait elle se condamne. Le capitalisme ultralibéral ne crée pas ses propres fossoyeurs. Il creuse lui même sa tombe.

Philippe Paraire

Philippe Paraire est l'auteur de L'environnement expliqué aux enfants, Hachette-Jeunesse, 1990, coll. « Réponses aux petits curieux » ; Comprendre l'environnement, Hachette-Jeunesse, 1991, coll. « Échos » ; L'Environnement (ouvrage collectif), Hachette-Jeunesse, 1992, coll. « Géant » ; L'Utopie Verte, écologie des riches, écologie des pauvres, Hachette, 1993, coll. « Pluriel » ; Le Village monde et son château, essai contre le FMI, l'OMC et la Banque Mondiale, Le Temps des Cerises, 1995.

Bibliographie

François Chesnais, La mondialisation du capital, Syros, 1994.
Susan George, Crédits sans frontières, La Découverte, 1994.
René Dumont, La croissance... de la famine!, Seuil, 1915
Elsa Assidon, Les théories économiques du développement, La Découverte, 1992.
Pascal Arnaud, La dette du tiers-monde, La Découverte, 1984.

La mondialisation du capital et les causes des menaces de barbarie

Nous voici à l'heure de la mondialisation du capital. Dans les années qui viennent, les faits qu'il faudra consigner au *Livre noir du capitalisme* pourraient être parmi les plus terrifiants de toute son histoire. Philippe Paraire a commencé le travail dans sa contribution. Je reviendrai plus loin sur les conclusions du dernier livre de Claude Meillassoux. Ma tâche ici est de tenter de définir la nouvelle configuration de l'impérialisme et le régime d'accumulation particulier qui lui correspond.

Mais auparavant quelques rappels politiques sont indispensables. La liberté que le capital tant industriel que financier retrouve pour se déployer mondialement, comme il n'avait pas pu le faire depuis 1914, tient bien sûr de la force qu'il a recouvrée du fait même de la longue phase d'accumulation ininterrompue des « trente glorieuses » (l'une sinon la plus longue de toute l'histoire du capitalisme). Cependant le capital n'aurait pas pu parvenir à ses fins sans le succès de la « révolution conservatrice » de la fin de la décennie 1970. Le triomphe du « marché » n'aurait pas pu se faire sans les interventions politiques répétées des instances politiques des États capitalistes les plus puissants, relayées par les organisations capitalistes internationales les plus importantes, le FMI et le GATT/OMC en tête. Ces interventions ont démarré longtemps avant 1989 ou 1991. Elles commencent dix ans plutôt au tournant des années 1970-1980. C'est là que se situe le moment où les forces politiques les plus anti-ouvrières des pays de l'OCDE ont engagé le processus de libéralisation, de déréglementation et de privatisation. Mais la voie leur a largement été préparée. Les politiques anti-ouvrières n'auraient jamais pu réussir dans leur entreprise si la contre-révolution bréjnévienne n'avait pas préalablement écrasé le Printemps de Prague ainsi que le mouvement du prolétariat polonais de la même période, si les directions des partis communistes de France et d'Italie notamment n'étaient pas intervenues de 1968 à 1978 pour contenir et refouler le potentiel véritablement démocratique, et de ce fait anti-capitaliste, des grands mouvements sociaux - ouvriers et estudiantins - qui ont jalonné la décennie 1968-1978 en Europe, de même qu'aux États-Unis et en Amérique latine.

D'autre part, la victoire actuelle du capitalisme est d'autant plus complète que même parmi ceux qui combattent ses effets, il y a beaucoup de gens qui n'utilisent plus le terme. Ils le nomment « néo-libéralisme » et ils n'ont à lui opposer que l'espoir, que je crois chimérique (1), d'un retour à des formes plus humaines de société capitaliste. Certains seraient certainement surpris, sinon choqués, de se voir dire qu’en reculant devant le mot capitalisme, ils apportent leur soutien à tous ceux qui affirment - forts du bilan accablant du « socialisme réel » que l'effondrement de l'URSS a achevé de révéler - que « la victoire de la démocratie et du marché » signale « la fin de l'histoire » ou encore « l'horizon indépassable » des variantes d'organisation politique et sociale fondées sur la propriété privée des moyens de production.

L'usage du terme néo-libéralisme est souvent associé à l'idée qu'il serait encore possible de combattre les effets du capitalisme mondialisé sans s'attaquer à ses fondements. Or ce n'est pas le cas. Une période historique est close. Elle n'est pas seulement celle où, à l'échelle mondiale, il régnait l'illusion d'un modèle de société rivale au capitalisme, socialement supérieure à lui, « coexistant pacifiquement » avec lui, tout en étant en mesure de lui faire contrepoids militairement si nécessaire. Elle est aussi celle, où en Europe occidentale en particulier, le capitalisme a semblé avoir été « domestiqué », bordé par des rapports politiques entre les classes contraignants et des institutions irréversibles, issus les uns et les autres des grands combats constitutifs de la révolution contenue, c'est-à-dire frustrée, de la fin de la Seconde Guerre mondiale. En France, terrain des grandes luttes de 1936 puis de 1945, on s'est longtemps bercé d'illusions particulièrement fortes quant à la capacité de ces rapports et de ces institutions à fournir les bases pour une amélioration continue de la situation de la classe ouvrière comme de larges couches de la société. Pierre Bourdieu, pour qui j'ai par ailleurs le plus grand respect, a tort d'évacuer la question du capitalisme et de son dépassement et de se centrer sur le néo-libéralisme. Mais il est loin d'être le seul à gauche il pleurer le trépas d'une « civilisation du service publique » propre à notre pays, étendue tout au plus à quelques pays en Europe.

L'actualité de la notion de parasitisme

Le titre du chapitre VIII de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, « le parasitisme et la putréfaction du capitalisme » a toujours beaucoup gêné les théoriciens des partis communistes occidentaux. C'était vrai hier. À l'époque la « coexistence pacifique » avec le capitalisme, ainsi que ses différents avatars, pouvait difficilement être fondée sur la seule défense de la « patrie socialiste ». Même dominé par « l'impérialisme américain », il fallait que le système avec lequel la coexistence était défendue ait quelque chose, si limité que ce soit, de « positif » ; qu'il paraisse encore susceptible d'offrir à la classe ouvrière et à ses couches sociales alliées quelques perspectives d'amélioration de leurs conditions matérielles et morales d'existence. Le caractère « gênant »de l'analyse de Lénine l'est évidemment encore plus aujourd'hui pour ce qui reste de ces partis. Pourtant, le segment historique correspondant à ce qui est nommé la « globalisation », ou encore la « mondialisation du capital », est très certainement celui où un ensemble de tendances analysées par Lénine avec l'aide de Hobson se sont réaffirmées sur une échelle encore plus gigantesque qu'à la veille de la Première Guerre mondiale.

Pendant un temps, dans les années 1950 et 1960, le capital industriel - celui dont Marx précise, dans le chapitre 1 du livre II du Capital, qu'il est « le seul mode d'existence du capital où sa fonction ne consiste pas seulement en appropriation, mais également en création de plus value, autrement dit de surproduit » - a paru dominer de nouveau les économies capitalistes avancées. La « couche des rentiers, c'est-à-dire les gens qui vivent de la "tonte des coupons", des gens dont l'oisiveté est la profession » (Lénine, chap. VIII) paraissait avoir disparue, ne plus avoir qu'une existence théorique. De même, placée sous l'égide de groupes industriels (les sociétés transnationales), la domination impérialiste sur les pays néo-coloniaux ou « dépendants » paraissait être tant soit peu porteuse de progrès, puisqu'elle s'accompagnait d'une extension des rapports de production capitalistes et de la formation d'une classe ouvrière indigène. L'impérialisme ne paraissait pas pouvoir se définir de façon lapidaire comme « une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays », à savoir les pays identifiables comme « États rentiers » (ibid). La production paraissait l'emporter sur l'appropriation, l'industrie sur la finance, le profit (largement réinvesti) sur la rente financière. Axé largement sur l'existence de la figure du rentier, le chapitre VIII de la brochure de Lénine était parmi ceux sur lesquels il était possible de passer très vite.

Aujourd'hui, de ce point de vue, les choses sont pires encore: il n'y a évidemment pas d'alignement possible sur une social-démocratie elle même devenue social-libérale si l'on ne tait pas l'analyse de Lénine, quitte à dire qu'elle était valable dans le passé, mais ne le serait plus aujourd'hui. Or malheureusement, ce n'est pas le cas. En cette fin de XXe siècle, la société mondiale est placée de nouveau sous la férule d'un capitalisme dominé par des couches et des traits rentiers, un capitalisme dont l'avidité et la férocité dans l'exploitation sont d'autant plus fort qu'il est parasitaire. Il l'est à la fois dans le sens de Lénine, c'est-à-dire organisé autour d'institutions (les marchés financiers) et d'États (les États-Unis et le Royaume-Uni en premier lieu) dont la seule caractérisation possible est celle de rentier, et dans celui de Marx, c'est-à-dire marqué par des formes d'accumulation qui sont tournées plus vers l'appropriation que vers la création de plus-value. Un peu plus loin dans le même chapitre du livre II, Marx écrit en effet quelque chose dont la portée est passée pratiquement inaperçue jusqu'à aujourd'hui: « C'est parce que l'aspect argent de la valeur est sa forme indépendante et tangible que la forme A ... A', dont le point de départ et le point d'arrivée sont de l'argent réel, exprime de la façon la plus tangible l'idée "faire de l'argent", principal moteur de la production capitaliste. Le procès de production capitaliste apparaît seulement comme un intermédiaire inévitable, un mal nécessaire pour faire de l'argent. C'est pourquoi toutes les nations adonnées au mode de production capitaliste sont prises périodiquement du vertige de vouloir faire de l'argent sans l'intermédiaire du procès de production.» Aujourd'hui, les grands États capitalistes ont fait plus que céder à ce vertige. En mettant les « marchés » aux commandes, ils ont mis l'économie mondiale, celle de leurs propres pays comme celle du globe tout entier, entre les mains de gens dont c'est précisément la vision du monde.

Une accumulation correspondant aux priorités du capital-argent

Dans sa configuration actuelle, le mouvement du système capitaliste mondial est commandé avant tout par la reconstitution de formes aussi puissantes que nouvelles de concentration du capital-argent (les grands fonds de collecte d'épargne et de placement financier), ainsi que par le transfert au bénéfice des marchés financiers, dans les pays centraux, de fonctions importantes de répartition des revenus et de régulations économiques essentielles longtemps contrôlées par les États. Les grands groupes industriels ont un rôle de premier plan, mais ce ne sont pas eux qui commandent le mouvement de l'accumulation dans son ensemble. Celle-ci est ordonnée à partir des gigantesques transferts de valeur et de plus-value faits au profit du capital-argent vivant des dividendes et des intérêts sur les prêts (2).

La promotion de la sphère financière au rang de « force autonome » de la part de gens qui ignorent tout du cycle « raccourci » du capital (A-A') comme de l'analyse du caractère fétiche de la finance, a eu pour fonction d'occulter le rôle joué par les États eux-mêmes dans la genèse de « la tyrannie des marchés ». Elle permet de voiler les mécanismes au travers desquels la sphère financière, avant de pouvoir mettre en place des circuits clos de répartition interne de gains et de pertes purement financiers, se nourrit de transferts de richesses tout à fait concrets. Les capitaux qui se mettent en valeur dans la sphère financière sont nés - et continuent à naître - dans le secteur productif La mise en valeur, ou « fructification » de la plus grande partie des ressources réelles captées par les institutions financières se fait sous la forme de placements en obligations et en actions, c'est-à-dire en titres de créances sur l'activité économique à venir.

Ces titres, dits actifs financiers, ont une double dimension fictive. Ils ont une vie propre sur les marchés secondaires de titres, où ils connaissent des processus de hausses de valeur qui ne valent qu'aussi longtemps que persistent des évaluations ou conventions entre opérateurs financiers relatives à cette valeur. Leur valeur boursière peut donc s'effondrer et n'avoir alors guère plus de valeur que des « chiffons de papier ». Comme l'expérience des années 1930 l'a montré, les créances sur l'activité future peuvent, du jour au lendemain, ne plus rien valoir. Mais tant que l'accumulation n'est pas interrompue par de graves crises secouant simultanément la production, les échanges et les marchés financiers, ou tant que n'interviennent pas des événements politiques majeurs conduisant à un moratoire, voire à la répudiation, des dettes étatiques, le capital appartenant à la catégorie « capital-argent de prêt » ou « capital financier » bénéficie d'un flux de revenus nourris de ponctions « réelles » sur les revenus primaires constitués dans la production de valeurs et de richesses nouvelles.

Deux traits caractérisent le capital-argent de façon inhérente. Le premier est la conviction, dont il est imprégné, que les fonds qu'il investit sous la forme d'actifs négociables sur les marchés financiers, c'est-à-dire qu'il place financièrement, ont la « propriété naturelle » de « produire des rendements ». Il est celui dont Marx a dit un jour que pour ses détenteurs, les actifs devaient produire des revenus (dividendes et intérêts en premier lieu) « avec la même régularité que le poirier produit des poires » (Capital, III, chapitre XXIV). Le second trait, intimement lié au premier, est celui d'être porteur de ce qu'on nomme dans le jargon actuel une « approche patrimoniale » (3) qui développe chez tout détenteur d'actifs financiers la propension à entretenir un stock de richesses plutôt que de prendre des risques pour l'accroître. Indépendamment des opérations « spéculatives » auxquelles il peut se livrer, le propre de ce capital est d'être situé dans des lieux et d'avoir des horizons de valorisation distincts et très éloignés de là où se déroulent les activités d'investissement, de production et de commercialisation (celles-ci assurant le bouclage indispensable du cycle de mise en valeur du capital productif). La distance n'est pas simplement physique; elle est idéelle. C'est à juste titre que Lénine, dans le même chapitre, parle à propos de la couche des rentiers de « gens tout à faits isolés de la participation à une entreprise quelconque ». Cette caractérisation reste exacte même lorsque les représentants du capital-argent rentier siègent dans des « comités d'audit » d'où ils exercent leur « gouvernement sur l'entreprise ». Les institutions qui opèrent sur les marchés financiers ont leur propre représentation du monde, en commençant par celle de l'économie. Il leur faut des flux de revenus réguliers de leurs placements, des rendements sûrs au moindre coût. Les délais de maturité de la grande majorité des

investissements productifs se situent totalement en dehors de leur horizon. Parmi les placements financiers, les titres de la dette publique, notamment ceux des États dont la crédibilité financière est la plus élevée, occupent une place de choix. La sécurité et la régularité des rendements font d'eux le choix par excellence des concentrations contemporaines de capital financier dont la fonction est d'assurer des flux de revenus rentiers permanents et stables. Mais les dividendes perçus en ponction sur les profits des groupes industriels ont pris une importance grandissante. C'est le niveau et la régularité des flux de dividendes que les comités d'audit ont pour mission de contrôler sans relâche.

Les traits originaux du capital-argent rentier contemporain

À l'époque contemporaine, la puissance économique et sociale sans précédent acquise par ce capital est indissociable de la place prise par les systèmes de retraites (ou « pensions ») privés (4). Dans les pays les plus centraux et les plus puissants financièrement du système-monde de l'impérialisme, ceux-ci captent au profit des marchés financiers une importante épargne salariale. La catégorie de capital définie comme rentier par Marx, mais aussi plus tard par Keynes (l'incompatibilité profonde du rentier avec une économie tournée vers l'investissement et l'emploi conduit celui-ci à en préconiser la disparition "par euthanasie" au dernier chapitre de la Théorie générale) a été qualitativement renforcée aujourd'hui par la formation et la croissance de ces fonds. Déjà le paiement des retraites de dizaines de millions de personnes, correspondant à des fractions tout à fait significatives du PIB, s'opère aux moyens de ponctions courantes sur la richesse créée, dont les marchés financiers sont les intermédiaires. L'existence matérielle de ces retraités dépend de la santé des « marchés ». Voici maintenant quinze ans que le paiement des retraites repose en particulier sur le régime des taux d'intérêt réels positifs. Or ceux-ci sont à l'origine directe de la croissance en boule de neige de la dette publique, qui est le fer de lance de la destruction des systèmes de protection sociale publique et de la dislocation de la capacité d'action économique des États. Le second élément constitutif des ressources des fonds de pension et de placement sont les dividendes prélevés en ponction sur les profits. Pris en otage par le capital financier, les anciens salariés sont donc également devenus une couche sociale qui est pour l'instant « objectivement intéressée » à ce que le taux d'exploitation des salariés au travail soit le plus élevé possible. Lénine dirait que le capital-argent rentier a entrepris et peut-être partiellement réussi à attirer une partie de l'aristocratie ouvrière de son côté. Dans certains pays, les représentants des salariés dans les conseils de surveillance des systèmes de retraite de grands groupes ou de corporations ont commencé à se préoccuper de la manière dont leur épargne sert de force de frappe économique, politique et sociale pour le plus grand bénéfice des marchés financiers. Mais leur sollicitude s'étend rarement au-delà des frontières de leur propre pays. Il est rare de les voir s'interroger sur la fonction des marchés dits « émergents », c'est-à-dire des pays ou territoires politiques qui possèdent une place financière où des capitaux étrangers peuvent venir jeter les bases pour des flux de ressources vers les métropoles impérialistes.

Les propensions œcuméniques de la « gauche plurielle » dans toutes ses composantes sont en train de faire naître une certaine mansuétude à l'égard des systèmes de retraite par capitalisation. Ne s'agit-il pas du système de certains des « voisins et partenaires de la France » qui exigerait à ce titre notre respect? Cette mansuétude n'est pas de mise. Les fonds de placement de l'épargne salariale sont associés à des mécanismes de transferts de richesses profondément pernicieux. Ils sont partie intégrante de l'ensemble des processus conduisant à un faible niveau d'investissement, à la dégradation accélérée des conditions du marché du travail et du rapport salarial, ainsi qu'à la consolidation au plan mondial de rapports de subordination de type rentier entre États.

Les articles de la presse financière la plus prestigieuse des pays anglo-saxons ont le grand intérêt d'être d'une franchise absolue sur toutes ces questions. Il en va ainsi du « Financial Times » dont je citerai un long éditorial du 6 mars 1998. Sous le titre « Le point de vue du Docteur Pangloss sur la mondialisation », cet éditorial s'interroge sur la viabilité à long terme d'un système placé sous le commandement du capital-argent. Il exprime son inquiétude de se trouver en présence « en Occident d'investisseurs financiers élevés dans l'idée qu'ils seraient les preneurs de risque en dernier ressort et qu'ils auraient ainsi un droit d'origine divine

au butin en dividendes des résultats d'entreprises des sociétés du secteur industriel ». Parlant des mécanismes de captation de flux de ressources mondiales par les États rentiers, l'éditorial s'inquiète de même que la crise économique et financière asiatique ne soit pas perçue comme un avertissement: « Le Docteur Pangloss était un partisan précoce de la mondialisation, avec son affirmation que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Pourtant le fond du conte de Voltaire, Candide, a trait à la violation permanente des droits humains et des droits de propriété. Il est possible bien sûr que les retraites occidentales seront payées sur la base du labeur des masses chinoises. Mais pour l'instant, tout ne va certainement pas pour le mieux dans le monde du capital global. Et les risques politiques de la mondialisation sont en train d'être spécieusement minimisés ».

Le capital industriel dans un contexte d'accumulation à dominante rentière

Les groupes industriels ont été les principaux bénéficiaires de la libéralisation des investissements et des échanges tant vantée par les chantres du capitalisme mondialisé. Ils s'en sont servis pour faire peser sur leurs salariés, aussi bien la menace que la mise en œuvre effective de délocalisations de la production vers les pays où la main-d'œuvre est bon marché et les salariés sont peu ou pas protégés. Ils utilisent la libéralisation commerciale à la fois pour asseoir des réseaux d'approvisionnement et de sous-traitance là où les coûts sont les plus bas et pour livrer une concurrence inégale avec les entreprises à productivité plus faible des pays dont on force l'ouverture des marchés. Mais la force acquise par la finance a également marqué, de façon toujours plus forte, les stratégies du capital industriel. Depuis le passage du capitalisme de libre concurrence au capitalisme de monopole voici un siècle, le groupe industriel est sans exception « un groupe financier à dominante industrielle ». Le cas de figure allemand qui sert d'exemple à Hilferding et à Lénine, dans lequel le capital bancaire établit sa domination sur le capital industriel, n'a jamais été la seule forme de cette interpénétration. Aux États-Unis, les Carnegie et les Rockfeller ont été les pionniers de formes organisationnelles dans lesquels « l'industriel », pour garder son autonomie face au « banquier » s'est constitué en groupe (la « corporation ») et s'est fait autant financier qu'industriel.

La résurgence du capital-argent concentré et sa prise en main des leviers de contrôle du système capitaliste mondial ont été accompagnées de deux développements qui rendent le travail de Lénine à la fois pertinent et appelant une double actualisation sur le plan des formes de l'interpénétration qui donnent naissance au « capital financier ». La première est l'accentuation du processus désigné à l'aide de l'expression « financiarisation croissante des groupes industriels ». L'expression n'a pas une valeur conceptuelle forte. Il s'agit avant tout d'une façon commode d'exprimer le fait que, dans le cadre de la mondialisation financière, le groupe industriel a accentué considérablement ses traits de groupe financier, ne fût-ce que parce qu'il a été soumis à la fois à l'impératif et aux opportunités d'effectuer des placements financiers "purs". Chaque fois qu'ils le peuvent, les groupes industriels se battent pour décider eux-mêmes l'emploi strictement financier, et souvent carrément spéculatif d'une fraction du « profit non investi ». Dans un contexte de croissance lente et de suraccumulation industrielle, ils seront amenés à privilégier les opérations de placement à court terme. On apprend ainsi que le retour à la « rentabilité » de Renault a reposé sur deux piliers: le licenciement massif, la flexibilité et la « discipline salariale », et les profits financiers importants dus à la « bonne santé des marchés ». L'autre grand mécanisme d'interpénétration nouveau est l'entrée des fonds de placement financier dans le capital et la direction des groupes. Ils y apportent des critères de rentabilité purement financiers qui aggravent encore l'exploitation des salariés, mais qui portent atteinte aussi à l'investissement de long terme.

Ce n'est pas seulement dans le processus de financiarisation que les traits rentiers d'une accumulation sous domination financière se manifestent chez les groupes industriels. Bien d'autres mécanismes jouent dans le même sens et leur force s'est également accentuée à la faveur de la libéralisation financière et de la mondialisation. Les fusions-acquisitions sont typiques d'une conjoncture à tonalité déflationniste, dont elles sont la conséquence en même temps qu'un facteur aggravant. Elles ont la propriété de ne pas viser l'extension de la production au moyen de la création de capacités nouvelles, mais uniquement leur

restructuration avec réduction d'effectifs, ainsi que le transfert au profit du groupe acquéreur des parts de marché des groupes ou des firmes fusionnés (c'est là l'un des objectifs principaux des opérations). On assiste ainsi à un accroissement de la rentabilité du capital, parfois notable, dans le contexte d'économies pourtant en faible ou très faible croissance. Mais les effets ne s'arrêtent pas là. En raison de la concentration et de la centralisation accrues du capital résultant de ces fusions, on a connu une hausse générale et presque continue du « degré de monopole ». Celui-ci à son tour est à l'origine d'un accroissement considérable dans le « résultat brut d'entreprise » des groupes, de l'élément « appropriation de fractions de valeur produites par des firmes plus petites ou plus faibles dans leur capacité de négociation ». L'émergence de ce qu'on nomme les « firmes-réseau » est allée de pair avec un profond processus de « brouillage » des frontières entre le « profit » et la « rente » dans la formation du profit d'exploitation des groupes, ainsi que le poids croissant des opérations qui relèvent de l'appropriation de valeurs déjà créées au moyen de ponctions sur l'activité productive et le surplus d'autres entreprises. La croissance « paradoxale » des profits et des capacités d'autofinancement des groupes industriels, au milieu de la quasi-stagnation des économies, repose donc également sur ces mécanismes de captation de la valeur naissant du pouvoir de monopsone qui s'ajoute à ceux relatifs à l'aggravation de l'exploitation du travail par chaque groupe industriel pris séparément.

Mais elle est fondée de façon encore plus centrale sur les modifications du rapport entre capital et travail ou rapport salarial, aspect clef de la mondialisation née de la libéralisation et de la déréglementation (5). À des rythmes et dans des conditions qui ont fortement varié entre les pays de l'OCDE - car tous les pays n'ont pas mis en œuvre les politiques de libéralisation et de déréglementation des salaires et des conditions d'emploi aussi vite et aussi brutalement que les États-Unis et le Royaume-Uni -, les groupes industriels ont tiré partie de la montée du chômage et de la reconstitution de « l'armée de réserve industrielle » pour peser sur les salaires et les conditions d'embauche, de même qu'ils ont exploité les nouvelles technologies pour imposer de nouvelles normes de travail dans les ateliers et les bureaux. Ils ont pu le faire d'autant plus facilement que la libéralisation a conduit à une forme de constitution de l'armée de réserve industrielle comme « armée mondiale ». Les délocalisations, tant sous forme d'investissement direct que de sous-traitance internationale, permettent aux groupes industriels de puiser dans les réserves mondiales de main-d'œuvre de qualification diverse, sans avoir à les faire émigrer vers les métropoles, mais en s'en servant aussi pour entamer le processus d'alignement international des salaires sur les niveaux les plus bas, à qualification donnée.

Les pays sous domination impérialiste au sein d'un système en contraction

Sur la base de critères politiques principalement, Lénine caractérisait l'impérialisme comme « la réaction sur toute la ligne ». Il notait la présence de tendances à la stagnation engendrées par les positions de monopole. Mais au moment où il écrit il ne décelait pas encore la domination des tendances allant dans le sens de la contraction du système capitaliste. Trotsky sera le premier à identifier derrière la crise des années 1930, l'existence de telles tendances. Mais la théorie du « néo-capitalisme », dont le parti communiste italien fut le principal laboratoire, lui a été opposée ensuite. Au cours de la longue phase d'expansion de 1950-1974, le capitalisme a paru avoir renoué avec la reproduction élargie. Celle-ci a pris fin avec la récession de 1974-1975, qui voit effectivement l'ouverture de ce qu'on a nommé « la crise », terme pas suffisamment précis, mais pas totalement impropre non plus.

Aujourd'hui nous vivons une période contradictoire. D'un côté le capitalisme paraît triompher. Dans le cadre de la mondialisation, il achève de subordonner les régions et les activités qui lui avaient échappé. Mais il le fait en réalité dans le contexte d'un ralentissement continu sur la longue période de l'investissement et de la croissance; dans le cadre d'une situation marquée par la présence d'indicateurs traduisant la contraction tendancielle de l'accumulation plutôt que son élargissement. En s'inspirant de la distinction classique du « Chapitre inédit du Capital », on peut dire que la subordination qu'il impose relève de mécanismes qui rappelle la soumission formelle plus que la soumission réelle. Les mécanismes de « siphonage » de la valeur l'emporte sur la création. Le choix des indicateurs pour apprécier une tendance n'est évidemment pas neutre. Il renvoie à des postulats théoriques et politiques (6). Si l'on prend l'indicateur de croissance du produit

mondial par habitant, qui est un indicateur sérieux de l'état de la production de la richesse avant que n'interviennent les conditions de sa distribution, on constate que ce taux de croissance annuelle avoisinait 4 % entre 1960 et 1973, puis tombait à 2,4 % entre 1973 et 1980, il n'est plus que de 1,2 % entre 1980 et 1993. Un autre indicateur que beaucoup d'économistes considèrent comme crucial est celui du niveau de l'investissement privé. Or dans les pays de l'OCDE, c'est-à-dire les plus riches, la courbe de l'investissement de même que celle de l'épargne sont inclinées nettement vers le bas de sorte qu'on est à la limite d'une situation de reproduction élargie. En 1994, l'Organisation mondiale du commerce (l'OMC déjà de triste réputation) a publié une série statistique longue qui montre la chute régulière, au-delà des fluctuations cycliques, du taux annuel moyen de la croissance mondiale. Sur la période 1984-1994, ce taux est tombé à 2 % et il pourrait être encore inférieure au tournant du millénaire. La surproduction rampante permanente qui se mue en surproduction ouverte à chaque crise, comme c'est le cas aujourd'hui pour la Corée, le Japon et bientôt Taiwan et la Chine (7), n'est que l'une des manifestations les plus voyantes d'un régime d'accumulation, dans lequel le système capitaliste comme un tout ne produit pas assez de valeur, et cela même s'il a renoué avec l'exploitation des enfants sur une vaste échelle, si, partout, il accroît constamment le degré d'exploitation des travailleurs qu'il emploie. Je me permets d'insister. La masse totale de valeur créée ne repose pas sur le seul taux de plus value, mais aussi sur le volume du capital mis en mouvement dans la production. Or celui-ci décline tendanciellement.

C'est dans le contexte de cette contraction tendancielle du système capitaliste dans son centre qu'il faut examiner le sort fait aux pays situés à la périphérie. Les seuls pays à intéresser le capital-argent sont ceux qui possèdent une place financière suffisamment développée pour aspirer au statut de « marché financier émergent ». En dehors des pays de l'OCDE, il y en a moins de vingt. Et cet intérêt est celui de mettre en place des mécanismes de siphonage des ressources vers les pays centraux. De leur côté, les groupes industriels des pays impérialistes ne s'intéressent aux pays extérieurs que de façon très sélective. Ils le font à trois titres. Le premier est en tant que marchés, dans des conditions où les exportations faites par les grands groupes industriels par l'intermédiaire de leurs filiales de commercialisation sont redevenues l'option préférée, l'investissement direct au sens strict n'étant qu'une solution de second rang utilisée dans des circonstances spécifiques seulement. On continue à créer des filiales de production lorsque cette forme de présence directe sur le marché s'impose en raison de la dimension du marché et de l'importance stratégique régionale du pays (la Chine et le Brésil) ; en raison de la présence ancienne de rivaux mondiaux dont il faut contrer les stratégies localement; ou encore de l'existence d'opportunités locales qui ne peuvent être exploitées sans investissement direct. Mais autrement, les niveaux de productivité et les réserves de capacité industrielle des pays capitalistes centraux poussent les groupes à préférer l'exportation comme moyen de tirer parti d'un marché. Les pays extérieurs à la Triade sont également requis comme source de matières premières. Mais seulement pour autant qu'ils ne soient pas menacés par des produits de substitution. Leur troisième fonction est de servir dans des industries intensives en main-d'œuvre de base pour des opérations de sous-traitance délocalisée requérant une main-d'oeuvre industrielle à la fois qualifiée (ou même très qualifiée), très disciplinée et très bon marché. Mais ici encore, le nombre de pays qui satisfait ces conditions est en nombre d'autant plus restreint que les besoins du capital sont limités par la faiblesse générale de l'accumulation.

C'est dans ce contexte que se place la montée de la faim, des pandémies et des guerres intestines dans de nombreuses parties du monde. L'Afrique noire, dont le système rejette une large partie des matières premières agricoles produites au sein de l'économie de plantation précédemment mise en place aux dépens des productions vivrières, et dont la main-d'œuvre ne réunit pas les nombreuses « qualités » de celle des pays d'Asie du sud-est est dans ce cas. Ce qui s'y passe depuis quinze ans ne relève pas du hasard. C'est le résultat direct, médiatisé par la corruption politique propre aux États croupions du néo-colonialisme, de la marginalisation de la majorité des pays du continent dans les échanges mondiaux. Le « contingent » y traduit la « nécessité » du capitalisme pourrissant. L'ONU vient de reconnaître le génocide ruandais en tant que troisième génocide de ce siècle, après celui des Arméniens et après l'Holocauste. Or si le premier peut encore être analysé sans recours à la théorie de l'impérialisme, l'Holocauste ne peut pas l'être. Fusse de façon

différente, la même chose est vraie pour le génocide ruandais. Aux termes d'un travail minutieux sur l'Afrique, Claude Meillassoux conclut à la réactivation par le capitalisme de la loi de la population de Malthus: « Le contrôle de la démographie des peuples exploités, par des moyens démographiques (contrôle des naissances, stérilisation, etc.) a échoué. Une forme de contrôle par la faim, la maladie et la mort, plus efficace et plus cruel, s'établit sous prétexte de "rationalité économique" et "d'ajustement structurel" : la leçon de Malthus a été entendue » (8).

On me dira que ce sont là des exagérations typiquement « gauchistes ». Peut-être. Mais que personne ne vienne nous dire plus tard « qu'il n'était pas informé », qu'il n'avait « pas compris ». Cette fois-ci les mouroirs massifs du capital sont publics et sont montrés dans les reportages, de même que c'est au vu et au su du monde entier que le Goulag se perpétue en Chine. Mais il y a encore peu de gens qui sont prêts à associer ces faits avec une caractérisation sérieuse de ce capitalisme auquel on nous invite de façon pressente à nous "adapter" puisque le socialisme serait au mieux une utopie, au pire l'annonce d'un nouveau totalitarisme.

Pour conclure

Il est plus que jamais nécessaire de continuer de mettre à jour le livre noir du capitalisme, commencé depuis que les Amériques sont tombées sous la double coupe du capitalisme marchand et de l'Église. Mais cette tâche ne saurait nous abstraire de répondre aux redoutables problèmes posés par la faillite du « socialisme réel » et l'ampleur des décombres laissées après bientôt soixante-dix années de domination stalinienne sans partage sur le pays où la révolution d'Octobre a eu lieu. Elle suppose aussi de faire la lumière sur la configuration actuelle du capitalisme pourrissant. Peu de gens sont encore venus contredire les apologues du « nouvel ordre mondial » sous domination américaine depuis qu'ils ont déclaré, après l'effondrement de l'URSS, que « la victoire de la démocratie et du marché » signalait « la fin de l'histoire » ou encore « l'horizon indépassable » de la propriété privée des moyens de production.

La lutte des classes a indiscutablement déjà commencé à leur donner un démenti formel dans de nombreux pays, mais ce démenti de la « praxis » ne sera complet que pour autant qu'il avance de front avec un immense travail théorique. Ce travail suppose que l'on tire, du côté de la classe ouvrière et des opprimés, le bilan de la montée du stalinisme et de sa victoire, aussi bien que des mensonges, des crimes et des calomnies menées en son nom en dehors de l'URSS et en France tout particulièrement. Mais il exige aussi d'être nourri d'analyses qui ne gomment pas la putréfaction du capitalisme et qui expliquent en quoi une période est close: celle où le capitalisme avait quoi que ce soit à offrir à l'humanité. C'est là le sens de ma participation à ce recueil bien venu.

François Chesnais

François Chesnais est économiste, auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels La Mondialisation du Capital, Editions Syros, Paris, 1997.

Notes

1. Voir la conclusion du livre important de Ellen Meiksing Woods, Democracy against Capitalism, Cambridge University Press, 1995.
2. Je me permets de renvoyer à la seconde édition structurée et amplifiée de mon livre, La Mondialisation du Capital, Editions Syros, Paris, 1997.
3. Voir Georges Maarek, L'économie de l'enlisement: intérêt, change, emploi dans les années quatre-vingt dix, Economica, Paris, 1997.
4. Voir l'article que j'ai publié dans Le Monde Diplomatique, avril 1997.
5. Voir le livre de Thomas Couterot, L'entreprise néo-libérale, nouvelle utopie capitaliste ?, Editions La Découverte, Paris, 1998.
6. Voir les chapitres 1 et 12 de La Mondialisation du Capital,op.cit.
7. Voir mon article dans Carré Rouge, no7, mars 1997 (BP 125, 75463, Paris Cedex 10).

8. Claude Meillassoux, L'économie de la vie, Cahiers Libres, Editions Page 2, Lausanne, 1991.

Les banquiers suisses tuent sans mitrailleuses

Grâce à son secret bancaire, ses comptes à numéros, la loi de la libre convertibilité, le cynisme et l'extrême compétence technique de ses banquiers, la Suisse est aujourd'hui le coffre fort du monde. Elle est en 1998 le premier pays le plus riche du monde (revenu par tête d'habitant, selon le mode de calcul de la Banque mondiale). Environ 40 % des fortunes privées du monde gérées en dehors de leurs pays d'origine sont gérées en Suisse. Les forteresses bancaires helvétiques, les succursales à travers le monde n'accueillent pas seulement le butin des cartels du crime organisé transfrontalier, les astronomiques avoirs de Seigneurs du crime russe, mais aussi le trésor des classes possédantes et despotes d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine.

Quel rapport y a-t-il entre l'argent sale de la criminalité transfrontalière organisée et le capital illicite qui fuit le Tiers Monde? Tous deux sont lavés, recyclés, par les mêmes émirs, au moyen de techniques bancaires identiques. Ce sont souvent les mêmes organisations qui convoient ces capitaux, leur font traverser les continents, les font entrer en Suisse. Les mêmes analystes financiers, gérants de fortunes, conseillers boursiers et agents de change réinvestissent les capitaux en fuite du Tiers Monde et l'argent sale de la drogue.

Les adolescents drogués des rues de New York, Milan et Londres agonisent des œuvres des Seigneurs du crime; ceux-ci font recycler, laver leurs profits en Suisse. Aux Philippines, au Brésil, au Congo, des enfants, par milliers, meurent de sous-alimentation, se prostituent, périssent d'abandon et de maladie. D'importantes richesses autochtones, au lieu de contribuer à créer sur place des hôpitaux, des écoles, des emplois, se réfugient en Suisse; elles sont recyclées et réinvesties dans la spéculation immobilière à Paris, Rome et Tokyo, ou alimentent les Bourses de New York, Londres et Zurich.

Le pillage financier du Tiers Monde et le trafic de la drogue sont deux œuvres de mort, provoquant des désastres sociaux, psychiques, physiologiques analogues. Tous deux bénéficient de la compétence reconnue, de l'assistance experte, de la complicité efficace des banquiers suisses.

Voici des exemples se référant à une période d'analyse d'un peu plus de dix ans.

1. Les Philippins

En 1986, Ferdinand Edralin Marcos truque une nouvelle fois les élections nationales. Une fois de trop... L'insurrection populaire balaie Manille. À l'aube du 25 février, le protecteur américain ordonne la fuite: des hélicoptères des forces aériennes des États-Unis se posent sur le gazon du palais de Malacanang. Ils évacue Imelda, Ferdinand et quatre-vingt-trois de leurs parents et associés vers la base américaine de Subic Bay. Ferdinand Marcos mourra le jeudi 28 septembre 1989 dans un hôpital militaire américain de Hawaï.

Le despote asiatique a été, sa vie durant, un client presque idéal pour les émirs helvétiques : Il est immensément riche, il est habité par une véritable manie de la thésaurisation. L'évacuation du trésor ne pose aucun problème: le kleptocrate est lui-même au pouvoir. De plus, l'homme joue en permanence double jeu avec ses protecteurs américains et japonais. Comme il est, de surcroît, d'une extraordinaire complexité psychique, il est vulnérable. Les émirs peuvent le plumer à volonté, lui imposer des conditions d'investissement et de recyclage draconiennes.

Ferdinand Edralin Marcos naît en 1917 dans un milieu modeste, à l'extrême pointe septentrionale de l'archipel, à Ilocos Norte. La population de cette province est taciturne, travailleuse. Son activité principale: la contrebande avec Taiwan et Hong Kong. Les trois noms de l'enfant indiquent le drame de sa naissance : Ferdinand Chua, riche marchand chinois, s'éprend de la très jeune Josefa Edralin. Josefa est belle, gaie, intelligente, mais pauvre. En outre, elle est philippine. Le clan Chua oppose son veto au mariage (Ferdinand

Chua épousera une héritière chinoise du Fukien). C'est la rupture. Mais Josefa est enceinte. Sa famille appartient au milieu catholique traditionnel du Nord, un milieu bigot, cruel, qui ne pardonne pas la naissance « illégitime ». Elle cherche désespérément un mari pour la pécheresse... et un père pour l'enfant qui va naître. Un écolier du village, pauvre comme Job, âgé de quatorze ans, fera l'affaire: Mariano Marcos. L'adolescent est violent, rusé, ambitieux. Il sera le modèle social de l'enfant qui grandira à ses côtés.

Le jeune Ferdinand et celui qu'il prendra longtemps pour son père appartiennent presque à la même génération: une intense solidarité les lie. 1935 : Mariano est candidat à la députation. Il perd l'élection. Le candidat adverse, marchand et contrebandier aisé du lieu, humilie sa famille: il ose même promener un cercueil sous ses fenêtres. Quelques jours plus tard, on retrouvera le tout nouveau député d'Ilocos Norte au bord d'une route, une balle dans la tête.

Ferdinand, dix-huit ans, est arrêté, inculpé, condamné pour assassinat.

Mariano le fait libérer trois ans plus tard: un de ses amis, José Laurel, est entre-temps devenu juge à la cour d'appel. Laurel est lui-même un ancien repris de justice.

Ferdinand est beau, agile, intelligent. Il termine de brillantes études de droit à Manille. Il sera un avocat recherché. Vers sa vingtième année, Ferdinand découvre le secret de sa naissance et prend contact avec son père de sang. Son alliance avec la puissante communauté chinoise de l'archipel lui ouvre une fulgurante carrière politique: député, sénateur, président du Sénat, puis, en 1965, chef de l'État.

Deux épisodes dans la vie de Marcos méritent une attention particulière. Durant l'occupation japonaise, il dirige un groupe de hors-la-loi appelé « Maharlika ». Le groupe pratique la résistance anti-japonaise, la contrebande et le trafic d'armes. Mais Marcos est trop intelligent pour mettre tous ses œufs dans le même panier: agent japonais, il trahit nombre de ses camarades résistants. Dès la libération, il est jugé par les autorités américaines, échappe au poteau d'exécution... et devient le protégé de la nouvelle puissance occupante.

Deuxième épisode: en 1954, le jeune député rencontre Imelda Romualdez. Imelda est tout à la fois actrice, chanteuse et reine de beauté. Petite-fille d'un prêtre catholique, elle a connu une enfance et une adolescence d'humiliation et de misère. Sa soif de revanche est considérable. Or, depuis la victoire des troupes américaines sur le colonisateur espagnol en 1898, une oligarchie autochtone de planteurs de canne à sucre, de financiers et de grands marchands règne sur l'archipel. Ferdinand partage la haine d'Imelda pour l'oligarchie. Imelda et Ferdinand forment un couple redoutable: orateur doué, incendiaire et démagogue, Marcos est adoré par les foules. Les pauvres aiment Imelda, qui distribue du riz et des vêtements dans les bidonvilles. Jusqu'en 1972, Marcos est réélu sans problèmes. Puis les choses se gâtent: la haine de l'oligarchie aveugle le couple. Sa passion des palais, des bijoux, de l'argent est illimitée, et le couple pille littéralement le pays. Marcos, lentement, se transforme en despote asiatique; Imelda, en Lady Macbeth. Marcos aime les femmes; il est généreux: Carmen Ortega et ses trois enfants - une des nombreuses familles parallèles de Marcos comptent aujourd'hui parmi les clans les plus riches de Manille.

23 septembre 1973 : le despote décrète l'état de siège (régulièrement reconduit jusqu'en 1986). Le général Ver, chef des services secrets et associé en affaires de Marcos, instaure la torture, fait disparaître les opposants. Faisant pression sur ses protecteurs américains qui entretiennent, dans l'archipel, leur base aérienne, maritime, terrestre la plus puissante d'Asie, Marcos garde en même temps d'excellentes relations avec la droite nationaliste japonaise qu'il a servie durant la guerre. En bref: son avenir semble assuré. Les émirs suisses sont certains d'avoir misé sur le bon cheval.

Revenons à ce matin du 25 février 1986, lorsque le protecteur américain laisse tomber le kleptocrate et que s'installe au palais de Malacanang une femme de l'oligarchie, Cory Aquino, veuve d'un opposant assassiné

par Marcos le 21 août 1983. Évacués de force à Subic Bay, Marcos, sa sœur, sa famille sont conduits le même jour à Hawaï, aux États-Unis. Dès leur descente d'avion, à Honolulu, des agents du FBI s'avancent vers Marcos et ses proches, leur confisquent valises et mallettes qui contiennent les noms de code, les numéros, la localisation des comptes bancaires distribués à travers le vaste monde. Le FBI remet ces documents à la nouvelle présidente des Philippines, Cory Aquino.

Le raisonnement du président Reagan est aussi simple que convaincant: trois armées de guérilla, dont deux font des progrès rapides, menacent le fragile pouvoir proaméricain de Mme Aquino. Le succès de cette guérilla autochtone, sans liens notables avec une quelconque puissance étrangère, se nourrit essentiellement de l'abyssale misère des familles dans les campagnes semi-féodales et les villes prolétarisées. Si Cory Aquino veut survivre, il lui faut rapidement effectuer des investissements sociaux massifs en ville, une réforme agraire conséquente, une reconversion des plantations sucrières à la campagne. Tout cela coûtera des centaines de millions de dollars. Pour le président Reagan, il n'y a aucune raison que le contribuable américain paie ces nouveaux et faramineux crédits... alors que des milliards de dollars, volés par Marcos et les siens, dorment tranquillement dans les banques suisses.

Mais, nous l’avons dit, contre les émirs, le gouvernement de la Confédération ne peut rien. Il est plus impuissant qu'un nouveau-né. Les banques sont des forteresses impénétrables. Aucune loi ne permet à l'État, à son gouvernement, à son Parlement d'obtenir ne serait-ce qu'un renseignement sur l'identité du créancier, le montant du dépôt, la provenance des capitaux qui alimentent les comptes numérotés.

La pression du président Reagan, du FBI, du secrétaire américain au Trésor se fait de plus en plus forte. Le Conseil fédéral tente de tergiverser, d'expliquer sa singulière impuissance: depuis quelques années, les autorités américaines se montrent d'une grande brutalité envers la Suisse... L’administration Reagan ne s'en laisse pas conter et exige d'une manière impérative, menaces de sanctions commerciales à l'appui, le blocage, puis la restitution des milliards volés par le kleptocrate de Manille.

Drame cornélien au palais de Berne: faut-il violer la loi suisse, dresser contre soi les émirs, plaire aux Américains et donc bloquer les comptes? Ou vaut-il mieux affronter les sanctions américaines, protéger le secret bancaire et laisser le Crédit suisse, l'Union de banques suisses, etc, remettre paisiblement leur magot à Marcos et à ses courtisans?

Dans la nuit du lundi 24 mars 1986, l'illumination survient durant le dîner de gala offert par le gouvernement au président de la République de Finlande, Koivisto, dans le grand hall médiéval de l'hôtel de ville de Berne. L’atmosphère, du côté des ministres fédéraux, est sinistre: les pressions américaines - coups de téléphone, démarches diplomatiques, menaces de plus en plus précises sur les exportations suisses vers les États-Unis - se sont encore accrues pendant le week-end. Les convives se mettent à table. Le professeur Mathias Krafft, conseiller juridique des Affaires étrangères obtient des services sécurité de pouvoir pénétrer dans le grand hall. Il se dirige droit vers Pierre Aubert, ministre des Relations extérieures, et lui tend un papier. Aubert, rayonnant, se penche vers le président de la Confédération, Alphonse Egli. À peine les derniers discours prononcés, le dessert avalé, Egli réunit ses collègues dans le salon de l'hôtel de ville, où était tenu le dîner. Le Conseil fédéral décide de bloquer provisoirement, avec effet immédiat, tous les avoirs du kleptocrate, de sa famille, de ses alliés dans toutes les banques exerçant sur le territoire suisse. Tremblement de terre: c'est la première fois, dans l'histoire pluriséculaire du pays, qu'une telle décision est prise à l'encontre des émirs. Des fonctionnaires leur téléphonent dans la nuit même la mauvaise nouvelle. Quant au public médusé, il en sera officiellement informé par un communiqué, le mercredi 26 mars.

Le fondement juridique de cette téméraire décision? Tout simplement la Constitution fédérale. Dans son préambule, celle-ci invoque Dieu, instance suprême : « Au nom du Dieu Tout-Puissant, la Confédération suisse voulant affermir l'alliance des Confédérés, maintenir et accroître l'unité, la force et l'honneur de la nation suisse », etc. L’article 102, alinéa 8, fait l'obligation au Conseil fédéral de « veiller aux intérêts de la

Confédération au-dehors » ; il doit notamment assumer « l'observation de ses rapports internationaux » ; il est « en général chargé des relations extérieures ».

Contraint de choisir entre les intérêts « du dehors » et ceux « du dedans », le Conseil fédéral, dans un accès de lucidité, a opté en faveur des premiers.

Ferdinand Marcos aura régné vingt-trois ans dans son palais de Malacanang. À partir de 1973, il gouverne par la répression des syndicats, de l'Église, des organisations paysannes, par l'assassinat systématique des opposants d'envergure, par la torture méthodique, la « disparition » fréquente d'hommes, de femmes et d'adolescents contestant tant soit peu sa mégalomanie, son despotisme, son insondable corruption.

Voici comment le kleptocrate organisait le pillage de son peuple:

1. Chaque année, Marcos prélevait des sommes équivalant à plusieurs millions de dollars dans les caisses de la Banque centrale et sur les fonds destinés aux services secrets.

2. En deux décennies, le Japon, ancienne puissance occupante, aura versé au gouvernement de Manille des centaines de millions de dollars au titre des réparations de guerre. Marcos prélevait sa part sur chaque versement.

3. Les Philippines sont un des trente-cinq pays les plus pauvres de la terre. La Banque mondiale, les organisations spécialisées des Nations unies, des œuvres d'entraide privées lui ont versé, au cours des ans, des dizaines de millions de dollars et ont investi d'autres millions dans de nombreux projets dits de développement. Marcos, sa cour, ses complices se sont servis avec une belle constance sur quasiment tous ces transferts, chacun de ces projets.

4. Vu la fâcheuse insoumission du peuple affamé, Marcos dut rapidement proclamer l'état d'urgence et le reconduire d'année en année. Concentrant entre ses mains à peu près tous les pouvoirs civils et militaires, il utilisait l'armée pour occuper puis exproprier des centaines de plantations, sociétés commerciales, sociétés immobilières et banques, appartenant à ses critiques, pour en attribuer la propriété à ses propres généraux, courtisans et hommes de main. De nombreuses sociétés et plantations passèrent ainsi directement entre les mains de sa famille et de celle d'Imelda.

Mais Ferdinand Marcos, vaniteux, avide et cruel, était aussi un homme prévoyant. Il ne se faisait guère d'illusions sur les sentiments qu'il inspirait à son peuple. Un consortium d'émirs helvétiques l'aidait à évacuer annuellement son butin. L'un d'entre eux fut même détaché spécialement auprès du satrape de Manille. Il le conseillait en permanence sur la manière la plus discrète, la plus efficace, de transférer à l'étranger et d'y réinvestir ses capitaux.

Quel est le montant total du butin planqué à l'étranger, principalement en Europe et aux États-Unis? Une estimation sérieuse évalue le magot déposé au Crédit suisse et dans une quarantaine d'autres banques helvétiques à une somme comprise entre 1 et 1,5 milliard de dollars.

Le camouflage du butin de Marcos et des siens obéissait à une stratégie complexe. L'emir qui avait été détaché à Manille et son état-major s'occupaient pratiquement a temps plein (depuis 1968) de l'évaluation et du recyclage de l'argent. Ils réussiront a maintenir un contact quotidien avec le kleptocrate, y compris lorsqu'il sera (à partir de mars 1986) interné à la base aérienne américaine de Hickham, à Honolulu. Dans un premier temps, ces fleuves d'argent sale étaient dirigés vers de multiples comptes numérotés au Crédit suisse de Zurich. Premier lavage. Puis le butin était transféré à la société fiduciaire « Fides », où le magot changeait une deuxième fois d'identité. La société Fides appartient à l'empire du Crédit suisse. Finalement, troisième lavage: Fides ouvrait ses écluses, les fleuves boueux repartaient, vers le Liechtenstein cette fois. Là, ils

s'engouffraient dans des structures préparées avec soin, les fameuses Anstalten (terme intraduisible, propre au Liechtenstein, signifiant approximativement: établissement). Au stade actuel des procédures, on en a découvert onze. Elles portent toutes des noms poétiques: « Aurora », « Charis », « Avertina », « Wintrop », etc. Détail pittoresque: dès 1978, afin de rationaliser le transfert des capitaux, Marcos nomma consul général des Philippines à Zurich un directeur du Crédit suisse !

Dans sa correspondance avec les émirs, le nom de code utilisé par Marcos est (dès 1968) « William Sanders »; celui de sa femme, « Jane Ryan ». Les banquiers suisses créeront des dizaines de sociétés d'investissement au Liechtenstein, au Panama, achèteront des centaines d'immeubles à Paris, Genève, Manhattan, Tokyo, traiteront des centaines de milliers d'opérations en Bourse pour le compte du mystérieux couple Sanders-Ryan.

Malgré l'habileté proverbiale des émirs suisses, l'empire américain de Sanders-Ryan ne résistera que partiellement à la chute du satrape. Les juges new-yorkais inculpent Ryan-Imelda. Ils lui reprochent d'avoir effectué sur le territoire américain pour plus de 100 millions de dollars d'achats privés, réglés avec de l'argent volé au Trésor philippin. Des dizaines d'immeubles achetés de la même manière par Sanders-Marcos (ou ses sociétés-écrans) sont mis sous scellés. Les juges yankees - décidément sans vergogne! - font même arrêter par Interpol l'un des hommes de paille les plus distingués du kleptocrate déchu: Adnan Kashogi, milliardaire saoudien. Il est cueilli au saut du lit, un matin de mai 1989, à l'hôtel Schweizerhof de Berne. Il sera incarcéré à la prison centrale de Berne, avant d'être extradé vers les États-Unis.

Mais que devient le magot planqué en Suisse? La pression américaine est massive. Pour la première fois depuis que fonctionne le système bancaire helvétique, un plaignant d'envergure dispose des documents exacts prouvant la localisation, la provenance criminelle, l'identité des comptes. L'habituelle et commode défense des autorités suisses, invoquant l'inviolabilité du secret bancaire et plaidant l'ignorance ne suffit plus. Gloire à l'administration républicaine et réactionnaire du président Reagan! Sa brutalité paie. Dans cinq cantons suisses sont ouvertes des procédures pour restitution de biens volés sur demande du gouvernement des Philippines.

Cory Aquino, excellemment conseillée par le tuteur américain, mandate trois hommes politiques et avocats respectés pour récupérer le butin: Guy Fontanet, de Genève, ancien conseiller d'État et conseiller national du Parti démocrate-chrétien; le Zurichois Moritz Leuenberger, conseiller national du Parti socialiste; le conseiller national Sergio Salvioni de Locarno, membre du Parti radical. Ces hommes honnêtes et expérimentés sont aujourd'hui épuisés. Car les conseillers fiscaux, les réseaux de convoyeurs du consortium bancaire helvétique ont fait un travail admirable de camouflage.

Manille est la capitale asiatique de la prostitution enfantine (3). Des millions de coupeurs de canne à sucre vivent dans le dénuement le plus complet. Leurs enfants tentent de survivre comme ils peuvent. La sous-alimentation, les maladies endémiques dues à la faim ravagent des centaines de milliers de familles sur les îles de Luçon, Mindanao, Vebu. En 1997 le produit national brut ne s'élève qu'à un peu plus de 40 milliards de dollars. (Il est d'environ 133 milliards de dollars en Suisse.) Les deux tiers des 58 millions de Philippins vivent dans ce que la Banque mondiale appelle pudiquement « la pauvreté absolue ».

Est-ce que ces enfants, femmes, hommes martyrisés ont la moindre chance de voir revenir au pays les milliards de dollars volés par Marcos et sa bande? Honnêtement, je ne le crois pas. Des régiments d'avocats capables et brillants sont mobilisés au service de Marcos et de vingt-neuf autres titulaires de comptes séquestrés : ils interjettent recours après recours contre la moindre des décisions de procédure du plus modeste des juges cantonaux (généralement dépassé par l'enjeu de la bataille). Au printemps 1998, une petite fraction seulement du butin est retourné aux Philippines.

2. Les Haïtiens

Printemps 1986 : un autre dictateur tombe. « Bébé Doc » Duvalier est vidé comme un malpropre de son palais de Port-au-Prince. Le même scénario se répète: le tuteur nord-américain de Haïti saisit un grand nombre de documents dans les bagages du fugitif. Il les transmet aux nouveaux satrapes de Haïti. Duvalier, sa famille, sa belle-famille avaient puisé dans les réserves de devises de la Banque nationale, pillé les entreprises d'État, vendu à leur profit des licences d'importation, etc.

Juin 1986 : une demande d'entraide judiciaire internationale arrive au palais fédéral de Berne. Même embarras. Mêmes pressions américaines. Le président Reagan exige la restitution du butin à l'État haïtien exsangue après quarante ans de règne du clan Duvalier. Le Conseil fédéral est contraint - poussé par le courageux ministre socialiste des Finances, Otto Stich - à ordonner le séquestre provisoire des fonds Duvalier et Cie dans les banques suisses.

Cette fois, l'essentiel du butin se trouve à Genève. Les empires bancaire multinationaux - Union de banques suisses, Société de banque suisse, Crédit suisse, etc. - pratiquent en effet une judicieuse division du travail entre leurs filiales. Zurich draine les fonds en provenance d'Asie et du Moyen-Orient; Genève, des pays d'Afrique, des Caraïbes et d'Amérique latine.

Le peuple misérable de l'île de Haïti a, comme le peuple philippin, très peu de chances de rentrer dans ses biens. Grâce à la farouche résistance des banques - on appelle cela « défendre son client par tous les moyens » -, aucune des multiples procédures engagées contre Duvalier et les siens n'est en voie d'aboutir. Pendant ce temps, « Bébé Doc » et son clan coulent une retraite somptueuse sur les hauteurs clémentes de Grasse. En 1998 ils déménagent au Jura. En 1998, la fortune des Duvalier, fruit d'un pillage féroce de plusieurs décennies, repose toujours sur les comptes numérotés de grandes banques suisses.

3. Les Zaïrois, aujourd'hui Congolais

Le peuple zaïrois est un mendiant assis sur un tas d'or. Le sous-continent zaïrois, grand de 2,3 millions de kilomètres carrés, regorge de richesses. Les sociétés multinationales minières, bancaires, commerciales étrangères, en collaboration parfaite avec l'oligarchie locale, pillent consciencieusement le pays. À Kinshasa (plus de 3 millions d'habitants), Kisangani, Lubumbashi même, les familles de fonctionnaires ne mangent plus qu'une fois par jour. Fin 1997, la dette extérieure s'élevait à plus de 9 milliards de dollars. Dans son bourg natal de Gbadolite, sur le haut fleuve, dans la forêt profonde qui, de la « Cuvette » (Zaïre), s'étend à travers les plaines bateke jusqu'au Gabon et à l'Atlantique, le maréchal Mobutu a construit un véritable Versailles de la jungle. 37 000 habitants, des cases en torchis, en terre battue... et des boulevards illuminés jour et nuit, une kyrielle de palais, des villas d'hôtes, des piscines, une fabrique de Coca-Cola, un gigantesque barrage hydroélectrique (situé à 15 kilomètres du village, à Mobayi, sur l'Oubangui), une cathédrale où des pères jésuites enseignent le chant grégorien aux petits génies de la tribu, un aéroport ultramoderne où atterrit chaque jour un Boeing 737 venant directement de Kinshasa.

Le Département d'État américain estime en 1997 à 5 milliards de dollars la fortune personnelle que Mobutu a placée à l'étranger. Quant au revenu moyen par habitant, il est de 180 dollars par an, ce qui fait du Zaïre le huitième pays le plus pauvre de la planète. Sous-alimentation, corruption, misère, répression policière font chaque jour des victimes. Face à la solide complicité du capital occidental avec le régime, d'une part, à la faiblesse, à la corruption et à l'indigence intellectuelle des quelques groupuscules d'oppositionnels exilés ou clandestins, d'autre part, l'horizon du peuple zaïrois est sombre: il se réduit à la promesse de nouvelles souffrances, d'humiliations répétées, de désespoir.

Mobutu, ancien indicateur de la police coloniale belge, était un des chefs d'État les plus complexes, les plus rusés que l'histoire tumultueuse de la décolonisation ait produits. Il jouissait de protections étrangères solides, et était prêt à en payer le prix. C'était un négociateur hors pair. Exemple: lors d'une de ses

nombreuses visites « privées » à Washington (février 1987), Mobutu conclut avec le Pentagone un accord par lequel il cède aux États-Unis, par un bail à long terme, la base militaire et aérienne de Kamina, au Shaba; c'est désormais à partir de Kamina que les Américains organisent leur soutien logistique à l'UNITA angolaise. En contrepartie (outre les versements en devises en guise de loyer), le régime zaïrois obtient, en mai de la même année, un nouveau rééchelonnement de sa dette extérieure. Alors que le laxisme de sa politique économique est universellement reconnu, le régime arrache au FMI, en 1987, un crédit de 370 millions de dollars.

Le système dit de « sécurité intérieure » est redoutable: les unités de paracommandos entraînés par des Israéliens et des Français qui gardent Mobutu, son gouvernement, sa famille, sont pratiquement toutes originaires de la « Cuvette », de l'ancienne province de l'Équateur. Disposant de plusieurs palais présidentiels, d'un yacht somptueux, de demeures de repos, etc., Mobutu préfère dormir parmi les siens: son lieu de travail et de séjour ordinaire se situe au cœur du campement des unités de parachutistes de Kalina (quartier ouest de Kinshasa).

Cependant, contrairement à la plupart de ses homologues moyen-orientaux, asiatiques ou africains, Mobutu évite soigneusement de coloniser l'État et la société civile en y installant ses parents et ses amis. Il impose une rotation des cadres du gouvernement, du parti unique, de l'économie: périodiquement, toute la direction des sociétés d'État, des ministères, du parti, les gouverneurs de provinces, etc, sont remerciés et remplacés par des équipes nouvelles, qui se croient autorisées, chacune à son tour, à s'enrichir librement. La corruption, la prévarication, le pillage des deniers publics (la monopolisation des licences d'importation, d'exportation, etc.) sont ainsi érigés en méthode de gouvernement. Ce système assure la pérennité du pouvoir suprême. Chaque clan, chaque grande tribu, chaque réseau familial peut espérer passer un jour à portée de main des caisses publiques. Il lui suffit d'attendre, de rester docile et de faire preuve d'un minimum d'adhésion au régime).

Parfois se produit un petit imprévu. Exemple: un étudiant zaïrois contestataire installé en Europe, Nguzà Karl-i-Bond, est recruté comme ambassadeur et envoyé à Washington. Nguzà Karl-i-Bond devient Premier ministre en 1977. Puis il est destitué. Comme il ne supporte pas sa disgrâce, il part en exil à Bruxelles, où il publie un livre incendiaire contre le « tyran », prend contact avec des intellectuels européens anti-impérialistes, prétend négocier avec les États-Unis la constitution d'un gouvernement en exil. À cette époque, il m'adressera une lettre pleine de révolte, sollicitant un rendez-vous urgent à Genève et mon aide dans la dénonciation du régime. Quelques mois plus tard, le farouche opposant décide de rentrer à Kinshasa. Quelques liasses de dollars apportées par de discrets émissaires, la perspective de rouler bientôt de nouveau en Mercedes climatisée, d'occuper une luxueuse villa de fonction et de faire fortune ont eu raison de sa détermination. Karl-i-Bond, rappelé, devient ministre des Affaires étrangères, puis, de nouveau, Premier ministre.

J'évoque un souvenir. Un jour de printemps à Genève, le maître absolu du Zaïre, le maréchal Mobutu Sese Seko, débarque de son Boeing privé à l'aéroport de Genève-Cointrin. Tapis rouge, paroles mielleuses des officiels helvètes au pied de la passerelle. Portant sa toque de léopard (suggérant la filiation avec les Mwami Kongo), habillé d'une vareuse noire d'inspiration nord-coréenne (revue et corrigée par le coûteux.génie des couturiers parisiens), le pli du pantalon impeccable, le maréchal se dirige, suivi de ses courtisans au sourire onctueux, vers le hall central, puis vers la sortie. Ses gardes du corps bousculent les gendarmes genevois agacés. La colonne de Mercedes, dont plusieurs sont blindées, se met en marche dans la lumière de l'après-midi printanier. Direction l'hôtel Noga-Hilton, quai Wilson.

Mobutu, sa sœur, ses gardes, ses femmes sont en visite privée. Deux de ses enfants étudient à l'université de Genève. Le maréchal va loger quelques nuits au Noga-Hilton, chez son ami, le promoteur immobilier, courtier en pétrole et en coton africains, Nessim Gaon. Puis il ira rejoindre, pour un séjour de « repos », sa propriété de Savigny, immense demeure seigneuriale sur les hauteurs de Lausanne. Mais, pour l'instant,

Mobutu reçoit ses banquiers genevois. Pendant ce temps, ses ministres, amis, officiers et femmes dévalisent les boutiques de luxe de la rue de Rhône, les bijouteries du quai des Bergues, payant les rivières de perles, broches de diamants, montres Rolex et bagues en or avec des liasses de billets de 1 000 francs suisses que les commis de banque viennent de glisser à leurs gardes du corps.

Devant l'hôtel, adossés à la balustrade du quai, quelques dizaines d'exilés zaïrois brandissent des pancartes maladroitement peintes de slogans usés: « Liberté pour les prisonniers politiques », « À bas la tyrannie! », « Non à la torture de nos camarades ». Les promeneurs helvétiques de ce bel après-midi font un détour pour éviter la grappe d'exilés. Brusquement, de l'entrée de l'hôtel, surgissent des dizaines de gorilles zaïrois armés. Ils se ruent sur les étudiants. Ce sont de vrais professionnels: les jeunes tentent de fuir, mais les malabars les rattrapent, les uns après les autres. Par équipes de trois, ils les encerclent, les jettent par terre, les piétinent. La violence est telle qu'un membre du service de sécurité de l'hôte!, révolté, appelle la police genevoise. Deux gendarmes arrivent. Ils n'interviennent pas. Accrochées aux arbres du quai, les pancartes déchiquetées des étudiants se balancent mélancoliquement sous la brise de l'après-midi.

L'action des gardes du corps du maréchal est parfaitement illégale: les étudiants manifestaient pacifiquement sur la voie publique. Plusieurs étudiants se rendront plus tard au poste de police de la rue Pécolat et déposeront plainte pour coups et blessures. Aucune de ces plaintes n'aboutira. Comme disait un passant : « Des nègres ont tabassé des nègres... » Mobutu est à l'époque un des hommes les plus riches de la terre: son immense pays recèle des gisements considérables de diamants, manganèse, cobalt, uranium et cuivre. Une bonne partie de sa fortune se trouvant dans des sous-sols de banques suisses, les émirs locaux touchent annuellement de juteuses commissions sur le trésor du chef d'État zaïrois. Bref: les autorités fédérales n'ont rien à refuser au respecté client des grandes banques. Quelques jours plus tard, quelques-uns de ces opposants seront poussés dans un avion de la Swissair, menottes aux poignets pendant tout le vol. Direction: l'aéroport de Ndjili, Kinshasa. La police secrète zaïroise réceptionnera les exilés à leur descente d'avion. Les vacances de Mobutu Sese Seko ont vraiment commencé à ce moment-là.

Lors de son départ de Suisse, trois semaines plus tard, les journaux - admiratifs - m'apprirent que le maréchal avait dû louer un camion de gros tonnage afin de convoyer jusqu'à son Boeing privé la montagne de « cadeaux », d'achats de toutes sortes, que ses accompagnateurs avaient accumulés durant leur séjour au bord du Léman.

En juin 1997 les forces révolutionnaires de l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques de Libération) de Laurent Kabila entrent à Kinshasa. Mobutu et les siens s'enfuient au Gabon, puis au Maroc. Le kleptocrate mourra peu de temps après d'un cancer à Tanger. Le nouveau gouvernement de la République démocratique du Congo demande au gouvernement suisse le séquestre des biens de Mobutu, de sa parenté immédiate et de ses principaux complices. Les comptes sont bloqués en Suisse. Mais uniquement ceux qui portent le nom de Mobutu (et des siens). Opération dérisoire: car l'empire financier du kleptocrate, qui pendant 38 ans (rappel : Mobutu est arrivé au pouvoir en novembre 1965) a bénéficié de l'assistance experte des meilleurs banquiers helvétiques, consiste à 99 % de sociétés offshore, de Anstalten du Liechtenstein, de comptes fiduciaires - en bref: d'avoirs dont une infime partie seulement sont sous le nom de Mobutu. La Suisse donc ne bloque qu'à peine 6 millions de dollars. Le reste des 11 milliards de dollars recherchés officiellement par le « Bureau des biens mal acquis » (titre officiel) du gouvernement de Kinshasa restent soi-disant introuvables.

Concluons: Dans ses Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, Adam Smith écrit, en 1776 : « Wealth like health is taken from nobody » (« la fortune, comme la santé, n'est prise à personne »). Erreur! Les centaines de milliards de dollars provenant du Congo, des Philippines, de Haïti et de multiples autres pays du Tiers Monde, qui dorment sous le pavé de la Bahnhofstrasse de Zurich, du Corso Helvetico de Lugano ou de la Corraterie de Genève, ou encore qui transitent sur des comptes fiduciaires avant de rejoindre les marchés boursiers de l'Occident, sont le sang, la misère des peuples des trois continents. Pendant qu'en Afrique, en Amérique latine, en Asie les enfants se prostituent, meurent de faim, que les

familles éclatent, que les hommes, les femmes cherchent en vain un abri ou un travail, les milliards de la corruption, de l'évasion fiscale, du pillage, détenus par les « élites » dirigeantes de ces pays, s'accumulent en Suisse.

Le chapitre XVIII du livre des Lévites (édition française de la Bible de Jérusalem) mentionne l'étrange et terrifiante histoire de cette divinité moyen-orientale qu'on appelait Moloch. Les Cananéens lui sacrifiaient régulièrement des enfants enlevés aux tribus prisonnières, aux familles les plus pauvres. Devant l'immense et impassible statue de bronze dressée sur une montagne en plein désert, un feu brûlait jour et nuit. Chaque treizième lune, des colonnes d'enfants tremblant de peur, misérables, affamés étaient amenées devant le monstre; ils étaient égorgés, puis leurs corps dépecés étaient jetés dans sa gueule grande ouverte.

Comme Moloch, l'oligarchie bancaire multinationale helvétique se nourrit de la chair, du sang des peuples captifs, astreints au tribut, des trois continents les plus pauvres de notre planète.

Jean Ziegler

Jean Ziegler est Député de Genève au Parlement de la Confédération helvétique; Professeur de sociologie à l'Université de Genève. Il vient de publier: Les Seigneurs du Crime, les nouvelles mafias contre la démocratie. Éditions du Seuil, 1998, 308 pages.

Une pub vaut mille bombes... Les crimes publicitaires dans la guerre moderne

Certains criminels agissent de façon brutale: ils préfèrent l'arme à feu, le poignard, la bombe, la violence immédiate, en finir dans l'instant. D'autres, plus prudents, préfèrent prendre leur temps: le poison est leur arme favorite. Discret, insidieux, invisible, lent et progressif.

Pendant longtemps, nous avons cru que le monde de la marchandise, celui où tout s'achète et tout se vend, resterait confiné dans les limites du monde commercial. Que la part de notre vie qui échappait à la logique marchande et financière le ferait éternellement. Que l'éducation, l'information, la santé, les réseaux de transports, l'approvisionnement en énergie, la justice, la sécurité, les télécommunications resteraient aux mains de la collectivité. Nous avions même pensé que la qualité de l'environnement, de l'eau ou de l'air, la culture, s'y ajouteraient naturellement.

Mais c'est le contraire qui s'est produit. Dans tous les pays riches et avancés, le démantèlement des services publics a montré l'étendue de la guerre menée en souterrain depuis des années. Aidé par la chute du Mur de Berlin et du bloc de l'Est, l'univers de la marchandise a tout envahi.

Il a d'abord envahi les pays qui l'étaient peu, mais aussi, dans les pays de l'Ouest, les secteurs qui jusqu'ici échappaient à cette emprise. Éducation, santé, information, tout a été livré à la rentabilité, aux parts de marché, au succès commercial, à l'immédiateté. Le bras armé de cette conquête coloniale, c'est la publicité, qui prépare les esprits par son matraquage incessant et tue plus massivement qu'un lâcher de bombes.

Un de ses principaux acteurs, Oliviero Toscani, que ses campagnes à scandale pour Benetton ont rendu célèbre, dresse lui-même la liste dans son livre La pub est une charogne qui nous sourit (Hoëbeke éd., 1995), où il crache volontiers dans la soupe qui a fait sa fortune: « La pub tapisse désormais chaque coin de rue, chaque place historique, chaque square, les arrêts de bus, le métro, les aéroports, les gares, les journaux, les cafés, les pharmacies, les tabacs, les briquets, les cartes de téléphone, elle coupe les films à la télé, envahit les radios, les magazines, les plages, les Sports, les vêtements, jusqu'aux empreintes des semelles de nos chaussures, tout notre univers, toute la planète! (…) C'est Big Brother, toujours souriant! Je trouve effrayant que tout cet immense espace d'expression, d'exposition et d'affichage, le plus grand musée vivant d'art moderne, cent mille fois Beaubourg et le Musée d'art contemporain de New-York réunis, ces milliers de kilomètres carrés d'affiches placardées dans le monde entier, ces panneaux géants, ces slogans peints, ces centaines de milliers de pages de journaux imprimées, ces centaines d'heures de télévision, de messages radio, restent réservés à cette imagerie paradisiaque imbécile, irréelle et trompeuse... ». Et tout cela financé par le consommateur, son coût étant intégré au prix du produit (« La pub est le premier impôt direct »).

Sous des noms divers: sponsoring, mécénat d'entreprise (rappelons que le mécénat est désintéressé, il y a donc abus de langage), communication, bartering, annonceur, parrainage, etc., la publicité a introduit l'intérêt commercial partout. Les exemples qui suivent montrent l'étendue et la cohérence de cette offensive.

L'enseignement

Aux USA, le câblage des écoles primaires n'a pas été réalisé par les autorités publiques, mais par des firmes privées. Elles ont équipé les écoles gratuitement mais, en échange, les programmes éducatifs de « Channel One » ainsi diffusés comprennent, pour 10 minutes de programme, deux minutes de publicité pour ces firmes. Toute l'année, les élèves sont ainsi intellectuellement harcelés par la promotion de produits commerciaux.

La France est à son tour touchée par ce phénomène et la pression est forte pour qu'il passe les murs de nos écoles. Par exemple, se glissant dans le vide de l'éducation sexuelle, jamais réellement dispensée par les enseignants, la firme Tampax offre un « programme éducatif » dans les collèges, pour les filles de 4e et de 3e. 60 000 adolescentes reçoivent ainsi déjà une information sur le corps, la santé, l'hygiène... et bien entendu sur les produits de la firme Tampax. Ces programmes sont dispensés sur le temps et dans le cadre des cours de biologie, que n'assurent donc plus les enseignants. Ces cours sont en effet subtilement donnés par des infirmières, transformées en « commerciaux », qui distribuent des échantillons à la fin du cours. Trop heureux de se décharger d'une éducation qu'ils souhaitent en général ne pas faire, les enseignants ne s'y sont guère opposés, et les parents non plus. Un représentant de Tampax affirmait récemment dans la presse: « Les professeurs nous accueillent volontiers, voire nous sollicitent ». L'Éducation Nationale a béni l'opération: tout est gratuit, argument supérieur de toute réflexion d'État désormais !

Un accord récent entre l'Éducation nationale, les sociétés d'auteurs et les producteurs audiovisuels a autorisé la diffusion d'émissions télévisées dans les écoles: il suffit de sponsoriser ces émissions pour que la pub entre facilement dans un univers qui lui était interdit.

Combien d'établissements incluent aujourd'hui dans les repas de cantine des « boissons sucrées » qui ne sont autres que du Coca-Cola, sur pression de la firme; les mêmes firmes de boissons pour jeunes (Coca, Fanta), installent « gratuitement » des distributeurs dans ces écoles, sans que jamais les établissements ne fassent un appel d'offre ou ne proposent une alternative: c'est gratuit...

Il en est de même pour les firmes qui « offrent » les maillots de football aux enfants des écoles, avec leur pub dessus naturellement; mais c'est « gratuit », et dès lors le service public oublie qu'il est le service public...

Christian De Brie, dans le Monde Diplomatique écrivait il y a quelques années déjà: « Verra-t-on un jour l'enseignant sponsorisé dans les écoles et l'instituteur, couvert de badges, annoncer que la leçon d'arithmétique est "offerte" par une marque de jeux électroniques et la récréation par une boisson gazeuse au goût d'aventure? ». À l'époque, De Brie faisait de l'humour, cela n'en est plus.

Quant aux universités, il est fréquent aux USA que les chaires soient, surtout en économie, financées directement par des firmes qui nomment les professeurs. Comme l'a montré Susan George dans un retentissant article du même Monde Diplomatique, de prestigieux intellectuels français en ont déjà bénéficié (un des chantres français de la révision historique du Mouvement ouvrier, François Furet, en tête). L'opération Fukuyama, du nom d'un fonctionnaire d'État américain auteur de « La fin de l'Histoire », montée artificiellement en épingle par un coup de pub génial, fut entièrement organisée par la firme chimique Olin ; comme celle de l'Appel de Heidelberg fut fabriquée de toutes pièces par les lobbies de la pharmacie et de l'amiante pour discréditer les écologistes. Des universitaires en mal de financement se sont prêtés dans les deux cas, avec beaucoup de complaisance, à ces manipulations.

La culture et les médias

Le modèle américain, pays où 90% de la culture est financée par des entreprises privées, a aidé les pays européens à démanteler leurs financements publics dans ce domaine. Progressivement, l'État, en France comme ailleurs, se désengage financièrement, mais aussi politiquement. 30% de la culture française sponsorisée l'est par des banques, des assurances et l'industrie agro-alimentaire, dont on devine le désintéressement. Qui peut croire que le contenu des œuvres ainsi encadrées ne change pas?

La quasi-totalité de l'information écrite ne tenait plus financièrement, depuis des années, que grâce aux publicités pour l'alcool et le tabac. La directive européenne interdisant toute incitation à fumer, devenue en France la « loi Évin », a entraîné la chute de plusieurs publications et a affaibli les autres. Cela donne une

idée de la fragilité qu'avaient atteinte nos médias, ligotés par ces firmes et totalement dépendants: un simple changement de stratégie de la firme ou d'un « dic. com. », et des publications pouvaient s'arrêter du jour au lendemain, ruinées. Qui peut alors s'étonner que les dénonciateurs des dangers du tabac, une des drogues les plus addictives, ne puissent jamais trouver écho dans la presse française (à l'inverse du haschisch, qui ne sponsorise personne et dont les « dangers », dérisoires en comparaison du tabac, font la une chaque semaine) ?

Pour la culture, un changement de mentalité se révèle peu à peu: bien des créateurs ne comptent plus sur leur succès auprès du public, mais sur la seule satisfaction du financeur, dont dépend que l'œuvre existe ou non, avec les conséquences que l'on devine pour son contenu.

Le sponsoring atteint désormais 75% des émissions de TV en France (dont 20% pour les jeux stupides qui occupent les créneaux les plus suivis). Il a peu à peu remplacé, aux yeux des annonceurs, la publicité stricto sensu: c'est une réponse au zapping des téléspectateurs harcelés par la publicité, qui changent de chaîne quand elle arrive. Désormais, impossible d'y échapper, la publicité est dans le programme ! Pire, près de 50% du budget de France-Télévision vient des recettes commerciales alors qu'en principe il devrait y en avoir 0%...

Le comble s'appelle le « bartering » ; il s'agit tout simplement d'émissions entières proposées aux chaînes, clefs en main, déjà entièrement réalisées, avec la pub à l'intérieur: feuilleton, jeu, émission documentaire... La chaîne n'a rien à faire, elle n'a besoin de payer ni réalisateur, ni auteurs, ni techniciens, ni animateur, ni même la pellicule ou le studio, encore moins à réfléchir à comment séduire le téléspectateur, elle n'a pas à chercher l'argent pour produire, elle a juste à acheter une cassette et à la diffuser: le rêve...

De plus en plus, ces sponsors veulent sortir de la clandestinité et quelques bavures sont révélatrices. Le nom du sponsor est souvent plus gros que celui de l'artiste sur les affiches, défigurées par les logos. Pour un écrivain, que vaut une récompense où le nom de la firme figure dans l'intitulé, comme le Premio Strega ou l'AKO-Literatuurprijs ? Est-il valorisant de se produire au Belga Jazz Festival ?

La firme Cointreau avait sponsorisé au Zénith de Paris une soirée « Jeune Danse ». Mais son logo en lettres de feu, placé au fond de la scène pendant la représentation d'une chorégraphe très connue, n'a pas été bien perçu par le public, qui a hué le sponsor.

Tout ceci influence les contenus. Pour les fictions, par exemple, les histoires doivent être obligatoirement familiales (dans la maison, on peut glisser beaucoup de produits) ; les fins sont heureuses; la politique, la religion, la réflexion sont bannies; chacun doit pouvoir s'attacher aux héros, les méchants sont bien identifiés. Les chansons sont gaies. Les animateurs sont surtout des animatrices, à gros seins de préférence. Les œuvres ambitieuses ou de recherche n'ont aucune chance et le principe du « more of the same » (« toujours plus de la même chose ») règne en maître.

De façon plus radicale, des firmes financent entièrement des chaînes, notamment dans les pays trop pauvres pour produire leurs propres programmes. En Afrique, par exemple, sévit Nestlé, qui matraque ainsi la pensée unique et la culture dominante de l'Occident triomphant aux téléspectateurs qui n'ont pas d'alternative, ni d'accès à leur propre culture. Ailleurs, les grands instituts d'« études » et d'expertises scientifiques, créés par les firmes elles-mêmes, alimentent en pensée unique les médias peu empressés à chercher l'information à la source. C'est ainsi que les pires absurdités se répètent et se perpétuent; pour aller dans le même sens que ce que la publicité impose. Le scandale de l'air pollué à Paris a mis dix ans à pénétrer nos journaux financés par l'industrie automobile; celui du travail des enfants dans certains pays également: ces enfants travaillent pour les principaux sponsors de nos chaînes (la firme Nike en tête). Le célèbre Jean-Pierre Coffe, pourtant largement utilisé par la publicité, mais qui a quitté la télévision écoeuré par ce qu'il y a vu, avouait récemment au Parisien Libéré: « Essayez d'aller sur France2, France3 ou une chaîne commerciale et

d'émettre une critique sur un produit du groupe Danone. C'est interdit, vous êtes coupé. Et comme moi, je suis un homme libre, je n'ai pas envie de me soumettre. Voilà pourquoi je fais autre chose. » Les autres animateurs n'ont pas eu ces pudeurs.

Pour les fanas du zapping, qui changent de chaîne dès que la publicité interrompt leur film, la parade a été trouvée: la pub n'est plus dans la coupure publicitaire, mais dans le film lui-même. Le dernier chic en effet est d'acheter quelques secondes d'un film d'une « major company » et d'y glisser sa propagande. Des succès internationaux (Total recall, Retour vers le futur 2, Jour de tourmente, tous les James Bond) sont ainsi truffés de produits en gros plan avec le nom de la marque, inserts conçus par les firmes elles-mêmes et non plus par l'auteur, le réalisateur ou le producteur; les scénaristes, eux, doivent adapter leur histoire à cette présence qui arrive parfois comme un cheveu sur la soupe. En France, les deux « Visiteurs », triomphes publics, ont porté ce principe à son point culminant, en utilisant la force parodique de l'effet.

Le sport

80% du sponsoring du sport – en réalité de la compétition et non de la pratique sportive – va aux sports mécaniques et les émissions sportives qui les montrent sont sponsorisées… par les mêmes firmes.

Une seule compétition sportive, le Prix automobile de Monaco en 1992, a vu apparaître à l'écran le même nom d'une firme de tabac... 1134 fois, alors que c'est interdit.

La course de chevaux de Pardubicka en Tchécoslovaquie, voulue délibérément très dangereuse, a offert aux téléspectateurs du monde entier, de spectaculaires chutes de chevaux; plusieurs ont du être abattus à cause de leurs pattes fracturées. Ce show, véritable massacre à destination d'un public morbide, a tellement ému les amis des animaux qu'une campagne de boycott a été lancée contre les sponsors, dont les cognacs Martel, jusqu'à ce qu'ils renoncent.

De nombreuses compétitions sportives, qui auraient du être interdites pour de mauvaises conditions météo par exemple, ont été maintenues à cause des horaires des TV et des contrats avec des firmes qui attendaient leur passage à l'antenne à ces moments de grande écoute. Le nombre élevé de compétitions multiplie les occasions de promouvoir les marques, il est donc en pleine inflation. Les athlètes s'y épuisent, d'autant plus que les sponsors exigent des records en permanence. Ceci a fait exploser le marché des anabolisants et autres dopants, qui ont tué plus d'un sportif et faussent l'esprit du sport.

De faux conflits ont multiplié les « autorités mondiales » de chaque discipline, ce qui multiplie les championnats (en boxe: quatre différents). Pour arranger les caméras, les horaires et les règles sont modifiés. On a vu des marathonniens courir en pleine chaleur pour ces raisons. On s'en doute, ces pratiques ont augmenté les pressions en faveur de toutes les tricheries. L'affaire Tapie n'est mise au jour que pour mieux couvrir des méthodes largement généralisées.

La publicité ne se contente pas de choisir quoi financer, elle invente ce qu'elle veut exactement. Une exhibition aussi lamentable et colonialiste que le Paris-Dakar a été créée de toutes pièces par les annonceurs, elle n'était demandée ni par les sportifs ni par les amateurs de rallyes. Elle n'a pas d'autre but que faire vendre des produits.

Les retransmissions télévisées d'événements ou d'épreuves sportives ne dépendent que des sponsors, non de leur importance réelle ou du goût des spectateurs. Des épreuves intéressantes ne sont même pas mentionnées, tandis que le golf, qui n'intéresse que peu de gens en France, règne partout. Et pour cause: les golfs construits un peu partout ont l'avantage juteux de permettre de contourner certains obstacles législatifs à l'immobilier sur des terrains protégés...

Berlusconi, patron de club, exigeait à une époque des footballeurs du EC Milan un « look » qui leur permette de passer souvent à la TV. Il choisissait des blonds, plutôt beaux gosses, même moins bons joueurs, mais plus médiatiques. Ailleurs on demande aux joueuses de tennis de raccourcir leurs jupettes, pour émoustiller le consommateur, mâle évidemment.

Mais le pire est à venir, le parrainage électronique. Une première tentative a eu lieu récemment. Cela consiste à ajouter à l'image réelle des éléments virtuels. Par exemple dans un match de foot retransmis, un 23e joueur, entièrement réalisé électroniquement, tape dans un ballon tout aussi électronique, recouvert de la publicité d'une marque (Axe en l'occurrence). L'expérience a été refusée, mais pour des motifs pour le moins légers et provisoires, si l'on en croit le directeur de la Fédération française de football: « Nous avons demandé l'annulation, car rien n'avait été négocié avec nous. Les droits de publicité virtuelle appartiennent à la FFF » (Libération, 11 février 1998). À ces propos cyniques répond l'attitude du CSA. qui, lui, sans états d'âme, avait accepté.

Comment être surpris quand on sait que tous les grands patrons de l'olympisme ou des fédérations internationales ont été ou sont liés aux grandes firmes intéressées, et continuent à être payés par elles durant leur mandat. Que les marchés juteux sont accordées à ces firmes, tandis que celles qui ne « crachent » pas sont éliminées sans pitié. Si l'on enquêtait sérieusement dans ce domaine, on s'apercevrait que la politique est en comparaison bien moins corrompue que le sport. On est moins surpris alors de voir les grands capitaines d'industrie, les rois de la corruption tous azimuts (Tapie, Berlusconi, pour ne citer que les plus connus et condamnés) ont investi à fond dans les clubs dont ils s'affichent les dirigeants. « Le sponsoring est une manière légale de blanchir l'argent sale », a pu dire un élu européen, évoquant les liens étroits entre Sport et mafias.

L'environnement et la solidarité

Les firmes les plus polluantes rivalisent à qui montera la « fondation » ou l'association la plus dynamique pour aider à la qualité de l'air, de l'eau, du paysage, les énergies renouvelables ou la valorisation des déchets. E.D.F., la COGEMA ou l'industrie chimique sont toutes très actives en ces domaines qu'elles détruisent d'un côté et aident à réparer de l'autre, gagnant dans les deux cas, en image de marque ou en subventions. E.D.F., plus gros saccageur de rivières de France, ne manque jamais d'aider un festival de films de pêche ou une manifestation de kayaks, utiles pour neutraliser les associations dans les conflits sur le terrain. C'est tout le travail associatif qui est ainsi utilisé, détourné, discrédité.

De même les O.N.G. « humanitaires » sont gangrénées par de pseudo O.N.G. entièrement montées par les firmes agro-alimentaires ou pharmaceutiques, qui en font des têtes de pont pour leur produits. On écoule ainsi, par exemple, des produits pharmaceutiques interdits en Europe ou ayant dépassé les dates de péremption, ou l'on prend des contacts juteux dans certains pays dévastés dont les élites sont aisément corruptibles. Les mêmes, en rendant de précieux « services» à des officines plus secrètes, reçoivent de divers gouvernements des appuis irremplaçables. La « politique africaine » de la France a beaucoup utilisé, sous la droite comme sous la gauche, ce type de relais.

La politique

Les publics américains et français ont cru naïvement que les déboires du président Clinton avec sa braguette étaient une affaire de gaudriole. Sous ses dessous scabreux, l'affaire est en réalité économico-financière. Envoyé par le puissant lobby du tabac, Kenneth Starr, le procureur qui s'est acharné sur Bill Clinton, était leur ancien avocat. C'est parce que la politique sanitaire du président contrecarrait leurs intérêts, notamment par l'interdiction de toute publicité en faveur de leurs produits, que les grandes firmes ont lancé cette offensive. La vogue puritaine a fait le reste, et le pittoresque dont les grands médias sont plus friands que d'analyse de fond.

Plus sérieusement, c'est une banalité de dire que les politiques étrangères sont plus souvent menées par quelques firmes pétrolières que par les États. Sans Shell dont les intérêts étaient menacés par son action publique, Ken Saro-Wiva n'aurait jamais été pendu au Nigéria. Sans Total, qui a fait déporter des milliers de paysans birmans obstinés à vivre sur le territoire de son projet d'oléoduc (75% des investissements étrangers en Birmanie), la prix Nobel de la Paix Aung San Suu-kyi serait libre et... Premier ministre à la place des dictateurs militaires. Les exemples sont légion et la simple liste des crimes politiques commis sur ordre de Elf en Afrique tiendrait des pages.

On comprend mieux l'utilité du matraquage publicitaire pour faire le silence (en achetant les médias), corriger l'image et se faire passer pour d'inoffensifs commerçants.

L'idéologie

Chacun a pu faire la comparaison entre publicité et propagande, comme s'il y avait une différence de nature, alors qu'il n'y a qu'une différence d'objet, qui s'estompe aujourd'hui lorsque des politiciens (Bush, Gorbatchev, Alexandre Kwasniewski) vantent des produits dans des spots, et lorsque d'autres sont promotionnés (qui ne signifie pas « promus », n'en déplaise à l'Académie) par des agences de publicité célèbres.

Le parallèle avec la propagande des régimes totalitaires est patent, par exemple avec l'idéal nazi. Les personnages montrés sont conformes aux modèles dominants, aujourd'hui comme à l'époque. Les hommes sont bien bâtis, les filles blondes aux seins généreux, tous sourient et sont unanimes quoi qu'il arrive. Les lieux sont toujours les mêmes: des villes propres et belles, des campagnes charmantes et ensoleillées, la mer ou un autre lieu de tourisme enchanteur, le Tiers Monde est exotique et bon-enfant, comme au Club Méditerranée. Le corps y est souverain, le décor volontiers futuriste, mais un futur agréable, auquel on aspire, la compétition semble être le seul moteur des gens, la puissance et la force sont exaltées, l'exploit constamment évoqué. Cet idéal de « bonheur scout » que dénonce Toscani dans son livre, évoque irrésistiblement les images des magazines nazis ou leurs films édifiants (Toscani montre comment l'image de Claudia Schiffer réalise le rêve de la Hitlerjugend). Mais aussi celles du réalisme socialiste russe, chinois ou coréen, dans leur propagande pour la jeunesse. Surtout, à l'image du slogan des camps, la joie y est obligatoire et le « naturel » si forcé qu'il ferait rire au cinéma.

Les choix dominants sont aussi révélateurs: alcool et tabac, voitures et vitesse, achats futiles et coûteux, ou produits alimentaires de basse qualité présentés comme consommation d'élite. La pub joue constamment sur le désir sexuel, rarement avec finesse, mais plutôt avec une grivoiserie sans grandes variantes.

Elle renforce toujours le discours contre l'environnement, les droits sociaux, le Tiers Monde réel, la pauvreté, la citoyenneté, sauf quand il est nécessaire de les singer... C'est le règne du libéralisme absolu, qui renforce l'unanimité des éditorialistes économiques des médias où elle est diffusée. Et bien entendu la petite touche de rebellion, si incitative à l'achat, et la fausse novation. C'est le règne souvent dénoncé de la « ménagère de moins de 50 ans » censée représenter le consommateur moyen, dont la dictature sur l'audience est responsable du laminage généralisé de la qualité. Elle vend, dit Toscani, « un modèle frelaté et hypnotique du bonheur » dans lequel, avec le produit proposé, le consommateur est censé acheter la jeunesse éternelle, la puissance ou l'énergie, la santé définitive. Et il ajoute ce résumé consternant de l'immense majorité des publicités passant sur nos écrans: « Ah que c'est bon d'avoir 20 ans, de rouler en 4 X 4 au bout du monde et de sauter dans l'eau pétillante avec des pépées canon en souriant à grandes dents ».
Un rêve bourgeois, colonisateur, dominateur, occidental et blanc, proposé comme modèle de société, comme conception du monde en lieu et place des grandes idéologies défaites.

Comme dans le régime nazi, les déviants à ce modèle sont éliminés du monde que transmet la pub: ceux qui ne ressemblent pas à des Aryens, ne sont pas hétérosexuels, ni en bonne santé, n'ont pas l'aisance que donne l'argent, ne sont pas agressifs face au monde, n'ont pas le physique conforme, les non-productifs, les contestataires, les pacifistes, les malades, les pauvres, les « loosers »... Comme dans toute propagande totalitaire, force et puissance se dégagent des muscles des buveurs de bière ou des pilotes de véhicules. La victoire est omniprésente, que le héros coure ou drague, pilote ou affronte un patron.

Enfin, elle ne joue qu'avec les stéréotypes et chaque fois pour les enfoncer encore plus dans les têtes: stéréotypes masculin et féminin, nationaux, ruraux, jeunes, banlieusards, etc.

Des chiffres

Pour s'amuser comparons:
- En 1994, la publicité (stricto sensu) a dépensé 330,5 milliards de francs en Europe, 406,7 milliards aux USA et 172 milliards au Japon;
- Ces chiffres sont l'équivalent de 50% de la dette de toute l'Amérique du Sud, ou bien 100% de la dette du Moyen-Orient ou celle de l'Afrique du Nord.
- En France par comparaison, le budget de la Culture est d'environ 50 milliards.

Un crime contre les esprits

À l'image de ces bombes modernes qui tuent tout ce qui vit en préservant les bâtiments et les équipements, la publicité tue toute activité intellectuelle et citoyenne en laissant vivre dans l'individu les seuls réflexes de consommation, comme des chiens de Pavlov surconditionnés. Doute, pensée, idées, désintéressement, développement spirituel et personnel, intérêt public, sens collectif et solidarité, tout est balayé comme obstacle à la pensée unique: acheter. La culture marchande ne se distingue plus de la culture tout court, comme un spot publicitaire ne se distingue plus d'un court-métrage ou d'un clip musical: même personnages, mêmes références, même mise en scène, même montage, mêmes clichés, même esthétique, même situation de type sitcom et pour cause, les metteurs en scène sont les mêmes.

La régression culturelle aidant, et la passivité encouragée, la publicité est souvent la seule information dont disposent certains citoyens, sur les produits, les pays étrangers, ou les éléments du savoir. Les jeunes sont plus particulièrement atteints par ce phénomène. Principal plagiaire, surtout du cinéma, la publicité ne vit que de ce qu'elle singe ou pille, on chercherait en vain une idée originale issue de ses rangs. Ce pompage, payé cent fois plus cher que l'œuvre plagiée, n'en vaut pas la chandelle: tant de « brainstorming » pour un résultat si pauvre, si peu efficace (son impact sur les ventes est globalement dérisoire), c'est un innommable gâchis. Mais il entretient la confusion.

Pour un téléspectateur moyen, la différence entre une émission, un documentaire ou un film de fiction, et la publicité, s'estompe. On croit autant celui qui présente le journal télévisé que le comédien qui vante une voiture ou on le croit aussi peu. Tant il est vrai que ce qui n'a pas été « vu à la télé » n'existe pas (rappelons-nous la guerre du Golfe) et que ce qui a été vu, même bidonné, est accepté (même exemple).

La publicité est aussi le principal vecteur du virtuel, dont la promotion ne vise pas à le faire rivaliser avec le réel, mais bien à le remplacer, comme le montre bien l'acharnement de certains produits a se faire passer pour ceux, authentiques et prestigieux, auxquels ils veulent se substituer (exemple : les pubs pour le thé Lipton tournées dans l'Himalaya, ou celles pour le riz américain tournées dans les rizières d'Asie qu'il va ruiner).

Le monde de la pub, organisé comme une mafia, fonctionne comme elle, au service de l'idéologie la plus autoritaire qui soit. Le harcèlement commercial qu'elle fait déferler jusque dans les endroits les plus reculés

du monde ne laisse pas à ses opposants d'espace pour survivre. Il faut donc saluer les nouveaux combattants de cet anticapitalisme du XXIe siècle: Résistance à l'Agression Publicitaire en France; London-Greenpeace, elle, a mené le procès contre McDonald qui les accusait de mensonge préjudiciable à leur image de marque. Et bien sûr le « sous-commandant Marcos de l'anti-pub », Kalle Lasn, de Media Foundation, qui réalise des contre-spots, des anti-slogans, démonte les publicités en révélant leurs mensonges, et a créé les « Journées sans achat ».

Il faut démanteler l'univers de la publicité comme on le fait pour les armes de destruction massive, puisqu'elle en est une. Inutile ou néfaste socialement, environnementalement, artistiquement, culturellement, et même commercialement (les produits de qualité se vendent souvent sans pub), ce « crime contre l'intelligence, la créativité, le langage » (Toscani encore), qui nous propose une vision machiste, raciste, colonialiste, totalitaire, occidentale et excluante, ne sert que ceux qui nous conduisent à l'abîme.

Arme psychologique, elle remplace les armes classiques, nucléaires ou chimiques, car aujourd'hui le capitalisme doit garder vivantes ses victimes, transformées en simples consommateurs: il ne tue plus, il décérèbre. Cette offensive généralisée de la marchandise crée famines, catastrophes écologiques et sanitaires, chômage et exclusion. Ses missiles s'appellent publicité. L'offensive s'effectue au travers des nouvelles dispositions de l'O.M.C., des traités européens (Maastricht, Amsterdam), des accords de mondialisation (A.M.I., N.T.M.), et grâce à ses instruments (FM.I., Banque mondiale, banques centrales). Cette première guerre planétaire a désormais pris le relais des deux guerres mondiales classiques: elle a déjà fait plus de morts...

Yves Frémion

Yves Frémion est écrivain et journaliste, auteur de plus de 80 titres en tous domaines. Il anime les ateliers du Tayrac, édition associative. Vice-président du réseau Voltaire et du conseil permanent des écrivains. Il dirige la série « la Planète verte » chez Hachette Jeunesse. Écologiste. Il a été député européen et chargé des relations internationales des Verts. Il est actuellement conseiller régional d'Ile-de-France. Derniers ouvrages parus: Déluge sur Monteyrac (Hachette), Attention chien léchant (Audie) , Le Tueur (Gallimard).

Quand bien même ne suffirait pas l’abolition du capitalisme…

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » Jean Jaurès

D'abord un aphorisme: « Allons donc! des guerres il y en a toujours eu et il y en aura toujours ». Et puis sa consolidation: «Voyez ce qui s'est passé dans les pays socialistes. »

C'est vrai, des guerres il y en a toujours eu, des guerres entre tribus ou ethnies, entre principautés, entre États, les puissants imposant par la force leur domination sur des populations pour conquérir leurs terres, s'emparer de leurs richesses et réduire en esclavage leurs hommes et leurs femmes. La guerre n'est jamais qu'un des moyens de domination des faibles par les puissants.

Avec le capitalisme la guerre prend d'autres dimensions, un autre sens. Elle cesse d'être localisée pour être mondiale, planétaire... et demain? Cosmique? Elle prend un caractère permanent. Cela commence par la guerre économique, la guerre idéologique, s'accompagnant de mesures de blocus et aussi comme autres préalables les conflits de « basse intensité » et de sérieux conflits locaux susceptibles de généralisation à l'ensemble du monde. Une fois « terminée », la guerre se pérennise comme on l'a vu et on le voit avec la guerre du Golfe, les États-Unis victorieux imposant à la population irakienne un blocus plus meurtrier que la guerre elle-même. La guerre affecte le monde en permanence à telle enseigne que, comme la température pour la maladie, la guerre maintenant se mesure en degrés: guerre chaude ou guerre froide, une nouvelle guerre froide entre pays du Nord et pays du Sud ayant pris la relève de l'ancienne guerre froide entre l'Est et l'Ouest.

Enfin la guerre (comme les guerres localisées) n'épargne personne: c'est par millions que se chiffrent les victimes, militaires et populations civiles parmi lesquelles les enfants (voir le rapport de l'UNICEF). L'utilisation d'armes de destruction massive de plus en plus sophistiquées, ne vise pas seulement les forces militaires, et de même le blocus, la vieille méthode du siège que préconisaient déjà les États-Unis, au siècle dernier à propos de Cuba lorsqu'ils voulaient substituer leur domination à celle des Espagnols. L'ordre du jour adressé en 1898 par le secrétaire d'État à la guerre Bekenbridge au général Miles commandant le corps expéditionnaire américain à Cuba mérite d'être à nouveau cité tant il est révélateur des méthodes utilisées pour asseoir une domination sur les peuples : « Nous devons nettoyer le pays, et ce, même s’il nous fallait recourir aux moyens dont la Divine Providence s’était servie à Sodome et Gomorre. Nous devons détruire tout ce qui se trouve à portée de nos canons. Il nous faut imposer le blocus afin que la faim et la peste réduisent le nombre de civils et déciment l'armée. » .

Il faut aller encore plus loin. La guerre répond aux besoins du capitalisme. Un florissant commerce des armes génère d'immenses profits, des profits illicites, criminels, que Fidel Castro, à propos de la course aux armements, dénonçaient dans son discours au septième sommet des non-alignés: « Ce génocide par omission que l'humanité commet chaque jour en condamnant à mort des milliers d'êtres humains par le seul fait d'allouer tant de ressources au développement des moyens de les tuer d'une autre manière. »

Pour nombre de tenants du capitalisme pour qui « mieux vaut la guerre que le chômage », elle constitue un moyen idéal de résorption du chômage: elle sacrifie des travailleurs inutiles, et, la paix retrouvée, elle constitue la source de nouveaux profits dans la reconstruction.

Mais la guerre est aussi, et peut-être surtout, dans la nature intrinsèque du capitalisme dans la mesure où elle est un instrument quasi incontournable de solution des concurrences conflictuelles dans le contrôle de marchés, où la réduction constante du pouvoir d'achat que génère la loi du profit réduit d'autant les débouchés disponibles.

N'est-ce pas tout cela que sous-entend la formule de Jaurès? Même si son auteur, première victime de la guerre 14-18, n'en a pu connaître l'abominable boucherie, pas plus qu'il ne pouvait imaginer les bombardements aveugles de populations civiles, les villes et les villages incendiés (les Oradour et les Lidice), les déportations et les camps d'extermination, et l'utilisation de l'arme nucléaire sur les populations de deux villes d'un Japon prêt à capituler. Mais c'est sans doute extrapoler la phrase de Jaurès que d'en tirer ce qu'il n'a pas dit, qu'il suffirait d'abolir le capitalisme pour mettre fin aux rapports d'exploitation et de domination et assurer aux individus et aux peuples le bonheur, la liberté et la Paix. On peut seulement dire que la guerre est inhérente au capitalisme, ce qui ne veut pas dire qu'il en aurait le monopole. Cela veut dire simplement que dans le capitalisme la guerre n'est pas éradicable, alors qu'elle peut l'être une fois évincé le capitalisme.

En ces temps de désespérance, pour obtenir des individus et des peuples qu'ils se résignent à la pérennité du capitalisme, on leur présente comme une utopie irréalisable la construction d'un monde libéré des rapports d'exploitation sur les hommes et de domination sur les peuples, et pour cela rien n'est plus facile que de tirer un trait sur le socialisme à partir de la déroute d'une expérience, et à partir de ses dérapages et de ses erreurs dont certaines ont été tragiques.

Certes la formule maintes fois répétée « Le socialisme, c'est la Paix » a procédé d'abord d'un raisonnement a contrario trop simple: puisque le capitalisme génère la guerre, l'abolition du capitalisme élimine la guerre en en éliminant la cause. Plus substantiellement, il était cohérent de considérer que, l'ambition du socialisme étant de mettre fin aux rapports d'exploitation et de domination, la guerre, moyen extrême de domination sur les autres peuples et sur son propre peuple, est un phénomène étranger au socialisme.

De fait, l'imprégnation de fraternité humaine des idéaux de toutes les écoles successives du socialisme emportait nécessairement le corollaire du pacifisme, et c'est cette cohérence qui devait inspirer l'un des premiers actes de la Révolution socialiste au pouvoir lorsque Lénine signait le célèbre « Décret sur la Paix », et son appel à l'intervention des peuples par opposition à la diplomatie secrète. Sans doute par la suite, cette proclamation solennelle a-t-elle été souvent perdue de vue, mais encore faut-il en relativiser les raisons, car il est irrecevable de fermer toute ambition au prétexte d'une ambition déçue.

De cela le capitalisme lui même ne peut pas être disculpé. Il faut d'abord souligner le rôle pervers joué par la situation de guerre à laquelle l'Union soviétique s'est trouvée confrontée en permanence: l'intervention des anciens adversaires de la guerre 14-18 se liguant contre le jeune État Soviétique considéré comme un exemple dangereux (n'y avait-il pas la révolution spartakiste, les mutineries dans l'armée française) ; puis l'appui à Hitler et aux régimes fascistes considérés comme des remparts contre le communisme; ensuite, après la défaite des régimes fascistes, grâce en grande partie aux sacrifices de l'URSS, la guerre froide avec des menées subversives contre l'URSS et ses alliés, la menace d'utiliser l'arme atomique dont les États-Unis jusqu'en septembre 1949 avait le monopole; enfin le fol engrenage de la course aux armements.

Il est dès lors impossible de ne pas placer dans ce contexte tout ce qui dans la politique soviétique s'est éloigné de l'esprit du « décret sur la paix », pour substituer à l'investissement pacifiste dans le mouvement des Peuples l'option des solutions militaires et des négociations entre puissances, d'en occulter l'imprégnation défensive, si mauvaise conseillère qu'elle fût.

Certes, il sera difficile aux historiens d'arbitrer, même dans l'incontestable rôle joué par l'Union Soviétique au profit de la paix mondiale et qui motiva grandement les solidarités dont elle bénéficia, ce qui tient à la cohérence des idéaux socialistes ou au souci de sa sécurité.

Cela n'empêche pas de devoir reconnaître tout le volet positif du bilan, notamment le rôle joué par l'URSS dans l'élaboration des nouveaux principes de droit international consacrés par la Charte des Nations unies faisant du droit des peuples à disposer d'eux mêmes, de la non ingérence dans leurs affaires et de la solution

négociée des conflits, les règles des relations mondiales. Les puissances capitalistes à commencer par les États-Unis, n'ont accepté ces règles qu'à leur corps défendant, si bien qu'ils n'ont cessé de les violer et de s'employer à les éliminer pour revenir au bon vieux droit précédent, exclusivement fondé sur les rapports de puissances.

Le drame est que l'URSS se soit elle-même laissée attirer sur ce terrain en mettant la Paix en dépendance des négociations de chancelleries et des compromis entre super puissances. S'ajoutent à cela les conséquences dommageables de l'idéologie de la, « forteresse » qui, comme l'idéologie sécuritaire produisait au plan interne des phénomènes de surétatisation, devait engendrer une psychose défensive dans la responsabilité de laquelle on ne peut faire confortablement abstraction du rôle qu'ont pu jouer l'état de siège et les provocations incessantes du capitalisme.

Curieusement, paradoxalement, le basculement semble s'être situé avec Krouchtchev, quand la logique de l'appel de Stockholm, eut cédé la place à la stratégie de la godasse sur la tribune de l'ONU, puis au téléphone rouge et à la logique de la course aux armements, et de l'idéologie de « forteresse » qu'elle générait, aux divers accords SALT, jusqu'au piège fatal de l'illusion tchevernadzienne que le sort du monde était dans le ami-ami des deux superpuissances.

Il reste que l'histoire a montré qu'il peut y avoir des conflits armés entre pays socialistes où l'explication par le contexte d'un environnement capitaliste n'est pas nécessairement convaincant. On n'en était déjà pas loin entre l'URSS et la Chine, et il a fallu franchir le pas des prises de consciences douloureuses lors de l'agression chinoise contre le Viêtnam. On découvrait, avec déchirement, qu'il pouvait y avoir des guerres entre pays socialistes. Il fallait donc tout réviser, là aussi apprendre à ne pas idéaliser: le socialisme aussi pouvait porter en lui la guerre. Était-ce un démenti à l'antithèse fondamentale?

On apprenait simplement que le socialisme n'élimine pas ipso facto la guerre, comme on avait (douloureusement) appris qu'il n'éradiquait pas ipso facto la délinquance, la corruption, le carriérisme.

Alors? Jaurès nous l'avait-il baillée bien belle?

Est-ce parce qu'il y a eu Tchernobyl, parce qu'il y avait encore des accidents du travail, de l'alcoolisme, des voleurs dans les pays socialistes, que cela disculpe le capitalisme de sa culpabilité intrinsèque dans le caractère massif des déviances qu'il secrète?

L'une des erreurs principales des idéologues des pays socialistes, et plus particulièrement des thuriféraires de l'État, aura sans doute été d'omettre le caractère transitoire du système qu'ils avaient en charge, de perdre de vue la distinction classique entre une étape de société régie par une compétition conflictuelle dans la répartition du disponible et une étape qui en soit délivrée.

Le socialisme ne met pas fin du jour au lendemain à l'insatisfaction de tous les besoins des hommes, et force en est d'en déduire que tant qu'il y aura compétition conflictuelle pour la répartition du disponible, il ne pourra pas ne pas y avoir compétition de maîtrise donc de domination.

Pourquoi ne pas revenir alors à l'idée toute simple que la guerre est le moyen ultime de domination?

C'est en cela que l'on peut dire qu'« homo homini lupus » mais en cela seulement, et donc que la guerre n'est pas éliminée ipso facto par l'abolition du capitalisme, mais le sera lorsque cette abolition aura permis à l'homme de dépouiller le loup pour s'épanouir en homme.

L'humanisme le plus élémentaire commande donc de rejeter l'abominable aphorisme de la fatalité de la guerre. Si la lucidité commande de mesurer qu'il ne suffit pas de l'abolition du capitalisme pour l'éliminer,

tant que n'en sont pas expurgés l'héritage et les séquelles, la vérité commande aussi d'admettre qu'au capitalisme, et au capitalisme seul, en raison de sa nature fondée sur l'exploitation, la guerre est intrinsèque.

Elle lui est intrinsèque en effet parce que le capitalisme repose sur la compétition dans l'appropriation des ressources humaines, parce que sa nature et sa raison d'être sont de les confisquer à l'humanité et pour cela de la dominer, au besoin avec les nouvelles formes de domination que nous connaissons aujourd'hui. L'attaque généralisée contre les peuples et contre leur irruption dans les affaires internationales œuvre à les contraindre à abandonner leur souveraineté à des institutions internationales ou supranationales (FMI-UE-ALENA) en attendant que la concurrence exacerbée pour les marchés débouche sur la guerre armée qui n'est jamais très loin de la guerre économique.

Oui, intrinsèque au capitalisme, parce que sa tare originelle irrémissible est qu'en son sein même s'affrontent les concurrences de domination et les maîtrises de marché, les maîtrises d'espaces, et de cheptels humains, dans un processus aiguisé par la réduction croissante des capacités de consommation.

Monique et Roland Weyl

Monique et Roland Weyl sont avocats, auteurs notamment de Démo-cratie, pouvoir du peuple ; Se libérer de Maastricht (Temps des Cerises).

Capitalisme et barbarie
Tableau noir des massacres et des guerres au XXe siècle. 1900 - 1997

- Les dernières répressions anti-indiennes aux USA, qui virent le terme du génocide engagé au XIXe siècle 100 000
- La guerre anglo-boer (pour le contrôle de l'Afrique du Sud) 1902 .... 100 000
- Victimes des conquêtes coloniales de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle (dont la conquête de la Corée par le Japon, 1908) 500 000
- La guerre russo-japonaise (1904-1905). La seule bataille de Moukden fit plus de 100000 morts.. 300 000
- La répression de la Révolution de 1905 en Russie………………………………...... 100 000
- La guerre Italo-turque pour la Tripolitaine (1911) …………………………........................ 50 000
- Les guerres balkaniques (1912-1913) Turquie. Serbie. Bulgarie. ……………….............. 500 000
- Le génocide des Arméniens en Turquie. ……………………………………...... 1 000 000
- La Première Guerre mondiale (1914-1918) …………………………........................... 8 500 000
- La guerre civile en URSS, les famines et les épidémies consécutives aux interventions étrangères et au blocus par l'Occident. ……………………………..……... 6 000 000
- Les répressions après le mouvement révolutionnaire dans les différents pays d'Europe, Finlande, Pays-Baltes, Hongrie, Allemagne. Pologne. Roumanie. Bulgarie (1918-1923) 200 000
- La guerre gréco-turque (1920-1922) 100 000
  et plus de 1 500 000 exilés
- Les victimes du fascisme en Europe avant la Seconde Guerre mondiale (1924-1939) 150 000
- La guerre franco-espagnole contre les Marocains du RIF (1925-1926) 50 000
- Les interventions militaires des USA en Amérique centrale en Amérique du sud et aux Caraïbes (1910-1940) 50 000
- La guerre du Chaco pour son pétrole entre la Bolivie et le Paraguay (1931-1935) 150 000
- Les victimes des famines et des épidémies aux Indes, en Chine et en Indochine (1900-1945) ..8 000 000 (au moins) (dont 6 millions pour la seule Chine)
- Les répressions massives et la guerre civile déclenchées par Tchang Kaï-Chek en Chine(1927-1937)..1 000 000
- La guerre d'agression japonaise en Chine (1931-1941) ……………………………….. 1 000 000
- La guerre du fascisme italien en Éthiopie. ………………………………………… 200 000
- La guerre civile en Espagne déclenchée par Franco soutenue par Hitler et Mussolini et facilitée par la « non-intervention » ……………………………………………….... 700 000
- La Seconde Guerre mondiale provoquée par l'Allemagne de Hitler et le Japon militariste fut aussi le résultat des capitulations successives des pays capitalistes occidentaux devant le nazisme en Europe et devant le Japon en Asie (1939-1945).
  Victimes militaires et civiles y compris déportés et l'Holocauste.. 50 000 000
- La guerre française en Indochine (1946-1955) ……………………………………......1 200 000
- La guerre américaine au Viet-Nam (1956-1975) 2 000 000
- Les répressions colonialistes d'après-guerre dont celle de Madagascar (80000 morts), d'Algérie (1945), du Maroc, de la Tunisie, de l'Afrique noire …………………………………… 500 000
- La guerre en Algérie (1956-1962) 1 200 000
- Les massacres anti-communistes en Indonésie après septembre 1965 …................................. 1 500 000
- La guerre et les répressions au Bengale oriental, Bangla Desh, (selon Amnesty International) .. 3 000 000
- Les massacres indo-pakistanais consécutifs à la partition de l'Inde (1948) (14 millions de personnes déplacées) ………………………………….................................. 300 000
  (Certaines sources parlent de 10 millions de morts)
- Les quatre guerres israélo-arabes au Proche-Orient (1948-1956-1967-1973) dont la guerre

du Liban 300 000
morts et 700 000 Palestiniens exilés.
- Les répressions anti Kurdes de la Turquie, de l'Iran et de l'Irak. …………………………….... 200 000
- La guerre au Biafra (Nigéria) (1967-1970) ……………………………………………... 1 000 000
- La guerre Iran-Irak 600 000
- La guerre du Golfe (1991), victimes directes ……………………………………………... 200 000
plus les victimes de la dénutrition due au blocus qui dure toujours. ……………………….... 500 000
- Les interventions directes américaines ou par guérilla et groupes para militaires interposés
au Nicaragua, Salvador, Guatémala, Panama, République dominicaine, etc. ……………………. 200 000
- La guerre au Timor oriental 200 000
- Les répressions au Chili, en Argentine, au Brésil, au Pérou, en Bolivie, en Colombie, etc.
Soutenues en général par les services américains. ………………………………………... 150 000
- Les conflits inter-ethniques en Transcaucasie et Asie centrale consécutifs à la dissolution de
l'URSS (1990-1995) dont la guerre en Tchetchénie en 1995 (80 000 morts) ……….................... 200 000
- Guerres en Angola (2 millions de victimes), et au Mozambique (1 million) ………………..…. 3 000 000
- Les massacres en Somalie, au Libéria, au Rwanda (génocide anti Tutsi 500000), Burundi,
Sierra Leone, Congo/Zaïre, Congo/Brazzaville etc. (1990-1997), en Afrique du sud de
l'Apartheid. En ce qui concerne l'Afrique, nous faisons entrer en ligne de compte les victimes
des famines (Sahel, Somalie, Éthiopie et celles de l'absence de soins, en particulier des
réfugiés) .. …... 4 000 000
- La guerre inter-intégriste en Afghanistan 700 000
- Les guerres et massacres ethniques en ex-Yougoslavie provoqués par la désintégration du
pays encouragée par l'Allemagne et d'autres puissances occidentales (1990-1996) 200 000
(plus 1 million de réfugiés chassés de leurs régions).

Entre 1990 et 1995 seulement, les guerres ont provoqué dans le monde cinq millions et demi de morts civils pour les trois quarts. (Europe 250 000, Asie 1,5 million, Moyen et Proche Orient 200 000, Afrique 3,5 millions).

À ce tableau incomplet, il faut ajouter la mort par malnutrition de 6 millions d'enfants pour la seule année 1997.

Les réfugiés et exilés se comptaient en 1997 au nombre de quarante millions.

Ces chiffres - pour la plupart extraits des encyclopédies actuellement disponibles et consultables par tous - sont évidemment approximatifs et non exhaustifs. Ils ne sont présentés ici qu'à titre indicatif.

Ne sont pas citées, au nombre des victimes du capitalisme, les victimes des répressions de masse dans les pays se réclamant du socialisme, en URSS et en Chine notamment, ni celles du génocide cambodgien. Les évaluations concernant le nombre de ces victimes, que l'on peut trouver dans plusieurs ouvrages, sont aussi approximatives et objet de discussion.

L’éditeur